

TABLE DES MATIERES

1	Etat, peuple, autorités
10	<i>Constitution et autres actes fondamentaux</i>
101	Constitution de la République et Canton du Jura du 20 mars 1977
103.1	Arrêté du Parlement du 25 mai 1994 approuvant l'Accord entre le Conseil fédéral, le Conseil-exécutif du canton de Berne et le Gouvernement de la République et Canton du Jura relatif à l'institutionnalisation du dialogue interjurassien et à la création de l'Assemblée interjurassienne
103.2	Loi "Un seul Jura" du 26 avril 2006
104.1	Arrêté du Parlement du 13 septembre 2000 relatif au projet "Pays ouvert"
105.1	Arrêté du Parlement du 21 juin 1990 proclamant la Nouvelle Rauracienne hymne officiel de la République et Canton du Jura
11	<i>Traités, concordats et conventions</i>
111	<i>Adhésion de la République et Canton du Jura à des traités, concordats et conventions</i>
111.1	Loi du 20 décembre 1979 sur l'approbation des traités, concordats et autres conventions
111.190	Arrêté du Parlement du 22 septembre 2010 portant adhésion de la République et Canton du Jura à la convention relative à la participation des parlements cantonaux dans le cadre de l'élaboration, de la ratification, de l'exécution et de la modification des conventions intercantionales et des traités des cantons avec l'étranger (CoParl)
111.191	Arrêté du Gouvernement du 23 octobre 2007 portant ratification de la convention entre la Confédération et les cantons relative à la mise en œuvre, à l'application et au développement de l'acquis de Schengen et de Dublin
13	<i>Population et territoire</i>
131	<i>Recensement et statistique annuelle de la population</i>
131.11	Arrêté du Gouvernement du 20 août 2002 concernant les résultats du recensement de la population de l'année 2000
131.14	Arrêté du Gouvernement du 16 décembre 1980 concernant la statistique annuelle de la population

132 *Territoire cantonal*

- 132.112 Loi du 26 avril 1995 régissant l'accueil de la commune de Vellerat
132.159.1 Arrêté du Gouvernement du 21 décembre 1979 portant adhésion définitive à la Convention du 3 mars 1953 entre les cantons de Berne et de Soleure concernant la rectification de leur frontière communale
- 132.21 Loi du 11 septembre 1996 concernant la circonscription de la République et Canton du Jura en trois districts
- 132.23 Arrêté du 6 décembre 1978 portant fixation des armoiries de district

14 ***Droit de cité, établissement, séjour*****141** *Droit de cité*

- 141.1 Loi du 9 novembre 1978 sur le droit de cité
141.11 Décret du 6 décembre 1978 concernant l'admission au droit de cité communal et cantonal et la libération des liens de ce droit de cité
- 141.2 Loi du 9 novembre 1978 sur le droit de cité facilité
141.511 Avis du 6 décembre 1978 concernant les déclarations d'option des enfants de Français naturalisés Suisses

142 *Etablissement et séjour*

- 142.11 Loi du 18 février 2009 concernant le contrôle des habitants
142.111. Ordonnance du 19 janvier 2010 concernant le contrôle des habitants
- 142.41 Loi d'application des mesures de contrainte en matière de droit des étrangers du 20 mai 1998
- 142.411 Ordonnance du 24 août 1999 concernant la détention des étrangers

143 *Papiers d'identité, légalisation des signatures*

- 143.12 Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant les actes d'origine et le registre de ces actes
- 143.21 Ordonnance du 4 mai 2010 relative à l'établissement des documents d'identité
- 143.31 Ordonnance du 6 mai 1980 sur la légalisation des signatures

144 *Insertion des étrangers*

- 144.1 Ordonnance du 12 avril 2011 concernant l'intégration des étrangers et la lutte contre le racisme

15 Droits fondamentaux

- 151.1 Loi du 17 mai 2000 portant introduction à la loi fédérale sur l'égalité entre femmes et hommes
- 151.21 Règlement du 16 janvier 2001 concernant la commission de l'égalité entre femmes et hommes

16 Droits politiques

- 161.1 Loi du 26 octobre 1978 sur les droits politiques
- 161.11 Ordonnance d'exécution de la loi sur les droits politiques du 9 février 1999
- 161.15 Ordonnance du 11 février 1986 concernant le registre des électeurs
- 161.19 Ordonnance du 4 septembre 1984 concernant les élections communales

17 Autorités**170 Dispositions générales**

- 170.31 Loi d'incompatibilité du 29 avril 1982
- 170.41 Loi du 15 mai 1986 sur la protection des données à caractère personnel
- 170.411 Ordonnance du 7 avril 1988 sur la protection des données à caractère personnel
- 170.51 Loi du 9 novembre 1978 sur les publications officielles
- 170.511 Ordonnance du 9 novembre 1978 concernant la publication du Recueil systématique et du Recueil officiel
- 170.513 Ordonnance du 9 novembre 1978 concernant la publication du Journal officiel
- 170.514 Ordonnance du 9 novembre 1978 concernant la publication de la Feuille d'Avis
- 170.61 Loi du 17 novembre 2010 concernant l'usage de la langue française
- 170.71 Loi du 28 avril 1988 visant à protéger et à soutenir la famille
- 170.801 Loi du 4 décembre 2002 sur l'information et l'accès aux documents officiels
- 170.801.1 Règlement du Tribunal cantonal du 31 mars 2004 sur la diffusion de l'information par les autorités judiciaires
- 170.812 Arrêté du Gouvernement du 6 février 2001 concernant la création d'une commission parlementaire de la communication et de la coordination du site Internet
- 170.91 Arrêté du Gouvernement du 2 octobre 2007 portant approbation de la convention-cadre de droit public concernant la collaboration en matière de cyberadministration en Suisse (2007-2011)

171	<i>Parlement</i>
171.21	Loi d'organisation du Parlement de la République et Canton du Jura du 9 décembre 1998
171.211	Règlement du Parlement de la République et Canton du Jura du 16 décembre 1998
171.216	Arrêté du Parlement du 16 décembre 1998 fixant les indemnités parlementaires
172	<i>Gouvernement, administration et conseils consultatifs</i>
172.11	Loi d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale du 26 octobre 1978
172.111	Décret d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale du 25 octobre 1990
172.111.1	Arrêté du Gouvernement du 17 décembre 2010 concernant la désignation et la répartition des départements, ainsi que l'attribution des services mobiles pour la législature 2011-2015
172.111.151	Ordonnance du 17 septembre 1985 concernant le Bureau de la condition féminine
172.111.215	Ordonnance du 10 janvier 2006 portant délégation au DEE de la conclusion de mandats et d'accords de prestation avec la Confédération relatifs à la réalisation de la mensuration officielle
172.111.216	Ordonnance du 29 août 2006 concernant le règlement des sinistres relatifs à la responsabilité civile de l'Etat
172.356	Ordonnance du 11 novembre 1980 concernant la durée des mandats et les indemnités journalières et de déplacement des membres de commissions cantonales
172.411	Loi du 1er juillet 1981 sur le Conseil facultatif des Jurassiens domiciliés à l'extérieur de la République et Canton du Jura
172.441	Loi du 1er juillet 1982 instituant le Conseil scolaire
172.481	Loi du 11 mars 1982 instituant le Conseil de la santé publique
172.51	Règlement de l'Assemblée interjurassienne du 23 août 1994
172.91	Arrêté du Gouvernement du 19 octobre 1993 portant ratification de la Convention sur la Conférence des gouvernements cantonaux

TABLE DES MATIERES

1	Etat, peuple, autorités
173	<i>Membres des autorités, fonctionnaires et employés</i>
173.11	Loi du 22 septembre 2010 sur le personnel de l'Etat
173.111	Ordonnance du 29 novembre 2011 sur le personnel de l'Etat
173.112.1	Décret du 16 mai 2001 sur l'encouragement à la prise de la retraite anticipée
173.113.2	Ordonnance du 19 février 1997 portant délégation de compétence du Gouvernement au Département de l'Economie et de la Coopération concernant l'engagement d'employés de l'Etat financé totalement par le Fonds de l'assurance-chômage
173.113.3	Ordonnance du 13 décembre 2005 portant délégation de compétence du Gouvernement au Département de l'Education concernant l'engagement d'employés de l'Etat, rattachés à la section d'archéologie et de paléontologie de l'Office cantonal de la culture, dont le financement est assuré par la Confédération dans le cadre du projet A16
173.114.1	Règlement de la commission du personnel de l'administration jurassienne du 31 mai 1990
173.12	Loi du 31 mai 1990 concernant le statut des membres de la fonction publique exerçant un mandat de parlementaire fédéral
173.21	Ordonnance du 26 octobre 2004 concernant l'occupation de logements de fonction
173.411	Décret du 6 décembre 1978 concernant le traitement des magistrats, fonctionnaires et employés de la République et Canton du Jura
173.411.011	Arrêté du Gouvernement du 17 décembre 1997 fixant l'échelle des salaires des agents de poursuite engagés à salaire fixe
173.411.012	Arrêté du Gouvernement du 22 janvier 2002 fixant la rémunération des agents de poursuite engagés à la tâche
173.411.02	Règlement du 4 février 1986 concernant la commission d'évaluation des fonctions
173.411.1	Arrêté du Parlement du 21 décembre 2007 fixant le traitement des membres du Gouvernement
173.411.11	Ordonnance du 10 septembre 1991 concernant les indemnités horaires et de déplacement dues aux anciens membres du Gouvernement pour l'exécution des mandats qui leur sont confiés
173.411.2	Arrêté du Gouvernement du 5 mars 1985 concernant la classification des emplois de la fonction publique
173.411.31	Règlement de la commission de conciliation appelée à connaître les contestations découlant de l'application du décret concernant le traitement des magistrats, fonctionnaires et employés du 10 décembre 1985

173.411.41	Règlement du 6 mai 1986 concernant les conditions et la procédure applicables aux modifications de traitements des magistrats, fonctionnaires et employés de la République et Canton du Jura
173.412	Décret du 12 février 1981 concernant le versement d'un treizième mois de traitement aux magistrats et fonctionnaires de la République et Canton du Jura
173.413	Décret du 3 juillet 1980 concernant l'adaptation du traitement des magistrats, fonctionnaires, enseignants et employés de la République et Canton du Jura à l'évolution du coût de la vie
173.413.1	Arrêté du Parlement du 3 juillet 1980 concernant l'adaptation des traitements au coût de la vie
173.413.11	Arrêté du Gouvernement du 2 septembre 1980 concernant l'adaptation des traitements au coût de la vie
173.413.111	Arrêté du Gouvernement du 6 janvier 1981 concernant l'adaptation des traitements au coût de la vie
173.413.12	Arrêté du Gouvernement du 8 juillet 1981 concernant l'adaptation des traitements au coût de la vie
173.413.13	Arrêté du Gouvernement du 25 janvier 1982 concernant l'adaptation des traitements au coût de la vie
173.413.14	Arrêté du Gouvernement du 13 juillet 1982 concernant l'adaptation des traitements au coût de la vie
173.413.15	Arrêté du Gouvernement du 21 décembre 1982 concernant l'adaptation des traitements au coût de la vie
173.413.16	Arrêté du Gouvernement du 10 janvier 1984 concernant l'adaptation des traitements au coût de la vie
173.413.17	Arrêté du Gouvernement du 15 janvier 1985 concernant l'adaptation des traitements au coût de la vie
173.413.18	Arrêté du Gouvernement du 20 août 1985 concernant l'adaptation des traitements au coût de la vie
173.413.19	Arrêté du Gouvernement du 22 septembre 1987 concernant l'adaptation des traitements au coût de la vie
173.413.191	Arrêté du Gouvernement du 21 février 1989 concernant l'adaptation des traitements au coût de la vie
173.413.192	Arrêté du Gouvernement du 16 janvier 1990 concernant l'adaptation des traitements au coût de la vie
173.413.193	Arrêté du Gouvernement du 15 janvier 1991 concernant l'adaptation des traitements au coût de la vie
173.413.194	Arrêté du Gouvernement du 14 janvier 1992 concernant l'adaptation des traitements au coût de la vie
173.413.195	Arrêté du Gouvernement du 18 janvier 1993 concernant l'adaptation des traitements au coût de la vie
173.413.196	Arrêté du Gouvernement du 11 janvier 1994 concernant l'adaptation des traitements au coût de la vie
173.413.197	Arrêté du Gouvernement du 7 février 1996 concernant l'adaptation des traitements au coût de la vie
173.413.198	Arrêté du Gouvernement du 29 janvier 1997 concernant l'adaptation des traitements au coût de la vie
173.413.199	Arrêté du Gouvernement du 7 avril 1998 concernant l'adaptation des traitements au coût de la vie

173.413.200	Arrêté du Gouvernement du 11 janvier 2000 concernant l'adaptation des traitements au coût de la vie
173.413.201	Arrêté du Parlement du 15 décembre 2000 portant augmentation des traitements en vue de leur adaptation au coût de la vie
173.413.202	Arrêté du Gouvernement du 16 janvier 2001 concernant l'adaptation des traitements au coût de la vie
173.413.203	Arrêté du Gouvernement du 22 janvier 2002 concernant l'adaptation des traitements au coût de la vie
173.413.204	Arrêté du Gouvernement du 14 janvier 2003 concernant l'adaptation des traitements au coût de la vie
173.413.205	Arrêté du Gouvernement du 13 janvier 2004 concernant l'adaptation des traitements au coût de la vie
173.413.206	Arrêté du Gouvernement du 11 janvier 2005 concernant l'adaptation des traitements au coût de la vie
173.413.207	Arrêté du Gouvernement du 10 janvier 2006 concernant l'adaptation des traitements au coût de la vie
173.413.208	Arrêté du Gouvernement du 9 janvier 2007 concernant l'adaptation des traitements au coût de la vie
173.413.209	Arrêté du Gouvernement du 15 janvier 2008 concernant l'adaptation des traitements au coût de la vie
173.413.210	Arrêté du Gouvernement du 13 janvier 2009 concernant l'adaptation des traitements au coût de la vie
173.413.211	Arrêté du Gouvernement du 12 janvier 2010 concernant l'adaptation des traitements au coût de la vie
173.413.212	Arrêté du Gouvernement du 11 janvier 2011 concernant l'adaptation des traitements au coût de la vie
173.414	Règlement du 6 décembre 1978 relatif à la classification des fonctions dans l'administration cantonale jurassienne
173.441	Directives du 9 juin 1981 concernant la rétribution des jeunes gens et des jeunes filles affectés, durant leurs vacances, à des travaux que leur confient certaines écoles cantonales ou d'autres services de l'Etat jurassien
173.461	Ordonnance du 21 mai 1991 concernant le remboursement des dépenses des magistrats, fonctionnaires et employés de la République et Canton du Jura
173.461.111	Ordonnance du 25 janvier 2000 concernant les indemnités versées en cas de changement du lieu de service
173.461.151	Ordonnance du 2 mars 2010 concernant les heures supplémentaires et les indemnités des huissiers
173.461.551	Ordonnance du 18 décembre 1979 concernant les indemnités pour dépenses spéciales accordées aux membres de la police cantonale et aux geôliers
173.461.722	Ordonnance du 22 avril 1997 concernant les indemnités de repas versées au personnel de la section entretien du Service des ponts et chaussées
173.461.751	Ordonnance du 29 juin 2010 concernant les indemnités pour dépenses spéciales accordées aux gardes de l'Office de l'environnement

173.461.915	Ordonnance du 2 décembre 1980 concernant le remboursement des dépenses des fonctionnaires de l'Ecole d'agriculture et ménagère rurale du Jura
173.461.916	Ordonnance du 9 juillet 1991 concernant l'indemnisation des membres de commissions et des mandataires extérieurs rattachés à l'Institut agricole du Jura
173.471	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant le versement du traitement au personnel de l'Etat en cas de service militaire
173.51	Loi du 28 octobre 2009 sur la Caisse de pensions de la République et Canton du Jura
173.52	Décret du 12 février 1981 sur la Caisse de pensions des membres du Gouvernement
174	<i>Marchés publics</i>
174.01	Arrêté du Parlement du 9 septembre 1998 portant approbation de l'Accord intercantonal sur les marchés publics et arrêté du Parlement du 22 septembre 2004 portant approbation de la modification de l'Accord intercantonal sur les marchés publics
174.1	Loi du 21 octobre 1998 concernant les marchés publics
174.11	Ordonnance du 4 avril 2006 concernant l'adjudication des marchés publics
175	<i>Procédure et juridiction administratives</i>
175.1	Loi de procédure et de juridiction administrative et constitutionnelle du 30 novembre 1978 (Code de procédure administrative)

TABLE DES MATIERES

1	Etat, peuple, autorités
176	<i>Emoluments</i>
176.11	Loi du 9 novembre 1978 sur les émoluments
176.21	Décret du 24 mars 2010 fixant les émoluments de l'administration cantonale
176.210.1	Arrêté du Gouvernement du 18 juin 1991 concernant l'indexation des émoluments de l'administration cantonale
176.210.2	Arrêté du Gouvernement du 10 mars 1992 concernant l'indexation des émoluments de l'administration cantonale
176.210.3	Arrêté du Gouvernement du 1er juin 1993 concernant l'indexation des émoluments de l'administration cantonale
176.210.4	Arrêté du Gouvernement du 14 septembre 1999 concernant l'indexation des émoluments
176.210.5	Arrêté du Gouvernement du 25 janvier 2005 concernant l'indexation des émoluments de l'administration cantonale
176.210.6	Arrêté du Gouvernement du 18 novembre 2008 concernant l'indexation des émoluments de l'administration cantonale
176.210.7	Arrêté du Gouvernement du 17 janvier 2012 concernant l'indexation des émoluments de l'administration cantonale
176.214	Directives du 26 janvier 1988 fixant les émoluments à percevoir en vertu de la modification du 5 octobre 1984 du Code civil suisse
176.215	Règlement du 22 août 1989 concernant les émoluments de naturalisation pour étrangers
176.331	Décret du 24 mars 2010 fixant les émoluments du registre foncier
176.412	Décret du 6 décembre 1978 fixant les émoluments en matière d'établissement et de séjour des citoyens suisses
176.421	Décret 24 mars 2010 concernant les émoluments des autorités de tutelle
176.481	Arrêté du Gouvernement du 30 mars 2011 fixant le tarif-cadre des émoluments pour le contrôle des viandes
176.511	Décret 24 mars 2010 fixant les émoluments judiciaires
178	<i>Service de renseignements juridiques</i>
178.1	Arrêté du Parlement du 1 ^{er} octobre 1981 concernant la ratification de la convention relative à l'organisation du Service de renseignements juridiques
178.11	Règlement de l'Ordre des avocats jurassiens concernant le Service de renseignements juridiques
18	Organisation judiciaire, avocats et notaires
181	<i>Organisation judiciaire générale</i>
181.1	Loi d'organisation judiciaire du 23 février 2000

181.111	Ordonnance du 30 novembre 2010 concernant l'exercice de la fonction de juge et de procureur à temps partiel
181.112	Règlement du Conseil de surveillance de la magistrature du 14 juin 2007
182	<i>Autorités judiciaires</i>
182.11	Règlement du Tribunal cantonal du 16 octobre 2000
182.12	Règlement du 21 décembre 2006 sur les attributions des greffiers de cour du Tribunal cantonal
182.21	Règlement du Tribunal de première instance du 30 novembre 2000
182.34	Loi du 30 juin 1983 instituant le Conseil de prud'hommes
182.35	Loi du 30 juin 1983 instituant le Tribunal des baux à loyer et à ferme
182.351	Ordonnance du 9 juillet 1991 concernant les commissions de conciliation en matière de bail et la consignation du loyer
182.41	Règlement du Ministère public du 10 janvier 2011
182.51	Loi du 1 ^{er} septembre 2010 relative à la justice pénale des mineurs
182.511	Ordonnance du 18 décembre 2007 portant application de la loi sur le Tribunal des mineurs
186	<i>Indemnités journalières et de déplacement</i>
186.1	Décret du 7 mai 1981 concernant les indemnités journalières et de déplacement dans l'administration de la justice et des tribunaux
187	<i>Dévolution judiciaire</i>
187.1	Décret du 6 décembre 1978 concernant la dévolution judiciaire civile et pénale
188	<i>Avocats</i>
188.11	Loi du 3 septembre 2003 concernant la profession d'avocat
188.211	Règlement du Tribunal cantonal du 30 janvier 2004 sur le stage et les examens d'avocat
188.41	Ordonnance du 6 juillet 2004 concernant le fonctionnement de la Chambre des avocats et les émoluments perçus par les autorités chargées d'appliquer la loi concernant la profession d'avocat
188.61	Ordonnance du 19 avril 2005 fixant le tarif des honoraires d'avocat
189	<i>Notaires</i>
189.11	Loi du 9 novembre 1978 sur le notariat
189.111	Décret du 6 décembre 1978 concernant l'exécution de la loi sur le notariat
189.112	Ordonnance du 6 décembre 1978 portant exécution de la loi sur le notariat
189.113	Ordonnance du 29 janvier 1979 sur les notaires
189.211	Ordonnance du 22 décembre 1981 sur le stage et les examens de notaire

189.31	Décret du 6 décembre 1978 concernant les occupations accessoires des notaires
189.421	Décret du 6 décembre 1978 sur l'authentification notariale de déclarations sous serment
189.422	Décret du 6 décembre 1978 sur la passation publique des actes de mutation relatifs à de petits immeubles
189.423	Décret du 6 décembre 1978 concernant la passation publique de cautionnements
189.61	Décret du 6 décembre 1978 concernant les émoluments des notaires

19***Communes***

190.11	Loi du 9 novembre 1978 sur les communes
190.111	Décret du 6 décembre 1978 sur les communes
190.21	Décret du 6 décembre 1978 concernant la rectification des limites communales
190.211	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant la rectification et l'abornement des limites communales
190.31	Décret du 20 octobre 2004 sur la fusion de communes
190.611	Décret du 21 mai 1987 concernant l'administration financière des communes
190.614.1	Loi du 9 novembre 1978 concernant la classification judiciaire des biens communaux
190.614.2	Arrêté du 6 décembre 1978 concernant la transcription dans les registres fonciers des conventions sur la classification des biens communaux et des décisions qui fixent la destination de ces biens
192.11	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant l'orthographe officielle des noms des communes
192.222	Décret du 6 décembre 1978 sur la protection des minorités
192.244.1	Décret du 6 décembre 1978 sur la police locale

Ordonnance concernant l'intégration des étrangers et la lutte contre le racisme

du 12 avril 2011

Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,

vu l'article 18, alinéa 3, de la Constitution cantonale¹⁾,

vu l'article 13 de la loi d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale du 26 octobre 1978²⁾,

arrête :

Principe	Article premier L'Etat et les communes favorisent l'intégration des étrangers dans le milieu social jurassien et participent à la lutte contre le racisme.
Terminologie	Art. 2 Les termes utilisés dans la présente ordonnance pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.
Service de la population	<p>Art. 3 ¹ Le Service de la population est l'unité administrative cantonale chargée de l'intégration des étrangers et de la lutte contre le racisme.</p> <p>² Une coopération régionale avec le Jura bernois peut être instituée.</p> <p>³ Le Service de la population est l'interlocuteur des organes fédéraux en matière de migration, d'intégration des étrangers et de lutte contre le racisme.</p>
Bureau de l'intégration	<p>Art. 4 ¹ Le Bureau de l'intégration est rattaché administrativement au Service de la population.</p> <p>² Il a pour mission :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) de proposer, susciter et coordonner les mesures d'intégration des étrangers et de prévention du racisme mises en œuvre dans le Canton; b) de collaborer avec les acteurs cantonaux et communaux, les associations et les institutions publiques et privées actives dans le domaine de l'intégration des étrangers et de la lutte contre le racisme; c) de fournir des informations et des conseils en matière d'intégration des étrangers, notamment dans la conduite de projets;

- d) de participer au programme d'accueil des nouveaux arrivants dans le Canton;
- e) d'appliquer les programmes fédéraux de promotion de l'intégration en collaboration avec l'Office fédéral des migrations.

Tâches de la
commission

Art. 5 ¹ Il est institué une commission consultative chargée de l'intégration des étrangers et de la lutte contre le racisme (dénommée ci-après : "la commission").

² Son mandat est le suivant :

- a) proposer une politique cantonale d'intégration des étrangers dans le milieu social jurassien;
- b) proposer une politique cantonale de lutte contre le racisme et de prévention contre la discrimination;
- c) préavisier, à l'intention du Gouvernement, les demandes de subventions cantonales pour des projets d'intégration et de lutte contre le racisme;
- d) évaluer les attentes des communautés étrangères en matière scolaire et de formation professionnelle et en informer le Service de l'enseignement de la préscolarité et de la scolarité obligatoire, le Service de la formation des niveaux secondaire II et tertiaire et le Centre jurassien d'enseignement et de formation.

³ La commission peut élaborer des propositions à l'intention du Gouvernement et des communes concernant l'amélioration du statut juridique et social des étrangers, et des mesures à prendre pour lutter contre le racisme.

⁴ En matière de scolarisation des enfants étrangers, la commission a principalement pour tâche de :

- a) conseiller le Département de la Formation, de la Culture et des Sports quant à l'application des articles 3 à 7 de l'ordonnance scolaire³⁾ et de recommandations d'organismes intercantonaux en matière de scolarisation d'enfants de langue étrangère;
- b) proposer toute mesure utile pour améliorer les conditions d'enseignement des cours de langue et de culture organisés à l'intention des élèves étrangers;
- c) élaborer des propositions tendant à développer des approches interculturelles dans les écoles jurassiennes.

⁵ Les contacts éventuels de la commission avec les écoles ont lieu par l'intermédiaire des services concernés.

⁶ La commission examine tous les objets qui lui sont soumis par le Gouvernement, par le département auquel est rattaché le Service de la population et par le Département de la Formation, de la Culture et des Sports.

Information	<p>Art. 6 ¹ La commission est informée des modifications de la législation fédérale et cantonale concernant les étrangers et sur les questions relatives à la lutte contre le racisme.</p> <p>² Elle est régulièrement documentée sur ces sujets.</p>
Neutralité politique et confessionnelle	<p>Art. 7 La commission est politiquement et confessionnellement neutre.</p>
Composition	<p>Art. 8 ¹ La commission se compose de :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) un président; b) douze représentants des communautés étrangères constituées ou de collectivités étrangères non constituées; c) trois représentants d'autorités communales; d) six représentants des milieux économiques, sociaux et culturels concernés par la problématique de l'intégration des étrangers et de la lutte contre le racisme; e) deux représentants du Département de la Formation, de la Culture et des Sports; f) un représentant des enseignants. <p>² Les services de l'administration cantonale participent aux séances de la commission en qualité de consultants, lorsque leur présence est nécessaire.</p> <p>³ La composition de la commission respecte le principe d'une représentation équilibrée entre femmes et hommes.</p> <p>⁴ Les membres de la commission sont nommés par le Gouvernement sur proposition des associations et collectivités intéressées.</p> <p>⁵ Les membres de la commission sont nommés pour la durée de la législature cantonale.</p>
Présidence, secrétariat	<p>Art. 9 ¹ La présidence de la commission est assumée par le chef du Service de la population. Pour le surplus, la commission nomme son vice-président et se constitue elle-même.</p> <p>² Le secrétariat de la commission est assumé par le Bureau de l'intégration.</p>

Convocation	Art. 10 Le président convoque la commission chaque fois qu'il le juge nécessaire, mais au moins deux fois par an, ou lorsque treize membres de la commission en font la demande.
Groupe de travail	<p>Art. 11 ¹ La commission peut constituer des groupes de travail pour l'étude de problèmes spécifiques, notamment pour les questions de scolarisation des enfants étrangers.</p> <p>² Avec l'accord du Département dont dépend le Service de la population, elle peut requérir l'avis d'experts, selon un mandat défini.</p> <p>³ La commission peut déléguer certains de ses membres pour la représenter au sein d'autres institutions ou commissions.</p>
Prise de décision	<p>Art. 12 ¹ La commission ne peut délibérer et prendre des décisions que si au moins treize de ses membres, dont sept représentants des communautés ou collectivités étrangères, sont présents.</p> <p>² Les décisions sont prises par vote à main levée à la majorité simple des membres présents. En cas d'égalité, le président départage.</p>
Information	Art. 13 Les séances de la commission ne sont pas publiques. La commission donne une information publique concernant ses travaux et ses décisions, selon les modalités qu'elle définit.
Procès-verbal	Art. 14 Les propositions présentées par les membres et les décisions prises par la commission sont consignées dans un procès-verbal.
Modification du droit en vigueur	Art. 15 L'ordonnance du 29 juin 1993 portant exécution de la loi scolaire (ordonnance scolaire) ³⁾ est modifiée comme il suit :
	<p style="text-align: center;">Article 5</p> <p style="text-align: center;">(Abrogé.)</p>
Abrogation	Art. 16 L'ordonnance du 3 décembre 2002 concernant l'intégration des étrangers et la lutte contre le racisme est abrogée.

Entrée en
vigueur

Art. 17 La présente ordonnance entre en vigueur le 15 mai 2011.

Delémont, le 12 avril 2011

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Philippe Receveur
Le chancelier : Sigismond Jacquod

- 1) RSJU 101
- 2) RSJU 172.11
- 3) RSJU 410.111

Ordonnance d'exécution de la loi sur les droits politiques

du 9 février 1999

Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,

vu l'article premier, alinéa 2, de la loi du 26 octobre 1978 sur les droits politiques (LDP)¹⁾,

arrête :

SECTION 1 : Généralités

Champ
d'application

Article premier ¹ La présente ordonnance édicte les règles d'exécution de la loi sur les droits politiques.

² Les dispositions d'exécution concernant le registre des électeurs²⁾ et les élections communales³⁾ demeurent réservées.

Terminologie

Art. 2 Les termes désignant des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

SECTION 2 : Electeurs

Cercle des
électeurs

Art. 3 Doivent être enregistrés comme électeurs, conformément aux dispositions fédérales et cantonales en la matière :

1. En matière fédérale :

- les Suisses âgés de dix-huit ans qui ont leur domicile politique dans le Canton;
- les Suisses domiciliés à l'étranger, âgés de dix-huit ans, s'ils en font la demande auprès de leur commune d'origine ou de domicile antérieur;
- les gens du voyage de nationalité suisse s'ils en font la demande dans leur commune d'origine.

2. En matière cantonale :

- les Suisses âgés de dix-huit ans qui ont leur domicile politique dans le Canton depuis 30 jours;

- les Suisses domiciliés à l'étranger, âgés de dix-huit ans, s'ils en font la demande auprès de leur commune d'origine ou de domicile antérieur;
- les gens du voyage de nationalité suisse s'ils en font la demande dans leur commune d'origine;
- les étrangers âgés de dix-huit ans et domiciliés en Suisse depuis dix ans et dans le Canton depuis un an, sauf en matière constitutionnelle.⁹⁾

3. En matière communale :

- les Suisses âgés de dix-huit ans qui ont leur domicile dans la commune depuis 30 jours;
- les étrangers âgés de dix-huit ans et domiciliés en Suisse depuis dix ans, dans le Canton depuis un an et dans la commune depuis 30 jours.⁹⁾

Registre des
électeurs

Art. 4 Chaque commune tient un registre des électeurs. Les prescriptions y relatives sont édictées dans une ordonnance spéciale.

SECTION 3 : Préparation du scrutin

Convocation
des électeurs,
instructions
administratives

Art. 5 ¹ Avant chaque scrutin, l'autorité compétente convoque les électeurs par un avis publié dans le Journal officiel.

² Si elle l'estime utile, la Chancellerie d'Etat adresse aux administrations communales et aux bureaux électoraux des instructions sur la manière de procéder.

Matériel de vote

Art. 6 ¹ La Chancellerie d'Etat fait imprimer les cartes d'électeur pour les scrutins de la Confédération et du Canton, ainsi que les bulletins officiels pour les scrutins du Canton. Elle les distribue en temps utile aux communes.

² Les communes commandent à leurs frais les enveloppes de transmission et les enveloppes de vote agréées par la Chancellerie d'Etat.⁷⁾

³ Le conseil communal fait imprimer les cartes d'électeur et les bulletins officiels pour les scrutins de la commune et se procure les enveloppes de transmission et les enveloppes de vote.⁷⁾

⁴ Les électeurs reçoivent des cartes d'électeur distinctes et de couleurs différentes pour les scrutins fédéraux, cantonaux et communaux.

⁵ Dans les cas d'élection, les signataires des listes ou des actes de candidature peuvent obtenir des bulletins exclusivement auprès des imprimeurs des bulletins officiels. Ces bulletins supplémentaires sont à la charge des personnes ou organisations qui les ont commandés.

Envoi du matériel
de vote

Art. 7 ¹ Le préposé à la tenue du registre des électeurs pourvoit à la fourniture du matériel de vote. Il le fait parvenir aux électeurs dans les enveloppes agréées par la Chancellerie d'Etat qui sont réutilisées pour le vote par correspondance par les électeurs souhaitant se prononcer ainsi.

² Aux électeurs suisses de l'étranger, il envoie le matériel de vote, y compris l'enveloppe de vote par correspondance, dans une enveloppe neutre.

³ Aux gens du voyage, il envoie le matériel de vote à l'adresse indiquée par l'électeur lors de sa demande d'inscription au registre des électeurs.

⁴ Un duplicata de la carte d'électeur peut être obtenu au plus tard quarante-huit heures avant l'ouverture du scrutin. La nouvelle carte délivrée doit porter la mention "duplicata". A l'ouverture du scrutin, l'administration communale communique au bureau électoral les noms des personnes ayant obtenu un duplicata. ⁹⁾

⁵ L'électeur ayant égaré ou involontairement détruit son enveloppe de vote par correspondance peut en demander une nouvelle à l'administration communale.

Changement de
domicile

Art. 8 ¹ L'électeur qui change de commune de domicile à l'intérieur du Canton, entre l'envoi du matériel de vote et la clôture du registre des électeurs, vote dans la commune de départ.

² La commune d'arrivée ne lui délivre pas de matériel de vote.

Désignation du
bureau électoral

Art. 9 ¹ En principe, chaque commune constitue un bureau électoral.

² Le conseil communal désigne les membres du bureau électoral, dont un président et un secrétaire.

³ Si plusieurs communes sont réunies pour ne former qu'une seule circonscription, le bureau électoral est nommé par le conseil de la commune qui est désignée comme chef-lieu de la circonscription, mais toutes les communes qui constituent celle-ci y sont représentées par un membre au moins.

⁴ Les membres du bureau électoral touchent une indemnité. La commune en fixe le montant et en assume la charge.

⁵ En principe, le secrétaire communal, ou l'employé communal désigné à cet effet par le conseil communal, assiste aux opérations de dépouillement dès la clôture du scrutin. Il peut être membre du bureau électoral.

⁶ Lors des élections, les forces politiques sont représentées de manière équitable dans chaque bureau électoral.

Temps du scrutin **Art. 10** ¹ Les locaux de vote doivent être ouverts le dimanche de 10 à 12 heures.⁹⁾

² Le conseil communal peut en outre fixer l'ouverture dès le vendredi.⁹⁾

³ Le scrutin est clos le dimanche à 12 heures.

Local de vote **Art. 11** ¹ Le local de vote est situé dans un bâtiment public ou facilement accessible au public.

² Il ne peut être établi dans une auberge.

³ Lorsqu'il y a plusieurs locaux de vote dans une circonscription, le président du bureau électoral général dirige le scrutin au local principal. Pour chaque local de vote, un membre du bureau électoral est chargé de diriger les opérations.

⁴ Si plusieurs communes sont réunies pour ne former qu'une seule circonscription, la commune du chef-lieu met à disposition le local de vote.

Equipped du local de vote **Art. 12** ¹ Le conseil communal veille à ce que les locaux de vote soient pourvus de tout le matériel nécessaire pour les scrutins. Sont indispensables :

- un isoloir pour permettre à l'électeur de tenir son vote secret;
- deux urnes, dont l'une est destinée à recevoir les cartes d'électeur et l'autre les bulletins de vote;
- une table sur laquelle le bureau électoral puisse déposer les bulletins de vote et les timbrer.

² Le conseil communal peut ordonner l'établissement d'urnes particulières pour les différentes cartes d'électeur et les différents bulletins. Il peut de même, si un scrutin cantonal ou communal compte plusieurs objets, ordonner l'établissement d'urnes particulières pour chacun d'eux.

³ On pourvoit les urnes d'une indication claire et bien visible pour chaque scrutin.

Matériel à disposition du bureau électoral

Art. 13 ¹ Le conseil communal veille à ce que les bulletins, ainsi que le nombre nécessaire d'exemplaires des dispositions légales en matière de scrutins, soient à la disposition du bureau électoral dans les locaux de vote, avec les formules de procès-verbal et le matériel qu'il faut pour écrire et pour emballer et sceller les paquets de bulletins et de cartes.

² S'il le juge à propos, il lui est loisible de réunir les membres du bureau électoral avant le jour du scrutin pour leur donner les instructions utiles.

SECTION 4 : Déroulement du scrutin

Réunion du bureau électoral

Art. 14 ¹ Les membres du bureau électoral se réunissent une demi-heure avant le commencement des opérations dans le local de vote auquel ils sont attribués.

² Le président, soit le membre qui en fait fonction dans les locaux de vote accessoires, leur donne connaissance des dispositions de la section 4 de la présente ordonnance et règle leur service.

Organisation du bureau électoral

Art. 15 Le bureau électoral et ses sections peuvent se diviser en groupes pour la direction et la surveillance des opérations, mais il est nécessaire que pendant toute la durée de celles-ci deux de ses membres, au moins, en cas de votation, et trois en cas d'élection, soient continuellement présents dans le local de vote.

Scellés

Art. 16 ¹ Le bureau électoral constate que les urnes sont vides et appose les scellés.

² Les mêmes urnes sont utilisées pendant tout le temps du scrutin. Elles restent scellées et sont gardées en lieu sûr. Les deuxième et troisième jours du scrutin, elles ne sont réinstallées dans le local de vote qu'immédiatement avant le commencement du scrutin, le bureau électoral ne devant pas prendre connaissance de leur contenu.

Aide aux électeurs

Art. 17 ¹ Le bureau électoral renseigne les citoyens, à leur demande, sur la manière de voter.

² Il s'abstient de toute influence sur le choix des électeurs.

Vote à l'urne

Art. 18 ¹ Un membre du bureau électoral reçoit les cartes des électeurs et les introduit dans l'urne. Il peut s'assurer que la carte est bien celle de la personne qui la remet.

² Le bureau électoral peut décider que les noms inscrits sur les cartes seront lus à haute voix.

³ Le bureau électoral est tenu de laisser voter tout citoyen qui se présente muni d'une carte à son nom. S'il a des doutes sur la qualité d'électeur du citoyen, il les consigne au procès-verbal.

⁴ Un membre du bureau électoral timbre les bulletins à leur verso. Il doit veiller strictement à ce que le citoyen n'en présente qu'un seul pour chaque votation ou élection.

⁵ L'électeur introduit ensuite son bulletin dans l'urne. Un membre du bureau électoral surveille particulièrement les urnes destinées à recevoir les bulletins. Il contrôle si l'électeur n'y met pas plus de bulletins que ce n'est licite et veille à ce que ceux-ci soient déposés dans la bonne urne.

⁶ Les membres du bureau électoral ne doivent en aucune manière chercher à voir ce qui est inscrit sur les bulletins.

Art. 19 et 20¹⁰⁾

Vote par
correspondance

Art. 21⁹⁾ ¹ L'électeur souhaitant voter par correspondance glisse le bulletin dans l'enveloppe de vote qu'il glisse ensuite dans l'enveloppe de transmission. L'enveloppe de vote ne doit porter aucun signe distinctif.

² L'électeur appose sa signature sur la carte d'électeur et, en l'absence de texte préimprimé, y inscrit le numéro postal d'acheminement et le nom de la localité où siège l'administration communale. Il la glisse dans l'enveloppe de transmission et veille à ce que l'adresse du bureau électoral apparaisse bien dans la fenêtre. Il ferme l'enveloppe, l'affranchit selon les tarifs postaux en vigueur et la poste.

³ La commune peut refuser les enveloppes non affranchies ou insuffisamment affranchies qui lui parviennent par voie postale.

⁴ L'enveloppe de vote par correspondance envoyée par la poste doit parvenir à l'administration communale au plus tard le vendredi précédant le jour du scrutin, mais avant l'ouverture de ce dernier.

⁵ L'électeur peut aussi glisser l'enveloppe dans la boîte aux lettres de l'administration communale. Le conseil communal fixe le jour et l'heure de la dernière levée de la boîte aux lettres de l'administration communale, au plus tard avant la première ouverture du bureau électoral.

⁶ L'enveloppe de vote peut également être remise directement à l'administration communale avant le scrutin durant les heures d'ouverture du bureau communal.

⁷ Lorsque plusieurs scrutins distincts ont lieu à des dates différentes, l'électeur qui vote par correspondance doit utiliser une enveloppe de transmission distincte pour chacun de ces scrutins.

⁸ Toutes les enveloppes de vote reçues conformément au présent article par l'administration communale sont déposées dans une urne scellée. Elles sont remises au bureau électoral lors de l'ouverture du scrutin.

Traitement des
votes sous
enveloppe
a) Moment et lieu

Art. 22 ¹ Après l'ouverture du scrutin, les enveloppes de vote par correspondance sont traitées par le bureau électoral selon la procédure définie à l'article 23. Le dépouillement des votes par correspondance ne peut cependant s'effectuer avant la clôture du scrutin.⁹⁾

² Le traitement de ces enveloppes peut s'opérer dans le local de vote ou dans un autre local, également équipé d'urnes et d'une table; le traitement peut avoir lieu :

- a) lorsque le local de vote n'est occupé par aucun votant;
- b) en dehors des heures d'ouverture du local de vote, mais au plus tard avant de commencer le dépouillement.

^{2bis} Dans les communes qui n'ouvrent leur bureau électoral que le dimanche, le traitement des enveloppes de vote par correspondance peut débuter deux heures avant l'ouverture du scrutin, mais après la dernière levée de la boîte aux lettres de l'administration communale.¹¹⁾

³ Dans tous les cas, le local choisi pour le traitement des votes sous enveloppe doit être accessible au public.

b) Procédure

Art. 23 ¹ Le membre du bureau électoral chargé du contrôle des cartes d'électeur ouvre l'enveloppe de transmission, retire la ou les cartes d'électeur et vérifie que la signature a été apposée; s'il y a deux ou trois types de scrutin (fédéral, cantonal ou communal), il coche sur l'enveloppe de vote, à l'endroit prévu à cet effet, la case correspondant aux cartes d'électeur retirées de l'enveloppe de transmission. Il glisse la ou les cartes d'électeur dans l'urne et transmet l'enveloppe de vote fermée au membre du bureau électoral chargé du timbrage des bulletins.⁷⁾

² Le membre du bureau électoral chargé du timbrage des bulletins ouvre l'enveloppe de vote et en sort le ou les bulletins. S'il y a plusieurs types de scrutin, il ne timbre que les bulletins retirés correspondant aux droits de vote cochés sur l'enveloppe de vote; les autres sont détruits immédiatement.⁷⁾

³ Le membre du bureau électoral chargé de la surveillance des urnes glisse les bulletins timbrés dans les urnes correspondantes.

⁴ A aucun moment le nom de l'électeur ayant voté par correspondance ne doit être communiqué aux membres du bureau électoral chargés du timbrage et de l'introduction des bulletins dans l'urne.

⁵ A aucun moment le contenu du bulletin ne doit être communiqué par les membres du bureau électoral chargés de la manipulation des bulletins aux autres membres du bureau électoral.

Motifs de nullité
du vote par
correspondance

Art. 24 ¹ Le vote par correspondance est nul si :

- a) l'électeur n'a pas utilisé l'enveloppe de vote par correspondance;
- b) la carte de légitimation ne porte pas la signature manuscrite de l'électeur;
- c) l'enveloppe parvient à la commune après le délai fixé;
- d) ¹¹⁾ l'enveloppe de transmission contient des cartes de légitimation relatives à des scrutins qui ont lieu à des dates différentes.

² Les votes ne sont pas pris en considération et sont détruits immédiatement si :

- a) l'enveloppe de transmission contient plus d'une carte de légitimation pour un même scrutin;
- b) l'enveloppe de transmission contient plus d'une enveloppe de vote;
- c) les bulletins n'ont pas été glissés dans l'enveloppe de vote;
- d) l'enveloppe de vote contient plus d'un bulletin pour une même votation ou élection;
- e) l'enveloppe de vote contient la carte de légitimation.⁷⁾⁹⁾

2bis ... [10\)](#)

2ter ... [10\)](#)

3 ... [10\)](#)

⁴ Les enveloppes arrivées après le délai fixé sont gardées fermées. La commune les conserve jusqu'à l'échéance du délai de recours.

⁵ Les motifs de nullité des bulletins énumérés à l'article 21 de la loi sur les droits politiques sont réservés.

Clôture du
scrutin

Art. 25 Le bureau électoral suspend les opérations à l'heure précise fixée et déclare clos le scrutin. Il est interdit de voter une fois cette clôture prononcée.

SECTION 5 : Dépouillement

Dépouillement

Art. 26 ¹ Le dépouillement du scrutin est public. Il ne peut débuter avant la clôture du scrutin. Il a lieu au local de vote principal. Dans les grandes circonscriptions, il est permis d'opérer le dépouillement ailleurs, mais le conseil communal doit alors, avant le jour du scrutin, désigner un local à cet effet et en donner connaissance au public.^{[9\)](#)}

² S'il existe plusieurs locaux de vote dans la circonscription, les urnes des locaux accessoires sont transportées, sans être ouvertes et accompagnées par deux membres du bureau électoral, dans le local principal, où elles sont ensuite descellées et leur contenu mélangé à celui des urnes de ce local avant que le dépouillement ne puisse commencer.

³ Le dépouillement dans le local principal doit s'effectuer avec la coopération d'un membre au moins du bureau électoral de chaque local accessoire.

Organisation du
bureau électoral
pour le
dépouillement

Art. 27 ¹ Au début du dépouillement, le président du bureau électoral donne connaissance des dispositions de la section 5 de la présente ordonnance et les explique au besoin aux membres du bureau électoral.

² Pour la vérification et le dénombrement des cartes et des bulletins, le bureau électoral peut se diviser en sections, un même travail devant cependant toujours être fait par deux membres au moins.

Cartes d'électeur
et enveloppes

Art. 28 ¹ Les cartes d'électeur sont d'abord sorties de l'urne et comptées.

² Par la suite, on compte le nombre des enveloppes de vote par correspondance.

Bulletins

Art. 29 ¹ On vide ensuite l'urne des bulletins.

² S'il n'a été employé qu'une seule et même urne pour différents objets, on commence par trier les diverses espèces de bulletins.

³ Le dépouillement se fait dans l'ordre suivant : élections ou votations fédérales, élections ou votations cantonales, élections ou votations communales. Demeure réservée la possibilité d'opérer le dépouillement par des groupes distincts du bureau électoral, à condition que les membres de ce dernier soient suffisamment nombreux et que le dépouillement des scrutins fédéraux et cantonaux n'en souffre pas.

Dénombrement
des bulletins

Art. 30 ¹ On commence par s'assurer que tous les bulletins ou groupes de bulletins sont timbrés. Ceux qui ne le sont pas sont détruits immédiatement.

² On détermine ensuite le nombre total de bulletins.

³ Le bureau électoral s'assure que le nombre de bulletins timbrés qui sont retirés de l'urne n'est pas supérieur à celui des cartes d'électeur.

⁴ Les bulletins sont divisés en quatre groupes; le premier comprend les bulletins valables, le deuxième les bulletins blancs, le troisième les bulletins nuls ou douteux et le quatrième, lors d'élections, les bulletins qui, sans être nuls, doivent encore faire l'objet de radiations.

⁵ Le bureau électoral décide souverainement de la validité des bulletins douteux. Sur les bulletins du quatrième groupe, il procède aux radiations qui doivent être rendues reconnaissables comme telles au stylo rouge. Il est interdit au bureau électoral de modifier ou de compléter ce qui est écrit sur les bulletins.

Procès-verbal

Art. 31 ¹ Les opérations de toute votation et de toute élection font l'objet d'un procès-verbal, qui est dressé en deux exemplaires. Pour les scrutins fédéraux et cantonaux, il est établi sur la formule officielle fournie par la Chancellerie d'Etat.

² Ce procès-verbal énonce :

- a) le nombre des électeurs inscrits;
- b) le nombre des cartes d'électeur rentrées;
- c) le nombre d'électeurs ayant voté par correspondance;
- d) le nombre des bulletins rentrés;
- e) le nombre des bulletins blancs;
- f) le nombre des bulletins nuls;
- g) le nombre des bulletins valables et celui des bulletins non valables, ce dernier correspondant à la somme des bulletins blancs et des bulletins nuls;
- h) s'il s'agit de votations, le nombre des acceptants et celui des rejetants;
- i) s'il s'agit d'élections, les noms de tous les candidats qui ont obtenu des voix et le nombre de celles-ci;
- j) s'il s'agit d'élections selon le système de la représentation proportionnelle, en outre :
 - le nombre des suffrages non nominatifs qui sont attribués à chaque liste (suffrages complémentaires);
 - le nombre des suffrages de chaque liste (suffrages nominatifs et suffrages complémentaires);
 - le nombre des suffrages inutilisés.

³ Le procès-verbal est signé au nom du bureau électoral par le président et le secrétaire.

⁴ Il est loisible aux membres du bureau électoral qui ont des remarques à formuler par rapport au déroulement du scrutin ou au contenu du procès-verbal de les faire consigner au bas de celui-ci.

Communication
des résultats

Art. 32 Sitôt le dépouillement terminé et le procès-verbal rempli, le bureau électoral communique par téléphone les résultats des scrutins fédéraux et cantonaux à la Chancellerie d'Etat.

Envoi du procès-
verbal à la
Chancellerie
d'Etat

Art. 33 Sitôt les résultats communiqués, un des exemplaires du procès-verbal est envoyé à la Chancellerie d'Etat, pour les scrutins fédéraux et cantonaux, et au Service des communes pour les scrutins communaux, avec les annexes s'il y a lieu. L'autre exemplaire est remis au secrétaire communal.

Envoi des
bulletins à la
Chancellerie
d'Etat

Art. 34 ¹ Les bulletins sont réunis pour chaque scrutin en paquets distincts, qui sont scellés. Ils sont envoyés sitôt le dépouillement terminé à la Chancellerie d'Etat pour les scrutins fédéraux et cantonaux et conservés à la commune, sous clé, pour les scrutins communaux.

² Les bulletins doivent faire l'objet d'un autre envoi que le procès-verbal.

Conservation
des cartes
d'électeur

Art. 35 Les cartes d'électeur sont mises sous scellés et remises au préposé à la tenue du registre des électeurs.

Conservation du
matériel de vote
et du procès-
verbal

Art. 36 ¹ Le matériel de vote mis sous scellés, soit les bulletins et les cartes d'électeur, est conservé :

- a) jusqu'à la fin du délai de recours non utilisé;
- b) jusqu'au jugement définitif d'un recours dirigé contre le scrutin;
- c) en matière fédérale, jusqu'à la validation du scrutin par la Confédération.

² Passé le délai de conservation, le matériel de vote est détruit.

³ Un exemplaire du procès-verbal des scrutins fédéraux, cantonaux et communaux est conservé aux archives de la commune; le deuxième exemplaire est conservé :

- a) par la Confédération pour les scrutins fédéraux;
- b) par la Chancellerie d'Etat pour les scrutins cantonaux;
- c) par le Service des communes pour les scrutins communaux.

SECTION 6 : Dispositions diverses

Publications
dans la
procédure
électorale

Art. 37 ¹ Pour les scrutins cantonaux, les listes électorales sont publiées par la Chancellerie d'Etat dans le Journal officiel, avec leur dénomination et leur numéro d'ordre.

² Il en va de même des actes de candidature, des corrections et des compléments.

³ Les signatures figurant sur les listes électorales et les actes de candidature doivent être contrôlées et visées par les administrations communales compétentes, avant leur dépôt à la Chancellerie d'Etat. Les demandes de contrôle auprès des administrations communales incombent aux mandataires des listes et des actes de candidature.

Délai
référendaire

Art. 38 ¹ Si le soixantième jour du délai référendaire tombe un dimanche ou un jour férié, le délai est prolongé jusqu'au prochain jour ouvrable.

² Le délai est réputé observé si les listes de signatures ou les demandes des communes sont remises à la Chancellerie d'Etat, ce jour-là, avant 18 heures.⁹⁾

SECTION 7 : Dispositions finales

Abrogation

Art. 39 Sont abrogées :

- l'ordonnance d'exécution de la loi sur les droits politiques du 9 novembre 1978;
- l'ordonnance du 11 février 1986 concernant le droit de vote des étrangers;
- l'ordonnance du 9 novembre 1978 concernant les fonctions que les conseils communaux et les bureaux électoraux ont à remplir dans les votations et élections populaires.

Modification

Art. 40 L'ordonnance du 11 février 1986 concernant le registre des électeurs²⁾ est modifiée comme il suit :

Article 9a

⁶⁾
...

Entrée en
vigueur

Art. 41 La présente ordonnance entre en vigueur le 1^{er} mai 1999.

Delémont, le 9 février 1999

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Jean-François Roth
Le chancelier : Sigismond Jacquod

Ordonnance approuvée par la Chancellerie fédérale le 12 mars 1999

Modification du 23 août 2005 approuvée par la Chancellerie fédérale le 26 septembre 2005

Modification du 11 janvier 2011 approuvée par la Chancellerie fédérale le 4 février 2011

- 1) RSJU 161.1
- 2) RSJU 161.15
- 3) RSJU 161.19
- 4) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 3 octobre 2000, en vigueur depuis le 1^{er} novembre 2000
- 5) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 3 octobre 2000, en vigueur depuis le 1^{er} novembre 2000
- 6) Texte inséré dans ladite ordonnance
- 7) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 23 août 2005, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2006
- 8) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 23 août 2005, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2006
- 9) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 11 janvier 2011, en vigueur depuis le 1^{er} février 2011
- 10) Abrogé(s) par le ch. I de l'ordonnance du 11 janvier 2011, en vigueur depuis le 1^{er} février 2011
- 11) Introduit(e) par le ch. I de l'ordonnance du 11 janvier 2011, en vigueur depuis le 1^{er} février 2011

Ordonnance concernant les élections communales

du 4 septembre 1984

Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,

vu l'article premier, alinéa 2, de la loi du 26 octobre 1978 sur les droits politiques¹⁾,

vu l'article 137, alinéa 1, de la loi du 9 novembre 1978 sur les communes²⁾,

arrête :

SECTION 1 : Dispositions générales

Champ
d'application

Article premier³⁾ La présente ordonnance s'applique aux élections populaires aux urnes dans les communes municipales, mixtes et bourgeoises, ainsi que dans les sections de commune, dont la réglementation sur les élections n'a pas été adaptée à la loi sur les droits politiques et à son ordonnance d'exécution.

Terminologie

Art. 1a⁴⁾ Les termes désignant des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

Electeurs

Art. 2¹ Sont électeurs en matière communale :

- a) les Suisses âgés de dix-huit ans, domiciliés depuis trente jours dans la commune;
- b) les étrangers âgés de dix-huit ans et domiciliés en Suisse depuis dix ans, dans le Canton depuis un an et dans la commune depuis trente jours.³⁾¹⁶⁾

² Sont électeurs en matière bourgeoise tous les bourgeois domiciliés dans la commune ou section de commune, âgés de dix-huit ans et qui ont le droit de vote en matière cantonale. Le règlement de la commune bourgeoise peut accorder le droit de vote à tous les bourgeois jouissant des droits civiques et domiciliés hors de la commune.³⁾

³ Les personnes interdites pour cause de maladie mentale ou de faiblesse d'esprit ne sont pas électeurs.

Eligibilité et
limitation des
mandats

Art. 3 ¹ Sont éligibles :

- a) comme membre d'autorités communales, les Suisses jouissant du droit de vote dans la commune et, en outre, dans les conseils de ville et les conseils généraux, les étrangers ayant l'exercice des droits civils et politiques;³⁾
- b) comme membre d'autorités bourgeoises, les électeurs en matière bourgeoise;
- c) comme membre d'autorités d'une section de commune, les électeurs jouissant du droit de vote dans la section;
- d) comme fonctionnaires communaux, toutes les personnes ayant l'exercice des droits civils et politiques;
- e) comme membre des commissions communales, les Suisses âgés de seize ans au moins et les étrangers.

² Le règlement communal peut limiter la rééligibilité des membres d'autorités communales.

³ La durée de non-éligibilité ne peut excéder une période de fonction.

⁴ Le règlement communal peut introduire une limite d'âge pour les fonctionnaires.¹⁵⁾

Fonctions
incompatibles

Art. 4 ¹ Sont incompatibles avec la qualité de membre d'une autorité communale :

- a) les fonctions de membre du Gouvernement et de juge permanent;
- b) la qualité de fonctionnaire communal à plein-temps, immédiatement subordonné à cette autorité.

² Les fonctions de maire, de conseiller communal, de président et de vice-président de l'assemblée communale sont incompatibles.

³ Les communes peuvent, dans leurs règlements, étendre l'incompatibilité à d'autres fonctions communales.

Incompatibilité
tenant à la
parenté

Art. 5 ¹ Ne peuvent faire partie ensemble d'une autorité communale :

- a) les parents du sang et alliés en ligne directe;
- b) les frères ou sœurs, germains, utérins ou consanguins;
- c)¹⁶⁾ les époux, les partenaires enregistrés, les alliés en ligne collatérale au deuxième degré, ainsi que les conjoints ou les partenaires enregistrés de frères ou sœurs.

² Les personnes ainsi apparentées ne peuvent pas non plus occuper des emplois communaux dont l'un est immédiatement subordonné à l'autre.

³ Le règlement communal peut étendre jusqu'au quatrième degré l'exclusion pour cause de parenté de sang ou d'alliance dans la ligne collatérale.

⁴ Il peut restreindre ou supprimer intégralement cette exclusion en ce qui concerne le conseil général.

⁵ L'exclusion pour cause d'alliance ne cesse pas du fait de la dissolution du mariage ou du partenariat enregistré. [16\)](#)

⁶ Le Service des communes peut, pour de justes motifs, autoriser des exceptions à la règle posée à l'article 5, alinéas 1 et 2.

Option et règles
d'élimination

Art. 6 ¹ En cas d'incompatibilité touchant une même personne, un délai d'option lui est imparti par le Service des communes. A défaut d'option, le sort décide.

² En cas d'élection simultanée de personnes qui s'excluent en vertu de l'article 5, sont réputées élues, en l'absence d'un désistement volontaire, celles qui ont obtenu le plus grand nombre de voix. En cas d'égalité, le Service des communes procède à un tirage au sort, auquel les intéressés sont invités.

³ Lorsqu'un nouvel élu se trouve, à l'égard d'une personne déjà en fonction, dans un rapport de parenté entraînant l'incompatibilité au sens de l'article 5 de la présente ordonnance ou selon le règlement communal, son élection est nulle si cette personne ne se retire pas.

⁴ Dans les cas visés aux alinéas 2 et 3 ci-dessus, la fonction de maire l'emporte sur celle de conseiller communal.

Organes
électorales

Art. 7 ¹ Le règlement communal désigne les organes électoraux de la commune. Il indique notamment quelles sont les compétences électorales :

- a) des ayants droit (vote aux urnes);
- b) de l'assemblée communale;
- c) du conseil général;
- d) du conseil communal;
- e) des commissions.

² Les ayants droit au vote élisent obligatoirement, par les urnes, selon les dispositions de la présente ordonnance :

- a) le maire;
- b) le président des assemblées;
- c) les membres du conseil communal;
- d) les membres du conseil général.

³ Le règlement communal peut prévoir l'élection d'un vice-président des assemblées; dans ce cas, son élection se déroule conformément aux dispositions de la présente ordonnance.

⁴ Si le règlement communal prévoit d'autres élections par les urnes, les dispositions de la présente ordonnance s'appliquent.

SECTION 2 : Exercice du droit de vote

Lieu du scrutin **Art. 8** Le scrutin se déroule dans les locaux désignés par le conseil communal.

Temps du scrutin **Art. 9**³⁾ ¹ Les locaux de vote doivent être ouverts le dimanche de 10 à 12 heures.¹⁶⁾

² Le conseil communal peut en outre fixer l'ouverture dès le vendredi.¹⁶⁾

³ Le bureau électoral suspend les opérations à l'heure précise fixée et déclare clos le scrutin. Il est interdit de voter une fois cette clôture prononcée.

Matériel de vote **Art. 10**³⁾ Le conseil communal fait imprimer les cartes d'électeur et les bulletins officiels pour les scrutins de la commune et se procure les enveloppes de vote par correspondance.

Convocation des électeurs **Art. 11** ¹ Pour les élections générales prévues à l'article 21, le Service des communes procède à la publication dans le Journal officiel. Dans les autres cas, le conseil communal convoque les électeurs par publication dans le Journal officiel et selon l'usage local.

² La convocation est publiée, au plus tard, dans l'édition du Journal officiel de la huitième semaine précédant le jour du scrutin; elle indique le genre, l'horaire et le lieu du scrutin et de l'éventuel ballottage.¹⁶⁾

Publication des
listes et actes
de candidature

Art. 12 A l'échéance du délai de correction des listes et actes de candidature déposés, le secrétariat communal procède à leur affichage selon l'usage local.

Fourniture
du matériel

Art. 13 ¹ La commune fait parvenir à tous les électeurs, au moins dix jours avant celui du scrutin, leur carte d'électeur ainsi que le ou les bulletins(s) officiel(s).

² Un duplicata de la carte d'électeur peut être obtenu au plus tard vingt-quatre heures avant l'ouverture du scrutin. La nouvelle carte délivrée doit porter la mention "duplicata". A l'ouverture du scrutin, l'administration communale communique au bureau électoral les noms des personnes ayant obtenu un duplicata. ³⁾

³ La commune prend en charge les frais d'impression et de distribution du ou des bulletin(s) officiel(s).

⁴ ... ⁵⁾

⁵ Si, lors d'élection selon le système majoritaire, le nombre des actes de candidature dépasse celui de trois, le conseil communal peut se borner à distribuer un bulletin officiel blanc et la liste des candidatures déposées.

⁶ Les mandataires des listes peuvent obtenir des bulletins supplémentaires auprès de l'administration communale. Les frais y relatifs sont à la charge des personnes ou organisations qui les ont commandés.

Manière de voter

Art. 14 ³⁾¹⁶⁾ Le vote à l'urne et par correspondance est réglé par les articles 18 à 24 de l'ordonnance d'exécution ⁶⁾ de la loi sur les droits politiques.

Art. 15 à 17 ⁵⁾

Secret du vote

Art. 18 ¹ Le secret du vote doit être assuré.

² ... ⁵⁾

³ ... ⁵⁾

⁴ ... ⁵⁾

Art. 19 ⁵⁾

Bulletins nuls

Art. 20 Sont nuls :

- a) les bulletins qui ne sont pas officiels;
- b) les bulletins qui ne portent pas le timbre du bureau électoral;
- c) les bulletins blancs qui ne sont pas remplis à la main et les bulletins imprimés qui sont modifiés autrement qu'à la main;
- d) les bulletins qui n'expriment pas clairement la volonté de l'électeur;
- e) les bulletins qui portent des signes qui permettent de reconnaître l'auteur;
- f) les bulletins qui portent des mentions étrangères au scrutin;
- g) ... [5\)](#)
- h) ... [17\)](#)

SECTION 3 : Autres dispositions

Calendrier des élections

Art. 21 ¹ L'élection des conseils généraux, des conseils communaux, des maires, des présidents et vice-présidents des assemblées a lieu le même jour, soit l'avant-dernier dimanche d'octobre, deux ans après l'élection du Parlement. [16\)](#)

² Le règlement de la commune bourgeoise fixe le calendrier des élections bourgeoises.

³ Les autorités se constituent dans les quinze premiers jours de l'année civile qui suit le jour de l'élection.

⁴ Leurs charges prennent fin la veille de la séance constitutive des nouvelles autorités.

Ballottage

Art. 22 ³⁾ Les scrutins de ballottage ont lieu le troisième dimanche après le premier tour.

Circonscription électorale

Art. 23 La commune forme en principe une seule circonscription électorale.

Dépouillement

Art. 24 ³⁾ Le dépouillement est effectué conformément aux articles 26 et suivants de l'ordonnance d'exécution de la loi sur les droits politiques.

Validité du scrutin

Art. 25 Un scrutin n'est en principe valable que si le nombre des bulletins timbrés ne dépasse pas celui des cartes de vote rentrées.

Constatation et
publication des
résultats

Art. 26 ¹ Dès la clôture du dépouillement, un exemplaire du procès-verbal est remis sans retard au conseil communal.

² Un exemplaire du procès-verbal d'élection est transmis immédiatement au Service des communes.

³ La commune informe les élus de leur élection.

Recours

Art. 27 ¹ Les élections peuvent être attaquées par voie de recours devant le juge administratif.

² Le recours doit être interjeté dans les dix jours qui suivent la décision attaquée; en cas de scrutin, il doit être interjeté dans les dix jours qui suivent.

³ Lorsque les résultats du scrutin sont publiés dans le Journal officiel, on peut encore recourir dans les trois jours suivant cette publication même si le délai de dix jours susmentionné est écoulé.

⁴ Le juge administratif statue sous réserve de recours auprès de la Cour constitutionnelle.

⁵ Le recours à la Cour constitutionnelle doit être adressé dans les dix jours suivant la notification de la décision attaquée.

Conservation du
matériel de vote

Art. 28 ¹ Conjointement avec un exemplaire du procès-verbal, les cartes de vote et les bulletins sont réunis pour chaque élection en paquets distincts qui sont ensuite scellés et conservés sous clé.

² Dès que le délai de recours est écoulé sans avoir été utilisé ou que d'éventuels recours en matière d'élection ont été jugés définitivement, le matériel mentionné à l'alinéa 1 doit être détruit.

Durée des
fonctions

Art. 29¹⁶⁾ La durée des fonctions est de cinq ans, sauf dispositions fédérales ou cantonales contraires.

SECTION 4 : Elections selon le système de la représentation proportionnelle

Système électoral

Art. 30 Les dispositions ci-après régissent les élections selon le système de la représentation proportionnelle :

- a) du conseil général dans les communes qui possèdent un tel organe;
- b) du conseil communal, à moins que le règlement d'organisation ne prévoie le système majoritaire,
- c) de tous les autres organes des communes municipales, mixtes, bourgeoises et des sections de commune qui, en vertu d'une disposition du règlement d'organisation, ont lieu aux urnes selon le système de la représentation proportionnelle.

Dépôt et contenu des listes

Art. 31 ¹ Les listes de candidats doivent être remises au conseil communal le lundi de la sixième semaine qui précède l'élection, jusqu'à 18 heures.^{[16\)](#)}

² Une liste ne peut porter plus de noms qu'il n'y a de sièges à pourvoir.

³ Chaque liste indique le nom, le prénom, l'année de naissance et la profession.

⁴ Elle doit porter une dénomination qui la distingue des autres listes.

⁵ Les listes et les actes de candidature doivent porter la signature manuscrite d'au moins cinq électeurs domiciliés dans la commune, ainsi que la mention de deux mandataires et d'un suppléant; pour l'élection des conseils généraux, ce nombre est porté à vingt.^{[14\)](#)}

⁶ Un électeur ne peut apposer sa signature sur plus d'une liste.

Domicile

Art. 32 Le candidat est domicilié dans sa circonscription électorale.

Candidatures multiples

Art. 33 Nul ne peut être candidat sur plus d'une liste. Le cas échéant, un délai d'option de trois jours est fixé par le conseil communal; faute d'option dans le délai imparti, le sort décide.

Corrections et compléments

Art. 34 ¹ Les candidats qui déclinent leur candidature le font savoir au conseil communal par écrit jusqu'au vendredi à 18 heures de la sixième semaine qui précède l'élection.^{[16\)](#)}

² Les mandataires de la liste la corrigent ou la complètent, s'il y a lieu, jusqu'au lundi de la troisième semaine qui précède l'élection, à 18 heures.

³ Les candidatures déclinées ou contraires à la loi sont considérées comme nulles.

⁴ L'article 45 est réservé.

Bulletins officiels **Art. 35** Le conseil communal imprime et fait parvenir à tous les électeurs, au moins dix jours avant l'élection, des bulletins officiels reproduisant les listes déposées.

Manière de voter **Art. 36** ¹ Chaque électeur dispose d'autant de suffrages qu'il y a de sièges dans la commune.

² Sous réserve de l'article 37, il peut voter de l'une des manières suivantes :

- a) il dépose dans l'urne un bulletin officiel imprimé sans le modifier;
- b) il dépose un bulletin officiel imprimé qu'il a modifié, en y biffant des noms, en en cumulant d'autres ou en y portant le nom de candidats d'autres listes (panachage). Dans ces deux cas, a et b, les suffrages qui ne sont pas donnés à des candidats sont attribués à la liste dont la dénomination figure en tête de bulletin;
- c) il dépose un bulletin officiel blanc où il a porté le nom de candidats de la commune, en en cumulant s'il lui plaît;
- d) il dépose un bulletin officiel blanc où, sans porter le nom d'aucun candidat, il attribue ses suffrages à une liste de son choix en la désignant clairement;
- e) il dépose un bulletin officiel blanc où il désigne la liste de son choix ainsi que le nom d'un ou de plusieurs candidats.

³ Aucun candidat ne peut recevoir plus de deux suffrages par bulletin.

⁴ Les candidats en surnombre sont annulés comme suit :

- a) sur les bulletins imprimés, les derniers noms imprimés;
- b) sur les bulletins blancs, les derniers noms inscrits.

Suppression
du cumul

Art. 37 Le règlement d'organisation peut prévoir la possibilité de supprimer le cumul des candidats; il peut aussi prévoir l'élection de suppléants pour le conseil général.

Détermination du
résultat

Art. 38 Après la clôture du scrutin, le bureau électoral établit un procès-verbal indiquant notamment :

- a) le nombre des électeurs et celui des votants;
- b) le nombre des bulletins valables et celui des bulletins non valables, ce dernier correspondant à la somme des bulletins blancs et nuls;
- c) le nombre des suffrages obtenus par les candidats de chaque liste (suffrages nominatifs);
- d) le nombre des suffrages non nominatifs qui sont attribués à chaque liste (suffrages complémentaires);
- e) le nombre des suffrages de chaque liste, suffrages nominatifs et suffrages complémentaires;
- f) le nombre des suffrages inutilisés;
- g) les cas de tirage au sort;
- h) le nombre des suffrages obtenus par chaque candidat.

Répartition des
sièges

Art. 39 Les sièges sont répartis entre les listes selon les règles suivantes :

- a) le nombre total des suffrages de toutes les listes est divisé par le nombre des sièges de la commune, augmenté d'un; le résultat porté au nombre entier immédiatement supérieur est le quotient électoral;
- b) chaque liste obtient autant de sièges que le nombre de ses suffrages contient de fois le quotient électoral;
- c) si tous les sièges ne sont pas répartis, le nombre de suffrages de chaque liste est divisé par le nombre de sièges qu'elle a déjà obtenus, augmenté d'un. Un siège est attribué à la liste qui a le plus fort quotient. L'opération se répète jusqu'à ce que tous les sièges soient répartis. En cas d'égalité de quotient pour le dernier siège, le sort décide;
- d) le bureau électoral procède au tirage au sort.

Désignation
des élus

Art. 40 ¹ Sont élus, à concurrence du nombre des sièges qui reviennent à chaque liste, ceux des candidats qui ont obtenu le plus grand nombre de suffrages nominatifs.

² Les candidats non élus sont rangés selon le nombre des suffrages nominatifs obtenus par eux.

³ En cas d'égalité des suffrages, est élu le candidat qui a obtenu le plus de suffrages sur la liste où son nom figurait. En cas de nouvelle égalité, le sort décide.

⁴ Le bureau électoral procède au tirage au sort.

Elections tacite
et complémen-
taire

Art. 41 Si les candidats présentés ne sont pas plus nombreux que les sièges de la commune, ils sont élus sans vote (élection tacite). S'ils sont moins nombreux, il est procédé, pour les sièges non pourvus, à une élection complémentaire.

Sièges en
surnombre

Art. 42 Si une liste obtient plus de sièges qu'elle n'a présenté de candidats, les électeurs qui l'ont signée peuvent désigner des candidats supplémentaires, qui sont élus sans vote. Faute de désignation dans le délai imparti, il est procédé à une élection complémentaire.

Vacance durant
la législature

Art. 43 ¹ En cas de vacance durant la législature, celui qui quitte un des organes mentionnés à l'article 30 de la présente ordonnance est remplacé par le premier suppléant figurant sur la même liste. Si celui-ci refuse de siéger, le suivant prend sa place.

² S'il ne reste aucun candidat, la majorité des électeurs qui ont signé la liste peuvent désigner un candidat supplémentaire, qui est élu sans vote; faute de désignation dans le délai imparti par le conseil communal, on procède à une élection complémentaire.

Elections
complémentaires

Art. 44 ¹ Si un seul siège est vacant, l'élection complémentaire a lieu à la majorité relative.

² Si plusieurs sièges sont vacants, l'élection a lieu selon le système de la représentation proportionnelle.

Défaut de liste

Art. 45 Si aucune liste n'est déposée, l'élection a lieu à la majorité relative. Les électeurs peuvent donner leurs suffrages à toute personne éligible. Le cumul n'est pas admis.

Réglementation
particulière

Art. 46 ¹ La règlement d'organisation de la commune peut prévoir l'élection de suppléants.

² Si le règlement d'organisation prévoit l'élection de suppléants pour le conseil général, le mode d'élection de ceux-ci fera l'objet d'une réglementation communale particulière à soumettre à l'approbation du Service des communes.

SECTION 5 : Elections selon le système majoritaire à deux tours

Champ
d'application

Art. 47 Les dispositions ci-après régissent les élections selon le système majoritaire à deux tours :

- a) du maire;
- b) du président et du vice-président des assemblées communales;
- c) du conseil communal à moins que le règlement d'organisation ne prévoie le système de la représentation proportionnelle;
- d) des autres autorités des communes municipales, mixtes, bourgeoises et des sections de commune, de leurs fonctionnaires et enseignants qui, en vertu d'une disposition du règlement d'organisation, ont lieu aux urnes selon le système majoritaire.

Actes de
candidature

Art. 48 ¹ Les actes de candidature doivent être remis au conseil communal le lundi de la sixième semaine qui précède l'élection, jusqu'à 18 heures.¹⁶⁾

² L'acte de candidature indique le nom, le prénom, l'année de naissance, la profession du candidat ou des candidats.

³ Il doit porter la signature manuscrite du candidat et celle d'au moins cinq électeurs domiciliés dans la commune.

Corrections et
compléments

Art. 49 ¹ Les actes de candidature peuvent être corrigés jusqu'au lundi de la troisième semaine qui précède l'élection, jusqu'à 18 heures.

² Ils ne peuvent être complétés que dans le cas où un candidat devient inéligible. Ce complément peut être apporté jusqu'au lundi qui précède l'élection, jusqu'à 18 heures.

³ La candidature, une fois signée, ne peut plus être déclinée.

⁴ L'article 61 est réservé.

Report de
l'élection

Art. 50¹⁶⁾ Si un candidat devient inéligible entre le lundi qui précède l'élection et la clôture du scrutin, l'élection est annulée et reportée. Le conseil communal prend les mesures nécessaires et fixe les délais.

Bulletins officiels	Art. 51 Les communes font parvenir à tous les électeurs de leur ressort, au moins dix jours avant l'élection, des bulletins officiels imprimés portant le nom du ou des candidat(s) et un bulletin officiel blanc, sous réserve de l'article 13, alinéa 5.
Manière de voter	<p>Art. 52 ¹ Chaque électeur dispose d'autant de suffrages qu'il y a de sièges à pourvoir.</p> <p>² Il ne peut donner ses suffrages qu'à des candidats et n'en peut donner qu'un à chaque candidat.</p> <p>³ Les candidats en surnombre sont annulés comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) sur les bulletins imprimés, les derniers noms imprimés; b) sur les bulletins blancs, les derniers noms inscrits.
Détermination du résultat	<p>Art. 53 Après la clôture de scrutin, le bureau électoral établit un procès-verbal indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le nombre des électeurs et celui des votants; b) le nombre des bulletins valables et celui des bulletins non valables, ce dernier correspondant à la somme des bulletins blancs et nuls; c) le nombre des suffrages obtenus par chaque candidat.
Désignation des élus	<p>Art. 54 ¹ Sont élus les candidats qui ont obtenu un nombre de suffrages supérieur à la moitié du nombre des bulletins valables (majorité absolue).</p> <p>² Si le nombre des candidats ayant obtenu la majorité absolue dépasse celui des sièges ou postes à pourvoir, sont élus ceux d'entre eux qui ont obtenu le plus grand nombre de suffrages.</p> <p>³ En cas d'égalité des suffrages pour le dernier siège, une élection complémentaire départage les candidats ayant obtenu le même nombre de suffrages.</p> <p>⁴ Les dispositions du décret sur la protection des minorités⁷⁾ demeurent réservées.</p>
Candidatures pour le second tour	Art. 55 ¹ Un candidat au premier tour peut renoncer à sa candidature pour le second tour.

² Les candidatures doivent être remises au conseil communal le mercredi qui suit le premier tour, jusqu'à 18 heures. Elles sont rendues publiques selon l'usage local.³⁾

³ Ne peuvent faire acte de candidature que les personnes qui s'étaient présentées au premier tour.

Bulletins officiels **Art. 56**³⁾ Les communes font parvenir les cartes d'électeur et les bulletins officiels aux électeurs au plus tard le lundi précédant le scrutin.

Désignation des élus au second tour **Art. 57** Sont élus, à concurrence des sièges à pourvoir, les candidats qui ont obtenu le plus grand nombre de suffrages, même s'il n'est pas supérieur à la moitié du nombre des bulletins valables (majorité relative).

Renvoi **Art. 58** Sous réserve des dispositions qui précèdent, les règles valables pour le premier tour sont applicables au second.

Election tacite **Art. 59** ¹ Si les candidats présentés au premier ou second tour ne sont pas plus nombreux que les sièges à pourvoir, ils sont élus sans vote (élection tacite).

² S'ils sont moins nombreux, il est procédé, pour les sièges non pourvus, à une élection complémentaire à la majorité relative.

Vacance pendant la législature **Art. 60**¹⁶⁾ ¹ En cas de vacance pendant la législature, il est procédé à une élection complémentaire selon le système majoritaire à deux tours.

² Les personnes élues le sont pour la fin de la législature.

Défaut de liste **Art. 61** Si aucun acte de candidature n'est déposé, l'élection se fait à la majorité relative. Les électeurs peuvent donner leurs suffrages à toute personne éligible.

SECTION 6 : Elections selon le règlement d'organisation

Elections selon le règlement d'organisation **Art. 62** Dans les cas non visés aux articles 30 et 47, le règlement d'organisation peut prévoir que l'élection des autorités et des fonctionnaires a lieu en assemblée, selon les dispositions dudit règlement.

SECTION 7 : Dispositions pénales

- Code pénal **Art. 63** Les dispositions des articles 279 à 283 du Code pénal suisse⁸⁾ sont applicables.
- Amendes **Art. 64** ¹ Le conseil communal peut infliger une amende de 20 à 200 francs aux membres du bureau électoral qui font défaut entièrement ou partiellement aux opérations d'un vote ou d'une élection sans excuse suffisante.
- ² Les infractions à la présente ordonnance et aux décisions qui en découlent sont passibles d'une amende de 1'000 francs au plus, pour autant que d'autres mesures ne soient pas applicables.
- ³ Le conseil communal prononce les amendes selon le décret concernant le pouvoir répressif des communes⁹⁾.

SECTION 8 : Voies de recours et droit supplétif

- Voies de recours **Art. 65** Les décisions prises en application de la présente ordonnance peuvent être attaquées selon les dispositions prévues dans la loi sur les droits politiques¹⁾, le Code de procédure administrative¹⁰⁾ et la loi sur les communes²⁾.
- Autres dispositions légales **Art. 66** ¹ Les questions non traitées par la présente ordonnance seront tranchées par analogie aux dispositions légales cantonales en vigueur, éventuellement par analogie aux dispositions fédérales.
- ² Sont notamment réservées les dispositions figurant dans les textes légaux suivants :
- a) Constitution de la République et Canton du Jura¹¹⁾;
 - b) loi sur les droits politiques¹⁾;
 - c) ordonnance d'exécution⁶⁾ de la loi sur les droits politiques;
 - d) ...⁵⁾
 - e) ...⁵⁾
 - f) ordonnance concernant le registre des électeurs¹²⁾;
 - g) Code de procédure administrative¹⁰⁾;
 - h) loi sur les communes²⁾;
 - i) décret sur les communes¹³⁾;
 - j) décret sur la protection des minorités⁷⁾.

SECTION 9 : Dispositions transitoires et finales

Dispositions
transitoires

Art. 67 ¹ Les élections communales de 1984 se dérouleront selon le système prévu dans le règlement d'organisation ou le règlement des élections de chaque commune.

² Lors d'élections selon le système de la représentation proportionnelle, la suppression du cumul ne sera possible qu'en vertu du règlement communal adapté après l'entrée en vigueur des modifications apportées le 5 juillet 1984 à la loi sur les droits politiques.

Abrogation du
droit antérieur

Art. 68 L'ordonnance du 4 juillet 1980 concernant les élections communales est abrogée.

Entrée en
vigueur

Art. 69 La présente ordonnance entre en vigueur le 1^{er} octobre 1984.

Delémont, le 4 septembre 1984

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : François Lachat
Le chancelier : Joseph Boinay

- 1) RSJU 161.1
- 2) RSJU 190.11
- 3) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 13 juin 2000
- 4) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 13 juin 2000
- 5) Abrogé(e)s par le ch. I de l'ordonnance du 13 juin 2000
- 6) RSJU 161.11
- 7) RSJU 192.222
- 8) RS 311.0
- 9) RSJU 325.1
- 10) RSJU 175.1
- 11) RSJU 101
- 12) RSJU 161.15
- 13) RSJU 190.111
- 14) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 6 septembre 2005
- 15) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 20 juin 2006, en vigueur depuis le 1^{er} septembre 2006
- 16) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 11 janvier 2011, en vigueur depuis le 1^{er} février 2011
- 17) Abrogée par le ch. I de l'ordonnance du 11 janvier 2011, en vigueur depuis le 1^{er} février 2011

Loi d'incompatibilité

du 29 avril 1982

Le Parlement de la République et Canton du Jura,

vu les articles 62 et 63 de la Constitution cantonale¹⁾,

arrête :

CHAPITRE PREMIER : Généralités

Champ
d'application

Article premier¹⁶⁾ La présente loi s'applique aux membres des autorités et aux magistrats de la République et Canton du Jura, aux employés de l'Etat, aux enseignants des écoles publiques, ainsi qu'au personnel des établissements autonomes.

Incompatibilité à
l'échelon
communal

Art. 2 Les incompatibilités à l'échelon communal sont réglées par les articles 11 à 17 de la loi du 9 novembre 1978 sur les communes²⁾.

Fonctions
incompatibles

Art. 3 Une personne ne peut occuper simultanément, à titre permanent, deux fonctions administratives ou judiciaires dont l'une est subordonnée à l'autre.

Exercice de
charges
publiques

Art. 4¹⁶⁾ L'autorité de nomination peut interdire à un employé de l'Etat ou à un enseignant d'une école publique d'assumer une charge publique lorsque l'exercice de celle-ci nuit à l'accomplissement du devoir de service.

CHAPITRE II : Incompatibilités tenant à la parenté

Parents

Art. 5 ¹ Les parents en ligne directe et collatérale jusqu'au troisième degré inclusivement et les alliés en ligne directe et collatérale jusqu'au deuxième degré inclusivement ne peuvent occuper simultanément des fonctions administratives ou judiciaires dont l'une est immédiatement subordonnée à l'autre.

² Les parents ou alliés jusqu'au troisième degré inclusivement ne peuvent appartenir simultanément au Gouvernement ou au même tribunal.

CHAPITRE III : Incompatibilités tenant à la fonction

SECTION 1 : Parlement

Députés et
suppléants

Art. 6 Ne peuvent être ni député, ni suppléant au Parlement :

1. les magistrats et les juges désignés ci-après :
 - a) les ministres;
 - b) ¹⁵⁾ les procureurs et les juges, lorsqu'ils sont élus par le Parlement;
 - c) ... ⁵⁾;
 - d) ... ⁵⁾;
 - e) ... ⁵⁾;
 - f) ... ⁵⁾;
 - g) ... ⁵⁾;
 - h) le président de la Commission cantonale des recours en matière d'impôts;
 - i) les préposés aux Offices des poursuites et faillites;
2. ¹⁶⁾ les secrétaires des ministres, du chancelier et du Service de l'information et de la communication, les employés du Parlement, les chefs d'unités (services, offices, sections et bureaux), de même que leurs adjoints, le chimiste cantonal, le médecin cantonal, le pharmacien cantonal, le directeur du centre médico-psychologique, les délégués aux transports, à l'énergie, le directeur général et les directeurs de divisions du centre jurassien d'enseignement et de formation, le commandant de la police cantonale, le chef de la gendarmerie territoriale, le chef des opérations circulation, le chef de la sécurité et de la protection de la population, le chef de la sûreté, les greffiers du Tribunal de première instance et du Tribunal cantonal, les juristes de l'administration cantonale;
3. ... ¹⁷⁾
4. ¹⁴⁾ les membres de la direction de la Banque cantonale du Jura;
5. le directeur de l'Etablissement d'assurance immobilière;
6. l'administrateur de la Caisse de pensions.

SECTION 2 : Tribunaux

Tribunaux et
ministère public

Art. 7 ³⁾¹⁵⁾ ¹ Les ministres et les fonctionnaires ne peuvent exercer aucune fonction judiciaire. Demeure réservé l'engagement d'un greffier en qualité de juge.

² Les procureurs et les juges du Tribunal de première instance ne peuvent exercer une autre fonction judiciaire au service de l'Etat qu'en qualité de juge suppléant à la Cour administrative et à la Cour des assurances du Tribunal cantonal.

SECTION 3 : Parlement fédéral

Parlementaires
fédéraux

Art. 8⁶⁾ Le mandat de parlementaire fédéral est incompatible avec les fonctions suivantes :

- député et suppléant au Parlement cantonal;
- magistrats de l'ordre judiciaire (art. 6, al. 1, LOJ)³⁾;
- membre du Gouvernement.

SECTION 4 : Communes³⁾

Autorité
communale
a) Ministres

Art. 9³⁾ Les ministres ne peuvent appartenir à une autorité communale.

b) Juges
ordinaires

Art. 10³⁾ Les magistrats de l'ordre judiciaire (art. 6, al. 1, LOJ) ne peuvent faire partie d'une autorité communale.

CHAPITRE IV : Règlement des cas d'incompatibilité

Option

Art. 11 ¹ En cas d'incompatibilité tenant à la fonction, un délai d'option est imparti par le Gouvernement. Passé ce délai, le président du Tribunal cantonal procède à un tirage au sort auquel les intéressés sont invités.

² En cas d'élection simultanée de personnes qui s'excluent en vertu de la présente loi, est réputée élue, faute de désistement volontaire, celle qui a obtenu le plus grand nombre de voix, pour autant que l'élection ait eu lieu selon le même système. En cas d'égalité, le président du Tribunal cantonal procède à un tirage au sort auquel les intéressés sont invités. Il en va de même lorsque deux personnes, entre lesquelles il y a incompatibilité, ont été élues simultanément selon un système électoral différent et lorsqu'elles n'ont pu se mettre d'accord dans le délai fixé par le président du Tribunal cantonal.

³ Lorsque, du fait d'une personne déjà en fonction, un nouvel élu tombe sous le coup de l'article 5, l'élection est nulle si la personne en fonction ne se retire pas.

Nouvelle fonction **Art. 12** Si un problème d'incompatibilité surgit lors de la création d'une fonction, le Parlement tranche.

CHAPITRE V : Dispositions finales

Modification du droit en vigueur **Art. 13** ¹ La loi du 26 octobre 1978 sur le statut des magistrats et fonctionnaires de la République et Canton du Jura⁷⁾ est modifiée comme suit :

Article 16, alinéa 2

...⁸⁾

² La loi du 9 novembre 1978 sur les communes²⁾ est modifiée comme suit :

Article 11, alinéas 1^{bis} et 2

...⁸⁾

Article 15, note marginale et alinéas 1^{bis} et 2^{bis}

...⁸⁾

³ La loi du 26 octobre 1978 sur la Banque cantonale du Jura⁹⁾ est modifiée comme suit :

Article 11, alinéa 2

...⁸⁾

⁴ Le règlement du Parlement du 26 avril 1979¹⁰⁾ est modifié comme suit :

Article 88, alinéa 3

...¹¹⁾

Abrogation **Art. 14** Sont abrogés :

- a) les articles 7 à 10 de la loi du 26 octobre 1978 sur les droits politiques¹²⁾;
- b) l'article 3 de la loi du 26 octobre 1978 sur le statut des magistrats et fonctionnaires de la République et Canton du Jura⁷⁾;
- c) l'article 88, alinéa 2, du règlement du Parlement du 26 avril 1979¹⁰⁾.

Entrée en
vigueur

Art. 15 Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur¹³⁾ de la présente loi.

Delémont, le 29 avril 1982

AU NOM DU PARLEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

La présidente : Liliane Charmillot
Le secrétaire : Jean-Claude Montavon

Dispositions finales et transitoires de la modification du 8 décembre 2010

¹ La présente modification est soumise au référendum obligatoire

² La présente modification ne s'applique pas aux députés et suppléants élus le 24 octobre 2010, ni à leurs successeurs.

³ Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur de la présente modification.

¹⁾ RSJU 101

²⁾ RSJU 190.11

³⁾ Nouvelle teneur selon le ch. II de l'annexe à la loi d'organisation judiciaire du 23 février 2000, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2001 (RSJU 181.1)

⁴⁾ RSJU 181.1

⁵⁾ Abrogée par le ch. II de l'annexe à la loi d'organisation judiciaire du 23 février 2000, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2001 (RSJU 181.1)

⁶⁾ Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 17 juin 1992, en vigueur depuis le 5 avril 1987

⁷⁾ RSJU 173.11

⁸⁾ Texte inséré dans ladite loi

⁹⁾ RSJU 951.11

¹⁰⁾ RSJU 171.21

¹¹⁾ Texte inséré dans ledit règlement

¹²⁾ RSJU 161.1

¹³⁾ 1^{er} janvier 1983

¹⁴⁾ Nouvelle teneur selon l'art. 20b, al. 1, de la loi sur la Banque cantonale du Jura, en vigueur depuis le 1^{er} septembre 2009

¹⁵⁾ Nouvelle teneur selon l'art. 74a, chiffre 1, de la loi d'organisation judiciaire (RSJU 181.1), en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2011

- ¹⁶⁾ Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 8 décembre 2010, en vigueur depuis le 1^{er} août 2011
- ¹⁷⁾ Abrogé par le ch. I de la loi du 8 décembre 2010, en vigueur depuis le 1^{er} août 2011

Loi concernant l'usage de la langue française

du 17 novembre 2010

Le Parlement de la République et Canton du Jura,

vu les articles 3 et 42, alinéas 2 et 3, de la Constitution cantonale¹⁾,

arrête :

SECTION 1 : Dispositions générales

But et champ
d'application

Article premier ¹ La présente loi a pour but de favoriser l'usage de la langue française et d'en promouvoir le rayonnement sur le territoire cantonal.

² En particulier, elle vise à développer le recours à la langue française dans tous les domaines de la vie courante.

Principes
a) En général

Art. 2 ¹ La présente loi s'inscrit dans le respect de la liberté de la langue, du principe de la territorialité des langues, ainsi que dans le respect des minorités et de la diversité linguistique.

² En particulier, la liberté de la langue et les droits des administrés domiciliés ou ayant leur siège dans une partie du territoire cantonal qui n'est pas de langue française, ainsi que les droits des collectivités publiques concernées, ne sont pas touchés par la présente loi.

b) Dispositions
spéciales

Art. 3 Les dispositions spéciales, notamment celles de procédure, sont réservées.

Terminologie

Art. 4 ¹ Les termes utilisés dans la présente loi pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

² Dans la présente loi, le terme :

- a) "*autorité*" désigne tout organe de l'Etat et ses membres;
- b) "*Département*" désigne le département auquel est rattaché l'Office de la culture;

- c) "*administré*" désigne toute personne ou groupement de personnes ou de biens, indépendamment de son statut juridique, qui a des contacts avec une autorité;
- d) "*autres organismes*" désigne :
 - les communes, les autres collectivités publiques et les établissements de droit public;
 - les groupements de personnes ou de biens, indépendamment de leur statut juridique, dans lesquels l'Etat dispose au moins d'une participation majoritaire, qui se voient confier par lui l'exécution de tâches publiques ou qui bénéficient de prestations financières de sa part.

SECTION 2 : Langue des autorités

Généralités	<p>Art. 5 ¹ Le français est la langue des autorités.</p> <p>² Celles-ci sont tenues d'en faire un usage correct, compréhensible et de qualité.</p> <p>³ Elles tiennent compte de ses adaptations régulières à l'évolution de la science et des techniques.</p>
Communication	<p>Art. 6 ¹ Quel que soit le mode employé, les autorités communiquent en français avec les administrés, entre elles et en leur sein.</p> <p>² Les administrés communiquent en français avec les autorités.</p>
Autres organismes	<p>Art. 7 Les autorités veillent à ce que les autres organismes appliquent les dispositions de la présente section par analogie.</p>
Exceptions	<p>Art. 8 Sont réservées les communications qu'une autorité, un autre organisme ou un administré diffuse dans une langue autre que le français, notamment si le droit fédéral ou cantonal, en particulier l'article 2, la protection d'un bien de police, des motifs d'information ou de nature technique, des rapports de droit privé ou encore la courtoisie l'exigent ou le permettent.</p>

SECTION 3 : Promotion de la langue

Généralités	<p>Art. 9 ¹ L'Etat promeut l'usage du français.</p>
-------------	---

² A cette fin :

- a) il assure un enseignement qui permet la maîtrise et suscite l'amour de la langue française;
- b) il soutient l'usage du français par toute personne dans la sphère publique (dans le respect notamment de la liberté économique), en particulier lorsqu'une personne communique dans les médias, sur son lieu de travail ou dans les rapports avec le consommateur;
- c) il soutient la création et les diverses formes d'expression culturelle en langue française;
- d) il veille à ce que les administrés qui bénéficient de prestations de l'Etat utilisent le français dans les activités qui se rapportent à ces prestations;
- e) il édicte des recommandations, en particulier afin d'éviter les anglicismes inutiles ou choquants;
- f) il lance toute initiative en vue de promouvoir l'usage d'un français de qualité;
- g) il développe des échanges intercantonaux et internationaux relatifs à la langue française.

³ Il a égard au plurilinguisme, notamment quand il s'agit des langues nationales.

Patois

Art. 10 L'Etat peut également prendre des mesures pour valoriser le patrimoine lié au patois.

SECTION 4 : Autorités compétentes

Chancellerie
d'Etat

Art. 11 La Chancellerie d'Etat coordonne l'application de la section 2.

Conseil de la
langue française
a) Constitution

Art. 12 ¹ Un Conseil de la langue française (dénommé ci-après : "le Conseil") est institué.

² Le chef de l'Office de la culture en fait partie. Le Conseil comporte de six à huit autres membres, dont quatre sont proposés par le Bureau du Parlement. Les membres sont nommés par le Gouvernement pour la durée de la législature. Leur mandat est renouvelable.

³ Le Gouvernement désigne le président.

⁴ Le secrétariat du Parlement assure le secrétariat du Conseil.

b) Attributions
1. Générales

Art. 13 Le Conseil a les attributions suivantes :

- a) il se prononce, à la demande du Gouvernement ou du Département, sur toute question relative à la langue;
- b) il peut saisir le Gouvernement ou le Département de propositions relatives à la langue, notamment en application de l'article 5, alinéa 3, et de la section 3, ou lorsqu'il est nanti d'une demande d'un administré, d'une autorité ou d'un autre organisme;
- c) il examine les projets législatifs conformément à l'article 14;
- d) il conseille la Chancellerie d'Etat dans l'application de l'article 11;
- e) il coordonne ses actions avec les organismes de gestion de la langue française en Suisse et à l'étranger;
- f) il présente au Gouvernement un rapport annuel sur ses activités;
- g) il traite les objets que le Gouvernement lui confie.

2. Projets
législatifs

Art. 14 ¹ Une délégation du Conseil, composée au moins de son président et des quatre membres proposés par le Bureau du Parlement, examine les projets de révisions constitutionnelles et de lois après la première lecture du Parlement.

² Le Bureau du Parlement peut lui soumettre également d'autres textes, notamment les projets de décrets d'une certaine importance.

³ L'examen porte sur la rédaction française. Des modifications d'ordre matériel des projets sont exclues.

⁴ La délégation du Conseil conduit son examen de sorte qu'elle n'entrave pas la procédure législative.

⁵ Elle consulte le Service juridique et, au besoin, le président de la commission parlementaire à qui le projet est attribué.

c) Fonctionnement

Art. 15 ¹ Les membres du Conseil sont soumis aux dispositions sur le secret de fonction applicables aux agents publics.

² Les frais de fonctionnement du Conseil sont imputés au budget et aux comptes de l'Office de la culture. Dans ce cadre budgétaire, le Conseil peut avoir recours à des experts.

³ Au surplus, les dispositions relatives aux commissions cantonales s'appliquent au Conseil.

SECTION 5 : Dispositions finales

Dispositions
d'exécution

Art. 16 Le Gouvernement peut édicter les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente loi.

Modification du
droit en vigueur

Art. 17 Le règlement du Parlement de la République et Canton du Jura du 16 décembre 1998²⁾ est modifié comme il suit :

Article 46

Abrogé.

Référendum
facultatif

Art. 18 La présente loi est soumise au référendum facultatif.

Entrée en
vigueur

Art. 19 Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur³⁾ de la présente loi.

Delémont, le 17 novembre 2010

AU NOM DU PARLEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Michel Juillard
Le secrétaire : Jean-Baptiste Maître

1) RSJU 101

2) RSJU 171.211

3) 1^{er} février 2011

Règlement sur la diffusion de l'information par les autorités judiciaires

du 31 mars 2004

Le Tribunal cantonal de la République et Canton du Jura,

vu l'article 16, alinéa 5, de la loi du 4 décembre 2002 sur l'information et l'accès aux documents officiels¹⁾,

arrête :

SECTION 1 : Dispositions générales

Principes

Article premier ¹ Les autorités judiciaires du Canton informent le public sur leurs activités générales ou sur une affaire déterminée par le canal de la presse, conformément aux principes énoncés dans la loi sur l'information et l'accès aux documents officiels¹⁾ et suivant les prescriptions du présent règlement.

² L'information est communiquée d'office ou sur demande des journalistes.

³ Celui qui requiert une information doit justifier de sa qualité de journaliste en déclarant son identité et en indiquant les médias pour lesquels il travaille. En cas de doute, les personnes chargées de diffuser les informations au sein des autorités judiciaires s'assureront que le requérant présente la qualité de journaliste auprès des organes du média concerné.

Terminologie

Art. 2 Les termes utilisés dans le présent règlement pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

SECTION 2 : Organisation

Règle générale

Art. 3 Chaque autorité judiciaire du Canton informe elle-même la presse sur ses activités.

Activités générales

Art. 4 Sont chargés de diffuser les informations sur les activités générales :

a) du Tribunal cantonal : son président ou, sur délégation, le premier greffier;

- b) du Tribunal de première instance : son président ou, sur délégation, un greffier;
- c)⁴⁾ du Ministère public : le procureur général ou, sur délégation, un autre procureur;
- d) ...⁵⁾
- e) du Tribunal des mineurs : son président ou, sur délégation, son commis-greffier.

Affaires
déterminées

Art. 5 ¹ Les informations relatives à une affaire judiciaire déterminée sont délivrées par l'autorité compétente pour la traiter dans la phase de la procédure où elle se trouve.

² La tâche en incombe au magistrat qui dirige la procédure. Elle peut être déléguée au greffier.

³ L'article 74 du Code de procédure pénale suisse²⁾ (ci-après : "CPP") et l'article 14, alinéa 1, seconde phrase, de la loi fédérale sur la procédure pénale applicable aux mineurs⁷⁾ (ci-après : "PPMin") sont applicables aux informations diffusées par les autorités pénales.⁴⁾

SECTION 3 : Agenda des audiences publiques

Principe

Art. 6 Le Tribunal cantonal et le Tribunal de première instance mettent chacun un agenda des audiences publiques à la disposition de la presse accréditée.

Présentation

Art. 7 ¹ L'agenda se présente sous la forme de listes chronologiques des audiences publiques par matière juridique.

² L'agenda peut être communiqué à la presse accréditée par voie électronique.

³ Tout journaliste accrédité peut également consulter l'agenda directement auprès des chancelleries des tribunaux.

Tenue

Art. 8 ¹ Dans chaque tribunal, un responsable de la tenue de l'agenda et un suppléant sont désignés parmi le personnel des chancelleries.

² L'agenda est mis à jour régulièrement.

Contenu

Art. 9 ¹ L'agenda est anonyme.

² En règle générale, il indique les affaires qui donnent lieu à des débats publics ordonnés d'office ou à la requête d'une partie, y compris, en matière pénale, celles pour lesquelles les parties ont la possibilité de demander le huis clos.

³ Ne figurent pas à l'agenda :

- a) en matière civile et administrative :
 - les audiences pour lesquelles le huis clos doit être prononcé en vertu de la loi;
 - les audiences qui sont tenues dans les affaires du droit des successions, du droit de la tutelle, de privation de liberté à des fins d'assistance et du droit des assurances sociales, ainsi que d'autres audiences pour lesquelles le huis clos pourrait être prononcé à la requête d'une partie;
 - les audiences de conciliation;
- b)⁴⁾ les audiences de la Cour pénale dans les causes qui lui sont déferées contre les jugements du Tribunal des mineurs, sauf quand la tenue d'une audience publique est ordonnée en application de l'article 14, alinéa 2, PPMin⁷⁾.

⁴ L'agenda indique sommairement l'objet de la procédure.

SECTION 4 : Limites de l'information

Principe

Art. 10 Le devoir de la justice de fournir des informations d'office ainsi que le droit des journalistes à obtenir des informations sur les activités judiciaires et sur une affaire déterminée peuvent être limités aux conditions générales de l'article 5 de la loi sur l'information et l'accès aux documents officiels¹⁾ et en application des règles suivantes.

Restrictions

Art. 11 ¹ Aucune information ne peut être communiquée dans les affaires de droit privé et dans celles de droit fiscal où l'audience se tient à huis clos de par la loi.

² Dans les affaires où le huis clos peut être prononcé en raison d'un intérêt légitime d'une partie, des informations peuvent être communiquées, à l'exception des renseignements qui justifient le huis clos, à moins que la partie concernée ne donne son accord explicite à la communication d'une information complète.

³ Dans les affaires traitées selon la procédure écrite, des données à caractère personnel ne peuvent être communiquées que si un intérêt public prépondérant le justifie et après consultation des personnes concernées.

⁴ Dans les affaires de la compétence du Tribunal des mineurs, le président informe en respectant l'anonymat des parties. Cette prescription est aussi valable en cas de recours devant la Cour pénale. Pour le surplus, l'article 14, alinéa 1, seconde phrase, PPMin⁷⁾ est applicable.⁴⁾

Communication
du nom des
parties

Art. 12 ¹ Dans les affaires donnant lieu à des débats publics, le nom d'une partie ne peut être divulgué avant l'audience que si un intérêt public le commande ou lorsque l'affaire jouit déjà d'une certaine notoriété et que le nom de cette partie est connu du public. L'article 74, alinéa 4, CPP²⁾ et l'article 18, alinéa 3, du présent règlement sont réservés.⁴⁾

² Si l'intérêt public le justifie, le nom des parties peut être communiqué lorsque celles-ci sont des personnes morales de droit privé dont l'importance sociale ou économique est reconnue ou qui tiennent un rôle dans la vie politique.

³ A moins qu'un intérêt public ne s'y oppose, les autorités judiciaires peuvent communiquer le nom des parties lorsque celles-ci sont des organismes publics, ou des personnes ou groupements de personnes privées à qui l'Etat ou les communes ont délégué la réalisation de tâches publiques.

SECTION 5 : Information d'office

En général

Art. 13 Les autorités judiciaires informent le public sur leurs activités. Elles communiquent notamment leur rapport annuel.

Dans des
affaires
déterminées

Art. 14 Elles transmettent spontanément des informations à la presse accréditée au sujet des affaires qui présentent un intérêt public prépondérant.

Modalités

Art. 15 Les informations sont diffusées, en règle générale, par voie de communiqué de presse. Les autorités judiciaires peuvent également tenir des conférences de presse.

SECTION 6 : Information sur demande

Objet

Art. 16 Dans les limites fixées par les articles 10 à 12 du présent règlement, les journalistes peuvent obtenir des informations sur toutes les affaires en cours qui occupent les autorités judiciaires. Demeure réservé l'article 5, alinéa 3, du présent règlement.

Gratuité

Art. 17 La fourniture des renseignements est en principe gratuite, mais lorsque les demandes entraînent des recherches importantes, un émolument de chancellerie peut être prélevé.

SECTION 7 : Dossiers judiciaires et pièces de procédure

Principe

Art. 18 ¹ Les dossiers des procédures judiciaires ne peuvent pas être consultés par les journalistes.

² La remise de pièces versées au dossier et de documents destinés à un usage interne est interdite. L'article 19 est réservé.

³ Dans les affaires pénales, l'acte d'accusation est remis à la presse en général au début de l'audience ou, sur demande, avant l'audience. L'article 11, alinéa 4, du présent règlement est réservé.⁴⁾

SECTION 8 : Mise à disposition des jugements

Régime

Art. 19⁴⁾ ¹ Les jugements (arrêts, jugements, décisions) peuvent être consultés au greffe du tribunal sur demande préalable. Ils peuvent être remis d'office à la presse accréditée lorsqu'ils présentent un intérêt public. Demeurent réservées les dispositions contraires du Code de procédure pénale suisse²⁾.

² Les considérants sont présentés de manière à ce que les parties ou des tierces personnes ne puissent pas être identifiées, l'article 12 étant cependant réservé. Dans ce dernier cas, les passages des considérants qui recèlent des informations susceptibles de causer une atteinte à la sphère privée ou un dommage économique sont supprimés, sauf en présence d'un intérêt public prépondérant.

³ Ne sont pas accessibles au public ni remis à la presse les jugements qui ont été rendus dans des affaires pour lesquelles le huis clos a été prononcé ou aurait pu l'être si ces affaires avaient donné lieu à des débats publics.

⁴ La législation cantonale sur les archives s'applique aux jugements des dossiers clos.

Moment de la communication

Art. 20 Un jugement ne peut être consulté ni remis à la presse avant sa communication aux parties.⁴⁾

SECTION 9 : Enregistrements sonores et visuels

Salles
d'audience et
abords

Art. 21 ¹ Le juge ou le président du tribunal peut, avec l'accord des parties, autoriser la presse à prendre des photographies, à filmer ou à utiliser des magnétophones dans les salles d'audience ou dans leurs abords immédiats jusqu'à l'ouverture des débats.

² L'article 71 CPP²⁾ est réservé.⁶⁾

Audiences
publiques

Art. 22 ¹ L'enregistrement sonore et visuel des audiences publiques est interdit.

² Toutefois, le juge ou le président du tribunal peut, à titre exceptionnel et avec l'accord des parties, autoriser l'enregistrement d'une audience publique lorsque celui-ci poursuit des fins didactiques particulièrement dignes d'intérêt. L'enregistrement des personnes, notamment des parties, avocats, témoins et experts, ne peut être autorisé qu'avec leur consentement. Le refus d'une demande d'enregistrement n'est pas susceptible de recours.

SECTION 10 : Informations sur internet

Nature des
informations

Art. 23 ¹ Les autorités judiciaires peuvent publier, sur le site internet du Canton, des informations relatives notamment à l'organisation judiciaire, à la procédure et à leur jurisprudence.

² Les jugements peuvent être publiés aux conditions de l'article 19 du présent règlement.⁶⁾

SECTION 11 : Disposition finale

Entrée en
vigueur

Art. 24 Le présent règlement entre en vigueur le 1^{er} septembre 2004.

Porrentruy, le 31 mars 2004

AU NOM DU TRIBUNAL CANTONAL

Le président : Gérard Piquerez

Le premier greffier : Jean Moritz

- 1) RSJU 170.801
- 2) RS 312.0
- 3) RSJU 182.51
- 4) Nouvelle teneur selon le ch. I du règlement du 19 janvier 2011, en vigueur depuis le 1^{er} mars 2011
- 5) Abrogée par le ch. I du règlement du 19 janvier 2011, en vigueur depuis le 1^{er} mars 2011
- 6) Introduit par le ch. I du règlement du 19 janvier 2011, en vigueur depuis le 1^{er} mars 2011
- 7) RS 312.1

Loi d'organisation du Parlement de la République et Canton du Jura (LOP)

du 9 décembre 1998

Le Parlement de la République et Canton du Jura,

vu les articles 82 à 88 de la Constitution cantonale^{[1\)](#)},

arrête :

CHAPITRE PREMIER : Dispositions générales

Objet

Article premier ¹ La présente loi règle le statut des députés et des suppléants, l'organisation et le fonctionnement du Parlement ainsi que les relations extérieures de ce dernier.

² Les termes qui désignent des personnes comprennent indifféremment des femmes et des hommes.

Rôle du
Parlement

Art. 2 ¹ Le Parlement est le principal représentant du peuple.

² Il détermine la politique du Canton, en particulier par la planification.

³ Il exerce le pouvoir législatif, sous réserve des droits du peuple. A ce titre, il est indépendant des pouvoirs exécutif et judiciaire.^{[5\)](#)}

⁴ Il exerce la haute surveillance sur le Gouvernement, l'administration et les autorités judiciaires.

⁵ Il assume les tâches administratives et judiciaires qui lui sont assignées par la Constitution ou par la loi.

Attributions du
Parlement

Art. 3 ¹ Le Parlement a les attributions que lui confèrent la Constitution et la loi.

² En particulier :

a) il élabore et adopte les dispositions constitutionnelles, les lois et les décrets;

- b) il approuve des traités, concordats et autres conventions;
- c) il adopte des plans et des programmes cantonaux et définit leur portée;
- d)⁹⁾ il adopte les plans financiers, arrête le budget sous réserve des compétences du peuple en matière de frein à l'endettement et approuve les comptes;
- e) il procède aux élections qui relèvent de sa compétence;
- f) il exerce la haute surveillance sur le Gouvernement, l'administration et les tribunaux;
- g) il prend les décisions administratives et judiciaires qui relèvent de sa compétence;
- h) il se prononce sur la réponse donnée par le Gouvernement aux consultations fédérales touchant les objets reconnus importants par le Bureau;
- i) il prend d'autres mesures dans l'exercice de ses attributions.

Composition du
Parlement

Art. 4 Le Parlement compte soixante députés.

Siège du
Parlement

Art. 5 Le siège du Parlement est à Delémont.

Séances

Art. 6 ¹ Le Parlement tient des séances ordinaires et, en cas de besoin, des séances extraordinaires. Il se réunit en séance constitutive au début de chaque législature.

² Il siège en principe dans la salle de séance du Parlement aménagée à cet effet.

Publicité des
débat

Art. 7 ¹ Les débats du plenum sont publics.

² Les débats au sein du Bureau et des commissions ne sont pas publics.

Secrétariat du
Parlement

Art. 8⁶⁾

CHAPITRE II : Statut du député

Début et fin du
mandat

Art. 9 Le début et la fin du mandat de député sont régis par la loi sur les droits politiques²⁾.

Droits

Art. 10 Dans les limites des dispositions légales et réglementaires, le député a le droit :

- a) d'assister aux séances du Parlement et des commissions dont il fait partie;

- b) de prendre la parole, de poser des questions et de formuler des propositions;
- c) de prendre part aux votes;
- d) d'intervenir sous l'une des formes suivantes : l'initiative parlementaire, la motion, le postulat, l'interpellation, la question écrite, la question orale, la résolution et la motion interne;
- e) de toucher des indemnités de séance et de déplacement ainsi que, le cas échéant, d'autres indemnités pour l'accomplissement de tâches particulières;
- f) de consulter les documents du Parlement, du Bureau et des commissions.

Groupes parlementaires

Art. 11 ¹ Trois députés au moins peuvent constituer un groupe. Ils en informent le président.

² Les députés élus sous la même dénomination de liste ou d'un même parti cantonal ne peuvent former qu'un seul groupe.

³ Les groupes étudient les affaires que doit traiter le Parlement. Ils sont indemnisés pour cette activité.

Indépendance

Art. 12 ¹ Les députés représentent l'ensemble du peuple.

² Ils ne peuvent recevoir de mandat impératif.

Immunité

Art. 13 ¹ Le député ne peut être poursuivi pour les propos tenus au sein du Parlement, du Bureau et des commissions ainsi qu'en délégation officielle.

² Il ne peut être poursuivi pour une infraction en rapport direct avec l'activité ou la situation officielle du député, à moins que le Parlement n'autorise la poursuite pénale, civile ou administrative de l'infraction.

Devoirs

Art. 14 ¹ Avant de commencer son mandat, le député doit faire la promesse solennelle. Le député qui refuse ne peut siéger.

² Il a le devoir d'assister aux séances du Parlement ou de se faire remplacer par un suppléant. Le président en est alors averti.

³ Il doit garder le secret sur les informations traitées au sein du Bureau ou d'une commission pour autant que ces informations soient expressément et clairement qualifiées confidentielles.

Obligation de signaler les intérêts

Art. 14a¹¹⁾ ¹ Avant son assermentation, chaque député indique au Secrétariat du Parlement :

- a) son activité professionnelle;
- b) ses fonctions au sein d'organes de direction ou de surveillance de fondations, de sociétés et d'établissements importants, suisses ou étrangers, de droit public ou de droit privé;
- c) ses fonctions permanentes de direction ou de consultation pour le compte de groupes d'intérêts importants, suisses ou étrangers.

² Le Secrétariat du Parlement tient un registre des intérêts indiqués par les membres du Parlement, conformément aux instructions du Bureau.

³ Le registre est public.

Récusation
a) Cas

Art. 14b¹¹⁾ Lors des séances du Parlement et de ses organes, le député qui, pour lui-même, ses ascendants, descendants, frères, sœurs, conjoint, partenaire enregistré, ou alliés au même degré que les précédents, une personne physique dont il est le représentant légal, le curateur ou le mandataire, a un intérêt personnel direct à l'objet soumis à la discussion, ne peut ni intervenir ni participer au vote, à l'exception des délibérations et des votes d'ensemble sur le budget et les comptes.

b) Procédure

Art. 14c¹¹⁾ ¹ La personne qui se trouve dans un cas de récusation avise sans retard le président du Parlement ou de la commission. Elle quitte la salle de séance pour la durée de l'examen de l'objet concerné, après l'annonce de la présidence à ce sujet.

² La récusation est consignée au procès-verbal.

³ En cas de contestation surgissant au sein d'une commission, le Bureau tranche définitivement la question.

⁴ Les contestations surgissant en séance plénière sont soulevées par motion d'ordre.

c) Effet

Art. 14d¹¹⁾ ¹ Un défaut de récusation n'entraîne pas l'invalidité de la décision prise par le Parlement.

² Toutefois, s'il estime qu'un défaut de récusation a pu fausser le résultat d'un vote, le Parlement peut décider de revoter tant que la séance au cours de laquelle a eu lieu le vote final n'a pas été levée.

Discipline

Art. 15 ¹ Lors des séances du plenum, le président veille au bon déroulement des débats.

² Les députés s'expriment sans faire de digression et en observant les convenances parlementaires.

³ Le président rappelle à l'ordre le député qui ne respecte pas ses devoirs. En cas de récidive, il lui retire la parole.

⁴ Si les délibérations sont troublées, le président avertit le perturbateur et, au besoin, suspend la séance.

Election des suppléants

Art. 16 L'élection des suppléants est réglée par les articles 47 à 50 de la loi sur les droits politiques.

Droits et devoirs des suppléants

Art. 17 ¹ Les suppléants ont les mêmes droits et devoirs que les titulaires. Toutefois, ils ne peuvent être ni président du Parlement, ni vice-président, ni scrutateur, ni scrutateur suppléant, ni président d'une commission permanente.

² Ils remplacent les membres du Parlement lors des séances plénières. Ils ne peuvent remplacer que les députés du district dans lequel ils ont été élus.

³ Ils peuvent représenter leur groupe dans les commissions.

⁴ Ils participent aux séances de groupe.

⁵ Ils reçoivent la même documentation et les mêmes indemnités que les titulaires.

CHAPITRE III : Organisation et fonctionnement du Parlement

SECTION 1 : Organes du Parlement

Président et vice-présidents

Art. 18 ¹ Le président et les deux vice-présidents sont élus par le Parlement en décembre pour la durée d'une année. Le président n'est pas immédiatement rééligible.

² Le président veille à la stricte application de la présente loi et du règlement.

³ Il préside les séances du Parlement et du Bureau, dont il dirige les débats.

⁴ Si le président est empêché, sa fonction est exercée par le premier vice-président ou, à défaut, par le deuxième. S'ils sont empêchés tous les trois, la présidence est assumée par le dernier président du Parlement ou l'un de ses prédécesseurs.

⁵ Pour accomplir sa tâche, le président bénéficie de l'appui du Secrétariat du Parlement.⁷

Bureau

Art. 19 ¹ Le Bureau du Parlement se compose du président, des deux vice-présidents et des présidents des groupes; ces derniers peuvent se faire représenter.

² Il est chargé de la planification des séances et des objets à traiter par le plenum; il fixe le calendrier des séances ordinaires du Parlement.

³ Il veille au bon fonctionnement des commissions parlementaires. Il leur attribue, ou à lui-même, les projets soumis aux délibérations du Parlement.

⁴ Il nomme les membres, proposés par les groupes, des commissions spéciales, ainsi que le président et le vice-président de chacune d'elles.

⁵ Il traite toute question que lui soumettent le Parlement et ses commissions, le Gouvernement ou les autorités judiciaires.

⁶ Il s'assure de la présentation au Parlement et à ses organes des objets relevant de leurs compétences.

⁷ Il se détermine dans les procédures administratives et judiciaires qui impliquent le Parlement. Il répond aux plaintes portées contre les décisions du Parlement.

⁸ Il gère les finances du Parlement et en adopte le projet de budget, qui est inscrit au projet de budget de l'Etat. Au surplus, il décide de tout ce qui touche à l'organisation structurelle du Secrétariat du Parlement.⁵⁾

⁹ En cas de requête à la Cour constitutionnelle (art. 177 et 190 Cpa), le Bureau remet à cette dernière le message gouvernemental de l'acte législatif attaqué, les procès-verbaux de la commission parlementaire, dans la mesure où ils concernent le problème soulevé par la requête, ainsi que la transcription des débats relatifs à la norme contestée.⁵⁾

¹⁰ Il peut proposer au Parlement une révision de la présente loi et des dispositions qui en découlent.

¹¹ Il exerce d'autres attributions fixées par le règlement du Parlement de la République et Canton du Jura.

Commissions

Art. 20 ¹ Le Parlement peut créer des commissions permanentes et spéciales.

² Il peut, par voie d'arrêté, créer en son sein une commission d'enquête dont il définit le mandat, les compétences et la composition.

³ Les membres d'une commission peuvent se faire remplacer par un membre de leur groupe, élu ou nommé pour la durée du mandat de la commission.

⁴ Le règlement définit la composition, le mandat et les attributions des commissions.

Secrétariat du Parlement

Art. 20a⁷⁾ ¹ Le Parlement est doté d'un secrétariat indépendant du Gouvernement et de l'administration cantonale, placé sous la responsabilité du Secrétaire du Parlement.

² Le Secrétariat du Parlement :

- a) organise les séances du Parlement, du Bureau et des commissions, d'entente avec les présidents respectifs;
- b) assiste aux séances et en tient le procès-verbal;
- c) exécute les tâches qui lui sont attribuées par le Bureau;

- d) expédie les affaires administratives du Parlement;
- e) réunit la documentation et les informations nécessaires au Bureau, aux commissions ainsi qu'aux députés dans la mesure où l'exige le travail parlementaire;
- f) veille à la conservation des archives du Parlement;
- g) rédige et signe, avec le président, le procès-verbal des séances du Parlement ainsi que tous les actes qui émanent de ce dernier;
- h) prépare le projet de budget du Parlement à l'intention du Bureau et tient la comptabilité du Parlement;
- i) exerce toute autre attribution conférée par la législation.

³ Sur proposition du Bureau, le Parlement élit, pour la législature, le Secrétaire du Parlement selon la procédure prévue par l'article 36 de la présente loi et l'article 66, alinéas 1 à 6, du règlement du Parlement. Le Secrétaire du Parlement est rééligible.⁸⁾

⁴ La législation sur le statut, le traitement et les rapports de service des magistrats, fonctionnaires et employés s'applique au personnel du Secrétariat du Parlement.

⁵ Le personnel du Secrétariat du Parlement est géré administrativement par le Service du personnel de l'Etat.

⁶ Pour l'accomplissement de ses tâches, le Secrétariat du Parlement bénéficie du concours des services de l'Etat.

SECTION 2 : Séances

Convocation,
ajournement et
clôture

Art. 21 ¹ Le président et le secrétaire du Parlement convoquent les séances ordinaires du Parlement selon le calendrier arrêté par le Bureau.

² Ils convoquent les séances extraordinaires à la demande du Parlement, du Gouvernement ou de douze députés.

³ Le Gouvernement convoque la séance constitutive du Parlement en début de législature.

Hôtes et
observateurs

Art. 22⁵⁾ Le Bureau peut inviter ses hôtes et des observateurs à assister aux séances du Parlement et à s'y exprimer.

SECTION 3 : Initiative parlementaire

Objet	Art. 23 Tout député a le droit de proposer, par le dépôt d'une initiative parlementaire rédigée de toutes pièces, l'adoption, la modification ou l'abrogation d'un article constitutionnel, d'une loi ou d'un décret.
Procédure devant la commission	Art. 24 L'initiative parlementaire est renvoyée à une commission si le Parlement décide de lui donner suite. En cas de vote négatif, l'initiative est éliminée.
Consultation du Gouvernement	Art. 25 La commission soumet le résultat de ses délibérations au Gouvernement, qui peut lui proposer des amendements et lui soumettre un contre-projet.
Consultation des milieux intéressés	Art. 26 En règle générale, la commission consulte les milieux intéressés.
Procédure devant le Parlement	Art. 27 ¹ La commission propose au Parlement l'adoption du projet, son refus ou l'adoption d'un projet modifié, dans les deux ans qui suivent la décision du Parlement de donner suite à l'initiative parlementaire. ² La procédure devant le Parlement est la même que pour les projets d'articles constitutionnels, de lois ou de décrets élaborés par le Gouvernement.

SECTION 4 : Autres interventions parlementaires

Motion	Art. 28 La motion charge le Gouvernement de présenter un projet de disposition constitutionnelle, de loi ou de décret, ou lui donne des instructions impératives au sujet de mesures à prendre ou de propositions à soumettre.
Postulat	Art. 29 Le postulat invite le Gouvernement à faire une étude sur une question déterminée et à déposer un rapport et des propositions.
Interpellation	Art. 30 L'interpellation est une demande d'explication adressée au Gouvernement sur n'importe quel objet ressortissant à la politique ou à l'administration du Canton.

Question écrite	Art. 31 La question écrite porte sur toute matière qui peut faire l'objet d'une interpellation.
Question orale	Art. 32 La question orale porte sur n'importe quel objet ressortissant à la politique du Canton.
Résolution	Art. 33 La résolution est une déclaration sans effet obligatoire et consiste notamment en un vœu, une protestation ou un message.
Motion interne	Art. 34 Tout député a le droit de demander, sous forme de motion interne, qu'un objet concernant exclusivement le Parlement soit mis en discussion.

SECTION 4BIS : Pétition⁷⁾

Pétition	<p>Art. 34a⁷⁾ ¹ Toute pétition adressée au Parlement est examinée par une commission permanente compétente à raison de la matière.</p> <p>² L'avis de la commission ainsi que la décision éventuelle du Parlement relatifs à une pétition sont adressés au(x) pétitionnaire(s).</p> <p>³ Si la commission accepte de donner suite à la pétition, elle la soumet au plénum du Parlement.</p> <p>⁴ Si la commission refuse de donner suite à la pétition, elle demande au Bureau d'en prendre acte et de ne pas la soumettre au plénum du Parlement.</p>
----------	--

SECTION 5 : Procédure parlementaire

Quorum et majorité absolue	<p>Art. 35 ¹ Les délibérations et les décisions du Parlement, du Bureau et des commissions ne sont valables que si la majorité des membres sont présents.</p> <p>² Les décisions sont prises à la majorité absolue des votants.</p> <p>³ Toutefois, elles sont prises à la majorité des deux tiers des soixante députés en application de l'article 123a de la Constitution cantonale¹⁾ ¹⁰⁾.</p>
----------------------------	--

- Elections** **Art. 36** Les élections ont lieu au scrutin secret selon le système majoritaire.
- Langue** **Art. 37** Les députés s'expriment en français.
- Deuxième lecture** **Art. 38** ¹ Les projets de dispositions constitutionnelles, de lois et de décrets font l'objet de deux lectures.
- ² Le texte adopté est publié au Journal officiel après chaque lecture.
- ³ Un intervalle d'une semaine au moins doit séparer les deux lectures.

SECTION 6 : Financement

- Frais de fonctionnement** **Art. 39** ¹ L'Etat assume les frais de fonctionnement du Parlement dans le cadre du budget de l'Etat.
- ² Les frais de fonctionnement comprennent notamment :
- a) les indemnités de séance et de déplacement versées aux députés;
 - b) les indemnités supplémentaires pour l'exercice de charges particulières (présidence, scrutateurs, etc.);
 - c) les indemnités annuelles en faveur des groupes en couverture de leurs frais de secrétariat et en faveur des députés qui ne font partie d'aucun groupe;
 - d) les honoraires et les autres indemnités versés à des experts;
 - e) les frais du Secrétariat du Parlement;
 - f) les frais des organismes ou des associations interparlementaires dont le Parlement fait partie.
- ³ Le Parlement fixe, par voie d'arrêté, le montant des différentes indemnités.

CHAPITRE IV : Relations extérieures du Parlement

SECTION 1 : Relations avec le Gouvernement

Présence aux
séances

Art. 40 ¹ Le Gouvernement assiste aux séances du Parlement et rapporte sur tous les objets qu'il lui soumet ou sur lesquels il est requis de donner son avis. Cette même faculté appartient à chacun de ses membres. La présence de fonctionnaires cantonaux dans la salle des débats est autorisée lorsqu'elle est souhaitée par un ministre.

² Le président du Gouvernement assiste aux séances du Bureau avec voix consultative. Il peut se faire représenter par un autre ministre.

³ Les membres du Gouvernement peuvent assister avec voix consultative aux séances des commissions. Ils peuvent se faire représenter.

Surveillance

Art. 41 ¹ Dans le cadre de ses attributions de haute surveillance sur le Gouvernement et l'administration, le Parlement a droit à toutes les informations nécessaires de la part du Gouvernement ou du chef de département désigné par lui. Seul un intérêt public ou privé prépondérant peut s'opposer à la révélation d'une information.

² Le président du Parlement a en tout temps le droit de prendre connaissance du résultat des délibérations du Gouvernement.

³ Le Parlement, le Bureau ou la commission compétente peut charger le Contrôle des finances de mandats de contrôle particuliers.

⁴ Le droit du Parlement d'accéder aux informations n'est pas limité aux réponses aux interventions ni aux différents rapports et programmes d'activité présentés par le Gouvernement au Parlement.

⁵ Le rapport d'activité du Contrôle des finances est soumis à l'approbation du Parlement.

SECTION 2 : Relations avec les autorités judiciaires

Rapport d'activité

Art. 42 Le Tribunal cantonal soumet à l'approbation du Parlement un rapport annuel qui rend compte de la gestion des affaires traitées par les autorités judiciaires du Canton.

Autres mesures
de surveillance

Art. 43 ¹ Le Parlement, par le Bureau ou la commission compétente, peut prendre d'autres mesures en vue de l'examen de la gestion des affaires des autorités judiciaires; il peut notamment demander à une autorité judiciaire des informations sur l'avancement d'un dossier ou sur son fonctionnement.

² Il n'appartient pas au Parlement de vérifier l'application du droit par les autorités judiciaires ni de leur donner des instructions ou des directives dans ce domaine.

³ A la demande de la commission concernée, le Tribunal cantonal indique la pratique des autorités judiciaires en matière d'application de certaines normes édictées par le Parlement.

Cour
constitutionnelle

Art. 44 Le Parlement tranche les conflits de compétence dans lesquels la Cour constitutionnelle est partie.

SECTION 3 : Relations avec les établissements cantonaux autonomes

Rapports
d'activité

Art. 45⁵⁾ Les rapports d'activité des établissements cantonaux autonomes (Caisse de pensions, Etablissement cantonal d'assurance immobilière et de prévention, Hôpital du Jura) sont soumis à l'approbation du Parlement.

Autres mesures
de surveillance

Art. 46 ¹ Le Parlement ou le Bureau ou la commission compétente peut prendre d'autres mesures en vue de l'examen de la gestion des affaires des établissements cantonaux autonomes mentionnés à l'article 45; il peut notamment demander à un établissement cantonal autonome des renseignements sur un aspect particulier de ses activités.

² Le Parlement peut établir des recommandations à l'intention de ces établissements cantonaux autonomes mais il n'est pas compétent pour leur donner des instructions ou des directives.

SECTION 4 : Relations avec le public

Séances

Art. 47 ¹ Des places sont réservées au public dans la salle du Parlement.

² Toute manifestation est interdite dans l'enceinte du Parlement.

SECTION 5 : Relations avec la presse

Séances

Art. 48 ¹ Les représentants de la presse disposent de places réservées.

² Durant les débats, les prises de vue et de son ainsi que les retransmissions sont autorisées.³⁾

³ ...⁴⁾

Documentation
et information

Art. 49 ¹ Le Secrétariat du Parlement adresse aux représentants des médias les documents remis à l'ensemble des députés.

² Le Bureau informe le public et les représentants des médias sur des objets particuliers.

³ Les présidents des commissions, après accord des commissaires, informent le public de manière appropriée sur les travaux en cours et les décisions des commissions.

CHAPITRE V : Dispositions finales

Dispositions
d'application

Art. 50 Le Parlement édicte les dispositions d'application de la présente loi.

Référendum

Art. 51 La présente loi est soumise au référendum facultatif.

Entrée en
vigueur

Art. 52 La présente loi entre en vigueur le 1^{er} mars 1999.

Delémont, le 9 décembre 1998

AU NOM DU PARLEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : André Henzelin
Le vice-chancelier : Jean-Claude Montavon

- 1) RSJU 101
- 2) RSJU 161.1
- 3) Nouvelle teneur selon l'article 23, alinéa 2, de la loi du 4 décembre 2002 sur l'information et l'accès aux documents officiels (RSJU 170.801), en vigueur depuis le 1^{er} mars 2003
- 4) Abrogé par l'article 23, alinéa 2, de la loi du 4 décembre 2002 sur l'information et l'accès aux documents officiels (RSJU 170.801), en vigueur depuis le 1^{er} mars 2003
- 5) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 13 décembre 2006, en vigueur depuis le 1^{er} mars 2007
- 6) Abrogé par le ch. I de la loi du 13 décembre 2006, en vigueur depuis le 1^{er} mars 2007
- 7) Introduit(e) par le ch. I de la loi du 13 décembre 2006, en vigueur depuis le 1^{er} mars 2007
- 8) Nouvelle teneur selon le ch. III de la loi du 1^{er} septembre 2010 modifiant les actes législatifs liés à la prolongation de la législature, en vigueur depuis le 1^{er} décembre 2010
- 9) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 1^{er} septembre 2010, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2011
- 10) Introduit par le ch. I de la loi du 1^{er} septembre 2010, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2011
- 11) Introduit par le ch. I de la loi du 8 décembre 2010, en vigueur depuis le 1^{er} août 2011

TABLE DES MATIERES

Article

CHAPITRE PREMIER : Dispositions générales

Objet	1
Rôle du Parlement	2
Attributions du Parlement.....	3
Composition du Parlement.....	4
Siège du Parlement.....	5
Séances	6
Publicité des débats	7
Secrétariat du Parlement	8

CHAPITRE II : Statut du député

Début et fin du mandat.....	9
Droits.....	10
Groupes parlementaires.....	11
Indépendance	12
Immunité	13
Devoirs.....	14
Obligation de signaler les intérêts	14a
Récusation	
a) Cas	14b
b) Procédure	14c
c) Effet.....	14d
Discipline.....	15
Election des suppléants	16
Droits et devoirs des suppléants	17

CHAPITRE III : Organisation et fonctionnement du Parlement

SECTION 1 : Organes du Parlement

Président et vice-présidents.....	18
Bureau	19
Commissions.....	20
Secrétariat du Parlement	20a

SECTION 2 : Séances

Convocation, ajournement et clôture	21
Hôtes et observateurs.....	22

SECTION 3 : Initiative parlementaire

Objet	23
Procédure devant la commission.....	24
Consultation du Gouvernement	25
Consultation des milieux intéressés.....	26
Procédure devant le Parlement	27

SECTION 4 : Autres interventions parlementaires

Motion.....	28
Postulat.....	29
Interpellation	30
Question écrite.....	31
Question orale	32
Résolution.....	33
Motion interne	34
Pétition.....	34a

SECTION 5 : Procédure parlementaire

Quorum et majorité absolue.....	35
Elections	36
Langue.....	37
Deuxième lecture	38

SECTION 6 : Financement

Frais de fonctionnement	39
-------------------------------	----

CHAPITRE IV : Relations extérieures du Parlement**SECTION 1 : Relations avec le Gouvernement**

Présence aux séances	40
Surveillance	41

SECTION 2 : Relations avec les autorités judiciaires

Rapport d'activité	42
--------------------------	----

Autres mesures de surveillance	43
Cour constitutionnelle.....	44

SECTION 3 : Relations avec les établissements cantonaux autonomes

Rapports d'activité.....	45
Autres mesures de surveillance	46

SECTION 4 : Relations avec le public

Séances	47
---------------	----

SECTION 5 : Relations avec la presse

Séances	48
Documentation et information	49

CHAPITRE V : Dispositions finales

Dispositions d'application	50
Référendum	51
Entrée en vigueur.....	52

Décret d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale

du 25 octobre 1990

Le Parlement de la République et Canton du Jura,

vu les articles 16 et 37 de la loi d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale du 26 octobre 1978^{[1](#)},

arrête :

CHAPITRE PREMIER : Délibérations du Gouvernement

Séances et
convocations

Article premier ¹ Le Gouvernement siège une fois par semaine. Il est convoqué par le président par l'intermédiaire du chancelier.

² Il se réunit en outre :

- a) lorsque le président le juge nécessaire;
- b) sur décision du Gouvernement lui-même;
- c) lorsque deux de ses membres en font la demande.

Publicité

Art. 2 Les séances du Gouvernement ne sont pas publiques.

Préparation et
présidence des
séances

Art. 3 ¹ Le président prépare les séances du Gouvernement; il en arrête l'ordre du jour en collaboration avec les chefs de département et le chancelier.

² Il dirige les délibérations du Gouvernement.

Autres
participants

Art. 4 ¹ Le chancelier prend part, avec voix consultative, aux séances du Gouvernement. Il peut faire des propositions concernant les affaires de la Chancellerie.

² Le vice-chancelier, des fonctionnaires et des experts peuvent être, au besoin, invités à assister aux séances, avec voix consultative.

Quorum	Art. 5 La présence de trois membres est nécessaire pour la validité des délibérations du Gouvernement.
Procédure de vote	Art. 6 ¹ Lors de ses séances, le Gouvernement ne vote par écrit que dans la mesure où son règlement le prescrit ou si la majorité de ses membres présents le décide. ² Chaque membre du Gouvernement peut exiger le vote écrit pour les nominations. ³ Les membres absents ne peuvent pas voter.
Majorité	Art. 7 ¹ Sous réserve de l'alinéa 3, le Gouvernement prend ses décisions à la majorité des voix, les abstentions n'étant pas comptées. Cependant, pour être valide, une décision doit réunir deux voix au moins. ² Le président vote; en cas d'égalité des voix, il départage. ³ Les nominations ont lieu à la majorité absolue des membres présents.
Procédures spéciales	Art. 8 ¹ Si les circonstances le justifient, le Gouvernement peut traiter certaines affaires par voie de circulation ou suivant une autre procédure. ² Est réservé le droit du président de prendre des décisions conformément à l'article 19 de la loi d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale.
Procès-verbal	Art. 9 ¹ Les délibérations du Gouvernement sont consignées dans un procès-verbal, tenu par le chancelier ou son suppléant. ² Chaque membre du Gouvernement peut faire mentionner au procès-verbal une opinion divergente.
Signature	Art. 10 ¹ Les ordonnances et les décisions qui émanent du Gouvernement sont signées au nom de cette autorité par le président du Gouvernement et le chancelier ou par leurs suppléants. La même règle s'applique aux extraits des délibérations du Gouvernement.

² Les actes qui émanent des départements et de la Chancellerie d'Etat sont signés par les chefs de département, par le chancelier ou par leurs suppléants.

³ Le Gouvernement précise les modalités selon lesquelles le droit de signature peut être exercé ou délégué dans les unités administratives inférieures.

Règlement du
Gouvernement

Art. 11 Le Gouvernement peut préciser et compléter les dispositions du présent titre en se donnant un règlement.

Réserve du
Code de
procédure
administrative

Art. 12 Les dispositions du Code de procédure administrative²⁾ sont réservées.

CHAPITRE II : Organisation de l'administration cantonale

Organisation
générale

Art. 13 ¹ L'administration cantonale comprend cinq départements et la Chancellerie d'Etat.

² Chaque département est composé de services regroupés en blocs fixes et de services mobiles.

³ Les services peuvent être subdivisés en sections et les offices en bureaux.

Siège

Art. 14 ¹ Les services ont leur siège à Delémont.

² Les sièges des autres unités administratives sont fixés par les dispositions particulières du présent décret.

Secrétariat

Art. 15 ¹ Les unités administratives disposent d'un secrétariat.

² Le Gouvernement peut décider de regrouper le secrétariat de certaines unités administratives.

Départements

Art. 16 ¹ Les cinq départements sont les suivants :

1. Département de la Santé et des Affaires sociales;
2. Département de l'Economie;
3. Département de l'Environnement et de l'Equipeement;
4. ⁴⁴⁾ Département de la Formation, de la Culture et des Sports;

5. Département des Finances.

² Le Gouvernement peut compléter l'appellation des départements en fonction des services mobiles attribués. C'est en particulier le cas pour la "Justice" et la "Police".

CHAPITRE III : Département de la Santé et des Affaires sociales

SECTION 1 : Dispositions générales

Attributions du
Gouvernement

Art. 17 Dans le cadre du Département de la Santé et des Affaires sociales, le Gouvernement exerce notamment la haute surveillance sur l'organisation et la coordination du système hospitalier, veille à la promotion du bien-être et de la sécurité sociale ainsi qu'à la protection et au soutien de la famille, favorise la généralisation des allocations familiales et l'instauration d'une assurance-maternité et d'une assurance-maladie obligatoires.

Attributions
du chef du
Département

Art. 18 Le chef du Département a notamment les attributions suivantes :

- a) planification dans le domaine de la santé publique;
- b) promotion de la médecine préventive et des soins à domicile;
- c) autorisation d'exercer les professions de la santé publique;
- d) encouragement de l'insertion des migrants dans le milieu social jurassien;
- e) toute autre attribution conférée par la législation.

Unités
administratives

Art. 19 Le Département comprend :

- a) ²⁸⁾⁶⁹⁾ le Service de la santé publique, y compris la Clinique dentaire ambulante;
- a^{bis}) ⁷⁰⁾ le Service de la consommation et des affaires vétérinaires;
- b) le Service de l'action sociale⁵³⁾;
- c) l'Office des assurances sociales.

SECTION 2 : Service de la santé publique⁶⁹⁾

Attributions

Art. 20 Le Service de la santé publique a les attributions suivantes⁶⁹⁾ :

- a) organisation et coordination de l'ensemble du système hospitalier et des services médicaux annexes;
- b) surveillance et entretien, avec les communes, des établissements hospitaliers;
- c) contrôle de l'organisation et de l'exploitation des établissements hospitaliers, des homes et autres foyers;

- d) élaboration et mise à jour d'une planification dans le domaine de la santé publique;
- e) examen des projets de construction et d'aménagement d'établissements hospitaliers, de homes et autres foyers;
- f) ⁶⁹⁾ secrétariat du médecin cantonal et du pharmacien cantonal;
- g) ⁶⁹⁾ comptabilité du Service de la santé publique;
- h) toute autre attribution conférée par la législation.

Médecin
cantonal

Art. 21 Le médecin cantonal a les attributions suivantes :

- a) élaboration, en collaboration avec le Service juridique, de la législation relative à la santé publique;
- b) prévention des maladies et lutte contre les maladies transmissibles;
- c) règlement des questions médicales relatives aux établissements hospitaliers, homes et autres foyers;
- d) surveillance des professions médicales et paramédicales;
- e) médecine scolaire et service dentaire scolaire;
- f) toute autre attribution conférée par la législation.

Pharmacien
cantonal

Art. 22 Le pharmacien cantonal a les attributions suivantes :

- a) élaboration, en collaboration avec le Service juridique, de la législation relative aux médicaments et aux stupéfiants;
- b) exécution des dispositions législatives relatives à l'usage des médicaments et des stupéfiants;
- c) surveillance des professions pharmaceutiques et auxiliaires;
- d) surveillance des pharmacies, des drogueries et autres établissements qui fabriquent des médicaments et des stupéfiants ou en font le commerce;
- e) toute autre attribution conférée par la législation.

Art. 23 ⁷¹⁾

Administrateur
des unités
de soins
psychiatriques

Art. 24 ³⁾ ¹ L'administrateur des unités de soins psychiatriques est rattaché au Service de la santé publique. ⁶⁹⁾

² Il a les attributions suivantes :

- a) direction administrative des unités de soins psychiatriques adaptée à la direction médicale;
- b) gestion financière et comptable de ces unités;
- c) établissement des statistiques et rapports d'activité;
- d) entretien des relations administratives avec les autorités;
- e) toute autre attribution conférée par la législation.

Art. 25 et 26⁴⁾Conseil de la
santé publique**Art. 27** ¹ Le Conseil de la santé publique est à la disposition du Service de la santé publique.⁶⁹⁾² Une loi en règle le caractère, la mission, la composition et le fonctionnement.

Commission

Art. 28⁶⁹⁾ La commission du service médical et dentaire scolaire est adjointe au Service de la santé publique.**SECTION 2bis : Service de la consommation et des affaires vétérinaires⁷⁰⁾**Service de la
consommation et
des affaires
vétérinaires**Art. 28a⁷⁰⁾** ¹ Le Service de la consommation et des affaires vétérinaires a les attributions suivantes :

- a) contrôle des denrées alimentaires;
- b) exécution de la législation sur les denrées alimentaires;
- c) direction et gestion du Laboratoire cantonal;
- d) traitement des affaires vétérinaires confiées par la législation;
- e) traitement des affaires relatives aux épizooties, à la lutte contre les maladies du bétail, à l'hygiène des viandes et au commerce du bétail;
- f) gestion de la Caisse des épizooties;
- g) collaboration avec la Fondation rurale interjurassienne;
- h) toute autre attribution conférée par la législation.

² Il comprend le chimiste cantonal et le vétérinaire cantonal qui exercent, de manière indépendante au sein du service, les attributions que leur confère la législation.**SECTION 3 : Service de l'action sociale⁵³⁾**

Attributions

Art. 29 Le Service de l'action sociale⁵³⁾ a les attributions suivantes :

- a) élaboration, en collaboration avec le Service juridique, de la législation relative à l'aide sociale;
- b) prévoyance sociale et aide sociale dans la mesure où elle incombe à l'Etat;
- c) éducation et formation des handicapés, en collaboration avec le Service de l'enseignement;
- d) surveillance, du point de vue de l'aide sociale, des homes et autres foyers;

- e) surveillance du fonctionnement de l'aide sociale et de l'activité des institutions sociales des communes;
- f) surveillance des enfants placés;
- g) avances et recouvrements de pensions alimentaires;
- h) allocations spéciales aux personnes et aux familles de condition modeste;
- i) autorisations de collectes et de ventes de bienfaisance;
- j) aide sociale en faveur des détenus majeurs et des personnes libérées;
- k) ⁵²⁾ exécution des mesures d'assistance de probation;
- l) encouragement de l'aide publique et privée en faveur des mineurs, en collaboration avec le Tribunal des mineurs;
- m) ⁶⁹⁾ organisation et surveillance de la lutte contre l'alcoolisme et contre la drogue, en collaboration avec le Service de la santé publique;
- n) coordination de l'activité des institutions publiques, semi-publiques et privées de l'aide sociale;
- o) comptabilité du Service de l'action sociale ⁵³⁾;
- p) toute autre attribution conférée par la législation.

Commission

Art. 30 La commission de l'aide sociale est adjointe au Service de l'action sociale ⁵³⁾.

SECTION 4 : Office des assurances sociales

Attributions

Art. 31 L'Office des assurances sociales a les attributions suivantes :

- a) exécution de la législation sur l'assurance en cas de maladie et de maternité;
- b) exécution de la législation sur la sécurité sociale (AVS/AI/APG);
- c) secrétariat de la commission de l'assurance-invalidité;
- d) exécution de la législation sur le chômage et organisation de la caisse publique de chômage; surveillance des agences communales AVS;
- e) gestion de la Caisse cantonale de compensation;
- f) comptabilité de l'Office des assurances sociales;
- g) toute autre attribution conférée par la législation.

Siège

Art. 32 L'Office des assurances sociales a son siège à Saignelégier.

Commissions

Art. 33 A l'Office des assurances sociales sont adjointes :

- a) la commission de l'assurance-invalidité;
- b) la commission de la Caisse d'allocations familiales.

CHAPITRE IV : Département de l'Economie

SECTION 1 : Dispositions générales

Attributions du
Gouvernement

Art. 34 Dans le cadre du Département de l'Economie, le Gouvernement a notamment les attributions suivantes :

- a) politique de développement économique;
- b) promotion du plein emploi;
- c) encouragement à la participation des travailleurs au sein des entreprises;
- d) définition d'une politique agricole.

Attributions
du chef du
Département

Art. 35 Le chef du Département a les attributions suivantes :

- a) délivrance des autorisations d'exploitation;
- b) mesures visant à la protection des consommateurs;
- c) mesures visant à la promotion du tourisme;
- d) mesures visant à assurer le droit au logement;
- e) conciliation et arbitrage dans les conflits sociaux;
- f) ... ⁴⁵⁾;
- g) mesures relatives à l'économie laitière;
- h) mesures tendant à l'amélioration de l'agriculture et au maintien de la population paysanne;
- i) présidence de la commission des crédits agricoles;
- j) toute autre attribution conférée par la législation.

Unités
administratives

Art. 36 Le Département comprend :

- a) le Service de l'économie, y compris le Bureau du développement économique;
- b) le Service des arts et métiers et du travail;
- c) ... ⁴⁵⁾;
- d) ⁴⁴⁾ le Service de l'économie rurale;
- e) ... ⁷¹⁾.

SECTION 2 : Service de l'économie

Attributions

Art. 37 Le Service de l'économie a les attributions suivantes :

- a) élaboration, en collaboration avec le Service juridique, de la législation relative au commerce, à l'industrie et à l'artisanat;
- b) études et propositions en vue de l'élaboration d'un programme de développement économique;
- c) ⁶⁰⁾ application de la législation sur la politique régionale;

- d)⁶⁰⁾ élaboration et réalisation du programme de mise en œuvre de la politique régionale;
- e) collaboration intercantonale et avec l'étranger en matière économique;
- f) information des milieux industriels et commerciaux suisses et étrangers;
- g) mesures visant au développement du tourisme et traitement des affaires y relatives;
- h) collaboration avec le Service des forêts dans le cadre de la commercialisation du bois;
- i) études et propositions en vue de la définition d'une politique du logement et traitement des affaires y relatives;
- j) toute autre attribution conférée par la législation.

Commission

Art. 38⁵⁾ La commission pour le développement de l'économie est adjointe au Service de l'économie.

Bureau du développement économique

Art. 39 ¹ Le Bureau du développement économique est rattaché au Service de l'économie.

² Le Bureau du développement économique a pour tâche de mettre en œuvre les moyens propres à favoriser le développement économique. Il a notamment les attributions suivantes :

- a) soutenir le développement des entreprises existantes conformément à la législation fédérale et cantonale;
- b) rechercher et favoriser l'implantation d'entreprises nouvelles;
- c) veiller, en collaboration avec les communes, à l'équipement et à l'organisation des zones industrielles;
- d) effectuer toute tâche qui lui est confiée par le Gouvernement et le Département de l'Economie.

SECTION 3 : Service des arts et métiers et du travail

Attributions

Art. 40 Le Service des arts et métiers et du travail a les attributions suivantes :

- a) exécution de la législation sur le travail (inspection, médecine et hygiène du travail);
- b) exécution de la législation sur l'industrie (inspection);
- c) exécution de la législation sur les poids et les mesures (inspection);
- d) contrôle des prix;
- e) mesures d'économie de guerre;
- f) préavis sur les conventions collectives de travail;
- g) administration du placement public;
- h) mesures visant au maintien de la stabilité dans le secteur de l'emploi et à la création d'emplois nouveaux;

- i) établissement de statistiques concernant le secteur de l'emploi;
- j) surveillance du secteur de la restauration et de l'hôtellerie;
- k) mesures visant à la protection des consommateurs;
- l) toute autre attribution conférée par la législation.

Commissions

Art. 41 Sont adjointes au Service des arts et métiers et du travail :

- a) la commission de l'assurance-chômage;
- b) la commission d'examens des armuriers et la commission des examens de courtiers en immeubles, sous réserve que ces commissions soient instituées par la législation.

SECTION 4 : ...⁴⁵⁾

Art. 42 et 43⁴⁵⁾

SECTION 5 : Service de l'économie rurale

Attributions

Art. 44 Le Service de l'économie rurale exerce les activités suivantes :

- a) élaboration, en collaboration avec le Service juridique, de la législation relative à l'agriculture;
- b) développement de la production des plantes;
- c) versement des primes de culture;
- d) gestion et administration des crédits agricoles;
- e) protection des cultures contre leurs ennemis et les maladies;
- f) encouragement de l'arboriculture fruitière;
- g) contrôle des fermages;
- h) améliorations foncières;
- i) sauvegarde des intérêts de l'élevage du bétail;
- j) ...⁴¹⁾
- k) collaboration avec le Service des forêts;
- l) toute autre attribution conférée par la législation.

Commissions

Art. 45 Au Service de l'économie rurale sont adjointes :

- a) la commission des crédits agricoles;
- b) ...⁶⁾
- c) les commissions d'experts;
- d) ...⁶⁾
- e) ...⁴¹⁾
- f) ...⁴⁵⁾

Art. 46, 47 et 48⁴¹⁾

SECTION 6 : Service vétérinaire

Art. 49⁷¹⁾

CHAPITRE V : Département de l'Environnement et de l'Equipement

SECTION 1 : Dispositions générales

Attributions du
Gouvernement

Art. 50⁵⁵⁾ Dans le cadre du Département de l'Environnement et de l'Equipement, le Gouvernement a notamment les attributions suivantes :

- a) élaboration du plan directeur cantonal de l'aménagement du territoire et du plan directeur cantonal des forêts;
- b) adoption des plans spéciaux cantonaux;
- c) définition d'une politique de protection de l'environnement et d'une politique forestière;
- d) création de réserves et mise sous protection du patrimoine naturel et paysager d'importance régionale.

Attributions
du chef du
Département

Art. 51 Le chef du Département a les attributions suivantes :

- a) mesures visant à la protection de l'environnement;
- b) mesures visant à encourager l'élaboration de plans d'aménagement local;
- c) contrôle des projets importants relatifs aux routes et aux constructions;
- d) mesures visant au développement des transports publics;
- e) toute autre attribution conférée par la législation.

Unités
administratives

Art. 52 Le Département comprend :

- a) le Service de l'aménagement du territoire;
- b)⁵⁵⁾ l'Office l'environnement;
- c) ...⁵⁶⁾
- d) le Service des ponts et chaussées;
- e) le Service des constructions et des domaines;
- f) le Service des transports et de l'énergie.

SECTION 2 : Service de l'aménagement du territoire

Attributions

Art. 53 Le Service de l'aménagement du territoire a les attributions suivantes :

- a) élaboration, en collaboration avec le Service juridique, de la législation relative à l'aménagement du territoire et au cadastre;
- b) exécution des tâches découlant de la législation fédérale et cantonale;
- c) ...^{[26\)](#)}
- d) ...^{[26\)](#)}
- e) traitement des subventions en faveur de l'aménagement régional et local et en faveur de la viabilité de terrains à bâtir;
- f) organisation et surveillance de la tenue du cadastre;
- g) collaboration avec le Service de l'économie rurale, le Service des constructions et des domaines, le Service des ponts et chaussées et le Service des transports et de l'énergie;
- h) toute autre attribution conférée par la législation.

Section des permis de construire

Art. 53a^{[27\)](#)} La Section des permis de construire est rattachée administrativement au Service de l'aménagement du territoire. Elle a les attributions suivantes :

- a) élaboration, en collaboration avec le Service juridique et les autres services concernés, de la législation sur les constructions;
- b) octroi ou refus des permis de construire en procédure ordinaire, excepté pour les villes de Delémont et de Porrentruy;
- c) surveillance de la police des constructions;
- d) formation des autorités communales et conseils aux communes dans les domaines des permis de construire et de la police des constructions;
- e) toute autre attribution conférée par la législation.

Commission

Art. 54 La commission du plan d'aménagement est adjointe au Service de l'aménagement du territoire.

SECTION 3 : Office de l'environnement^{[55\)](#)}

Attributions

Art. 55^{[55\)](#)} L'Office de l'environnement a les attributions suivantes :

- a) élaboration, en collaboration avec le Service juridique, de la législation relative à la protection de l'environnement, des eaux, de la nature et du paysage, à l'approvisionnement en eau, à l'utilisation des eaux, aux cours d'eau, aux produits chimiques, à la forêt, à la chasse et à la pêche;
- b) exécution des tâches découlant de la législation fédérale et cantonale;

- c) examen des projets et des demandes de subventions dans les domaines précités;
- d) exercice et surveillance de la police dans les domaines relevant de sa compétence;
- e) exécution des mesures de protection des réserves naturelles et des objets d'importance nationale ou régionale;
- f) gestion et surveillance des forêts de l'Etat;
- g) surveillance technique et financière de la gestion des forêts appartenant à d'autres collectivités publiques et haute surveillance sur les forêts privées;
- h) surveillance des gravières et des carrières;
- i) administration de la régie des mines;
- j) toute autre attribution conférée par la législation.

Siège

Art. 56^{[56\)](#)}

Commissions

Art. 57^{[55\)](#)} A l'Office de l'environnement sont adjointes :

- a) la commission de la protection de la nature et du paysage;
- b) la commission de la faune;
- c) la commission de la pêche.

SECTION 4 : ...^{[58\)](#)}

Attributions

Art. 58^{[56\)](#)}Arrondissement
forestier**Art. 59**^{[30\)](#)} ¹ L'Office de l'environnement comprend un arrondissement forestier.^{[55\)](#)}² Ce dernier a les attributions suivantes^{[55\)](#)} :

- a) orientation de la sylviculture et suivi des opérations sylvicoles;
- b) conseils techniques et de gestion aux propriétaires de forêts publiques;
- c) collaboration à la planification et à la surveillance des travaux forestiers;
- c^{bis})^{[57\)](#)} collaboration à la surveillance des mesures subventionnées;
- d) participation à l'aménagement forestier;
- d^{bis})^{[57\)](#)} collaboration à l'exercice de la police forestière;
- e) surveillance des triages et coordination de leurs activités;
- f) encadrement technique des gardes forestiers de triage;
- g) application et contrôle des mesures phytosanitaires;
- h) vulgarisation forestière;
- i)^{[55\)](#)} contrôle et suivi de la gestion des forêts et des pâturages boisés dans le respect des principes du développement durable;
- j) toute autre attribution conférée par la législation.

Sièges

Art. 60⁴⁰⁾⁵⁵⁾ L'Office de l'environnement et l'arrondissement forestier ont leur siège à Saint-Ursanne.

SECTION 5 : Service des ponts et chaussées

Attributions

Art. 61 Le Service des ponts et chaussées a les attributions suivantes :

- a) élaboration, en collaboration avec le Service juridique, de la législation relative aux ponts et chaussées;
- b) établissement d'un plan cantonal d'aménagement routier, d'entente avec le Service de l'aménagement du territoire, les communes et les associations intéressées;
- c) réalisation du projet routier "Transjurane";
- d) construction et entretien des routes cantonales;
- e) signalisation routière;
- f) examen des demandes de subventions pour la construction et l'entretien de routes;
- g) surveillance de la construction et de l'entretien des routes communales subventionnées par l'Etat;
- h) études relatives à la police des constructions de routes, aux plans de lotissement et aux règlements communaux sur la construction et l'entretien de routes communales;
- i) examen des réclamations en matière de responsabilité civile adressées à l'Etat en sa qualité de propriétaire de routes;
- j) entretien des véhicules de l'Etat;
- k) toute autre attribution conférée par la législation.

Organisation régionale

Art. 62 Le service d'entretien des routes est organisé sur une base régionale.

SECTION 6 : Service des constructions et des domaines

Attributions

Art. 63 Le Service des constructions et des domaines a les attributions suivantes :

- a) élaboration, en collaboration avec le Service juridique, de la législation relative aux constructions;
- b) direction des travaux de construction et d'entretien des bâtiments de l'Etat;
- c) planification de l'implantation de l'administration cantonale;
- d) administration de la propriété foncière de l'Etat, à l'exception des forêts domaniales;
- e) toute autre attribution conférée par la législation.

Art. 64²⁶⁾**SECTION 7 : Service des transports et de l'énergie**

Attributions

Art. 65 Le Service des transports et de l'énergie a les attributions suivantes :

- a) gérance des divers modes de transport (élaboration des horaires, harmonisation tarifaire, financement de la couverture des déficits d'exploitation, revalorisation des lignes ferroviaires, en particulier celle de Delle, promotion du trafic, application fédéraliste de la conception globale suisse des transports);
- b) études et propositions en vue de la définition d'une politique de l'énergie;
- c) toute autre attribution conférée par la législation.

CHAPITRE VI : Département de la Formation, de la Culture et des Sports⁴⁴⁾**SECTION 1 : Dispositions générales**Attribution du
Gouvernement**Art. 66**⁴⁴⁾ Dans le cadre du Département de la Formation, de la Culture et des Sports, le Gouvernement a notamment pour attribution la réalisation de la mission de l'école et de la formation.Attributions
du chef du
Département**Art. 67** Le chef du Département a les attributions suivantes :

- a)⁴⁴⁾ mesures visant à assurer le droit à l'enseignement et à la formation;
- a^{bis})⁴⁶⁾ coordination entre la scolarité obligatoire et la formation;
- a^{ter})⁴⁶⁾ mesures d'encouragement du perfectionnement professionnel;
- b) soutien aux activités culturelles;
- c) conservation et mise en valeur du patrimoine;
- d) encouragement de l'éducation des adultes;
- e) encouragement de la pratique générale du sport;
- f) toute autre attribution conférée par la législation.

Unités
administratives**Art. 68**⁴⁴⁾ Le Département comprend :

- a) le Service de l'enseignement de la préscolarité et de la scolarité obligatoire;
- b) le Service de la formation des niveaux secondaire II et tertiaire;
- c) le Centre jurassien d'enseignement et de formation;
- d) un office dénommé "Centre d'orientation scolaire et professionnelle et de psychologie scolaire";
- e) l'Office de la culture;

f) l'Office des sports.

Conseil scolaire **Art. 68a**^{[46\)](#)} ¹ Le Conseil scolaire est à la disposition du Département.

² Une loi fixe son caractère, sa mission, sa composition et son fonctionnement.

Conseil de la formation **Art. 68b**^{[46\)](#)} ¹ Le Conseil de la formation est à la disposition du Département.

² Le Gouvernement définit dans une ordonnance sa composition, ses attributions et son fonctionnement.

SECTION 2 : Service de l'enseignement de la préscolarité et de la scolarité obligatoire^{[44\)](#)}

Attributions **Art. 69**^{[23\)](#)[44\)](#)} Le Service de l'enseignement de la préscolarité et de la scolarité obligatoire a les attributions suivantes :

- a) élaboration, en collaboration avec le Service juridique, de la législation relative à l'instruction publique pour la préscolarité et la scolarité obligatoire;
- b) administration, gestion et coordination de l'ensemble des activités matérielles et pédagogiques des écoles enfantines, primaires et secondaires;
- c) élaboration, à l'intention du Département des Finances, des plans financiers et du budget de l'enseignement de la préscolarité et de la scolarité obligatoire et traitement des affaires financières y relatives;
- d) règlement des questions administratives concernant le corps enseignant, notamment le contrôle de son effectif;
- e) surveillance et conseil pédagogique des enseignants;
- f) surveillance, conseil et assistance administrative des directeurs et des autorités scolaires locales;
- g) traitement des subventions à affecter aux écoles privées, à l'exception des écoles des niveaux secondaire II et tertiaire;
- h)^{[69\)](#)} coordination avec divers services, notamment le Service de la formation des niveaux secondaire II et tertiaire, le Centre jurassien d'enseignement et de formation, le Centre d'orientation scolaire et professionnelle et de psychologie scolaire, le Service de la santé publique, le Bureau de l'égalité entre femmes et hommes ainsi que l'Office des sports;
- i) éducation et formation des handicapés;
- j) toute autre attribution conférée par la législation.

Commissions

Art. 70³³⁾⁴⁶⁾ Sont subordonnées au Service de l'enseignement de la préscolarité et de la scolarité obligatoire :

- a) la commission de l'enseignement;
- b) la commission de coordination des mesures de pédagogie compensatoire;
- c) la commission d'orientation en matière de prolongation de la scolarité obligatoire et des mesures de préparation à la formation générale et à la formation professionnelle initiale;
- d) la commission consultative pour la scolarisation des enfants de migrants;
- e) les conférences des directeurs des cercles scolaires primaires et secondaires.

SECTION 2^{BIS} : Service de la formation des niveaux secondaire II et tertiaire⁴⁴⁾

Attributions

Art. 71⁴⁴⁾ Le Service de la formation des niveaux secondaire II et tertiaire a les attributions suivantes :

- a) élaboration, en collaboration avec le Service juridique, de la législation relative à la formation dans les niveaux secondaire II et tertiaire;
- b) élaboration, à l'intention du Département des Finances, des plans financiers et du budget de l'enseignement de la postscolarité et de la formation et traitement des affaires financières y relatives;
- c) surveillance des apprentissages et contrôle des contrats d'apprentissage;
- d) organisation et direction des examens de fin d'apprentissage;
- e) traitement des subventions à affecter aux écoles privées des niveaux secondaire II et tertiaire;
- f)⁶⁹⁾ coordination avec le Service de l'enseignement de la préscolarité et de la scolarité obligatoire, le Centre jurassien d'enseignement et de formation, le Centre d'orientation scolaire et professionnelle et de psychologie scolaire, le Service de la santé publique, le Bureau de l'égalité entre femmes et hommes ainsi que l'Office des sports;
- g) traitement des dossiers concernant les hautes écoles;
- h) suivi du parcours de formation des étudiants jurassiens;
- i) toute autre attribution conférée par la législation.

Section des bourses

Art. 72⁴⁴⁾ ¹ La Section des bourses est rattachée administrativement au Service de la formation des niveaux secondaire II et tertiaire.

² Elle a les attributions suivantes :

- a) application de la législation sur les bourses et les prêts d'études;
- b) toute autre attribution conférée par la législation.

Commissions **Art. 72a⁴⁴⁾** Au Service de la formation des niveaux secondaire II et tertiaire sont adjointes :

- a) la commission des examens professionnels de fin d'apprentissage;
- b) la commission des équivalences des certificats d'aptitudes pédagogiques;
- c) la commission de maturité gymnasiale.

SECTION 2^{TER} : Centre jurassien d'enseignement et de formation⁴⁷⁾

Attributions **Art. 72b⁴⁴⁾** Le Centre jurassien d'enseignement et de formation a les attributions suivantes :

- a) dispensation de l'enseignement de niveau secondaire II pour les filières de formation à plein temps en école ou dans le cadre d'apprentissage en alternance et de niveau tertiaire, à l'exclusion de l'enseignement incombant aux hautes écoles;
- b) formation des adultes;
- c) coordination avec le Service de l'enseignement de la préscolarité et de la scolarité obligatoire, le Service de la formation des niveaux secondaire II et tertiaire ainsi que le Centre d'orientation scolaire et professionnelle et de psychologie scolaire;
- d) toute autre attribution conférée par la législation.

Siège **Art. 72c⁴⁴⁾** Le Centre jurassien d'enseignement et de formation a son siège à Delémont.

Commissions **Art. 72d⁴⁶⁾** Au Centre jurassien d'enseignement et de formation sont adjointes les commissions de division.

SECTION 3 : Centre d'orientation scolaire et professionnelle et de psychologie scolaire⁴⁴⁾

Attributions **Art. 73⁴⁴⁾** Le Centre d'orientation scolaire et professionnelle et de psychologie scolaire a les attributions suivantes :

- a) psychologie scolaire;
- b) orientation scolaire à tous les niveaux de formation;
- c) orientation professionnelle au service des élèves, des jeunes et des adultes;
- d) toute autre attribution conférée par la législation.

Siège **Art. 73a⁴⁶⁾** Le Centre d'orientation scolaire et professionnelle et de psychologie scolaire a son siège à Porrentruy; il offre également ses prestations à Delémont et à Saignelégier.

Commission **Art. 73b⁴⁶⁾** Au Centre d'orientation scolaire et professionnelle et de psychologie scolaire est adjointe la commission d'orientation scolaire et professionnelle.

SECTION 4 : Office de la culture³⁷⁾

Attributions **Art. 74³⁷⁾** L'Office de la culture a les attributions suivantes :

- a)⁵⁰⁾ conservation et mise en valeur des archives administratives et historiques;
- b) protection des monuments historiques;
- c) fouilles archéologiques;
- d) protection des biens culturels et du patrimoine rural;
- e) gestion de la Bibliothèque cantonale jurassienne, concertation des activités des bibliothèques subventionnées par l'Etat et encouragement de la lecture publique;
- f) encouragement des activités culturelles assumées par des associations, des groupes et des personnes;
- g) soutien à la création artistique, à la recherche et à l'animation;
- h) contribution à la diffusion du patrimoine culturel jurassien;
- i) constitution d'une documentation relative à la création artistique dans le Jura;
- j) collaboration et échanges culturels interjurassiens dans le but de concrétiser une promotion culturelle commune et de favoriser la création d'une institution commune interjurassienne;
- k) contribution aux échanges culturels;
- l) gestion du Musée jurassien des sciences naturelles;
- m) relations avec les musées jurassiens;
- n) collaboration avec tout autre service ou office concerné;
- o) toute autre attribution conférée par la législation.

Siège **Art. 75³⁷⁾** L'Office de la culture a son siège à Porrentruy.

Commissions **Art. 76³⁷⁾** A l'Office de la culture sont adjointes :

- a) la commission du patrimoine historique;
- b) la commission de la culture;
- c) la commission des beaux-arts;

- d) la commission pour l'encouragement des lettres jurassiennes;
- e) la commission de la Bibliothèque cantonale jurassienne;
- f) la commission du Musée jurassien des sciences naturelles;
- g) la commission des musées;
- h) ⁶⁸⁾ la commission des archives.

SECTION 5 : Office des sports

Attributions

Art. 77 L'Office des sports a les attributions suivantes :

- a) orientation et information en matière de sport;
- b) ⁹⁾ inspection des installations d'éducation physique et promotion du sportscolaire facultatif;
- c) collaboration avec les organismes et les associations sportives;
- d) examen des demandes d'aide financière;
- e) organisation de cours d'entraînement, de formation et de perfectionnement;
- f) gestion du matériel sportif; l'article 135 est réservé;
- g) surveillance et prise en charge des contrôles médico-sportifs, ainsi que des cas relevant des assurances;
- h) toute autre attribution conférée par la législation.

Siège

Art. 78 L'Office des sports a son siège à Porrentruy.

Commissions

Art. 79 A l'Office des sports sont adjointes :

- a) la commission des sports;
- b) la commission "Jeunesse et Sport".

SECTION 6 : ...³⁸⁾

Art. 80 et 81 ³⁸⁾

CHAPITRE VII : Département des Finances

SECTION 1 : Dispositions générales

Attributions du Gouvernement

Art. 82 Dans le cadre du Département des Finances, le Gouvernement a notamment les attributions suivantes :

- a) gestion des finances publiques dans un esprit d'économie;
- b) préparation du budget et des comptes de l'Etat; élaboration de plans financiers pluriannuels;

c) mesures de péréquation financière.

Attributions
du chef du
Département

Art. 83 Le chef du Département a les attributions suivantes :

- a) direction et coordination de l'ensemble des finances publiques;
- b) préparation du budget, des comptes de l'Etat et de plans financiers pluriannuels;
- c) études, propositions et mesures concernant la péréquation financière;
- d) toute autre attribution conférée par la législation.

Unités
administratives

Art. 84 Le Département comprend :

- a) la Trésorerie générale;
- b) le Service des contributions;
- c) le Contrôle des finances.

SECTION 2 : Trésorerie générale

Attributions

Art. 85²¹⁾ La Trésorerie générale a les attributions suivantes :

- a) élaboration, en collaboration avec le Service juridique, de la législation relative aux finances publiques;
- b) gestion des finances publiques;
- c) élaboration du budget, des comptes de l'Etat et de plans financiers pluriannuels;
- d) examen, du point de vue financier, des projets législatifs, des conventions et des contrats;
- e) organisation de la comptabilité financière et analytique de l'Etat;
- f) gestion des liquidités, des débiteurs et des fournisseurs;
- g) contrôle budgétaire;
- h) toute autre attribution conférée par la législation.

Section "Caisse
et Comptabilité"

Art. 86²²⁾

SECTION 3 : Service des contributions

Subdivisions

Art. 87 Le Service des contributions comprend :

- a) la Section des personnes physiques;
- b) le Bureau des personnes morales et des autres impôts;
- c) la Section de gestion et de coordination;
- d) les Recettes et Administrations de district.

Attributions	<p>Art. 88 Le Service des contributions a les attributions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) préparation, organisation et surveillance de la taxation fiscale; b) étude de toutes les questions relatives à la fiscalité; c) lutte contre la fraude fiscale; d) traitement des remises d'impôts; e) organisation et surveillance des Recettes et Administrations de district; f) toute autre attribution conférée par la législation.
Commissions	<p>Art. 89 Au Service des contributions sont adjointes :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) la Commission des recours en matière d'impôts; b) la commission de l'autorité de taxation; c) la commission d'estimation en matière d'impôts.
Section des personnes physiques	<p>Art. 90 La Section des personnes physique a les attributions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) taxation des personnes physiques pour l'imposition du revenu et de la fortune; b) représentation de l'Etat dans la procédure de taxation et dans les procédures contentieuses en matière fiscale; c) lutte contre la fraude fiscale; d) toute autre attribution conférée par la législation.
Bureau des personnes morales et des autres impôts	<p>Art. 91 Le Bureau des personnes morales et des autres impôts a les attributions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) taxation des personnes morales pour l'imposition du bénéfice et du capital; b) représentation de l'Etat dans la procédure de taxation et dans les procédures contentieuses en matière fiscale; c) taxation pour la perception des autres impôts : impôt anticipé, impôt sur les successions et les donations, impôt sur les gains immobiliers, impôts supplémentaires, impôts municipaux (partages); d) évaluations officielles; e) lutte contre la fraude fiscale; f) toute autre attribution conférée par la législation.
Siège	<p>Art. 92 Le Bureau des personnes morales et des autres impôts a son siège aux Breuleux.</p>
Section de gestion et de coordination	<p>Art. 93 La Section de gestion et de coordination a les attributions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) contact, coordination et planification entre le Service des contributions et les communes, les paroisses et les Recettes et Administrations de district relativement au traitement informatique de l'impôt;

- b) contrôle de la perception et de la redistribution de l'impôt;
- c) saisie centralisée des données;
- d) maintenance des programmes existants en collaboration avec le Service de l'informatique;
- e) préparation et contrôle des projets à informatiser;
- f) toute autre attribution conférée par la législation.

Recettes et
Administrations
de district

Art. 94 ¹ Une "Recette et Administration de district" est organisée dans chaque district, avec siège au chef-lieu.

² Elle a les attributions suivantes :

- a) encaissements des créances de l'Etat, en particulier des arriérés;
- b) délivrance des patentes de pêche;
- c) perception des émoluments des patentes de chasse;
- d) perception d'émoluments divers;
- e) encaissement d'amendes administratives;
- f) établissement d'inventaires;
- g) autorisations de collectes et de ventes;
- h) visites des études de notaires;
- i) octroi de permis de jeu;
- j) exécution de la législation fédérale sur les voyageurs de commerce;
- k) autorisations de permis de divertissement;
- l) ... [10](#)
- m) ... [66](#)
- n) toute autre attribution conférée par la législation.

SECTION 4 : Contrôle des finances

Statut

Art. 95 ¹ Le Contrôle des finances est un service autonome et indépendant, subordonné administrativement au Département des Finances.

² Il est responsable devant le Parlement et rend compte de son travail devant la commission de gestion et des finances.

³ Il est organisé et exerce son activité conformément à la loi sur les finances de la République et Canton du Jura et des communes [11](#).

Surveillance

Art. 96 ¹ En tant qu'organe spécialisé de la surveillance financière, le Contrôle des finances est à disposition :

- a) du Parlement, pour l'exercice de sa haute surveillance sur le Gouvernement, l'administration et les tribunaux;

- b) du Gouvernement et du Département pour les contrôles courants des services administratifs, ainsi que des établissements autonomes ou non autonomes, pour autant que la loi n'en décide pas autrement.

² La surveillance du Contrôle des finances s'étend :

- a) aux départements et subdivisions de l'administration, ainsi qu'aux tribunaux;
- b) aux établissements autonomes et non autonomes sous réserve de dispositions légales particulières;
- c) aux institutions auxquelles les pouvoirs publics ont délégué une tâche publique, fourni une aide financière ou participé financièrement, sous réserve des dispositions légales ou contractuelles différentes.

Attributions

Art. 97 Le Contrôle des finances a les attributions suivantes :

- a) examen courant de l'ensemble de la comptabilité à tous les stades de son exécution, y compris le bouclage des comptes sous les angles juridique, comptable et économique;
- b) contrôle des livres tenus par les départements et les services;
- c) contrôle des valeurs du patrimoine et des inventaires;
- d) contrôle de l'efficacité des offices de revision propres à certains organismes et coordination des activités de contrôle;
- e) examen des comptes de constructions;
- f) contrôle des taxations fiscales;
- g) participation à l'élaboration de prescriptions sur le contrôle, la revision, la comptabilité, le service des paiements et la tenue des inventaires;
- h) rédaction de rapports sur des questions particulières à la gestion financière, selon les mandats spéciaux de la commission des finances;
- i) examen de l'organisation et des méthodes de travail des services;
- j) rédaction d'un rapport annuel au Gouvernement à l'intention du Parlement;
- k) participation aux délibérations sur les finances, le budget, les plans financiers, le compte de l'Etat et l'octroi de crédits isolés;
- l) collaboration avec le Service des communes dans la tenue de la comptabilité et de la caisse des communes;
- m) toute autre attribution conférée par la législation, en particulier la loi sur les finances.

Liaison avec la commission parlementaire de gestion et des finances

Art. 98 Le Contrôle des finances exerce ses activités en relation avec la commission parlementaire de gestion et des finances.

CHAPITRE VIII : Chancellerie d'Etat

SECTION 1 : Dispositions générales

Attributions du
Gouvernement
et du président

Art. 99 ¹ Le Gouvernement exerce, par l'intermédiaire de son président, la surveillance sur les affaires de la Chancellerie d'Etat.

² Il lui donne les instructions et les ordres nécessaires à l'accomplissement de ses tâches.

Unités
administratives

Art. 100 La Chancellerie d'Etat comprend :

- a) la Chancellerie proprement dite;
- b) ... [54\)](#)
- c) l'Economat cantonal;
- d) [50\)](#) le Service de l'information et de la communication;
- e) ... [51\)](#)
- f) ... [51\)](#)

SECTION 2 : Chancellerie proprement dite

Attributions

Art. 101 La Chancellerie a les attributions suivantes :

- a) assistance dans la planification et la coordination des activités gouvernementales et départementales;
- b) assistance dans l'élaboration du programme de politique générale et du rapport sur la réalisation de ce programme, ainsi que dans l'établissement des rapports annuels de gestion;
- c) protocole;
- d) information entre le Gouvernement et les départements et, en particulier, transmission des dossiers;
- e) secrétariat du Gouvernement;
- f) tâches relatives à l'organisation des élections et votes populaires;
- g) publication du Journal officiel;
- h) ... [63\)](#);
- i) ... [63\)](#);
- j) comptabilité de la Chancellerie et du Gouvernement;
- k) central téléphonique de l'Etat;
- l) toute autre attribution conférée par la législation.

Conseil
consultatif des
Jurassiens de
l'extérieur

Art. 102 ¹ Le Conseil consultatif des Jurassiens de l'extérieur est rattaché à la Chancellerie d'Etat.

² Une loi fixe son caractère, sa mission, sa composition et son fonctionnement.

SECTION 3 : Secrétariat du Parlement

Art. 103⁵⁴⁾

SECTION 4 : Economat cantonal

Attributions

Art. 104 L'Economat cantonal a les attributions suivantes :

- a) centralisation des commandes et achats de fournitures diverses;
- b) responsabilité de l'impression des publications officielles;
- c) multigraphie;
- d) diffusion et vente des imprimés de l'Etat;
- e) librairie scolaire;
- f) envoi aux communes du matériel de vote lors d'élection et de vote populaire;
- g) toute autre attribution conférée par la législation.

SECTION 5 : Service de l'information et de la communication⁵⁰⁾

Attributions

Art. 105⁵⁰⁾ Le Service de l'information et de la communication a les attributions suivantes :

- a) conception, rédaction et diffusion des informations relatives à l'activité gouvernementale et administrative;
- b) organisation des conférences de presse relatives à l'activité du Gouvernement et de ses départements, du Parlement et de l'administration;
- c) relations ordinaires avec les médias;
- d) conception et mise en œuvre d'une politique de valorisation de l'image de la République et Canton du Jura à l'extérieur du territoire;
- e) conception et mise en œuvre d'une politique de communication interne à l'administration;
- f) information et documentation du Gouvernement, du Parlement, de l'administration et des particuliers;
- g)⁶⁷⁾ établissement et mise à jour des statistiques à l'usage de l'administration de l'Etat et des particuliers; le Gouvernement peut, par voie de convention, confier l'exécution de cette tâche à un organisme public ou privé;
- h) exécution de toute autre tâche confiée par le Gouvernement ou par le chef d'un département;

- i) toute autre attribution conférée par la législation.

SECTION 6 : ...⁵¹⁾

Art. 106⁵¹⁾

SECTION 7 : ...⁵¹⁾

Art. 107⁵¹⁾

CHAPITRE IX : Services mobiles

SECTION 1 : Service juridique

Attributions

Art. 108⁴⁸⁾ Le Service juridique a les attributions suivantes :

- a) élaboration de la législation en collaboration avec les autorités et organes intéressés;
- b) préparation de la publication des lois, décrets, ordonnances, arrêtés, règlements, instructions, directives et autres actes publics émanant du Parlement, du Gouvernement et de l'administration cantonale;
- c) conseils juridiques à l'intention de l'administration cantonale;
- d) juridiction non contentieuse relative notamment aux successions provenant de l'étranger et aux demandes d'entraide judiciaire venant de l'étranger;
- e) préparation des décisions du Parlement dans le domaine des prises à partie;
- f) tâches de surveillance en matière de tutelle et de curatelle, conseils et appui aux autorités tutélaires et aux tribunaux dans l'exécution de leurs tâches sociales;
- g) à la demande du Département de la Justice, surveillance administrative du registre foncier et du registre du commerce;
- h) ...⁶⁶⁾;
- i)⁷²⁾ tâches de l'autorité de surveillance des fondations ressortissant au Canton;
- j) surveillance des notaires;
- k) exécution des peines;
- l) gestion des prisons;
- m) relations avec le casier judiciaire fédéral;

- n) autorisations d'acquérir des immeubles délivrées à des personnes domiciliées à l'étranger;
- o) instruction des procédures de privation de liberté à des fins d'assistance;
- p) instruction des recours au Gouvernement;
- q) présidence de la commission foncière rurale;
- r) décisions d'indemnisation LAVI;
- s) secrétariat de la Chambre des avocats;
- t) toute autre attribution découlant de concordats ou autres conventions, ainsi que de la législation.

Commission

Art. 109 La commission d'estimation des lettres de rentes et des immeubles est adjointe au Service juridique.

Service de
renseignements
juridiques

Art. 110 ¹ Le Service de renseignements juridiques a notamment pour activité de fournir aux habitants du Canton des renseignements d'ordre juridique ou administratif.

² Une convention en attribue la responsabilité et la gestion à l'Ordre des avocats jurassiens.

³ Le chef du Département de la Justice en assume la surveillance.

SECTION 2 : ...⁴⁹⁾

Art. 111 à 113⁴⁹⁾

SECTION 2 bis : Service du registre foncier et du registre du commerce¹³⁾

Organisation

Art. 114¹²⁾ ¹ Le Service du registre foncier et du registre du commerce assume la tenue du registre foncier et du registre du commerce. Il est dirigé par le conservateur du registre foncier qui exerce aussi la fonction de préposé du registre du commerce.

² Le territoire cantonal forme un seul arrondissement pour la tenue du registre foncier et du registre du commerce.

Attributions

Art. 115¹²⁾ La législation fixe les attributions et le fonctionnement du registre foncier et du registre du commerce.

Art. 116¹⁴⁾**SECTION 3 : Office des poursuites et faillites**

Office des
poursuites et
faillites

Art. 117 ¹ Un Office des poursuites et faillites est tenu dans chaque district.

² Chaque Office est dirigé par un préposé élu par le Parlement.

³ Les Offices ont leur siège à Delémont, à Porrentruy et à Saignelégier.

⁴ La législation fixe les attributions et le fonctionnement des Offices des poursuites et faillites.

Registre de
l'engagement
du bétail et
des pactes de
réserve de
propriété

Art. 118 ¹ Les registres de l'engagement du bétail et des pactes de réserve de propriété sont tenus, dans chaque district, par le préposé de l'Office des poursuites et faillites.

² La législation fixe les attributions du préposé et le fonctionnement des registres.

SECTION 4 : Service de la population⁵⁹⁾

Service de la
population

Art. 119⁵⁹⁾ Le Service de la population a notamment les attributions suivantes :

- a) autorité inférieure de surveillance en matière d'état civil;
- b) surveillance administrative de l'Office de l'état civil du Jura;
- c) tâches confiées par la Confédération en lien avec le système informatisé de l'état civil;
- d) traitement des affaires de l'état civil conformément aux dispositions légales fédérales et cantonales;
- e) préparation des décisions relatives aux requêtes de changement de nom;
- f) préparation des décisions relatives aux demandes de naturalisation et de libération des liens du droit de cité;
- g) surveillance du contrôle des habitants des communes et des bourgeoisies;
- h) contrôle des étrangers (police des étrangers et asile);
- i) intégration des étrangers et lutte contre le racisme;
- j)⁶⁴⁾ tenue du registre cantonal des habitants;
- k)⁶⁵⁾ établissement des passeports et des cartes d'identité;
- l)⁶⁵⁾ légalisation des actes officiels;

m)⁶⁵⁾ toute autre attribution conférée par la législation.

Office de l'état
civil du Jura⁵⁹⁾

Art. 120³⁶⁾ ¹ L'Office de l'état civil du Jura est rattaché administrativement au Service de la population.⁵⁹⁾

² Il enregistre les données relatives à l'état civil dans la banque de données centrale Infostar et exécute toutes autres tâches que lui attribue la législation sur l'état civil ou exigées de l'autorité cantonale de surveillance en matière d'état civil.

SECTION 5 : Police cantonale

Compétences du
Gouvernement

Art. 121 Les mesures de police d'exception et d'une certaine gravité sont de la compétence du Gouvernement.

Sections

Art. 122⁴²⁾ La police cantonale comprend :

- a) le commandement;
- b) la police judiciaire;
- c) la gendarmerie territoriale;
- d) la section opérations-circulation.

Attributions

Art. 123 La police cantonale a les attributions suivantes :

- a) élaboration, en collaboration avec le Service juridique, de la législation relative à la police;
- b)⁴²⁾ maintien de la sécurité et de l'ordre publics;
- c) exécution des mandats des autorités judiciaires et administratives;
- d)⁴²⁾ formation des membres de la police cantonale;
- e) toute autre attribution conférée par la législation.

Etat-major

Art. 124⁴²⁾ ¹ La police cantonale dispose d'un état-major composé :

- a) du commandant de la police cantonale;
- b) du chef de la gendarmerie territoriale, de son adjoint et du chef de la section opérations-circulation;
- c) du chef de la police judiciaire et de son remplaçant;
- d)⁶¹⁾ du chef de la Section de la protection de la population et de la sécurité.

² L'état-major a les attributions suivantes :

- a) conseil et aide au commandant de la police cantonale;
- b) coordination de l'activité au sein de la police cantonale;
- c) propositions sur des sujets qui concernent le corps de police;

d) toute autre attribution conférée par la législation.

Commandement

Art. 125⁴²⁾ ¹ Le commandant de la police cantonale dirige le service. Il dispose d'un secrétariat.

² Les services généraux ont les attributions suivantes :

- a) comptabilité de la police cantonale;
- b) gestion de l'habillement, de l'équipement, de l'armement et des véhicules;
- c) toute autre attribution conférée par la législation ou par le commandant de la police cantonale.

³ Le responsable de l'informatique a les attributions suivantes :

- a) gestion du parc informatique de la police cantonale, en collaboration avec le service informatique de l'Etat;
- b) développement des programmes spécifiques à la police cantonale, en collaboration avec le service informatique de l'Etat;
- c) mise à jour des systèmes informatiques de la police cantonale;
- d) toute autre attribution conférée par la législation ou par le commandant de la police cantonale.

⁴ Le commandement est stationné à Delémont.

Police judiciaire

Art. 126⁴²⁾ ¹ La police judiciaire a les attributions suivantes :

- a) prévention des crimes, des délits et des contraventions;
- b) lutte contre la criminalité;
- c) recherche et identification des auteurs d'infractions;
- d) recherche de personnes, objets et véhicules;
- e) identification judiciaire;
- f) tenue de registres et de fichiers;
- g) gestion des dossiers d'alarmes;
- h) exécution de la législation sur les armes, les explosifs et les entreprises de sécurité;
- i) formation de son personnel;
- j) toute autre attribution conférée par la législation ou par le commandant de la police cantonale.

² La police judiciaire est stationnée à Delémont.

Gendarmerie territoriale

Art. 127⁴²⁾ ¹ La gendarmerie territoriale a les attributions suivantes :

- a) police d'ordre et de la circulation;
- b) police administrative;
- c) desserte des postes;

- d) police judiciaire en matière de contraventions ou de délits mineurs;
- e) recherche et identification des auteurs d'infractions;
- f) collaboration avec la police judiciaire et la section opérations-circulation;
- g) formation de son personnel;
- h) toute autre attribution conférée par la législation ou par le commandant de la police cantonale.

² Les postes desservis par la gendarmerie territoriale sont répartis dans les trois districts.

Section
opérations-
circulation

Art. 128⁴²⁾ La section opérations-circulation a les attributions suivantes :

- a) gestion du central d'engagement et de télécommunications;
- b) élaboration de projets liés aux transmissions;
- c) coordination des différents services d'intervention cantonaux et communaux;
- d) prévention des accidents;
- e) police de la route;
- f) relevés techniques d'accident;
- g) collaboration technique avec la police judiciaire dans le domaine de l'identification judiciaire;
- h) collaboration avec la gendarmerie territoriale;
- i) éducation routière;
- j) formation de son personnel;
- k) toute autre attribution conférée par la législation ou par le commandant de la police cantonale.

Section de la
protection de la
population et de
la sécurité

Art. 129⁴³⁾⁶¹⁾ ¹ La Section de la protection de la population et de la sécurité est rattachée administrativement à la police cantonale.

² Elle a les attributions suivantes :

1. protection de la population :
 - a) maintien de l'état de préparation à l'alarme;
 - b) secours en cas de catastrophe.
2. protection civile :
 - a) incorporation et instruction des personnes astreintes à servir;
 - b) décisions sur les cas d'exemption de servir;
 - c) contrôle des moyens de la protection civile des organisations régionales;
 - d) acquisition de l'équipement et du matériel nécessaires au Canton, tenue de l'inventaire, contrôle de l'entreposage et de l'entretien, remise aux communes en cas de besoin;
 - e) contrôle de l'entreposage, de la gestion, de l'entretien et de la distribution de matériel fédéral confié au Canton;

- f) décisions relatives à l'obligation ou à la libération de l'obligation de construire des abris; gestion de la réalisation des constructions de protection civile, contrôle de leur entretien et de leur usage adéquat;
 - g) tenue de l'état des comptes des contributions de remplacement.
3. affaires militaires :
- a) traitement des affaires concernant la condition militaire des personnes astreintes au service : convocations et dispenses, recrutement, tâches ressortissant à la répression des infractions;
 - b) commandement d'arrondissement;
 - c) administration de la taxe d'exemption de l'obligation de servir;
 - d) toute autre attribution conférée par la législation.

³ Elle a son siège à Alle.

SECTION 6 : Office des véhicules

Attributions

Art. 130 L'Office des véhicules a les attributions suivantes :

- a) élaboration, en collaboration avec le Service juridique, de la législation relative à la circulation routière, au contrôle et à la taxe des véhicules à moteur et des cycles;
- b) contrôle des entreprises autorisées à procéder aux expertises de véhicules à moteur;
- c) délivrance et retrait des permis de circulation;
- d) perception de la taxe des véhicules à moteur et des cycles;
- e) surveillance des examens de conducteurs de véhicules et des moniteurs de conduite;
- f) autorisations d'exercer la profession de moniteur de conduite;
- g) contrôle de l'activité des moniteurs de conduite et des experts aux examens;
- h) délivrance et retrait des permis de conduire;
- i) comptabilité de l'Office des véhicules;
- j) toute autre attribution conférée par la législation.

Siège et rattachement

Art. 131 ¹ L'Office des véhicules a son siège à Glovelier.

² Il est rattaché au même département que la police cantonale.

SECTION 7 : ... [62\)](#)

Art. 132 à 139 [62\)](#)

SECTION 8 : Service des communes

Département	Art. 140 Le chef du département auquel le Service des communes est rattaché est responsable de la surveillance des affaires communales.
Attributions	<p>Art. 141 Le Service des communes a les attributions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) surveillance des communes et des syndicats de communes; b) approbation, d'entente avec les services et offices concernés, des règlements communaux, à l'exception des règlements d'organisation; c) approbation, d'entente avec la Trésorerie générale, des décisions relatives aux emprunts non exclusivement destinés au remboursement ou au renouvellement de dettes d'emprunts existantes, ainsi que des décisions relatives aux cautionnements et sûretés analogues fournis par les communes à des entreprises et à des œuvres d'utilité publique; d)¹⁸⁾ approbation du changement de destination de fondations relevant de la commune et dont l'affectation est fixée dans un acte constitutif au sens de l'article 28 de la loi sur les communes; e) examen et contrôle des comptabilités et des situations de caisse des communes en collaboration avec le Contrôle des finances; f) conseils et cours de formation à l'intention des édiles communaux; g) surveillance des registres des électeurs tenus par les communes, ainsi que des mesures prises par celles-ci en matière d'élections et de votes populaires; collaboration avec la Chancellerie d'Etat dans l'enregistrement des résultats d'élections ou de votes populaires; h) toute autre attribution conférée par la législation.
Commission	Art. 142 La commission du Fonds de péréquation est adjointe au Service des communes.

SECTION 9 : Bureau de la condition féminine

Attributions	<p>Art. 143 ¹ Le Bureau de la condition féminine veille à améliorer la condition de la femme dans les domaines suivants : instruction et emploi, formation permanente et recyclage professionnel, information, maternité, travail de la mère au foyer, élaboration et propositions de projets d'équipement pour les enfants dont la mère exerce une activité professionnelle.</p>
--------------	---

² Il accomplit toute autre tâche qui lui est conférée par la législation.

Commission
féminine

Art. 144 Une commission est rattachée au Bureau de la condition féminine, conformément à la législation spéciale. Celle-ci en fixe la composition et les attributions.

Siège

Art. 145 Le Bureau de la condition féminine a son siège à Delémont.

SECTION 10 : Service de l'informatique

Attributions

Art. 146 Le Service de l'informatique a les attributions suivantes :

- a) responsabilité du traitement électronique de l'information;
- b) conseils aux organes de l'administration en matière d'automation et d'informatique;
- c) coordination des efforts tendant à introduire le traitement électronique de l'information dans l'administration;
- d) toute autre attribution conférée par la législation.

SECTION 11 : Service du personnel

Département

Art. 147 Le chef du département auquel est rattaché le Service du personnel est responsable de la politique du personnel de l'Etat.

Attributions

Art. 148 Le Service du personnel a les attributions suivantes :

- a) élaboration, en collaboration avec le Service juridique, de la législation relative au personnel de l'Etat;
- b) règlement des questions relatives aux congés, aux indemnisations de suppléance, à l'engagement de temporaires;
- c) études et propositions en vue de la définition d'une politique du personnel de l'Etat, d'entente avec les responsables des diverses unités administratives : classification du personnel, enquêtes, descriptions de fonctions, création de postes, perfectionnement, formation permanente, promotions, occupations accessoires, évaluation de salaires en nature, indemnités kilométriques, etc.; mise en œuvre de cette politique;
- d) collaboration au règlement des cas disciplinaires;
- e) gestion des contrats collectifs d'assurance en cas de maladie et d'assurance-accidents;
- f) relations avec la commission du personnel de l'administration jurassienne;
- g) exercice du droit récursoire de l'Etat en matière de paiement de traitements en cas d'accidents;
- h) toute autre attribution conférée par la législation.

Commission **Art. 149** Au Service du personnel est adjointe la commission du personnel de l'administration jurassienne.

SECTION 12 : Service de la coopération

Compétences du Gouvernement **Art. 150** L'aide humanitaire et la coopération relèvent du Gouvernement.

Attributions **Art. 151** Le Service de la coopération a les attributions suivantes :

- a) conduite et gestion des relations transfrontalières et internationales, bilatérales et multilatérales;
- b) conduite et gestion de la coopération culturelle, technique, humanitaire et de l'aide au développement;
- c) coordination de la politique et des activités du Gouvernement et de l'administration en matière de relations extérieures;
- d) toute autre attribution liée à la coopération et aux relations extérieures ou conférées par la législation.

CHAPITRE X : Dispositions finales

Pouvoir d'organisation du Gouvernement et de l'administration **Art. 152** ¹ Dans les limites de la loi d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale et du présent décret, le Gouvernement précise au besoin l'organisation et les compétences des organes de l'administration cantonale.

² Le Gouvernement, les chefs de département, le chancelier, les chefs de service et d'office peuvent édicter, sous la forme de circulaires, des prescriptions de détail portant en particulier sur l'organisation et la gestion administratives.

Modification des appellations **Art. 153** ¹ Les appellations des départements sont modifiées d'office dans l'ensemble de la législation en fonction de la nouvelle terminologie.

² Les modifications se font comme il suit :

- a) le Département de la Justice et de l'Intérieur devient le Département de la Santé et des Affaires sociales en tant que la désignation concerne le domaine de la santé;
- b) le Département de l'Economie publique devient le Département de l'Economie;

- c) le Département de l'Education et des Affaires sociales devient le Département de l'Education en tant que la désignation concerne l'école, le sport, le patrimoine et la culture, et le Département de la Santé et des Affaires sociales en tant que la désignation concerne les affaires sociales;
- d) le Département des Finances et de la Police devient le Département des Finances en tant que la désignation concerne les finances et les contributions.

³ Pour les renvois non réglés par le présent article, l'appellation se fera en fonction du rattachement départemental du domaine concerné.

Art. 153a¹⁹⁾

Abrogation du
droit en vigueur

Art. 154 Sont abrogés :

- a) le décret d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale du 6 décembre 1978;
- b) l'arrêté du Parlement du 3 juillet 1980 concernant la création d'un poste de délégué au développement économique.

Entrée en
vigueur

Art. 155 Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur²⁰⁾ du présent décret.

Delémont, le 25 octobre 1990

AU NOM DU PARLEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

La présidente : Mathilde Jolidon
Le secrétaire : Jean-Claude Montavon

¹⁾ RSJU 172.11

²⁾ RSJU 175.1

³ Nouvelle teneur selon le ch. III du décret du 20 mai 1992, en vigueur depuis le 1^{er} juillet 1992

⁴⁾ Abrogés par le ch. III du décret du 20 mai 1992, en vigueur depuis le 1^{er} juillet 1992

⁵⁾ Nouvelle teneur selon le ch. II de la loi du 21 octobre 1998 sur le tourisme, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1999

- 6) Abrogé par l'art. 43, al. 2, de la loi du 19 décembre 1997 sur la formation professionnelle en agriculture et en économie familiale, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1998 (RSJU 915.11)
- 7) Nouvelle teneur selon l'art. 43, al. 2, de la loi du 19 décembre 1997 sur la formation professionnelle en agriculture et en économie familiale, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1998 (RSJU 915.11)
- 8) Nouvelle teneur selon l'art. 27 du décret du 20 mai 1998 sur les forêts, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1999 (RSJU 921.111)
- 9) Nouvelle teneur selon l'art. 158 de la loi scolaire du 20 décembre 1990, en vigueur depuis le 1^{er} août 1991 (RSJU 410.11)
- 10) Abrogée par l'art. 7 du décret du 21 juin 2000 portant exécution de la loi fédérale sur les armes, en vigueur depuis le 1^{er} septembre 2000
- 11) RSJU 611
- 12) Nouvelle teneur selon le ch. I du décret du 22 septembre 1999, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2000
- 13) Titre introduit par le ch. I du décret du 22 septembre 1999, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2000
- 14) Abrogé par le ch. I du décret du 22 septembre 1999, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2000
- 15) Nouvelle teneur selon le ch. II du décret sur le service de l'état civil du 13 décembre 1995, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1996
- 16) Introduite par l'art. 7 du décret du 21 juin 2000 portant exécution de la loi fédérale sur les armes, en vigueur depuis le 1^{er} septembre 2000
- 17) Nouvelle teneur selon le ch. I du décret du 20 novembre 1996, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1997
- 18) RSJU 190.11
- 19) Introduit par le ch. I du décret du 22 septembre 1999, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2000. Abrogé par le ch. I du décret du 16 mai 2001
- 20) 15 janvier 1991
- 21) Nouvelle teneur selon le ch. I du décret du 16 mai 2001, en vigueur depuis le 1^{er} juillet 2001
- 22) Abrogé par le ch. I du décret du 16 mai 2001, en vigueur depuis le 1^{er} juillet 2001
- 23) Nouvelle teneur selon le ch. I. du décret du 16 mai 2001, en vigueur depuis le 1^{er} août 2001
- 24) Nouvelle teneur selon l'art. 158 de la loi scolaire du 20 décembre 1990, en vigueur depuis le 1^{er} août 1991 (RSJU 410.11). Nouvelle teneur selon le ch. I. du décret du 16 mai 2001, en vigueur depuis le 1^{er} août 2001.
- 25) Introduit par le ch. I du décret du 16 mai 2001, en vigueur depuis le 1^{er} décembre 2001
- 26) Abrogé(e) par le ch. I du décret du 16 mai 2001, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2002
- 27) Introduit par le ch. I du décret du 16 mai 2001, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2002
- 28) Nouvelle teneur selon le ch. III du décret du 20 mai 1992, en vigueur depuis le 1^{er} juillet 1992. Nouvelle teneur selon le ch. I du décret du 16 mai 2001, en vigueur depuis le 1^{er} juin 2002
- 29) Nouvelle teneur selon le ch. I du décret du 16 mai 2001, en vigueur depuis le 1^{er} juin 2002
- 30) Nouvelle teneur selon le ch. I du décret du 16 mai 2001, en vigueur depuis le 1^{er} septembre 2002
- 31) Nouvelle teneur selon l'art. 158 de la loi scolaire du 20 décembre 1990, en vigueur depuis le 1^{er} août 1991 (RSJU 410.11). Nouvelle teneur selon le ch. I du décret du 26 juin 2002, en vigueur depuis le 1^{er} octobre 2002.
- 32) Introduit(e) par le ch. I du décret du 26 juin 2002, en vigueur depuis le 1^{er} octobre 2002
- 33) Abrogé par le ch. I du décret du 26 juin 2002, en vigueur depuis le 1^{er} octobre 2002
- 34) Nouvelle dénomination selon l'art. 23 du décret du 25 avril 2001 sur le service de l'état civil, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2003
- 35) Nouvelle teneur selon l'art. 23 du décret du 25 avril 2001 sur le service de l'état civil, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2003

- 36) Nouvelle teneur selon le ch. II du décret sur le service de l'état civil du 13 décembre 1995, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1996. Nouvelle teneur selon l'art. 23 du décret du 25 avril 2001 sur le service de l'état civil, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2003. Nouvelle teneur selon le ch. I du décret du 20 septembre 2006, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2007
- 37) Nouvelle teneur selon le ch. I du décret du 28 août 2002, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2003
- 38) Abrogé(e)s par le ch. I du décret du 28 août 2002, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2003
- 39) Nouvelle dénomination selon le ch. I du décret du 16 mai 2001, en vigueur depuis le 1^{er} juillet 2003
- 40) Nouvelle teneur selon le ch. I du décret du 16 mai 2001, en vigueur depuis le 1^{er} juillet 2003
- 41) Abrogé(e)s par l'article 26, alinéa 4, de la loi du 19 mai 2004 sur la formation professionnelle en agriculture et en économie familiale (RSJU 915.11), en vigueur depuis le 1^{er} août 2004
- 42) Nouvelle teneur selon le ch. I du décret du 4 décembre 2002, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2005
- 43) Abrogé par le ch. I du décret du 4 décembre 2002, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2005
- 44) Nouvelle teneur selon l'article 22 de la loi du 24 mai 2006 sur l'organisation de l'enseignement et de la formation des niveaux secondaire II et tertiaire, en vigueur depuis le 1^{er} septembre 2006 (RSJU 412.01)
- 45) Abrogé(e)s par l'article 22 de la loi du 24 mai 2006 sur l'organisation de l'enseignement et de la formation des niveaux secondaire II et tertiaire, en vigueur depuis le 1^{er} septembre 2006 (RSJU 412.01)
- 46) Introduit(e) par l'article 22 de la loi du 24 mai 2006 sur l'organisation de l'enseignement et de la formation des niveaux secondaire II et tertiaire, en vigueur depuis le 1^{er} septembre 2006 (RSJU 412.01)
- 47) Titre introduit par l'article 22 de la loi du 24 mai 2006 sur l'organisation de l'enseignement et de la formation des niveaux secondaire II et tertiaire, en vigueur depuis le 1^{er} septembre 2006 (RSJU 412.01)
- 48) Nouvelle teneur selon le ch. I du décret du 22 novembre 2006, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2007
- 49) Abrogé(e)s par le ch. I du décret du 22 novembre 2006, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2007
- 50) Nouvelle teneur selon le ch. I du décret du 13 décembre 2006, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2007
- 51) Abrogé(e) par le ch. I du décret du 13 décembre 2006, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2007
- 52) Nouvelle teneur selon le ch. III de la loi du 22 novembre 2006 modifiant les actes législatifs liés à la réforme du Code pénal suisse, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2007
- 53) Nouvelle dénomination selon l'art. 78 de la loi du 15 décembre 2000 sur l'action sociale (RSJU 850.1), en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2002
- 54) Abrogé(e) par le ch. II, alinéa 2, de la loi du 13 décembre 2006, en vigueur depuis le 1^{er} mars 2007
- 55) Nouvelle teneur selon le ch. I du décret du 20 juin 2007, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2008
- 56) Abrogé(e) par le ch. I du décret du 20 juin 2007, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2008
- 57) Introduite par le ch. I du décret du 20 juin 2007, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2008
- 58) Titre abrogé par le ch. I du décret du 20 juin 2007, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2008
- 59) Nouvelle teneur selon le ch. I du décret du 21 novembre 2007, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2008
- 60) Nouvelle teneur selon le ch. I du décret du 21 mai 2008, en vigueur depuis le 1^{er} août 2008
- 61) Introduit(e) par le ch. I du décret du 19 décembre 2008, en vigueur depuis le 1^{er} avril 2009
- 62) Abrogé(e)s par le ch. I du décret du 19 décembre 2008, en vigueur depuis le 1^{er} avril 2009
- 63) Abrogée par le ch. I du décret du 18 février 2009, en vigueur depuis le 1^{er} septembre 2009

- ⁶⁴⁾ Nouvelle teneur selon le ch. I du décret du 18 février 2009, en vigueur depuis le 1^{er} septembre 2009
- ⁶⁵⁾ Introduite par le ch. I du décret du 18 février 2009, en vigueur depuis le 1^{er} septembre 2009
- ⁶⁶⁾ Abrogée par le ch. I du décret du 27 mai 2009, en vigueur depuis le 1^{er} septembre 2009
- ⁶⁷⁾ Nouvelle teneur selon le ch. I du décret du 27 mai 2009, en vigueur depuis le 1^{er} septembre 2009
- ⁶⁸⁾ Introduite par l'article 31 de la loi du 20 octobre 2010 sur l'archivage (RSJU 441.21), en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2011
- ⁶⁹⁾ Nouvelle teneur selon le ch. I du décret du 27 avril 2011, en vigueur depuis le 1^{er} août 2011
- ⁷⁰⁾ Introduit(e) par le ch. I du décret du 27 avril 2011, en vigueur depuis le 1^{er} août 2011
- ⁷¹⁾ Abrogé(e) par le ch. I du décret du 27 avril 2011, en vigueur depuis le 1^{er} août 2011
- ⁷²⁾ Nouvelle teneur selon le ch. I du décret du 22 juin 2011, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2012

TABLE DES MATIERES

Article

CHAPITRE PREMIER : Délibérations du Gouvernement

Séances et convocations	1
Publicité	2
Préparation et présidence des séances.....	3
Autres participants	4
Quorum.....	5
Procédure de vote	6
Majorité	7
Procédures spéciales	8
Procès-verbal.....	9
Signature	10
Règlement du Gouvernement.....	11
Réserve du Code de procédure administrative.....	12

CHAPITRE II : Organisation de l'administration cantonale

Organisation générale	13
Siège	14
Secrétariat	15
Départements	16

CHAPITRE III : Département de la Santé et des Affaires sociales

SECTION 1 : Dispositions générales

Attributions du Gouvernement	17
Attributions du chef du Département	18
Unités administratives.....	19

SECTION 2 : Service de la santé

Attributions.....	20
Médecin cantonal.....	21
Pharmacien cantonal	22
(article 23 abrogé)	
Administrateur des unités de soins psychiatriques	24
Conseil de la santé publique.....	27
Commission.....	28

SECTION 2bis : Service de la consommation et des affaires vétérinaires

Service de la consommation et des affaires vétérinaires	28a
---	-----

SECTION 3 : Service de l'aide sociale

Attributions	29
Commission	30

SECTION 4 : Office des assurances sociales

Attributions	31
Siège	32
Commissions.....	33

CHAPITRE IV : Département de l'Economie**SECTION 1 : Dispositions générales**

Attributions du Gouvernement.....	34
Attributions du chef du Département.....	35
Unités administratives	36

SECTION 2 : Service de l'économie

Attributions	37
Commission	38
Bureau du développement économique.....	39

SECTION 3 : Service des arts et métiers et du travail

Attributions	40
Commissions.....	41

SECTION 4 : Service de la formation professionnelle
(articles 42 et 43 abrogés)**SECTION 5 : Service de l'économie rurale**

Attributions	44
Commissions.....	45
(articles 46 à 48 abrogés)	

SECTION 6 : Service vétérinaire

(article 49 abrogé)

CHAPITRE V : Département de l'Environnement et de l'Equipement**SECTION 1 : Dispositions générales**

Attributions du Gouvernement	50
Attributions du chef du Département	51
Unités administratives.....	52

SECTION 2 : Service de l'aménagement du territoire

Attributions.....	53
Section des permis de construire.....	53a
Commission.....	54

SECTION 3 : Office de l'environnement

Attributions.....	55
(article 56 abrogé)	
Commissions	57

SECTION 4 : ... (titre abrogé)

(article 58 abrogé)	
Arrondissement forestier.....	59
Sièges.....	60

SECTION 5 : Service des ponts et chaussées

Attributions.....	61
Organisation régionale.....	62

SECTION 6 : Service des constructions et des domaines

Attributions.....	63
Section des permis de construire.....	64

SECTION 7 : Service des transports et de l'énergie

Attributions.....	65
-------------------	----

CHAPITRE VI : Département de la Formation, de la Culture et des Sports

SECTION 1 : Dispositions générales

Attribution du Gouvernement	66
Attributions du chef du Département.....	67
Unités administratives	68
Conseil scolaire.....	68a
Conseil de la formation	68b

SECTION 2 : Service de l'enseignement de la préscolarité et de la scolarité obligatoire

Attributions	69
Commissions.....	70

SECTION 2^{BIS} : Service de la formation des niveaux secondaire II et tertiaire

Attributions	71
Section des bourses.....	72
Commissions.....	72a

SECTION 2^{TER} : Centre jurassien d'enseignement et de formation

Attributions	72b
Siège.....	72c
Commissions.....	72d

SECTION 3 : Centre d'orientation scolaire et professionnelle et de psychologie scolaire

Attributions	73
Siège	73a
Commission	73b

SECTION 4 : Office de la culture

Attributions	74
Siège.....	75
Commissions.....	76

SECTION 5 : Office des sports

Attributions	77
Siège.....	78
Commissions.....	79

SECTION 6 : Délégué aux affaires culturelles (articles 80 et 81 abrogés)

CHAPITRE VII : Département des Finances

SECTION 1 : Dispositions générales

Attributions du Gouvernement	82
Attributions du chef du Département	83
Unités administratives.....	84

SECTION 2 : Trésorerie générale

Attributions.....	85
-------------------	----

SECTION 3 : Service des contributions

Subdivisions.....	87
Attributions.....	88
Commissions	89
Section des personnes physiques	90
Bureau des personnes morales et des autres impôts.....	91
Siège	92
Section de gestion et de coordination.....	93
Recettes et Administrations de district.....	94

SECTION 4 : Contrôle des finances

Statut	95
Surveillance	96
Attributions.....	97
Liaison avec la commission parlementaire de gestion et des finances.....	98

CHAPITRE VIII : Chancellerie d'Etat

SECTION 1 : Dispositions générales

Attributions du Gouvernement et du président.....	99
Unités administratives.....	100

SECTION 2 : Chancellerie proprement dite

Attributions.....	101
Conseil consultatif des Jurassiens de l'extérieur	102

SECTION 3 : Secrétariat du Parlement

(article 103 abrogé)

SECTION 4 : Economat cantonal

Attributions 104

SECTION 5 : Service de l'information et de la documentation

Attributions 105

SECTION 6 : Bureau de la statistique

(article 106 abrogé)

SECTION 7 : Délégué à l'information et aux relations publiques

(article 107 abrogé)

CHAPITRE IX : Services mobiles**SECTION 1 : Service juridique**

Attributions 108

Commission 109

Service de renseignements juridiques 110

SECTION 2 : Service de l'inspection et de l'exécution des peines

(articles 111 à 113 abrogés)

SECTION 2 bis : Service du registre foncier et du registre du commerce

Organisation 114

Attributions 115

SECTION 3 : Office des poursuites et faillites

Office des poursuites et faillites 117

Registre de l'engagement du bétail et des pactes de réserve de propriété 118

SECTION 4 : Service de l'état civil et des habitants

Service de la population 119

Office de l'état civil du Jura 120

SECTION 5 : Police cantonale

Compétences du Gouvernement	121
Sections	122
Attributions	123
Etat-major	124
Commandement	125
Police judiciaire	126
Gendarmerie territoriale	127
Section opérations-circulation	128
Section de la protection de la population et de la sécurité	129

SECTION 6 : Office des véhicules

Attributions	130
Siège et rattachement	131

SECTION 7 : Service de la sécurité et de la protection

(articles 132 à 139 abrogés)

SECTION 8 : Service des communes

Département	140
Attributions	141
Commission	142

SECTION 9 : Bureau de la condition féminine

Attributions	143
Commission féminine	144
Siège	145

SECTION 10 : Service de l'informatique

Attributions	146
--------------------	-----

SECTION 11 : Service du personnel

Département	147
Attributions	148
Commission	149

SECTION 12 : Service de la coopération

Compétences du Gouvernement	150
Attributions	151

CHAPITRE X : Dispositions finales

Pouvoir d'organisation du Gouvernement et de l'administration.....	152
Modification des appellations	153
Abrogation du droit en vigueur	154
Entrée en vigueur.....	155

Ordonnance sur le personnel de l'Etat

du 29 novembre 2011

Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,

vu la loi du 22 septembre 2010 sur le personnel de l'Etat¹⁾,

arrête :

CHAPITRE PREMIER : Dispositions générales

Objet et champ d'application	Article premier La présente ordonnance constitue la réglementation d'exécution de la loi sur le personnel de l'Etat.
Terminologie	Art. 2 Les termes utilisés dans la présente ordonnance pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.
Définitions	<p>Art. 3 ¹ Au sens de la présente ordonnance, sont des unités administratives celles qui sont mentionnées comme telles dans le décret d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale²⁾.</p> <p>² Sont considérés comme chefs de service les chefs des unités administratives.</p>

CHAPITRE II : Politique du personnel

Présentation	Art. 4 Le Gouvernement présente la politique du personnel au moins une fois par législature, dans un document spécifique.
Egalité	Art. 5 ¹ Le Gouvernement veille à ce que nul ne soit discriminé du fait de son sexe ou de son mode de vie, notamment en matière d'engagement, de promotion et de rémunération.

² Le Service des ressources humaines propose au Gouvernement des solutions innovantes en matière de gestion du personnel en vue de favoriser le partage de postes, l'emploi à temps partiel, ainsi que l'accès des femmes aux postes à responsabilité.

³ Le Service des ressources humaines évalue régulièrement l'efficacité des mesures visant à promouvoir l'égalité entre femmes et hommes.

Intégration des
personnes
handicapées

Art. 6 ¹ Le Service des ressources humaines propose au Gouvernement des solutions innovantes en matière d'accueil et d'emploi des personnes handicapées.

² Il conseille et soutient les unités administratives de l'Etat et les écoles afin que soient créées des conditions propices à l'emploi et à l'intégration professionnelle de façon durable des personnes handicapées.

³ Il évalue régulièrement l'efficacité des mesures visant à promouvoir l'intégration des personnes handicapées.

Information du
Service des
ressources
humaines

Art. 7 ¹ Le Service des ressources humaines informe sur les décisions relatives aux conditions d'emploi notamment.

² Il communique régulièrement par le biais d'informations les indications relatives aux assurances sociales et privées.

CHAPITRE III : Postes dans l'administration cantonale

SECTION 1 : Création et repourvoiement

Création et
repourvoiement
de postes

Art. 8 ¹ Dans le cadre du budget accepté par le Parlement, le Gouvernement décide de la création de nouveaux postes, temporaires ou fixes, et du repourvoiement des postes vacants.

² Pour les postes financés par des tiers, le Gouvernement peut déléguer cette compétence au chef du département concerné.

Allocation de
ressources
supplémentaires

Art. 9 ¹ Chaque chef de département est compétent pour autoriser annuellement l'attribution de ressources supplémentaires au sein de son département et ce, indépendamment du profil du poste.

² Les ressources disponibles pour chaque département sont définies chaque année par le Gouvernement, à hauteur maximum de 2 % des effectifs totaux inscrits au budget du département de l'année concernée.

SECTION 2 : Remplacements

Remplacements
a) de courte
durée

Art. 10 Le Service des ressources humaines décide du remplacement immédiat, jusqu'à six mois au maximum, de personnes malades, accidentées ou absentes pour d'autres motifs, dont l'absence prévisible est d'au moins un mois.

b) de longue
durée

Art. 11 Le chef du département concerné décide du remplacement des personnes malades, accidentées ou absentes pour d'autres motifs, pour une durée effective ou prévisible supérieure à six mois.

SECTION 3 : Demande de personnel et autorités d'engagement

Demande de
personnel

Art. 12 ¹ Pour chaque repourvoiement, remplacement ou création de poste, une demande de personnel est déposée auprès du Service des ressources humaines; elle est accompagnée si nécessaire d'une description de poste et d'un projet de mise au concours.

² Le Service des ressources humaines propose au Gouvernement le calendrier annuel de traitement des dossiers.

Autorités
d'engagement

Art. 13 ¹ Le Gouvernement engage les employés de l'administration cantonale dont le poste est colloqué en classe 16 ou dans une classe supérieure de l'échelle des traitements, sur proposition de l'unité administrative concernée et du Service des ressources humaines.

² Le chef du département concerné engage les employés de l'administration cantonale dont le poste est colloqué jusqu'à la classe 15 de l'échelle des traitements, sur proposition de l'unité administrative concernée et du Service des ressources humaines.

³ Le Service des ressources humaines, en accord avec le chef de l'unité administrative concernée, engage le personnel temporaire jusqu'à une durée maximale d'une année.

SECTION 4 : Procédure de recrutement

Mise au
concours
a) Formes

Art. 14 ¹ Le Service des ressources humaines publie les mises au concours publiques dans le Journal officiel et sur le site Internet de l'Etat.

² En fonction de la nature du poste à repourvoir et de la situation du marché du travail, il peut étendre la publication à d'autres journaux ou à des revues spécialisées.

³ La mise au concours interne est publiée par le biais d'Intranet et par voie de circulaire interne.

⁴ Le Service des ressources humaines détermine les autres moyens d'informer le public sur les postes à repourvoir.

⁵ Il peut faire appel à des cabinets de recrutement spécialisés pour le repourvoiement de certains postes spécifiques.

⁶ Demeure réservée la procédure de recrutement des aspirants policiers.

b) Contenu

Art. 15 ¹ La mise au concours contient les rubriques suivantes :

- a) le titre de la fonction;
- b) le but de l'emploi;
- c) les tâches à exécuter;
- d) les exigences requises;
- e) les modalités de l'engagement, dont la classe de traitement;
- f) les pièces à produire, telles qu'un extrait du casier judiciaire, un extrait de poursuites ou tout autre document permettant de s'assurer des aptitudes du candidat;
- g) l'invitation à indiquer les éventuelles occupations accessoires exercées par le candidat;
- h) le cas échéant, une mention selon laquelle le poste pourra être attribué de manière prioritaire aux candidatures internes.

² Des documents particuliers sont requis pour toutes les fonctions où le titulaire exerce la puissance publique ou dispose de compétences financières.

Offres de
services

Art. 16 ¹ Le Service des ressources humaines recueille les postulations et gère la procédure de recrutement sur le plan administratif.

² Il peut déléguer ces tâches à l'unité administrative concernée pour des emplois rémunérés à l'heure et dans des cas particuliers.

³ Les candidatures peuvent être envoyées par courrier postal ou électronique.

Examen des
candidatures

Art. 17 ¹ Le Service des ressources humaines procède, en collaboration avec l'unité administrative concernée, à l'examen des candidatures, ainsi qu'aux présélections et aux auditions des candidats.

² Il peut déléguer ces tâches à l'unité administrative concernée pour des emplois rémunérés à l'heure, ainsi que dans des cas particuliers.

Evaluation
complémentaire

Art. 18 Le Service des ressources humaines ou une institution tierce désignée par lui peut procéder à une évaluation complémentaire des candidatures.

Proposition à
l'autorité
d'engagement

Art. 19 ¹ A l'issue de la procédure d'évaluation des candidatures, le Service des ressources humaines adresse, en collaboration avec l'unité administrative concernée, une proposition à l'autorité d'engagement.

² La proposition d'engagement comprend les éléments suivants :

- a) la liste des personnes ayant fait acte de candidature et celle des personnes auditionnées;
- b) les conditions d'engagement de la personne proposée;
- c) les exigences et autorisations particulières;
- d) le dossier personnel de la personne proposée;
- e) en cas de divergence entre le Service des ressources humaines et l'unité administrative concernée, une proposition alternative, motivée.

Décision
d'engagement

Art. 20 ¹ L'autorité d'engagement informe le Service des ressources humaines du candidat engagé.

² Le Service des ressources humaines adresse le contrat d'engagement à la personne retenue. Il informe par écrit les candidats non retenus.

³ Dans les cas où le Service des ressources humaines a délégué ces tâches à l'unité administrative concernée, cette dernière informe les candidats non retenus.

CHAPITRE IV : Postes dans l'enseignement

SECTION 1 : Création et repourvoiement de postes et remplacements

Création,
repourvoiement
ou remplacement
de postes

Art. 21 Dans le cadre du budget accepté par le Parlement, le Département de la Formation, de la Culture et des Sports décide de la création de nouveaux postes, temporaires ou fixes, et du repourvoiement des postes vacants.

Centrale des
remplacements
des écoles de la
scolarité
obligatoire

Art. 22 ¹ Le Service de l'enseignement gère une centrale des remplacements chargée de pourvoir aux remplacements des enseignants de la scolarité obligatoire empêchés de dispenser leurs leçons.

² La centrale des remplacements peut répondre à des demandes spécifiques du Centre jurassien d'enseignement et de formation.

Remplacements
au Centre
jurassien
d'enseignement
et de formation

Art. 23 ¹ Les directeurs des divisions du Centre jurassien d'enseignement et de formation pourvoient, au sein de leur division, aux remplacements d'enseignants n'excédant pas six mois, avec l'appui du Centre jurassien d'enseignement et de formation.

² Pour des remplacements supérieurs à six mois, le directeur général du Centre jurassien d'enseignement et de formation pourvoit au remplacement, sur proposition du directeur de la division concernée.

Engagements et
remplacements
de longue durée

Art. 24 Le Service de l'enseignement et le Centre jurassien d'enseignement et de formation, pour leur personnel respectif, sont compétents pour autoriser le remplacement ou l'engagement de personnel enseignant jusqu'à une année au maximum.

Renvoi

Art. 25 Le statut et les normes de rétributions des remplaçants, les motifs de remplacements, les droits et les obligations des enseignants remplacés sont réglés par une ordonnance particulière.

SECTION 2 : Autorités d'engagement

Autorités
d'engagement

Art. 26 ¹ Le Département de la Formation, de la Culture et des Sports engage les enseignants au bénéfice d'un contrat de durée indéterminée et ceux engagés temporairement pour une durée supérieure à douze mois.

² Le Service de l'enseignement et le Centre jurassien d'enseignement et de formation engagent leur personnel enseignant temporaire jusqu'à une durée d'une année.

SECTION 3 : Procédure de recrutement

Mise au
concours
a) Forme

Art. 27 ¹ Le Service de l'enseignement et le Centre jurassien d'enseignement et de formation publient les mises au concours publiques de leurs postes d'enseignant dans le Journal officiel et sur le site Internet de l'Etat.

² En fonction de la nature du poste à repourvoir et de la situation du marché du travail, ils peuvent étendre la publication à d'autres journaux ou à des revues spécialisées.

³ La mise au concours interne est publiée par le biais d'Intranet et par voie de circulaire interne.

⁴ Le Service de l'enseignement et le Centre jurassien d'enseignement et de formation déterminent les autres moyens d'informer le public sur les postes à repourvoir.

b) Contenu

Art. 28 La mise au concours contient les rubriques suivantes :

- a) le titre de la fonction;
- b) le but de l'emploi;
- c) les tâches à exécuter;
- d) les exigences requises;
- e) les modalités de l'engagement, dont la classe de traitement;
- f) les pièces à produire, telles qu'un extrait du casier judiciaire, un extrait de poursuites ou tout autre document permettant de s'assurer des aptitudes du candidat;
- g) l'invitation à indiquer les éventuelles occupations accessoires exercées par le candidat.

Offres de
services et
examen des
candidatures
a) Pour les
enseignants
relevant du
Service de
l'enseignement

Art. 29 ¹ La commission d'école du cercle scolaire concerné recueille les postulations pour les enseignants dépendant du Service de l'enseignement.

² La commission d'école procède à l'examen des candidatures, ainsi qu'aux présélections et aux auditions.

³ Le Service de l'enseignement recueille les postulations des enseignants de la pédagogie spécialisée. Il procède à l'examen des candidatures, aux présélections et aux auditions.

b) Pour les enseignants relevant du Centre jurassien d'enseignement et de formation

Art. 30 ¹ Le Centre jurassien d'enseignement et de formation recueille les postulations pour ses divisions et procède à une première analyse.

² La direction de la division organise et procède à l'examen des candidatures, ainsi qu'aux présélections et aux auditions. Le directeur général du Centre jurassien d'enseignement et de formation peut participer à la procédure.

Evaluation complémentaire

Art. 31 Le Service de l'enseignement et le Centre jurassien d'enseignement et de formation peuvent procéder à une évaluation complémentaire des candidatures.

Proposition d'engagement

Art. 32 ¹ A l'issue de la procédure d'évaluation des candidatures pour l'enseignement de la scolarité obligatoire, la commission d'école adresse une proposition motivée d'engagement au Service de l'enseignement. Parallèlement, la commission d'école informe par écrit les intéressés du sort de leur candidature dans le cadre de la proposition formulée.

² A l'issue de la procédure d'évaluation des candidatures pour l'enseignement au Centre jurassien d'enseignement et de formation, la direction de la division adresse une proposition motivée d'engagement au Centre jurassien d'enseignement et de formation.

³ La proposition d'engagement comprend les éléments suivants :

- a) la liste des personnes ayant fait acte de candidature et celle des personnes auditionnées;
- b) les conditions d'engagement de la personne proposée;
- c) les exigences et autorisations particulières;
- d) le dossier personnel de la personne proposée.

⁴ La proposition d'engagement à l'intention du Département de la Formation, de la Culture et des Sports est accompagnée du préavis du Service de l'enseignement ou du Centre jurassien d'enseignement et de formation pour les enseignants qui relèvent de leurs compétences respectives.

Communication
aux candidats

Art. 33 ¹ Au terme de la procédure, le Service de l'enseignement, pour l'enseignement de la scolarité obligatoire, adresse un contrat d'engagement au candidat retenu. Il informe par écrit les candidats non retenus et proposés par la commission d'école.

² Au terme de la procédure, le Centre jurassien d'enseignement et de formation, pour l'enseignement en son sein, adresse un contrat d'engagement au candidat retenu et informe par écrit les candidats non retenus.

CHAPITRE V : Organisation du travail et obligations des employés

SECTION 1 : Dispositions générales

Tâches du
supérieur
hiérarchique

Art. 34 ¹ Le supérieur hiérarchique a notamment les tâches suivantes :

- a) il établit une description pour chaque poste de son unité, conformément aux directives du Service des ressources humaines;
- b) il donne aux employés les instructions utiles à l'exercice de leurs tâches;
- c) il s'assure du respect des dispositions légales et réglementaires, ainsi que de ses instructions;
- d) il soutient et motive les employés dans l'accomplissement de leurs tâches;
- e) il contrôle l'exécution du travail;
- f) il procède aux entretiens de développement et d'évaluation des employés;
- g) il veille à l'accueil des nouveaux employés;
- h) il organise son unité de manière à fournir les prestations qui lui incombent; au besoin, il met en place une permanence et affecte les ressources nécessaires;
- i) il informe régulièrement sa hiérarchie des activités et des prestations fournies par son unité, ainsi que du bilan des entretiens de développement et d'évaluation.

² Restent réservées les dispositions légales particulières applicables au corps enseignant.

Tâches de
l'employé

Art. 35 L'employé accomplit les tâches figurant dans la description de son poste.

Description de
poste

Art. 36 ¹ La description de poste contient les éléments suivants :

- a) le titre et la dénomination de la fonction;
- b) les liens hiérarchiques;
- c) la mission et les tâches de l'employé;
- d) le profil requis.

² La description de poste est révisée régulièrement en fonction des besoins. Elle est examinée lors de l'entretien de développement et d'évaluation.

³ Le document est signé par le supérieur hiérarchique et par le titulaire du poste lors de son établissement et à chaque modification.

⁴ Une copie de la description de poste est adressée au Service des ressources humaines. Ce dernier est informé de chaque modification.

Accueil des
nouveaux
employés
a) Dans
l'administration

Art. 37 ¹ Le supérieur hiérarchique veille à ce que les nouveaux employés soient accueillis et présentés à leurs collègues et à ce qu'il leur soit remis, le cas échéant, le matériel nécessaire à l'enregistrement du temps de présence, les clés des locaux auxquels ils ont accès et les droits d'accès nécessaires en matière informatique.

² Il les informe des principaux droits et devoirs de l'employé et leur précise le programme de formation en relation avec leur fonction.

³ Les correspondants en matière de ressources humaines donnent les informations complémentaires et s'assurent de la bonne intégration des nouveaux employés.

b) Dans les
écoles

Art. 38 ¹ Les directions des écoles de la scolarité obligatoire et des divisions du Centre jurassien d'enseignement et de formation organisent l'accueil et l'intégration des nouveaux enseignants.

² Elles veillent à ce que leur soit présenté le fonctionnement général de l'école et les informent des droits et devoirs définis dans la description de poste des enseignants.

c) Supervision et
informations
communes

Art. 39 ¹ Le Service des ressources humaines, le Service de l'enseignement et le Centre jurassien d'enseignement et de formation supervisent, en collaboration avec les supérieurs hiérarchiques, l'intégration des nouveaux employés.

² Ils collaborent dans la diffusion d'informations aux nouveaux employés.

Interdiction
d'accepter des
dons

Art. 40 ¹ Il est interdit à l'employé de solliciter, de se faire promettre ou d'accepter, pour lui ou pour autrui, des dons et des avantages en rapport avec l'exécution de son travail.

² Les avantages de faible importance conformes aux usages sociaux ne constituent pas des dons.

Instruments de travail

Art. 41 ¹ L'employé utilise avec soin le matériel et les instruments de travail mis à disposition pour exercer son travail.

² L'employé est autorisé à utiliser, pour un usage privé limité, d'une durée maximale du temps de pause, les outils informatiques de l'employeur, notamment le téléphone, l'Internet et la messagerie, conformément aux présentes dispositions.

³ L'employé est notamment tenu :

- a) de signer la charte informatique de l'Etat;
- b) de respecter en tout temps les normes de sécurité édictées par le Service de l'informatique;
- c) de s'abstenir de tout acte mettant en péril la sécurité ou le bon fonctionnement des systèmes ou des réseaux de télécommunication de l'Etat;
- d) de veiller à protéger les informations professionnelles et les données internes de l'Etat de toutes divulgations ou fuites;
- e) de s'abstenir de consulter, de télécharger, d'enregistrer et de diffuser des documents à caractère pornographique, pédophile, raciste ou violent, au moyen du matériel mis à disposition par l'employeur. Demeure réservé l'accomplissement de tels actes nécessités par l'instruction ou le jugement de procédures administratives ou judiciaires.

⁴ Le Gouvernement règle par voie de directives l'utilisation des instruments de travail à titre privé.

SECTION 2 : Horaire de travail, principes

Principes

Art. 42 ¹ L'horaire de travail pour les employés de l'administration cantonale est de 40 heures par semaine pour un emploi à plein temps.

² L'horaire de travail des employés de l'administration cantonale est majoré d'une heure par semaine, afin de compenser les jours de congé arrêtés annuellement par le Gouvernement. Pour les emplois à temps partiel, le rattrapage s'effectue au prorata du taux d'activité.

³ Avec le rattrapage mentionné à l'alinéa 2, la durée moyenne du travail quotidien est de 8 heures 12 minutes pour un emploi à plein temps.

Horaire de travail
des enseignants

Art. 43 L'horaire de travail des enseignants est réglé par des ordonnances particulières.

SECTION 3 : Horaire de travail dans l'administration cantonale

Début et fin du
temps de travail

Art. 44 ¹ L'employé accomplit en principe son temps de travail quotidien entre 6 heures et 20 heures.

² Le temps de travail peut être prolongé jusqu'à 23 heures en cas de séances, d'interventions devant se dérouler en dehors de l'horaire normal ou en cas de demande expresse du supérieur hiérarchique. L'article 60, alinéa 2, est réservé.

³ Restent réservés les cas dans lesquels les employés sont soumis à des obligations d'horaires particuliers.

Heures flexibles

Art. 45 ¹ Pour les employés non soumis à un horaire particulier, le travail du matin peut débuter entre 6 heures et 9 heures; l'arrêt de midi peut intervenir entre 11 heures et 14 heures; la cessation du travail peut survenir dès 16 heures.

² En dehors des heures de présence obligatoire, l'employé peut répartir de façon autonome son emploi du temps de la journée, dans la limite du travail de jour et sous réserve de ses obligations de service.

³ Le Gouvernement peut décider d'une annualisation du temps de travail lorsque le volume de travail fluctue fortement durant l'année.

Présence
obligatoire et
permanence

Art. 46 ¹ La présence au travail pour les employés non soumis à un horaire particulier est obligatoire de 9 heures à 11 heures et de 14 heures à 16 heures. Le chef de l'unité administrative détermine l'horaire de l'employé occupé à temps partiel.

² Lorsque le volume de travail ou les besoins des administrés l'exigent, le chef de l'unité administrative peut imposer à un employé une présence hors du temps bloqué.

Durée maximale
et durée du
repos quotidien

Art. 47 ¹ La durée de travail quotidienne ne peut en principe pas excéder 12 heures.

² La durée de travail hebdomadaire ne peut toutefois pas dépasser 50 heures, en moyenne sur 4 semaines.

³ L'employé doit bénéficier d'une durée de repos quotidienne d'au moins 11 heures consécutives. Cette durée peut être réduite à 8 heures une fois par semaine. Les interventions et les services d'urgence restent réservés.

Réduction
volontaire du
temps d'activité
annuel

Art. 48 ¹ Avec l'accord du chef de l'unité administrative, chaque employé soumis à l'enregistrement des temps de présence peut réduire son horaire d'une ou deux heures de travail par semaine. Le chef d'une unité administrative doit obtenir l'accord de son chef de département. L'autorisation vaut pour une année.

² Le traitement de l'employé est réduit dans les mêmes proportions. Cette réduction est prélevée sur le treizième salaire.

Semaines de
vacances non
payées

Art. 49 Avec l'accord du chef de l'unité administrative, chaque employé peut prendre jusqu'à deux semaines de vacances supplémentaires non payées par année. Le chef d'une unité administrative doit obtenir l'accord de son chef de département, les magistrats celui du chef du Département de la Justice, le secrétaire du Parlement celui du Bureau du Parlement.

SECTION 4 : Compte épargne-temps

Principe et
objectifs

Art. 50 ¹ Le compte épargne-temps permet aux employés de l'Etat et aux magistrats d'accumuler un crédit en temps sur une longue durée et de l'utiliser ultérieurement, dans les buts suivants :

- a) congé prolongé pour l'exercice de responsabilités familiales;
- b) réalisation d'un projet personnel;
- c) préretraite.

² Le compte épargne-temps des enseignants est réglé par une ordonnance particulière.

Alimentation du
compte épargne-
temps

Art. 51 ¹ Le compte épargne-temps peut être alimenté par :

- a) l'affectation de semaines de vacances supplémentaires non payées;
- b) l'affectation d'au maximum deux semaines, par année, du compte des heures valorisées;
- c) l'affectation d'au maximum deux semaines, par année, du compte des heures variables;

d) la conversion en temps de la moitié des gratifications d'ancienneté, à la valeur de celles-ci si elles sont prises en espèces.

² Les magistrats ne peuvent alimenter leur compte épargne-temps que par l'affectation de vacances supplémentaires et la conversion en temps des gratifications d'ancienneté.

³ Le compte épargne-temps ne peut pas être alimenté par des semaines de vacances ordinaires.

⁴ Le compte épargne-temps peut être alimenté à concurrence de maximum quatre semaines par année.

⁵ Le crédit du compte épargne-temps ne peut dépasser vingt-six semaines.

Utilisation du
compte épargne-
temps

Art. 52 ¹ Le congé prélevé sur le compte épargne-temps requiert l'accord du chef du département concerné.

² Le congé doit être pris par semaines entières et ne peut être inférieur à quatre semaines. Il peut être cumulé avec des vacances ordinaires.

³ Pour un congé jusqu'à trois mois, le bénéficiaire en informe le chef de l'unité administrative, au moyen d'une formule établie par le Service des ressources humaines, au moins trois mois à l'avance. Pour les congés d'une durée supérieure à trois mois, il en informe le chef de l'unité administrative au moins six mois à l'avance. Le chef de département peut accepter des délais plus courts.

Remplacement
durant le congé

Art. 53 Un congé prélevé sur le compte épargne-temps ne peut donner lieu à remplacement du bénéficiaire que si la durée du congé est supérieure à un mois.

Salaire versé
durant le congé
pris en utilisation
du compte
épargne-temps

Art. 54 Durant le congé, le bénéficiaire perçoit son salaire de manière ordinaire.

Sort du compte
épargne-temps
en cas de départ
ou de mutation

Art. 55 ¹ Lorsque l'intéressé quitte l'administration, le compte épargne-temps est en principe compensé en totalité par des congés pris avant le jour de départ.

² Le chef du département concerné peut autoriser une compensation en espèces. Le cas échéant, celle-ci est calculée en prenant la moyenne des salaires de l'intéressé qui ont été affectés au compte épargne-temps. Lorsque le compte épargne-temps a été alimenté par l'affectation d'une gratification, la valeur de cette gratification est calculée conformément à l'article 51, alinéa 1, lettre d; elle est payée en priorité.

³ En cas de mutation interne, le temps épargné est conservé.

SECTION 5 : Enregistrement des présences dans l'administration cantonale

Enregistrement
des temps de
présence
Principes

Art. 56 ¹ Le temps de travail des employés de l'administration cantonale doit être comptabilisé au moyen d'un système d'enregistrement des temps de présence.

² Le Gouvernement peut dispenser un employé de l'enregistrement des temps de présence. L'intéressé présente une requête motivée dans ce sens, au moyen de la formule établie par le Service des ressources humaines. La décision est communiquée à ce dernier service et au chef de l'unité administrative de l'intéressé.

³ Le Gouvernement peut dispenser certaines fonctions de l'enregistrement des temps de présence.

Modalités
d'enregistrement
des temps de
présence

Art. 57 ¹ Tout employé soumis au système d'enregistrement du temps de présence doit enregistrer quotidiennement :

- son arrivée au début de chaque demi-journée;
- son départ à la fin de chaque demi-journée;
- le début et la fin de toutes ses absences survenant en cours de journée, avec l'indication du motif.

² Il enregistre personnellement ses arrivées et départs. Il lui est interdit de confier cette tâche à un tiers.

³ En cas d'oubli ou de perte de la carte ou de la clé magnétique, ainsi que de panne du système d'enregistrement, l'employé enregistre manuellement ses arrivées et départs.

⁴ Le Service des ressources humaines peut procéder à des contrôles ponctuels ou ciblés, d'autorité ou sur demande d'un supérieur hiérarchique.

Procédure
d'enregistrement

Art. 58 ¹ Le décompte des temps de présence s'effectue par mois du calendrier.

² Chaque employé procède à la clôture mensuelle de ses décomptes jusqu'au 7^{ème} jour du mois qui suit.

³ Le chef de l'unité administrative ou la personne désignée par lui contrôle et clôture les décomptes horaires de ses employés jusqu'au 14^{ème} jour du mois qui suit.

⁴ Le chef de département contrôle les décomptes horaires de ses chefs d'unité administrative.

⁵ Le Service des ressources humaines procède à la clôture automatique des décomptes l'avant-dernier jour du mois suivant.

Personnes non
soumises au
système
d'enregistrement

Art. 59 ¹ Les personnes dispensées de l'enregistrement des présences doivent enregistrer leurs absences dans le système de timbrage.

² Dès le moment où une personne est dispensée de l'enregistrement des présences au sens de l'article 56, alinéa 2, aucune prétention ne peut être élevée s'agissant de soldes d'heures. L'employé est réputé y avoir renoncé par le dépôt de sa requête de dispense.

Heures variables
et heures
valorisées

Art. 60 ¹ Les heures variables et les heures valorisées sont comptabilisées séparément.

² Les heures valorisées ne peuvent être effectuées que sur demande expresse du supérieur hiérarchique ou selon la planification horaire résultant des impératifs de service. Dans des cas exceptionnels, elles peuvent être validées a posteriori par le supérieur hiérarchique.

Compte des
heures variables

Art. 61 ¹ Le solde positif des heures variables ne peut excéder quatre semaines de travail au 31 juillet. En cas de dépassement des limites précitées à cette date, l'excédent est perdu pour l'intéressé.

² Le solde négatif des heures variables ne peut excéder deux semaines de travail au 31 juillet. En cas de dépassement des limites précitées à cette date, l'excédent est compensé sur les vacances de l'intéressé.

³ Pour des raisons particulières, le Service des ressources humaines peut autoriser des dérogations.

⁴ Au sens des alinéas 1 et 2, la semaine de travail s'entend au prorata du taux d'activité de l'intéressé.

Utilisation des
heures variables

Art. 62 ¹ Le solde positif des heures variables peut être utilisé pour des congés.

² L'employé qui entend obtenir des congés d'un jour ou plus en informe à l'avance son supérieur hiérarchique.

³ La période du congé est décidée d'entente entre l'employé et le supérieur hiérarchique.

Compte des
heures
valorisées

Art. 63 ¹ Les heures valorisées sont celles effectuées de 20h00 à 06h00, le dimanche, les jours fériés et les jours de pont. Elles sont comptabilisées à 125 %.

² Les heures valorisées, y compris la majoration de 25 %, dénommée temps compensatoire, sont comptabilisées dans un compte spécifique.

³ Le temps compensatoire doit être régulièrement compensé durant l'année.

⁴ Le solde positif au 31 juillet est en principe crédité sur le compte des heures variables et le compte remis à zéro.

⁵ Sur requête de l'employé, le compte peut être utilisé de la manière suivante :

- a) crédit sur le compte des vacances;
- b) crédit de deux semaines sur le compte épargne-temps.

Compensation
des soldes
horaires à la fin
des rapports de
service

Art. 64 ¹ En cas de cessation des rapports de service, les soldes horaires positifs sont en principe compensés par des congés pris avant le jour de départ.

² Le chef de département peut exceptionnellement autoriser une compensation en espèces.

³ Tout solde négatif éventuel est en principe déduit du traitement à verser au moment du décompte final.

SECTION 6 : Pauses et temps de présence particuliers dans l'administration cantonale

Pause obligatoire de midi **Art. 65** Une pause d'au moins trente minutes par journée de travail doit être prise par l'employé en milieu de poste.

Pauses **Art. 66** Le personnel bénéficie, par demi-journée, d'une pause de 15 minutes comptant comme temps de travail.

Déplacements de service **Art. 67** ¹ Lors de déplacements ou de voyages de service, le temps nécessaire au déplacement compte comme temps de travail.

² La pause obligatoire de midi ne compte pas comme temps de travail.

Représentation **Art. 68** ¹ La participation à une manifestation, y compris le temps nécessaire au déplacement, en qualité de représentant d'une unité ou de l'Etat, validée par le supérieur hiérarchique, compte comme temps de travail.

² La même règle s'applique pour la participation à un enterrement en qualité de représentant d'une unité ou de l'Etat.

SECTION 7 : Temps de présence des enseignants

Temps de présence des enseignants **Art. 69** Le temps de présence des enseignants est déterminé par le nombre de leçons ou de périodes dispensées.

Compensation des soldes horaires à la fin des rapports de service de l'enseignant **Art. 70** ¹ Un éventuel solde positif est compensé, avant la cessation des rapports de service, par une réduction d'horaire ou par une libération anticipée de l'obligation de travailler.

² Si, pour des raisons justifiées, l'enseignant doit assurer ses cours jusqu'à la fin du semestre ou de l'année scolaire, le solde positif est compensé en espèces, sur présentation d'un décompte précis établi par le directeur du cercle scolaire ou de la division du Centre jurassien d'enseignement et de formation concernée. L'accord préalable du Département de la Formation, de la Culture et des Sports est requis.

³ Tout solde négatif éventuel est en principe déduit du traitement à verser au moment du décompte final.

SECTION 8 : Absences

Obligation d'annoncer	Art. 71 L'employé informe immédiatement son supérieur hiérarchique de chaque absence, avec indication du motif.
Comptabilisation	Art. 72 Chaque absence est comptabilisée, pour le personnel de l'administration cantonale, en fonction du motif, selon la liste établie par le Service des ressources humaines.
Mesures en cas d'absence prévisible supérieure à un mois	<p>Art. 73 En cas d'absence prévisible supérieure à un mois, le supérieur hiérarchique, en collaboration avec le Service des ressources humaines et le Service de l'informatique, prend toutes les mesures utiles, notamment en ce qui concerne :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) l'accès à la messagerie informatique de l'intéressé ou à tout autre outil professionnel, le blocage ou la déviation de ces derniers; b) l'accès téléphonique de l'intéressé, le blocage ou la déviation de cet accès.
Absence en cas de maladie ou d'accident	<p>Art. 74 ¹ En cas d'absence pour cause de maladie ou d'accident, un certificat médical doit être produit le quatrième jour d'absence au plus tard.</p> <p>² Toute absence prévisible de deux semaines et plus doit être signalée immédiatement au Service des ressources humaines au moyen d'une formule établie par ce dernier.</p> <p>³ En accord avec le Service des ressources humaines ou, le cas échéant, avec l'accord du Service de l'enseignement ou du Centre jurassien d'enseignement et de formation, le supérieur hiérarchique peut requérir la présentation d'un certificat médical dès le premier jour d'absence.</p> <p>⁴ En cas de maladie pendant une période de vacances ou de congés compensés (ponts), le personnel de l'administration cantonale et les magistrats doivent fournir un certificat médical dès le premier jour, sous peine de la perte des vacances et congés concernés.</p> <p>⁵ Le Service des ressources humaines ou, le cas échéant, le Service de l'enseignement ou le Centre jurassien d'enseignement et de formation, peut en tout temps requérir l'avis d'un médecin-conseil au sujet de l'absence.</p>
Certificats médicaux	Art. 75 ¹ Les certificats médicaux sont transmis systématiquement au Service des ressources humaines, avec copie à l'unité administrative concernée.

² En cas d'absence prolongée, l'employé doit présenter spontanément chaque mois un nouveau certificat médical.

³ Lors d'une incapacité de travail partielle, l'employé ne peut travailler au-delà de sa capacité résiduelle. L'employé ne peut, par période d'une semaine, effectuer des heures au-delà du taux d'activité fixé par son médecin, dans le certificat médical.

Examen auprès
du médecin-
conseil

Art. 76 ¹ L'employé est tenu de se présenter à l'examen auprès du médecin-conseil ordonné par le Service des ressources humaines ou, le cas échéant, par le Service de l'enseignement ou le Centre jurassien d'enseignement et de formation.

² Un examen peut être requis, notamment en vue d'organiser une reprise d'activité ou pour toute autre circonstance nécessitant un avis médical.

³ Les frais résultant de l'examen médical sont à la charge de l'employeur. Les frais peuvent être mis à la charge de l'employé si l'examen a été rendu nécessaire par un comportement abusif de sa part.

Comptabilisation
des visites
médicales

Art. 77 ¹ L'employé peut, jusqu'à l'équivalent de deux jours par année civile, au prorata de son temps d'occupation, comptabiliser comme temps de travail les absences dues à des visites médicales dont l'horaire est imposé par le thérapeute. Ces absences sont indiquées conformément à la liste établie par le Service des ressources humaines.

² Les absences supplémentaires, dépassant les limites fixées à l'alinéa 1, sont à compenser ou à imputer sur les vacances.

Maladie grave
d'un membre de
la famille

Art. 78 ¹ En cas de maladie grave d'un membre de sa famille (père et mère, conjoint, partenaire enregistré, personne vivant maritalement ou enfant), l'employé peut bénéficier d'un congé de trois jours au maximum par cas et de cinq jours par année. La présentation d'un certificat médical peut être exigée.

² Les absences supplémentaires, dépassant les limites fixées à l'alinéa 1, sont à compenser ou à imputer sur les vacances.

³ Dans des cas de rigueur, sur requête, le département auquel est rattaché le Service des ressources humaines peut octroyer des congés particuliers, après avoir requis le préavis du département dont relève l'intéressé.

Absences pour
cause de service
de défense
contre l'incendie
et de secours

Art. 79 ¹ L'employé qui doit accomplir un service de défense contre l'incendie et de secours, à titre d'exercices, de formation ou d'intervention, peut comptabiliser les absences qui surviennent durant son horaire normal comme temps de travail. Ces absences sont indiquées conformément à la liste établie par le Service des ressources humaines.

² L'employé annonce préalablement au Service des ressources humaines, si possible jusqu'à la fin janvier et pour l'année en cours, les jours de formation prévus. Les enseignants informent, selon le degré d'enseignement où ils enseignent, le Service de l'enseignement ou le Centre jurassien d'enseignement et de formation. Le nombre de jours d'absence ne peut en principe excéder 20 jours par année. Des dérogations sont possibles, décidées par le Gouvernement.

³ L'employé informe son supérieur hiérarchique, ainsi que le Service des ressources humaines, des absences liées à une formation ou à des exercices en rapport avec le service de défense contre l'incendie et de secours.

⁴ En cas d'absence pour une intervention, le temps consacré à cette dernière, additionné, le cas échéant, au travail accompli durant la journée, ne peut excéder la durée de travail quotidienne de l'intéressé, au prorata de son taux d'occupation.

⁵ En cas d'intervention entre 23 heures et 6 heures précédant une journée de travail, l'employé peut compenser immédiatement les heures effectuées, par un congé durant la matinée ou la journée suivant l'intervention. Il lui incombe de présenter au chef de son unité administrative une attestation de son responsable du service de défense contre l'incendie et de secours, précisant la durée de l'intervention.

Absences pour
l'exercice d'une
activité sportive
ou artistique de
haut niveau

Art. 80 ¹ Les athlètes ou artistes participant à des compétitions ou à des concours importants de niveau national ou international comportant une évidente valeur représentative pour la République et Canton du Jura peuvent bénéficier de congés pour leur participation à ces événements, ainsi qu'aux entraînements ou répétitions préalables nécessaires.

² Le Gouvernement décide, de cas en cas, de la durée des congés et des modalités dont ils sont assortis, sur proposition du Service des ressources humaines. Pour les enseignants, le préavis du Service de l'enseignement ou du Centre jurassien d'enseignement et de formation, selon le degré où ils enseignent, est requis.

³ En règle générale, la moitié du congé est considérée comme temps de travail; l'autre moitié est prélevée sur les vacances ou non payée.

Activités
Jeunesse et
Sport (J+S)

Art. 81 ¹ Les employés qui participent en tant qu'élèves à un cours J+S peuvent bénéficier d'un congé payé d'une durée maximale de cinq jours ouvrables par année civile.

² Les employés qui assument une fonction de chef de cours/de camp J+S, de chef technique J+S, d'expert J+S, de moniteur J+S ou de coach J+S ne peuvent prétendre au congé, au sens de l'alinéa 1, que s'ils sont au bénéfice d'une formation J+S reconnue correspondant à l'activité sportive concernée et que l'activité considérée est directement consacrée à des institutions de l'Etat ou proches de ce dernier (notamment les écoles publiques, l'Institut Saint-Germain, la Fondation Péréne).

³ Les employés qui assument la fonction de cuisinier lors d'un cours ou d'un camp J+S peuvent bénéficier d'un congé payé d'une durée maximale de cinq jours ouvrables par année civile.

⁴ Les prestations de la Caisse de compensation auxquelles ces activités donnent droit sont acquises à la République et Canton du Jura.

⁵ Le département auquel est rattaché l'employé concerné fixe, en accord avec le Service des ressources humaines, les modalités auxquelles sont soumis ces congés.

Activités
sportives et
culturelles

Art. 82 ¹ Les employés, hormis les employés de l'Office des sports, qui participent à titre de moniteurs ou de personnes d'encadrement pour des activités soutenues par cet office, peuvent bénéficier d'un congé payé d'une durée maximale de cinq jours ouvrables par année civile.

² Les employés, hormis les employés de l'Office de la culture, qui participent à titre de moniteurs ou de personnes d'encadrement pour des activités soutenues par cet office, peuvent bénéficier d'un congé payé d'une durée maximale de cinq jours ouvrables par année civile.

Congé pour les
activités de
jeunesse

Art. 83 ¹ Pour les activités liées au congé de jeunesse tel que défini à l'article 329e du Code des obligations, les employés âgés de moins de 30 ans peuvent bénéficier d'un congé payé d'une durée maximale de cinq jours ouvrables par année civile.

² Les employés qui participent à un cours de formation ou de perfectionnement ou qui assument une fonction de direction, d'encadrement ou de conseil, peuvent prétendre au congé au sens de l'alinéa 1, s'ils ont moins de 30 ans et si le congé jeunesse consiste en une manifestation avec enfants ou adolescents, en un camp de jeunesse, ou en un cours de formation ou de perfectionnement.

SECTION 9 : Occupations accessoires

Occupations
accessoires

Art. 84 ¹ L'employé qui entend exercer une occupation accessoire rétribuée au-delà d'un défraiement requiert l'autorisation nécessaire auprès du Service des ressources humaines, au moyen de la formule établie par ce dernier. L'autorisation est également requise lorsque l'employé exerce une activité à taux partiel.

² Le Service des ressources humaines délivre l'autorisation sur la base du préavis du supérieur hiérarchique de l'intéressé et, le cas échéant, du Service de l'enseignement ou du Centre jurassien d'enseignement et de formation.

³ Dans les cas où l'activité paraît de prime abord incompatible avec l'exercice de la fonction ou pourrait porter préjudice à l'image du service public ou de l'Etat, le Service des ressources humaines transmet la demande au Gouvernement pour décision.

⁴ Le Gouvernement invite, sous peine de résiliation du contrat de travail, l'employé à cesser une activité accessoire incompatible avec l'exercice de sa fonction ou qui porte préjudice à l'image du service public.

Cours et fonction
d'expert

Art. 85 ¹ L'employé qui entend dispenser des cours, fonctionner comme expert ou faire partie de commissions régionales ou fédérales requiert l'autorisation nécessaire auprès du Service des ressources humaines. Ce dernier délivre l'autorisation sur la base du préavis du supérieur hiérarchique de l'intéressé.

² Lorsqu'il est désigné par l'autorité pour assurer une telle tâche, l'employé est dispensé de toute autorisation.

³ Pour l'exercice de sa fonction, l'employé peut prélever le temps nécessaire sur son temps de travail ou bénéficier des congés nécessaires, compensés par des heures variables ou valorisées ou par des vacances.

⁴ L'employé qui prélève le temps nécessaire sur son temps de travail restitue la rémunération perçue à l'Etat. Dans le cas contraire, la rémunération est acquise à l'employé.

SECTION 10 : Entretien de développement et d'évaluation

Entretien de développement et d'évaluation
a) Pour le personnel de l'administration cantonale

Art. 86 ¹ Les documents établis lors de l'entretien de développement et d'évaluation par l'employé et son supérieur hiérarchique sont signés et remis à chacun des participants.

² Les indications portant sur l'appréciation de l'employé sont consignées dans le procès-verbal d'entretien. Le cas échéant, les documents mentionnent les divergences entre les intéressés.

³ Au cours de l'entretien de développement et d'évaluation, la description individuelle du poste est examinée et, s'il y a lieu, modifiée en conséquence.

⁴ Le chef de l'unité administrative informe annuellement le Service des ressources humaines :

- a) de la date des entretiens effectués;
- b) le cas échéant, des mesures de formation ou d'accompagnement décidées;
- c) le cas échéant, des divergences d'appréciation;
- d) le cas échéant, des descriptions de poste modifiées.

b) Pour les enseignants

Art. 87 ¹ Les personnes désignées par le Département de la Formation, de la Culture et des Sports organisent l'entretien de développement et d'évaluation.

² Les documents établis lors de l'entretien de développement et d'évaluation par les intéressés sont signés et remis à chacun des participants.

³ Les indications portant sur l'appréciation de l'enseignant sont consignées dans le procès-verbal d'entretien. Le cas échéant, les documents mentionnent les divergences entre les intéressés.

⁴ Au cours de l'entretien de développement et d'évaluation, la description individuelle du poste est examinée et, s'il y a lieu, modifiée en conséquence.

⁵ Les personnes désignées par le Département de la Formation, de la Culture et des Sports informent annuellement le Service de l'enseignement ou le Centre jurassien d'enseignement et de formation pour leurs enseignants respectifs :

- a) de la date des entretiens effectués;
- b) le cas échéant, des mesures de formation ou d'accompagnement décidées;
- c) le cas échéant, des divergences d'appréciation;
- d) le cas échéant, des descriptions de poste modifiées.

c) Pour les directions d'écoles et de divisions du Centre jurassien d'enseignement et de formation

Art. 88 ¹ L'entretien de développement et d'évaluation des membres des directions des cercles scolaires et des divisions du Centre jurassien d'enseignement et de formation est organisé chaque année respectivement par le chef du Service de l'enseignement ou le directeur général du Centre jurassien d'enseignement et de formation.

² Les documents établis lors de l'entretien sont signés et remis à chacun des participants. Le cas échéant, les documents mentionnent les divergences.

³ Au cours de l'entretien de développement et d'évaluation, la description individuelle du poste est examinée et, s'il y a lieu, modifiée en conséquence.

⁴ Le chef de l'unité administrative informe annuellement le Service des ressources humaines :

- a) de la date des entretiens effectués;
- b) le cas échéant, des mesures de formation ou d'accompagnement décidées;
- c) le cas échéant, des divergences d'appréciation;
- d) le cas échéant, des descriptions de poste modifiées.

SECTION 11 : Obligation de résidence, logement de service et port de l'uniforme

Résidence, logement et uniforme

Art. 89 ¹ Le Gouvernement dresse, par voie d'arrêté, la liste des employés qui sont tenus de résider dans une localité, d'occuper un logement de service ou de porter l'uniforme.

² L'obligation est indiquée dans le contrat de travail de l'employé.

CHAPITRE VI : Droits et obligations des employés

SECTION 1 : Assurance pour perte de gain

Participation à
l'assurance pour
perte de gain

Art. 90 Sur proposition du Service des ressources humaines, le Gouvernement fixe la participation des employés au financement de l'assurance pour perte de gain, pour l'année civile à venir.

SECTION 2 : Programme d'allégement lié à l'âge

Principe

Art. 91 ¹ Les employés de l'Etat peuvent bénéficier d'une baisse progressive volontaire du temps de travail précédant leur mise à la retraite, aux conditions et selon les modalités de la présente section.

² Pour des motifs dûment justifiés relatifs à la bonne marche de l'administration, le Gouvernement peut refuser, dans des cas particuliers, qu'un employé bénéficie du programme d'allégement lié à l'âge.

Conditions

Art. 92 ¹ Pour bénéficier du programme d'allégement lié à l'âge, l'intéressé doit avoir été au service de l'Etat durant 15 années au moins, ou 10 années au moins s'il a exercé une fonction pénible. Sont considérées comme pénibles les fonctions pour lesquelles les efforts physiques sont arrêtés aux lettres D et E de l'échelle de cotation du Règlement du 10 décembre 1985 concernant l'évaluation des fonctions.

² L'intéressé doit en outre être engagé sur la base d'un contrat de durée indéterminée, à un taux minimum de 60%.

Modalités

Art. 93 ¹ La baisse progressive du temps de travail peut intervenir au plus tôt cinq ans avant la prise complète de la retraite, anticipée ou non, mais au plus tôt à l'âge de 58 ans.

² Le taux d'activité résiduel est d'au minimum 70 % après trois ans. Lors de la prise complète de la retraite, à l'issue de la période de cinq ans, il est de 50%.

³ Dans les limites de l'alinéa 2, l'intéressé peut aménager la baisse de son temps de travail de la manière suivante :

- a) réduction de 10 % au minimum et de 30 % au maximum durant les trois premières années;
- b) réduction du solde durant les deux dernières années.

⁴ Le taux de réduction choisi par l'intéressé est valable pour une année complète à compter de son entrée en vigueur; il est valable pour une année scolaire pour les enseignants.

Délai d'annonce **Art. 94** ¹ L'intéressé doit annoncer son intention de bénéficier de la baisse progressive de son temps de travail au moins six mois à l'avance. Le chef du département concerné peut accepter un délai plus court.

² L'intéressé communique simultanément le plan de réduction choisi pour la totalité de la période.

³ Ce choix est en principe irrévocable. Le Gouvernement statue sur les conditions d'annulation de l'aménagement.

Incidences financières **Art. 95** ¹ Le traitement du bénéficiaire est réduit en fonction de la baisse de son temps de travail, conformément à l'alinéa 2.

² L'Etat prend en charge la moitié de la réduction du traitement lorsque le salaire du bénéficiaire, ramené, le cas échéant, à celui d'un emploi à plein temps, ne dépasse pas le traitement correspondant à l'annuité 10 de la classe 11 de l'échelle des traitements. Lorsque le traitement du bénéficiaire, ramené, le cas échéant, à celui d'un emploi à plein temps, excède ce dernier, la réduction prise en charge par l'Etat s'élève à celle valable pour la classe de traitement et l'annuité précitées.

³ Sauf avis contraire de l'employé et en dérogation à l'article 13, alinéa 4, de la loi sur la caisse de pensions de la République et Canton du Jura³⁾, la baisse progressive du temps de travail n'a pas d'effet sur les prestations de vieillesse de la Caisse de pensions. La part de cotisations destinée à maintenir la couverture est prise en charge par l'employeur et l'employé conformément aux articles 57 et 58 de la loi précitée.

⁴ Pour les employés exerçant une profession pénible au sens de l'article 92, alinéa 1, la part de cotisations destinée à maintenir la couverture est prise en charge en totalité par l'employeur.

SECTION 3 : Vacances

Vacances pour le personnel de l'administration et les magistrats
a) Durée

Art. 96 ¹ Les employés de l'administration cantonale et les magistrats ont droit à 20 jours ouvrables de vacances par an.

² La durée des vacances est de 25 jours ouvrables dès le début de l'année au cours de laquelle l'intéressé atteint l'âge de cinquante ans et de 30 jours ouvrables dès le début de l'année au cours de laquelle il atteint l'âge de soixante ans.

³ En cas de cessation des rapports de service au cours d'une année, le droit aux vacances pour cette année-là est proportionnel au nombre de mois complets d'activité.

b) Fixation des vacances

Art. 97 Les vacances sont fixées en principe au début de l'année d'entente entre le supérieur hiérarchique et l'intéressé, de telle sorte que le bon fonctionnement du service soit assuré.

c) Modalités, fractionnement des vacances

Art. 98 ¹ Dix jours de vacances au moins doivent être pris de façon consécutive durant l'année.

² Le solde des vacances peut être fractionné, à raison de journées entières ou de demi-journées.

d) Réduction du droit aux vacances

Art. 99 ¹ Le droit aux vacances est réduit lorsque la durée totale des absences imputables à une maladie, à un accident, à un congé non payé et à un service militaire non obligatoire dépasse trois mois. Les maladies et accidents professionnels, ainsi que les congés de maternité, d'allaitement, de paternité et d'adoption ne sont pas pris en compte.

² La réduction du droit aux vacances est proportionnelle à la durée totale des absences excédant trois mois.

³ Si la réduction du droit aux vacances ne peut plus être opérée sur l'année en cours, elle est reportée sur l'année suivante.

⁴ Le Gouvernement peut, sur proposition du Service des ressources humaines, réduire le droit aux vacances dès le premier jour d'absence lorsque celle-ci résulte d'une faute intentionnelle ou d'une négligence grave de l'employé.

e) Echéance

Art. 100 Les vacances non prises le 31 décembre de l'année suivante sont réputées perdues et ne donnent droit ni à compensation ni à rémunération.

Dispositions
particulières pour
le personnel
enseignant

Art. 101 ¹ Les vacances du corps enseignant sont prises durant les vacances scolaires.

² Durant la semaine qui précède la reprise des cours au début de l'année scolaire, les enseignants sont tenus de s'assurer que toutes les dispositions nécessaires garantissant un accueil optimal des élèves à la rentrée ont été prises. Ils peuvent par ailleurs être convoqués pour l'équivalent d'un jour au maximum par la direction du cercle scolaire ou de la division du Centre jurassien d'enseignement et de formation pour participer à l'organisation de la rentrée scolaire, conformément à un échéancier annuel.

³ La participation aux séances relatives à l'organisation de la rentrée scolaire est requise uniquement sur le lieu d'enseignement principal.

⁴ Les cas de rigueur demeurent réservés.

SECTION 4 : Congés

Congés
particuliers de
courte durée

Art. 102 ¹ L'employé de l'Etat peut bénéficier de congés payés, à savoir d'absences autorisées sur demande qui ont pour but de lui permettre de satisfaire à des obligations non professionnelles.

² L'intéressé a droit à un congé à l'occasion des événements suivants :

- a) pour son propre mariage ou l'enregistrement de son partenariat, 3 jours;
- b) en cas de naissance d'un enfant, pour le personnel masculin, 2 jours;
- c) en cas de décès du conjoint, du partenaire enregistré, du concubin, d'un enfant, de l'enfant de son concubin, 5 jours;
- d) en cas de décès des parents, des frères et sœurs, 3 jours;
- e) en cas de décès des grands-parents, des beaux-parents, des beaux-frères, des belles-sœurs, 1 jour;
- f) pour son déménagement, au maximum 3 jours par année, fixé par le Service des ressources humaines.

³ L'intéressé qui entend bénéficier d'un congé en informe sans délai son supérieur hiérarchique.

⁴ Pour des motifs justifiés, le Service des ressources humaines peut accorder des congés de durée supérieure ou des congés pour d'autres raisons. Il requiert le préavis du supérieur hiérarchique et, pour les enseignants, du Service de l'enseignement ou du Centre jurassien d'enseignement et de formation, selon le degré d'enseignement concerné.

⁵ Le remplacement de l'enseignant qui a obtenu un congé est régi par l'ordonnance concernant le remplacement des enseignants⁴⁾.

Congé de
maternité

Art. 103 ¹ En cas de maternité, un congé d'une durée de 16 semaines est accordé à l'employée, dont 14 semaines au moins doivent être prises après l'accouchement.

² En cas de naissance multiple, le congé de maternité est de 20 semaines.

³ Le congé est payé, au prorata du taux d'occupation. Les indemnités de l'assurance pour perte de gain sont acquises à l'Etat.

Congé
d'allaitement

Art. 104 ¹ L'employée qui allaite son enfant au terme du congé de maternité peut bénéficier d'un congé d'allaitement payé d'une durée de 4 semaines. Elle fournit au Service des ressources humaines un certificat médical attestant l'allaitement à la fin du congé de maternité.

² Dès la fin du congé d'allaitement, l'employée peut bénéficier d'une heure de congé payé pour l'allaitement par jour complet de travail, au plus tard jusqu'à ce que l'enfant atteigne l'âge d'un an révolu. Un certificat médical attestant l'allaitement est fourni mensuellement au Service des ressources humaines.

³ Le congé est payé au prorata du taux d'occupation.

Congé de
paternité en cas
de naissance ou
d'adoption

Art. 105 ¹ Un congé de paternité d'une durée équivalente à deux semaines de temps de travail est accordé aux employés lors de la naissance de leur enfant ou d'adoption au sens de l'article 106.

² En cas de naissance multiple, le congé est équivalent à trois semaines de temps de travail.

³ Le congé est payé au prorata du taux d'occupation.

⁴ Le congé doit être pris en une seule fois, dans les 4 mois suivant la naissance ou l'adoption, d'entente avec le supérieur hiérarchique et en tenant compte des impératifs de l'unité administrative ou de l'établissement scolaire. En cas d'hospitalisation prolongée de l'enfant, le délai prend effet à compter du retour effectif de l'enfant au domicile de ses parents.

Congé
d'adoption

Art. 106 ¹ En cas de placement en vue d'adoption d'un enfant âgé de moins de 16 ans révolus, l'employé peut bénéficier d'un congé de 16 semaines.

² Si les deux parents sont des employés de l'Etat, un partage des 16 semaines de congés est possible entre eux.

³ Le congé est payé au prorata du taux d'occupation.

⁴ L'adoption des enfants du conjoint, de même que l'adoption d'un enfant placé, ne donne pas droit à un congé d'adoption.

SECTION 5 : Jours fériés

Jours fériés et
ponts

Art. 107 ¹ L'employé bénéficie des jours fériés prévus par la loi sur les jours fériés officiels et le repos dominical⁵⁾.

² Chaque année, le Service des ressources humaines établit l'horaire annuel en mentionnant les jours fériés et les ponts.

SECTION 6 : Exercice d'une charge publique

Exercice d'une
charge publique
a) Définition

Art. 108 ¹ Exerce une charge publique l'employé qui est membre d'un législatif, d'un exécutif ou d'une commission d'une collectivité publique.

² Est également considéré comme exercice d'une charge publique l'accomplissement d'un mandat à caractère syndical (activité exercée au sein d'un syndicat ou par mandat de celui-ci).

³ Le Service des ressources humaines tient un registre des charges publiques des employés et le communique une fois par année au Gouvernement.

b) Procédure visant à l'exercice d'une charge publique

Art. 109 ¹ L'employé qui entend exercer une charge publique en informe le Service des ressources humaines sans délai, au moyen d'une formule établie par ce dernier.

² Dans les cas où la charge publique concernée pourrait se révéler incompatible avec la fonction de l'intéressé, le Service des ressources humaines transmet au Gouvernement pour décision.

c) Interdiction ou restriction de l'exercice d'une charge publique

Art. 110 ¹ Le Gouvernement invite, sous peine de résiliation du contrat de travail, l'employé à cesser ou à restreindre dans une mesure adéquate l'exercice d'une charge publique incompatible avec sa fonction.

² L'exercice d'une charge publique est notamment incompatible avec la fonction lorsque :

- a) l'indépendance de l'employé en serait compromise;
- b) l'employé se verrait confronté à des conflits d'intérêts;
- c) la crédibilité de l'employé ou de l'administration en serait atteinte;
- d) la pleine capacité de travail de l'employé ne serait plus assurée.

³ Sont réservées les dispositions en matière d'incompatibilités.

d) Demande de congés

Art. 111 ¹ L'employé qui entend bénéficier de congés pour l'exercice d'une charge publique présente une demande dans ce sens au Service des ressources humaines, au moyen d'une formule établie par ce dernier.

² Le Service des ressources humaines statue, sous réserve de recours au département auquel il est rattaché.

e) Utilisation du congé

Art. 112 ¹ Le temps de congé est destiné à permettre à l'intéressé de prendre part à des séances ou d'effectuer des interventions qui ne peuvent être fixées en-dehors des heures bloquées de l'horaire de travail ou du plan de service. Il ne peut être utilisé pour des tâches telles que l'étude de dossiers, la rédaction de correspondance et d'autres documents et l'établissement de factures.

² Le temps de congé constitue la durée maximale mise à disposition de l'intéressé. Il ne peut être utilisé qu'en fonction des besoins effectifs, dans les limites prévues à l'alinéa 1.

f) Comptabilisation des absences pour l'exercice d'une charge publique

Art. 113 ¹ Les absences au titre de congé pour l'exercice d'une charge publique comptent comme temps de travail.

² Les absences découlant de l'exercice d'une charge publique et dépassant le nombre de jours octroyés sont imputées sur les vacances ou considérées comme des congés non payés dans la mesure où elles n'ont pas été compensées.

³ Si l'exercice d'une charge publique empiète sur un jour férié ou sur des vacances, l'employé n'a droit à aucune compensation.

⁴ Les congés liés à l'exercice d'une charge publique sont relevés dans le cadre du contrôle du temps de présence pour le personnel de l'administration cantonale.

g) Congés non payés et frais liés aux absences

Art. 114 Lorsque l'exercice d'une charge publique nécessite des absences excédant le congé accordé à cette fin, l'intéressé peut bénéficier des possibilités suivantes, avec l'accord du Gouvernement :

- a) des congés non payés;
- b) une réduction temporaire de son taux d'activité, avec une diminution de salaire correspondante;
- c) l'autorisation d'exercer sa charge en partie sur son temps de travail, moyennant une restitution adéquate à l'Etat de la rémunération perçue pour ladite charge.

h) Information relative à l'absence

Art. 115 L'employé qui exerce une charge publique informe assez tôt son supérieur hiérarchique de toute absence nécessitée par l'exercice de sa tâche.

Chambres fédérales

Art. 116 ¹ L'employé élu à l'Assemblée fédérale bénéficie des congés payés nécessaires aux séances plénières du Conseil auquel il appartient.

² Pour les autres activités liées à cette charge, l'article 114 s'applique.

SECTION 7 : Congés non payés

Principe et autorité compétente

Art. 117 ¹ L'employé qui désire suspendre son activité pour accepter une mission d'intérêt général ou pour toute autre raison importante peut bénéficier d'un congé non payé.

² Le Service des ressources humaines statue sur les demandes des employés, après avoir obtenu le préavis du chef de l'unité administrative.

Prise en compte **Art. 118** Les congés non payés de plus de six mois ne comptent pas comme temps de service pour le calcul des allocations d'ancienneté.

Cotisations à la Caisse de pensions **Art. 119** ¹ Pendant la durée du congé non payé, l'employé s'acquitte auprès de la Caisse de pensions de la République et Canton du Jura du total de la cotisation de risque (part de l'assuré et part de l'employeur).

² Demeurent réservées les dispositions de la législation sur la Caisse de pensions de la République et Canton du Jura.

SECTION 8 : Protection de la personnalité

Principe **Art. 120** ¹ Tout comportement qui va à l'encontre de la volonté d'une personne et qui est de nature à porter atteinte à sa dignité, à son intégrité physique ou psychique ou qui l'empêche d'exercer sa fonction est interdit.

² Sont notamment interdits le harcèlement sexuel et le harcèlement psychologique.

Harcèlement sexuel et psychologique **Art. 121** ¹ Est considéré comme harcèlement sexuel tout comportement importun de caractère sexuel ou tout autre comportement fondé sur l'appartenance ou l'orientation sexuelle, qui porte atteinte à la dignité de la personne sur son lieu de travail, en particulier le fait de proférer des menaces, de promettre des avantages ou d'exercer des pressions de toute nature sur une personne en vue d'obtenir des faveurs de nature sexuelle.

² Est considérée comme harcèlement psychologique toute attitude abusive d'une ou de plusieurs personnes qui vise à agresser ou à mettre en état d'infériorité une personne, de manière constante ou répétée.

Comportement en cas d'atteinte aux droits de la personnalité **Art. 122** ¹ La personne qui s'estime atteinte dans sa personnalité tente de faire comprendre aux personnes qui l'importunent qu'elles doivent cesser. Au besoin, elle peut en parler à son supérieur hiérarchique ou à ses collègues.

² La personne qui s'estime atteinte dans sa personnalité peut en outre s'adresser à un membre du groupe de confiance.

Groupe de confiance

Art. 123 ¹ Le Gouvernement nomme les membres du groupe de confiance.

² Les membres du groupe de confiance exercent leur mandat en toute indépendance.

Procédure de médiation

Art. 124 ¹ La personne qui se sent atteinte dans sa personnalité et souhaite en référer au groupe de confiance prend contact avec l'un de ses membres par simple appel, par message électronique ou par lettre.

² Le membre saisi d'une demande entend la personne plaignante, seul ou avec un autre membre. Avec l'accord de cette dernière, le membre du groupe de confiance entend la personne mise en cause, seul ou avec un autre membre.

³ En accord avec les intéressés, le membre du groupe de confiance tente une médiation en vue de poursuivre la relation de travail dans un esprit de respect durable et mutuel.

Issue de la procédure de médiation

Art. 125 ¹ La médiation donne lieu à un procès-verbal mentionnant le résultat de la procédure. Le procès-verbal est signé par les membres du groupe de confiance concernés et par les parties et une copie est remise à ces dernières.

² Lorsque la médiation aboutit, un protocole d'accord est établi et mentionné au procès-verbal. Les intéressés conviennent s'il y a lieu d'informer le supérieur hiérarchique et de quelle manière.

³ Si la médiation échoue, le groupe de confiance établit un rapport formel à l'intention des parties et du Service des ressources humaines. Ce dernier prend les mesures qu'il juge nécessaires.

Relations entre le Service des ressources humaines et le groupe de confiance

Art. 126 ¹ Le Service des ressources humaines peut solliciter en tout temps les membres du groupe de confiance afin d'intervenir auprès d'employés et de leur offrir leurs bons offices.

² Les membres du groupe de confiance peuvent intervenir auprès du Service des ressources humaines, afin de l'informer de situations où des mesures autres que la médiation sont jugées nécessaires.

Confidentialité	Art. 127 Les membres du groupe de confiance et les personnes concernées par la procédure de médiation gardent confidentielles les informations qu'ils obtiennent dans l'exercice de leur tâche et durant les procédures de médiation.
Non-ingérence	<p>Art. 128 ¹ Les membres du groupe de confiance s'abstiennent d'intervenir si une procédure impliquant la personne plaignante est en cours auprès du supérieur hiérarchique ou du Service des ressources humaines.</p> <p>² Le supérieur hiérarchique ou le Service des ressources humaines s'abstiennent d'intervenir par l'ouverture d'une procédure tant et aussi longtemps qu'une procédure de médiation est en cours.</p>
Sanctions	<p>Art. 129 ¹ En cas de comportement violent les droits de la personnalité, l'autorité d'engagement peut ouvrir une procédure de licenciement à l'encontre de l'employé responsable.</p> <p>² Des faits de harcèlement avérés peuvent, selon leur fréquence, leur durée ou leur gravité, constituer un motif justifié de licenciement.</p> <p>³ Les résultats de la procédure, de même que les éventuelles mesures prises, sont portés à la connaissance de la personne plaignante.</p> <p>⁴ Demeurent réservées les procédures judiciaires engagées par la personne plaignante contre la personne mise en cause.</p>
Dénonciation calomnieuse	<p>Art. 130 ¹ L'autorité d'engagement peut ouvrir une procédure de licenciement à l'encontre d'un employé qui dénonce une personne qu'il savait innocente ou sans motif sérieux.</p> <p>² Demeurent réservées les procédures judiciaires engagées par la personne soupçonnée injustement de harcèlement contre l'auteur de la dénonciation.</p>
Protection contre les menaces et assistance juridique	Art. 131 ¹ L'employé qui fait l'objet d'une plainte ou d'une dénonciation pénale ou qui est menacé d'une telle action concernant des infractions qui auraient été commises dans l'exercice de ses fonctions à l'égard de tiers peut obtenir une assistance juridique. Il en est de même si la défense adéquate d'un employé, menacé ou agressé injustement, nécessite que celui-ci intente une action en justice.

² L'employé qui entend bénéficier d'une assistance juridique adresse une requête dans ce sens au Service des ressources humaines, à l'intention du Gouvernement.

³ Si le bénéficiaire de l'assistance juridique est reconnu coupable et a violé intentionnellement ou par négligence grave ses devoirs de service, les frais d'assistance sont mis totalement ou partiellement à sa charge. Le Gouvernement décide.

Service d'aide et de conseil aux employés et supervision

Art. 132 ¹ Un service d'aide et de conseil d'ordre psychologique est à disposition des employés qui rencontrent des problèmes sur leur lieu de travail.

² Le service d'aide et de conseil propose aux employés d'identifier et de clarifier les problèmes particuliers liés aux administrés, aux élèves, aux parents d'élèves et aux autorités, de prendre de la distance et de trouver des solutions face aux difficultés quotidiennes (organisation, tensions, découragement, lassitude, etc.).

³ Le Service des ressources humaines, sur requête spécifique ou collective d'un service, peut mettre en place des mesures telles que la supervision permettant à l'employé d'avoir un soutien professionnel et psychologique sur le long terme.

SECTION 9 : Protection de la santé

Interdiction générale de fumer

Art. 133 ¹ Il est interdit de fumer dans tous les espaces fermés accessibles au public ou qui servent de lieu de travail au personnel de l'Etat, y compris dans les établissements d'enseignement et les locaux où sont débitées des boissons et de la nourriture, ainsi que dans les véhicules de service.

² Les employés de l'Etat sont autorisés à sortir occasionnellement des bâtiments et des établissements pour fumer, dans le cadre de leur temps de pause au sens de l'article 66. Les chefs des unités administratives et les directeurs des établissements scolaires peuvent décider de modalités complémentaires.

³ Une réglementation spécifique demeure réservée.

Prévention

Art. 134 ¹ Le Service des ressources humaines répond de la mise en œuvre des mesures de santé et de sécurité au travail.

² Un organe de coordination pour la promotion de la santé et de la sécurité au travail dans l'administration cantonale et ses établissements scolaires est désigné par le Gouvernement.

³ L'organe de coordination fonctionne au sens de la solution de branche "Santé et Sécurité" des administrations cantonales et fédérales. Il est rattaché au Service des ressources humaines.

⁴ Les chefs des unités administratives et les directeurs des établissements scolaires sont tenus, au besoin, avec l'aide de spécialistes en matière de santé et de sécurité au travail, de prendre ou de faire prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger la vie et la santé du personnel ainsi que des élèves et des étudiants.

⁵ Les employés de l'Etat sont tenus de collaborer à la mise en œuvre des prescriptions sur l'hygiène, la protection de la santé et la prévention des accidents et maladies professionnels.

⁶ Ils doivent, en particulier, utiliser les équipements individuels de protection et employer correctement les dispositifs de sécurité et s'abstenir de les enlever ou de les modifier sans autorisation du supérieur hiérarchique.

⁷ Ils ont l'obligation de signaler immédiatement au supérieur hiérarchique les anomalies et les défauts compromettant l'hygiène, la protection de la santé et la sécurité qu'ils constatent.

Médecin du travail et autres spécialistes de la santé et sécurité au travail

Art. 135 Le Service des ressources humaines peut mandater ponctuellement un médecin du travail ou d'autres spécialistes pour des questions relatives à la santé dans l'administration et les écoles.

SECTION 10 : Droit de grève

Exercice du droit de grève

Art. 136 En cas de préavis de grève, le Gouvernement désigne les secteurs dans lesquels un service minimum doit être assuré ainsi que les moyens nécessaires.

SECTION 11 : Formation continue et perfectionnement professionnel pour le personnel de l'administration et les magistrats

Principe

Art. 137 ¹ Les supérieurs hiérarchiques veillent au développement des compétences de leurs employés et à leur perfectionnement.

² Les employés veillent à maintenir à jour les connaissances et compétences nécessaires à l'exécution de leur travail. Ils s'informent régulièrement de l'évolution dans leur domaine d'activité.

³ Les employés maintiennent à jour leurs connaissances et compétences en participant à des cours de formation ou de perfectionnement.

⁴ Le Service des ressources humaines veille à une utilisation équitable des ressources consacrées en matière de formation au sein des différentes unités administratives.

Procédure

Art. 138 ¹ L'employé qui entend participer à un cours sollicite l'autorisation préalable de son supérieur hiérarchique, au moyen de la formule établie par le Service des ressources humaines, et transmet la demande à ce dernier.

² Les chefs d'unité administrative et les magistrats requièrent le préavis du chef du département auquel ils sont rattachés.

³ Le Service des ressources humaines statue sur les demandes pour lesquelles les coûts totaux ne dépassent pas 10 000 francs. Le département auquel est rattaché ce service statue sur les demandes pour lesquelles les coûts totaux excèdent ce montant.

⁴ Une réglementation spécifique demeure réservée.

Congés

Art. 139 ¹ L'autorité au sens de l'article 138, alinéa 3, accorde les congés nécessaires au perfectionnement professionnel de ses employés pour les formations reconnues.

² Les congés peuvent être payés en totalité ou en partie, conformément aux principes mentionnés à l'article 140. En règle générale, la part des congés payés est proportionnelle à la participation aux frais de formation.

Répartition des
coûts entre
l'employeur et
l'employé

Art. 140 ¹ L'Etat prend en charge intégralement les dépenses engendrées par les cours indispensables à l'exercice de la fonction de l'employé.

² L'Etat participe à raison de 75 % aux dépenses engendrées par les cours présentant un intérêt prépondérant pour l'Etat.

³ L'Etat participe à raison de 50 % aux dépenses engendrées par les cours présentant un intérêt tant pour l'employeur que pour l'employé.

⁴ Les cours ne présentant pas d'intérêt pour l'employeur sont supportés intégralement par l'employé. L'employeur peut cependant accorder des congés non payés dans la mesure où l'organisation du service le permet.

⁵ La prise en charge des dépenses engendrées par les cours n'a lieu qu'avec l'accord du Service des ressources humaines et de l'unité administrative ou, le cas échéant, du département auquel est rattaché l'employé. Les montants sont prélevés sur le budget de la formation continue dudit service.

Dépenses
prises en
charge pour un
perfectionnement
professionnel

Art. 141 ¹ Peuvent faire l'objet d'une prise en charge totale ou partielle par l'Etat :

- a) les finances de cours;
- b) les taxes d'examen;
- c) les frais de déplacement, de repas et d'hébergement.

² Les taxes d'examen sont prises en charge selon les mêmes modalités que les finances de cours.

³ S'ils sont pris en charge, les frais de déplacement, de repas et d'hébergement sont indemnisés à 100 % de la même manière que pour un déplacement professionnel.

Décompte

Art. 142 ¹ Les frais engendrés par des cours de perfectionnement et de formation sont portés sur les décomptes de frais de l'employé.

² Pour les cours qui ont fait l'objet d'une décision du département, ils sont portés sur un décompte particulier au moyen d'un formulaire ad hoc.

Comptabilisation
du temps
consacré au
perfectionnement
professionnel

Art. 143 Le temps consacré au perfectionnement professionnel, obligatoire ou volontaire, est comptabilisé indépendamment du taux d'occupation à raison de 8 heures 12 minutes par journée complète et de 4 heures 6 minutes par demi-journée, quel que soit le lieu de la formation.

Obligation de
rembourser

Art. 144 ¹ L'employé dont les coûts du perfectionnement professionnel ou de formation continue dépassent 5 000 francs est tenu de s'engager à rester au service de l'Etat, dès la fin de son perfectionnement professionnel et quelle que soit l'issue de celui-ci. L'engagement de l'employé porte sur une durée arrêtée en fonction des coûts engendrés par le perfectionnement comprenant les dépenses et le salaire, avec les charges sociales, versé durant la formation. L'échelle ci-dessous est applicable :

Dépenses prises en charge	Durée obligatoire de l'emploi après la formation
de 5'001 à 10'000 francs	12 mois
de 10'001 à 15'000 francs	24 mois
de 15'001 à 20'000 francs	36 mois
de 20'001 à 30'000 francs	48 mois
plus de 30'000 francs	supérieure à 48 mois, selon entente.

² En cas de départ anticipé, l'employé rembourse les frais engagés par l'employeur proportionnellement à la durée de travail non effectuée.

³ L'employé qui interrompt son perfectionnement professionnel sans juste motif est tenu au remboursement des frais engagés par l'employeur.

⁴ L'autorité au sens de l'article 138, alinéa 3, peut renoncer totalement ou partiellement au remboursement, lorsque le perfectionnement professionnel ou l'activité professionnelle doit être interrompu pour des raisons impératives (notamment un changement fondamental dans l'organisation familiale, une maladie, un accident, une invalidité, un échec).

⁵ La décision par laquelle le perfectionnement professionnel est autorisé précise les modalités de prise en charge et de remboursement en cas de départ anticipé ou d'arrêt de la formation.

Contrôle et suivi

Art. 145 Le Service des ressources humaines contrôle le respect des décisions en matière de décompte de temps et, en collaboration avec la Trésorerie générale, les décomptes de frais spécifiques.

SECTION 12 : Formation continue pour les enseignants

Principe

Art. 146 ¹ Le Département de la Formation, de la Culture et des Sports, le Service de l'enseignement et le Centre jurassien d'enseignement et de formation peuvent astreindre les enseignants à suivre des cours de formation continue.

² Les enseignants veillent à maintenir à jour leurs connaissances et compétences professionnelles sur les plans scientifique et pédagogique.

³ Ils participent, selon l'établissement où ils enseignent, aux cours de formation continue et aux activités organisés ou reconnus par la Haute école pédagogique BEJUNE et par l'Institut fédéral des hautes études en formation professionnelle ou par tout autre organisme.

Période de formation

Art. 147 ¹ Les cours de formation continue à caractère obligatoire ont lieu en principe par moitié sur le temps scolaire. Les enseignants peuvent être appelés à consacrer une partie des vacances scolaires à leur formation.

² Les cours de formation continue à caractère non obligatoire se déroulent en dehors du temps scolaire.

Prise en charge des frais

Art. 148 ¹ Les cours de formation continue organisés par la Haute école pédagogique BEJUNE sont pris en charge dans le cadre du budget de formation continue de cette dernière.

² Les enseignants peuvent solliciter auprès de la HEP-BEJUNE une subvention individuelle ou collective pour des projets de formation continue. La demande, visée par le directeur du cercle scolaire ou de la division, est confirmée par le Service de l'enseignement et le Centre jurassien d'enseignement et de formation.

Formation complémentaire

Art. 149 ¹ Le Département de la Formation, de la Culture et des Sports peut astreindre un enseignant engagé après une interruption d'activité de plus de cinq ans à suivre une formation complémentaire.

² Elle a lieu en totalité hors du temps scolaire. L'enseignant concerné ne reçoit aucune indemnité.

³ Ce programme peut être décidé en tout temps, avant et durant toute la première année de retour à l'enseignement.

SECTION 13 : Certificat et attestation de travail

Certificat et
attestation de
travail

Art. 150 Chaque employé de l'Etat peut demander en tout temps un certificat de travail portant sur la nature et la durée des rapports de service, ainsi que sur la qualité de ses prestations, sur son comportement et sur ses aptitudes, ou une attestation de travail portant uniquement sur la nature et la durée des rapports de service.

Requête

Art. 151 ¹ Les employés de l'administration cantonale adressent leur requête au Service des ressources humaines.

² Les enseignants adressent leur demande de certificat à la direction de leur cercle scolaire ou de la division du Centre jurassien d'enseignement et de formation concernée. Lorsqu'ils requièrent une attestation, ils peuvent présenter leur demande directement au Service de l'enseignement ou au Centre jurassien d'enseignement et de formation.

Etablissement

Art. 152 ¹ Le Service des ressources humaines et le supérieur hiérarchique ou le chef de l'unité administrative de l'employé préparent et signent conjointement le certificat ou l'attestation.

² Pour les enseignants, le certificat est préparé par la direction du cercle scolaire ou de la division du Centre jurassien d'enseignement et de formation concernée et transmis, avec leur signature, au Service de l'enseignement ou au Centre jurassien d'enseignement et de formation à fin de validation et de cosignature par le chef de l'unité administrative concernée.

³ Le Service de l'enseignement et le Centre jurassien d'enseignement et de formation établissent, en collaboration avec le Service des ressources humaines, les certificats de travail et les attestations des membres des directions des écoles ou des divisions du Centre jurassien d'enseignement et de formation.

⁴ La requête est traitée dans un délai de 15 jours dans la mesure du possible.

CHAPITRE VII : Mobilité interne et mutation

Mobilité interne

Art. 153 ¹ Le Service des ressources humaines est responsable de la mobilité interne.

² La mobilité interne vise à aider les chefs des unités administratives et les employés dans leurs démarches de recrutement et de changement de poste, ainsi qu'en cas de mutation.

³ Le Service des ressources humaines collecte les dossiers des personnes qui souhaitent changer d'orientation professionnelle ou dont le poste est supprimé en vue de leur attribuer un nouveau poste.

Mutation
a) dans
l'administration

Art. 154 ¹ En cas de mutation pour cause de suppression de poste, le dossier de candidature de l'employé concerné est automatiquement proposé, avec son accord, comme candidat à un poste ouvert pour lequel il satisfait aux exigences.

² Si le nouveau poste est de niveau équivalent et que son attribution n'entraîne pas une augmentation de traitement, la mutation devient effective dès que toutes les parties ont donné leur accord et qu'elle a été validée par l'autorité d'engagement compétente.

b) dans
l'enseignement

Art. 155 En cas de suppression de postes d'enseignant, en raison notamment de la fermeture de classes, tout poste vacant d'un ordre d'enseignement correspondant peut être proposé à l'enseignant concerné, avant sa mise au concours.

Transferts pour
les enseignants

Art. 156 ¹ Lorsque l'organisation de l'enseignement l'exige, le Service de l'enseignement et le Centre jurassien d'enseignement et de formation peuvent transférer leurs enseignants respectifs dans d'autres écoles ou lieux d'enseignement.

² L'enseignant ainsi que les commissions d'écoles et les directions de divisions concernées sont préalablement entendus.

Indemnités

Art. 157 Le versement d'indemnités en cas de mutation ou de transfert est réglé conformément à l'ordonnance concernant les indemnités versées en cas de changement du lieu de service⁶⁾.

CHAPITRE VIII : Cessation des rapports de service

Résiliation d'un
commun accord

Art. 158 En cas de résiliation d'un commun accord, le Service des ressources humaines règle les modalités de la fin des rapports de service pour les employés de l'administration cantonale, le Service de l'enseignement et le Centre jurassien d'enseignement et de formation pour les enseignants.

Démission

Art. 159 La démission peut être adressée valablement :

- a) pour les employés de l'administration cantonale, au Service des ressources humaines;
- b) pour les magistrats, au Parlement;
- c) pour les enseignants en fonction de leur niveau d'enseignement, au Service de l'enseignement ou au Centre jurassien d'enseignement et de formation.

Modalités relatives à la fin des rapports de service

Art. 160 Lors de la cessation des rapports de service, le supérieur hiérarchique, en collaboration avec le Service des ressources humaines et le Service de l'informatique, prend toutes les mesures utiles, notamment en ce qui concerne :

- a) l'accès à la messagerie informatique de l'intéressé ou à tout autre outil professionnel, le blocage ou la déviation de ces derniers;
- b) l'accès téléphonique de l'intéressé, le blocage ou la déviation de cet accès;
- c) la restitution des clés par l'intéressé;
- d) les modalités de libération du poste de travail et de la récupération des affaires personnelles par l'intéressé.

Entretien de départ

Art. 161 ¹ A la fin des rapports de service, un entretien de départ a en principe lieu avec l'intéressé.

² L'entretien de départ est organisé par le Service des ressources humaines ou, en cas de délégation, par le conseiller en matière de ressources humaines de l'unité administrative concernée, pour les employés de l'administration cantonale. Il est organisé par le Service de l'enseignement ou par le Centre jurassien de formation et d'enseignement ou, en cas de délégation, par la direction du cercle scolaire ou de la division concernée, pour les enseignants.

³ L'entretien porte notamment sur les conditions de travail générales au sein de l'unité administrative ou de l'école concernée.

⁴ Sur la base de l'entretien, l'autorité compétente détermine si des mesures doivent être prises, notamment en matière d'organisation et de fonctionnement de l'unité.

Suppléance pour le personnel de l'administration cantonale

Art. 162 ¹ En cas de vacance consécutive à la cessation des rapports de service ou à une absence prolongée nécessitant une suppléance, le chef de l'unité administrative ou le chef du département concerné, s'il s'agit de suppléer à ce dernier, organise la suppléance. Au besoin, le concours du Service des ressources humaines peut être requis.

² En règle générale, une suppléance ne peut être organisée que si l'absence du titulaire est d'au moins 30 jours civils et correspond au moins à un taux d'activité de 50 %. Une indemnité de suppléance est versée dès le 1^{er} jour de suppléance, pour chaque mois entier ou entamé où la suppléance a été exercée.

³ Lorsque la suppléance fait partie des attributions de l'intéressé, en qualité de remplaçant ou d'adjoint, l'indemnité de suppléance est versée dès le 1^{er} jour du troisième mois d'exercice de la suppléance, pour chaque mois entier ou entamé où la suppléance a été exercée.

⁴ L'indemnité de suppléance est fixée par le Service des ressources humaines. Elle correspond à la différence, calculée sur la base de l'annuité 5, entre la classe de traitement du suppléant et la classe de traitement de la personne remplacée. L'indemnité est versée trimestriellement.

CHAPITRE IX : Application de la loi

SECTION 1 : Autorité de conciliation

Président

Art. 163 ¹ Le président de l'autorité de conciliation doit être au bénéfice d'une formation ou d'une expérience juridique, judiciaire ou en matière de ressources humaines.

² Il ne peut être choisi parmi les personnes soumises au statut du personnel de l'Etat, ni parmi les députés et députés suppléants du Parlement.

Rémunération
du président et
des membres
de l'autorité de
conciliation

Art. 164 ¹ Le président de l'autorité de conciliation est rétribué selon les mêmes modalités que les juges suppléants du Tribunal cantonal, conformément au décret concernant les indemnités journalières et de déplacement dans l'administration de la justice et des tribunaux⁷¹.

² Les membres de l'autorité de conciliation qui ne sont pas employés de l'Etat sont rétribués selon les mêmes modalités que les assesseurs, conformément au décret concernant les indemnités journalières et de déplacement dans l'administration de la justice et des tribunaux⁷¹.

³ Les membres de l'autorité de conciliation qui sont employés de l'Etat assument leur fonction durant leur temps de travail. Ils ne sont pas indemnisés.

Secrétariat	Art. 165 Le secrétariat de l'autorité de conciliation est assuré par le Service des ressources humaines.
Objets soumis à l'autorité	<p>Art. 166 ¹ Tous les litiges relevant de l'application de la loi sur le personnel de l'Etat¹⁾ et de ses dispositions d'application, à l'exclusion des mesures provisionnelles et des litiges ayant trait à la rémunération ou à une procédure d'évaluation de fonction, peuvent faire l'objet d'une requête auprès de l'autorité de conciliation.</p> <p>² Lorsqu'une décision a été rendue, la requête doit être adressée à l'autorité de conciliation dans un délai de 30 jours. A défaut, la décision devient exécutoire et ne peut plus être contestée ultérieurement.</p> <p>³ Dans les cas où la voie de l'action administrative est ouverte, la requête peut être adressée à l'autorité de conciliation tant que la prétention n'est pas prescrite.</p> <p>⁴ La procédure d'opposition est exclue.</p>
Composition de l'autorité	<p>Art. 167 ¹ L'autorité de conciliation siège à trois membres de manière paritaire.</p> <p>² Le président désigne pour chaque cause les deux autres membres appelés à siéger.</p>
Représentation	Art. 168 Les parties peuvent se faire assister d'une personne de leur choix ou par un mandataire professionnel.
Procédure applicable	Art. 169 Le Code de procédure administrative ⁸⁾ s'applique à la procédure devant l'autorité de conciliation.
Relation avec la procédure de recours	Art. 170 Le dépôt de la requête devant l'autorité de conciliation est la condition préalable en vue d'une procédure ultérieure de recours auprès des instances de la juridiction administrative.
Frais et dépens	<p>Art. 171 ¹ La procédure devant l'autorité de conciliation est gratuite.</p> <p>² L'autorité de conciliation n'alloue pas de dépens.</p>

SECTION 2 : Réseau en matière de ressources humaines

Principe

Art. 172 ¹ Le Service des ressources humaines met en place un réseau composé de correspondants et de conseillers en matière de ressources humaines au sein des unités et des départements.

² Il forme les personnes du réseau.

³ Il arrête des lignes directrices afin que la politique du personnel et la législation soient appliquées de manière uniforme.

⁴ Il organise des rencontres régulières afin de faciliter la coordination des activités en matière de ressources humaines et de politique du personnel.

Correspondants RH

Art. 173 Les correspondants en matière de ressources humaines ont notamment les tâches suivantes :

- a) informer les employés de leurs unités en leur fournissant des renseignements généraux en matière de ressources humaines;
- b) réaliser des tâches d'administration du personnel.

Conseillers RH

Art. 174 Sous la responsabilité du chef de l'unité administrative, les conseillers en matière de ressources humaines ont notamment les tâches suivantes :

- a) participer à la mise en œuvre de la politique du personnel;
- b) veiller à l'application des processus de gestion des ressources humaines au sein de leurs unités;
- c) apporter des conseils en matière de ressources humaines;
- d) fournir les informations utiles en matière de ressources humaines;
- e) proposer toutes mesures pour prévenir et résoudre les conflits;
- f) informer et soutenir les employés au sein de leurs unités.

SECTION 3 : Abus ou violation de la loi

Suspensions d'abus ou de violation de la législation

Art. 175 ¹ En cas de soupçons d'abus ou de violation de la législation sur le personnel de l'État, le Service des ressources humaines peut, avec l'accord du chef du département auquel il est rattaché ou sur demande de ce dernier, procéder aux investigations nécessaires. Le chef du département concerné est informé.

² Le Gouvernement peut mandater le Service des ressources humaines, un autre service ou un tiers afin d'effectuer une enquête ou un audit au sein d'une unité administrative.

CHAPITRE X : Contribution facultative à la coordination des syndicats de la fonction publique

Principes

Art. 176 ¹ Le Service des ressources humaines prélève, sur le traitement du mois de décembre, une contribution facultative annuelle de 25 francs pour les employés en fonction à ce moment-là qui exercent une activité à plus de 50 %. Ce montant est reversé à la coordination des syndicats de la fonction publique.

² L'employé qui entend refuser de verser la contribution remplit une formule établie par le Service des ressources humaines, au plus tard jusqu'à la fin du mois d'octobre. Sauf révocation expresse, le refus est valable pour une durée indéterminée.

³ Une information est communiquée à ce sujet aux employés de l'Etat.

CHAPITRE XI : Dispositions transitoires et finales

Période transitoire

Art. 177 ¹ Les employés qui bénéficient du régime transitoire de retraite conformément à l'article 87 de la loi sur la caisse de pensions de la République et Canton du Jura³⁾ peuvent choisir, en lieu et place d'une retraite anticipée soumise à ce régime, le programme d'allégement lié à l'âge selon les articles 91 et suivants de la présente ordonnance. Dans ce cas, ils renoncent à prendre une retraite avant le 1^{er} mars 2015.

² Les dispositions concernant l'horaire de travail de la voirie du Service des ponts et chaussées et de la Police cantonale, à l'exclusion de celles relatives au compte-épargne, applicables antérieurement à l'entrée en vigueur de la présente ordonnance continuent de s'appliquer jusqu'au 31 décembre 2012.

³ Le Service des ressources humaines règle les modalités de mise en application des dispositions concernant l'horaire de travail.

Modification de
l'ordonnance
scolaire

Art. 178 L'ordonnance du 29 juin 1993 portant exécution de la loi scolaire⁹⁾ est modifiée comme il suit :

Articles 179 à 195
Abrogés

Article 196
...¹¹⁾

Article 199
Abrogé

Article 204
Abrogé

Article 206
Abrogé

Articles 210 à 212
Abrogés

CHAPITRE VI du Titre cinquième (art. 213)
Abrogés

Modification de
l'ordonnance sur
les conditions
d'engagement et
de rémunération
des maîtres aux
écoles
professionnelles

Art. 179 L'ordonnance du 6 décembre 1983 sur les conditions d'engagement et de rémunération des maîtres aux écoles professionnelles¹⁰⁾ est modifiée comme il suit :

TITRE

Ordonnance sur les conditions d'engagement et de rémunération des
maîtres du Centre jurassien d'enseignement et de formation

PREAMBULE
...¹¹⁾

Article premier
Abrogé

SECTION 2 (art. 4 à 10)
Abrogés

SECTION 3 (art. 11 à 12)
Abrogés

SECTION 4 (art. 13 à 18)
Abrogés

SECTION 5 (art. 19 à 22)
Abrogés

Articles 23 à 25
Abrogés

Article 26
... [11\)](#)

Article 28
... [11\)](#)

Article 29
... [11\)](#)

Article 30
... [11\)](#)

Article 32
Abrogé

Article 34
... [11\)](#)

Article 37
... [11\)](#)

Article 38
... [11\)](#)

Articles 39 à 41
Abrogés

Articles 43 à 45
Abrogés

Clause
abrogatoire

Art. 180 Sont abrogés :

1. l'ordonnance du 5 juillet 2011 relative à l'autorité de conciliation en matière de personnel de l'Etat;
2. l'arrêté du 25 octobre 2011 concernant le congé de paternité en cas de naissance ou d'adoption d'un enfant;
3. l'ordonnance du 18 août 1981 concernant les traitements, les vacances et les fonctions accessoires autorisées du personnel de l'Etat;
4. la directive du 9 février 1999 relative aux congés payés octroyés aux magistrats, fonctionnaires et employés assumant une charge publique autre que celle de parlementaire fédéral ou cantonal;
5. l'ordonnance du 10 juin 1980 concernant le travail supplémentaire, le travail de nuit et le travail accompli hors des jours ouvrables par le personnel de l'Etat;
6. l'ordonnance du 1^{er} février 1994 sur les mutations d'agents de l'administration jurassienne;
7. les directives du 26 août 2008 concernant l'octroi de congés extraordinaires pour l'exercice d'une activité sportive ou pour un congé jeunesse;
8. les directives du 29 mai 2007 relatives au soutien en matière de formation et de perfectionnement professionnels du personnel de l'Etat;
9. le règlement du 27 janvier 2004 concernant le repourvoiement et la création de postes dans l'administration cantonale;
10. l'ordonnance du 13 septembre 2011 concernant la contribution facultative à la coordination des syndicats de la fonction publique;
11. l'ordonnance du 1^{er} septembre 1981 portant délégation des compétences gouvernementales en matière de démission au chef du Service du personnel;
12. l'ordonnance du 31 août 1982 fixant la compétence d'autoriser les magistrats et fonctionnaires à déposer en justice;
13. la directive du 25 mai 2004 concernant la violation des droits de la personnalité et en particulier le harcèlement sur le lieu de travail;
14. l'ordonnance du 28 septembre 1983 sur la promesse solennelle;
15. l'ordonnance du 4 mars 1980 concernant le versement des allocations familiales et pour enfants aux magistrats, fonctionnaires et employés occupés à temps partiel.

Entrée en
vigueur

Art. 181 La présente ordonnance entre en vigueur le 1^{er} janvier 2012.

Delémont, le 29 novembre 2011

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Philippe Receveur
Le chancelier : Sigismond Jacquod

- 1) RSJU 173.11
- 2) RSJU 172.111
- 3) RSJU 173.51
- 4) RSJU 410.252.5
- 5) RSJU 555.1
- 6) RSJU 173.461.111
- 7) RSJU 186.1
- 8) RSJU 175.1
- 9) RSJU 410.111
- 10) RSJU 413.254
- 11) Texte inséré dans ladite ordonnance

Ordonnance concernant le remboursement des dépenses des magistrats, fonctionnaires et employés de la République et Canton du Jura

du 21 mai 1991

Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,

vu l'article 13 du décret du 6 décembre 1978 concernant le traitement des magistrats, fonctionnaires et employés de la République et Canton du Jura¹,

arrête :

Champ
d'application

Article premier La présente ordonnance est applicable aux magistrats, fonctionnaires et employés (appelés ci-après : "fonctionnaires") de la République et Canton du Jura, à l'exclusion des membres des commissions cantonales et du personnel soumis à des prescriptions spéciales.

Frais
remboursables

Art. 2 Le fonctionnaire a droit, dans les limites fixées par la présente ordonnance, au remboursement des frais de nourriture, de logement et de déplacement que l'exercice de sa fonction lui occasionne effectivement.

Nécessité

Art. 3 Les déplacements de service doivent être limités au strict nécessaire et conçus de manière à occasionner le moins de frais possible.

Montant des
indemnités

Art. 4 ¹ Tout déplacement de service empêchant le fonctionnaire de prendre ses repas ou de loger au lieu habituel donne droit aux indemnités suivantes :

- a) 24 francs pour chaque repas principal;
- b) ³⁾ jusqu'à 150 francs au maximum pour la nuitée et le petit-déjeuner contre quittance;
- c) ³⁾ 15 francs lorsque le fonctionnaire passe une nuitée à l'extérieur.

² Si les indemnités fixées à l'alinéa 1 ne couvrent pas les dépenses effectives, le Contrôle des finances peut, à titre exceptionnel, et dans les cas dûment motivés, autoriser des montants supérieurs.

Frais de transport

Art. 5 ¹ Les déplacements de service doivent, en règle générale, s'effectuer par les moyens de transport publics.

² Ces déplacements donnent droit au remboursement du prix du billet de 2^{ème} classe, les déplacements hors du Canton donnant toutefois droit au remboursement du billet de 1^{ère} classe.

³ Dans l'ordre de priorité, seront utilisés les titres de transport suivants :

- a) abonnements généraux CFF au porteur;
- b) abonnement CFF demi-prix avec le cas échéant carte journalière;
- c) billet de chemin de fer.

Utilisation d'un véhicule à moteur privé

Art. 6 ¹ Le fonctionnaire peut utiliser un véhicule à moteur privé lorsque ce moyen de transport présente une économie de temps ou de frais.

² Dans ce cas, il est versé l'indemnité kilométrique suivante :

- a) par kilomètre parcouru en voiture :

de	1 km	à	3 000 km	70 centimes
de	3 001 km	à	6 000 km	65 centimes
de	6 001 km	à	9 000 km	60 centimes
dès	9 001 km			55 centimes

- b) 35 centimes par kilomètre parcouru à vélomoteur ou à motocyclette. ²⁾

³ Le Département des Finances peut majorer l'indemnité kilométrique de 5 centimes lorsque le véhicule doit être utilisé pour des tâches impliquant de fréquents déplacements sur des routes peu carrossables; ce supplément n'est dû que pour les kilomètres effectivement parcourus de la sorte.

Frais couverts

Art. 7 ¹ L'indemnité kilométrique est réputée couvrir tous les frais d'entretien et d'utilisation des véhicules motorisés privés et, sous réserve de l'alinéa 2, les dépenses pour les réparations de dégâts occasionnés au véhicule lors de déplacements de service.

² Une commission composée du chef de l'Office des véhicules, du chef du Service du personnel, du chef du Contrôle des finances et du chef du service dont dépend le fonctionnaire lésé fixe, de cas en cas, le montant de la participation éventuelle de l'Etat aux frais de réparations de dégâts subis par les véhicules au cours de déplacements de service.

³ Le montant de la participation de l'Etat aux frais de réparation tiendra compte des circonstances, des responsabilités et de la faute ou de la négligence du fonctionnaire concerné.

⁴ Si les intérêts personnels d'un membre de cette commission sont en jeu, il sera remplacé par le commandant de la police cantonale.

Détermination du
remboursement
des frais de
transport

Art. 8 ¹ Le fonctionnaire a droit au remboursement de ses frais de déplacement du lieu de travail habituel au lieu où s'exerce son activité.

² Aucune indemnité de déplacement n'est versée si le lieu d'activité coïncide avec le domicile du fonctionnaire.

³ Il en est de même lorsque le lieu d'activité se trouve sur le trajet normalement effectué par le fonctionnaire pour aller de son domicile à son lieu de travail habituel ou pour en revenir; s'il s'en écarte, seul le trajet supplémentaire est pris en considération.

⁴ Le fonctionnaire qui doit se rendre de son domicile à un lieu d'activité autre que celui de son lieu de travail habituel a droit aux frais de déplacement entre le domicile et le lieu d'activité.

Déplacement à
plusieurs

Art. 9 Lorsqu'un déplacement de service en véhicule est effectué par plusieurs fonctionnaires, ils sont tenus de se grouper. Dans ce cas, seul le détenteur du véhicule utilisé a droit à l'indemnité kilométrique.

Cumul
d'indemnités

Art. 10 Le cumul des indemnités découlant de la présente ordonnance avec d'autres indemnités de même nature n'est pas permis.

Décompte de
frais

Art. 11 ¹ Les demandes de remboursement des dépenses basées sur la présente ordonnance font l'objet d'un décompte individuel en principe trimestriel.

² Le décompte de frais doit être examiné et approuvé par le supérieur hiérarchique, puis transmis à l'autorité de paiement.

Contrôle **Art. 12** ¹ Les organes de contrôle refuseront les décomptes de frais ne satisfaisant pas aux dispositions de la présente ordonnance.

² Les indemnités touchées indûment doivent être remboursées.

Forfait **Art. 13** Si des conditions particulières le justifient, ces indemnités peuvent être remplacées par des montants forfaitaires annuels fixés d'entente avec le Département des Finances.

Abrogation du droit antérieur **Art. 14** ¹ L'ordonnance du 29 novembre 1988 concernant le remboursement des dépenses des magistrats, fonctionnaires et employés de la République et Canton du Jura est abrogée.

² L'ordonnance du 23 décembre 1980 concernant l'utilisation de véhicules motorisés privés pour les besoins du service est abrogée, à l'exception de l'article 4 qui reste en vigueur jusqu'au 31 décembre 1991.

Entrée en vigueur **Art. 15** La présente ordonnance entre en vigueur le 1^{er} juillet 1991, à l'exception de l'article 6 qui entre en vigueur le 1^{er} janvier 1992.

Delémont, le 21 mai 1991

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le vice-président : Gaston Brahier
Le chancelier : Joseph Boinay

¹) RSJU 173.411

²) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 28 janvier 2003, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2003. Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 9 décembre

³) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 29 novembre 2011, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2012

Décret fixant les émoluments de l'administration cantonale

du 24 mars 2010

Le Parlement de la République et Canton du Jura,

vu les articles 23 et 23a de la loi du 9 novembre 1978 sur les émoluments¹⁾,

arrête :

CHAPITRE PREMIER : Dispositions générales

Principe	<p>Article premier ¹ Les organes de l'Etat perçoivent les émoluments fixés dans le présent décret.</p> <p>² Les dispositions spéciales, notamment celles mentionnées à l'article 28, sont réservées.</p>
Terminologie	<p>Art. 2 Les termes utilisés dans le présent décret pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.</p>
Valeur du point	<p>Art. 3 ¹ Les émoluments du présent décret sont fixés en points.</p> <p>² La valeur initiale du point des émoluments est fixée à 1 franc.</p> <p>³ L'indexation au sens de l'article 23a, alinéa 3, de la loi sur les émoluments¹⁾ est réservée.</p>
Emoluments et débours communs	<p>Art. 4 ¹ Sous réserve de dispositions spéciales, les autorités perçoivent en principe les émoluments ou les débours suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) par copie : 0,3 point jusqu'à 50 copies, 0,2 point au-delà; b) une indemnité en cas de déplacement correspondant à l'indemnité kilométrique à laquelle ont droit les employés de l'Etat; c) pour les frais de port et de télécommunication, ainsi que pour les autres débours : selon le coût effectif, frais généraux exclus; d) pour un rappel ou une sommation : de 10 à 50 points; e) pour une attestation ou un duplicata : de 10 à 70 points; f) pour les décisions prises sur recours : de 150 à 3 000 points;

- g) pour les recherches d'une certaine importance, les rapports et les analyses ainsi que les autres travaux particuliers qui excèdent l'activité nécessaire à accomplir les tâches ordinaires de l'Etat, par heure : selon l'article 5, mais au maximum 1 500 points;
- h) pour toutes les opérations ou décisions qui ne sont pas mentionnées dans le présent décret ou dans la législation spéciale, les autorités peuvent percevoir un émolument de 20 à 1 500 points.

² Il peut être dérogé par accord contractuel à l'alinéa 1, lettres a, b, c, g et h.

Emoluments
fixés à l'heure

Art. 5 ¹ Sous réserve de dispositions spéciales ou d'accords contractuels, les émoluments dont le montant est déterminé, d'après la législation, en fonction du temps de travail correspondent au montant horaire suivant, si l'acte peut être accompli par une personne :

- a) ne disposant pas d'une formation particulière : 40 points;
- b) disposant d'un certificat fédéral de capacité ou d'une formation équivalente : 70 points;
- c) disposant d'un diplôme supérieur : 100 points.

² Les émoluments de l'alinéa 1 sont calculés pour chaque personne intervenante. Toutefois, si plusieurs personnes interviennent, ils peuvent être réduits par l'autorité conformément aux principes de la loi sur les émoluments, mais au minimum jusqu'à l'émolument correspondant à l'intervention de la personne dont la formation est la plus élevée.

³ Les émoluments de l'alinéa 1 peuvent être majorés jusqu'à 50 points par heure si l'acte nécessite l'utilisation de matériel particulier.

CHAPITRE II : Gouvernement et Chancellerie d'Etat

Gouvernement

Art. 6 La Chancellerie d'Etat perçoit pour les décisions du Gouvernement les émoluments suivants :

1. Octroi du droit de cité
 - 1.1. Pour les étrangers de moins de 25 ans, par personne 200
 - 1.2. Pour les étrangers dès 25 ans, par dossier 500 à 1 000
 - 1.3. Pour les citoyens suisses, par personne 100

- | | | | | |
|----|--|-----|---|-------|
| 2. | Décisions en matière d'adoption
(une remise partielle ou totale peut être
octroyée, sur requête, en cas d'adoption
ayant caractère humanitaire) | 100 | à | 2 000 |
|----|--|-----|---|-------|

Art. 7 La Chancellerie d'Etat perçoit les émoluments suivants :

- | | | | | |
|----|--|-----|---|-----|
| 1. | Légalisation de signature | 30 | à | 150 |
| 2. | Démarches auprès d'autorités d'autres
cantons | 100 | à | 300 |

CHAPITRE III : Unités administratives

Service de
l'action sociale

Art. 8 En matière d'action sociale, il est perçu les émoluments suivants :

Autorisation d'exploiter une institution sociale

- | | | | | |
|----|--|-----|---|-----|
| 1. | Délivrance de l'autorisation | 250 | à | 750 |
| 2. | Renouvellement, modification, révocation,
retrait de l'autorisation | 100 | à | 300 |

Service de
l'aménagement
du territoire

Art. 9 Le Service de l'aménagement du territoire perçoit les émoluments suivants :

- | | | | | |
|----|---|-------|---|---------------------|
| 1. | Approbation d'un plan (plan d'aménagement
local, spécial, directeur, directeur régional),
dans les cas présentant une importance ou une
difficulté particulières | 200 | à | 5 000
max. 8 000 |
| 2. | Approbation d'un plan de remembrement de
terrain à bâtir | 100 | à | 300 |
| 3. | Approbation des plans de la mensuration
officielle | 3 000 | à | 10 000 |
| 4. | Autorisation de renoncer à l'établissement d'un
plan spécial | 100 | à | 500 |
| 5. | Approbation de la modification d'un plan | 100 | à | 1 000 |
| 6. | Etudes ou fournitures particulières de données
géographiques
Un montant supérieur peut être facturé sur une
base contractuelle | 50 | à | 1 000 |
| 7. | Vérification annuelle des travaux des
géomètres conservateurs | 20 | à | 2 000 |

8.	Décision en matière de droit foncier rural	120	à	400
9.	Décision en matière de permis de construire, dans les cas présentant une importance ou une difficulté particulières	100	à	5 000 max. 10 000
10.	Décision du département auquel est rattaché le Service de l'aménagement du territoire en matière de permis de construire	100	à	2 000
11.	Sommation et décision en matière de police des constructions	100	à	3 000

Service des arts
et métiers et du
travail

Art. 10 Le Service des arts et métiers et du travail perçoit les émoluments suivants :

1.	Autorisation relative à l'emploi de jeunes gens	15	à	100
2.	Approbation de plans d'entreprises	35	à	1 500
	Emolument supplémentaire en cas d'examen préalable particulier	500	à	5 000
3.	Autorisation d'exploiter	35	à	1 100
4.	Autres décisions et autorisations d'exception	20	à	150
5.	Permis concernant la durée du travail	15	à	180
6.	Autorisation d'exploiter une agence matrimoniale, les communes pouvant percevoir un émolument jusqu'à concurrence du montant de celui prélevé par l'Etat, annuellement	180	à	900
7.	Autorisation d'ouvrir, d'agrandir ou de transformer des cinémas (en fonction de l'importance de l'entreprise)	400	à	3 800
8.	Emoluments découlant de la législation sur la durée du travail et du repos des conducteurs professionnels de véhicules automobiles :			
8.1.	Dispense de l'obligation de tenir le livret de travail - rapport journalier - (art. 16 OTR1 et 19 OTR2)			36
8.2.	Inspections dans les entreprises en défaut, lorsqu'elles entraînent un volume de travail extraordinaire, par heure			selon l'article 5
9.	Crédit à la consommation			
9.1.	Autorisation	1 000	à	1 500
9.2.	Renouvellement de l'autorisation	250	à	500

9.3.	Refus de l'autorisation	50	à	500
9.4.	Mesures de surveillance	50	à	500
10.	Paris et manifestations analogues (émolument revenant par moitié à l'Etat et à la commune sur le territoire de laquelle se déroule la manifestation)	15	à	1 900
11.	Organisation de paris au totalisateur à l'occasion de courses de chevaux, de régates, de rencontres de football et autres manifestations sportives (émolument revenant par moitié à l'Etat et à la commune sur le territoire de laquelle se déroule la manifestation)	15	à	1 900
12.	Permis exceptionnel pour manifestations dansantes les jours de grande fête	45	à	950
13.	Valeurs à lots et loteries			
13.1.	Commerce professionnel des valeurs à lots	100	à	3 700
13.2.	Délivrance, renouvellement ou transfert de permis de loterie	900	à	30 000
14.	Permis de jeu public de tous genres délivrés par le département	10 % de la valeur des prix proposés		
15.	Autorisation d'exploiter un salon de jeu			
15.1.	Par appareil	190	à	570
15.2.	Autorisation d'installer un salon de jeu	190	à	380
16.	Décision concernant l'attribution de main-d'œuvre étrangère			
16.1.	Autorisation annuelle de travail	100	à	170
16.2.	Autorisation de travail pour frontalier extraeuropéen ou de courte durée	35	à	70
16.3.	Autres décisions	35	à	300
16.4.	Les émoluments et frais perçus en matière de main-d'œuvre étrangère sont à la charge exclusive de l'employeur			
17.	Taxes et émoluments prélevés en vertu de la loi sur les auberges			
17.1.	Emolument annuel de permis			
17.1.1.	Points de vente à l'emporter et service traiteur	30	à	1 000

17.1.2.	Restaurants publicitaires et de dégustation	30	à	1 000
17.1.3.	Cantines de places de sport	100	à	1 000
17.1.4.	Cantines d'entreprise et de chantier	100	à	700
17.1.5.	Places de camping	100	à	1 000
17.1.6.	Locaux pour manifestations privées	100	à	500
17.1.7.	Pensions	200	à	500
17.1.8.	Débts de cercles	100	à	1 000
17.1.9.	Petits débts de boissons sans alcool	200	à	500
17.1.10.	Débts de campagne	100	à	1 000
17.1.11.	Gîtes ruraux	100	à	500
17.1.12.	Restaurants et cantines des hôpitaux, cliniques, internats et foyers pour enfants, étudiants ou personnes âgées, maisons de vacances ou de repos (art. 11, al. 2, de la loi sur les auberges)	200	à	1 000
17.1.13.	Autres établissements	100	à	1 000
17.2.	Autorisation annuelle d'organiser des spectacles à titre professionnel			
a.	Taxe de base			500
b.	Supplément par spectacle, selon la capacité d'accueil des lieux			
-	moins de 200 personnes			50
-	par tranche de 200 personnes supplémentaires			50
c.	Taxe maximale			2 000
17.3.	Taxe annuelle de licence			
17.3.1.	Vente de boissons alcooliques distillées			
-	par tranche de 50 m ² de surface commerciale*			200
-	taxe maximale			4 000
17.3.2.	Vente de boissons alcooliques non distillées			
-	par tranche de 50 m ² de surface commerciale*			100
-	taxe maximale			2 000

* La surface commerciale comprend les surfaces accessibles au public et affectées au commerce de détail

17.4.	Emoluments divers			
17.4.1.	Frais d'octroi de patente et de licence	30	à	300
17.4.2.	Approbation de plans	70	à	710
18.	Emoluments relatifs à la surveillance du marché du travail			
18.1.	Frais administratifs liés à la surveillance	100	à	500
18.2.	Contrôles du marché du travail			
18.2.1.	Frais d'inspection	300	à	1 000
18.2.2.	Contrôle en cas de non-respect des obligations en matière d'annonce et d'autorisation, par heure			selon l'article 5
18.3.	Sanctions	200	à	5 000

Service des
communes

Art. 11 Le Service des communes perçoit les émoluments suivants :

1.	Révision de comptes communaux opérée sur demande des autorités communales, dans les cas présentant une importance ou une difficulté particulières	300	à	4 700	max. 10 000
2.	Collaboration aux opérations de remise de charges	150	à	600	
3.	Apurement des comptes des communes bourgeoises et des communes mixtes (fortune à destination bourgeoise) Dans cette fourchette, l'émolument est fixé en tenant compte des critères de la loi sur les émoluments, ainsi que du montant de la fortune nette totale de la commune, y compris les fonds spéciaux et forestiers.	20	à	2 000	
4.	Examen préalable et approbation des règlements, si la procédure cause un travail considérable				max. 3 000
5.	Approbation des crédits de construction et des emprunts	80	à	150	

Service des
contributions
et Recette et
Administration
de district

Art. 12 Le Service des contributions, respectivement la Recette et Administration de district, perçoit les émoluments suivants :

1.	Mesure et décision en matière fiscale (allègement fiscal, privilège fiscal, fixation de domicile, exonération fiscale, répétition de l'indu et autres)	40	à	1 500
2.	Renseignement écrit de nature juridique, rapport, statistique et expertise, dans les cas présentant une importance ou une difficulté particulières	20	à	1 000 max. 5 000
3.	Estimation extraordinaire en matière de valeur officielle dans les cas présentant une importance ou une difficulté particulières	200	à	1 000 selon le coût effectif
4.	Fixation provisoire d'une limite de charges	100	à	500
5.	Avis préalable en matière fiscale	40	à	1 000
6.	Octroi de délai et renonciation à taxer d'office	30	à	50
7.	Décision sur réclamation après taxation d'office	100	à	500
8.	Etablissement d'un plan de partage de l'impôt communal	40	à	2 500
9.	Expertise en matière de dation en paiement	50 % du coût effectif		
10.	Communication écrite	10	à	70
11.	Autorisation de dépassement de l'horaire légal, par heure de dépassement (l'heure entamée étant taxée pleinement), nuit libre			50 300
12.	Autorisation de manifestation dansante, par jour			140
13.	Permis de débit occasionnel, par jour	10	à	250
14.	Permis de pêche Dans cette fourchette, l'émolument est fixé en tenant compte des critères de la loi sur les émoluments, ainsi que de la durée du permis octroyé. Pour les enfants et les jeunes en formation	15	à	750 max. 50
15.	Loteries			
	15.1. Petites loteries et tombolas dont le montant d'émission n'excède pas 6 000 francs	100	à	500

15.2.	Loteries et tombolas au montant d'émission supérieur à 6 000 francs	1,5 % du surplus de ce montant, majoré de 500
15.3.	Permis de loto, par jour	180 à 1 000
16.	Permis de jeu public de tous genres	15 % de la valeur des prix, min. 20
17.	Permis spéciaux de jeu, par jour	30 à 300
18.	Affaires successorales	
18.1.	Autorisation et ordre d'une liquidation officielle	50 à 100
18.2.	Désignation d'un représentant de la communauté héréditaire	50 à 100
18.3.	Autorisation d'un appel aux créanciers en dehors d'un inventaire officiel	50 à 100
18.4.	Ordre de procéder à un inventaire fiscal, successoral ou public, réception et contrôle des productions, transmission du dossier au notaire, lorsque la fortune brute est :	
	– inférieure à 100 000 francs	100
	– de 100 000 à 300 000 francs	200
	– de 300 001 à 500 000 francs	300
	– dès 500 001 francs	500

Service de
l'économie rurale

Art. 13 Le Service de l'économie rurale perçoit les émoluments suivants :

1.	Autorisation de procéder à une modification de droit ou à une modification effective de l'ancien état des propriétés	100 à 150
2.	Autorisation de modifier l'affectation des immeubles ou de les morceler, d'aliéner une colonie (la restitution des subventions cantonale et fédérale demeure réservée)	150 à 850
3.	Appréciation, par les experts cantonaux, des animaux en dehors des concours généraux, par tête	25 à 100
4.	Inscription tardive aux concours des différentes espèces animales	10 à 50
5.	Décisions rendues en application de la législation sur les améliorations structurelles	100 à 2 000

6.	Décisions rendues en application de la législation sur le bail à ferme agricole	50	à	1 200
----	---	----	---	-------

Service de
l'enseignement

Art. 14 Le Service de l'enseignement perçoit les émoluments suivants :

1.	Reconnaissance d'équivalence d'un titre d'enseignement			300
2.	Autorisation d'ouvrir une école privée	500	à	1 000
3.	Reconnaissance des certificats et diplômes délivrés par une école privée	150	à	700
4.	Reconnaissance du niveau de l'enseignement dispensé par une école privée	150	à	700
5.	Reconnaissance de l'utilité publique d'une école privée	150	à	700
6.	Examen auquel sont soumis les enfants qui suivent un enseignement en milieu privé	250	à	500

Office de
l'environnement

Art. 15 L'Office de l'environnement perçoit les émoluments suivants :

1.	Autorisation pour les projets de construction			
1.1.	Construction d'habitation			
	- jusqu'à 10 EH (équivalent d'habitant)	70	à	140
	- de 11 à 40 EH	140	à	270
	- de 41 à 100 EH	270	à	670
	- plus de 100 EH	670	à	1 350
1.2.	Construction sans prise d'eau ni écoulement,	40	à	200
	dans les cas présentant une importance ou une difficulté particulières		max.	1 000
1.3.	Construction agricole	100	à	1 500
1.4.	Construction industrielle et artisanale	100	à	3 000
	dans les cas présentant une importance ou une difficulté particulières		max.	5 000
1.5.	Installation de chauffage ou climatisation	60	à	500
1.6.	Piscine	100	à	300
1.7.	Autorisation pour installation émettrice de rayonnement non ionisant	250	à	1 000
1.8.	Citerne	100	à	1 500

1.9.	Petite station d'épuration, émolument de base (auquel s'ajoute l'émolument prévu au chiffre 1.1.)	100	à	300
1.10.	Autorisation de construire en forêt ou à proximité	150	à	900
1.11.	Autre construction avec prise d'eau et écoulement	40	à	500
1.12.	Emolument supplémentaire en cas d'examen préalable particulier	500	à	5 000
2.	Evaluation de plans de zones, plans spéciaux et plans directeurs			
2.1.	Préavis	200	à	2 000
2.2.	Constatation de la nature forestière	100	à	3 000
2.3.	Approbation des distances d'alignement à la forêt	100	à	900
3.	Décision en matière d'exploitation de gravière, carrière et sablière, par 100 m ³	5	à	10
4.	Décision relative à la mise hors service ou à la remise en état de citerne	50	à	500
5.	Autre autorisation et décision en matière d'environnement, de chasse et de pêche, dans les cas présentant une importance ou une difficulté particulières	50	à	2 000 max. 5 000
6.	Travaux exécutés à l'extérieur, autres que les actes au sens du présent article, par heure			
	a) personnel	selon l'article 5		
	b) matériel	50	à	100
	c) véhicule, par kilomètre	0.65	à	2.80
7.	Attestation	40	à	500
8.	Lutte contre les dégâts dus aux hydrocarbures			
8.1.	Utilisation de véhicules			
8.1.1.	Taxe de base (dans la mesure où les véhicules doivent participer à une intervention)			150
8.1.2.	Tarif horaire			
	– camions équipés en matériel pour lutter contre les dégâts dus aux hydrocarbures, sans chauffeur			165
	– remorques munies du même genre d'équipement			115

	– citernes à aspiration et citernes à pression	90		
	– véhicules pour le contrôle des citernes (lorsque les circonstances le justifient, ces taux peuvent être remplacés par un montant forfaitaire)	45		
8.1.3.	Indemnité supplémentaire pour les véhicules à moteur, par kilomètre		jusqu'à 3	
8.2.	Mise à disposition de personnel et de matériel par heure d'intervention (s'ajoutent les frais du service de desserte et d'actionnement) Dans cette limite, l'Office de l'environnement édicte le tarif applicable		max. 100	
8.3.	Remplacement du matériel détérioré lors d'intervention et frais de nettoyage		selon le coût effectif	
9.	Utilisation des eaux			
9.1.	Octroi ou renouvellement d'une autorisation d'établir un projet	500	à	2 000
9.2.	Octroi d'une concession	2 000	à	10 000
9.3.	Octroi d'une autorisation d'utiliser la force hydraulique d'eaux privées	200	à	2 000
9.4.	Octroi d'une autorisation d'utiliser une eau d'usage publique ou privée	100	à	1 000
9.5.	Renouvellement, transfert ou extension d'une concession ou d'une autorisation	200	à	2 000
9.6.	Nouveau calcul de la taxe d'eau, par suite d'une modification de la situation	200	à	500
9.7.	Extinction d'une concession	200	à	2 000
10.	Mines			
10.1.	Permis de prospection pour matières premières minérales solides	400	à	4 000
10.2.	Concession pour matières premières minérales solides	4 000	à	80 000
10.3.	Permis de prospection ou d'exploration relatif au pétrole et au gaz naturel	400	à	40 000

10.4.	Concession relative au pétrole et au gaz naturel	8 000	à	120 000
10.5.	Titulaire de permis de prospection et d'exploration relatif au pétrole et au gaz naturel, redevance annuelle par km ²			40
10.6.	Renouvellement ou transfert d'une concession ou d'un permis de prospection ou d'exploration	max. ¼ du montant		de base
11.	Autorisation d'exploitation temporaire à des fins agricoles en matière forestière	40	à	100
12.	Autorisation de culture de peupliers et de saules	150	à	450
13.	Autorisation de défrichement (préavis ou décision)	150	à	2 000
14.	Constatation de la nature forestière sur demande (art. 14, al. 1, de la loi sur les forêts; LFOR)	100	à	700
15.	Autorisation ou préavis pour des manifestations importantes en forêt (art. 19 LFOR)	100	à	1 000
16.	Circulation des véhicules à moteur en forêt (art. 20 et suivants LFOR)			
16.1.	Approbation des plans de signalisation routière (art. 9 du décret sur les forêts; DFOR)	100	à	1 000
16.2.	Autorisation spéciale pour une durée limitée (art. 10 DFOR)	20	à	100
17.	Autres utilisations préjudiciables (art. 25, al. 2, LFOR)	100	à	1 500
18.	Approbation de convention entre un propriétaire de forêt et des tiers (art. 25, al. 4, LFOR)	50	à	500
19.	Décision ordonnant des soins minimaux ou d'autres mesures préventives et curatives, en cas d'exécution par substitution (art. 29, al. 1, et 44, al. 3, LFOR)	100	à	500
20.	Approbation des plans de gestion forestière (art. 37, al. 5, LFOR)	100	à	1 000
21.	Autorisation de prélèvement dans les fonds forestiers (art. 19 de l'ordonnance sur les forêts; OFOR)	50	à	200
22.	Contrôle des comptes forestiers (art. 38, al. 1, LFOR)	100	à	1 000

23.	Autorisation, prolongation ou attestation pour la formation minimale à la sécurité au travail (art. 26 OFOR)			50
24.	Vente et partage de forêts			
24.1.	Autorisation pour la vente et le partage de forêts publiques (art. 43 LFOR)	100	à	1 000
24.2.	Préavis pour la vente et le partage de forêts soumis au droit foncier rural (art. 43, al. 3, LFOR)	100	à	500
25.	Triages forestiers			
25.1.	Approbation de la constitution ou de la modification d'un triage forestier (art. 56, al. 2, LFOR et 39 OFOR)	100	à	1 000
25.2.	Décision ordonnant une mesure au sens de l'art. 56, al. 6, LFOR	100	à	2 000
26.	Délivrance d'un certificat phytosanitaire	20	à	50
27.	Autorisation exceptionnelle d'utiliser des substances dangereuses en forêt (art. 22, al. 1, LFOR)	20	à	500

Service juridique **Art. 16** Le Service juridique perçoit les émoluments suivants :

1.	Renseignements juridiques	30	à	2 000
2.	Surveillance du tirage des lettres de rentes conformément à l'article 882 du Code civil suisse, par heure			selon l'article 5
3.	Communication de dossiers à des tiers, en particulier aux sociétés d'assurance	20	à	100
4.	Décision en matière d'acquisition d'immeubles par des personnes domiciliées à l'étranger	150	à	1 500
5.	Décision en matière de droit foncier rural	50	à	1 500
6.	Décision d'approbation en matière de bail	60	à	300
7.	Surveillance des fondations			
7.1.	Acceptation ou transfert de la surveillance, ouverture du dossier			50
7.2.	¹⁹⁾ Examen des comptes annuels des fondations	100	à	1 500
	Dans cette fourchette, l'émolument est fixé en tenant compte des critères de la loi sur les émoluments ainsi que du montant de la fortune de la fondation.			

7.3.	... 20)			
7.4.	Approbation d'une modification des statuts	100	à	500
7.5.	Examen ou approbation d'un règlement, d'une modification de règlement, de contrat et de convention	100	à	500
7.6.	Décisions relatives à des mesures propres à éliminer des insuffisances constatées, notamment nomination d'un commissaire	400	à	1 500
7.7.	... 20)			
7.8.	Décision en matière de dispense d'organe de révision			30
7.9.	Frais de rappel et de sommation concernant notamment les comptes annuels, les rapports de l'organe de contrôle, les rapports d'activité ou d'autres documents, décision avec commination d'amende	50	à	200
7.10. ¹ 9)	Décisions ordonnant la mise en liquidation et la radiation			300
7.11. ¹ 9)	Autres décisions	50	à	300
7.12.	En dérogation aux articles 18 de la loi sur les émoluments et 222 du Code de procédure administrative, la renonciation ou la remise de l'émolument ne peut intervenir pour une fondation que si elle reçoit dans l'année concernée des subventions de la Confédération, du canton ou d'une commune.			
8.	Décision en matière d'exécution des peines et des mesures, sous réserve de cas particuliers (notamment décisions similaires d'allègement d'une même peine, cas de rigueur)			max. 1 500
9.	Renouvellement ou modification d'une signature de notaire			150
10.	Autorisation de faire les opérations de prêt et de crédit sur l'engagement du bétail	300	à	1 500

11.	Décision sur des demandes de modération d'honoraires de notaires (taxation officielle)	100	à	1 000
12.	Légalisation et attestations	30	à	150

Police cantonale **Art. 17** La police cantonale perçoit les émoluments suivants :

1.	Interventions au forfait			
1.1.	Déplacement sur le lieu d'une intervention, par véhicule engagé			50
1.2.	Rédaction d'un rapport d'accident (sans photographie), par page	25, mais min. 50 et		max 250
1.3.	Rédaction d'un rapport de dénonciation succinct			30
1.4.	Intervention en cas d'arrangement lors d'accident			50
1.5.	Intervention en cas de conduite en état d'ivresse ou sous l'influence de produits stupéfiants sans accident (sans le test)			100
1.6.	Intervention en cas de tapage nocturne ou de trouble à l'ordre public			50
1.7.	Intervention en cas de violences domestiques, y compris la rédaction du rapport			150
1.8.	Notification au domicile			50
1.9.	Intervention impliquant l'engagement d'un chien policier			60
1.10.	Traitement d'un avis de perte ou de vol pour des papiers d'identité ou des objets de faible valeur, ainsi que de perte d'un autre objet			10
1.11.	Constat technique et fixation des lieux par le groupe de l'identité judiciaire			100
1.12.	Rédaction d'un rapport de police ou traitement d'une réquisition, par page	50, mais min. 50 et		max. 500
1.13.	Extraction de support de données informatiques (téléphone, ordinateur, etc.)			100
1.14.	Patente d'armurier			
	a) Emolument d'examen			450
	b) Délivrance de la patente	600	à	1 800
1.15.	délivrance d'un permis de collectionneur d'armes	200	à	500

2.	Interventions facturées en fonction du temps consacré	
2.1.	Action de recherche de personnes ou de biens, seulement dès le 3 ^{ème} jour ou en cas de disparition répétée	55 par heure et par homme – max. 250 par jour et par homme
2.2.	Service d'ordre à l'occasion d'une manifestation	55 par heure et par homme – max. 250 par jour et par homme
2.3.	Transport et escorte de détenus (indemnités kilométriques en sus)	55 par heure et par homme – max. 250 par jour et par homme
2.4.	Déplacement de détenus selon le système de transport intercantonal	250
2.5.	Etablissement de plans en matière de circulation routière et reconstitution au moyen de logiciels informatiques	75 par heure et par homme, mais min. 150 et max. 1 500
2.6.	Analyses financières et analyses et exploitation de données techniques	100 par heure et par homme
2.7.	Auditions de la police judiciaire menées d'office ou sur réquisition	75 par heure et par homme – max. 300 par jour
2.8.	Travaux de laboratoire et expertises du groupe de l'identité judiciaire	100 par heure et par homme – max. 400 par jour
2.9.	Escorte de transports spéciaux, y compris la préparation du trajet (indemnités kilométriques en sus)	55 par heure et par homme – max. 250 par jour
2.10.	Autres prestations facturées en fonction du temps consacré	55 par heure et par homme – max. 250 par jour
3.	Prestations en matière de secours routier	
3.1.	Taxe de base par véhicule	150
3.2.	Par heure d'intervention, y compris pour l'engagement du matériel nécessaire	150
3.3.	Indemnité de déplacement, par kilomètre	2.80
3.4.	Rémunération du personnel	55 par heure et par homme

3.5.	Matériel détérioré	selon le coût effectif	
4.	Prestations en matière d'alarmes		
4.1.	Taxe de base		700
4.2.	Taxe annuelle		430
4.3.	Intervention provoquée par une fausse alarme	220 dès la 3 ^{ème} fausse alarme par année	
4.4.	Intervention provoquée par une fausse alarme d'un système non raccordé à la police	220 dès la 1 ^{ère} fausse alarme	
5.	Matériel et autres prestations		
5.1.	Dossier photographique jusqu'à 4 clichés		20
5.2.	Photographies complémentaires		5
5.3.	Utilisation de matériel pour des auditions filmées	30 à	200
5.4.	Test de l'haleine en cas de résultat positif		30
5.5.	Test d'urine en cas de résultat positif		60
5.6.	Test de dépistage de stupéfiants par la salive en cas de résultat positif		60
5.7.	Analyse de trafic, par semaine		200
5.8.	Elaboration de bases de données informatiques	selon le coût effectif, min. 250	
5.9.	Copie et transmission d'un rapport ou d'un dossier : taxe de base, à laquelle s'ajoute le coût des copies selon l'article 4, alinéa 1, lettre a		20
5.10.	Matériel utilisé sur les lieux d'une intervention	selon le coût effectif, min. 20	
5.11.	Dépannage de véhicule, y compris fourniture d'essence		100
5.12.	Etablissement du laissez-passer mortuaire pour l'étranger		50
5.13.	Pose de scellés		150
5.14.	Indemnité de déplacement pour véhicule, par kilomètre		1.20
5.15.	Véhicules entreposés auprès de la police, en fonction de la durée du dépôt, Dépôts dans des locaux privés	10 à selon le coût effectif	500

5.16.	Photo radar			
	– Envoi par courrier postal - tirage papier			20
	– Envoi par courrier électronique			10
5.17.	Taxe de pesée des véhicules			50
5.18.	Décisions en matière d'entreprises de sécurité : selon les directives intercantionales			
6.	En matière de sécurité et de protection			
6.1.	Duplicata de livret de service			100
6.2.	Duplicata de livret de tir			30
6.3.	Expertise des places de tir sportif	150	à	450
6.4.	Libération de l'obligation de construire un abri de protection civile			150

Service des
ponts et
chaussées

Art. 18 Le Service des ponts et chaussées perçoit les émoluments suivants :

1.	Autorisation d'expropriation (permis délivrés en première instance, renouvelés ou transférés)	300	à	3 000
2.	Autorisation de restreindre la circulation en permanence sur des routes communales ou des routes publiques appartenant à des personnes privées	150	à	600
3.	Autorisation de placer des indicateurs d'entreprise et des signaux, par panneau			230
4.	Autorisation de placer des indicateurs de locaux publics			150
5.	Décision en matière d'autorisation d'une réclame extérieure et sur la voie publique	150	à	3 000
6.	Autorisation de faire des fouilles dans la voie publique :			
	a) taxe de base			150
	b) taxe de base liée à un opérateur de télécommunications			300
	c) par m' en localité			30
	d) par m' hors localité			35
	e) par m' dans la banquette			15
7.	Décision liée à une dérogation en matière de police de construction des routes (art. 66 et suivants LCER)	100	à	200

8.	Autorisation d'accès à une route cantonale (art. 59 LCER) :	
	a) à un privé	380
	b) à une industrie	750
9.	Fermeture d'une route cantonale	
	a) taxe de base	100
	b) taxe supplémentaire par jour de fermeture	50
10.	Autorisation d'établir un passage pour piétons	50

Service de la
population

Art. 19 Le Service de la population perçoit les émoluments suivants :

1.	Traitement d'une requête en changement de nom	200	à	2 000
2.	Délivrance d'adresse (naissances, décès, publications de mariage, mariages) à des journaux ou à des entreprises privées, par catégorie et par an			400
3.	Décision en matière de police des étrangers	max.		1 000
4.	Examen d'une déclaration de prise en charge			25

Service de la
santé

Art. 20 En matière de santé publique, il est perçu les émoluments suivants :

1.	Autorisation de pratiquer en qualité de :	
1.1.	médecin	600
1.2.	médecin-vétérinaire	600
1.3.	médecin-dentiste	600
1.4.	chiropraticien	450
1.5.	sage-femme	100
1.6.	pharmacien	600
1.7.	droguiste	450
1.8.	physiothérapeute	450
1.9.	pédicure	300
1.10.	opticien	
	a) sans réfraction	300
	b) avec réfraction	450
	c) avec réfraction et lentilles de contact	600
1.11.	infirmier	100
1.12.	ergothérapeute	100
1.13.	technicien-dentiste	100
1.14.	logopédiste-orthophoniste	100
1.15.	diététicien	100
1.16.	hygiéniste-dentaire	100
1.17.	masseur médical	100

1.18.	ostéopathe	100
1.19.	psychomotricien	100
1.20.	psychologue-psychothérapeute	400
1.21.	chef de laboratoire d'analyses médicales	600
2.	Autorisation de pratiquer en qualité d'assistant de médecin, dentiste, vétérinaire, pharmacien ou chiropraticien	150
3.	Autorisation de pratiquer en qualité de remplaçant de médecin, dentiste, vétérinaire, pharmacien ou chiropraticien	80
4.	Autorisation d'exploiter	
4.1.	Une pharmacie publique ou une droguerie	600
4.2.	Une pharmacie privée dans le cadre d'un cabinet médical (renouvellement inclus, sous réserve de cas particuliers)	450
4.3.	Une pharmacie d'établissement	450
4.4.	Un commerce d'optique	300
5.	Commerce des agents thérapeutiques et dispositifs médicaux	
5.1.	Décision en matière d'autorisation de	
5.1.1.	Fabrication en petites quantités de médicaments selon une formule propre ou selon une formule officinale	200
5.1.2.	Vente de médicaments par correspondance (renouvellement inclus, sous réserve de cas particuliers)	200
5.1.3.	Stockage du sang ou d'autres produits sanguins	200
5.1.4.	Obtention, détention et utilisation de stupéfiants (renouvellement inclus, sous réserve de cas particuliers)	200
5.2.	Dans les cas prévus au chiffre 5.1. qui nécessitent des inspections, une étude particulière du dossier, la rédaction d'un rapport ou qui impliquent un commerce de gros, il peut être perçu en plus, par heure	max. 250
6.	Taxe d'examen pour reconnaissance d'équivalence	450

7.	Autorisation d'établir et d'exploiter un hôpital privé, par lit			70
8.	Procédure en modération d'une note d'honoraires	70	à	2 000
9.	Emoluments du Laboratoire cantonal			
9.1.	Les émoluments du Laboratoire cantonal sont fixés dans les tarifs pour le contrôle officiel des denrées alimentaires de l'Association des chimistes cantonaux de Suisse			
9.2.	Etablissement d'un rapport d'inspection et d'analyse par le Laboratoire cantonal, par page			15
10.	Emoluments prélevés en vertu de la loi sur l'acquisition, la mise en service, l'utilisation et le renouvellement de certains équipements médicaux			
10.1.	Autorisation d'acquérir ou de mettre en service un équipement médical	750	à	3 000
10.2.	Modification d'une telle autorisation	600	à	1 200
10.3.	Suspension ou retrait d'une telle autorisation	600	à	3 000
10.4.	Mise hors service d'un équipement médical soumis à autorisation	600	à	2 200
11.	Suspension ou retrait d'une autorisation	200	à	2 000

Service des
transports et
de l'énergie

Art. 21 Le Service des transports et de l'énergie perçoit les émoluments suivants :

1.	Autorisation en matière de transports et d'énergie	100	à	1 000
2.	Examen de la preuve énergétique des bâtiments	100	à	1 000
3.	Exploitation d'un téléphérique sans concession fédérale ou d'un skilift	600	à	3 000
4.	Approbation de plans :			
4.1.	Téléskis avec installation fixe et téléphériques destinés au transport professionnel de personnes	300	à	3 000
4.2.	Téléphériques, ascenseurs inclinés, etc., non destinés au transport professionnel de personnes	150	à	1 500
4.3.	Supplément pour ascenseurs à va-et-vient			25 %

5.	Premier permis d'exploitation valable un an			
5.1.	Pour téléskis et téléphériques destinés au transport professionnel de personnes	600	à	3 000
5.2.	Pour téléphériques, ascenseurs inclinés destinés au transport professionnel de personnes			600
5.3.	Supplément pour ascenseurs à va-et-vient			25 %
6.	Permis d'exploiter pour téléskis sans installation fixe, par année	150	à	300
7.	Renouvellement des permis d'exploitation			
7.1.	Téléskis et téléphériques destinés au transport professionnel de personnes			
	– catégories 1 à 3, par année	150	à	900
	– catégories 4 et au-delà, par année	600	à	1 800
	– supplément pour ascenseurs à va-et-vient			25 %
7.2.	Téléphériques, ascenseurs inclinés non destinés au transport professionnel de personnes, par année	60	à	300

Office des
véhicules

Art. 22 L'Office des véhicules perçoit les émoluments suivants :

1. Dispositions concernant les véhicules

Cyclomoteurs et chaises de handicapé motorisées

1.1.	Remise d'une plaque pour cyclomoteur avec assurance y compris établissement du permis de circulation (montant auquel s'ajoute la prime d'une assurance collective)	31
1.2.	Echange d'une plaque pour cyclomoteur en cas de perte, vol, détérioration (avec inscription dans le permis de circulation)	30
1.3.	Etablissement d'un permis de circulation en cas de changement de détenteur, de véhicule, remplacement d'un permis endommagé, duplicata	20

Les chiffres 1.1. à 1.3. s'appliquent par analogie aux chaises de handicapé motorisées.

Autres véhicules

1.4.	Etablissement d'un permis pour véhicule de remplacement, valable jusqu'à 30 jours	60
------	---	----

1.5.	Autorisation provisoire de circuler ou permis pour véhicule de remplacement valable jusqu'à 5 jours	25
1.6.	Autorisation générale d'utiliser des véhicules de remplacement	430
1.7.	Certificat international, par véhicule	45
1.8.	Etablissement d'un nouveau permis de circulation, y compris lors d'un changement de détenteur, de raison sociale ou de véhicule, d'un permis de circulation collectif	71
1.9.	Etablissement d'un nouveau permis de circulation suite à un changement d'assurance ou à des modifications techniques	21
1.10.	Etablissement d'un duplicata d'un permis de circulation	45
1.11.	Prolongation d'un permis limité	21
1.12.	Remise ou échange de plaques blanches, vertes, bleues, brunes, temporaires, CD, de plaques échues pour collection :	
	– la paire	60
	– la pièce	45
1.13.	Attribution de numéros d'immatriculation sur demande du détenteur	200
1.14.	Attribution de numéros d'immatriculation par voie d'enchères	montant de l'enchère, mais min. 200
1.15.	Dépôt et reprise de plaques par le détenteur, restitution de plaques étrangères :	
	– une plaque	15
	– la paire	25
1.16.	Expertise complète d'un véhicule ou d'un train routier sur réquisition (comprenant démontage et remontage d'organes, établissement d'un rapport, de plans), par heure	150, mais max. 3 000
1.17.	Mesure de bruit, de l'opacité des fumées Diesel et contrôle des gaz d'échappement, par objet et par heure	150, mais max. 1 000

1.18. Essais divers de freinage, d'accélération, de démarrage, etc., effectués sur route ou sur banc d'essai, selon la catégorie du véhicule et par heure

150, mais max. 1 000

		Contrôle technique des véhicules	Contrôle technique des véhicules non réceptionnés ou importés individuellement	Contrôle après renvoi	Inspection effectuée par les associations professionnelles
1.19.	Voitures automobiles M1, M2	68	204	Selon le temps consacré, mais max. 136	34
1.20.	Voitures automobiles lourdes N2, N3, M3	136	408	Selon le temps consacré, mais max. 136	
1.21.	Remorques O1, O2	68	136	Selon le temps consacré, mais max. 136	34
1.22.	Remorques O3, O4	68 pour convoi 136 pour remorque seule	204	Selon le temps consacré, mais max. 136	
1.23.	Motocycles, motocycles légers, quadricycles légers à moteur, quadricycles à moteur, luges à moteur et tricycles à moteur ainsi que leurs remorques	68	136	Selon le temps consacré, mais max. 136	34
1.24.	Cyclomoteurs	68		Selon le temps consacré, mais max. 136	
1.25.	Véhicules agricoles, chariots de travail, chariots à moteur, et leur remorque	68 pour contrôle technique seul, 136 pour contrôle technique et changement de genre du véhicule	150 / h mais max. 200	Selon le temps consacré, mais max. 136	

1.26. contrôle des entreprises délégataires, y compris cours d'instruction, par heure

selon l'article 5

1.27.	Autorisation de délégation	70
1.28.	Modification d'une autorisation	45
1.29.	Absence à l'expertise sans excuse ou avec excuse tardive d'après la convocation	émolument de l'expertise selon catégorie, diminué de ¼
1.30.	Deuxième demande de report de date d'expertise, sauf dans les cas dûment justifiés	25
1.31.	Rappel d'un véhicule à l'expertise non présenté dans le délai imparti	25
1.32.	Contrôle obligatoire extraordinaire selon OETV	selon le temps consacré, mais max. 268
1.33.	Autorisation d'expertiser à l'étranger	25
2. Dispositions concernant les conducteurs		
2.1.	Délivrance d'un permis de conduire international ou traduction	45
2.2.	Délivrance d'un permis de conduire sous forme de carte de crédit	70
2.3.	Duplicata, modification sur le permis de conduire sous forme de carte de crédit, changement de nom, codes, etc.	45
2.4.	Délivrance d'un permis de conduire suisse sans examen, au vu d'un permis de conduire étranger	215
2.5.	Adjonction sans examen de catégorie(s) supplémentaire(s) sur un permis de conduire suisse	145
2.6.	Délivrance d'une autorisation de former des élèves conducteurs de camions	150
2.7.	Renouvellement d'une autorisation de former des élèves conducteurs de camions	90
2.8.	Autorisation de conduire permettant de suivre les cours du permis à l'essai hors délai	90
3. Dispositions concernant les demandes de permis de conduire et les examens		
3.1.	Délivrance des permis d'élèves et des permis de conduire	

3.1.1.	Catégorie A	
3.1.1.1.	Catégorie A limitée en puissance 25KW et 0,16 KW/kg	
	– si le candidat ne possède aucun permis des catégorie ou sous-catégories A1, B, B1	315
	– si le candidat possède un permis des catégorie ou sous-catégories A1, B, B1	286
	– levée de la restriction selon l'article 24, alinéa 3, OAC	107
3.1.1.2.	Catégorie A non limitée en puissance	
	– si le candidat ne possède aucun permis des catégorie ou sous-catégories A1, B, B1	315
	– si le candidat possède un permis des catégorie ou sous-catégories A1, B, B1	286
3.1.2.	Sous-catégorie A1	
3.1.2.1.	Sous-catégorie A1 dès 16 ans	315
3.1.2.2.	Sous-catégorie A1 dès 18 ans	
	– si le candidat ne possède aucun permis des catégorie ou sous-catégorie B, B1	315
	– si le candidat possède un permis des catégorie ou sous-catégorie B, B1	178
3.1.3.	Catégories B, BE et sous-catégorie B1	
3.1.3.1.	Sous-catégorie B1	
	– si le candidat ne possède pas le permis de la catégorie A1	315
	– si le candidat possède le permis de la catégorie A1	286
	– autorisation de transporter des personnes à titre professionnel	298
3.1.3.2.	Catégorie B	
	– si le candidat ne possède aucun permis des sous-catégories A1, B1	315
	– si le candidat possède un permis des sous-catégories A1, B1	286
	– autorisation de transporter des personnes à titre professionnel	298
3.1.3.3.	Catégorie BE	
	– si le candidat ne possède aucun permis des catégories ou sous-catégories A, A1, B, B1	495
	– si le candidat possède un permis des catégories ou sous-catégories A, A1, B1	466
	– si le candidat possède le permis de la catégorie B	332

3.1.4.	Catégorie C et sous-catégorie C1	
3.1.4.1.	Catégorie C	
–	si le candidat ne possède aucun permis des catégories ou sous-catégories A, A1, B, B1, C1, D, D1	645
–	si le candidat possède un permis des catégorie ou sous-catégories A, A1, B1	615
–	si le candidat possède le permis de la catégorie B	429
–	si le candidat possède un permis des catégorie ou sous-catégories C1, D, D1	399
3.1.4.2.	Sous-catégorie C1	
–	si le candidat ne possède aucun permis des catégories ou sous-catégories A, A1, B, B1, D, D1	589
–	si le candidat possède un permis des catégorie ou sous-catégories A, A1, B1	559
–	si le candidat possède le permis de la catégorie B	372
–	si le candidat possède un permis des catégorie ou sous-catégorie D, D1	156
3.1.5.	Catégorie CE et sous-catégorie C1E	
3.1.5.1.	Catégorie CE	
–	si le candidat ne possède aucun permis des catégories ou sous-catégories A, A1, B, B1, C, C1, D, D1	889
–	si le candidat possède un permis des catégorie ou sous-catégories A, A1, B1	859
–	si le candidat possède le permis de la catégorie B	672
–	si le candidat possède un permis des catégorie ou sous-catégories C1, D, D1	598
–	si le candidat possède le permis de la catégorie C	355
3.1.5.2.	Sous-catégorie C1E	
–	si le candidat ne possède aucun permis des catégories ou sous-catégories A, A1, B, B1, C1, D, D1	775
–	si le candidat possède un permis des catégorie ou sous-catégories A, A1, B1	745
–	si le candidat possède le permis de la catégorie B	559

	– si le candidat possède un permis des catégorie ou sous-catégorie D, D1	485
	– si le candidat possède le permis de la sous-catégorie C1	298
3.1.6.	Catégories D, DE et sous-catégories D1, D1E	
3.1.6.1.	Catégorie D	484
3.1.6.2.	Catégorie DE	
	– si le candidat ne possède pas le permis de la catégorie D	671
	– si le candidat possède le permis de la catégorie D	298
3.1.6.3.	Sous-catégorie D1	
	– si le candidat ne possède aucun permis des catégorie ou sous-catégorie C, C1	429
3.1.6.4.	Sous-catégorie D1E	
	– si le candidat ne possède aucun des permis des catégorie ou sous-catégories C, C1, D1	615
	– si le candidat possède un permis des catégorie ou sous-catégorie C, C1	112
	– si le candidat possède le permis de la sous-catégorie D1	298
3.1.7.	Catégories spéciales F, G, M	
3.1.7.1.	Catégorie spéciale F	
	– si le candidat ne possède pas le permis de la catégorie spéciale G	328
	– si le candidat possède le permis de la catégorie spéciale G	298
	– transport professionnel de personnes	310
3.1.7.2.	Catégorie spéciale G	
	– 30 km/h	141
	– annotation du cours G40	74
3.1.7.3.	Catégorie spéciale M	
	– cyclomoteurs selon l'art. 18, lettres b et c, OETV	141
	– dérogation de l'âge minimal selon l'art. 6, al. 4, lettre b, OAC	141
	– cyclomoteurs légers selon les art. 18, lettre a, OETV, et 5, al. 2, lettre d, OAC	141

	– chaise d'invalidé à propulsion électrique selon l'art. 5, al. 2, lettre e, OAC	141
3.1.8.	Admission complémentaire OACP	
3.1.8.1.	– si le candidat possède un permis des catégories ou sous-catégories C, C1, D, D1	80
3.2.	Répétitions d'examens et courses de contrôle	
a)	théoriques	44
b)	pratiques, y compris pour la suppression d'une restriction	
	– catégories spéciales G, M	56
	– catégories A, B, BE, DE, sous-catégories A1, C1E, D1E, catégorie spéciale F	112
	– sous-catégories C1, D1	169
	– catégories C, CE	169
	– catégorie D	224
3.3.	L'enregistrement d'une candidature déposée initialement dans un autre canton et la délivrance d'un permis d'élève conducteur au vu d'un permis analogue d'un autre canton, par suite de changement de domicile du candidat, sont assujettis, pour chaque catégorie, à un émolument égal au chiffre 3.1.	
3.4.	Les candidats au bénéfice d'une autorisation de leur canton de domicile de passer l'examen de conduite dans le canton du Jura s'acquittent des émoluments selon chiffre 3.2. lettres a et/ou b.	
3.5.	Absence à un examen pratique sans excuse ou avec excuse tardive d'après la convocation	émolument de l'examen selon catégorie, diminué de ¼
4.	Dispositions concernant les moniteurs et les écoles de conduite	
4.1.	Inspection d'une école de conduite, par heure	selon l'art. 5
4.2.	Autorisation d'enseigner	71
4.3.	Reconnaissance d'une salle d'enseignement de la théorie ou d'une place d'exercice	71
4.4.	Autorisation d'animateur (2 phases)	71

4.5.	Procédure d'avertissement	80
4.6.	Retrait de l'autorisation d'enseigner	150

5. Dispositions concernant les bateaux

Permis de navigation

5.1.	Etablissement d'un nouveau permis de navigation, y compris lors d'un changement de détenteur, de raison sociale ou de bateau	71
5.2.1.	Etablissement d'un nouveau permis de circulation suite à un changement d'assurance ou à des modifications techniques	21
5.2.2.	Etablissement d'un duplicata d'un permis de circulation	45
5.3.	Permis de navigation professionnel	71
5.4.	Expertise complète sur réquisition (comprenant recherches, établissement d'un rapport, de plans, de documentations, photographies)	selon le coût facturé par le délégataire, mais max. 1 200

6. Dispositions concernant les conducteurs de bateaux

6.1.	Etablissement d'un nouveau permis de conduire	71
6.2.	Etablissement d'un duplicata	45
6.3.	Modification sur le permis de conduire, notamment changement de nom, codes	21
6.4.	Délivrance d'un permis de conduire suisse sans examen, au vu d'un permis étranger	86

7. Dispositions concernant les demandes de permis de conduire les bateaux et les examens théoriques

7.1.	Demande d'obtention d'un permis de conduire	194
7.2.	Demande d'une catégorie supplémentaire sans examen théorique	152
7.3.	Répétition de l'examen théorique	42

8. Dispositions concernant les mesures administratives

8.1.	Procédure de retrait du permis de conduire ou d'interdiction de conduire, dans les cas présentant une importance ou une difficulté particulières	100 à 500 max. 1 000
------	--	-------------------------

8.2.	Procédure d'avertissement	80
8.3.	Examen de contrôle, par examen	
	– examen théorique	42
	– course de contrôle	134
	– nouvel examen de conduite	selon le ch. 3.1.
8.4.	Décision de réadmission, de refus d'admission, de refus de réadmission à la circulation	70 à 300
8.5.	Report d'exécution d'une mesure administrative	40
8.6.	Autres décisions en matière de mesures administratives	max. 200
9.	Dispositions diverses	
9.1.	Extrait d'un fichier informatisé, déclarations ou attestations diverses, y compris renseignement sur l'identité du détenteur et de l'assureur d'un numéro de plaque, la pièce	10 à 20
9.2.	Traitement, sur demande, de fichiers d'adresses, par heure	selon l'article 5
9.3.	Plaques professionnelles	
	1. Décision de délivrance ou de refus de permis de circulation collectif	430
	2. Décision de délivrance ou de refus d'un permis de circulation collectif supplémentaire	300
	3. Inspection et contrôle du respect des exigences, par heure	selon l'article 5
9.4.	Décision en matière de séquestre	140
	L'émolument pourra être augmenté de 100 par cas, lorsque l'intéressé provoque, de manière répétée, l'ouverture de procédures de séquestre pour le même motif.	

10. Autorisations spéciales		24 heures ou 1 course	1 mois	1 an
(Les émoluments fédéraux sont perçus en sus)				
10.1.	Circulation de nuit, dimanche et jours fériés, pour un véhicule lourd ou un train routier	57	112	200
10.2.	Véhicules dépourvus de plaques mais couverts en assurance RC, affectés au trafic interne d'une entreprise, sur parcours limité (art. 32 et 33 OAV)		112	200
10.3.	Transfert ou emploi de véhicules spéciaux, immatriculés ou non, par véhicule	57	112	200
10.4.	remorquage de containers, sur un parcours déterminé, par véhicule tracteur	57	112	200
10.5.	Transports spéciaux avec poids ou dimensions dépassant les limites légales, sans excéder les normes fixées par l'article 79 OCR, par véhicule ou train routier	57	112	200
10.6.	Transports exceptionnels dont les poids et dimensions excèdent les normes fixées par l'article 79 OCR, par véhicule ou train routier, pour chaque course qui débute, transite ou se termine sur territoire jurassien :			
	pour un poids total de 44 000 à 50 000 kg			125
	pour un poids total supérieur à 50 000 kg			180
10.7.	Modification d'une autorisation			21
11. Permis à court terme et plaques d'exportation				
(la prime d'assurance RC étant perçue en sus)				
11.1.	Classe I Véhicules automobiles agricoles			57
	Classe II Motocycles			57
	Classe III Véhicules automobiles légers jusqu'à 3 500 kg			71
	Classe IV Machines de travail industrielles, véhicules automobiles lourds, tracteurs industriels			86
11.2.	Autorisation de se rendre à l'expertise selon article 72 OAC			30

- | | | |
|-----|--|----|
| 12. | Permis à court terme (avec assurance RC) pour cyclomoteurs (24 heures) | 10 |
|-----|--|----|

13. Autorisations pour manifestations sportives

- | | | |
|-------|---|----------|
| 13.1. | Décision relative à des courses automobiles, rallyes, courses de motocycles, moto-cross, trial, karting, courses internes, essais, courses de cycles, courses pédestres, manifestations nautiques, autres manifestations sportives motorisées ou non motorisées | 70 à 750 |
| 13.2. | Installation d'une piste ou d'un circuit sportif, ou renouvellement annuel | 70 à 750 |

Service
vétérinaire

Art. 23 Le Service vétérinaire perçoit les émoluments suivants :

- | | | |
|----|---|-----------|
| 1. | Autorisation, sous réserve d'une disposition spéciale | 30 à 750 |
| 2. | Légalisation, en particulier de certificats vétérinaires | 20 à 200 |
| 3. | Autorisation d'exercer la profession de nettoyeur d'onglons et de maréchal ferrant : | |
| | 3.1. Première délivrance | 250 à 350 |
| | 3.2. Délivrance annuelle | 70 à 100 |
| 4. | Autorisation d'insémination | 50 à 150 |
| 5. | Autorisation d'exploitation d'abattoir | 100 à 300 |
| 6. | Autorisation d'exposition ou de manifestation | 20 à 300 |
| 7. | Pour la délivrance ou le renouvellement des patentes de commerce du bétail, les émoluments prévus par la convention intercantonale sur le commerce du bétail sont doublés | |
| 8. | Emoluments pour autorisation et contrôle en matière de protection des animaux | 30 à 700 |
| 9. | Approbation de plans relatifs à la détention d'animaux domestiques, d'expérience ou sauvages, en cas de demande de : | |
| | 9.1. Petits permis de bâtir | 30 à 150 |
| | 9.2. Grands permis de bâtir | 100 à 750 |

CHAPITRE IV : Autres organes de l'Etat

Emoluments en matière de protection des données

Art. 24 L'émolument perçu en vertu de l'article 47 de la loi sur la protection des données à caractère personnel¹⁸⁾ est de 10 à 500 points.

Emoluments liés à la profession d'avocat

Art. 25 ¹ La Chambre des avocats perçoit les émoluments suivants :

- a) pour l'inscription au registre des avocats ou au tableau des avocats ressortissants des Etats membres de l'UE et de l'AELE : 300 points;
- b) pour toute décision qu'elle rend, notamment en matière disciplinaire ou sur demande de levée du secret professionnel : de 200 à 1 000 points; jusqu'à 2 000 points dans les cas présentant une importance ou une difficulté particulières.

² La commission des examens d'avocat perçoit un émolument de 300 points pour les inscriptions à l'examen d'avocat, ainsi qu'aux épreuves d'aptitude et entretiens de vérification (art. 37 et suivants de la loi concernant la profession d'avocat¹⁷⁾).

³ Le Tribunal cantonal délivre le brevet d'avocat contre paiement d'un émolument de 300 points.

Emoluments liés à la profession de notaire

Art. 26 ¹ Le Tribunal cantonal perçoit un émolument de 100 points préalablement au premier examen de notaire et de 200 points préalablement au deuxième examen.

² Le Gouvernement délivre le brevet au candidat qui a subi les examens avec succès, contre paiement d'un émolument de 300 points.

CHAPITRE V : Dispositions diverses, transitoires et finales

Renvoi

Art. 27 Les dispositions du décret fixant les émoluments judiciaires relatives aux indemnités de témoin et de traducteur et aux honoraires d'expert s'appliquent par analogie.

Réserve

Art. 28 Sont réservés les émoluments fixés dans la législation spéciale, notamment :

- a) les émoluments du registre foncier²⁾;
- b) les émoluments en matière de contrôles des habitants³⁾;
- c) les émoluments des autorités de tutelle⁴⁾;

- d) les émoluments judiciaires⁵⁾;
- e) les émoluments des notaires⁶⁾;
- f) les émoluments en matière de documents cadastraux⁷⁾.

Disposition
transitoire

Art. 29 Sauf disposition spéciale contraire, le présent décret et la législation sur les émoluments sont applicables aux affaires en cours au moment de leur entrée en vigueur.

Abrogation ou
modification du
droit en vigueur

Art. 30 ¹ Le décret du 4 décembre 1986 fixant les émoluments de l'administration cantonale est abrogé.

² Les dispositions du droit en vigueur sont abrogées ou modifiées comme il suit :

- a) décret du 6 décembre 1978 concernant l'admission au droit de cité communal et cantonal et la libération des liens de ce droit de cité⁸⁾ :

Article 15, alinéa 1

...⁹⁾

Article 24

...⁹⁾

Article 38

Abrogé.

- b) décret du 6 décembre 1978 concernant la perception et mise en compte d'émoluments, peines pécuniaires, amendes et frais par les autorités administratives et judiciaires, ainsi que le versement et la mise en compte d'avances de frais de l'Etat, abrogé;
- c) décret du 11 octobre 1984 fixant les taxes perçues en matière de police des étrangers, abrogé;
- d) décret du 6 décembre 1978 fixant les émoluments pour la délivrance, le renouvellement et l'annulation des actes d'origine, abrogé;
- e) décret du 6 décembre 1978 sur les communes¹⁰⁾ :

Article 18

Abrogé.

- f) règlement du 6 décembre 1978 concernant les droits d'examens pour l'obtention de brevets d'enseignement, abrogé;

- g) décret du 13 décembre 1990 concernant le financement de la formation professionnelle¹¹⁾ :

Article 16

Abrogé.

- h) décret du 22 décembre 1988 fixant le tarif des émoluments pour l'établissement de plans de répartition des impôts municipaux, abrogé;
- i) décret du 22 décembre 1988 concernant la taxation en matière d'impôts directs de l'Etat et des communes¹²⁾ :

Article 26, alinéa 3

...⁹⁾

- j) décret du 24 juin 1998 concernant les taxes perçues en matière de patentes d'auberge, de licences d'alcool et d'autorisations de spectacle¹³⁾ :

Titre de la section 2

...⁹⁾

Article 4

...⁹⁾

Article 5

...⁹⁾

Articles 6 et 7

Abrogés.

Article 8

...⁹⁾

- k) décret du 19 juin 1991 concernant l'assurance-responsabilité civile des détenteurs de cycles et de cyclomoteurs¹⁴⁾ :

Article 4, alinéa 2

...⁹⁾

Article 4, alinéa 3

Abrogé.

- l) décret du 6 décembre 1978 sur les redevances et les émoluments dus pour l'utilisation des eaux¹⁵⁾ :

Article 30

...⁹⁾

Articles 31 et 32

Abrogés.

- m) décret du 6 décembre 1978 concernant les émoluments sur les mines, abrogé.

Entrée en
vigueur

Art. 31 ¹ Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur¹⁶⁾ du présent décret.

² Il fixe l'entrée en vigueur¹⁶⁾ de l'abrogation du décret fixant les taxes perçues en matière de police des étrangers dès que le droit fédéral règle la matière.

Delémont, le 24 mars 2010

AU NOM DU PARLEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Michel Juillard
Le secrétaire : Jean-Baptiste Maître

- 1) RSJU 176.11
- 2) RSJU 176.331
- 3) RSJU 176.412
- 4) RSJU 176.421
- 5) RSJU 176.51
- 6) RSJU 189.61
- 7) RSJU 215.342.6
- 8) RSJU 141.11
- 9) Texte inséré dans ledit décret
- 10) RSJU 190.111
- 11) RSJU 413.611
- 12) RSJU 641.511
- 13) RSJU 643.1
- 14) RSJU 741.42
- 15) RSJU 752.461
- 16) 1^{er} janvier 2011
- 17) RSJU 188.11
- 18) RSJU 170.41
- 19) Nouvelle teneur selon le ch. I du décret du 22 juin 2011, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2012
- 20) Abrogé par le ch. I du décret du 22 juin 2011, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2012

**Arrêté
concernant l'indexation des émoluments de l'administration
cantonale**

du 17 janvier 2012

Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,

vu l'article 23a, alinéa 3, de la loi du 9 novembre 1978 sur les émoluments¹⁾,

arrête :

Article premier La valeur du point des émoluments est fixée à 1 franc.

Art. 2 Le présent arrêté prend effet le 1^{er} janvier 2012.

Delémont, le 17 janvier 2012

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

La présidente : Elisabeth Baume-Schneider
Le chancelier : Sigismond Jacquod

¹⁾ RSJU 176.11

Arrêté fixant le tarif-cadre des émoluments pour le contrôle des viandes

du 30 mars 2011

Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,

vu l'article 63 de l'ordonnance fédérale du 23 novembre 2005 concernant l'abattage d'animaux et le contrôle des viandes (OAbCV)¹⁾,

vu l'article 21, alinéa 2, lettre a, de la loi du 22 septembre 1999 portant introduction de la loi fédérale du 9 octobre 1992 sur les denrées alimentaires et les objets usuels²⁾,

vu l'ordonnance du 30 juin 1998 concernant le contrôle des viandes³⁾,

arrête :

Article premier L'Etat perçoit des émoluments pour le contrôle des animaux avant l'abattage et le contrôle des viandes dans le cadre des dispositions qui suivent.

Art. 2 ¹ Par animal de boucherie, l'émolument est fixé comme suit :

	Points
a) bovin	12.00
b) cheval	12.00
c) veau, poulain, gibier à onglons, autre gibier,	
par carcasse	8.00
par carcasse à partir de six animaux	7.00
d) mouton, chèvre, porc,	
par carcasse	8.00
par carcasse à partir de six animaux	7.00
e) sanglier	8.00
f) recherche de trichines, au maximum	50.00

² Dans les petits établissements, l'Etat peut percevoir, en sus des émoluments prévus à l'alinéa 1, un émolument de base de 20 francs pour la visite de l'établissement.

³ Pour une déclaration écrite délivrée sur requête par le contrôleur des viandes, l'émolument est fixé à 6.00 points.

⁴ Dans les grands établissements, il peut être perçu un émolument forfaitaire, calculé selon les coûts effectifs.

Art. 3 Pour les contrôles ayant donné lieu à contestation ainsi que pour les prestations et contrôles spéciaux, non effectués d'office et ayant occasionné plus de travail que les contrôles habituels (par exemple les abattages d'urgence, les prélèvements en vue d'une analyse bactériologique de viande), l'Etat perçoit un émolument proportionnel au travail effectué.

Art. 4 L'indexation de la valeur du point, conformément à l'article 23a, alinéa 3, de la loi du 9 novembre 1978 sur les émoluments⁴⁾, est possible dans les limites du droit fédéral.

Art. 5 L'arrêté du 30 juin 1998 fixant le tarif-cadre des émoluments pour le contrôle des viandes est abrogé.

Entrée en
vigueur

Art. 6 Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} mai 2011.

Delémont, le 30 mars 2011

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Philippe Receveur
Le chancelier : Sigismond Jacquod

- 1) RS 817.190
- 2) RSJU 817.0
- 3) RSJU 817.190
- 4) RSJU 176.11

Règlement du Tribunal cantonal

du 16 octobre 2000

Le Tribunal cantonal de la République et Canton du Jura,

vu l'article 19, alinéa premier, de la loi d'organisation judiciaire du 23 février 2000 (LOJ)^{[1](#)},

arrête :

SECTION 1 : Dispositions générales

Objet	Article premier Le présent règlement traite de l'organisation et du fonctionnement du Tribunal cantonal.
Terminologie	Art. 2 Les termes désignant des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

SECTION 2 : Plenum du Tribunal cantonal

Composition	Art. 3 ^{3} Le plenum du Tribunal cantonal est composé des juges permanents (art. 18 LOJ).
Compétences	Art. 4 ^{3} Le plenum exerce les compétences suivantes : <ol style="list-style-type: none"> il propose au Gouvernement la nomination des greffiers et des employés du Tribunal cantonal (art. 55 LOJ); il désigne le président et le vice-président du Tribunal cantonal (art. 16, al. 1, LOJ); il désigne les présidents et les membres des sections du Tribunal cantonal (art. 25 LOJ); il constitue la commission des examens d'avocat (art. 27, al. 2, de loi sur la profession d'avocat^{6}) et en désigne le président; il approuve le règlement interne du Tribunal de première instance (art. 38 LOJ) et celui du Ministère public (art. 43, al. 6, LOJ);

- f) il délivre l'avis du Tribunal cantonal dans le cadre des consultations auxquelles procèdent les autorités du Canton, de la Confédération ou d'autres autorités; si l'objet de la consultation est important ou intéresse le pouvoir judiciaire dans son ensemble, il peut solliciter l'avis des autres autorités judiciaires;
- g) il décide des questions à soumettre au bureau du Parlement (art. 19, al. 5, LOP⁷⁾) après avoir, si l'importance de l'objet le justifie, recueilli l'avis des autres autorités judiciaires;
- h) il édicte les circulaires du Tribunal cantonal;
- i) il adopte le règlement de la bibliothèque du Tribunal cantonal;
- j) il désigne le président de la commission de la bibliothèque du Tribunal cantonal;
- k) il exerce toute autre tâche que lui attribue la législation.

Décisions

Art. 5 ¹ Les décisions de la compétence du plenum sont prises à la majorité simple des membres présents lorsqu'un vote est tenu.

^{1bis} Chaque membre a droit à une voix, quel que soit son taux d'activité.⁹⁾

² Pour qu'une décision soit valable, il faut la présence d'au moins la moitié des membres du plenum.¹⁰⁾

³ En cas d'égalité, le président départage.

Elections et propositions de nomination

Art. 6 ¹ Les élections et les propositions de nomination n'ont lieu que si la moitié au moins des membres du plenum sont présents. Elles se font au bulletin secret lorsqu'il y a plusieurs candidats ou si un membre le demande.

² Le candidat qui a obtenu la majorité absolue des voix exprimées valablement est élu ou proposé. Les suffrages blancs ou nuls ne sont pas pris en considération pour la détermination de la majorité. Si aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un second tour et le candidat obtenant le plus grand nombre de voix est élu ou proposé.

³ Le sort départage en cas d'égalité de voix.

SECTION 3 : ...⁵⁾

Séances

Art. 7 ¹ Les juges permanents du Tribunal cantonal se réunissent en plenum au moins deux fois par an, en principe en janvier et en juin, pour discuter du fonctionnement des instances judiciaires du Canton. En outre, ils se réunissent aussi souvent que les affaires l'exigent.³⁾

² Ils signalent les lacunes éventuellement constatées aux autorités compétentes pour prendre les mesures appropriées.

³ Si besoin est, des représentants des autres autorités judiciaires peuvent être convoqués à cette réunion.

⁴ Le premier greffier du Tribunal cantonal fait part des remarques concernant son domaine d'activité. Les greffiers peuvent être invités à participer aux séances. ³⁾

Art. 8⁴⁾

SECTION 4 : Président du Tribunal cantonal

Compétences

Art. 9 ¹ Les compétences du président du Tribunal cantonal sont celles que lui attribue la législation.

² En outre, il exerce les compétences suivantes :

- a) il représente le Tribunal cantonal;
- b) ¹⁰⁾ il convoque le plenum;
- c) il veille à ce que la formation des juges et des greffiers (art. 27, al. 1, LOJ), ainsi que des avocats stagiaires et des notaires stagiaires (art. 28 LOJ) du Canton, soit assurée;
- d) ... ⁴⁾;
- e) ... ⁴⁾;
- f) il veille à la sécurité.

SECTION 5 : Premier greffier du Tribunal cantonal

Attributions

Art. 10 ¹ Le premier greffier est le responsable administratif du Tribunal cantonal (art. 50, al. 1, LOJ). Il règle toutes les affaires administratives qui ne sont pas attribuées à un autre organe du Tribunal cantonal.

² Ses attributions sont notamment les suivantes :

- a) il réceptionne et tient la correspondance du Tribunal cantonal dans les affaires qui ne sont pas du ressort d'une section ou du président (art. 9);
- b) il met en circulation la documentation qui intéresse les juges et les greffiers du Tribunal cantonal et, le cas échéant, les membres des autres autorités judiciaires;

- c)³⁾ à la demande du président, il prépare les décisions et les prises de position du plenum et du président; cette tâche peut toutefois être confiée à un juge ou à un autre greffier lorsqu'elle entre dans son domaine de compétence;
- d)³⁾ il prépare, avec le président, l'ordre du jour et les séances du plenum et tient le procès-verbal des séances;
- e) il exerce la surveillance sur les avocats stagiaires et les notaires stagiaires du Tribunal cantonal;
- f) il traite toutes les questions relatives à la nomination et à la gestion du personnel du Tribunal cantonal;
- g) il organise la chancellerie du Tribunal cantonal et veille à son bon fonctionnement;
- h) il veille, d'entente avec les présidents de section et les greffiers, à ce que les cours disposent des greffiers nécessaires à l'exécution de leur tâche;
- i) il veille au bon fonctionnement de l'informatique;
- j) il veille à la bonne tenue de la comptabilité.

SECTION 6 : Incompatibilités

Juges de
première
instance

Art. 11³⁾ Un juge de première instance ne peut, en tant que juge suppléant du Tribunal cantonal, occuper dans une cause qui a été traitée par le juge administratif du Tribunal de première instance.

SECTION 7 : Traitement des affaires

Répartition des
affaires

Art. 12¹⁰⁾ ¹ En règle générale, un président est désigné pour chaque section.

² Le plenum peut désigner un deuxième président pour une section. Dans ce cas, la répartition des affaires se fait d'entente entre les présidents ou, au besoin, par le plenum.

³ Le plenum peut également décider de confier des affaires d'une section à un autre juge permanent.

⁴ En cas de surcharge durable d'une section, le plenum prend les mesures d'organisation qui s'imposent et fait, au besoin, les propositions utiles aux instances compétentes.

Instruction et
rapport

Art. 13¹⁰⁾ ¹ Les présidents de section ou les juges désignés selon l'alinéa 3 de l'article 12 instruisent les affaires de leur ressort et rapportent à leur sujet.

² En cas de besoin, un président de section peut confier l'instruction et/ou le rapport à un autre juge dans une ou plusieurs affaires déterminées.

³ Un greffier peut être chargé par le juge présidant la cour d'établir un rapport ou de faire une proposition d'arrêt ou de décision dans une affaire déterminée ou de participer à l'instruction de la cause.

Liquidation des affaires pendant les vacances

Art. 14³⁾ Le plenum prend les mesures nécessaires pour que les affaires urgentes du Tribunal cantonal soient réglées pendant les périodes de vacances.

Affaires traitées par voie de circulation

Art. 15 ¹ Les affaires dans lesquelles les parties ne doivent pas comparaître sont traitées par mise en circulation du dossier.

² Si un membre de la section concernée le demande, une délibération doit avoir lieu.

Conditions de forme pour les décisions écrites

Art. 16 Les décisions écrites doivent mentionner le jour où elles ont été prises, les juges qui y ont participé et le greffier qui a fonctionné. Les autres exigences légales demeurent réservées.

SECTION 8 : Surveillance

Surveillance interne du Tribunal cantonal

Art. 17³⁾ ¹ Le plenum contrôle régulièrement la liquidation des affaires des sections du Tribunal cantonal.

² A l'occasion des deux séances ordinaires du plenum, les présidents des sections signalent les affaires pendantes depuis plus d'un an et indiquent les raisons pour lesquelles elles n'ont pas été liquidées. Au besoin, les mesures nécessaires sont prises en vue de la liquidation.

³ Les présidents des sections transmettent au président du Tribunal cantonal, pour fin janvier de chaque année, leurs observations en vue de l'établissement du rapport du Tribunal cantonal au Parlement (art. 42 LOP). Au besoin, le président du Tribunal cantonal convoque le plenum pour discuter la teneur dudit rapport.

⁴ Le premier greffier informe le plenum des problèmes éventuels relatifs au fonctionnement du tribunal et à la gestion du personnel et propose les mesures pour y remédier.

Surveillance sur
les autres
autorités
judiciaires
a) en général

Art. 18 ¹ Le Tribunal cantonal exerce la surveillance sur les autres autorités judiciaires conformément à l'article 64 de la loi d'organisation judiciaire.

² Dans leur rapport annuel, les autorités judiciaires soumises à la surveillance du Tribunal cantonal informent celui-ci de la liquidation des affaires. Elles signalent en outre les cas pendants depuis plus d'un an et indiquent les raisons pour lesquelles ils n'ont pas été liquidés. ⁸⁾

³ Elles informent le Tribunal cantonal des problèmes de fonctionnement et des mesures prises ou à prendre pour y remédier. ⁸⁾

⁴ Au besoin, le Tribunal cantonal délègue le président ou un de ses membres pour procéder à des inspections. ⁸⁾

Art. 19 et 20 ⁴⁾

SECTION 9 : Dispositions particulières

Commission de
la bibliothèque

Art. 21 ¹ La commission de la bibliothèque propose, en vue de l'élaboration du budget cantonal, l'attribution des crédits nécessaires à l'établissement d'une bibliothèque répondant aux exigences de l'activité du Tribunal cantonal; elle gère les crédits alloués et prend les mesures utiles en vue de l'organisation et de l'utilisation rationnelle de ladite bibliothèque. ³⁾

² Elle veille à ce que chaque juge permanent ait à disposition, dans son cabinet de travail, les ouvrages indispensables à son activité.

Tenue
vestimentaire au
Tribunal cantonal

Art. 22 ³⁾ ¹ Les juges portent la robe aux audiences publiques de la Cour pénale statuant sur recours contre un jugement du tribunal pénal.

² Dans les autres affaires, les juges portent une tenue de ville foncée.

³ Les représentants du Ministère public, les avocats et les avocats-stagiaires portent la robe ou une tenue de ville foncée.

⁴ Les greffiers portent une tenue de ville foncée.

Art. 23 ⁴⁾

Circulaires des
sections

Art. 24 ¹ Les circulaires émanant des sections du Tribunal cantonal sont prises par l'ensemble des juges attribués à chaque section.

² Il est loisible à la section concernée de soumettre sa proposition au plenum, notamment lorsque le problème traité intéresse d'autres sections.

Information au
public

Art. 25 Un règlement spécial du Tribunal cantonal règle l'information du public sur les activités des autorités judiciaires.

Abrogation du
droit en vigueur

Art. 26 Le règlement du Tribunal cantonal du 27 janvier 1983 est abrogé.

Entrée en
vigueur

Art. 27 Le présent règlement entre en vigueur le 1^{er} janvier 2001. Les dispositions nécessaires à la mise en place des nouvelles autorités judiciaires, notamment l'article 20, entrent en vigueur le 1^{er} novembre 2000.

Porrentruy, le 16 octobre 2000

AU NOM DU TRIBUNAL CANTONAL DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Gérard Piquerez
Le premier greffier : Jean Moritz

¹) RSJU 181.1

²) RSJU 171.21

³) Nouvelle teneur selon le ch. I du règlement du 21 décembre 2010, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2011

⁴) Abrogé(e)s par le ch. I du règlement du 21 décembre 2010, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2011

⁵) Titre abrogé par le ch. I du règlement du 21 décembre 2010, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2011

⁶) RSJU 188.11

⁷) RSJU 171.21

- ⁸⁾ Introduit par le ch. I du règlement du 21 décembre 2010, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2011
- ⁹⁾ Introduit par le ch. I du règlement du 10 novembre 2011, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2012
- ¹⁰⁾ Nouvelle teneur selon le ch. I du règlement du 10 novembre 2011, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2012

Règlement du Ministère public

du 10 janvier 2011

Le Ministère public,

vu l'article 43, alinéa 6, de la loi d'organisation judiciaire du 23 février 2000 (LOJ)¹,

arrête :

SECTION 1 : Dispositions générales

Objet	Article premier Le présent règlement traite de l'organisation et du fonctionnement du Ministère public.
Terminologie	Art. 2 Les termes désignant des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

SECTION 2 : Collège du Ministère public

Composition	Art. 3 Le Collège du Ministère public (ci-après : "le Collège") est composé des procureurs.
Séances	Art. 4 Le Collège se réunit au moins deux fois par an, en principe en janvier et en juin, pour discuter du fonctionnement du Ministère public. En outre, il se réunit aussi souvent que les affaires l'exigent.
Compétences	Art. 5 ¹ Le Collège exerce les compétences suivantes : <ul style="list-style-type: none"> a) il désigne son procureur général et son procureur général suppléant pour un an (art. 43, al. 2, LOJ); b) il propose au Gouvernement les nominations des commis-greffiers et des autres collaborateurs du Ministère public (art. 55 LOJ); c) il règle la répartition des domaines d'activités attribués à chacun des commis-greffiers et des autres collaborateurs du Ministère public; d) il délivre l'avis du Ministère public dans le cadre des consultations auxquelles procèdent les autorités du Canton, de la Confédération ou d'autres autorités, lorsqu'il est consulté;

e) il règle toutes les affaires qui ne sont pas attribuées à un autre organe du Ministère public.

² En outre, il exerce les autres compétences que la loi ou d'autres textes législatifs attribuent au Ministère public.

Décisions

Art. 6 ¹ Les décisions de la compétence du Collège sont prises à la majorité simple des membres présents lorsqu'un vote est tenu. Pour qu'une décision soit valable, il faut la présence d'au moins trois procureurs.

² En cas d'égalité, le procureur général départage.

Propositions de nominations

Art. 7 ¹ Les élections et propositions de nominations se font au bulletin secret si un membre le demande. Le candidat qui a obtenu la majorité absolue des voix exprimées valablement est proposé. Les suffrages blancs ou nuls ne sont pas pris en considération pour la détermination de la majorité. Si aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un second tour et le candidat obtenant le plus grand nombre de voix est proposé.

² Le sort départage en cas d'égalité de voix.

SECTION 3 : Procureur général

Procureur général

Art. 8 ¹ Le procureur général a les compétences que lui attribue la législation.

² Il exerce les compétences suivantes :

- a) il représente le Ministère public et le dirige sur le plan administratif (art. 43, al. 2, LOJ);
- b) il convoque le Collège du Ministère public et le préside;
- c) il désigne en cas de nécessité les procureurs extraordinaires (art. 44 LOJ);
- d) il désigne en cas de nécessité les commis-greffiers extraordinaires ayant la formation professionnelle voulue (art. 51, al. 3, LOJ);
- e) il approuve les classements (art. 322 CPP²⁾ et 13 LiCPP³⁾).

SECTION 4 : Chancellerie

Composition

Art. 9 La chancellerie du Ministère public est composée de l'ensemble des commis-greffiers, des collaborateurs et des apprentis.

Organisation	Art. 10 Le personnel est organisé de manière à être au service de l'ensemble des procureurs du Ministère public (art. 52 LOJ).
Attributions 1. En général	<p>Art. 11 ¹ Les commis-greffiers et les collaborateurs exercent les tâches qui leur sont confiées par les procureurs dont ils dépendent.</p> <p>² Chaque commis-greffier et collaborateur peut être appelé à tenir le procès-verbal d'audience.</p> <p>³ Les commis-greffiers et les collaborateurs se suppléent les uns les autres.</p>
2. Commis-greffier	Art. 12 Chaque commis-greffier est attaché à un procureur. Il est soumis aux mêmes permanences que le procureur dont il dépend.
3. Collaborateurs	<p>Art. 13 ¹ Les collaborateurs dépendent du procureur général.</p> <p>² Le Collège désigne le collaborateur chargé de la tenue de la comptabilité du Ministère public et son suppléant.</p> <p>³ Les collaborateurs sont chargés du traitement des contraventions (art. 16 LiCPP³⁾).</p>
SECTION 5 : Traitement des affaires	
Répartition	<p>Art. 14 ¹ Les procureurs se répartissent les affaires entre eux. En cas de désaccord, le procureur général tranche.</p> <p>² Le Collège peut décider à l'unanimité d'attribuer à l'un d'entre eux les dossiers d'un domaine spécialisé.</p>
Principe	Art. 15 Les procureurs se suppléent les uns les autres dans la mesure du besoin (art. 34 LOJ).
Mesures en cas de surcharge	Art. 16 Le Collège prend les autres mesures d'organisation qui s'imposent et fait, au besoin, les propositions utiles aux instances compétentes.

Liquidation des affaires pendant les vacances

Art. 17 Le Collège ou le procureur général prend les mesures nécessaires pour que les affaires urgentes soient réglées pendant les périodes de vacances.

Contrôle de la liquidation des affaires

Art. 18 ¹ Le Collège contrôle régulièrement la liquidation des affaires de chacun des procureurs.

² A l'occasion des deux séances ordinaires du Collège, les procureurs signalent les affaires pendantes depuis plus d'un an et indiquent les raisons pour lesquelles elles n'ont pas été liquidées. Au besoin, les mesures nécessaires sont prises en vue de leur liquidation.

³ Les procureurs transmettent au procureur général pour fin janvier de chaque année leurs observations en vue de l'établissement du rapport annuel du Ministère public à l'intention du Tribunal cantonal. Ils signalent en outre les cas pendants depuis plus d'un an et indiquent les raisons pour lesquelles ces affaires n'ont pas été liquidées.

⁴ Les commis-greffiers et les collaborateurs informent le Collège des problèmes éventuels relatifs au fonctionnement du Ministère public, à la gestion du personnel et au traitement des affaires qui leur sont confiées et proposent les mesures pour y remédier.

⁵ Le Ministère public informe le Tribunal cantonal des problèmes de fonctionnement et des mesures prises ou à prendre pour y remédier.

Rapport annuel

Art. 19 Le Ministère public remet un rapport annuel d'activité au Tribunal cantonal pour le 15 février de l'année suivante.

SECTION 6 : Dispositions particulières

Approbation

Art. 20 Le présent règlement est soumis à l'approbation du Tribunal cantonal.

Entrée en
vigueur

Art. 21 Le présent règlement entrera en vigueur dès l'approbation du Tribunal cantonal.

Porrentruy, le 10 janvier 2011

AU NOM DU MINISTERE PUBLIC

Le procureur général : Jean Crevoisier
Le greffier désigné : Julien Burri

Approuvé par le Tribunal cantonal le 19 janvier 2011

- 1) RSJU 181.1
- 2) RS 312.0
- 3) RSJU 321.1

Loi concernant la profession d'avocat

du 3 septembre 2003

Le Parlement de la République et Canton du Jura,

vu la loi fédérale du 23 juin 2000 sur la libre circulation des avocats (LLCA)^{[1](#)},

arrête :

CHAPITRE PREMIER : Dispositions générales

But	Article premier La présente loi vise à régler, dans les limites du droit fédéral, la formation des avocats, l'exercice de leur profession, ainsi que la représentation en justice.
Champ d'application	Art. 2 La loi s'applique à tout avocat qui pratique le barreau sur le territoire du Canton.
Rôle de l'avocat	Art. 3 ¹ L'avocat conseille, représente, assiste et défend ses clients. ² Il est seul habilité à représenter, à assister et à défendre une partie devant les autorités judiciaires; les lois spéciales sont réservées.
Terminologie	Art. 4 Les termes désignant des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

CHAPITRE II : Exercice de la profession d'avocat

Règles professionnelles	Art. 5 ¹ L'avocat exerce sa profession en toute indépendance, en son nom personnel, sous sa propre responsabilité et dans le strict respect des règles professionnelles.
-------------------------	--

² ... [12\)](#)

Association

Art. 6 ¹ Les avocats inscrits peuvent s'associer pour l'exercice de leur activité professionnelle en préservant l'indépendance de chacun.

² L'association ne peut avoir pour effet de restreindre la liberté de chaque associé de refuser un dossier ou une clientèle.

³ Les associés s'interdisent toute intervention professionnelle quelconque en faveur d'une partie dont les intérêts seraient en opposition avec ceux d'un client d'un membre de l'association.

⁴ L'avocat peut exercer la profession de notaire; il peut s'associer avec un notaire.

⁵ L'avocat ne peut accepter un mandat en relation avec une affaire dont lui-même ou l'un de ses associés s'est occupé en qualité de notaire.

Ordre des
avocats

Art. 7 ¹ L'Ordre des avocats est une collectivité de droit public.

² Les avocats inscrits au registre y sont affiliés d'office et sont tenus de s'acquitter des cotisations statutaires.

³ Tout avocat peut, sans donner de motif, par lettre adressée au Bâtonnier, déclarer sa sortie de l'Ordre des avocats.

⁴ L'Ordre des avocats assume la formation continue des avocats et collabore à la formation des stagiaires.

⁵ Il dispense le service juridique gratuit prévu par le droit cantonal.

⁶ Pour le surplus, l'activité de l'Ordre des avocats est régie par des statuts soumis à l'approbation du Gouvernement.

CHAPITRE III : Surveillance des avocats

SECTION 1 : Autorité de surveillance

Chambre des
avocats

Art. 8 ¹ La surveillance des avocats incombe à la Chambre des avocats.

² La Chambre des avocats est composée de trois titulaires et de trois suppléants nommés, sur proposition de l'Ordre des avocats, par le Gouvernement pour la législature.^{[16\)](#)}

³ Lorsqu'elle siège, la Chambre des avocats est composée de trois membres.

Tâches

Art. 9 La Chambre des avocats a pour tâches de :

- a) tenir le registre des avocats;
- b) tenir le tableau des avocats établis dans le Canton sous leur titre d'origine;
- c) conduire les procédures disciplinaires et prononcer les sanctions disciplinaires;
- d) statuer sur les demandes de levée du secret professionnel.

Etendue de la
surveillance

Art. 10 Sont placés sous la surveillance de la Chambre des avocats :

- a) les avocats inscrits au registre tenu par la Chambre des avocats;
- b) les avocats inscrits au registre d'un autre canton pour les activités exercées dans le Canton;
- c) les avocats provenant d'un Etat membre de l'Union européenne (UE) ou de l'Association européenne de libre-échange (AELE) qui pratiquent dans le Canton sous forme de prestations de services;
- d) les avocats établis sous leur titre d'origine qui sont inscrits au tableau tenu par le Canton ou par un autre canton;
- e) les avocats stagiaires inscrits.

Fonctionnement

Art. 11 ¹ Le fonctionnement de la Chambre des avocats est réglé par une ordonnance du Gouvernement.

² La Chambre des avocats présente au Parlement un rapport annuel sur son fonctionnement.

SECTION 2 : Tenue du registre

Inscription

Art. 12 ¹ Tout avocat disposant d'une adresse professionnelle sur le territoire cantonal peut demander son inscription au registre des avocats auprès de la Chambre des avocats.

² La demande d'inscription contient les éléments suivants :

- a) le nom, le prénom, la date de naissance et le lieu d'origine ou la nationalité de l'avocat;
- b) une copie du brevet d'avocat;
- c) les attestations établissant que les conditions personnelles posées par le droit fédéral²⁾ sont remplies;
- d) la ou les adresses professionnelles ainsi que, le cas échéant, le nom de l'étude;
- e) le cas échéant, l'indication de l'autorité de surveillance dont relevait l'avocat avant son arrivée dans le Canton;
- f) pour les avocats des Etats membres de l'UE ou de l'AELE, les autres documents requis par le droit fédéral³⁾.

³ La Chambre des avocats inscrit l'avocat au registre s'il remplit les conditions posées par le droit fédéral⁴⁾.

⁴ Elle publie l'inscription au Journal officiel et la communique, le cas échéant, à l'autorité de surveillance dont relevait l'avocat avant son arrivée dans le Canton.

⁵ La procédure d'inscription est simple et rapide.

Radiation

Art. 13 ¹ La Chambre des avocats procède à la radiation du registre de l'avocat qui ne remplit plus toutes les conditions d'inscription. Avant de procéder à la radiation, elle offre à l'avocat touché la possibilité de se déterminer au sujet de la radiation envisagée.

² La décision de radiation est sujette à recours à la Chambre administrative du Tribunal cantonal.

³ La décision de radiation entrée en force est publiée au Journal officiel.

⁴ Les autorités administratives et judiciaires signalent sans retard à la Chambre des avocats le défaut d'une condition personnelle posée par le droit fédéral.¹³⁾

Consultation

Art. 14 ¹ Le registre peut être consulté selon les règles du droit fédéral⁵⁾.

² Toute personne a le droit de demander si un avocat est inscrit au registre et s'il fait l'objet d'une interdiction de pratiquer.

³ En règle générale, les renseignements sont fournis gratuitement.

⁴ La Chambre des avocats communique la liste nominative des avocats inscrits au registre et, régulièrement, les modifications de celle-ci au Gouvernement, aux autorités judiciaires, aux Recettes et administrations de district et à l'Ordre des avocats. Ceux-ci en permettent la consultation.

SECTION 3 : Tenue du tableau

Inscription

Art. 15 ¹ Tout avocat ressortissant d'un Etat membre de l'UE ou de l'AELE et disposant d'une adresse professionnelle sur le territoire cantonal, qui souhaite pratiquer en Suisse sous son titre d'origine, peut demander son inscription au tableau auprès de la Chambre des avocats.

² La demande d'inscription contient les éléments suivants :

- a) le nom, le prénom, la date de naissance et la nationalité de l'avocat;
- b) une copie du brevet d'avocat et la désignation du titre d'origine;
- c) une autorisation ou une attestation qui démontre que l'avocat est habilité à exercer sa profession dans l'Etat de sa provenance;
- d) les attestations établissant que les conditions personnelles posées par le droit fédéral²⁾ sont remplies;
- e) la ou les adresses professionnelles ainsi que, le cas échéant, le nom de l'étude;
- f) l'indication de l'autorité de surveillance dont relevait l'avocat avant son arrivée dans le Canton.

³ Après avoir inscrit l'avocat au tableau, la Chambre des avocats en informe l'autorité compétente de l'Etat de provenance.

Renvoi

Art. 16 Pour le surplus, la procédure d'inscription, de radiation et de consultation est celle applicable au registre des avocats.

SECTION 4 : Procédure disciplinaire

Autorité disciplinaire

Art. 17 La Chambre des avocats conduit les procédures disciplinaires à l'égard des avocats placés sous sa surveillance et prononce les sanctions disciplinaires prévues par le droit fédéral.

Ouverture de la procédure disciplinaire

Art. 18 ¹ Les autorités administratives et judiciaires signalent à la Chambre des avocats les faits susceptibles de constituer une violation des règles professionnelles. Toute personne a le droit de dénoncer de tels faits. La Chambre des avocats peut, en outre, se saisir d'office.

² Après un examen préliminaire, la Chambre des avocats ordonne l'ouverture d'une procédure disciplinaire ou classe l'affaire. Elle communique les dispositions prises à l'avocat concerné ainsi qu'à l'auteur de la dénonciation.

Interdiction provisoire de pratiquer et autres mesures provisionnelles

Art. 19 ¹ S'il s'avère d'emblée qu'une mesure disciplinaire grave est inévitable, la Chambre des avocats peut prononcer l'interdiction provisoire de pratiquer la profession.

² Elle peut prendre d'autres mesures provisionnelles afin de conserver un état de fait ou de droit ou de sauvegarder des intérêts menacés.

Instruction

Art. 20 ¹ Une fois ouverte, la procédure disciplinaire débute par une enquête visant à établir les faits déterminants sous l'angle du respect des règles professionnelles. La Chambre des avocats désigne un enquêteur choisi parmi ses membres ou, si les circonstances du cas le commandent, parmi les membres de l'autorité de surveillance d'un autre canton qui accepte ce choix.

² L'avocat impliqué dans l'enquête doit collaborer à l'établissement des faits. Il a le droit d'alléguer des faits et de fournir des preuves. Il peut consulter le dossier dès l'ouverture de la procédure disciplinaire.

³ L'enquêteur établit un rapport d'enquête qui énonce les faits et les discute sous l'angle du respect des règles professionnelles.

⁴ Il invite l'avocat concerné à se déterminer. Il peut également soumettre le rapport à l'auteur de la dénonciation. Le cas échéant, il complète son rapport au vu des déterminations reçues.

⁵ L'enquêteur transmet son rapport final à la Chambre des avocats.

⁶ La Chambre des avocats détermine la composition dans laquelle elle statuera et la communique à l'avocat concerné. L'enquêteur ne peut pas être appelé à statuer.

⁷ Pour le surplus, les règles du Code de procédure administrative⁶⁾ sont applicables.

Décision

Art. 21 ¹ La Chambre des avocats examine le rapport d'enquête. Elle peut demander à l'enquêteur de le compléter.

² Le cas échéant, elle consulte l'autorité de surveillance du canton au registre duquel l'avocat est inscrit; elle coopère avec l'autorité compétente de l'Etat de provenance de l'avocat exerçant en Suisse sous son titre d'origine.

³ Elle rend une décision disciplinaire et la communique à l'avocat concerné et, cas échéant, à l'auteur de la dénonciation s'il est directement lésé par l'acte qu'il reproche à l'avocat.

⁴ La décision de la Chambre des avocats est sujette à recours à la Chambre administrative. Ont qualité pour recourir les personnes auxquelles la décision est communiquée au sens de l'alinéa qui précède.

Suite à donner
à la décision
disciplinaire

Art. 22 ¹ La Chambre des avocats inscrit la mesure disciplinaire entrée en force dans son registre ou la communique à l'autorité de surveillance du canton au registre duquel l'avocat est inscrit. Une interdiction de pratiquer est communiquée aux autorités de surveillance des autres cantons et, le cas échéant, de l'Etat de provenance de l'avocat.

² Si la Chambre des avocats ne prononce aucune mesure disciplinaire, elle en informe, le cas échéant, l'autorité de surveillance du canton au registre duquel l'avocat est inscrit ou de l'Etat de provenance de l'avocat.

³ Elle informe dans tous les cas l'auteur de la dénonciation de la manière dont l'affaire a été liquidée.

Radiation des
mesures
disciplinaires

Art. 23 ¹ La Chambre des avocats procède d'office aux radiations des mesures disciplinaires inscrites au registre dans les délais fixés par le droit fédéral^{[7](#)}.

² Le refus de radiation d'une mesure disciplinaire prononcée par la Chambre des avocats est sujet à recours à la Chambre administrative.

SECTION 5 : Levée du secret professionnel

Compétence

Art. 24 Il incombe à la Chambre des avocats d'examiner les demandes de levée du secret professionnel qui lui sont adressées par les avocats placés sous sa surveillance.

Procédure

Art. 25 ¹ Avant de statuer, la Chambre des avocats respecte le droit d'être entendu du maître du secret et de l'avocat.

² La décision portant sur la levée du secret professionnel désigne à qui l'avocat est autorisé à divulguer des informations confidentielles. Elle est communiquée à l'avocat ainsi qu'au maître du secret.

³ Elle est sujette à recours à la Chambre administrative. L'avocat et le maître du secret ont qualité pour recourir.

Effets

Art. 26 ¹ La levée du secret professionnel autorise l'avocat à divulguer des informations confidentielles quand bien même le maître du secret s'y oppose.

² L'avocat délié du secret professionnel n'est pas tenu de divulguer de tels faits.

CHAPITRE IV : Formation des avocats

SECTION 1 : Tribunal cantonal et commission des examens d'avocat

Compétences du
Tribunal cantonal

Art. 27 ¹ Le Tribunal cantonal est compétent pour la formation des avocats, la délivrance et le retrait du brevet cantonal d'avocat. L'article 33, alinéa 4, est réservé.^{[18](#)}

² Le Tribunal cantonal constitue une commission des examens d'avocat, soumise à son autorité.

Commission
des examens
d'avocat

Art. 28¹⁸⁾ ¹ La commission des examens d'avocat est composée de neuf à onze membres nommés par le Tribunal cantonal pour la durée de la législature. Leur mandat est renouvelable.

² Trois membres au moins sont choisis au sein des autorités judiciaires jurassiennes et trois autres membres au moins au sein de l'Ordre des avocats. Des personnes provenant d'autres cantons peuvent également être désignées membres de la commission.

Tâches

Art. 29 La commission des examens d'avocat assume les tâches suivantes :

- a) enregistrer les inscriptions à la formation et tenir le tableau des avocats stagiaires;
- b) organiser les examens d'avocat au moins deux fois par an;
- c) préavisier la délivrance des brevets d'avocat;
- d) organiser les épreuves d'aptitude et les entretiens de vérification des compétences professionnelles.

Fonctionnement

Art. 30 Le fonctionnement de la commission des examens d'avocat est régi par un règlement du Tribunal cantonal.

Indemnités

Art. 31 Le Gouvernement arrête les indemnités versées aux membres de la commission des examens d'avocat.

SECTION 2 : Exigences de formation, brevet

Conditions
d'inscription

Art. 32 ¹ Avant de commencer la formation d'avocat, le candidat doit s'inscrire au tableau des avocats stagiaires auprès de la commission des examens d'avocat.

² Sont joints à la demande d'inscription :

- a) ¹⁴⁾¹⁸⁾ une pièce attestant que le candidat a accompli des études de droit sanctionnées soit par une licence en droit ou un baccalauréat académique en droit délivré par une université suisse, soit par un diplôme équivalent délivré par une université de l'un des Etats qui ont conclu avec la Suisse un accord de reconnaissance mutuelle des diplômes;
- b) un extrait du casier judiciaire attestant que le candidat n'a pas fait l'objet d'une condamnation pénale pour des faits incompatibles avec l'exercice de la profession, dont l'inscription n'est pas radiée du casier judiciaire.

³ La commission des examens d'avocat refuse l'inscription de candidats qui ne présentent pas une demande complète ou qui n'ont pas l'exercice des droits civils.

Formation

Art. 33 ¹ Le déroulement du stage est fixé par un règlement du Tribunal cantonal sur la base des règles ci-après.

² La durée du stage est de deux ans au moins.

³ Le stage est effectué durant douze mois au moins auprès d'un avocat inscrit au registre cantonal et six mois au moins auprès d'une autorité judiciaire jurassienne. Pour le surplus, le candidat peut effectuer une période de stage auprès d'un service de l'administration cantonale, d'une banque ou d'une fiduciaire. Sur requête, il peut en outre être autorisé à faire une période de stage dans une étude d'avocat ou dans un tribunal d'un autre canton, dans l'administration fédérale ou dans une autorité judiciaire fédérale ou étrangère. ¹⁸⁾

⁴ Le Tribunal cantonal organise les cours de formation dispensés aux avocats stagiaires, en collaboration avec l'Ordre des avocats et, au besoin, avec des organes de formation d'autres cantons. ¹⁸⁾

Activités, devoirs

Art. 34 ¹ L'avocat stagiaire agit sous la responsabilité de l'avocat chez lequel il accomplit son stage. Il ne peut intervenir devant les autorités judiciaires qu'au nom de son maître de stage agissant à titre privé ou commis d'office. Ce dernier doit signer les pièces de procédure rédigées par son stagiaire.

² L'avocat stagiaire ne peut pas être désigné en qualité de mandataire d'office.

³ L'avocat stagiaire est tenu au secret professionnel et au secret de fonction. En cas d'infraction grave ou répétée, et après avertissement, la Chambre des avocats peut radier l'avocat stagiaire fautif du tableau des avocats stagiaires. La décision de radiation est sujette à recours à la Chambre administrative.

Inscription à l'examen

Art. 35¹⁸⁾ ¹ Tout candidat à l'examen d'avocat doit s'inscrire auprès de la commission des examens d'avocat dans les cinq ans qui suivent la fin de son stage. Ce délai peut être prolongé par celle-ci pour des motifs justifiés et en cas d'échec à l'examen.

² Seul le candidat titulaire d'une licence ou d'une maîtrise en droit délivrées par une université suisse ou d'un diplôme jugé équivalent au sens de l'article 7, alinéa 1, lettre a, de la loi fédérale sur la libre circulation des avocats¹⁾ et ayant accompli le stage prescrit à l'article 33 peut s'inscrire à l'examen.

³ Le candidat doit joindre à sa demande d'inscription une attestation portant sur chacun des stages effectués et sur leur durée respective.

Modalités de l'examen

Art. 35a¹⁹⁾ ¹ L'examen d'avocat comprend des épreuves écrites et orales, ainsi qu'une épreuve de plaidoirie.

² Les épreuves écrites comprennent la résolution d'un ou plusieurs cas pratiques et consistent notamment dans la rédaction d'une pièce de procédure, d'un avis de droit ou d'un jugement.

³ Les épreuves orales portent principalement sur le droit de procédure et sur le droit cantonal matériel.

⁴ Un règlement du Tribunal cantonal précise le nombre, la durée, l'objet et le barème des notes des épreuves, ainsi que les critères de réussite de l'examen.

Brevet

Art. 36 ¹ Le candidat ayant réussi son examen reçoit un brevet d'avocat, après avoir fait la promesse solennelle devant un juge du Tribunal cantonal.¹⁸⁾

² Le brevet d'avocat est un diplôme qui atteste des capacités professionnelles du titulaire.

³ Le Tribunal cantonal lui remet le brevet.

⁴ Le brevet peut être retiré par le Tribunal cantonal si le candidat l'a obtenu frauduleusement.

SECTION 3 : Epreuves d'aptitude et entretiens de vérification des compétences professionnelles

Compétence

Art. 37 ¹ La commission des examens d'avocat organise les épreuves d'aptitude prévues par le droit fédéral pour les avocats ressortissant des Etats membres de l'UE ou de l'AELE souhaitant s'inscrire au registre des avocats.

² Elle conduit les entretiens servant à évaluer les compétences professionnelles des avocats ayant pratiqué sous leur titre d'origine.

Modalités

Art. 38 ¹ La commission des examens d'avocat définit les exigences en matière d'épreuves d'aptitude en fonction des connaissances acquises et des examens réussis par chaque candidat. Elle lui communique ces exigences avant le début des épreuves d'aptitude.

² Pour le surplus, la procédure des épreuves d'aptitude et le déroulement des entretiens de vérification des compétences professionnelles sont régis par un règlement du Tribunal cantonal.

CHAPITRE V : Voies de droit, émoluments

Voies de droit

Art. 39 ¹ Les décisions rendues par la Chambre des avocats relatives à la tenue du registre et du tableau (inscriptions et radiations), à la fixation d'émoluments, aux prononcés disciplinaires et aux demandes de levée du secret professionnel, ainsi que celles rendues par la commission des examens d'avocat, sont sujettes à recours à la Chambre administrative.^{[15\)](#)}

² Le délai de recours est de 30 jours.

³ La procédure d'opposition est exclue.

⁴ Les dispositions du Code de procédure administrative⁶⁾ sont applicables pour le surplus.

Emoluments **Art. 40** Les émoluments perçus en application de la présente loi sont fixés par la législation sur les émoluments.¹⁷⁾

CHAPITRE VI : Honoraires

Tarif **Art. 41** Après avoir consulté le Tribunal cantonal et l'Ordre des avocats, le Gouvernement fixe, par voie d'ordonnance, le tarif des honoraires d'avocat applicable par les autorités.

Portée du tarif des honoraires **Art. 42** Le tarif des honoraires détermine la rémunération des avocats appelés à assumer un mandat dans le cadre de l'assistance judiciaire gratuite ou à titre d'avocat commis d'office, ainsi que les frais de représentation et d'assistance par un avocat dus par la partie qui succombe à la partie adverse.

CHAPITRE VII : Dispositions transitoires et finales

Avocats inscrits à l'ancien tableau **Art. 43** ¹ Les avocats inscrits au tableau des avocats tenu par le Tribunal cantonal à la date de l'entrée en vigueur de la présente loi figurent d'office au registre des avocats tenu par la Chambre des avocats.

² Ils doivent, sur requête, fournir toutes les données nécessaires à l'inscription au registre des avocats.

Modification du droit en vigueur **Art. 44** La loi de procédure et de juridiction administrative et constitutionnelle du 30 novembre 1978 (Code de procédure administrative)⁶⁾ est modifiée comme il suit :

Article 17, alinéa 1
...⁸⁾

Abrogation **Art. 45** Sont abrogés :
a) la loi du 9 novembre 1978 sur la profession d'avocat;
b) le décret du 6 décembre 1978 sur les honoraires des avocats⁹⁾;
c) le décret du 6 décembre 1978 sur la procédure devant la Chambre des avocats¹⁰⁾.

Référendum

Art. 46 La présente loi est soumise au référendum facultatif.

Entrée en
vigueur

Art. 47 Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur¹¹⁾ de la présente loi.

Delémont, le 3 septembre 2003

AU NOM DU PARLEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

La présidente : Madeleine Amgwerd
Le vice-chancelier : Jean-Claude Montavon

- 1) RS 935.61
- 2) Art. 8 LLCA (RS 935.61)
- 3) Art. 30 ss LLCA (RS 935.61)
- 4) Art. 7 et 8 LLCA (RS 935.61)
- 5) Art. 10 LLCA (RS 935.61)
- 6) RSJU 175.1
- 7) Art. 20 LLCA (RS 935.61)
- 8) Texte inséré dans ladite loi
- 9) RSJU 188.61
- 10) RSJU 188.41
- 11) 1^{er} janvier 2004
- 12) Abrogé par le ch. I de la loi du 20 décembre 2006, en vigueur depuis le 1^{er} avril 2007
- 13) Introduit par le ch. I de la loi du 20 décembre 2006, en vigueur depuis le 1^{er} avril 2007
- 14) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 20 décembre 2006, en vigueur depuis le 1^{er} avril 2007
- 15) Nouvelle teneur selon le ch. II de la modification du 27 mai 2009 du Code de procédure administrative, en vigueur depuis le 1^{er} septembre 2009
- 16) Nouvelle teneur selon le ch. XII de la loi du 1^{er} septembre 2010 modifiant les actes législatifs liés à la prolongation de la législature, en vigueur depuis le 1^{er} décembre 2010
- 17) Nouvelle teneur selon le ch. V de la loi du 24 mars 2010 modifiant des actes législatifs liés à la révision de la législation sur les émoluments, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2011
- 18) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 22 juin 2011, en vigueur depuis le 1^{er} septembre 2011
- 19) Introduit par le ch. I de la loi du 22 juin 2011, en vigueur depuis le 1^{er} septembre 2011

Règlement sur le stage et les examens d'avocat

du 30 janvier 2004

Le Tribunal cantonal de la République et Canton du Jura,

vu les articles 30, 33, 35, alinéa 5, et 38, alinéa 2, de la loi du 3 septembre 2003 concernant la profession d'avocat¹⁾,

arrête :

CHAPITRE PREMIER : Dispositions générales

Objet **Article premier** Le présent règlement a pour objet le fonctionnement de la commission des examens d'avocat, le déroulement du stage d'avocat, les modalités de l'examen et les conditions de la délivrance du brevet d'avocat, ainsi que les modalités de l'épreuve d'aptitude et de l'entretien de vérification des compétences professionnelles pour les avocats ressortissant des Etats membres de l'UE ou de l'AELE.

Terminologie **Art. 2** Les termes désignant des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

CHAPITRE II : Commission des examens d'avocat

Art. 3¹⁰⁾

Organisation **Art. 4** ¹ La commission des examens d'avocat est présidée par un juge permanent du Tribunal cantonal nommé par celui-ci.

² Elle désigne elle-même son vice-président.

³ Elle désigne un greffier ou un autre membre du personnel du Tribunal cantonal qui fonctionne en qualité de secrétaire.⁴⁾

Fonctionnement **Art. 5¹¹⁾** ¹ La présence de cinq membres de la commission des examens est suffisante pour la validité de ses décisions. L'article 20 est réservé.

² Quand le nombre des membres disponibles de la commission n'est pas suffisant, le président ou le vice-président fait appel à des membres extraordinaires.

CHAPITRE III : Stage, examens, épreuves d'aptitude et entretiens de vérification

SECTION 1 : Stage

Entrée en stage **Art. 6⁸⁾** ¹ Peut entrer en stage le candidat qui est régulièrement inscrit au tableau des avocats stagiaires, conformément à l'article 32 de la loi concernant la profession d'avocat¹⁾.

² Le président de la commission statue sur l'admission au stage lorsque le candidat réunit manifestement les conditions prévues par la loi concernant la profession d'avocat¹⁾.

³ Si tel n'est pas le cas, le président soumet la demande d'admission aux autres membres de la commission.

⁴ A son entrée en stage, le candidat fait la promesse solennelle devant le président du Tribunal cantonal. Il ne la fait pas à nouveau s'il est appelé, en cours de stage, à exercer une fonction de greffier en remplacement.

Durée **Art. 7** ¹ La durée du stage est de deux ans. Cette durée peut être prolongée d'un an au plus. L'article 27 est réservé.

² En règle générale, le stage s'effectue sans interruption. Toutefois, des interruptions dues à des causes telles que maladie, accident, maternité ou accomplissement d'une obligation légale sont admissibles et sont comptées dans la durée du stage à raison de quatre semaines au plus sur l'année. Les vacances auxquelles le stagiaire a droit ne sont pas considérées comme interruption du stage.

³ La commission des examens d'avocat peut réduire la durée minimale du stage en reconnaissant comme période de stage une activité juridique, lucrative ou non, utile à la formation d'avocat, si elle a été exercée par un candidat dans un service administratif ou une administration judiciaire avant son inscription au tableau. Cependant, la réduction ne peut excéder trois mois et, dans tous les cas, l'équivalence ne peut être accordée qu'à raison de la moitié de la période au cours de laquelle le candidat a exercé l'activité concernée.

⁴ Le stage devra être accompli au plus tard au moment de l'inscription à l'examen d'avocat (art. 18).

Déroulement du stage

Art. 8 ¹ Le stage est effectué auprès des maîtres de stage désignés à l'article 33, alinéa 3, de la loi concernant la profession d'avocat¹.

² Le stagiaire remet à la commission des examens, avant le début de son stage, une planification du déroulement du stage, en indiquant les maîtres de stage auprès desquels il effectuera ses périodes de stage ainsi que la durée de celles-ci. Il informera la commission des examens de chaque changement.

Conditions et étendue

Art. 9 ¹ Le stage est effectué, en règle générale, à plein temps, sous la surveillance du maître de stage et aux conditions prévues par l'article 34 de la loi concernant la profession d'avocat¹.

² En cas de nécessité, la commission des examens d'avocat peut autoriser l'accomplissement du stage à temps partiel (au moins 50%), en prolongeant sa durée en conséquence.

³ En outre, avec l'accord du maître de stage, la commission des examens d'avocat peut autoriser le stagiaire à exercer, à temps complet ou à temps partiel, au plus pendant six mois, une activité juridique rémunérée, notamment une activité de greffier auprès des tribunaux; cette activité compte comme période de stage à raison de la moitié au prorata du taux d'occupation.

⁴ Les activités du stagiaire auprès d'une étude d'avocat consistent, notamment, à conseiller les clients de l'étude, à rédiger des pièces de procédure et à plaider devant les tribunaux. L'avocat maître de stage forme personnellement le stagiaire, y consacre le temps nécessaire, veille à ce qu'il reçoive une formation complète et à ce qu'il puisse exercer pleinement ses activités de stagiaire.

⁵ Les activités du stagiaire auprès des autorités judiciaires consistent à suivre les audiences des tribunaux civils, pénaux et administratifs et à prendre part à l'activité qui s'y déroule, notamment en rédigeant les considérants de jugements et en effectuant des recherches juridiques.

⁶ Le maître de stage accorde au stagiaire le temps nécessaire à la fréquentation des cours destinés à compléter sa formation.⁹⁾

Certificat de fin
de stage

Art. 10⁸⁾ L'accomplissement du stage est constaté par des attestations délivrées par les maîtres de stage auprès desquels le stagiaire a travaillé. Celles-ci indiquent la durée du stage.

Compétences de
la commission

Art. 11 La commission des examens statue sur toutes les questions relatives au stage qui ne seraient pas réglées par les présentes dispositions.

SECTION 2 : Examen d'avocat

Nature de
l'examen

Art. 12¹ L'examen d'avocat comprend une série d'épreuves écrites et une série d'épreuves orales, ainsi qu'une épreuve de plaidoirie.

² Il porte sur les connaissances théoriques et pratiques des candidats.

Epreuves écrites

Art. 13¹ Le candidat subit trois épreuves écrites dans les matières suivantes :

- a) droit public et procédure administrative;
- b) droit privé et procédure civile;
- c) droit pénal et procédure pénale.⁸⁾

² Pour chaque épreuve écrite, le candidat dispose de huit heures.

Nature des
épreuves écrites
et moyens
auxiliaires

Art. 14¹ Les épreuves écrites ont pour objet les travaux prévus à l'article 35a, alinéa 2, de la loi concernant la profession d'avocat¹⁾ ¹¹⁾

² Le candidat dispose des textes légaux. Il peut en outre consulter les ouvrages et la jurisprudence mis à sa disposition par les examinateurs.

Epreuves orales	<p>Art. 15⁸⁾ Le candidat subit cinq épreuves orales, d'une durée de trente minutes chacune, portant sur les branches suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) procédure civile, voies de recours au niveau fédéral et procédures judiciaires et de plainte du droit de la poursuite pour dettes et de la faillite; b) procédure pénale et voies de recours au niveau fédéral; c) droit public jurassien, selon une liste des actes normatifs cantonaux établie par la commission des examens; d) procédure administrative jurassienne, éléments de procédure administrative fédérale et voies de recours au niveau fédéral; e) législation sur la profession d'avocat, organisation judiciaire jurassienne et garanties fondamentales en matière de justice.
Epreuve de plaidoirie	<p>Art. 16¹ La plaidoirie, d'une durée de quinze minutes au maximum, peut être prononcée en matière civile, pénale ou administrative.</p> <p>² Le candidat dispose de six heures pour préparer sa plaidoirie.</p>
Session d'examens	<p>Art. 17¹ Il y a en principe chaque année deux sessions, l'une au printemps, l'autre en automne.</p> <p>² Chaque session est annoncée à deux reprises au Journal officiel, six semaines au moins d'avance.</p>
Inscription	<p>Art. 18 Les demandes d'admission à l'examen sont adressées, par écrit, avec les certificats de fin de stage, à la commission des examens d'avocat, trois semaines au moins avant l'ouverture de la session.</p>
Admission à l'examen	<p>Art. 19¹ Le président de la commission statue sur l'admission à l'examen lorsque le candidat réunit manifestement les conditions prévues par la loi concernant la profession d'avocat¹⁾ et le présent règlement.</p> <p>² Si tel n'est pas le cas, le président soumettra la demande d'admission aux autres membres de la commission.</p>
Examineurs	<p>Art. 20¹ Avant chaque session d'examens, le président répartit entre cinq membres au moins les matières sur lesquelles portent tant les épreuves écrites que les épreuves orales.</p>

² Cinq examinateurs sont désignés pour corriger chaque épreuve écrite, dont un est chargé de préparer le cas soumis au candidat et de faire une proposition de correction.

³ Deux examinateurs sont désignés pour chaque examen oral.

⁴ Cinq examinateurs sont désignés pour l'épreuve de plaidoirie.⁴⁾

Désistement

Art. 21 ¹ L'examineur est tenu de se désister lorsque les conditions de l'article 39 du Code de procédure administrative²⁾ sont réalisées.

² Il en va de même lorsque le candidat a accompli une partie de son stage à l'étude de l'examineur.

³ La commission statue en cas de litige.

Publicité

Art. 22 Les examens oraux et l'épreuve de plaidoirie sont publics. Les travaux écrits se font sous surveillance.

Notes et évaluation

Art. 23 ¹ Les épreuves écrites et orales, ainsi que l'épreuve de plaidoirie, sont évaluées au moyen des notes de 6 à 1, 6 étant la meilleure. Les fractions plus petites qu'un demi-point ne sont pas admises.⁴⁾

² Une épreuve est réussie si le candidat obtient au moins la note 4.

³ ...⁵⁾

Réussite de l'examen

Art. 24⁴⁾ ¹ Le candidat qui réussit la série des épreuves écrites peut se présenter aux épreuves orales et à l'épreuve de plaidoirie.

² La série des épreuves écrites est réussie si la moyenne des notes atteint 4 et pour autant que le candidat n'ait pas obtenu une note inférieure à 4 dans plus d'une épreuve ou une note inférieure à 2 dans une épreuve.

³ L'examen est réussi si le candidat obtient aux cinq épreuves orales et à l'épreuve de plaidoirie une moyenne de 4 et pour autant que, dans ces six épreuves, il n'ait pas obtenu une note inférieure à 4 dans plus d'une épreuve ou une note inférieure à 2 dans une épreuve.⁸⁾

Tentatives et
échecs

Art. 25 ¹ La série des épreuves écrites et celle composée des épreuves orales et de l'épreuve de plaidoirie peuvent être passées trois fois chacune.⁴⁾

² La série réussie des épreuves écrites est acquise, de même que toute épreuve écrite, orale ou l'épreuve de plaidoirie pour laquelle le candidat a obtenu une note qui n'est pas inférieure à 5.⁴⁾

³ Sous réserve des cas de force majeure sur lesquels la commission des examens statue, le candidat qui ne se présente pas à une série ou qui se retire après le début d'une série est réputé avoir échoué dans la série en cause; il doit répéter la série, sauf les épreuves acquises.

⁴ Le candidat qui influe ou essaie d'influer sur la note d'une épreuve écrite en trichant, notamment en utilisant des moyens non autorisés, est réputé avoir échoué à la série des examens écrits. La personne chargée de la surveillance des travaux écrits signale le cas à la commission des examens qui statue.

Certificat
d'examen

Art. 26 ¹ La commission des examens délivre au candidat un certificat mentionnant la note obtenue pour chaque épreuve et la moyenne de chacune des deux séries.⁴⁾

² Le résultat de l'examen est consigné dans un procès-verbal qui est conservé par le Tribunal cantonal.

Prolongation du
stage

Art. 27 Le candidat qui a échoué aux épreuves écrites peut obtenir, à sa demande, une prolongation du stage d'une durée d'un an au maximum.

SECTION 3 : Epreuve d'aptitude

Inscription

Art. 28 Les demandes d'admission à l'épreuve d'aptitude sont adressées, par écrit, à la commission des examens d'avocat, avec les documents attestant que les conditions prescrites à l'article 31, alinéa 1, lettres a et b, de la loi fédérale du 23 juin 2000 sur la libre circulation des avocats (LLCA)³⁾, sont remplies.

Session

Art. 29 L'épreuve peut être organisée en dehors des sessions prévues pour les examens d'avocat.

Modalités et
contenu

Art. 30 ¹ L'épreuve d'aptitude se déroule oralement.

² Elle porte sur les matières qui font l'objet des épreuves écrites et orales de l'examen d'avocat et qui sont substantiellement différentes de celles comprises dans le cadre de la formation suivie par le candidat dans son Etat de provenance. Il est également tenu compte de l'expérience professionnelle du candidat.

³ Les exigences de l'épreuve d'aptitude sont définies précisément, dans chaque cas, sur la base des pièces et des indications fournies par le candidat. Ces exigences lui sont communiquées au moins trois mois avant la date fixée pour l'épreuve.

Application

Art. 31 Pour le surplus, les dispositions pertinentes de la section 2 ci-dessus s'appliquent par analogie.

SECTION 4 : Entretien de vérification

Inscription

Art. 32 Les demandes d'entretien de vérification des compétences professionnelles sont adressées, par écrit, à la commission des examens d'avocat, avec toutes les pièces utiles.

Entretien

Art. 33 ¹ L'entretien, d'une durée maximale de deux heures, est conduit par une délégation de la commission composée de trois membres désignés par le président.

² L'entretien vise à évaluer les compétences professionnelles (art. 32 LLCA³⁾) du candidat. Celui-ci peut être questionné sur les matières qui font l'objet des épreuves de l'examen d'avocat. L'article 30, alinéa 3, est applicable par analogie.

CHAPITRE IV : Dispositions transitoires et finales⁷⁾

Session
d'examens
d'automne
2010

Art. 33a⁶⁾ Lors de la session d'examens d'automne 2010, les épreuves orales porteront sur les branches suivantes :

- a) éléments principaux du Code de procédure civile suisse, procédure civile jurassienne, voies de recours au niveau fédéral et procédures judiciaires et de plainte du droit de la poursuite pour dettes et de la faillite;
- b) éléments principaux du Code de procédure pénale suisse, procédure pénale jurassienne et voies de recours au niveau fédéral;
- c) droit public jurassien, selon une liste des actes normatifs cantonaux établie par la commission des examens;

- d) procédure administrative jurassienne, éléments de procédure administrative fédérale, voies de recours au niveau fédéral et législation sur la profession d'avocat.

Abrogation du
droit antérieur

Art. 34 Le règlement du 18 novembre 1980 sur le stage et les examens d'avocat est abrogé.

Entrée en
vigueur

Art. 35 Le présent règlement entre en vigueur le 1^{er} mars 2004.

Porrentruy, le 30 janvier 2004

AU NOM DU TRIBUNAL CANTONAL

Le président : Gérard Piquerez

Le premier greffier : Jean Moritz

- 1) RSJU 188.11
- 2) RSJU 175.1
- 3) RS 935.61
- 4) Nouvelle teneur selon le ch. I du règlement du 24 janvier 2008, en vigueur depuis le 1^{er} mars 2008
- 5) Abrogé par le ch. I du règlement du 24 janvier 2008, en vigueur depuis le 1^{er} mars 2008
- 6) Introduit par le ch. I du règlement du 15 juin 2010, en vigueur depuis le 1^{er} octobre 2010
- 7) Nouvelle teneur du titre selon le ch. I du règlement du 15 juin 2010, en vigueur depuis le 1^{er} octobre 2010
- 8) Nouvelle teneur selon le ch. I du règlement du 15 juin 2010, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2011
- 9) Introduit par le ch. I du règlement du 15 juin 2010, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2011
- 10) Abrogé par le ch. I du règlement du 4 octobre 2011, en vigueur depuis le 1^{er} novembre 2011
- 11) Nouvelle teneur selon le ch. I du règlement du 4 octobre 2011, en vigueur depuis le 1^{er} novembre 2011

Ordonnance sur le stage et les examens de notaire

du 22 décembre 1981

Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,

vu l'article 6, alinéa 2, de la loi du 9 novembre 1978 sur le notariat¹⁾,

arrête :

SECTION 1 : Stage

Admission au
stage

Article premier ¹ Le candidat qui réunit les conditions prévues à l'article 5 de la loi sur le notariat¹⁾ et qui est en possession d'une licence ou d'une maîtrise en droit décernée par une université suisse, doit, avant de commencer son stage, présenter une requête au Tribunal cantonal avec toutes les pièces à l'appui. Ce dernier délivre l'autorisation de commencer le stage.⁶⁾

² Le Tribunal cantonal dresse le Tableau des stagiaires et le tient à jour.

Durée

Art. 2 ¹ La durée minimale du stage est de deux ans et demi. Le stage devra être accompli au plus tard à fin mars pour la session d'examens de printemps et à fin octobre pour la session d'examens d'automne.

² Le stage est effectué durant dix-huit mois au moins dans l'étude d'un notaire pratiquant dans le Canton et six mois auprès d'un tribunal jurassien, le reste pouvant être accompli dans un registre foncier.

³ Les titulaires d'un brevet d'avocat jurassien doivent effectuer un stage minimum de deux ans, dont un an et demi au moins dans une étude de notaire, le reste pouvant être accompli dans un registre foncier.

Conditions et
étendue

Art. 3 ¹ Le notaire stagiaire effectue le stage prévu sous la surveillance et la responsabilité de son maître de stage; il travaille régulièrement et exclusivement à l'étude du notaire responsable du stagiaire et rédige notamment des actes notariés.

² Le notaire stagiaire, titulaire d'un brevet d'avocat, ne peut pas plaider.

³ Les us et coutumes des notaires s'appliquent également aux notaires stagiaires.

⁴ Le maître de stage veille à la formation complète du notaire stagiaire.

Certificat de stage

Art. 4 L'accomplissement du stage est constaté par des certificats délivrés par le maître de stage, le service judiciaire ou administratif auprès desquels le stagiaire a travaillé.

SECTION 2 : Examens

Commission des examens

Art. 5 ¹ Une commission des examens est nommée par le Tribunal cantonal pour la durée de la législature.^{[7](#)}

² Elle se compose d'un membre au moins du Tribunal cantonal, du président du Conseil du notariat, d'un représentant de la Division de justice proposé par le Gouvernement, de trois notaires pratiquants, d'un autre membre et de deux suppléants choisis parmi les magistrats de l'ordre judiciaire, les avocats et notaires pratiquant dans le Canton.

³ Le Tribunal cantonal peut en outre faire appel à des suppléants extraordinaires, notamment à des professeurs d'université.

⁴ Le président de la commission attribue les branches aux examinateurs après les avoir consultés.

⁵ La commission s'organise elle-même.

Désistement

Art. 6 ¹ L'examineur est tenu de se désister dans les cas de récusation prévus par le Code de procédure administrative^{[8](#)}.^{[7](#)}

² Il en va de même lorsque le candidat a accompli une partie de son stage à l'étude de l'examineur.

³ La commission statue en cas de litige.

Sessions des examens

Art. 7 ¹ La commission tient en principe chaque année deux sessions des examens, l'une au printemps et l'autre en automne.

² Chaque session est annoncée officiellement à deux reprises dans le Journal officiel, six semaines au moins à l'avance.

Procédure	Art. 8 La commission se réunit en séance plénière, à huis clos, pour statuer sur les résultats d'ensemble.										
Demande d'admission aux examens	<p>Art. 9 ¹ Les demandes d'admission sont adressées par écrit au Tribunal cantonal, avec pièces à l'appui, trois semaines au moins avant l'ouverture de la session.</p> <p>² Un émolument de 100 francs doit être versé au greffe du Tribunal cantonal préalablement au premier examen. L'émolument à verser préalablement au deuxième examen est de 200 francs.</p>										
Nature des examens	<p>Art. 10 ¹ Les examens de notaire comprennent des épreuves écrites et orales.</p> <p>² Ils portent sur les connaissances théoriques et pratiques des candidats.</p> <p>³ La première partie des examens peut être subie après six mois de stage. La deuxième partie se déroule après la fin du stage. Pour se présenter à la deuxième partie, les candidats justifient, par écrit, de connaissances suffisantes en comptabilité commerciale.</p>										
Première partie des examens	<p>Art. 11 ¹ La première partie des examens a pour objet :</p> <p>Epreuves écrites :</p> <p>Rédaction d'une consultation, d'un avis de droit, d'un jugement ou d'une pièce de procédure en matière pénale, administrative ou civile.</p> <p>Epreuves orales :</p> <p>Les épreuves orales portent sur les branches suivantes :</p> <table> <tr> <th></th><th>Durée de l'interrogation</th></tr> <tr> <td>1. organisation judiciaire, procédure civile, poursuite pour dettes et la faillite</td><td>25 min.</td></tr> <tr> <td>2. droit administratif jurassien (chapitres choisis)</td><td>25 min.</td></tr> <tr> <td>3. droit pénal spécial et procédure pénale</td><td>25 min.</td></tr> <tr> <td>4. procédure administrative et droit constitutionnel jurassien</td><td>20 min.</td></tr> </table>		Durée de l'interrogation	1. organisation judiciaire, procédure civile, poursuite pour dettes et la faillite	25 min.	2. droit administratif jurassien (chapitres choisis)	25 min.	3. droit pénal spécial et procédure pénale	25 min.	4. procédure administrative et droit constitutionnel jurassien	20 min.
	Durée de l'interrogation										
1. organisation judiciaire, procédure civile, poursuite pour dettes et la faillite	25 min.										
2. droit administratif jurassien (chapitres choisis)	25 min.										
3. droit pénal spécial et procédure pénale	25 min.										
4. procédure administrative et droit constitutionnel jurassien	20 min.										

Les candidats au notariat qui sont déjà titulaires d'un brevet d'avocat jurassien sont d'office dispensés de la première partie des examens. Les titulaires d'un autre brevet d'avocat suisse sont dispensés des épreuves écrites ainsi que des épreuves orales mentionnées aux chiffres 1 et 3 ci-dessus.

Deuxième partie
des examens

Art. 12 La deuxième partie des examens a pour objet :

Epreuves écrites :

Rédaction de deux actes notariés.

Epreuves orales :

Les épreuves orales portent sur les branches suivantes :

	Durée de l'interrogation
1. droit de la famille (effets généraux du mariage, régime matrimoniaux, tutelle, curatelle)	20 min.
2. droit des successions et droit international privé (régimes matrimoniaux et successions)	25 min.
3. droit réels (propriété foncière, servitudes et charges foncières, gages immobiliers et mobiliers)	20 min.
4. droit des obligations, partie spéciale (vente, échange, donation, bail, prêt, mandat, cautionnement, rente viagère, contrat d'entretien viager)	20 min.
5. droit commercial et droit de change	25 min.
6. droit fiscal jurassien	20 min.
7. législation sur le notariat, y compris la législation sur le registre foncier et les us et coutumes	30 min.

Publicité et durée
des épreuves

Art. 13 ¹ Les examens oraux sont publics. Les travaux écrits se font sous surveillance.

² Chaque épreuve écrite dure six heures.

Notes

Art. 14 ¹ Les notes des candidats sont fixées par la commission, sur la proposition de l'examineur, selon les points d'appréciation de 6 à 1, les fractions inférieures ou supérieures à 1/2 n'étant pas admises.

² Les notes des examens écrits comptent double.

³ La session des examens est réussie si la moyenne des notes atteint 4 et si aucune note inférieure à 2 n'a été attribuée.

⁴ Le candidat qui n'a pas obtenu à l'épreuve écrite du premier examen la note 3 au moins ne peut se présenter aux épreuves orales. Il est réputé avoir échoué.³⁾

⁵ Le candidat qui n'a pas obtenu aux épreuves écrites du deuxième examen une moyenne de 4 ou dont une épreuve a été appréciée par une note inférieure à 2 ne peut se présenter aux épreuves orales. Il est réputé avoir échoué.⁴⁾

Echec

Art. 15 ¹ Le candidat qui n'est pas reçu peut se présenter à nouveau à la session suivante.

² Au troisième échec, le candidat est définitivement éliminé.

Certificat des examens

Art. 16 ¹ La commission des examens délivre au candidat un certificat mentionnant la note obtenue pour chaque épreuve.

² Le résultat de l'examen est consigné dans un procès-verbal qui est conservé par le Tribunal cantonal.

Prolongation du stage

Art. 17 Il est loisible à la commission des examens d'ordonner une prolongation du stage pratique d'au maximum un an si le résultat de l'examen fait apparaître cette mesure comme nécessaire.

Délivrance du brevet

Art. 18 ¹ La commission des examens communique les résultats des candidats au Département de la Justice et de l'Intérieur, à l'intention du Gouvernement.

² Le Gouvernement délivre le brevet au candidat qui a subi les examens avec succès, contre paiement d'un émolument de 300 francs.

SECTION 3 : Dispositions transitoires et finales

Clause abrogatoire

Art. 19 L'ordonnance du 6 mars 1979 sur le stage et les examens de notaire est abrogée.

Dispositions
transitoires

Art. 20 ¹ Les candidats réunissant les conditions de l'article 2 ci-dessus et qui étaient en période de stage au 1^{er} janvier 1979 seront admis à se présenter aux examens de notaire dans le Canton s'ils remplissent les conditions du règlement bernois sur les examens de notaire du 16 septembre 1958.

² L'examen devra être subi dans les cinq ans dès le 1^{er} janvier 1979 et portera sur les matières prévues à l'article 14 du règlement bernois sur les examens de notaire du 16 septembre 1958. Tout ce qui est droit cantonal concerne le droit jurassien.

Entrée en
vigueur

Art. 21 La présente ordonnance entrera en vigueur dès sa publication au Journal officiel⁵⁾.

Delémont, le 22 décembre 1981

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : François Mertenat
Le chancelier : Joseph Boinay

¹⁾ RSJU 189.11

²⁾ RSJU 173.11

³⁾ Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 3 avril 1984, en vigueur depuis le 1^{er} juillet 1984

⁴⁾ Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 3 avril 1984, en vigueur depuis le 1^{er} juillet 1984

⁵⁾ 20 janvier 1982

⁶⁾ Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 24 octobre 2006, en vigueur depuis le 1^{er} décembre 2006

⁷⁾ Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 22 février 2011

⁸⁾ RSJU 175.1

Loi sur les communes

du 9 novembre 1978

L'Assemblée constituante de la République et Canton du Jura,

vu l'article 3 des dispositions finales et transitoires de la Constitution cantonale¹⁾,

vu les articles 110 à 120 de la Constitution cantonale¹⁾,

arrête :

TITRE PREMIER : Dispositions générales

A. Champ
d'application de
la loi

Article premier ¹ Sont soumis à la présente loi :

- a) les communes municipales;
- b) les communes bourgeoises;
- c) les communes mixtes;
- d) les sections de communes;
- e) les syndicats de communes.

Ces collectivités sont des corporations de droit public au sens des articles 52, alinéa 2, et 59, alinéa 1, du Code civil suisse²⁾.

² Les communes et communautés d'usagers, auxquelles compètent depuis un temps immémorial des droits sur des biens-fonds, sont des corporations de droit privé au sens de l'article 21 de la loi d'introduction du Code civil suisse³⁾. Si elles accomplissent des services municipaux permanents, elles sont, comme les communes, soumises à la présente loi et à ses dispositions d'exécution en ce qui concerne l'accomplissement de ces services, la reddition et l'apurement de leurs comptes, ainsi que les actes de disposition touchant leurs biens.

³ Les arrondissements de digues indépendants sont soumis à la présente loi, pour autant que ni leur règlement, ni la législation sur la police des constructions hydrauliques ne contiennent de dispositions contraires.

B. Autonomie

Art. 2 ¹ Dans les limites des dispositions légales de la Confédération et du Canton, les communes peuvent établir leurs propres règlements et s'administrer elles-mêmes.

² Leurs biens sont garantis comme propriété privée. Elles en ont seules l'administration.

³ La haute surveillance de l'Etat demeure réservée.

C. Services communaux

Art. 3 Peuvent constituer des attributions communales toutes les activités servant au bien public et ne rentrant pas exclusivement dans la compétence de la Confédération ou du Canton.

D. Actes législatifs communaux
1. Règlements

Art. 4 Les communes établissent les règlements nécessaires à leur organisation et à l'exercice de leurs attributions.

2. Dispositions d'exécution

Art. 5 ¹ Les règlements acceptés par le corps électoral peuvent attribuer au conseil général ou au conseil communal la compétence d'établir des dispositions complémentaires.

² Cette compétence peut également être attribuée au conseil communal dans les règlements établis par le conseil général.

³ Dans les deux cas, les dispositions de base concernant l'objet en question doivent être contenues dans le règlement.

3. Dispositions pénales
a) Peines et droit applicable²³⁾

Art. 6 ¹ Les communes peuvent, dans leurs règlements et dispositions d'exécution, prévoir des amendes pour en assurer l'application, pour autant que ne soient pas applicables des dispositions pénales fédérales ou cantonales.

² Sous réserve de dispositions contraires d'autres lois, le montant maximum de l'amende est de 5 000 francs pour l'infraction aux règlements soumis au corps électoral et de 1 000 francs s'il s'agit de règlements établis par une autorité communale ou de dispositions d'exécution.¹⁸⁾

³ Au surplus, les dispositions générales du Code pénal suisse¹³⁾ sont applicables par analogie aux faits déclarés punissables par les règlements communaux. Sauf disposition contraire, les infractions sont punissables même si elles ont été commises par négligence.²⁴⁾

b) Application

Art. 7 ¹ Les amendes sont prononcées par les organes communaux que désignent les règlements.

² Si le prévenu forme opposition à l'ordonnance de condamnation dans les 30 jours dès la notification de celle-ci, l'autorité communale transmet le dossier au procureur général. ⁽¹⁸⁾⁽²³⁾

³ Le montant de l'amende est acquis à la caisse communale.

E. Organes

Art. 8 ¹ On entend par organes communaux l'ensemble du corps électoral statuant en assemblée communale ou par voie de scrutin, les autorités communales et les fonctionnaires qui ont qualité pour prendre des décisions de caractère obligatoire.

² Demeurent réservées les prescriptions applicables aux syndicats de communes.

F. Eligibilité
1. Selon la loi

Art. 9 ¹ La loi sur les droits politiques ⁽⁴⁾ (art. 6) établit les règles d'éligibilité.

² Si la commune exerce des attributions assumées également dans l'intérêt d'autres communes, elle peut élire aussi des ayants droit au vote de ces communes comme membres de la commission permanente instituée à cet effet.

2. Selon les
dispositions
communales

Art. 10 ⁽²¹⁾ ¹ Le règlement communal peut limiter la rééligibilité des membres d'autorités communales. La durée de non-éligibilité ne peut toutefois pas excéder une période de fonction.

² Il peut introduire une limite d'âge pour les fonctionnaires.

G. Incompatibilité
1. En raison de
la fonction

Art. 11 ¹ Sont incompatibles avec la qualité de membre d'une autorité communale :

1. les fonctions de membre du Gouvernement et de juge permanent;
2. la qualité de fonctionnaire communal à plein emploi immédiatement subordonné à cette autorité.

^{1bis} Les fonctions de maire, de conseiller communal, de président et de vice-président de l'assemblée communale sont incompatibles. ⁽⁵⁾

² Les communes peuvent, dans leurs règlements, étendre l'incompatibilité à d'autres fonctions communales. ⁽⁶⁾

2. En raison de la parenté
a) Réglementation légale

Art. 12 ¹ Ne peuvent faire partie ensemble d'une autorité communale :

1. les parents du sang et alliés en ligne directe;
2. les frères ou sœurs, germains, utérins ou consanguins;
3. ²²⁾ les époux, les partenaires enregistrés, les alliés en ligne collatérale au 2^e degré, ainsi que les conjoints ou les partenaires enregistrés de frères ou sœurs.

² Les personnes ainsi apparentées ne peuvent pas non plus occuper des emplois communaux dont l'un est immédiatement subordonné à l'autre.

³ L'exclusion pour cause d'alliance ne cesse pas du fait de la dissolution du mariage ou du partenariat enregistré. ²²⁾

b) Exceptions

Art. 13 Le Service des communes peut, pour de justes motifs, autoriser des exceptions à la règle posée à l'article 12, alinéas 1 et 2.

c) Dispositions communales dérogatoires

Art. 14 ¹ Le règlement communal peut étendre jusqu'au 4^e degré l'exclusion pour cause de parenté du sang ou d'alliance dans la ligne collatérale.

² Il peut restreindre ou supprimer intégralement cette exclusion en ce qui concerne le conseil général.

3. Options

Art. 15 ¹ En cas d'incompatibilités, un délai d'option est imparti par le Service des communes. A défaut d'option dans ce délai, le sort décide.

^{1 bis} En cas d'élection simultanée de personnes qui s'excluent en vertu de l'article 11, est réputée élue, faut d'un désistement volontaire, celle qui a obtenu le plus grand nombre de voix, pour autant que l'élection ait eu lieu selon le même système. En cas d'égalité, le Service des communes procède à un tirage au sort auquel les intéressés sont invités. ⁵⁾

² Lorsqu'un nouvel élu se trouve, à l'égard d'une personne déjà en fonctions, dans un rapport de parenté entraînant l'incompatibilité au sens de l'article 12 de la présente loi ou selon le règlement communal, son élection est nulle si cette personne ne se retire pas.

^{2bis} Dans les cas visés aux alinéas ^{1 bis} et 2 ci-dessus, la fonction de maire l'emporte sur celle de conseiller communal. ⁵⁾

4. Procédure **Art. 16** ¹ Il est possible en tout temps de signaler au Service des communes une violation des articles 11, 12 ou 14 de la présente loi.
- ² Le Service des communes annule d'office l'élection faite en violation de ces dispositions légales.
- ³ Sa décision peut, dans les dix jours, faire l'objet d'un recours à la Cour administrative de la part de toute personne ayant le droit de vote dans la commune.
5. Validation **Art. 17** Si le délai de recours fixé à l'article 60 n'est pas utilisé, les actes accomplis par une personne inéligible sont réputés valides.
- H. Procédure d'élection **Art. 18** Sous réserve de la loi sur les droits politiques⁴⁾ et de l'article 83 de la présente loi, le règlement communal fixe la procédure applicable à l'élection des autorités et des fonctionnaires.
- I. Fonctions obligatoires
1. Principe **Art. 19**¹⁸⁾ ¹ Tout candidat officiel qui est élu à la présidence ou à la vice-présidence de l'assemblée communale, dans une autorité communale ou en qualité de fonctionnaire de la commune, est tenu de remplir ces fonctions pendant deux ans s'il s'agit d'un poste accessoire et qu'il n'existe pas de motif d'excuse au sens de l'article 20, alinéa 1 ou 2.
- ² Une personne élue à une fonction communale sans avoir été candidate officielle n'est pas tenue d'accepter son élection.
2. Motifs d'excuse **Art. 20** ¹ Les motifs d'excuse sont :
- a) le fait d'occuper un poste de procureur;
 - b) l'âge de soixante ans révolus;
 - c) la maladie ou d'autres circonstances qui empêchent l'élu d'exercer ses fonctions.
- ² Le règlement communal peut prévoir encore d'autres motifs d'excuse.
- ³ Le conseil communal peut, même en l'absence de motifs légaux ou réglementaires, faire droit à une demande d'excuse si d'autres raisons importantes l'exigent.

3. Procédure applicable

Art. 21 ¹ La demande d'excuse doit être adressée au conseil communal par écrit dans les dix jours dès réception de l'avis d'élection ou, par la suite, dès le moment où est apparu le motif d'excuse.

² Les articles 56 à 64 sont applicables. Le délai de recours est de trente jours.

4. Conséquences de l'inobservation du rejet de la demande de dispense

Art. 22 ¹ Quiconque, sans dispense, refuse de remplir la fonction de membre d'une autorité communale ou la charge à laquelle il a été appelé, est frappé d'une amende disciplinaire de 100 à 1 000 francs par décision du Service des communes. L'amende peut être réduite si l'intéressé revient sur son refus.

² L'intéressé peut, dans les trente jours, recourir contre la décision du Service des communes auprès de la Cour administrative.

5. Démission après deux ans de fonctions

Art. 23 ¹ Celui qui, pendant deux ans, a fait partie d'une autorité communale ou a revêtu une charge communale peut résigner ses fonctions et déclinier, pendant les deux années qui suivent, toute réélection au même poste.

² La démission doit être présentée trois mois à l'avance au moins. Le conseil communal peut l'accepter avec un délai plus bref s'il n'en résulte pas de préjudice pour la commune.

J. Promesse solennelle

Art. 24 ¹ Sont tenus, avant leur entrée en fonctions, de faire la promesse solennelle devant le chef du département auquel est rattaché le Service des communes² :

- a) le président et le vice-président de l'assemblée communale;
- b) les membres du conseil général et ceux du conseil communal;
- c) dans les communes municipales et mixtes le secrétaire communal, dans les autres communes le fonctionnaire occupant le poste correspondant;
- d) les caissiers communaux (administrateurs des finances);
- e) les autres membres d'autorités et fonctionnaires qui sont tenus de faire la promesse solennelle en vertu d'autres lois ou du règlement communal.

² La promesse solennelle n'est pas nécessaire en cas de réélection.

K. Obligation de se retirer
1. Motifs

Art. 25 ¹ Les participants à l'assemblée communale, les membres d'autorités communales et les fonctionnaires communaux ont l'obligation de se retirer lorsqu'il s'agit de traiter des objets qui touchent directement à leurs droits personnels ou à leurs intérêts matériels ou à ceux de personnes qui leur sont parentes au degré prévu à l'article 12, alinéa 1.

² Ont également l'obligation de se retirer les représentants légaux, statutaires ou contractuels des personnes intéressées, ainsi que les notaires chargés de s'occuper de l'affaire.

³ Les personnes qui ont l'obligation de se retirer peuvent, sur décision de l'assemblée communale ou de l'autorité communale, être appelées à fournir des renseignements.

⁴ Il n'y a pas d'obligation de se retirer s'il s'agit d'une votation ou élection par voie de scrutin; dans le cas d'autres élections, l'obligation n'existe que si le règlement communal le prescrit.

2. Conséquences de la violation de l'obligation

Art. 26 ¹ Une décision prise en violation de l'obligation de se retirer doit être annulée sur recours par le juge administratif lorsque la présence des personnes qui avaient l'obligation de se retirer a pu l'influencer d'une manière décisive.^{[18\)](#)}

² Les articles 61 et 62 de la présente loi sont applicables par analogie.

L. Administration des biens communaux
1. En général

Art. 27 ¹ Sous réserve de l'article 28, les biens communaux sont destinés à subvenir aux besoins publics des communes.

² Ils doivent être gérés d'une manière telle qu'ils ne courent aucun risque et, pour autant que leur destination le permet, qu'ils fournissent un rendement convenable.

2. Biens à destination déterminée

Art. 28 Les biens communaux dont la destination est fixée dans un acte constitutif (donation, institution d'héritier, legs et autres) doivent être utilisés selon la volonté de l'auteur de l'acte. Les principes fixés à l'article 86 du Code civil suisse^{[2\)](#)} s'appliquent à la modification de la destination des biens.

3. Droits des tiers

Art. 29 ¹ Les droits de jouissance et autres que des tiers ont sur les biens communaux demeurent réservés.

² La suppression de ces droits par voie de contrat ou d'acte de classification nécessite l'approbation du Service des communes, sauf disposition contraire de la loi.

4. Comptabilité

Art. 30 ¹ Les communes tiennent une comptabilité de leurs biens, ainsi que des recettes et dépenses de leur administration courante.

² Le compte doit être bouclé chaque année et présenté pour approbation à l'organe communal compétent. Le règlement communal peut, avec le consentement du Service des communes, prescrire que la reddition du compte ait lieu tous les deux ans.

³ Pour le surplus, la gestion financière des communes est réglée par un décret du Parlement.^{[19\)](#)}

5. Mesures en cas de retard

Art. 31 ¹ Si le receveur est en retard dans la reddition des comptes, le conseil communal, après sommation demeurée sans effet, en informe le Service des communes. Celui-ci recherche aussitôt les raisons du retard et, au besoin, il renseigne le département auquel il est rattaché.

² Il est procédé de la même manière lorsque des membres d'autorités communales ou des fonctionnaires communaux ne remettent pas à première réquisition les fonds ou autres valeurs de la commune à eux confiés ou qu'ils ne justifient pas immédiatement de leur utilisation conforme au mandat reçu.

³ S'il y a soupçon qu'un acte punissable a été commis, le Ministère public doit également être informé.^{[30\)](#)}

M. Procès-verbal

Art. 32 ¹ Les délibérations des organes communaux sont consignées dans un procès-verbal.

² Celui-ci doit en tout cas mentionner le nombre des personnes présentes, ainsi que toutes les propositions présentées et les décisions prises. Le procès-verbal des séances des autorités communales doit en outre indiquer quels membres étaient présents.

³ Les procès-verbaux des séances de l'organe supérieur de la commune et du conseil général doivent être tenus à la disposition des ayants droit au vote, qui peuvent les consulter.

N. Obligation des membres d'autorités et fonctionnaires

Art. 33 ¹ Les membres des autorités communales et les personnes liées à la commune par un rapport de service sont tenus d'accomplir consciencieusement et soigneusement les devoirs de leur charge et de se montrer dignes de leurs fonctions par leur attitude.

² Ils sont tenus à la discrétion à l'égard des tiers en ce qui concerne les affaires qui parviennent à leur connaissance dans l'exercice de leurs fonctions et qui, par leur nature ou en vertu de prescriptions spéciales, doivent être tenues secrètes. Cette obligation subsiste même après dissolution du rapport de service.

O. Responsabilité disciplinaire
1. Mesures

Art. 34¹⁸⁾ ¹ Les membres d'autorités et les fonctionnaires communaux qui manquent à leurs devoirs, intentionnellement ou par négligence, sont passibles d'une sanction disciplinaire.

² A défaut de dispositions communales particulières, les sanctions disciplinaires sont les suivantes :

- a) le blâme;
- b) l'amende jusqu'à 1 000 francs;
- c) la suppression des augmentations ordinaires de traitement;
- d) le déplacement disciplinaire ou le transfert dans une classe inférieure de traitement;
- e) la mise au provisoire;
- f) la suspension, avec suppression partielle ou totale du traitement pour six mois au plus;
- g) la révocation.

³ Les sanctions disciplinaires sont prononcées par le conseil communal, sous réserve de l'alinéa 5. Dans des cas de peu de gravité, il peut se contenter de conseils, de consignes ou d'un avertissement.

⁴ Le département auquel est rattaché le Service des communes peut infliger une sanction disciplinaire aux membres d'autorités et aux fonctionnaires, mais également aux membres du conseil général ou du conseil communal lorsque l'administration régulière de la commune est troublée ou sérieusement compromise par de graves violations des devoirs de fonction et que l'autorité communale à laquelle le ou les fautifs sont subordonnés n'intervient pas d'une manière efficace. L'alinéa 5 demeure réservé.

⁵ La Chambre administrative du Tribunal cantonal statue sur les requêtes tendant à la révocation.

⁶ La mise au provisoire, la suspension disciplinaire et la révocation ne peuvent être prononcées que si l'intéressé s'est rendu coupable d'infractions graves ou répétées aux devoirs de service.

⁷ A défaut de dispositions communales particulières, les devoirs de service sont identiques à ceux qui incombent aux fonctionnaires cantonaux.

2. Procédure

Art. 35¹⁷⁾ ¹ L'autorité disciplinaire décide d'ouvrir une procédure disciplinaire lorsqu'elle a connaissance de faits qui font naître le soupçon d'une violation de devoirs de service ou de fonction. Elle communique l'ouverture de l'enquête à l'intéressé en désignant un ou plusieurs enquêteurs capables de conduire l'enquête de manière indépendante et objective.¹⁸⁾

² Durant l'enquête, l'intéressé a le droit d'être entendu. Le rapport d'enquête est soumis à l'intéressé qui peut discuter le résultat, consulter le dossier de l'enquête et proposer des moyens de preuve.¹⁸⁾

³ Au terme de l'enquête, l'autorité disciplinaire statue sur la base du rapport final déposé par les enquêteurs. La décision disciplinaire est sujette à recours au juge administratif dans un délai de 30 jours. La procédure d'opposition est exclue.¹⁸⁾

⁴ Pour le surplus, les dispositions régissant la procédure disciplinaire à l'égard des fonctionnaires cantonaux ainsi que les règles du Code de procédure administrative¹²⁾ sont applicables par analogie, en particulier en ce qui concerne la mesure provisionnelle de la suspension immédiate pendant la durée de l'enquête.

P. Responsabilité civile
1. Champ d'application

Art. 36 ¹ Les prescriptions relatives aux fonctionnaires contenues dans les articles 37 à 42 s'appliquent à toutes les personnes liées à la commune par un rapport de service, ainsi qu'aux membres des autorités et des commissions communales spéciales.

² Le droit fédéral est seul applicable à la responsabilité des organes de tutelle et à celle découlant de travaux de caractère industriel effectués par le personnel de la commune.

2. Responsabilité de la commune à l'égard des tiers

Art. 37 ¹ La commune répond du dommage que ses fonctionnaires causent à des tiers dans l'exercice de leurs fonctions.

² La commune ne répond cependant du dommage découlant de faux renseignements que si le fonctionnaire l'a causé intentionnellement ou par une négligence grave.

³ Le tiers lésé n'a pas droit à dédommagement de la part du fonctionnaire en cause.

3. Responsabilité
à l'égard de la
commune

Art. 38 ¹ Le fonctionnaire communal répond envers la commune du dommage qu'il lui cause en violant les devoirs de sa charge intentionnellement ou par une négligence grave.

² Lorsque le dommage a été causé par plusieurs personnes, celles-ci en répondent solidairement si elles ont agi avec intention; en cas de négligence grave, elles en répondent en proportion de la gravité de la faute commise.

4. Fixation de
l'indemnité

Art. 39 Les articles 43 à 47 du Code des obligations¹⁰⁾ s'appliquent par analogie à la fixation de l'indemnité.

5. Droit
récursaire de la
commune

Art. 40 ¹ Si la commune a dû verser une indemnité à un tiers lésé, elle a un droit recours à l'égard du fonctionnaire, si celui-ci a causé le dommage intentionnellement ou par une négligence grave.

² L'article 38, alinéa 2, s'applique par analogie au droit recours.

³ Dès qu'un tiers réclame une indemnité à la commune, celle-ci doit en informer le fonctionnaire contre lequel un droit recours entre en considération. Ce fonctionnaire a un droit d'intervention dans le litige qui oppose la commune et le tiers.

⁴ Si des membres de l'autorité administrative et exécutive ordinaire sont recherchés en justice, il appartient au corps électoral ou, dans les communes qui ont institué un conseil général, à cette autorité de désigner, en vue d'agir au nom de la commune, une commission choisie en son sein.

6. Prescription

Art. 41 ¹ L'action en réparation du dommage se prescrit par un an à compter de la découverte du fait qui lui a donné naissance, mais au plus tard par dix ans dès le jour où le fait dommageable s'est produit.

² Lorsque l'action se fonde sur un acte punissable, elle peut encore être intentée, après que les délais fixés à l'alinéa 1 sont écoulés, aussi longtemps que l'action pénale n'est pas prescrite.

³ Le droit recours de la commune se prescrit par un an dès que son obligation d'indemniser a été reconnue ou fixée judiciairement, au plus tard toutefois par dix ans dès le jour où le fait dommageable s'est produit.

⁴ Les articles 135 à 142 du Code des obligations¹⁰⁾ s'appliquent par analogie.

7. Litiges

Art. 42 Les litiges découlant de la responsabilité civile des fonctionnaires sont de la compétence du juge administratif statuant sur action de droit administratif.

Q. Haute
surveillance de
l'Etat
1. Principe

Art. 43 ¹ L'administration des communes est placée sous la haute surveillance de l'Etat, exercée par le Gouvernement, ses départements et ses services.

² Les communes sont tenues de fournir à ces autorités les renseignements nécessaires et de leur présenter les dossiers voulus en vue de l'exercice efficace de leur haute surveillance.

2. Pouvoir
d'approbation
a) Objets

Art. 44 ¹ Le règlement d'organisation communal doit être approuvé par le Gouvernement.

² Doivent être soumis à l'approbation du Service des communes, à fin de validité, tous les autres règlements communaux, ainsi que les décisions des organes de la commune concernant :

- a) la conclusion d'emprunts non exclusivement destinés au remboursement ou au renouvellement de dettes d'emprunts existantes;
- b) les cautionnements et les sûretés analogues fournis par la commune, à l'exception des garanties fournies par les autorités des œuvres sociales;
- c) la participation financière à des entreprises, œuvres d'utilité publique et autres semblables, ainsi que l'octroi de prêts qui ne constituent pas des placements sûrs;
- d) la suppression de droits au sens de l'article 29.

³ Les dispositions d'exécution de règlements déjà approuvés ne nécessitent pas l'approbation de l'Etat.

⁴ Demeurent réservées les prescriptions d'actes législatifs exigeant une approbation dans d'autres cas encore.

b) Entendue de
l'examen

Art. 45 A moins que des lois spéciales n'en disposent autrement, le Service des communes se borne à examiner si le règlement qui lui est soumis est conforme à la loi et si ses dispositions n'accusent pas de contradictions les unes par rapport aux autres; en ce qui concerne les décisions de caractère financier, cette autorité examine en outre si elles sont légales et supportables pour la commune.

c) Préavis

Art. 46 ¹ Le Service des communes sollicite le préavis du Département des Finances⁷⁾ pour l'approbation de décisions à caractère financier et du département dont le champ d'activité est le plus proche pour l'approbation des règlements.

² Si les départements ne peuvent s'entendre quant à la compétence, celle-ci est fixée par le Gouvernement.

d) Décision du
Gouvernement

Art. 47 Si le Service des communes refuse son approbation, la commune peut, dans les trente jours dès notification du refus, demander au Gouvernement de statuer.

3. Examen des
comptes
communaux
a) Principe

Art. 48 Tous les comptes communaux doivent être présentés au Service des communes après leur approbation par l'organe communal compétent.

b) Etendue de
l'examen

Art. 49 Le Service des communes examine si le compte qui lui est soumis répond aux exigences de forme et si son contenu est conforme aux prescriptions de l'Etat et de la commune.

c) Procédure

Art. 50 ¹ Si le compte ne donne lieu à aucune critique, le Service des communes le revêt de son visa d'apurement.

² Le Service des communes informe l'autorité communale des critiques qu'il peut avoir à formuler à propos du compte et il l'invite à se prononcer.

³ A réception de la réponse ou si le délai imparti est écoulé sans avoir été utilisé, le Service des communes consigne ses constatations dans une décision qu'il notifie par écrit à l'autorité communale. Celle-ci peut recourir contre la décision dans les trente jours dès la notification auprès du Gouvernement.

⁴ Si le compte est affecté de vices graves, le Service des communes le transmet avec son constat au département auquel il est rattaché.

Art. 51²⁰⁾

5. Participation d'un délégué du Service des communes à des assemblées et séances

Art. 52 Un délégué du Service des communes assiste aux assemblées communales ou aux séances d'autorités communales sur mandat du Gouvernement ou de l'un de ses départements, ou si le conseil communal sollicite sa présence par une requête motivée.

6. Mesures en cas d'irrégularités

a) Premières mesures et enquête

Art. 53 ¹ Si le Service des communes ou un département du Gouvernement constatent que des organes communaux ont violé des prescriptions légales ou réglementaires ou qu'il règne dans une commune une situation empêchant ou compromettant une administration régulière, ils prennent immédiatement les mesures propres à assurer les moyens de preuve; ils communiquent leurs observations au département auquel est rattaché le Service des communes s'ils ne peuvent remédier eux-mêmes à l'état de choses constaté en instruisant les intéressés ou en leur donnant les avertissements voulus.

² Le département auquel est rattaché le Service des communes propose au Gouvernement les mesures provisoires qu'il y aurait lieu de prendre et charge le Service des communes, un de ses propres fonctionnaires ou une personne prise en dehors de l'administration de procéder à une enquête.

³ L'ouverture de l'enquête est portée à la connaissance du conseil communal. Celui-ci et les membres d'autorités et fonctionnaires impliqués dans l'enquête doivent avoir la possibilité de consulter le dossier, de présenter des moyens de preuve et de se prononcer sur l'affaire.

⁴ Le Service des communes établit un rapport et des propositions à la clôture de l'enquête à laquelle il a procédé.

b) Mesures du Gouvernement

Art. 54 ¹ Le Gouvernement prend les décisions qui s'imposent au vu du résultat de l'enquête. En plus des mesures mentionnées à l'article 34, alinéa 2, il peut édicter des instructions en vue de mettre fin à un état de choses illégal ou irrégulier, prononcer l'annulation de décisions et mesures prises illégalement par les organes communaux, ou prendre les mesures indispensables en lieu et place des organes communaux en faute.

² Si les irrégularités sont graves et si les organes communaux refusent obstinément ou sont incapables d'y remédier en appliquant les dispositions prises par les autorités de surveillance de l'Etat, le Gouvernement peut suspendre ces organes dans l'exercice de leurs fonctions et les remplacer par une administration extraordinaire jusqu'au moment où la situation redevient normale.

³ L'administration extraordinaire a toutes les attributions des organes communaux qu'elle remplace; elle encourt les mêmes responsabilités et elle est placée pareillement sous la haute surveillance de l'Etat.

⁴ Les décisions prises par le Gouvernement peuvent faire l'objet d'un recours à la Cour constitutionnelle dans un délai de trente jours suivant la notification de la décision attaquée.

c) Frais

Art. 55 ¹ Lorsque l'enquête ordonnée en vertu de l'article 53 révèle une situation irrégulière ou illégale, c'est en règle générale la commune qui en supporte les frais, ainsi que ceux des mesures prises en application de l'article 54.

² Si les irrégularités ont été causées par des membres d'autorités ou par des fonctionnaires, les frais peuvent être mis à leur charge totalement ou partiellement.

7. Recours en
matière
communale
a) Principe

Art. 56 ¹ Sauf exceptions statuées par la loi ou le décret, les décisions et arrêtés rendus par un organe communal, ainsi que les élections et votes auxquels il procède, peuvent être attaqués par voie de recours devant le juge administratif.

² Si les décisions ou arrêtés peuvent être attaqués devant un organe communal supérieur en vertu du règlement communal, le recours au juge administratif n'est ouvert que contre la décision de cet organe. Ces décisions ou arrêtés doivent indiquer la voie de recours.

³ Les prescriptions spéciales d'autres lois demeurent réservées.

b) Motifs de
recours

Art. 57 Si des prescriptions légales spéciales ne prévoient pas d'autres motifs de recours, le recours en matière communale ne peut être porté que si l'intéressé invoque :

- a) une violation ou une application arbitraire de dispositions du droit fédéral, cantonal ou communal, y compris l'excès du pouvoir d'appréciation ou l'abus de ce pouvoir;
- b) un constat inexact ou incomplet des faits ayant une importance en droit.

c) Qualité pour
recourir

Art. 58 ¹ A qualité pour recourir contre des décisions et arrêtés quiconque a pour le faire un intérêt propre digne de protection.

² Toute personne jouissant du droit de vote communal a par ailleurs qualité pour recourir contre des décisions et arrêtés qui touchent aux intérêts généraux de la commune, ainsi que contre les élections.

d) Représentation de la commune

Art. 59 Lorsque le recours vise une décision ou une opération électorale des ayants droit au vote ou du conseil général, c'est le conseil communal qui représente ces organes dans la procédure à moins que, dans un cas déterminé de recours contre une décision prise par lui, le conseil général ne fixe un autre mode de représentation.

e) Délai

Art. 60 ¹ Le recours en matière communale doit être formé dans les trente jours.

² Dans les cas d'élections, ainsi que dans les cas spécifiés aux articles 108 et 111 de la loi sur les droits politiques⁴⁾, le recours doit être formé dans les dix jours; on peut encore recourir dans les trois jours suivant la publication du résultat du scrutin au Journal officiel lorsqu'une telle publication est effectuée, même si le délai de dix jours susmentionné est écoulé.¹¹⁾

³ S'il s'agit de décisions ou d'élections auxquelles a procédé le corps électoral, le délai commence à courir le lendemain du jour de l'assemblée communale ou du scrutin, et, pour les autres décisions, arrêtés et élections, le lendemain du jour de la notification ou de la publication.¹¹⁾

f) Recours à la Cour administrative

Art. 61 ¹ Le juge administratif statue sur les recours en matière communale sous réserve de recours à la Cour administrative.

² Ont qualité pour recourir le conseil communal et toute partie à laquelle cette qualité est reconnue par le Code de procédure administrative¹²⁾. Si le juge administratif a annulé une décision prise par le corps électoral, toute personne ayant le droit de vote dans la commune est en outre légitimée à recourir.

g) Recours à la Cour constitutionnelle

Art. 62 En matière d'élections et de votes populaires, les décisions du juge administratif sont sujettes à recours auprès de la Cour constitutionnelle. La qualité pour recourir est définie par la loi sur les droits politiques.

h) Procédure

Art. 63¹¹⁾ Le recours prévu aux articles 61 et 62 doit être adressé à la Cour administrative ou à la Cour constitutionnelle dans les délais fixés à l'article 60, alinéas 1 et 2.

i) Prescriptions complémentaires

Art. 64 Pour le surplus, la procédure de recours en matière communale se règle d'après les dispositions du Code de procédure administrative¹²⁾.

R. Arbitrage

Art. 65 Les communes peuvent instituer des tribunaux arbitraux pour connaître de litiges qui les opposent les unes aux autres et dans lesquels elles interviennent en qualité de corporations administratives exerçant les mêmes droits de souveraineté.

S. Exécution par substitution et peine frappant l'insoumission à une décision de l'autorité

Art. 66 Les organes communaux peuvent, pour assurer la mise en application de leurs décisions, prévoir l'exécution par substitution et, à défaut de dispositions pénales spéciales, la peine prévue à l'article 292 du Code pénal suisse¹³⁾ pour insoumission à une décision de l'autorité.

T. Archives communales

Art. 67 Les communes veillent à ce que les pièces importantes de leur administration soient judicieusement classées et, dans la mesure du possible, conservées à l'abri de l'humidité, du feu, ainsi que de toute distraction illicite.

TITRE DEUXIEME : La commune municipale

CHAPITRE PREMIER : Eléments constitutifs et attributions

A. Eléments constitutifs
1. Principe

Art. 68 La commune municipale comprend le territoire qui lui appartient par la tradition ou qui lui a été attribué par décret du Parlement, ainsi que la population qui y est domiciliée.

2. Modifications territoriales
a) Principe

Art. 69¹⁸⁾ Le Parlement statue sur les modifications territoriales des communes.

b) Fusion de communes
1. En général³¹⁾

Art. 69a¹⁹⁾ ¹ L'Etat facilite la fusion de communes.

² Le Gouvernement favorise la création de comités intercommunaux chargés de faciliter la fusion de communes.³¹⁾

³ Il est institué un fonds d'aide aux fusions de communes géré par le Gouvernement. La législation régissant la péréquation financière directe règle l'alimentation du fonds.

⁴ L'organisation et le financement des comités intercommunaux, l'utilisation du fonds d'aide aux fusions et la procédure de fusion sont réglés par un décret du Parlement.

^{4bis} S'agissant de l'avis communal à donner selon l'article 74, alinéa 1, lettre c, de la présente loi, les ayants droit au vote s'expriment simultanément dans toutes les communes par voie de scrutin.^{[32\)](#)}

⁵ Une fusion de communes peut intervenir en cours de législature. Avant l'entrée en force de la fusion, les communes concernées procèdent aux élections des autorités de la nouvelle commune pour la période courant jusqu'à la fin de la législature.^{[25\)](#)}

2. Fusion par
décision du
Parlement

Art. 69b^{[32\)](#)} ¹ Le Parlement peut, par voie d'arrêté, décider la fusion d'une commune avec une autre.

² Cette décision peut être prise, à titre exceptionnel, lorsqu'une commune refuse de fusionner avec une ou plusieurs autres communes et qu'elle n'est pas viable au regard d'au moins deux des conditions suivantes :

- a) la commune n'est plus en mesure d'assumer ses obligations en raison de la précarité de sa situation financière et de l'insuffisance de ses ressources;
- b) ses organes ont par le passé été régulièrement constitués de manière incomplète;
- c) elle dépend dans une large mesure des collaborations avec une ou plusieurs communes avoisinantes.

³ Le Parlement consulte le conseil communal des communes concernées avant de prendre sa décision.

c) Transfert de
biens

Art. 70 ¹ Lors d'une fusion de communes, les actifs et les passifs des communes réunies sont repris par la nouvelle entité au jour de la réunion.^{[31\)](#)}

² ...^{[33\)](#)}

³ Les mutations d'immeubles des communes réunies sont inscrites d'office et sans frais au registre foncier sur la base d'un état de ces immeubles et de l'arrêté du Parlement portant approbation de la fusion de communes.^{[31\)](#)}

⁴ Si une ou plusieurs communes mixtes fusionnent entre elles ou avec une ou plusieurs communes municipales, la commune née de la fusion est une commune mixte. Le transfert de biens est réglé conformément aux dispositions qui précèdent; demeurent réservés toutefois le statut des biens bourgeois et les prérogatives de chacune des assemblées bourgeoises conformément aux articles 109 à 113.¹⁹⁾

B. Nom et armoiries

Art. 71 ¹ Les localités d'une commune issue d'une fusion continuent à porter leurs noms et armoiries. Lors d'une fusion de communes, la nouvelle entité peut adopter un nouveau nom et de nouvelles armoiries.³¹⁾

² Ces noms et armoiries peuvent être modifiés avec l'approbation du Gouvernement.

³ Demeurent réservées les prescriptions fédérales concernant les noms des communes.

C. Attributions

Art. 72 ¹ La commune municipale a toutes les attributions de caractère communal qui ne rentrent pas dans le champ d'activité d'une autre commune en vertu des dispositions légales.

² Elle décide selon sa libre appréciation, dans les limites de ses possibilités, si elle entend assumer de nouvelles attributions qui sont d'intérêt public et qui ne lui sont pas déferées par l'Etat.

³ Elle collabore dans la mesure prévue par les lois à l'exécution des attributions de la Confédération et du Canton.

⁴ Les prescriptions concernant les sections de communes et les syndicats de communes demeurent réservées.

CHAPITRE II : Les organes de la commune

SECTION 1 : Les ayants droit au vote

A. Principe :
assemblée
communale et
scrutin

Art. 73 ¹ L'ensemble des personnes jouissant du droit de vote, appelées ci-après "les ayants droit au vote", constitue l'organe supérieur de la commune.

² Cet organe exprime sa volonté en assemblée communale, à moins que le règlement communal ne prescrive le scrutin en lieu et place de l'assemblée, de façon générale ou pour un genre déterminé d'affaires. L'article 69a, alinéa 4 bis, est réservé.³¹⁾

³ Pour les communes dans lesquelles l'organisation d'assemblées communales se révèle difficile, le Gouvernement peut, d'une manière générale ou de cas en cas, prescrire le scrutin et, au besoin, l'ouverture de plusieurs locaux de vote.

⁴ A défaut de dispositions contraires, l'expression "scrutin" utilisée dans la présente loi, se rapporte également aux élections par voie de scrutin.

B. Affaires
intransmissibles

Art. 74 ¹ Sous réserve de l'alinéa 2 du présent article, les affaires désignées ci-après sont du ressort des ayants droit au vote et ne peuvent être transmises à aucun autre organe :

- a) l'élection du président des assemblées communales, du président et des autres membres du conseil communal et, si le règlement a institué un conseil général, des membres de cette autorité;
- b) l'adoption et la modification :
 - aa) du règlement d'organisation;
 - bb) du régime de base des constructions (règlement des constructions et plan des zones), sous réserve de dispositions spéciales de la législation sur les constructions;
 - cc) des règlements concernant les impôts communaux extraordinaires et les charges préférentielles (contributions des propriétaires fonciers);
 - dd) des autres règlements, à moins que le règlement d'organisation n'en attribue expressément l'adoption et la modification au conseil général ou au conseil communal;
- c) l'avis, prévu à l'article 112, alinéa 1, de la Constitution cantonale, à donner concernant la réunion de la commune à une autre et la modification de sa circonscription;
- d)¹⁸⁾ l'affiliation de la commune à un syndicat de communes et la modification des dispositions réglementaires du syndicat de communes concernant son but et les compétences financières des communes membres;
- e) l'adoption du budget et la fixation des taux des impôts communaux ordinaires;
- f) la conclusion d'emprunts, à l'exception de ceux destinés uniquement à l'amortissement ou au renouvellement de dettes d'emprunts existantes et de ceux repris par la commune lors de l'acquisition de biens-fonds;
- g) les cautionnements et la fourniture d'autres sûretés à charge de la commune, à l'exception des garanties fournies par les autorités des œuvres sociales;
- h) l'approbation des comptes communaux;

- i) l'admission ou la promesse d'admission au droit de cité communal;
- j) la création de postes permanents à plein emploi.

² L'établissement de prescriptions réglementaires concernant les charges préférentielles, ainsi que les affaires mentionnées sous les lettres e à j ci-dessus peuvent être transmis au conseil général dans les communes qui ont institué un tel organe. ¹⁴⁾

C. Autres affaires **Art. 75** ¹ Le règlement communal fixe la compétence quant aux affaires non mentionnées à l'article 74, notamment :

- a) la prise en charge de services que la commune a elle-même choisis;
- b) la fixation des traitements et indemnités dus aux membres d'autorités, aux fonctionnaires et aux employés;
- c) les actes juridiques relatifs à la propriété foncière et aux autres droits réels sur les immeubles;
- d) les dépenses non prévues dans le budget annuel;
- e) les crédits supplémentaires;
- f) la participation financière à des entreprises, œuvres d'utilité publique et autres semblables, ainsi que l'octroi de prêts ne représentant pas un placement sûr;
- g) ... ³³⁾
- h) ¹⁹⁾³¹⁾ les modifications de dispositions réglementaires des syndicats auxquels appartient la commune ne portant ni sur le but du syndicat ni sur les compétences financières de la commune; en l'absence de disposition particulière dans le règlement, la compétence d'approuver lesdites modifications revient au conseil communal.

² Demeurent réservées les prescriptions d'autres lois relatives à la compétence.

D. Cas d'urgence **Art. 76** Si un cas de force majeure (guerre, catastrophe naturelle, épidémie ou autre) empêche la convocation de l'organe supérieur compétent au sens des prescriptions ordinaires, le conseil communal est habilité, en lieu et place de cet organe, à prendre des décisions concernant des affaires qu'il n'est pas possible de remettre à plus tard.

E. Date des assemblées et des scrutins

Art. 77 ¹ Les assemblées communales ou les scrutins ont lieu :

- a) aux dates fixées dans le règlement communal;
- b) en outre, aussi souvent que les affaires l'exigent, sur décision du conseil communal ou à la demande écrite d'un dixième du corps électoral, ou d'une fraction de ce corps inférieure à un dixième fixée dans le règlement communal.

² Les assemblées seront fixées de telle façon qu'un nombre aussi élevé que possible d'ayants droit au vote puissent y participer sans inconvénient majeur.

F. Convocation
1. Ordinaire

Art. 78 ¹ Sous réserve de l'article 77, la convocation à l'assemblée communale ou à la votation communale doit se faire, sept jours d'avance au moins, par publication dans le Journal officiel, ainsi que dans la Feuille d'Avis ou, à défaut d'un tel organe, de la manière usuelle que fixe le règlement communal.

² La publication doit mentionner les objets à traiter.

2. D'urgence

Art. 79 ¹ Dans les cas urgents, la convocation à l'assemblée communale peut se faire par communication au domicile ou par communication écrite. L'avis doit parvenir à l'ayant droit au vote vingt-quatre heures au moins avant l'assemblée.

² Dans les communes comptant plus de 1 000 ayants droit au vote, la convocation d'urgence à l'assemblée peut également se faire par une publication paraissant vingt-quatre heures au moins d'avance dans la Feuille d'Avis ou, à défaut d'un tel organe, de la manière usuelle que fixe le règlement communal.

³ La décision portant convocation d'urgence doit, avant son exécution, être communiquée au Service des communes avec l'état des objets à traiter.

⁴ La convocation d'urgence n'est pas admise pour les scrutins.

G. Portée de
l'ordre du jour

Art. 80 ¹ Les ayants droit au vote ne peuvent prendre de décision définitive que sur les objets mentionnés dans la convocation.

² Une assemblée convoquée en application de l'article 78 peut délibérer sur des propositions qui ne concernent pas un objet mentionné dans la convocation; elle peut les prendre en considération ou les rejeter. Les propositions prises en considération doivent être soumises par le conseil communal, pour décision, à une assemblée ultérieure.

H. Décision **Art. 81** ¹ Une assemblée communale régulièrement convoquée peut prendre des décisions valables, quel que soit le nombre des ayants droit au vote qui y participent.

² Les décisions portant sur des objets matériels sont prises à la majorité absolue des votants.

³ Le règlement communal fixe la majorité requise en matière d'élections.

SECTION 2 : Les autorités communales

I. Dispositions communes

A. Enumération **Art. 82** Le conseil général, le conseil communal et les commissions permanentes sont les autorités de la commune au sens de la présente loi.

B. Procédure d'élection; protection des minorités **Art. 83** Lors de la constitution des autorités selon le système majoritaire, il sera équitablement tenu compte des minorités.

C. Position des secrétaires **Art. 84** A moins que le règlement communal n'en dispose autrement, la personne qui fonctionne comme secrétaire d'une autorité dont elle n'est pas membre a voix consultative et droit de proposition aux séances.

II. Le conseil général

A. Institution **Art. 85** La commune a la faculté d'instituer un conseil général.

B. Prescriptions communales **Art. 86** ¹ Le règlement d'organisation fixe, dans le cadre des dispositions légales, la compétence, le nombre des membres, la durée des fonctions et l'organisation du conseil général.

² Le nombre des membres ne peut être inférieur à vingt et un. [15\)](#)

III. Le conseil communal

A. Attributions
1. En général **Art. 87** ¹ Le conseil communal est l'autorité administrative et exécutive ordinaire de la commune.

² Il exerce dans l'administration de la commune tous les pouvoirs qui ne sont pas attribués à un autre organe par les prescriptions de droit fédéral, cantonal ou communal.

2. Représenta-
tion de la
commune

Art. 88 ¹ Le conseil communal représente la commune envers les tiers, pour autant que cette représentation n'est pas confiée par la loi ou le règlement communal à une commission permanente ou à un fonctionnaire.

^{1bis} Il est compétent pour engager et mener des procès. [32\)](#)

² Les déclarations de portée juridique engagent la commune, pour autant que la compétence de les faire n'a pas été outrepassée d'une manière reconnaissable pour une tierce personne.

3. Administration
financière

Art. 89 ¹ Le conseil communal dirige l'administration financière de la commune.

² Il rend compte chaque année de cette administration aux ayants droit au vote ou au conseil général, ou tous les deux ans si le règlement communal en dispose ainsi.

4. Police locale

Art. 90 ¹ Le conseil communal veille au maintien de l'ordre et de la tranquillité publics sur le territoire de la commune, ainsi qu'à la protection des personnes et de la propriété contre toute atteinte ou menace illégales.

² Il fait, dans ce domaine, usage de la force publique dans les limites de ses attributions légales et réglementaires dans la mesure où il ne peut remplir sa mission autrement. Les atteintes à la liberté et à la propriété des individus ne sont notamment admises que dans la mesure et pour aussi longtemps que le trouble apporté à l'ordre et à la tranquillité publics ou la mise en danger des personnes ou des choses ne peuvent être empêchés ou écartés par des moyens moins accusés.

B. Transmission
d'affaires

Art. 91 Le règlement communal peut confier à une commission du conseil, à certains des ses membres ou à des fonctionnaires déterminés la liquidation de certaines affaires ou de groupes d'affaires que la loi attribue au conseil communal ou à son président.

C. Nombre des
membres

Art. 92 ¹ Le règlement communal fixe le nombre des membres du conseil communal, qui doit être de trois au moins dans les communes comptant moins de cinquante ayants droit au vote, de cinq au moins dans les autres communes.

² Le conseil communal peut être composé, entièrement ou partiellement, de membres permanents ou de membres non permanents.

D. Durée des fonctions

Art. 93 La durée des fonctions est de cinq ans.^{[29\)](#)}

E. Décisions

Art. 94 ¹ Le conseil communal ne peut prendre de décision valable que si la majorité de ses membres sont présents.

² Les décisions se prennent à la majorité absolue des votants. Le président a droit de vote. En cas d'égalité des voix, il lui appartient en outre de départager.

³ S'il s'agit d'élections, c'est le règlement communal qui fixe la majorité nécessaire.

IV. Les commissions permanentes

A. Institution

Art. 95 Les communes ont la faculté d'instituer par la voie de leurs règlements des commissions permanentes en plus de celles qui sont prescrites par les actes législatifs de l'Etat.

B. Prescriptions communales

Art. 96 Le règlement communal fixe les attributions, le nombre des membres, la durée des fonctions, l'organisation et l'ordre des délibérations des commissions, pour autant qu'il n'existe pas de prescriptions cantonales à ce sujet.

SECTION 3 : Les commissions spéciales

A. Institution

Art. 97 Les ayants droit au vote, le conseil général ou le conseil communal peuvent instituer des commissions spéciales chargées de collaborer au traitement d'affaires qui rentrent dans leurs compétences.

B. Pouvoirs

Art. 98 ¹ Les commissions spéciales peuvent être autorisées à disposer de crédits ou à conclure des actes juridiques déterminés.

² Pour le surplus, elles n'ont pas pouvoir de décision; leurs attributions se limitent à la préparation, au préavis ou à la surveillance des affaires.

SECTION 4 : Les fonctionnaires communaux

A. Prescriptions communales

Art. 99¹⁸⁾ ¹ Le règlement communal fixe, dans les limites du droit cantonal, le mode de désignation, la durée des fonctions, les obligations et les droits des fonctionnaires communaux.

² A défaut de dispositions communales, le droit cantonal régissant le statut des fonctionnaires s'applique par analogie.

³ Les fonctionnaires communaux sont tenus de suivre les formations organisées à leur intention par l'Etat.

B. Subordination

Art. 100 A défaut de dispositions contraires de la législation cantonale ou des règlements communaux, les fonctionnaires sont immédiatement subordonnés au conseil communal.

TITRE TROISIEME : La commune bourgeoise

A. Notion

Art. 101 Les bourgeoisies organisées sous forme de communes en vue de l'exercice des attributions prévues à l'article 102, alinéa 1, constituent les communes bourgeoises.

B. Attributions

Art. 102 ¹ Les attributions des communes bourgeoises sont les suivantes :

- a) la promesse ou l'octroi de la qualité de membre de la bourgeoisie;
- b) le rôle des bourgeois et l'établissement des actes d'origine à l'intention de leurs membres;
- c) l'administration de leurs biens;
- d) l'exercice des attributions qui leur sont confiées par des lois spéciales.

² Dans la gestion et l'utilisation de sa fortune, ainsi que du produit de cette dernière, la commune bourgeoise prendra en considération les besoins de la commune municipale.

³ Elle peut, par la voie de ses règlements, se charger d'autres attributions répondant aux nécessités locales et qui ne sont pas assurées par la commune municipale ou par ses sections.

C. Utilisation de la fortune

Art. 103 Les communes bourgeoises ont la faculté de céder leurs biens en tout ou en partie à la commune municipale, sous réserve des fondations spéciales, ou d'en employer les revenus à des fins publiques, notamment en faveur des communes municipales. Si elles n'usent pas de cette faculté, le rendement de leur fortune est utilisé conformément à l'affectation prévue dans les règlements.

D. Transfert de l'administration à la commune municipale

Art. 104 ¹ Les communes bourgeoises peuvent, dans leurs règlements, remettre l'exercice de leurs attributions en tout ou en partie à la commune municipale avec l'accord de celle-ci.

² Cette mesure, comme aussi l'accord de la commune municipale, peut être révoquée en tout temps.

E. Représentation de bourgeoisies non organisées

Art. 105 ¹ Là où il n'existe pas de commune bourgeoise, c'est le conseil de la commune municipale qui représente la bourgeoisie.

² Il incombe au conseil communal d'assurer la gestion des biens de bourgeoisie qui n'appartiennent à aucune corporation bourgeoise.

³ Les décisions que le conseil communal prend dans l'utilisation des biens de bourgeoisie sont soumises à l'approbation du Service des communes.

F. Dispositions complémentaires

Art. 106 Pour le surplus, les dispositions du titre deuxième de la présente loi s'appliquent par analogie à la commune bourgeoise.

TITRE QUATRIEME : La commune mixte

A. Formation

Art. 107 ¹ La commune mixte naît de la fusion de la commune municipale avec une ou plusieurs communes bourgeoises existant sur son territoire.

² La fusion est possible en tout temps. Elle exige des décisions concordantes des ayants droit au vote des communes intéressées; elle déploie ses effets dès l'approbation du règlement d'organisation de la commune mixte par le Gouvernement.

B. Position juridique

Art. 108 ¹ La commune mixte se substitue à la commune municipale et à la commune bourgeoise.

² Elle est soumise aux mêmes prescriptions que la commune municipale et accomplit les mêmes services; elle administre en outre les biens bourgeois conformément à leur destination.

C. Fortune
1. Dans les
communes
mixtes
nouvellement
créées

Art. 109 ¹ Si la fusion s'opère sous l'empire de la présente loi, les biens des communes qui fusionnent passent à la commune mixte.

² Si les biens bourgeois sont affectés à des fins purement bourgeoises par la fondation, l'acte de classification ou le règlement, ils ne peuvent, même après la création de la commune mixte, être utilisés à d'autres fins sans le consentement de l'assemblée bourgeoise.

2. Dans les
communes
mixtes existantes

Art. 110 Si, dans les communes mixtes déjà existantes, les biens bourgeois n'ont pas passé à la commune mixte, ils demeurent propriété de la bourgeoisie pour aussi longtemps que cette dernière ne décide pas leur transfert à la commune mixte.

D. Assemblée
bourgeoise
1. Composition

Art. 111 ¹ L'assemblée bourgeoise de la commune mixte comprend les bourgeois et les bourgeoises qui y sont domiciliés et qui ont le droit de vote en matière cantonale.

² L'assemblée bourgeoise choisit parmi ses membres son président et son vice-président.

³ Le secrétaire communal tient le procès-verbal.

2. Compétence

Art. 112 L'assemblée bourgeoise statue sur les objets suivants :

- a) la réception de nouveaux membres ayant droit aux jouissances choisis parmi les personnes qui possèdent le droit de cité de la commune mixte;
- b) les actes juridiques portant sur la propriété ou d'autres droits réels de biens appartenant à la bourgeoisie;
- c) le consentement à donner à des décisions de l'assemblée communale ou du conseil communal au sens de l'article 109, alinéa 2, ci-dessus.

3. Droits de
proposition du
conseil
communal

Art. 113 Dans les affaires mentionnées à l'article 112, lettre b, ci-dessus, un représentant du conseil communal assiste à l'assemblée bourgeoise avec voix consultative et droit de proposition.

TITRE CINQUIEME : Les sections de communes

- A. Notion **Art. 114** La section de commune est, dans le cadre de la commune municipale ou mixte (appelée ci-après : "commune générale"), une corporation territoriale de droit public, reconnue comme telle et délimitée dans le règlement d'organisation de la commune générale; elle exerce en vertu de ce règlement des attributions communales permanentes en lieu et place de la commune générale.
- B. Attributions **Art. 115** En plus des attributions qui lui sont assignées par le règlement d'organisation de la commune générale, la section peut, par la voie de son propre règlement, se charger d'autres attributions répondant aux besoins locaux, pour aussi longtemps que la commune générale ne s'en occupe pas elle-même.
- C. Organisation **Art. 116** ¹ La section de commune fixe son organisation dans un règlement.
- ² Les dispositions concernant l'organisation de la commune municipale s'appliquent par analogie à la section de commune.
- D. Moyens financiers **Art. 117** ¹ La section prélève des impôts directs sur la base des registres d'impôt de la commune générale, pour autant qu'elle ne puisse couvrir ses dépenses par d'autres recettes, provenant notamment du rendement de sa fortune, d'émoluments, de charges préférentielles ou de subsides de l'Etat.
- ² Le règlement de la commune générale indique s'il revient aux sections une part de la taxe immobilière.
- E. Position par rapport à la commune générale **Art. 118** ¹ La section est placée sous la surveillance immédiate de la commune générale. Celle-ci veille au besoin à ce que la section exerce correctement les attributions qu'elle lui a transférées.
- ² Les règlements de la section doivent être approuvés par le conseil communal de la commune générale avant d'être soumis à l'approbation de l'Etat.
- F. Formation de nouvelles sections **Art. 119** ¹ Le Gouvernement peut, à titre exceptionnel, autoriser la formation de nouvelles sections s'il est impossible, du fait des conditions locales, d'exercer autrement une attribution communale d'une manière judicieuse.

² La formation d'une nouvelle section exige au préalable l'établissement d'un règlement d'organisation à son intention et de prescriptions correspondantes dans le règlement d'organisation de la commune générale.

G. Suppression **Art. 120** ¹ Il peut en tout temps être procédé à la suppression de la section de commune par décisions correspondantes de cette dernière et de la commune générale.

² Le Gouvernement prononce la suppression, sur proposition du conseil communal ou de l'autorité administrative de la section, lorsqu'il n'y a pas de raisons suffisantes à son maintien ou lorsqu'elle n'exerce pas correctement ses attributions. Toutes les communes intéressées seront au préalable entendues.

TITRE SIXIEME : Les groupements de communes

CHAPITRE PREMIER : Principe et formes

A. Principe **Art. 121** Les communes ont la faculté de se grouper en vue d'accomplir en commun des services communaux ou régionaux déterminés.

B. Formes du groupement **Art. 122** ¹ Les groupements peuvent être constitués sous forme de syndicats de communes, de rapport contractuel de droit public ou privé ou encore de personne morale de droit privé.

² Le transfert de pouvoirs découlant de la souveraineté à des organisations de droit privé est soumis à l'approbation du Gouvernement.

CHAPITRE II : Le syndicat de communes

SECTION 1 : En général²⁶⁾

A. Notion **Art. 123** Le syndicat de communes est une corporation de droit public formée de deux ou plusieurs communes en vue de l'accomplissement d'un service ou de services déterminés de caractère communal ou régional.

B. Constitution **Art. 124** ¹ Sous réserve de dispositions légales contraires, la constitution de syndicats est laissée à l'appréciation des communes.²⁷⁾

² Elle exige qu'un règlement accepté au préalable par toutes les communes intéressées, et approuvé par le Gouvernement, fixe la mission, l'organisation, la fourniture de moyens financiers, la responsabilité quant aux dettes du syndicat, ainsi que le sort d'un excédent d'actif ou de passif en cas de dissolution. L'article 133, alinéa 2, demeure réservé.

C. Affiliation ultérieure

Art. 125 ¹ Le règlement du syndicat détermine si et sous quelles conditions d'autres communes peuvent s'y affilier après sa constitution.

² L'affiliation implique la reconnaissance des prescriptions régissant le syndicat.

D. Position juridique

Art. 126 Dans le cadre de ses attributions, le syndicat agit en lieu et place des communes affiliées; il exerce, dans ce domaine, les droits et obligations de ces dernières et il a le pouvoir de prélever des émoluments et d'imposer des charges préférentielles.

E. Organisation

Art. 127 ¹ Sont organes indispensables du syndicat de communes une autorité générale administrative et exécutive (conseil syndical, comité, commission administrative) et une institution à laquelle cette autorité est subordonnée (l'assemblée des délégués ou l'ensemble des ayants droit au vote de toutes les communes affiliées).

² Le règlement peut exiger, en vue du caractère obligatoire de certaines décisions prises par l'assemblée des délégués ou par l'ensemble des ayants droit au vote, l'accord donné par la majorité simple ou par une majorité plus forte de communes affiliées ou par un nombre de communes comprenant la majorité de la population du syndicat.

³ Dans les syndicats formés de plus de deux communes, le règlement ne peut attribuer à aucune d'entre elles le droit à la majorité des voix à l'assemblée des délégués ou au sein de l'autorité générale administrative et exécutive.

F. Moyens financiers

Art. 128 ¹ Le syndicat perçoit des contributions des communes affiliées, pour autant qu'il ne puisse couvrir ses dépenses au moyen d'autres recettes, notamment du rendement de ses biens, d'émoluments, charges préférentielles ou subsides de l'Etat.

² A moins que le règlement syndical n'en dispose autrement, les contributions sont fixées en fonction de la force contributive des communes affiliées.

G. Sortie
1. Principe

Art. 129 Une commune peut démissionner du syndicat si le maintien de ce dernier par les communes restantes ne s'en trouve pas rendu trop difficile; il en est de même si tous les services qu'accomplit le syndicat ont perdu leur sens pour la commune sortante ou s'ils peuvent être accomplis d'une manière plus judicieuse sans le syndicat.

2. Restrictions

Art. 130 ¹ La démission ne doit pas être donnée en temps inopportun; dans les syndicats de communes scolaires, elle ne peut l'être que pour la fin de la période de fonctions du corps enseignant, dans les autres syndicats de communes que pour la fin d'une année civile.

² Le syndicat qui a besoin, en vue de l'accomplissement de sa tâche, d'installations coûteuses conçues en fonction du nombre ou de l'importance des communes affiliées et du personnel nécessaire peut, dans son règlement d'organisation, exclure toute sortie pour un temps déterminé assez long ou la faire dépendre de la condition que la commune sortante se charge d'une part, correspondant à sa participation, des dettes d'investissement du syndicat non encore amorties, ainsi que des dépenses futures d'entretien et de personnel.

³ La sortie d'un syndicat n'est possible que dans les limites des prescriptions applicables à ces organismes et avec le consentement du Gouvernement.

⁴ La démission doit être remise au syndicat deux ans au minimum avant le jour de sortie désiré, à moins que le règlement ne fixe un autre délai ou que le syndicat n'accepte, dans le cas particulier, une démission donnée à plus bref délai.

H. Dissolution
1. Conditions

Art. 131 ¹ Le syndicat peut être dissous :

- a) par décisions concordantes de toutes les communes affiliées;
- b) par décision prise par la majorité des communes affiliées, lorsque toutes les tâches syndicales ont perdu leur importance ou lorsqu'elles peuvent être accomplies tout aussi bien et d'une manière aussi économique sans syndicat.

² La dissolution doit être approuvée par le Gouvernement.

³ Le syndicat est, d'autre part, considéré comme dissous lorsque toutes les communes affiliées, ou toutes sauf une, l'ont quitté.

2. Recours **Art. 132** La décision du Gouvernement relative aux articles 130, alinéa 3, et 131, alinéa 2, peut faire l'objet d'un recours à la Cour constitutionnelle dans un délai de trente jours dès la notification de la décision attaquée.

3. Liquidation **Art. 133** ¹ La liquidation incombe aux organes du syndicat.

² Les communes affiliées répondent solidairement, à l'égard des créanciers du syndicat, des dettes syndicales existant à l'époque de la dissolution.

I. Syndicats comprenant des communes d'autres cantons **Art. 134** ¹ Les syndicats auxquels appartiennent également des communes d'autres cantons sont soumis en règle générale à la législation du canton dans lequel se déroule la partie la plus importante de leur activité. Si c'est le droit jurassien, la juridiction est attribuée au canton du Jura quant aux contestations de droit public :

- a) survenant entre les communes intéressées du fait de la formation ou de la dissolution du syndicat, ainsi que de l'appartenance ou de la sortie d'une commune;
- b) survenant entre le syndicat et les usagers de ses installations.

² Le Gouvernement peut, pour de justes motifs, autoriser une autre réglementation. C'est à lui qu'il appartient de régler avec les cantons voisins la position juridique de syndicats intercantonaux.

³ Le droit applicable et la juridiction doivent être clairement précisés dans le règlement d'organisation du syndicat.

SECTION 2 : Le syndicat d'agglomération²⁶⁾

A. Notion **Art. 135**²⁷⁾ Le syndicat d'agglomération est un syndicat qui réunit des communes qui :

- a) ont en commun une commune-centre;
- b) sont liées entre elles du point de vue urbanistique, économique et culturel ou sont limitrophes;
- c) et réunissent ensemble 20 000 habitants au moins.

B. Constitution
1. Introduction de la procédure **Art. 135a**²⁶⁾ ¹ La procédure de constitution d'un syndicat d'agglomération est engagée sur requête, adressée au Gouvernement, d'au moins deux conseils communaux, dont la commune-centre. La requête d'une commune peut également résulter d'une initiative communale acceptée par les citoyens.

² Le Service des communes est chargé, en collaboration avec le Service de l'aménagement du territoire, de consulter les communes susceptibles de devenir membres du syndicat d'agglomération.

³ Sur la base du résultat de cette consultation, le département auquel est rattaché le Service des communes, en accord avec le Département de l'Environnement et de l'Équipement, propose au Gouvernement de fixer le périmètre provisoire de l'agglomération.

2. Assemblée constitutive

Art. 135b²⁶⁾ ¹ Le département auquel est rattaché le Service des communes convoque une assemblée constitutive composée des membres des conseils communaux des communes incluses dans le périmètre provisoire de l'agglomération.

² L'assemblée constitutive désigne son président et se dote d'un règlement, en particulier pour déterminer le mode de prise de décisions et la répartition des frais de fonctionnement de l'assemblée entre les communes membres.

³ Jusqu'à l'adoption du règlement précité, l'assemblée prend ses décisions à la majorité des communes membres, chaque commune disposant d'une voix.

3. Statuts

Art. 135c²⁶⁾ ¹ L'assemblée constitutive élabore un projet de règlement d'organisation du syndicat d'agglomération dénommé statuts.

² Les statuts de l'agglomération déterminent :

- a) le nom et le siège du syndicat d'agglomération;
- b) les communes membres (périmètre définitif);
- c) l'organisation, conformément à l'article 135g;
- d) les tâches attribuées au syndicat;
- e) la pondération des voix des membres de l'assemblée d'agglomération;
- f) les critères déterminant les contributions financières des communes;
- g) le montant des dépenses soumises à référendum obligatoire, ainsi que celles relevant de la compétence de l'assemblée et du conseil d'agglomération;
- h) la compétence des organes de créer d'autres organes que ceux prévus par la loi;
- i) la responsabilité interne quant aux dettes de l'agglomération ainsi que le sort d'un excédent d'actif ou de passif en cas de dissolution.

³ Les statuts sont soumis pour examen préalable au département auquel est rattaché le Service des communes. Le Département de l'Environnement et de l'Équipement est consulté.

4. Scrutin
populaire

Art. 135d²⁶⁾ ¹ Les statuts sont soumis au vote dans les communes incluses dans le périmètre définitif de l'agglomération tel qu'il est fixé dans les statuts, conformément à l'article 135h.

² La double majorité des votants et des communes est nécessaire pour la constitution de l'agglomération.

³ Les statuts sont ensuite soumis à l'approbation du Gouvernement.

⁴ Lorsque la réalisation des buts du syndicat l'exige, le Gouvernement peut contraindre une commune à adhérer au syndicat d'agglomération.

C. Tâches et
compétences
1. Tâches
légalés et
statutaires

Art. 135e²⁶⁾ ¹ L'agglomération assume les tâches suivantes :

- a) l'élaboration d'un plan directeur régional et la réalisation des tâches qui lui sont liées, conformément à l'article 75a de la loi sur les constructions et l'aménagement du territoire²⁸⁾;
- b) la coordination et la collaboration dans les domaines de l'aménagement du territoire, de la mobilité et des transports, des équipements et des services, du patrimoine et du paysage, de l'énergie, de la communication, du développement économique ainsi que de la gestion administrative et technique.

² Elle assume également les tâches qui lui sont attribuées par les communes et qui figurent dans les statuts.

2. Compétences

Art. 135f²⁶⁾ ¹ Dans le cadre des ses attributions, l'agglomération se substitue aux communes et exerce les droits et obligations de celles-ci.

² Elle peut prélever des émoluments, taxes et charges de préférence sur la base d'un règlement. Elle n'est pas compétente pour prélever des impôts.

D. Organes
1. En général

Art. 135g²⁶⁾ ¹ L'agglomération est constituée des organes suivants :

- a) le corps électoral de l'agglomération;
- b) les communes membres;
- c) l'assemblée d'agglomération;
- d) le conseil d'agglomération.

² Les statuts peuvent prévoir d'autres organes.

2. Corps
électoral et
communes
a) Définition

Art. 135h²⁶⁾ ¹ L'ensemble des ayants droit au vote des communes membres de l'agglomération forme le corps électoral de l'agglomération.

² Le corps électoral s'exprime simultanément dans toutes les communes par voie de scrutin.

b) Initiative

Art. 135i²⁶⁾ ¹ Un dixième du corps électoral de l'agglomération ou une fraction inférieure à celui-ci, fixée dans les statuts, ou trois communes membres peuvent demander l'adoption, la modification ou l'abrogation de dispositions des statuts et règlements de l'agglomération.

² L'initiative peut contenir une proposition générale ou un texte formulé. Elle doit être conforme au droit fédéral et cantonal, ne concerner qu'un seul domaine et ne pas être impossible, sous peine d'être écartée par l'assemblée d'agglomération pour cause de nullité.

³ Au surplus, l'article 104 de la loi sur les droits politiques⁴⁾ s'applique par analogie.

c) Référendum
obligatoire

Art. 135j²⁶⁾ Sont soumis au vote du corps électoral et des communes :

- a) l'adoption et la modification des statuts de l'agglomération;
- b) les dépenses nouvelles soumises au référendum obligatoire en vertu des statuts.

d) Référendum
facultatif

Art. 135k²⁶⁾ ¹ Les décisions de l'assemblée d'agglomération sont soumises au vote du corps électoral si un dixième des électeurs de l'agglomération ou une fraction inférieure à celui-ci fixée dans les statuts le demande.

² La demande de référendum est remise au conseil d'agglomération dans les 30 jours qui suivent la publication de la décision contestée.

³ Au surplus, les articles 105 et 107 de la loi sur les droits politiques⁴⁾ s'appliquent par analogie.

e) Majorités
requis

Art. 135l²⁶⁾ ¹ Les actes soumis au référendum obligatoire sont acceptés lorsque la majorité des votants et des communes les approuvent.

² Les actes soumis au référendum facultatif sont acceptés lorsque la majorité des votants les approuvent.

³ Lorsqu'elles sont soumises au vote, les initiatives contenant un texte formulé qui modifie les statuts sont acceptées lorsque la majorité des votants et des communes les approuvent. Les autres initiatives soumises au vote doivent être approuvées par la majorité des votants.

3. Assemblée
d'agglomération

Art. 135m²⁶⁾ ¹ L'assemblée d'agglomération est composée de l'ensemble des conseillers communaux des communes membres de l'agglomération.

² Chaque membre dispose d'une voix, laquelle est pondérée conformément aux statuts.

³ L'assemblée d'agglomération est compétente pour :

- a) élaborer le programme d'activité de l'agglomération;
- b) adopter des règlements de portée générale;
- c) adopter le budget de l'agglomération;
- d) décider des dépenses qui relèvent de sa compétence, conformément aux statuts;
- e) approuver les comptes ainsi que le rapport d'activité du conseil d'agglomération;
- f) exercer toute autre compétence que lui attribuent les statuts.

4. Conseil
d'agglomération

Art. 135n²⁶⁾ ¹ Le conseil d'agglomération est composé de l'ensemble des maires des communes membres de l'agglomération.

² Chaque membre y dispose d'une voix non pondérée.

³ Le conseil d'agglomération est compétent pour assumer toutes les tâches qui ne sont pas dévolues à l'assemblée par la loi ou les statuts.

SECTION 3 : Dispositions complémentaires²⁶⁾

Dispositions
complémentaires

Art. 135o²⁶⁾ ¹ Sous réserve des articles 123 à 135n et des prescriptions des règlements et statuts de syndicats, les dispositions des titres premier et deuxième s'appliquent par analogie.

² Les dispositions des articles 123 à 134 s'appliquent en outre à titre supplétif aux syndicats d'agglomération.

TITRE SEPTIEME : Dispositions transitoires et finales

A. Décrets du
Parlement

Art. 136 Le Parlement édicte par voie de décret des dispositions complémentaires concernant :

- a) l'administration financière des communes;
- b) le pouvoir répressif des communes;
- c) la police locale et sa collaboration avec la police cantonale;
- d) ¹⁸⁾ la fusion de communes et leur rattachement à d'autres communes;
- e) la protection des minorités.

B. Ordonnances
du
Gouvernement

Art. 137 ¹ Le Gouvernement édicte les dispositions nécessaires en vue de l'exécution de la présente loi et des décrets du Parlement.

² Il règle notamment par voie d'ordonnance :

- a) la procédure applicable à l'établissement, à la modification et à l'approbation des règlements communaux;
- b) l'installation et l'administration des archives communales;
- c) l'orthographe des noms des communes et les armoiries de ces dernières.

C. Entrée en
vigueur

Art. 138 Le Gouvernement fixe la date de l'entrée en vigueur¹⁶⁾ de la présente loi.

Delémont, le 9 novembre 1978

AU NOM DE L'ASSEMBLEE CONSTITUANTE
DE LA REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : François Lachat
Le secrétaire général : Joseph Boinay

- 1) RSJU 101
- 2) RS 210
- 3) RSJU 211.1
- 4) RSJU 161.1
- 5) Introduit par l'art. 13, al. 2, de la loi d'incompatibilité du 29 avril 1982, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1983 (RSJU 170.31)
- 6) Nouvelle teneur selon l'art. 13, al. 2, de la loi d'incompatibilité du 29 avril 1982, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1983 (RSJU 170.31)
- 7) Nouvelle dénomination selon le décret d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale du 25 octobre 1990, en vigueur depuis le 15 janvier 1991 (RSJU 172.111)
- 8) RSJU 173.11.
- 9) Nouvelle teneur selon le ch. II de la loi du 13 septembre 2000 modifiant les actes législatifs liés à la réforme de la justice, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2001
- 10) RS 220
- 11) Nouvelle teneur selon le ch. II de la loi du 5 juillet 1984, en vigueur depuis le 1^{er} octobre 1984
- 12) RSJU 175.1
- 13) RS 311.0
- 14) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 18 novembre 1998, en vigueur depuis le 1^{er} février 1999.
- 15) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 13 septembre 2000, en vigueur depuis le 1^{er} octobre 2000
- 16) 1^{er} janvier 1979
- 17) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 21 décembre 2001, en vigueur depuis le 1^{er} avril 2002
- 18) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 20 octobre 2004, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2005
- 19) Introduit(e) par le ch. I de la loi du 20 octobre 2004, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2005
- 20) Abrogé par le ch. I de la loi du 20 octobre 2004, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2005
- 21) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 26 avril 2006, en vigueur depuis le 1^{er} août 2006
- 22) Nouvelle teneur selon le ch. XV de l'annexe à la loi du 22 novembre 2006 portant application de la loi fédérale sur le partenariat enregistré entre personnes du même sexe, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2007 (RSJU 211.2)
- 23) Nouvelle teneur selon le ch. VII de la loi du 22 novembre 2006 modifiant les actes législatifs liés à la réforme du Code pénal suisse, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2007
- 24) Introduit par le ch. VII de la loi du 22 novembre 2006 modifiant les actes législatifs liés à la réforme du Code pénal suisse, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2007
- 25) Introduit par le ch. I de la loi du 17 septembre 2008, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2009
- 26) Introduit(e) par le ch. I de la loi du 23 septembre 2009, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2010
- 27) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 23 septembre 2009, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2010
- 28) RSJU 701.1
- 29) Nouvelle teneur selon le ch. XIV de la loi du 1^{er} septembre 2010 modifiant les actes législatifs liés à la prolongation de la législature, en vigueur depuis le 1^{er} décembre 2010
- 30) Nouvelle teneur selon l'art. 74a, chiffre 6, de la loi d'organisation judiciaire, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2011 (RSJU 181.1)
- 31) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 28 septembre 2011, en vigueur depuis le 6 décembre 2011

- ³²⁾ Introduit par le ch. I de la loi du 28 septembre 2011, en vigueur depuis le 6 décembre 2011
- ³³⁾ Abrogé(e) par le ch. I de la loi du 28 septembre 2011, en vigueur depuis le 6 décembre 2011

Décret sur la fusion de communes

du 20 octobre 2004

Le Parlement de la République et Canton du Jura,

vu l'article 112, alinéa 2, de la Constitution cantonale¹⁾,

vu les articles 69a, alinéa 4, et 136, lettre d, de la loi du 9 novembre 1978 sur les communes²⁾,

arrête :

SECTION 1 : Dispositions générales

Principe

Article premier⁵⁾ ¹ L'Etat conduit une politique incitative de fusion de communes.

² Les communes concernées par une fusion doivent être situées dans un contexte géographique régional et représenter en principe entre elles une taille démographique d'au moins 1 000 habitants.

³ Par fusion de communes, on entend la fusion proprement dite et le rattachement à d'autres communes.

Champ
d'application

Art. 2 Par communes, au sens du présent décret, on entend les communes municipales et mixtes.

Terminologie

Art. 3 Les termes du présent décret désignant des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

SECTION 2 : Les comités intercommunaux

Buts

Art. 4⁵⁾ Les comités intercommunaux au sens de la présente section sont chargés d'étudier la fusion de communes.

Création,
dissolution

Art. 5 ¹ La création d'un comité intercommunal est proposée par les communes intéressées.

² Le Service des communes peut prendre les contacts nécessaires pour inciter des communes à créer un comité intercommunal.

³ Si la création d'un comité intercommunal fait suite à une demande émanant d'une ou de plusieurs communes, le Service des communes peut prendre contact avec d'autres communes voisines, en vue de définir le périmètre de la région concernée, de la manière la plus rationnelle.

⁴ Pour déterminer le périmètre, sont notamment pris en compte la situation géographique des communes, leurs besoins en matière de coopération, leurs souhaits et l'état actuel des collaborations intercommunales.

⁵ Le Gouvernement approuve la création d'un comité intercommunal. Il en fixe le périmètre et détermine son statut juridique.

⁶ Il est loisible au Gouvernement de dissoudre un comité intercommunal.

Composition et
constitution

Art. 6 ¹ Le comité intercommunal est composé en principe des maires des communes concernées. D'autres personnes peuvent en outre y être désignées en raison de leurs compétences particulières.

² Les comités intercommunaux sont renouvelés à chaque nouvelle législature communale.⁴⁾

³ Le comité intercommunal désigne son président et se constitue lui-même.

Assistance
technique et
administrative

Art. 7⁵⁾ L'Etat met à disposition des comités intercommunaux constitués une assistance technique et administrative.

Financement

Art. 8 Les frais de fonctionnement des comités intercommunaux sont financés à parts égales par l'Etat et les communes intéressées, sur la base d'un budget approuvé au préalable par le Service des communes.

Tâches

Art. 9⁵⁾ Le comité intercommunal établit un projet de convention de fusion et lance, sitôt celui-ci terminé, la procédure de consultation puis celle de la fusion. Le comité intercommunal privilégie l'information des autorités communales ainsi que celle des citoyens.

SECTION 3 : Fonds d'aide aux fusions

Institution

Art. 10 ¹ Un fonds d'aide aux fusions de communes est institué.

² Il est alimenté conformément à la législation sur la péréquation financière directe.

³ Il est géré par le Gouvernement.

Subside d'aide
aux fusions

Art. 11 La commune issue d'une fusion reçoit un subside unique.

Calcul

Art. 12 ¹ Le subside d'aide aux fusions équivaut, pour chacune des communes qui fusionne, à un montant de 500 francs multiplié par le nombre d'habitants, pondéré par l'inverse de l'indice des ressources.

² L'indice des ressources est celui qui est en vigueur au moment déterminant. Le nombre d'habitants est le dernier établi par le Bureau cantonal de la statistique au moment déterminant.

³ Lorsque le nombre d'habitants d'une des communes qui fusionne est supérieur à 1 000, le subside pour cette commune se calculera sur une population de 1 000 habitants.

⁴ En cas de fusions successives, les anciennes communes qui ont été prises en considération pour le calcul d'un premier subside ne le sont plus pour le calcul du ou des subsides complémentaires.

Moment
déterminant pour
le calcul

Art. 13 ¹ Le moment déterminant pour calculer le subside est celui de la signature de la convention de fusion par les exécutifs communaux.

² Si la fusion intervient sans convention ou si la convention est conclue après les votes communaux selon l'article 74, alinéa 1, lettre c, de la loi sur les communes²⁾, le moment déterminant est celui du jour où le premier avis communal favorable a été exprimé, au sens de la disposition précitée.

SECTION 4 : Autres mesures propres à faciliter la fusion

Tâches du
Service des
communes

Art. 14 ¹ Sur mandat du département auquel il est rattaché (dénommé ci-après : "Département"), le Service des communes élabore un rapport sur la nécessité de procéder à une fusion de communes. Il renseigne sur les conséquences d'une fusion éventuelle et sur la procédure à suivre à cet effet.

² Le Service des communes collabore à la préparation et à l'organisation de fusions de communes.

Collaboration
d'autres
personnes
mandatées

³ Le Département peut confier de telles tâches à d'autres personnes.

SECTION 5 : Procédure

Introduction

Art. 15 Le Gouvernement introduit la procédure de consultation, sur la proposition d'une commune intéressée par une fusion, d'un comité intercommunal ou d'office.

Consultation des
intéressés

Art. 16 ¹ Le Département soumet les propositions et décisions de l'article 15 aux communes concernées pour qu'elles donnent leur avis selon l'article 74, alinéa 1, lettre c, de la loi sur les communes²⁾.

² Les votes communaux sont organisés dans un délai de six mois dès l'introduction de la procédure de consultation et leur résultat est communiqué immédiatement au Département.

³ Les votes sur les conventions de fusions (art. 19) peuvent tenir lieu d'avis communal.

⁴ Les ayants droit au vote s'expriment simultanément dans toutes les communes par voie de scrutin pour le vote au sens des alinéas 1 et 3.⁶⁾

Décision de non-
lieu

Art. 17 Si, après réception de l'ensemble des avis communaux, une fusion s'avère inopportune, notamment parce qu'elle devrait concerner un cercle plus large de communes, le Gouvernement décide de ne pas donner d'autre suite à la procédure de consultation et notifie sa décision aux intéressés.

Fusion

Art. 18 ¹ Si, en revanche, la fusion s'avère opportune, le Gouvernement rend une décision préalable sur le montant du subside d'aide aux fusions et soumet au Parlement un projet d'arrêté (art. 112 de la Constitution cantonale¹⁾).

² Le projet d'arrêté doit comporter les dispositions nécessaires concernant :

- le statut de sections de communes et de communes bourgeoises sur le territoire de la commune municipale ou mixte, nouvelle ou élargie;
- le tracé des limites de la commune et de celles du district;
- les compétences permettant d'approuver le dernier compte d'une commune appelée à être supprimée;
- la mise à jour des documents cadastraux et la tenue du registre foncier;
- les cercles électoraux pour les élections et votations cantonales;⁵⁾
- la date à laquelle la fusion entre en force.

³ Si les communes intéressées ont conclu une convention sur leur fusion (art. 19), le Parlement, sur proposition de celles-ci, détermine les dispositions de ladite convention qui ne peuvent pas être modifiées par la seule commune nouvelle ou élargie. Si, par la suite, la situation subit un changement fondamental, la commune nouvelle ou élargie peut, avec l'accord du Gouvernement, modifier ou abroger de telles dispositions conventionnelles au moyen de ses règlements.

Conventions de fusion

Art. 19 ¹ Dans la limite des dispositions légales, les communes concernées peuvent, par convention, avec effet sur la nouvelle commune ou la commune élargie, régler notamment :

- les limites, le nom et les armoiries de la commune (art. 71 de la loi sur les communes²⁾);
- l'organisation, les tâches et les redevances publiques;
- le statut du personnel;
- l'utilisation de fortunes à destinations déterminées de la commune appelée à être supprimée et celle du subside d'aide aux fusions;
- le maintien, à titre exceptionnel, sous forme de section de commune, d'une commune municipale ou mixte qui a disparu (art. 119 de la loi sur les communes²⁾).

² Pour être valables, les conventions doivent être approuvées par le Gouvernement, puis par les électeurs de chaque commune partie de la convention.⁵⁾

³ Les conventions concernant la fusion de communes ont valeur de règlements de la nouvelle commune ou de la commune élargie, pour autant qu'elles ne comportent pas de dispositions de droit civil.

Exécution

Art. 20 ¹ Avant l'entrée en force de la fusion, les communes concernées :

- adaptent le droit communal à la situation nouvelle;
- procèdent aux élections des autorités de la nouvelle commune pour la période courant jusqu'à la fin de la législature;
- mettent en œuvre les dispositions prévues dans l'arrêté du Parlement et, cas échéant, dans la convention de fusion.

² Le Gouvernement prend les mesures qui s'imposent (art. 54 de la loi sur les communes²⁾) si les communes fusionnées ne s'acquittent pas de leurs obligations en temps utile. Au préalable, il consulte les conseils communaux concernés.

Versement du
subside

Art. 21 Le subside d'aide aux fusions est versé dans les six mois suivant l'entrée en force de la fusion.

Transfert de
biens

Art. 22 ¹ Le transfert de biens est régi par les dispositions de l'article 70 de la loi sur les communes²⁾.

Droit de cité

² Quiconque, au moment de la fusion, est citoyen de l'ancienne commune, acquiert, de par la loi, le droit de cité de la nouvelle commune ou de la commune élargie.

SECTION 6 : Dispositions finales

Surveillance

Art. 23 Le Département exerce la surveillance sur la fusion de communes.

Abrogation

Art. 24 Le décret du 6 décembre 1978 sur la fusion de petites communes est abrogé.

Entrée en
vigueur

Art. 25 Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur³⁾ du présent décret.

Delémont, le 20 octobre 2004

AU NOM DU PARLEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Pierre-André Comte
Le vice-chancelier : Jean-Claude Montavon

¹⁾ RSJU 101

²⁾ RSJU 190.11

³⁾ 1^{er} janvier 2005

⁴⁾ Nouvelle teneur selon le ch. XV de la loi du 1^{er} septembre 2010 modifiant les actes législatifs liés à la prolongation de la législature, en vigueur depuis le 1^{er} décembre 2010

⁵⁾ Nouvelle teneur selon le ch. I du décret du 28 septembre 2011, en vigueur depuis le 6 décembre 2011

⁶⁾ Introduit par le ch. I du décret du 28 septembre 2011, en vigueur depuis le 6 décembre 2011

TABLE DES MATIERES

2	Droit privé, procédure civile, exécution
21	<i>Dispositions complémentaires et d'exécution du Code civil suisse</i>
211	<i>Loi introductive</i>
211.1	Loi d'introduction du Code civil suisse du 9 novembre 1978
211.2	Loi du 22 novembre 2006 portant application de la loi fédérale sur le partenariat enregistré entre personnes du même sexe
212	<i>Droit des personnes</i>
212.121	Décret du 25 avril 2001 sur le service de l'état civil
212.121.6	Arrêté du Parlement du 1er octobre 1981 concernant les indemnités versées aux officiers de l'état civil
212.121.66	Arrêté du Gouvernement du 27 janvier 1987 fixant le tarif des indemnités versées aux officiers de l'état civil pour l'établissement des bulletins statistiques
212.223.1	Ordonnance du 4 octobre 2011 concernant la surveillance des fondations
212.223.2	Arrêté du Parlement du 25 mai 2011 portant adhésion de la République et Canton du Jura au concordat sur la création et l'exploitation de l'autorité de surveillance LPP et des fondations de suisse occidentale
212.223.11	Directives du Département de la Justice du 21 janvier 1994 relatives au placement de la fortune des institutions de prévoyance en faveur du personnel non inscrites dans le registre de la prévoyance professionnelle
213	<i>Droit de la famille</i>
213.121	Arrêté du Gouvernement du 24 janvier 1989 portant reconnaissance provisoire de la qualité d'office de consultation conjugale ou familiale au Service de consultation conjugale et familiale de l'Eglise catholique
213.222	Ordonnance du 19 août 2008 portant introduction à la loi fédérale sur l'enlèvement international d'enfants et les conventions de La Haye sur la protection des enfants et des adultes
213.32	Loi du 24 octobre 1985 sur les mesures d'assistance et la privation de liberté
213.322	Décret du 24 octobre 1985 sur l'admission et la sortie des patients en établissements psychiatriques
213.350.1	Ordonnance du 24 février 1981 portant délégation des compétences de l'Autorité tutélaire de surveillance au chef du Service juridique

214	<i>Droit successoral</i>
214.431	Décret du 6 décembre 1978 sur l'établissement d'inventaires
215	<i>Droits réels</i>
215.122.14	Loi du 9 novembre 1978 concernant le rachat des droits de propriété et d'usufruit grevant les arbres situés sur le fonds d'un tiers
215.124.1	Loi introductive à la loi fédérale sur le droit foncier rural du 21 février 2001
215.126.1	Loi du 22 octobre 1987 portant exécution de la loi fédérale du 16 décembre 1983 sur l'acquisition d'immeubles par des personnes à l'étranger
215.126.10	Arrêté du Gouvernement du 16 août 1988 dressant la liste des lieux dans lesquels l'acquisition de logements de vacances ou d'appartements dans un appart-hôtel peut être autorisée
215.126.2	Loi du 9 novembre 1978 touchant les acquisitions d'immeubles et de droits hypothécaires
215.129.1	Ordonnance du 23 août 2005 relative à la commission cantonale d'estimation foncière
215.231	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant l'engagement du bétail
215.322.1	Ordonnance du 7 décembre 1999 concernant l'organisation du Registre foncier
215.326.2	Loi du 9 novembre 1978 réglant les droits de mutation et les droits perçus pour la constitution de gages
215.341	Loi du 9 novembre 1978 sur les levées topographiques et cadastrales
215.342.1	Décret du 6 décembre 1978 relatif à la mise à jour des documents cadastraux
215.342.6	Ordonnance du 6 décembre 1978 sur le tarif des honoraires pour la conservation des documents cadastraux
215.346.1	Décret du 19 janvier 2000 sur les mensurations cadastrales
22	<i>Dispositions complémentaires et d'exécution du Code des obligations</i>
221	<i>Dispositions générales</i>
221.211	Arrêté du 30 novembre 1978 portant adhésion de la République et Canton du Jura au concordat intercantonal du 8 octobre 1957 réprimant les abus en matière d'intérêt conventionnel
222	<i>Contrats</i>
222.132.1	Loi du 15 février 1990 portant introduction de la loi fédérale du 4 octobre 1985 sur le bail à ferme agricole
222.153.11	Ordonnance du 6 décembre 1978 portant exécution de la loi fédérale du 28 septembre 1956 permettant d'étendre le champ d'application de la convention collective de travail

222.153.12	Règlement du Gouvernement du 2 décembre 2003 instituant une commission tripartite au sens de l'article 360b du Code des obligations
222.153.21	Contrat-type de travail du 20 décembre 1995 pour les travailleurs agricoles et le service de maison dans l'agriculture
222.153.22	Contrat-type de travail du 6 décembre 1978 pour travailleurs de l'économie domestique
222.153.23	Contrat-type de travail du 20 juin 2006 pour le personnel au service de la vente dans le commerce de détail
224	<i>Registre du commerce</i>
224.1	Ordonnance du 7 décembre 1999 concernant l'organisation du registre du commerce
27	<i>Procédure civile</i>
271	<i>Dispositions générales</i>
271.1	Loi d'introduction du Code de procédure civile du 16 juin 2010 (LiCPC)
271.10	Arrêté du Gouvernement du 30 avril 2002 dressant la liste des réquisitions à fin de mesures ou d'ordonnances à prendre ou à rendre en vertu du droit civil vidées selon la procédure sommaire
271.13	Ordonnance du 30 juin 1992 portant introduction de la Convention de Lugano
28	<i>Poursuite pour dettes et faillite</i>
281	<i>Loi introductive</i>
281.1	Loi du 11 décembre 1996 portant introduction de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite
282	<i>Organisation</i>
282.31	Décret du 11 décembre 1996 concernant les agents de poursuites
282.311	Règlement du 11 novembre 1980 concernant les cercles pour la nomination des agents de poursuites
284	<i>Procédures spéciales</i>
284.11	Ordonnance du 6 décembre 1978 portant exécution de la loi fédérale du 4 décembre 1947 réglant la poursuite pour dettes contre les communes et autres collectivités de droit public cantonal
284.76	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant l'annulation de la saisie conservatoire des aéronefs

Loi d'introduction du Code civil suisse¹⁾

du 9 novembre 1978

L'Assemblée constituante de la République et Canton du Jura,

vu l'article 52 du titre final du Code civil suisse²⁾,

vu l'article 3 des dispositions finales et transitoires de la Constitution cantonale³⁾,

arrête :

TITRE PREMIER : Des autorités compétentes et de la procédure

A. Autorités
judiciaires
I. En général

Article premier⁴¹⁾⁵¹⁾ La compétence des autorités judiciaires se détermine d'après les règles du Code de procédure civile⁵⁶⁾ et celles de la loi d'introduction du Code de procédure civile suisse⁵⁴⁾ toutes les fois qu'une décision judiciaire est nécessaire ou prévue par le Code civil suisse (CC), la loi fédérale du 30 mars 1911 complétant le Code civil suisse (livre cinquième : Code des obligations (CO)⁴⁾, la loi fédérale sur le partenariat enregistré entre personnes du même sexe (LPart)⁴⁰⁾ ou la présente loi (LiCC) et que celle-ci n'en dispose pas autrement.

II. Juge civil

Art. 2⁵⁾⁵¹⁾ Le juge civil du Tribunal de première instance traite toutes les affaires dont la connaissance n'est pas attribuée à une autre autorité par la présente loi.

Art. 2a à 7⁶⁾

Procédure

Art. 7a⁵²⁾ Les dispositions du Code de procédure civile⁵⁶⁾ s'appliquent aux décisions judiciaires rendues en vertu de la présente loi, à moins que celle-ci n'en dispose autrement.

B. Autorités
administratives
I. Maire

Art. 8⁷⁾ Le maire, ou le fonctionnaire désigné par la commune, est compétent dans les cas ci-après prévus par le Code civil suisse :

Art. 333, al. 3. Pour prendre les mesures nécessaires à l'égard des personnes de la maison d'un chef de famille atteintes de maladie mentale ou faibles d'esprit.

Art. 720 et 721, al. 2. Pour recevoir avis des choses trouvées et en permettre la vente aux enchères publiques.

II. Conseil communal

Art. 9^{[37\)](#)57)} ¹ Le conseil communal ou l'autorité désignée par la commune sont compétents dans les cas ci-après prévus par le Code civil suisse, le Code des obligations ou la loi fédérale sur le partenariat enregistré entre personnes du même sexe :

Code civil suisse :

Art. 106. Pour intenter l'action en annulation du mariage.

Art. 259, al. 2, chiffre 3, et 260a. Pour intenter l'action en contestation de la reconnaissance de paternité.

Art. 261, al. 2. Pour agir en qualité de défendeur dans l'action en paternité.

Art. 504 et 505. Pour garder les testaments qui ne sont pas déposés chez un notaire.

Art. 551, al. 3. Pour communiquer le décès à l'autorité du domicile du défunt.

Art. 552. Pour introduire une procédure des scellés.

Code des obligations :

Art. 246, al. 2. Pour poursuivre contre le donataire l'exécution d'une charge imposée dans l'intérêt de la commune.

Loi fédérale sur le partenariat enregistré entre personne du même sexe :

Art. 9, al. 2. Pour intenter l'action en annulation du partenariat enregistré.^{[41\)](#)}

² Dans les cas prévus par les articles 259, alinéa 2, chiffre 3, 260a et 550 du Code civil suisse, les attributions des communes et corporations bourgeoises demeurent réservées.

III. Recette et Administration de district

Art. 9a^{[38\)](#)} La Recette et Administration de district est l'autorité compétente dans les cas ci-après prévus par le Code civil suisse:

Art. 490, al. 1. Pour faire dresser inventaire de la succession échue au grevé de substitution.

Art. 553 à 556. Pour prendre les mesures propres à assurer la dévolution de l'hérédité et recevoir les testaments découverts lors du décès, sous réserve des articles 54 à 56a de la présente loi.

Art. 592. Pour faire dresser inventaire d'une succession dévolue au Canton.

IV. Juge administratif

Art. 10³⁴⁾ Le juge administratif est l'autorité compétente dans les cas ci-après prévus par le Code civil suisse ou le Code des obligations :

Code civil suisse :

Art. 518. Pour surveiller les exécuteurs testamentaires.

Art. 570, 574 à 576. Pour recevoir les déclarations de répudiation de succession et prendre les mesures qui s'y rapportent.

Art. 580 et 581. Pour accorder le bénéfice d'inventaire et faire dresser l'inventaire.

Art. 588. Pour recevoir la déclaration des héritiers une fois l'inventaire terminé.

Art. 593 et 595. Pour autoriser la liquidation officielle de la succession et prendre les mesures y relatives.

Art. 602, al. 3. Pour désigner le représentant d'une communauté héréditaire.

Art. 609. Pour intervenir officiellement au partage de successions.

Art. 882. Pour contrôler le tirage au sort des lettres de rente à rembourser et l'annulation des titres remboursés.

Code des obligations :

Art. 246, al. 2. Pour poursuivre contre le donataire l'exécution d'une charge imposée en faveur du district ou de plusieurs communes du même district.

V. Officier de police judiciaire

Art. 10a⁴⁵⁾ L'officier de police judiciaire, au sens de l'article 9 de la loi d'introduction du Code de procédure pénale suisse⁴⁶⁾, est l'autorité compétente dans le cas ci-après prévu par le Code civil suisse :⁵⁵⁾

Art. 28b, alinéa 4. Pour prononcer l'expulsion immédiate du logement commun en cas de crise (art. 20a à 20c LiCC).

Art. 11⁵³⁾

VII. Gouvernement

Art. 12³⁷⁾⁵⁷⁾ Le Gouvernement ou le département désigné par lui est l'autorité compétente dans les cas ci-après prévus par le Code civil suisse ou le Code des obligations :

Code civil suisse :

Art. 30. Pour autoriser les changements de nom (département auquel est rattachée la Section de l'état civil et des habitants⁹⁾).

Art. 78. Pour demander la dissolution d'une association dont le but est illicite ou contraire aux mœurs.

Art. 84. Pour exercer la surveillance sur les fondations qui relèvent par leur but du Canton, d'un district ou d'une ou plusieurs communes (Département de la Justice).

Art. 85, 86, 86a, 86b et 88. Pour modifier l'organisation, le but ou les charges et conditions des fondations sous surveillance cantonale ou prononcer leur dissolution (Département de la Justice).

Pour les institutions de prévoyance professionnelle ainsi que les institutions qui servent à la prévoyance professionnelle, le Parlement confie les compétences au sens des articles 84, 85, 86, 86a, 86b et 88 à un établissement de droit public doté de la personnalité juridique (art. 61, al. 3, LPP)

Art. 268. Pour prononcer l'adoption.

Art. 269c. Pour exercer la surveillance sur le placement d'enfants en vue de leur adoption future.

Art. 290 et 293, al. 2. Pour aider à l'exécution des obligations d'entretien et verser les avances d'entretien (Département de la Santé et des Affaires sociales⁹⁾).

Art. 371. Pour informer l'autorité compétente, en vue de la nomination d'un tuteur, de la mise à exécution d'une peine privative de liberté (Département de la Justice).

Art. 885. Pour autoriser les établissements de crédit et les sociétés coopératives à faire les opérations de prêt et de crédit sur l'engagement de bétail (Département de la Justice).

Art. 907. Pour autoriser l'exercice du métier de prêteur sur gages.

Code des obligations :

Art. 246, al. 2. Pour poursuivre contre le donataire l'exécution d'une charge imposée en faveur du Canton ou de plusieurs districts.

Art. 359. Pour rédiger les contrats-types de travail ou d'apprentissage.

Art. 482. Pour conférer le droit d'émettre des papiers-valeurs pour marchandises entreposées.

Art. 515. Pour autoriser les loteries et tirages au sort.

Art. 522 et 524. Pour reconnaître les asiles d'entretien viager et approuver leurs conditions d'admission et leurs règlements d'ordre intérieur (Département de la Santé et des Affaires sociales).

VIII. Recours et
procédure de
recours

Art. 13 La procédure de recours est réglée par les dispositions du Code de procédure administrative.¹⁰⁾

TITRE DEUXIEME : Dispositions organiques et droit civil cantonal

CHAPITRE PREMIER : Dispositions générales

A. Authenticité

Art. 14 ¹ Le notaire donne l'authenticité aux actes et reçoit les testaments publics.

² Sa compétence, ses devoirs ainsi que la forme des actes notariés sont déterminés par les dispositions des lois et décrets en la matière.

³ Les formes spéciales prescrites par le Code civil suisse et leurs effets quant à la validité de certains actes demeurent réservés.

B. Publication
I. En général

Art. 15¹¹⁾ Les publications, sommations et avis publics prévus par le Code civil suisse, le Code des obligations et la présente loi, ainsi que ceux des autorités, ont lieu par insertion dans le Journal officiel ou par lecture et affichage publics.

II. Publication
spéciale
1. Dans le
Journal officiel

Art. 16¹²⁾ Les publications prévues par les articles 36, 140, 174, 341, 351, 353, 358, 375, 377, 386, 397, 431, 435, 440, 555, 558, 582, 662 du Code civil suisse, par l'article 43 du titre final de ce code, par l'article 359a du Code des obligations et par les articles 114, alinéa 1, et 115, alinéa 2, de la présente loi, se font dans le Journal officiel.

2. Triple
publication

Art. 17 Dans les cas des articles 36, 555, 558, 582, 662 du Code civil suisse et de l'article 43 du titre final de ce code, la publication devra avoir lieu trois fois de suite.

III. Dans la
Feuille officielle
suisse du
commerce

Art. 18 ¹ Les publications dans la Feuille officielle suisse du commerce prescrites par le Code civil suisse et le Code des obligations demeurent réservées.

² Est de même réservé le droit des autorités compétentes d'ordonner toutes autres publications qui leur paraîtront convenables.

CHAPITRE II : Des personnes

A. Etat civil
I. Organisation

Art. 19 La circonscription des arrondissements de l'état civil, la nomination et la rétribution des officiers de l'état civil et de leurs suppléants seront réglées par un décret du Parlement, décret qui complétera d'autre part les dispositions fédérales sur la surveillance en matière d'état civil, la publication et la célébration des mariages ainsi que la tenue du registre des mariages.

II. Obligation de
donner avis des
naissances dont
la mère n'est pas
mariée avec le
père

Art. 20 Les officiers de l'état civil informeront d'office l'autorité tutélaire compétente de toute naissance d'enfant n'ayant de rapport de filiation qu'avec la mère.

B. Expulsion
immédiate du
logement
commun en cas
de crise
I. Décision

Art. 20a⁴⁵⁾ ¹ En cas de violence, de menaces ou de harcèlement, l'officier de police judiciaire, au sens de l'article 9 de la loi d'introduction du Code de procédure pénale suisse⁴⁶⁾, peut prononcer l'expulsion immédiate du logement commun en cas de crise (art. 28b, al. 4, CC) pour une durée de 10 jours au plus.⁵⁵⁾

² La décision est notifiée par écrit à la personne expulsée et à la personne qui fait l'objet de l'atteinte.

³ Outre les exigences des articles 85 et 86 du Code de procédure administrative⁴⁷⁾, elle comporte notamment les éléments suivants :

- a) la durée de l'expulsion;
- b) l'obligation pour la personne expulsée de remettre à un agent public ses clés du logement commun et de lui communiquer une adresse où elle pourra être atteinte;
- c) le droit pour la personne expulsée de prendre dans le logement commun, au moment de l'expulsion et en présence d'un agent public, les effets personnels strictement nécessaires pour la durée de l'expulsion;
- d) une menace de la peine prévue à l'article 292 du Code pénal suisse⁴⁸⁾ en cas d'insoumission à une décision de l'autorité;
- e) si nécessaire, le recours à la force publique afin de garantir son exécution;
- f) en annexe, une information sur les droits et les obligations de la personne expulsée et de la personne qui fait l'objet de l'atteinte.

II. Recours

Art. 20b⁴⁵⁾ ¹ La décision est sujette à recours dans les 5 jours dès sa notification auprès du juge administratif. Celui-ci statue sans délai.

² La procédure d'opposition ne s'applique pas.

³ Le recours n'a pas d'effet suspensif, à moins que la décision ne le prévoie ou que l'autorité de recours n'en décide autrement, d'office ou sur requête.

⁴ Si une partie le requiert, l'autorité de recours peut en tout temps retirer l'effet suspensif accordé ou prendre d'autres mesures provisionnelles.

III. Renvoi

Art. 20c⁴⁵⁾ Au surplus, la procédure est régie par le Code de procédure administrative⁴⁷⁾.

C. Corporations
d'allmends et
autres

Art. 21 ¹ Les corporations d'allmends, de forêts, de chemins, d'usagers, de pâturages, de digues, les associations de concessionnaires de forces hydrauliques prévues par l'article 60 de la loi sur l'utilisation des eaux¹³⁾, les syndicats d'améliorations foncières, les caisses d'assurance du bétail et autres corporations du même genre soumises au droit cantonal acquièrent la personnalité civile par la sanction du département compétent en vertu du décret d'organisation donnée à leurs statuts et à leurs règlements et sans avoir besoin de se faire inscrire au registre du commerce.

² Les corporations de ce genre qui existent déjà sont reconnues comme personnes morales, mais sont tenues de soumettre leurs statuts et leurs règlements à la sanction du département compétent en vertu du décret d'organisation.

³ Celui-ci peut leur fixer un délai à cet effet, sous commination de peine.

CHAPITRE III : De la famille

A. Registre des
régimes
matrimoniaux

Art. 22 ¹ Le préposé au registre du commerce est tenu de conserver les registres des régimes matrimoniaux établis conformément à l'ancien droit et de les tenir à disposition de qui est appelé à les consulter.¹²⁾

² ...⁴²⁾

³ ...⁴²⁾

B. Offices de
consultation
conjugale ou
familiale

Art. 22a¹⁴⁾ L'encouragement à la création d'offices de consultation conjugale ou familiale ou le soutien à certaines associations ou collectivités dans la mise sur pied ou le développement d'offices privés font l'objet d'un décret du Parlement.

C. Autorité
parentale
I. Son retrait

Art. 23 ¹ Le Département de la Justice est compétent pour prononcer le retrait de l'autorité parentale au sens de l'article 311 du Code civil suisse.

² L'autorité tutélaire prend les mesures provisoires qui lui paraissent nécessaires.

³ Les parties sont d'une part l'autorité tutélaire, d'autre part le ou les détenteurs de l'autorité parentale.

⁴ Après l'introduction de la demande, le Département de la Justice prend, sur requête, les mesures provisoires nécessaires.

⁵ Il ne peut être mis ni émoluments ni débours à la charge des parties.

⁶ Pour le surplus, la procédure est réglée par les dispositions du Code de procédure administrative.

II. Son rétablissement

Art. 24 L'article 23 est applicable par analogie au rétablissement de l'autorité parentale.

D. Protection de l'enfant
I. En général

Art. 25 L'autorité tutélaire est tenue, sous sa responsabilité (art. 32, al. 3, LiCC), de donner un tuteur à toute personne mineure qui n'est pas sous autorité parentale.

II. Droit d'aviser et obligation de signaler

Art. 26⁴³⁾ Le droit d'aviser l'autorité tutélaire ou l'obligation de l'informer d'une situation dans laquelle un enfant est victime de mauvais traitements, ne reçoit pas les soins ou l'attention commandée par les circonstances, ou dont les intérêts ne sont pas sauvegardés de manière adéquate, se règle conformément aux articles 12 et 13 de la loi sur la politique de la jeunesse⁴⁴⁾.

III. Surveillance des enfants placés

Art. 27 ¹ L'autorité tutélaire, à défaut d'une autre autorité communale, collabore avec le Service de l'action sociale dans la surveillance des enfants placés en garde ou en pension dans la commune.³⁵⁾

² ...³⁶⁾

E. Organisation de la tutelle
I. Autorités de tutelle
1. Autorité tutélaire ordinaire

Art. 28¹⁵⁾ ¹ Le conseil communal est l'autorité tutélaire ordinaire pour tous les habitants de la commune.

² Plusieurs communes peuvent, avec l'assentiment du Département de la Justice, se réunir en un arrondissement de tutelle.

³ Les règlements y relatifs sont soumis à l'approbation du Département de la Justice.

2. Autorités tutélaires bourgeoises

Art. 29³⁶⁾

3. Compétence

Art. 30 Outre les attributions que lui confère le Code civil suisse l'autorité tutélaire est compétente :

1. pour nommer un tuteur à l'enfant dont la mère n'est pas mariée avec le père et si elle est mineure, interdite, décédée ou a été déchue de l'autorité parentale (art. 298, al. 2, CC);
2. pour prendre les mesures nécessaires pour protéger les biens de l'enfant (art. 324 et 325 CC);
3. pour recevoir avis des cas où il y a lieu à tutelle (art. 368, 369 et 371 CC);
4. pour publier le retrait provisoire de la capacité civile (art. 386, al. 2, CC);
5. pour relever de ses fonctions le curateur chargé d'une gestion de biens (art. 439, al. 2, CC);
6. pour demander la déclaration d'absence dans le cas de l'article 550 du Code civil suisse.

4. Autorités de surveillance

Art. 31 ¹ L'autorité de surveillance en matière de tutelle est en première instance le Département de la Justice et en instance supérieure la Cour administrative.

² Le Département de la Justice juge les plaintes relatives aux cas prévus à l'article 378 du Code civil suisse.

³ Les décisions du Département de la Justice peuvent être attaquées par la voie du recours auprès de la Cour administrative.

II. Procédure d'interdiction
1. Interdiction au sens des articles 369 et 370 CC

Art. 32 ¹ Le juge civil est compétent pour prononcer l'interdiction au sens des articles 369 et 370 du Code civil suisse.⁵⁾

² Dès qu'elle apprend qu'il y a lieu d'interdire une personne de la commune, l'autorité tutélaire doit en faire la demande par écrit au juge civil.⁵⁾

³ Si elle omet de le faire par dol ou par négligence, elle répond du préjudice causé.

⁴ L'autorité tutélaire prend les mesures provisoires qui lui paraissent nécessaires. Elle peut, en particulier, priver provisoirement de l'exercice des droits civils la personne à interdire et lui désigner un représentant.

⁵ Après l'introduction de la demande, le juge prend, sur requête, les mesures provisoires pour la durée du procès.

⁶ Il ne peut être mis ni émoluments ni débours à la charge des parties.

⁷ Pour le surplus, la procédure est régie par les dispositions du Code de procédure civile⁵⁶⁾.

2. Interdiction
volontaire

Art. 33 ¹ Lorsqu'une personne demande elle-même à être interdite et qu'il y a cause légale établie (art. 372 CC), le juge civil prononce l'interdiction après avoir entendu l'autorité tutélaire.

² La procédure est sommaire et il ne peut être mis ni émoluments ni débours à la charge de la personne à interdire.

3. Publication

Art. 34 Le Département de la Justice pourvoit à l'exécution du jugement d'interdiction et à sa publication dans les formes légales.

4. Registre des
tutelles

Art. 35 L'autorité tutélaire et le Département de la Justice tiennent registre de toutes les tutelles et curatelles de la commune ou du Canton.

5. Privation
partielle de la
capacité,
mainlevée de
l'interdiction

Art. 36 Les articles 32 à 35 de la présente loi sont applicables par analogie aux cas de privation partielle de l'exercice des droits civils (art. 395 CC), ainsi qu'à la mainlevée de l'interdiction et de la curatelle du conseil légal (art. 433 et 439, al. 3, CC).

6. Tuteur officiel

Art. 37 Un tuteur officiel peut être institué pour exercer la tutelle quand il n'y a pas de personne apte à remplir cette fonction, et la curatelle lorsque les circonstances l'exigeront, en particulier quand il s'agira d'enfants dont la mère n'est pas mariée (art. 309 CC), ainsi que pour exercer la surveillance des enfants placés en garde ou en pension dans la commune (art. 27 LiCC). Ce tuteur sera convenablement rétribué par la commune.

III. Dispense
d'accepter les
fonctions de
tuteur

Art. 38 Indépendamment des cas de dispense spécifiés à l'article 383, chiffres 1 à 5, du Code civil suisse, peuvent décliner les fonctions de tuteur les membres du Gouvernement et du Tribunal cantonal, les magistrats du ministère public et les juges permanents.

IV. Inventaire

Art. 39 L'inventaire public prévu à l'article 398, alinéa 3, du Code civil suisse sera dressé selon les formes prescrites pour l'inventaire public du droit successoral; l'administrateur de la masse est alors remplacé par le tuteur ou le curateur.

V. Garde des titres et autres choses semblables
Placement des deniers

Art. 40 ¹ L'autorité tutélaire prendra en sa garde les titres, objets de prix, documents importants et autres choses semblables du pupille et les déposera en lieu sûr.

² L'argent comptant sera placé à la Banque cantonale ou dans toute autre maison de banque désignée par l'autorité tutélaire sous sa propre responsabilité (art. 426 CC).

VI. Rapport sur la personne du pupille

Art. 41 ¹ Le tuteur est tenu de faire rapport au moins tous les deux ans à l'autorité tutélaire sur la personne du pupille et sur le lieu de sa résidence, en particulier, s'il est mineur, sur son développement corporel et intellectuel et sur sa formation professionnelle.

² Ce rapport peut être fait en même temps que la reddition des comptes.

VII. Comptes de tutelle
1. Teneur et délai

Art. 42 ¹ Les comptes du tuteur doivent indiquer toutes les recettes et dépenses de la période comptable.

² Lorsqu'une recette ou une dépense aura été faite sur l'ordre de l'autorité tutélaire, la date de cet ordre y sera mentionnée.

³ Chaque opération sera justifiée par toutes pièces voulues. L'état de la fortune du pupille sera indiqué à la fin du compte, lequel sera signé du tuteur.

⁴ La reddition des comptes se fera au plus tard dans les deux mois après la fin de la période comptable.

2. Mesures en cas de négligence du tuteur

Art. 43 Lorsque le tuteur néglige de présenter son rapport et ses comptes, l'autorité tutélaire peut, après une sommation restée infructueuse, le destituer et, s'il y a péril en la demeure, requérir du Département de la Justice son arrestation et le séquestre de ses biens.

3. Examen du compte par le pupille

Art. 44 ¹ Si le pupille est âgé de seize ans au moins et capable de discernement et que la chose soit d'ailleurs faisable, l'autorité tutélaire lui soumettra le compte et s'en fera donner attestation sur celui-ci même.

² Elle impartira ensuite au tuteur et au pupille un délai pour examiner le compte.

³ Les héritiers du pupille ont le droit de prendre connaissance des comptes présentés par le tuteur.

4. Examen et approbation
a) Par l'autorité tutélaire

Art. 45 ¹ L'autorité tutélaire examine le compte non seulement au point de vue des exigences légales, mais aussi de l'utilité et de l'exactitude de ses divers articles.

² Elle aura équitablement égard aux observations du pupille.

³ Le résultat de l'examen sera inscrit dans le compte qui sera ensuite présenté, avec les pièces à l'appui, au Département de la Justice pour apurement.

b) Par le Département de la Justice

Art. 46 ¹ Le Département de la Justice informe l'autorité tutélaire du jour fixé pour l'apurement, en l'invitant à s'y faire représenter et à y convoquer le tuteur et le pupille (art. 44 LiCC).

² Il examine le compte de la manière prescrite à l'article précédent, confirme ou rectifie les constatations de l'autorité tutélaire et fixe, en arrêtant le compte, le reliquat dû par le tuteur au pupille ou par celui-ci au tuteur.

³ L'apurement sera transcrit dans le compte et communiqué à l'autorité tutélaire, ainsi qu'au pupille si c'est possible.

5. Recours

Art. 47 L'autorité tutélaire, le tuteur et le pupille peuvent recourir contre l'apurement du Département de la Justice à la Cour administrative.

6. Garde des comptes de tutelle

Art. 48 ¹ Les comptes de tutelle approuvés et les inventaires à l'appui seront conservés au Service des archives et de la documentation.

² Le dernier compte reste en mains du tuteur jusqu'à la reddition suivante.

³ Les comptes de clôture de tutelle doivent être remis au Département de la Justice dans les trois mois de l'apurement.

⁴ Le secrétaire de l'autorité tutélaire tient un registre où sont transcrits tous les comptes de tutelle.

VIII.
Responsabilité

Art. 49 Lorsque le tuteur et les membres de l'autorité ne peuvent réparer le dommage dont ils sont responsables, la commune ou l'arrondissement de tutelle (art. 28, al. 2, LiCC) répondent en première ligne du découvert.

F. Indivision en participation

Art. 50 La part du bénéfice net due à chacun des indivis en participation conformément à l'article 347 du Code civil suisse est déterminée, en ce qui concerne les biens-fonds, par les commissions permanentes prévues à l'article 91, alinéa 1, chiffre 1, de la présente loi.

G. Asile de famille

Art. 51 ¹ Il est permis de fonder des asiles de famille suivant les règles posées dans les articles 349 à 358 du Code civil suisse.

² L'organisation en sera réglée par une ordonnance du Gouvernement.

CHAPITRE IV : Des successions

Art. 52¹⁶⁾

A. Successions en déshérence

Art. 53 Les successions en déshérence sont dévolues à l'Etat. La moitié de la succession revient à la commune du dernier domicile du défunt.

B. Mesures conservatoires
I. Procédure des scellés

Art. 54³⁹⁾ ¹ L'autorité communale compétente introduit une procédure des scellés :

- a) au décès d'une personne qui vivait seule et ne faisait pas l'objet d'une mesure tutélaire;
- b) à la demande d'un héritier;
- c) chaque fois qu'elle juge cette mesure opportune.

² Le décret sur l'établissement d'inventaires¹⁷⁾ règle la procédure.

II. Inventaire successoral

Art. 55³⁹⁾ ¹ La Recette et Administration de district fait dresser un inventaire :

- a) lorsqu'un héritier est ou doit être placé sous tutelle;
- b) en cas d'absence prolongée d'un héritier qui n'a pas laissé de fondé de pouvoirs;
- c) à la demande d'un héritier;
- d) quand le père ou la mère sont morts et qu'il y a des enfants mineurs.

² Elle peut renoncer à l'établissement d'un inventaire lorsqu'il est notoire que le défunt ne possédait aucune fortune ou seulement une fortune minime et n'avait pas effectué d'avancement d'hoirie.

³ L'inventaire est dressé par un notaire.

⁴ Le décret sur l'établissement d'inventaires¹⁷⁾ règle la procédure.

III. Recherche des héritiers

Art. 55a³⁸⁾ ¹ La Recette et Administration de district procède aux sommations prévues par l'article 555 du Code civil suisse. Les sommations sont publiées conformément aux articles 16 et 17.

² Lorsqu'un inventaire est ordonné, les sommations sont faites par le notaire chargé de le dresser.

IV. Testaments 1. Annonce au registre central

Art. 55b³⁸⁾ Les testaments publics et les pactes successoraux instrumentés par les notaires de même que les testaments olographes déposés auprès d'eux ou auprès des communes (art. 9, al. 1) sont annoncés au registre central suisse des testaments aux frais du testateur, sauf dispense expresse de ce dernier. L'annonce est faite par le notaire ou par la commune.

2. Ouverture

Art. 55c³⁸⁾ ¹ Lorsque le défunt a laissé un ou plusieurs testaments, le notaire chargé de dresser l'inventaire procède à leur ouverture conformément aux articles 557 et 558 du Code civil suisse. S'il est renoncé à l'établissement d'un inventaire, la Recette et Administration de district désigne le notaire ayant reçu en dépôt un testament ou, à défaut, celui proposé par les héritiers. La désignation du notaire est définitive.

² Le notaire avise les exécuteurs testamentaires du mandat que leur a conféré le défunt (art. 517, al. 2 CC).

3. Garde³⁹⁾

Art. 56 ¹ Les testaments restent après leur ouverture en la garde du notaire qui les a ouverts.³⁹⁾

² Lorsque la succession est liquidée par un notaire, le testament reste déposé en son étude.

V. Certificats d'héritier et d'exécuteur testamentaire

Art. 56a³⁸⁾ Les notaires sont seuls compétents pour délivrer, conformément à l'article 559 du Code civil suisse, un certificat d'héritier légal, institué ou contractuel, ou un certificat d'exécuteur testamentaire.

C. Partage
I. Limite de
morcellement

Art. 57¹⁸⁾ Il est interdit de morceler un bien-fonds en parcelles d'une contenance inférieure à 25 ares, s'il s'agit de terrains, exception faite des cours, assises de maisons, jardins, vergers, potagers et terrains à bâtir, et à 50 ares s'il s'agit de forêts.

II. Estimation des
biens-fonds dans
les partages

Art. 58 Dans les partages de successions, le prix d'attribution des immeubles (art. 617 et suivants CC) est fixé par les commissions désignées à l'article 91, alinéa 1, chiffre 1, de la présente loi.

CHAPITRE V : Des droits réels

A. Accessoires

Art. 59 Les biens meubles, tels que machines, mobilier d'hôtel et autres choses semblables qui servent à l'exploitation d'un établissement industriel ou commercial sont considérés, d'après l'usage admis jusqu'à présent, comme accessoires des bâtiments et peuvent en cette qualité être constitués en gage en même temps que ces derniers.

B. Terres
nouvelles,
choses sans
maître et biens
du domaine
public
I. Terres
nouvelles

Art. 60 ¹ Les terres utilisables qui se forment dans les régions sans maître par alluvion, remblais, glissements de terrain, changements de cours ou de niveaux des eaux publiques, ou d'autre manière encore, appartiennent à l'Etat.

² L'Etat peut attribuer ces terres aux propriétaires des fonds contigus ou les destiner à l'entretien du cours d'eau.

³ Si des terrains boisés ou incultes bordant les rives d'un cours d'eau ne servent pas encore à son entretien, le Département de l'Environnement et de l'Equipement peut les affecter à cette destination.

II. Choses sans
maître et biens
du domaine
public
1. Occupation

Art. 61 ¹ Les terrains sans maître ne peuvent devenir propriété privée sans l'autorisation du Département de l'Environnement et de l'Equipement; ceux qui le deviendront seront immatriculés au registre foncier.

² Sont choses du domaine public les lacs, rivières et ruisseaux sur lesquels il n'y a pas domaine privé établi par titre.

³ Les fonds riverains régulièrement inondés par les hautes eaux font partie intégrante du lit de la rivière ou du lac.

2. Usage et exploitation

Art. 62 ¹ L'usage et l'exploitation des terrains sans maître et des choses du domaine public, en particulier du lit des lacs et rivières, sont placés sous la surveillance de l'Etat.

² Si cet usage et cette exploitation portent atteinte à l'intérêt public, en particulier au service des digues, le Département de l'Environnement et de l'Equipement peut les interdire.

³ Le Département de l'Environnement et de l'Equipement peut concéder exclusivement aux associations de digues l'exploitation du lit des lacs et rivières, ou l'assujettir au paiement d'un droit, si elle a une importance considérable.

III. Territoires en mouvement permanent

Art. 62a ¹⁹ ¹ Le Service de l'aménagement du territoire requiert, d'office ou sur demande, la mention au registre foncier des territoires en mouvement permanent.

² Les géomètres d'arrondissement et les géomètres chargés de la mise au courant des plans cadastraux sont tenus de signaler les territoires en mouvement permanent au Service de l'aménagement du territoire.

³ Avant de requérir la mention, le Service de l'aménagement du territoire invite les propriétaires intéressés à se déterminer au sujet de la mention envisagée.

⁴ En cas de contestation de la part des propriétaires, le Service de l'aménagement du territoire rend une décision constatant la nature du terrain en question.

C. Droits de voisinage
I. Constructions et plantations
1. Distances à la limite

Art. 63 ¹ Pour les constructions qui dépassent, en n'importe quel point, le sol naturel de plus de 1,20 m, une distance à la limite de 3 m au moins sera observée par rapport aux biens-fonds voisins. Sont réservées les prescriptions de droit public concernant la manière de bâtir en ordre contigu ou presque contigu.

² Si la manière de construire en ordre contigu est admise, mais non prescrite, le propriétaire foncier qui ne pose pas les murs extérieurs latéraux à la limite est tenu d'observer une distance à la limite de 6 m.

³ Si, en vertu de la législation antérieure, un bâtiment voisin avec mur extérieur a été construit à la limite, une construction contiguë de mêmes dimensions est autorisée.

2. Bâtiments
contigus et
annexes

Art. 64 Pour des constructions à un niveau, contiguës et annexes, qui ne sont pas affectées au séjour permanent d'hommes ou d'animaux, une distance de 2 m par rapport à la limite suffit, pour autant que, dans ces bâtiments, la hauteur moyenne de la façade ne dépasse pas 4 m et leur superficie ne dépasse pas 60 m².

3. Parties
saillantes du
bâtiment

Art. 65 Les parties saillantes du bâtiment, telles qu'avant-toits, perrons et balcons, ne peuvent empiéter que de 1,20 m au plus sur la distance à la limite, à compter du mur extérieur.

4. Fosses
d'aisances et à
fumier

Art. 66 ¹ Les installations destinées à recueillir les excréments, le purin, le fumier et d'autres détritux malodorants seront construites à une distance de 3 m au moins par rapport à la limite.

² Si ces installations sont construites de manière à ne pas nuire aux voisins, il n'est pas besoin d'observer la distance à la limite, pour autant que ces installations ne dépassent pas le sol naturel de plus de 1,20 m.

5. Droit de
reconstruire

Art. 67 ¹ Un bâtiment totalement ou partiellement détruit par l'action d'éléments naturels peut être reconstruit dans ses dimensions antérieures dans un délai de cinq ans, sans égard aux distances de droit privé par rapport à la limite.

² Le délai est réputé observé si, avant son expiration, la demande d'un permis a été présentée. La reconstruction se fera sans interruption arbitraire.

6. Murs coupe-
feu
a) Obligation

Art. 68 Les bâtiments construits à la limite seront pourvus, du côté de la limite, d'un mur coupe-feu.

b) Propriété

Art. 69 ¹ Par l'achat, le voisin acquiert en copropriété le droit d'utiliser aussi un mur coupe-feu existant.

² Il sera payé pour ce droit une indemnité calculée en fonction de l'intérêt des voisins concernés à l'existence du mur coupe-feu.

³ Il peut être fait mention, au registre foncier, des droits de propriété et d'utilisation que le voisin a acquis sur le mur coupe-feu.

- c) Exhaussement **Art. 70** Chaque copropriétaire a le droit d'exhausser le mur coupe-feu ou de l'approfondir. Il supporte seul les frais qui résultent de ces travaux. Si le voisin bâtit en contiguïté au nouveau pan de mur, il paiera l'indemnité prévue à l'article 69, alinéa 2, ci-dessus.
7. Murs de soutènement et talus
a) Obligation de construire; exécution **Art. 71** ¹ Celui qui procède à des remblais ou à des fouilles le long de la limite est tenu de protéger le bien-fonds voisin au moyen de murs de soutènement ou de talus.
- ² L'inclinaison maximale des talus sera de 45° (100 %). Dans les terrains abrupts demeure réservée une inclinaison plus forte des talus qui se sont formés naturellement ou ont été suffisamment consolidés.
- ³ Le mur de soutènement peut être placé à la limite. S'il sert au remblai, il ne doit pas dépasser de plus de 1,20 m le sol naturel le plus élevé.
- b) Propriété **Art. 72** ¹ Le mur de soutènement placé sur la limite est considéré comme faisant partie intégrante du fonds du propriétaire qui l'a construit. Si cela ne peut être déterminé, le mur est réputé appartenir en copropriété aux deux voisins.
- ² Au surplus sont applicables les prescriptions relatives aux murs coupe-feu.
8. Clôtures **Art. 73** ¹ Les clôtures, telles que palissades, murs et haies, peuvent être établies à la limite si elles n'excèdent pas une hauteur de 1,20 m à compter du sol naturel du fonds le plus élevé.
- ² Les clôtures plus hautes seront éloignées de la limite d'une distance équivalant à l'excédent de leur hauteur, mais au maximum de 3 m.
- ³ Pour les haies à feuillage persistant, les distances à observer sont augmentées de 50 cm et comptées jusqu'au milieu de l'endroit où se trouve la plantation.
9. Arbres et buissons **Art. 74** ¹ Pour les arbres et buissons plantés après l'entrée en vigueur de la présente disposition, on observera à tout le moins les distances à la limite suivantes calculées jusqu'au milieu de l'endroit où se trouve la plantation :
- 5 m pour les arbres à haute tige qui ne sont pas des arbres fruitiers, ainsi que pour les noyers;
 - 3 m pour les arbres fruitiers à haute tige;

- 1 m pour les arbres fruitiers nains, les arbres ornementaux et les espaliers, pour autant qu'ils soient constamment taillés en vue de ne pas dépasser une hauteur de 3 m;
- 50 cm pour les buissons ornementaux d'une hauteur de 2 m au plus, ainsi que pour les buissons à baies et les vignes.

² Ces distances seront observées aussi pour les arbres et buissons sauvages.

³ Pour les prétentions tendant à supprimer les plantations trop proches, le délai de prescription est de cinq ans. L'observation des hauteurs maximales peut être exigée en tout temps.

10. Ombre portée

Art. 75 ¹ Si l'ombre projetée par des arbres à haute tige porte une atteinte grave aux conditions d'hygiène des logements, le propriétaire de ces arbres est tenu de les tailler, moyennant une indemnité équitable, pour en réduire la hauteur à des proportions tolérables et, en cas de nécessité, de les supprimer.

² Demeure réservé le maintien de ces arbres en fonction d'intérêts publics, en particulier ceux de la protection de la nature et du patrimoine, ainsi que de la protection des allées.

11. Utilisation de murs placés à la limite

Art. 76 Le voisin a le droit, sans être tenu à indemnité, d'établir, aux murs et aux parois situés à ou sur la limite, des installations qui ne causent point de dommages, notamment des espaliers.

12. Droit de passage sur le fonds voisin

Art. 77 Le voisin tolérera le passage sur son bien-fonds ou l'utilisation temporaire de ce fonds, lorsqu'ils sont nécessaires à l'établissement ou à l'entretien de constructions, de routes, de plantations le long de la limite ou de toutes autres installations, telles que les conduites. Il sera informé en temps utile et peut exiger que ces droits soient exercés avec le plus d'égard possible et moyennant dédommagement intégral.

II. Plantations forestières

Art. 78 ¹ Les plantations dans les bois et forêts ne doivent pas s'approcher à plus d'un mètre de la limite de la propriété voisine. En outre les trouées de démarcation doivent toujours avoir au moins un mètre de large.

² A côté d'un terrain non boisé, la lisière de la forêt doit se trouver à cinq mètres en arrière de la ligne de démarcation s'il s'agit d'un peuplement neuf et à trois mètres au moins s'il s'agit d'un repeuplement; dans cette largeur peut être comprise celle du chemin ou fossé qui longe intérieurement la limite.

III. Ouvrages servant à la vidange des forêts

Art. 79 Les propriétaires dont les bois et forêts ne sont pas reliés suffisamment à une voie publique, peuvent exiger, contre pleine et entière indemnité, que leur soit concédé le droit d'établir les ouvrages nécessaires pour la vidange, tels que dévaloirs, glissoirs, etc.

IV. Droits de passage, de barre et d'irrigation et clôtures

Art. 80 ¹ Demeurent en vigueur les usages suivis jusqu'à présent ainsi que les dispositions de police ou d'ordre économique des droits coutumiers en ce qui concerne la faculté accordée aux propriétaires d'emprunter le fonds voisin pour travaux d'exploitation, de réparation ou de construction sur leurs propres fonds et en ce qui a trait aux droits de barre, de charrue, d'abreuvoir, de passage en saison morte, de dévalage, d'irrigation et autres droits analogues, comme aussi en ce qui touche les fossés, haies, murs et autres clôtures.

² Les dispositions y relatives seront réunies et précisées dans un décret du Parlement. Les droits qui en découlent ne seront pas inscrits au registre foncier.

D. Restrictions de droit public
I. Antiquités, monuments naturels, etc.

Art. 81 ¹ Le Gouvernement est autorisé à prendre par voie d'ordonnance les mesures nécessaires et à édicter des peines pour la protection et la conservation des antiquités, des monuments naturels, des plantes, pour protéger contre toute altération les sites, l'aspect des localités et les points de vue et pour sauvegarder les sources d'eaux minérales.

² En tant et pour aussi longtemps que le Gouvernement ne fait pas usage de cette faculté, les communes pourront l'exercer à sa place. Les ordonnances qu'elles rendront à cette fin seront soumises à l'approbation du Gouvernement.

³ L'Etat et les communes peuvent protéger et rendre accessibles par voie d'expropriation, et en particulier par l'établissement de servitudes publiques, les antiquités, monuments naturels, sites, aspects et points de vue. Il leur est loisible de déléguer cette faculté à des associations et fondations d'utilité publique.

II. Ouvrages de protection contre les éléments

Art. 82 L'Etat et les communes ont le droit d'exiger, contre pleine et entière indemnité, la cession des terrains et l'établissement des servitudes foncières qui sont nécessaires pour construire des ouvrages de protection contre les phénomènes naturels tels que tourmentes de neige, éboulements, inondations, etc. Les ouvrages existants qui servent à pareille fin ne peuvent pas être supprimés sans l'assentiment du conseil communal.

III. Clôtures de sécurité

Art. 83 Les communes ont le droit d'édicter, afin de prévenir les accidents, des dispositions portant obligation d'entourer d'une clôture les canaux, fossés, etc., non couverts.

IV. Signaux et repères topographiques et cadastraux

Art. 84 ¹ Les propriétaires fonciers sont tenus, moyennant avertissement, de tolérer gratuitement l'établissement des signaux et repères topographiques et cadastraux et, en particulier, des points de triangulation, de polygone et de nivellement, ainsi que les mesures nécessaires à leur conservation et à leur entretien.

² Le dommage causé aux cultures donne lieu à indemnité.

³ A la demande du Bureau topographique fédéral ou du Service cantonal de l'aménagement du territoire, l'existence de pareils signaux et repères sera mentionnée dans le registre foncier.

E. Dérivation de sources

Art. 85 Est applicable au captage et à la dérivation des sources et des eaux souterraines la loi sur l'utilisation des eaux¹³⁾.

F. Forêts et pâturages communs, etc., qui ne peuvent être partagés

Art. 86 On ne peut partager les forêts, pâturages, fontaines et ruisseaux qui appartiennent à une corporation d'allmend ou à quelque autre association de ce genre, ou dont l'exploitation ou l'usage rationnels deviendraient impossibles par le fait même.

G. Gages immobiliers
I. Purge hypothécaire

Art. 87 ¹ La purge hypothécaire (art. 828 à 830 CC) est permise.

² La somme à payer pour purger peut être fixée par estimation officielle (art. 91, al. 1, ch. 1, LiCC), si tous les créanciers en font la demande et que l'acquéreur y consent.

II. Hypothèques légales

Art. 88²⁰⁾ ¹ Il y a hypothèque légale, indépendamment de toute inscription au registre foncier, pour les créances suivantes :

- a) en faveur de l'Etablissement d'assurance immobilière pour les primes dues au titre de l'assurance incendie obligatoire des bâtiments;
- b) en faveur des communes pour la taxe immobilière, la taxe des digues, la taxe d'épuration des eaux usées et les redevances relatives à la fourniture de l'eau potable;
- c) en faveur de l'Etat pour les redevances relatives aux concessions hydrauliques et les droits de succession et de donation;
- d) en faveur des syndicats d'améliorations foncières pour les redevances dues par les propriétaires fonciers;

- e) en faveur de l'Etat pour les crédits d'investissement forestiers octroyés à des particuliers pour des travaux liés à un bien-fonds.²¹⁾

² L'hypothèque légale pour les créances mentionnées à l'alinéa 1 prend rang avant tous les droits de gage conventionnels, dans l'ordre préférentiel décrit ci-devant.

III. Cédules
hypothécaires et
lettres de rentes
1. Signature

Art. 89²²⁾ Les cédules hypothécaires et les lettres de rente portent la signature du conservateur du registre foncier ou de son adjoint.

Art. 90²³⁾

3. Lettres de
rente
Estimation
officielle

Art. 91 ¹ L'estimation officielle qui doit avoir lieu pour la constitution d'une lettre de rente est faite :

1. ⁵⁰⁾ par une commission cantonale d'estimation de cinq membres lorsqu'il s'agit de déterminer la valeur de rendement d'un immeuble rural ou la valeur du terrain d'un immeuble urbain; quatre membres sont nommés par le Gouvernement; le teneur du registre de l'impôt foncier de la commune où est sis l'immeuble est membre d'office; la durée des fonctions correspond à la législature; les suppléants sont désignés de la même façon;
2. par les commissions d'estimation de l'Etablissement cantonal d'assurance immobilière lorsqu'il s'agit de déterminer la valeur de construction d'un bâtiment.

² Le Gouvernement édicte les ordonnances et instructions nécessaires pour organiser ces commissions et pour régler le mode de procéder aux estimations officielles et de les contrôler; il fixe en outre les émoluments à payer pour lesdites estimations, sous réserve de la loi sur les émoluments²⁴⁾.

³ Le créancier peut aussi demander l'estimation officielle quand il s'agit de la constitution d'une cédule hypothécaire.

H. Gages
mobiliers
I. Engagement
du bétail

Art. 92 Le préposé à l'Office des poursuites et faillites de chaque district tiendra registre des engagements de bétail.

II. Profession de
prêteur sur
gages

Art. 93 Le métier de prêteur sur gages est régi par la loi sur l'industrie²⁵⁾.

Art. 94 à 96⁵³⁾

I. Registre
foncier
I. Circonscrip-
tions

Art. 97 Chaque commune municipale forme une circonscription pour la tenue du registre foncier.

II. Arrondisse-
ment

Art. 98²²⁾ ¹ Le territoire de la République et Canton du Jura forme un seul arrondissement pour la tenue du registre foncier.

² Il est tenu par le Service du registre foncier et du registre du commerce.

III. Organisation
1. Dispositions
d'exécution

Art. 99²²⁾ Le Gouvernement règle dans une ordonnance l'organisation du registre foncier, le système et les détails techniques de la tenue informatisée du registre foncier, ainsi que les modalités d'accès aux données.

2. Autorité de
surveillance

Art. 100²²⁾ ¹ Le registre foncier est placé sous la surveillance du Département de la Justice qui exerce cette tâche, soit directement, soit par l'intermédiaire du Service de l'inspection et de l'exécution des peines.

² Le Service de l'inspection et de l'exécution des peines procède à des inspections régulières du registre foncier et au moins une fois par année à une inspection approfondie. Après chaque inspection, il transmet son rapport au Département de la Justice, avec, le cas échéant, des propositions relatives aux mesures à prendre.

³ Les décisions du conservateur sont sujettes à recours au Département de la Justice²⁶⁾. La procédure d'opposition est exclue.

⁴ Les décisions du Département de la Justice sont sujettes à recours à la Chambre administrative du Tribunal cantonal.

3. Statut du
personnel

Art. 101²²⁾ La loi sur le statut des magistrats, fonctionnaires et employés de la République et Canton du Jura²⁷⁾ est applicable aux fonctionnaires du registre foncier, notamment en ce qui concerne la récusation, la responsabilité de l'Etat pour la tenue du registre foncier, le droit de recours contre le fonctionnaire fautif, de même que la responsabilité disciplinaire, dans les limites fixées par les articles 955 et suivants du Code civil suisse. L'autorité de surveillance prononce les sanctions disciplinaires.

IV. Inscription au
registre foncier
1. Immeubles du
domaine public

Art. 102 Les immeubles du domaine public appartenant soit à l'Etat, soit aux communes, seront immatriculés au registre foncier.

2. Réquisition
des inscriptions
par les notaires

Art. 103 Dans les trente jours de la réception des actes dressés par eux, les notaires en requerront d'office l'inscription au registre foncier.

V. Mise à jour
des plans
cadastraux

Art. 104 ¹ La mise à jour des plans cadastraux est faite par des géomètres nommés à cet effet.

² Le mode de nomination, la rétribution et les attributions de ces géomètres, ainsi que les émoluments de mise à jour seront fixés par un décret du Parlement.

VI. Publications

Art. 104a ¹⁹⁾ ¹ Le Service du registre foncier et du registre du commerce publie tous les deux mois une liste des transferts de propriété immobilière traités au feuillet. Les listes sont affichées et peuvent être consultées librement dans les bâtiments abritant les bureaux du registre foncier.

² La publication porte sur :

- a) le numéro de l'immeuble, sa surface, sa nature et son lieu de situation, ainsi que sur la nature des bâtiments mentionnés dans l'état descriptif;
- b) les noms et le domicile ou le siège des personnes qui aliènent la propriété et de celles qui l'acquièrent;
- c) la date de l'acquisition de la propriété par l'aliénateur;
- d) les parts de copropriété et de propriété par étages;
- e) la valeur de la contre-prestation, sauf en cas de partage successoral, d'avancement d'hoirie, de contrat de mariage ou de liquidation de biens.

³ Ne sont pas publiées :

- a) les acquisitions faites par voie de succession;
- b) les acquisitions d'immeubles situés dans la zone à bâtir, lorsque leur contenance est inférieure à un are;
- c) les acquisitions d'immeubles situés hors de la zone à bâtir, lorsque leur contenance est inférieure à cinq ares;
- d) les acquisitions qui font l'objet d'un acte authentique simplifié ²⁸⁾;
- e) les augmentations de parts de copropriété et de parts de propriété par étages de moins de dix pour cent.

CHAPITRE VI : Des obligations

A. Enchères
I. Vente aux
enchères
publiques

Art. 105 ¹ Les ventes aux enchères publiques doivent être annoncées publiquement au moins huit jours à l'avance. Ce délai peut être abrégé par le juge administratif si de justes motifs l'exigent.

² Les ventes aux enchères ont lieu par le ministère d'un notaire du Canton qui en dressera procès-verbal; la criée est faite par :

- a) un agent de poursuites du district ou, à défaut, d'un autre district, s'il s'agit d'immeubles;
- b) un agent de poursuites ou une personne qualifiée proposée par le vendeur, s'il s'agit de meubles.^{[29\)](#)}

³ Les ventes d'objets mobiliers dont la valeur totale n'excède pas 30 000 francs peuvent être publiées suivant l'usage local; il suffit qu'elles aient lieu avec le concours d'un agent de poursuites ou d'un fonctionnaire communal.^{[29\)](#)}

II. Autres ventes
aux enchères

Art. 106 Les ventes aux enchères qui n'ont pas lieu dans les formes prescrites par l'article précédent sont régies par les dispositions relatives aux ventes ordinaires.

III. Abus

Art. 107 ¹ Toutes ventes aux enchères seront clôturées ou suspendues avant l'heure de fermeture des auberges.

² Il est interdit d'influencer ou de chercher à influencer les enchères en promettant des boissons spiritueuses aux miseurs ou en leur en servant d'une façon abusive.

³ Les infractions à ces dispositions seront punies d'une amende de 50 à 1 000 francs.

B. Dettes
d'auberges

Art. 108^{[30\)](#)} Ne peuvent faire l'objet d'une action en justice les créances résultant de la consommation de boissons alcooliques sur incitation, ou de leur vente à des personnes en état d'ébriété.

Art. 109^{[23\)](#)}

D. Courtiers de
prêts

Art. 110 Sont applicables en ce qui concerne les courtiers de prêts les dispositions de la loi sur l'industrie^{[25\)](#)}.

E. Registre du
commerce
1. Arrondisse-
ment,
dispositions
d'exécution

Art. 111^{[22\)](#)} ¹ Un seul registre du commerce est tenu pour la République et Canton du Jura.

² Il est tenu par le Service du registre foncier et du registre du commerce.

³ Le Gouvernement règle dans une ordonnance l'organisation du registre du commerce, le système et les détails techniques de la tenue informatisée ainsi que la consultation du registre du commerce.

2. Amende
d'ordre

Art. 112²²⁾ ¹ Le préposé au registre du commerce veille à ce que les intéressés fassent procéder en temps utile aux inscriptions que la loi leur impose.

² Il est compétent pour infliger des amendes d'ordre aux contrevenants, conformément à l'article 943 du Code des obligations.

3. Surveillance,
recours

Art. 113²²⁾⁴⁹⁾ ¹ Le registre du commerce est placé sous la surveillance administrative du Département de la Justice, qui exerce cette tâche soit directement, soit par l'intermédiaire du Service juridique.

² Les décisions du préposé sont sujettes à recours à la Cour civile du Tribunal cantonal.

TITRE TROISIEME : Dispositions transitoires

CHAPITRE PREMIER : De la famille

Nom

Art. 114¹²⁾ L'officier de l'état civil est compétent pour recevoir la déclaration de la femme mariée sous l'ancien droit par laquelle elle veut faire précéder le nom de famille de celui qu'elle portait avant le mariage (art. 8a du titre final du Code civil suisse). La déclaration doit être présentée jusqu'au 31 décembre 1988 au plus tard.

Droit de cité

Art. 115¹²⁾ La Section de l'état civil et des habitants est l'autorité compétente pour recevoir la déclaration de la femme suisse mariée sous l'ancien droit par laquelle elle entend reprendre le droit de cité qu'elle possédait lorsqu'elle était célibataire (art. 8b du titre final du Code civil suisse). La déclaration doit être présentée jusqu'au 31 décembre 1988 au plus tard.

Régime
matrimonial des
époux mariés
entre le 1.1.1912
et le 31.12.1987
Déclaration de
maintien ou
d'assujettisse-
ment

Art. 116¹²⁾ ¹ Le préposé au registre du commerce reçoit et répertorie :

- a) la déclaration commune écrite des époux qui veulent, conformément à l'article 9e, alinéa 1, du titre final du Code civil suisse, convenir de demeurer soumis au régime de l'union des biens;
- b) la déclaration commune écrite des époux qui veulent, conformément à l'article 10b, alinéa 1, du titre final du Code civil suisse, convenir de se soumettre au régime de la participation aux acquêts.

² Les déclarations visées à l'alinéa 1 doivent être présentées jusqu'au 31 décembre 1988 au plus tard.

CHAPITRE II : Des droits réels

A. Servitudes foncières
I. Arbres situés dans le fonds d'autrui

Art. 117 Les droits de propriété existant sur des arbres situés dans le fonds d'autrui peuvent encore être rachetés sous le régime du Code civil suisse, conformément aux dispositions de la loi concernant le rachat des droits de propriété et d'usufruit grevant les arbres situés sur le fonds d'un tiers³¹⁾.

II. Droits de pacage, droits d'usage en bois et autres semblables

Art. 118 ¹ Les droits de pacage, les droits d'usage en bois et les droits d'usufruit sur les arbres pourront encore être rachetés suivant les dispositions de la loi sur les forêts³²⁾ et de la loi concernant le rachat des droits de propriété et d'usufruit grevant les arbres situés sur le fonds d'un tiers³¹⁾.

² Le droit de vaine pâture et de parcours sera aboli dès que la moitié des propriétaires fonciers le demanderont.

B. Gages immobiliers
I. Assimilation des droits de gage immobilier de l'ancien droit à ceux du nouveau droit

Art. 119 Dès l'introduction du registre foncier fédéral seront assimilés :

1. à la cédule hypothécaire du nouveau droit : les obligations hypothécaires qui résultent d'un prêt;
2. aux hypothèques du nouveau droit : les titres hypothécaires;
3. aux hypothèques légales de l'article 837 du Code civil suisse : les privilèges prévus par l'article 2103, chiffres 1, 3 et 4 du Code civil français en faveur du vendeur, des cohéritiers et architectes, entrepreneurs, maçons et autres ouvriers.

II. Droit de profiter de la case libre en cas de paiement par amortissements

Art. 120 Si, d'après le titre hypothécaire de l'ancien droit, la dette est payable par amortissements annuels, les créanciers postérieurs en rang ont le droit d'avancer dans la case libre; le créancier ou le débiteur pourront faire annoter ce droit au registre foncier conformément à l'article 814 du Code civil suisse.

Art. 121 à 124²³⁾

CHAPITRE III : Dispositions diverses

A. Le Code civil suisse applicable comme droit complémentaire

Art. 125 Le Code civil suisse et la loi fédérale du 30 mars 1911 qui le complète (livre cinquième : CO) ont force légale comme droit complémentaire pour les matières réservées à la législation cantonale.

Art. 126⁶⁾

C. Abrogation
du droit civil
cantonal

Art. 127 ¹ Les dispositions de droit civil de la législation cantonale seront abrogées dès l'entrée en vigueur de la présente loi, en tant qu'elles ne sont pas contenues ou réservées dans cette dernière ou à moins qu'elles ne soient réservées par le Code civil suisse.

² Il en sera de même des dispositions du Code civil français et du Code de procédure civile français.

D. Entrée en
vigueur de la loi

Art. 128 Le Gouvernement fixe la date de l'entrée en vigueur³³⁾ de la présente loi.

Delémont, le 9 novembre 1978

AU NOM DE L'ASSEMBLEE CONSTITUANTE
DE LA REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : François Lachat
Le secrétaire général : Joseph Boinay

Loi du 9 novembre 1978 approuvée par le Conseil fédéral le 9 juin 1980.

Loi du 18 décembre 1987 portant application de la loi fédérale du 5 octobre 1984 modifiant le Code civil suisse (Effets généraux du mariage, régime matrimonial et successions) approuvée par le Conseil fédéral le 25 janvier 1988.

¹⁾ Nouvelle teneur du titre selon le ch. I de la loi du 18 décembre 1987 portant application de la loi fédérale du 5 octobre 1984 modifiant le Code civil suisse, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1988

²⁾ RS 210

³⁾ RSJU 101

⁴⁾ RS 220

⁵⁾ Nouvelle teneur selon le ch. VII de la loi du 13 septembre 2000 modifiant les actes législatifs liés à la réforme de la justice, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2001

- 6) Abrogé(s) par le ch. VII de la loi du 13 septembre 2000 modifiant les actes législatifs liés à la réforme de la justice, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2001
- 7) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 18 décembre 1987 portant application de la loi fédérale du 5 octobre 1984 modifiant le Code civil suisse, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1988.
Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 14 décembre 1999, en vigueur du 1^{er} janvier 2000 au 31 décembre 2000 et selon le ch. I de la loi du 6 décembre 2000 portant introduction à la modification du Code civil suisse (nouveau droit du divorce), en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2001
- 8) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 14 décembre 1999, en vigueur du 1^{er} janvier 2000 au 31 décembre 2000 et selon le ch. I de la loi du 6 décembre 2000 portant introduction à la modification du Code civil suisse (nouveau droit du divorce), en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2001
- 9) Nouvelle appellation selon le décret d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale du 25 octobre 1990, en vigueur depuis le 15 janvier 1991. Il a été tenu compte de cette modification dans toute la présente loi. (RSJU 172.111)
- 10) RSJU 175.1
- 11) Nouvelle teneur selon le ch. III de la loi du 24 avril 1986, en vigueur depuis le 1^{er} juillet 1986
- 12) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 18 décembre 1987 portant application de la loi fédérale du 5 octobre 1984 modifiant le Code civil suisse, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1988
RSJU 752.41
- 14) Introduit par le ch. I de la loi du 28 décembre 1987 portant application de la loi fédérale du 5 octobre 1984 modifiant le Code civil suisse, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1988
- 15) Nouvelle teneur selon la section 2 de la loi du 14 décembre 1994 modifiant la répartition des tâches et des charges entre l'Etat et les communes, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1995
- 16) Abrogé par le ch. I de la loi du 18 décembre 1987 portant introduction de la loi fédérale du 5 octobre 1984 modifiant le Code civil suisse, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1988
RSJU 214.431
- 18) Abrogé par le ch. I de la loi du 22 septembre 1999, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2000. Nouvelle teneur selon l'art. 18 de l'ordonnance introductive à la loi fédérale sur le droit foncier rural du 12 décembre 2000, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2001, et selon l'article 21 de la loi introductive à la loi fédérale sur le droit foncier rural du 21 février 2001, en vigueur depuis le 1^{er} août 2001 (RSJU 215.124.1).
- 19) Introduit par l'art. 18 de l'ordonnance introductive à la loi fédérale du 4 octobre 1991 sur le droit foncier rural, du 21 décembre 1993, en vigueur du 1^{er} janvier au 31 décembre 1994, prorogée jusqu'au 31 décembre 1998 par arrêtés du Gouvernement des 20 décembre 1994, 12 décembre 1995, 3 décembre 1996 et 10 décembre 1997. Introduit par l'art. 18 de l'ordonnance introductive à la loi fédérale sur le droit foncier rural, du 12 décembre 2000, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2001, et par l'art. 21 de la loi introductive à la loi fédérale sur le droit foncier rural, du 21 février 2001, en vigueur depuis le 1^{er} août 2001 (RSJU 215.124.1).
- 20) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 22 décembre 1983, en vigueur depuis le 1^{er} avril 1984
- 21) Introduite par l'art. 78, al. 2, de la loi du 20 mai 1998 sur les forêts, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1999
- 22) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 22 septembre 1999, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2000
- 23) Abrogé(s) par le ch. I de la loi du 22 septembre 1999, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2000
- 24) RSJU 176.11
- 25) RSJU 930.1
- 26) Art. 102 à 104 de l'ordonnance fédérale sur le registre foncier (RS 211.432.1)
- 27) RSJU 173.11
- 28) Loi du 9 novembre 1978 sur le notariat (art. 38, al. 2) (RSJU 189.11)

- 29) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 13 novembre 1991, en vigueur depuis le 1^{er} février 1992
- 30) Nouvelle teneur selon l'art. 93 de la loi du 18 mars 1998 sur les auberges, en vigueur depuis le 1^{er} juillet 1998 (RSJU 935.11)
- 31) RSJU 215.122.14
- 32) RSJU 921.11
- 33) 1^{er} janvier 1979
- 34) Nouvelle teneur selon le ch. VII de la loi du 13 septembre 2000 modifiant les actes législatifs liés à la réforme de la justice, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2001. Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 20 mars 2002, en vigueur depuis le 1^{er} juillet 2002.
- 35) Nouvelle teneur selon l'art. 77 de la loi du 15 décembre 2000 sur l'action sociale, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2002 (RSJU 850.1)
- 36) Abrogé par l'art. 77 de la loi du 15 décembre 2000 sur l'action sociale, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2002 (RSJU 850.1)
- 37) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 14 décembre 1999, en vigueur du 1^{er} janvier 2000 au 31 décembre 2000 et selon le ch. I de la loi du 6 décembre 2000 portant introduction à la modification du Code civil suisse (nouveau droit du divorce). Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 22 septembre 2004, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2005
- 38) Introduit par le ch. I de la loi du 22 septembre 2004, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2005
- 39) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 22 septembre 2004, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2005
- 40) RS 211.231
- 41) Nouvelle teneur selon le ch. XVI de l'annexe à la loi du 22 novembre 2006 portant application de la loi fédérale sur le partenariat enregistré entre personnes du même sexe, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2007 (RSJU 211.2)
- 42) Abrogé par le ch. XVI de l'annexe à la loi du 22 novembre 2006 portant application de la loi fédérale sur le partenariat enregistré entre personnes du même sexe, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2007 (RSJU 211.2)
- 43) Nouvelle teneur selon l'art. 24 de la loi du 22 novembre 2006 sur la politique de la jeunesse, en vigueur depuis le 1^{er} février 2007 (RSJU 853.21)
- 44) RSJU 853.21
- 45) Introduit par le ch. I de la loi du 20 juin 2007, en vigueur depuis le 1^{er} septembre 2007
- 46) RSJU 321.1
- 47) RSJU 175.1
- 48) RS 311.0
- 49) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 28 octobre 2009, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2010
- 50) Nouvelle teneur selon le ch. XVI de la loi du 1^{er} septembre 2010 modifiant les actes législatifs liés à la prolongation de la législature, en vigueur depuis le 1^{er} décembre 2010
- 51) Nouvelle teneur selon l'art. 17, chiffre 1, de la loi d'introduction du Code de procédure civile suisse du 16 juin 2010, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2011 (RSJU 271.1)
- 52) Introduit par l'art. 17, chiffre 1, de la loi d'introduction du Code de procédure civile suisse du 16 juin 2010, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2011 (RSJU 271.1)
- 53) Abrogé(s) par l'art. 17, chiffre 1, de la loi d'introduction du Code de procédure civile suisse du 16 juin 2010, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2011 (RSJU 271.1)
- 54) RSJU 271.1
- 55) Nouvelle teneur selon l'art. 58, alinéa 1, de la loi d'introduction du Code de procédure pénale suisse du 16 juin 2010, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2011 (RSJU 321.1)
- 56) RS 272
- 57) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 22 juin 2011, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2012

TABLE DES MATIERES

Article

TITRE PREMIER : Des autorités compétentes et de la procédure

A. Autorités judiciaires	
I. En général	1
II. Juge civil	2
(articles 2 à 7 abrogés)	
Procédure	7a
B. Autorités administratives	
I. Maire.....	8
II. Conseil communal	9
III. Recette et Administration de district	9a
IV. Juge administratif	10
V. Officier de police judiciaire.....	10a
(article 11 abrogé)	
VII. Gouvernement.....	12
VIII. Recours et procédure de recours	13

TITRE DEUXIEME : Dispositions organiques et droit civil cantonal

CHAPITRE PREMIER : Dispositions générales

A. Authenticité.....	14
B. Publication	
I. En général	15
II. Publication spéciale	
1. Dans le Journal officiel.....	16
2. Triple publication.....	17
III. Dans la Feuille officielle suisse du commerce	18

CHAPITRE II : Des personnes

A. Etat civil	
I. Organisation	19
II. Obligation de donner avis des naissances dont la mère n'est pas mariée avec le père	20i
B. Expulsion immédiate du logement commun en cas de crise	
I. Décision	20a
II. Recours	20b
III. Renvoi	20c
C. Corporations d'allmends et autres.....	21

CHAPITRE III : De la famille

A. Registre des régimes matrimoniaux	22
B. Offices de consultation conjugale ou familiale	22a
C. Autorité parentale	
I. Son retrait	23
II. Son rétablissement	24
D. Protection de l'enfant	
I. En général.....	25
II. Droit d'aviser et obligation de signaler.....	26
III. Surveillance des enfants placés.....	27
E. Organisation de la tutelle	
I. Autorités de tutelle	
1. Autorité tutélaire ordinaire	28
2. Autorités tutélaires bourgeoises.....	29
3. Compétence.....	30
4. Autorités de surveillance	31
II. Procédure d'interdiction	
1. Interdiction au sens des articles 369 et 370 CC.....	32
2. Interdiction volontaire	33
3. Publication.....	34
4. Registre des tutelles.....	35
5. Privation partielle de la capacité, mainlevée de l'interdiction.....	36
6. Tuteur officiel.....	37
III. Dispense d'accepter les fonctions de tuteur.....	38
IV. Inventaire.....	39
V. Garde des titres et autres choses semblables Placement des deniers.....	40
VI. Rapport sur la personne du pupille	41
VII. Comptes de tutelle	
1. Teneur et délai	42
2. Mesures en cas de négligence du tuteur	43
3. Examen du compte par le pupille	44
4. Examen et approbation	
a) Par l'autorité tutélaire	45
b) Par le Département de la Justice	46
5. Recours.....	47
6. Garde des comptes de tutelle	48
VIII. Responsabilité	49
F. Indivision en participation.....	50
G. Asile de famille	51

CHAPITRE IV : Des successions

(article 52 abrogé)

A. Successions en déshérence	53
------------------------------------	----

B. Mesures conservatoires	
I. Procédure des scellés	54
II. Inventaire successoral	55
III. Recherche des héritiers	55a
IV. Testaments	
1. Annonce au registre central	55b
2. Ouverture	55c
3. Garde	56
V. Certificats d'héritier et d'exécuteur testamentaire	56a
C. Partage	
I. Limite de morcellement	57
II. Estimation des biens-fonds dans les partages	58

CHAPITRE V : Des droits réels

A. Accessoires	59
B. Terres nouvelles, choses sans maître et biens du domaine public	
I. Terres nouvelles	60
II. Choses sans maître et biens du domaine public	
1. Occupation	61
2. Usage et exploitation	62
III. Territoires en mouvement permanent	62a
C. Droits de voisinage	
I. Constructions et plantations	
1. Distances à la limite	63
2. Bâtiments contigus et annexes	64
3. Parties saillantes du bâtiment	65
4. Fosses d'aisances et à fumier	66
5. Droit de reconstruire	67
6. Murs coupe-feu	
a) Obligation	68
b) Propriété	69
c) Exhaussement	70
7. Murs de soutènement et talus	
a) Obligation de construire; exécution	71
b) Propriété	72
8. Clôtures	73
9. Arbres et buissons	74
10. Ombre portée	75
11. Utilisation de murs placés à la limite	76
12. Droit de passage sur le fonds voisin	77
II. Plantations forestières	78
III. Ouvrages servant à la vidange des forêts	79
IV. Droits de passage, de barre et d'irrigation et clôtures	80

D. Restrictions de droit public	
I. Antiquités, monuments naturels, etc.	81
II. Ouvrages de protection contre les éléments	82
III. Clôtures de sécurité	83
IV. Signaux et repères topographiques et cadastraux.....	84
E. Dérivation de sources	85
F. Forêts et pâturages communs, etc., qui ne peuvent être partagés	86
G. Gages immobiliers	
I. Purge hypothécaire	87
II. Hypothèques légales.....	88
III. Cédules hypothécaires et lettres de rentes	
1. Signature.....	89
3. Lettres de rente Estimation officielle	91
H. Gages mobiliers	
I. Engagement du bétail	92
II. Profession de prêteur sur gages	93
(articles 94 à 96 abrogés)	
I. Registre foncier	
I. Circonscriptions.....	97
II. Arrondissement	98
III. Organisation	
1. Dispositions d'exécution	99
2. Autorité de surveillance	100
3. Statut du personnel	101
IV. Inscription au registre foncier	
1. Immeubles du domaine public.....	102
2. Réquisition des inscriptions par les notaires	103
V. Mise à jour des plans cadastraux	104
VI. Publications	104a

CHAPITRE VI : Des obligations

A. Enchères	
I. Vente aux enchères publiques	105
II. Autres ventes aux enchères.....	106
III. Abus.....	107
B. Dettes d'auberges.....	108
D. Courtiers de prêts	110
E. Registre du commerce	
1. Arrondissement, dispositions d'exécution	111
2. Amende d'ordre.....	112
3. Surveillance, recours.....	113

TITRE TROISIEME : Dispositions transitoires**CHAPITRE PREMIER : De la famille**

Nom	114
Droit de cité.....	115
Régime matrimonial des époux mariés entre le 1.1.1912 et le 31.12.1987 Déclaration de maintien ou d'assujettissement	116

CHAPITRE II : Des droits réels

A. Servitudes foncières	
I. Arbres situés dans le fonds d'autrui.....	117
II. Droits de pacage, droits d'usage en bois et autres semblables	118
B. Gages immobiliers	
I. Assimilation des droits de gage immobilier de l'ancien droit à ceux du nouveau droit	119
II. Droit de profiter de la case libre en cas de paiement par amortissements	120

CHAPITRE III : Dispositions diverses

A. Le Code civil suisse applicable comme droit complémentaire.....	125
C. Abrogation du droit civil cantonal	127
D. Entrée en vigueur de la loi	128

Ordonnance concernant la surveillance des fondations

du 4 octobre 2011

Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,

vu les articles 80 à 89 du Code civil suisse (CC)^{[1](#)},

vu l'article 90, alinéa 2, de la Constitution de la République et Canton du Jura^{[2](#)},

vu l'article 12 de la loi d'introduction du Code civil suisse du 9 novembre 1978^{[3](#)},

arrête :

SECTION 1 : Champ d'application et autorités compétentes

Champ
d'application

Article premier La présente ordonnance s'applique aux fondations placées sous la surveillance du Département de la Justice (ci-après : "le Département") selon l'article 12 de la loi d'introduction du Code civil suisse^{[3](#)}.

Autorité de
surveillance

Art. 2 ¹ Sous réserve des articles 3 et 8, le Service juridique exerce les tâches de l'autorité de surveillance des fondations.

² A ce titre, il rend les décisions nécessaires et procède aux actes requis.

Autorité
cantonale
compétente

Art. 3 ¹ Toutes les modifications de l'acte de fondation au sens des articles 85, 86 et 86b du Code civil suisse^{[1](#)} sont soumises au Département.

² Le Département prononce la dissolution d'une fondation au sens de l'article 88, alinéa 1, du Code civil suisse^{[1](#)}.

³ Le Service juridique procède à l'instruction des dossiers.

Registre

Art. 4 ¹ L'autorité de surveillance tient un état de toutes les fondations qui lui sont subordonnées (nom, adresse, but).

² Ce registre est public.

SECTION 2 : Contrôle de l'utilisation de la fortune

Organisation,
biens

Art. 5 ¹ L'autorité de surveillance veille à ce que l'organisation de la fondation ainsi que l'utilisation de ses biens soient conformes à la loi et à son but.

² En cas de besoin, elle prend les mesures appropriées.

Contrôle des
comptes

Art. 6 ¹ L'organe suprême de la fondation fait parvenir à l'autorité de surveillance, annuellement et dans les six mois suivant la clôture de l'exercice, les documents suivants :

- a) son rapport annuel;
- b) les comptes annuels, composés du bilan, du compte d'exploitation et de l'annexe;
- c) le rapport de l'organe de révision;
- d) le procès-verbal de l'organe suprême se prononçant sur les comptes et la gestion.

² Dans le même délai, l'organe suprême d'une fondation dispensée de l'obligation de désigner un organe de révision présente les documents prévus à l'alinéa 1, lettres a, b et d, ainsi qu'une déclaration d'intégralité.

³ L'autorité de surveillance peut requérir de l'organe suprême la présentation de tous les documents qui lui paraissent nécessaires.

⁴ Les documents sont remis en deux exemplaires, dont l'un à l'attention du Service des contributions.

⁵ Le Service juridique procède à l'apurement des comptes annuels.

⁶ Les interventions de l'autorité de surveillance ne comportent ni approbation ni décharge en droit civil. Elles ne dispensent pas les organes de la fondation des examens auxquels ils doivent procéder et ne libèrent aucun organe de sa responsabilité.

Placement

Art. 7 ¹ Le placement de la fortune doit satisfaire en priorité aux exigences de la sécurité, obtenir un rendement raisonnable, répartir de manière appropriée les risques et couvrir les besoins en liquidités.

² La fondation doit choisir soigneusement les placements à opérer en tenant compte du but poursuivi et de la taille de l'institution.

Directives

Art. 8 ¹ Le Département peut édicter des directives relatives à la gestion des biens et au placement de la fortune des fondations.

² Il peut établir des formulaires obligatoires à l'intention des fondations.

SECTION 3 : Dispositions transitoire et finales

Renvoi

Art. 9 Les émoluments du Département et du Service juridique sont perçus conformément à la législation sur les émoluments.

Transmission
des dossiers
communaux

Art. 10 ¹ Les conseils communaux transmettent jusqu'au 31 janvier 2012 au Service juridique leurs dossiers relatifs aux fondations qui étaient placées sous la surveillance communale jusqu'au 31 décembre 2011.

² Le Service juridique retourne les dossiers défectueux en impartissant un délai aux communes pour y remédier.

³ Le Service des communes est saisi des cas à problème et y remédie.

Abrogation du
droit en vigueur

Art. 11 L'ordonnance du 20 septembre 1983 concernant la surveillance des fondations et des institutions de prévoyance est abrogée.

Entrée en vigueur

Art. 12 La présente ordonnance entre en vigueur le 1^{er} janvier 2012.

Delémont, le 4 octobre 2011

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Philippe Receveur
Le chancelier : Sigismond Jacquod

- 1) RS 210
- 2) RSJU 101
- 3) RSJU 211.1

Arrêté

portant adhésion de la République et Canton du Jura au concordat sur la création et l'exploitation de l'Autorité de surveillance LPP et des fondations de Suisse occidentale

du 25 mai 2011

Le Parlement de la République et Canton du Jura,

vu l'article 48 de la Constitution fédérale¹⁾,

vu les articles 4, 78, lettre c, et 84, lettre b, de la Constitution cantonale²⁾,

arrête :

Article premier Le concordat du 23 février 2011 sur la création et l'exploitation de l'Autorité de surveillance LPP et des fondations de Suisse occidentale est approuvé.

Art. 2 La surveillance des fondations au sens des articles 80 à 89 du Code civil suisse³⁾ ressortissant à la République et Canton du Jura demeure une tâche cantonale et n'est pas attribuée à l'Autorité de surveillance LPP et des fondations de Suisse occidentale (art. 3, al. 2, du concordat).

Art. 3 Le présent arrêté est soumis au référendum facultatif.

Art. 4 Le Gouvernement fixe la date d'entrée en vigueur⁴⁾ du présent arrêté.

Delémont, le 25 mai 2011

AU NOM DU PARLEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : André Burri

Le secrétaire : Jean-Baptiste Maître

Annexe

Concordat sur la création et l'exploitation de l'Autorité de surveillance LPP et des fondations de Suisse occidentale

du 23 février 2011

Les cantons de Vaud, du Valais, de Neuchâtel et du Jura,

vu la convention du 5 mars 2010 relative à la participation des Parlements cantonaux dans le cadre de l'élaboration, de la ratification, de l'exécution et de la modification des conventions intercantionales et des traités des cantons avec l'étranger (Convention sur la participation des parlements, CoParl)⁽⁵⁾;

vu les articles 61 et suivants de la loi fédérale du 25 juin 1982 sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité (LPP)⁽⁶⁾;

considérant la nécessité d'optimiser la surveillance dans la prévoyance professionnelle et de l'adapter aux réformes structurelles tendant à assurer l'autonomie juridique, organisationnelle et financière de l'autorité préposée à cette tâche,

conviennent⁽⁷⁾ :

du présent concordat sur la surveillance des fondations et institutions de prévoyance professionnelle (ci-après : "le concordat").

CHAPITRE PREMIER : Champ d'application

Principe

Article premier Le concordat régit l'organisation de la surveillance, au sens du droit fédéral, des fondations et des institutions de prévoyance ayant leur siège dans les cantons partenaires.

CHAPITRE II : Autorité de surveillance LPP et des fondations de Suisse occidentale

SECTION 1 : Forme juridique, appellation, missions et siège

Forme juridique
et appellation

Art. 2 ¹ Les cantons partenaires constituent par le concordat un établissement autonome de droit public doté de la personnalité juridique (ci-après : "l'établissement").

² L'établissement est nommé "Autorité de surveillance LPP et des fondations de Suisse occidentale (Westschweizer BVG- und Stiftungsaufsichtsbehörde)".

Missions

Art. 3 ¹ L'établissement est chargé de la surveillance des institutions de prévoyance, ainsi que des institutions qui servent à la prévoyance, ayant leur siège sur le territoire de l'un des cantons partenaires.

² Les cantons partenaires peuvent aussi attribuer à l'établissement la surveillance des fondations classiques placées sous leur surveillance au sens des articles 80 et suivants du code civil (CC).

³ Les compétences de la Confédération sont réservées.

Siège

Art. 4 L'établissement a son siège à Lausanne, dans le canton de Vaud.

SECTION 2 : Organisation et compétences

En général

Art. 5 ¹ Les organes de l'établissement sont :

- a) le Conseil d'administration;
- b) la Direction;
- c) l'organe de révision.

² Le fonctionnement de l'établissement est soumis à une commission interparlementaire de contrôle, dont la mission est définie à l'article 15.

Conseil d'administration a) Composition

Art. 6 ¹ Le Conseil d'administration (ci-après : "le Conseil") est composé d'un membre de chaque canton partenaire. Chaque gouvernement cantonal désigne un membre de l'exécutif cantonal pour l'y représenter et agir en son nom. Exceptionnellement, les membres peuvent se faire représenter aux séances.

² Le Conseil désigne son président et fixe, pour le surplus, son mode de fonctionnement.

b) Attributions

Art. 7 ¹ Le Conseil est l'organe suprême de l'établissement. En cette qualité, il prend toutes les décisions qui ne relèvent pas de la compétence d'un autre organe.

² Il a notamment les attributions suivantes :

- a) exercer la surveillance sur l'établissement et assurer sa bonne marche;

- b) arrêter les dispositions d'exécution à édicter selon la LPP;
- c) arrêter les dispositions d'exécution concernant les tâches de l'établissement dans le domaine des fondations classiques;
- d) édicter les règlements nécessaires au fonctionnement de l'établissement;
- e) prendre acte des circulaires émises par l'autorité de surveillance;
- f) adopter le budget;
- g) arrêter le tarif des émoluments et le faire publier;
- h) procéder à l'engagement du directeur et approuver l'engagement des collaborateurs, en veillant à l'exigence du bilinguisme et, dans la mesure du possible, à la représentation cantonale;
- i) désigner l'organe de révision;
- j) approuver le rapport annuel et les comptes annuels;
- k) adresser le rapport annuel au gouvernement de chaque canton partenaire et à la commission interparlementaire de contrôle;
- l) conclure toute convention de collaboration avec les cantons tiers ou partenaires.

c) Décisions

Art. 8 ¹ Les décisions du Conseil sont prises à la majorité simple de tous les membres présents, la voix du président étant prépondérante en cas d'égalité.

² Le directeur de l'établissement prend en principe part aux séances du Conseil avec voix consultative et droit de proposition.

Direction
a) Principe

Art. 9 Le Conseil engage le directeur de l'établissement par contrat de droit administratif.

b) Attributions

Art. 10 ¹ Le directeur gère l'établissement au niveau opérationnel.

² Il a notamment les attributions suivantes :

- a) assumer la conduite de l'établissement;
- b) gérer les ressources humaines, financières et matérielles;
- c) recruter le personnel sur la base de mises au concours publiées dans les cantons partenaires;
- d) conclure, après approbation du Conseil, les contrats d'engagement des collaborateurs et assurer la gestion du personnel;
- e) rendre périodiquement compte de sa gestion au Conseil;
- f) préparer les objets de la compétence du Conseil;
- g) édicter les circulaires adressées aux fondations et institutions de prévoyance.

c) Représentation

Art. 11 Le directeur représente l'établissement à l'égard des tiers.

Organe de révision	Art. 12 Le Conseil désigne l'organe de révision.
a) Principe	
b) Attributions	Art. 13 L'organe de révision vérifie si les comptes annuels sont conformes aux dispositions légales et aux principes reconnus.
c) Rapport de révision	Art. 14 L'organe de révision établit à l'attention du Conseil un rapport détaillé contenant ses constatations et ses remarques.
Commission interparlementaire de contrôle	<p>Art. 15 ¹ Il est institué une Commission interparlementaire de contrôle au sens de la convention relative à la participation des Parlements cantonaux dans le cadre de l'élaboration, de la ratification, de l'exécution et de la modification des conventions intercantionales et des traités des cantons avec l'étranger (CoParl)⁵¹.</p> <p>² La Commission interparlementaire de contrôle est composée de trois membres par canton, désignés par le parlement de chaque canton.</p> <p>³ Le contrôle porte sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) les objectifs stratégiques de l'établissement; b) la planification financière pluriannuelle; c) le budget annuel; d) les comptes annuels; e) l'évaluation des résultats obtenus. <p>⁴ La Commission interparlementaire de contrôle établit un rapport écrit, au moins une fois par an, et le transmet aux parlements concernés.</p>
SECTION 3 : Personnel	
Engagement	Art. 16 Le directeur engage le personnel de l'établissement par contrat de droit administratif.
Affiliation à la Caisse de pensions	Art. 17 Le personnel de l'établissement est affilié à la Caisse de pensions de l'Etat de Vaud. Le Conseil peut choisir une autre caisse de pensions.
Régime applicable au personnel	Art. 18 Les règles concernant le personnel du canton du siège sont applicables par analogie aussi longtemps qu'un statut particulier du personnel n'a pas été établi par le Conseil.

SECTION 4 : Responsabilité et entraide administrative

Responsabilité

Art. 19 ¹ L'établissement répond de ses obligations et du dommage qu'il cause de façon illicite, directement ou par l'intermédiaire de ses collaborateurs, dans l'exercice de l'activité de l'établissement, selon les dispositions sur la responsabilité de l'Etat du canton du siège.

² Le Conseil doit souscrire une assurance responsabilité civile pour couvrir les activités de surveillance.

³ Le canton du siège de l'institution surveillée est solidairement responsable, conformément à sa législation, pour le dommage causé illicitement par l'établissement.

Action récursoire

Art. 20 ¹ Lorsque l'Etat a dû réparer le dommage causé à un tiers par l'établissement, il a un droit de recours contre ce dernier.

² L'établissement qui a réparé tout ou partie du dommage causé par l'un de ses employés a un droit de recours contre ce dernier.

³ Les dispositions sur la responsabilité de l'Etat et de ses agents du canton du siège s'appliquent.

Entraide administrative

Art. 21 L'établissement ainsi que les autorités administratives et judiciaires des cantons partenaires s'entraident mutuellement dans l'accomplissement de leurs tâches et doivent permettre, sans percevoir de frais, les communications appropriées, la transmission des renseignements utiles et la consultation des dossiers.

² Les corporations, établissements et organisations remplissant des tâches publiques des cantons partenaires ont, dans le cadre de ces tâches, le même devoir d'information que les autorités et l'établissement.

³ Le refus d'entraide par l'établissement peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal cantonal du canton du siège.

⁴ Le refus d'entraide d'un canton ou des ses corporations, établissements et organisations remplissant des tâches publiques peut faire l'objet d'un recours auprès des autorités compétentes du canton concerné.

SECTION 5 : Dispositions financières et disciplinaires

Principes

Art. 22 ¹ L'établissement tient une comptabilité indépendante basée sur le plan comptable du canton du siège.

² La comptabilité annuelle est tenue et structurée selon les principes régissant l'établissement régulier des comptes. Elle comporte un bilan, un compte de résultat et une annexe.

³ L'exercice comptable correspond à l'année civile.

Trésorerie

Art. 23 Le canton du siège met à disposition de l'établissement une avance de trésorerie sous forme de prêt, selon les conditions suivantes :

- a) montant : CHF 1'500'000.-;
- b) durée : 15 ans;
- c) amortissement linéaire sur 15 ans;
- d) taux d'intérêts : le taux d'intérêts est défini par le taux d'intérêt moyen de la dette du canton du siège lors du début de l'activité de l'établissement. Il sera recalculé chaque année.

Emoluments a) Principe

Art. 24 ¹ L'établissement perçoit des émoluments pour ses activités de surveillance des fondations et des institutions de prévoyance. Dans des cas particuliers, il peut les réduire ou renoncer à les percevoir.

² Le Conseil fixe le barème des émoluments dus à l'autorité de surveillance des fondations. Les émoluments doivent couvrir les prestations fournies aux fondations ainsi que l'ensemble des coûts de l'établissement, notamment ceux liés à la commission de haute surveillance; ils comprennent :

- a) un émolument annuel de surveillance;
- b) des émoluments pour les décisions et les prestations de services.

³ L'émolument annuel de surveillance est calculé sur la base du total du bilan des fondations et des institutions de prévoyance. Pour le calcul des émoluments dus par les institutions de prévoyance professionnelle, il peut être également tenu compte de leur structure, ainsi que du nombre d'assurés qui y sont affiliés.

⁴ En règle générale, les émoluments relatifs aux décisions et prestations de services sont facturés selon le temps de travail consacré. L'établissement peut également facturer certaines décisions ou services à forfait, en tenant compte du temps moyen consacré à une tâche de même nature. L'établissement est également habilité à tenir compte d'autres critères particuliers, tels que le montant des biens ou des fonds libres transférés, en matière de dissolution, le bilan consolidé en cas de fusion, l'inventaire en cas de transfert de patrimoine.

⁵ Lorsque les émoluments sont calculés d'après la durée de l'opération, toute fraction de demi-heure compte pour une demi-heure.

⁶ Les émoluments peuvent être majorés de 50 % au plus lorsque la demande doit être traitée de manière urgente ou qu'elle requiert un travail particulièrement important.

b) Refacturation
des frais
extraordinaires

Art. 25 Le montant des frais extraordinaires, tels que frais d'expertise, d'enquête ou de publication, est perçu en sus.

c) Débiteur

Art. 26 ¹ En règle générale, les émoluments et les frais sont supportés par la fondation ou l'institution de prévoyance.

² L'établissement peut les mettre à la charge d'un tiers si les circonstances le justifient, notamment lorsque celui-ci a rendu nécessaire l'intervention de l'établissement ou a adopté un comportement téméraire ou abusif.

³ Les cantons partenaires peuvent contribuer à réduire les émoluments mis à la charge des fondations et des institutions de prévoyance ayant leur siège sur leur territoire respectif par le versement d'une subvention annuelle forfaitaire. Les modalités de cette participation financière doivent être réglées par la législation du canton partenaire.

d) Ajustements

Art. 27 Les émoluments devront faire l'objet d'un ajustement lorsque, sur deux exercices annuels au moins, les pertes dépassent 5 % du total des émoluments encaissés ou que le bénéfice représente plus de 10 % du total des émoluments encaissés.

Sanction
disciplinaire

Art. 28 La fondation ou l'institution de prévoyance qui, après avoir reçu une sommation attirant son attention sur la sanction prévue par la présente disposition, ne se conforme pas dans le délai fixé à une décision de l'établissement, sera punie d'une amende d'ordre de CHF 4'000.- au plus. Les contraventions de peu de gravité seront sanctionnées par une réprimande. L'établissement peut, lorsque les circonstances le justifient, infliger de telles sanctions aux membres du conseil de la fondation ou de l'institution de prévoyance surveillée, à titre personnel. Les voies de droit prévues à l'article 31 du présent acte sont ouvertes aux membres du Conseil qui ont été amendés ou sanctionnés.

Exonération
fiscale

Art. 29 Pour ses tâches de puissance publique, l'établissement est exonéré de tous les impôts cantonaux et communaux.

SECTION 6 : Droit applicable

Généralités

Art. 30 Si le présent concordat n'en dispose pas autrement, le droit applicable est celui du canton du siège. Ceci vaut en particulier pour les appels d'offres, la protection des données et l'archivage.

Procédure et
voies de droit

Art. 31 ¹ Une fondation ou une institution de prévoyance peut former réclamation contre une décision de l'établissement en lien avec l'émolument annuel de surveillance, les frais de rappel ou de sommation, ou un prononcé d'amende. Seule la décision sur réclamation est sujette à recours.

² La réclamation s'exerce par acte écrit, adressé à l'établissement dans les trente jours dès la notification de la décision attaquée. Pour le surplus, la loi sur la procédure administrative du canton du siège s'applique à la procédure de réclamation.

³ Les dispositions du droit fédéral et du droit cantonal du canton du siège régissent la procédure applicable aux autres décisions que prend l'établissement, ainsi que la procédure de recours contre ces décisions.

Publications

Art. 32 Les publications de l'établissement se font dans les organes de publication officielle des cantons concernés, conformément aux règles de publication édictées par le canton concerné.

SECTION 7 : Dispositions transitoires

Transfert de la
gestion

Art. 33 ¹ Les cantons s'engagent à transférer leurs dossiers avant la mise en exploitation de l'établissement.

² Le Conseil fixe les modalités de transfert.

Frais
d'installation

Art. 34 ¹ Les frais afférents à la période d'installation de l'établissement, comprise entre la date de sa création et la date de son début d'activité, sont avancés à parts égales entre les cantons partenaires.

² Le Conseil adopte le budget de cette période d'installation et fixe les modalités du remboursement.

SECTION 8 : Dispositions finales

Entrée en
vigueur

Art. 35 ¹ Le concordat entre en vigueur lorsque trois cantons y ont adhéré selon leurs règles propres et en ont informé la chancellerie du canton du siège.

² Le canton du siège invite le représentant désigné par chaque canton à une séance constitutive. Le Conseil fixe la date du début de l'activité de l'établissement et en informe la Confédération.

Adhésion
ultérieure

Art. 36 ¹ Le présent concordat est ouvert à l'adhésion d'autres cantons.

² Le consentement d'un canton à être lié par le concordat est exprimé par une déclaration de son gouvernement au Conseil, accompagnée de la loi cantonale d'adhésion.

³ Le Conseil :

- a) arrête les droits et obligations du canton requérant;
- b) fixe la date à laquelle l'adhésion prend effet.

Durée

Art. 37 Le concordat est conclu pour une durée indéterminée.

Modification	<p>Art. 38 ¹ Lorsqu'un ou plusieurs cantons partenaires entendent proposer des modifications au présent concordat, celles-ci sont soumises à une commission interparlementaire désignée à cet effet.</p> <p>² Lorsque les cantons partenaires s'accordent sur une modification, celle-ci est soumise à l'approbation de leurs parlements.</p>
Résiliation	<p>Art. 39 ¹ Moyennant un préavis de 2 ans pour la fin d'un exercice comptable, un canton peut se départir du concordat.</p> <p>² Les dossiers du canton sortant sont identifiés et transférés en l'état, à la fin du délai de résiliation.</p> <p>³ Le canton qui se départit du concordat demeure responsable pour les engagements contractés par l'établissement alors qu'il en était membre.</p> <p>⁴ Le canton sortant assume l'entière responsabilité des dossiers appartenant aux institutions ayant leur siège sur son territoire dès sa sortie.</p> <p>⁵ Le concordat demeure valable pour les membres restants.</p>
Dissolution	<p>Art. 40 ¹ Les cantons partenaires peuvent décider en tout temps de dissoudre le concordat.</p> <p>² La décision de dissoudre le concordat nécessite l'accord de tous les gouvernements des cantons partenaires.</p> <p>³ Le bénéfice ou la perte de liquidation est réparti en proportion du total du bilan des institutions soumises à surveillance au moment de la dissolution.</p>

- 1) RS 101
- 2) RSJU 101
- 3) RS 210
- 4) 1^{er} septembre 2011
- 5) RSJU 111.190
- 6) RS 831.40
- 7) Toute désignation de personne, de statut, de fonction ou de profession utilisée dans le présent concordat s'applique indifféremment aux hommes et aux femmes

Contrat-type de travail pour le personnel d'exploitation et de maison dans l'agriculture⁷

du 20 décembre 1995

Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,

vu les articles 359, 359a et 360 du Code des obligations (CO)¹,

vu l'article 12 de la loi d'introduction du Code civil suisse du 9 novembre 1978²,

vu l'article 13 de la loi du 20 avril 1989 sur le développement rural³,

arrête :

Les conditions de travail du personnel d'exploitation et de maison dans l'agriculture sont régies dans la République et Canton du Jura par le

contrat-type de travail

qui suit :

Champ
d'application

Article premier ¹ Le présent contrat-type s'applique à tous les rapports de travail entre les travailleurs occupés à titre principal dans une exploitation agricole de la République et Canton du Jura ou dans un ménage dépendant d'une telle exploitation, d'une part, et leurs employeurs, d'autre part.

² Toute convention contraire au présent contrat-type doit être faite par écrit et ne pas être contraire aux dispositions impératives du Code des obligations.

³ Les personnes soumises à un contrat d'apprentissage ne sont touchées par les présentes dispositions que dans la mesure où le contrat ou les prescriptions impératives du Code des obligations relatives au contrat d'apprentissage ne contiennent pas une réglementation contraire.

⁴ Les prescriptions de droit public sont réservées.

⁵ Les termes qui désignent des personnes comprennent indistinctement des femmes et des hommes.

Obligations du
travailleur

Art. 2 ¹ Le travailleur exécute avec soin le travail qui lui est confié et sauvegarde fidèlement les intérêts légitimes de l'employeur (art. 321a, al. 1, CO).

² Le travailleur doit se conformer à l'ordre de la maison, qui doit être établi de manière à tenir équitablement compte des intérêts personnels du travailleur (art. 332 du Code civil suisse (CC)^{[4\)](#)}.

Réparation des
dommages

Art. 3 ¹ Le travailleur répond envers l'employeur de tout dommage causé intentionnellement ou par négligence (art. 321e, al. 1, CO).

² Il est tenu de signaler immédiatement à l'employeur les dommages qu'il constate.

³ Dans la mesure où la réparation du dommage incombe au travailleur, l'employeur peut retenir une partie du salaire; cette retenue ne doit pas excéder un quart du salaire.

Obligations de
l'employeur

Art. 4 ¹ L'employeur doit occuper le travailleur conformément à sa formation et à ses aptitudes.

² Il protège et respecte, dans les rapports de travail, la personnalité du travailleur; il veille au bien-être matériel, corporel et moral du travailleur (art. 328, al. 1, CO).

³ Il prend, pour protéger la vie et la santé du travailleur, les mesures commandées par l'expérience, applicables en l'état de la technique, et adaptées aux conditions de l'exploitation ou du ménage, dans la mesure où les rapports de travail et la nature du travail permettent équitablement de l'exiger de lui (art. 328, al. 2, CO).

⁴ L'employeur peut louer ou prêter les services d'un travailleur à titre temporaire à une autre entreprise agricole; dans ces cas, le travailleur reste lié à l'employeur par le présent contrat-type et il n'existe pas de relation contractuelle entre le travailleur et l'entreprise agricole qui a recours à ses services.

⁵ Demeurent réservées les législations fédérales et cantonales sur la main d'œuvre étrangère.^{[8\)](#)}

Durée du travail	<p>Art. 5 ¹ La durée hebdomadaire du travail est de 55 heures en moyenne annuelle, elle ne peut toutefois dépasser 60 heures par semaine.</p> <p>² La durée quotidienne du travail ne doit pas dépasser, en règle générale, 11 heures durant les mois de mai à septembre et 10 heures pendant les autres mois.</p> <p>³ En fixant l'horaire de travail, l'employeur doit tenir compte des intérêts du travailleur, en particulier de ses obligations familiales, dans une mesure compatible avec ceux de l'entreprise.^{8)}</p>
Heures de travail supplémentaires	<p>Art. 6 ¹ En cas de nécessité, notamment pour la rentrée des récoltes, le travailleur est tenu d'accomplir des heures supplémentaires dans la mesure où il peut s'en charger et où les règles de la bonne foi permettent de le lui demander (art. 321c, al. 1, CO).</p> <p>² Il sera tenu compte du développement corporel des adolescents appelés à fournir un travail supplémentaire.</p> <p>³ Les parents ne peuvent être sollicités pour des heures supplémentaires que dans une mesure ne portant pas préjudice à leurs obligations parentales.</p>
Compensation des heures supplémentaires	<p>Art. 7 ¹ L'employeur peut, avec l'accord du travailleur, compenser à raison de 125 % les heures de travail supplémentaires. La compensation doit être accordée dans les trois mois (art. 321c, al. 2, CO).</p> <p>² Les heures supplémentaires qui ne sont pas compensées par un congé doivent être payées avec une majoration de 25 % au moins du salaire complet (salaire en espèces et prestations en nature) (art. 321c, al. 3, CO).</p> <p>³ Par salaire horaire, on entend en règle générale la 240e partie du salaire mensuel convenu en espèces et en nature.</p>
Congés ordinaires et jours fériés	<p>Art. 8 ¹ Le travailleur a droit à un jour et demi de congé par semaine.</p> <p>² En règle générale, deux jours au moins de congé par mois doivent coïncider avec un dimanche.</p> <p>³ Le travailleur a congé, en outre, les jours fériés suivants : Nouvel-An, Vendredi-Saint, Ascension, Fête-Dieu, 23 juin, 1^{er} Août, Assomption, Toussaint et Noël.^{9)}</p>

⁴ L'employeur peut exceptionnellement grouper les jours de congé auxquels le travailleur peut prétendre ou accorder deux demi-jours au lieu d'un jour complet, si des conditions particulières le justifient et si le travailleur y consent (art. 329, al. 2, CO).

⁵ Les parties tiennent équitablement compte de leurs intérêts réciproques pour fixer les heures et jours de congé (art. 329, al. 4, CO).

⁶ Si la nourriture fait partie du salaire en nature, le travailleur est autorisé à prendre ses repas chez l'employeur aussi pendant ses jours de congé.

Congés
extraordinaires

Art. 9 ¹ En plus des congés ordinaires, l'employeur doit accorder au travailleur sans qu'il y ait réduction du salaire en espèces :

- a) trois jours en cas de mariage, ou en cas de décès ou de maladie grave du conjoint ou de proches parents en ligne directe ascendante ou descendante;
- b) deux jours en cas d'accouchement de l'épouse du travailleur ou de changement de domicile;
- c) un jour lors du baptême d'un enfant ou du mariage d'un de ses propres enfants ou d'un enfant issu d'un autre lit, ou en cas de décès d'un frère, d'une sœur, d'un des beaux-parents, d'un beau-frère ou d'une belle-sœur.

² Lorsque le contrat est résilié, l'employeur doit laisser au travailleur le temps libre nécessaire, mais au maximum deux fois deux heures par semaine, pour chercher un nouvel emploi.

Devoirs religieux,
cours et
conférences

Art. 10 ¹ Le travailleur doit avoir la possibilité d'assister au service religieux du dimanche et des jours fériés légaux.

² L'employeur facilite au travailleur, dans toute la mesure compatible avec la bonne marche de l'entreprise, l'accès aux cours et conférences ayant un caractère instructif. Si ces manifestations n'ont pas un caractère professionnel, les heures de travail perdues peuvent être remplacées en dehors de l'horaire normal de travail.

Vacances

Art. 11 ¹ L'employeur accorde au travailleur, chaque année de service, quatre semaines de vacances au moins et cinq semaines au moins au travailleur jusqu'à l'âge de 20 ans révolus (art. 329a, al. 1, CO).

² L'employeur accorde cinq semaines de vacances au travailleur dès le début de l'année au cours de laquelle il atteint l'âge de 50 ans.⁹⁾

³ Les vacances sont fixées proportionnellement à la durée des rapports de travail lorsque l'année de service n'est pas complète (art. 329a, al. 3, CO).

Versement du
salaire pendant
les vacances et
les congés

Art. 12 ¹ Le salaire en espèces ainsi qu'une indemnité pour les prestations en nature non perçues seront versés pendant les vacances et les congés. Le travailleur n'a droit à une indemnité de pension, pendant ses congés, que dans la mesure où il ne prend pas ses repas chez l'employeur.

² L'indemnité de pension se règle d'après les taux fixés par l'assurance-vieillesse et survivants (AVS).

³ D'un commun accord, l'indemnité de pension peut aussi consister en prestations en nature.

Salaire

Art. 13 ⁹ ¹ Le salaire brut contractuel minimum de référence est fixé à 3 140 francs par mois, 13^{ème} salaire inclus. ¹²¹³

² Il comprend une part de salaire en espèces ainsi que, cas échéant, des prestations en nature (nourriture, logement, entretien du linge).

³ Il est modulé à la hausse ou à la baisse, en fonction des critères suivants :

- a) âge de l'employé;
- b) durée de l'engagement;
- c) formation professionnelle;
- d) expérience professionnelle.

⁴ Les détails sont réglés en annexe.

⁵ Lorsque les prestations en nature ne sont pas fournies, ou qu'elles ne le sont que partiellement, il y a lieu de les compenser en espèces. ¹⁴

⁶ Le salaire en espèces, y compris les prestations sociales et le supplément pour heures supplémentaires, doit être payé au plus tard le dernier jour du mois, pendant les heures de travail. Si le dernier jour du mois tombe sur un dimanche ou un jour férié, le paiement a lieu le jour ouvrable précédent. ¹⁴

⁷ Un décompte détaillé mentionnant les retenues faites sur le salaire brut doit être remis chaque mois à l'employé (AVS, assurances, impôt à la source, divers). ¹⁴

⁸ Sauf dispositions contraires, les allocations familiales sont versées intégralement à l'employé en plus du salaire convenu. ¹⁴

Art. 14 ¹⁰⁾

Nourriture

Art. 15 Le travailleur a droit à une nourriture saine et suffisante.

Logement

Art. 16 ¹ Le travailleur disposera d'un logement ou d'une chambre convenablement meublé, éclairé et chauffé.² Durant ses heures de loisirs, le travailleur devra pouvoir séjourner dans la chambre de famille ou dans un autre local habitable et chauffé en hiver.³ L'employeur mettra à la disposition du travailleur marié un logement sain, rationnel et adapté aux conditions familiales.⁴ Des sous-locataires ne pourront habiter dans les locaux mis à disposition qu'avec l'assentiment de l'employeur.⁵ Si l'employeur met à la disposition du travailleur un logement, la résiliation des rapports de travail signifiera aussi l'extinction du droit d'utilisation du logement. Les dispositions obligatoires du droit fédéral concernant la protection des locataires sont réservées.Collaboration
des proches du
travailleur**Art. 17** ¹ Pour le temps durant lequel l'épouse ou les enfants du travailleur sont occupés dans l'exploitation, ils ont droit à la rétribution en espèces et à la pension à la table de l'employeur.² La pension peut être remplacée par des prestations en nature ou par une indemnité correspondante.³ L'épouse du travailleur disposera du temps nécessaire à l'entretien de son ménage et aux soins des enfants.Salaire en cas
d'empêchement
de travailler**Art. 18** ¹ Dans la mesure où les rapports de travail ont duré plus de trois mois ou ont été conclus pour plus de trois mois, le travailleur empêché de travailler sans qu'il y ait faute de sa part et pour des raisons inhérentes à sa personne telles que maladie, accident, grossesse, accouchement, exercice d'une fonction publique ou accomplissement d'une obligation légale autre que le service militaire, a droit au salaire intégral (en espèces et en nature) suivant :

- pendant un mois au cours des 1ère et 2ème années de service;
- pendant deux mois dès la 3ème et jusqu'à la 5ème année de service;
- pendant trois mois dès la 6ème et jusqu'à la 10ème année de service;

- pendant quatre mois dès la 11^{ème} année de service.

² Lorsque le travailleur vit dans le ménage de l'employeur, celui-ci accorde au travailleur empêché de travailler sans sa faute pour cause de maladie, d'accident, de grossesse ou d'accouchement, les soins et secours médicaux pour un temps limité, correspondant à celui de l'alinéa 1 (art. 328a, al. 2 et 3, CO).

³ En cas de maladie ou d'accident du travailleur, l'indemnité journalière versée par la caisse-maladie ou par l'assurance-accidents peut être déduite du salaire dans la mesure où elle est versée au travailleur.

Versement de
salaire en cas de
service militaire

Art. 19 Lorsque les rapports de service ont duré plus d'une année ou si le travailleur s'engage au cours de la première année de service à rester au moins une année, il a droit au salaire intégral en cas de service militaire d'une durée maximum de 22 jours. L'allocation pour perte de gain revient dans ce cas à l'employeur.

Versement du
salaire en cas de
décès

Art. 20 En cas de décès du travailleur, l'employeur doit payer le salaire, à partir du jour du décès, pour un mois encore et, si les rapports de travail ont duré plus de cinq ans, pour deux mois encore, si le travailleur laisse un conjoint ou des enfants mineurs ou, à défaut, d'autres personnes en faveur desquelles il remplissait une obligation d'entretien (art. 338, al. 2, CO).

Assurance-
maladie

Art. 21⁹⁾ ¹ L'employeur rend le travailleur attentif à son obligation de s'assurer contre la maladie (assurance de base), conformément à la LAMal¹¹⁾ et à ses dispositions d'exécution.

² L'employeur affine le travailleur engagé pour une durée contractuelle d'au moins trois mois à une assurance d'indemnité journalière ou veille à ce que cette assurance soit ajoutée à l'assurance-maladie. L'indemnité journalière sera au moins égale à 80 % du salaire, durant au moins 720 jours dans une période de 900 jours consécutifs, avec un délai d'attente de 30 jours.

³ L'employeur paie 50 % des primes de l'assurance d'indemnité journalière.

Assurance-
accidents

Art. 22 ¹ L'employeur est tenu d'assurer le travailleur contre les accidents et maladies professionnels et contre les accidents non professionnels conformément à la loi fédérale sur l'assurance-accidents (LAA)⁵⁾ et à la législation d'exécution.

² Les primes de l'assurance contre les accidents et maladies professionnels sont à la charge de l'employeur, celle de l'assurance contre les accidents non professionnels à la charge du travailleur.

AVS, AI, APG,
AC et allocations
familiales

Art. 23 ¹ L'employeur et le travailleur versent les cotisations légales à l'assurance-vieillesse et survivants, à l'assurance-invalidité, au régime des allocations pour perte de gain en cas de service et de maternité et à l'assurance-chômage.⁹⁾

² L'employeur verse en outre au régime fédéral des allocations familiales les contributions légales dues sur les salaires en espèces ou en nature payés dans son exploitation.

Prévoyance
professionnelle

Art. 24 ¹ L'employeur est tenu de contracter une assurance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité en faveur du travailleur.

² L'employeur paie la moitié des primes au moins.

³ Les dispositions de la loi du 25 juin 1982 sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité (LPP)⁶⁾ et des textes d'exécution s'y rapportant sont réservées.

Résiliation
pendant le temps
d'essai

Art. 25 ¹ Pendant le temps d'essai, chacune des parties peut résilier le contrat de travail à tout moment, moyennant un délai de congé de trois jours; sont considérées comme temps d'essai les deux premières semaines de travail.

² Lorsque, pendant le temps d'essai, le travail est interrompu par suite de maladie, d'accidents ou d'accomplissement d'une obligation légale incombant au travailleur sans qu'il ait demandé de l'assumer, le temps d'essai est prolongé d'autant.

Résiliation après
le temps d'essai

Art. 26 ¹ Le contrat peut être résilié pour la fin d'un mois moyennant un délai de congé d'un mois pendant la première année de service, de deux mois de la deuxième à la cinquième année de service, de trois mois ultérieurement.

² Les dispositions particulières du Code des obligations concernant la résiliation du contrat de travail en temps inopportun (grossesse, maladie, accident, service militaire, etc.) sont réservées (art. 336c et 336d CO).

Motivation du
congé et
résiliation
abusive

Art. 27 ¹ La partie qui reçoit le congé peut demander à l'autre partie qu'elle motive sa décision par écrit (art. 335 CO).

² En cas de résiliation abusive au sens de l'article 336 du Code des obligations, la partie qui reçoit le congé et entend demander une indemnité doit faire opposition au congé par écrit auprès de l'autre partie, au plus tard jusqu'à la fin du délai de congé (art. 336b CO).

Résiliation
immédiate pour
justes motifs

Art. 28 L'employeur et le travailleur peuvent résilier immédiatement le contrat en tout temps pour de justes motifs; la partie qui résilie immédiatement le contrat doit motiver sa décision par écrit si l'autre partie le demande (art. 337 CO).

Certificat

Art. 29 ¹ Le travailleur peut exiger en tout temps de l'employeur la délivrance d'un certificat mentionnant la nature et la durée du service accompli ainsi que la qualité du travail et la conduite de l'employé.

² Sur demande expresse du travailleur, le certificat peut se limiter aux indications portant sur la nature et la durée des rapports de service (art. 330a CO).

Gratification à
raison de longs
rapports de
travail

Art. 30 ¹ Si les rapports de travail d'un travailleur âgé d'au moins 50 ans prennent fin après 20 ans de service ou plus dans la même exploitation, l'employeur verse au travailleur une gratification à raison de ces longs rapports de service.

² La gratification pour ancienneté de service se monte à :

- a) deux salaires mensuels pour 20 à 25 années de service;
- b) trois salaires mensuels pour 26 à 30 années de service;
- c) quatre salaires mensuels pour 31 à 35 années de service;
- d) cinq salaires mensuels pour 36 à 40 années de service;
- e) six salaires mensuels pour plus de 40 années de service.

(Le salaire mensuel se compose du salaire en espèces et du salaire en nature).

³ Si le travailleur reçoit des prestations d'une institution de prévoyance, celles-ci peuvent être déduites de l'indemnité à raison des longs rapports de travail dans la mesure où elles ont été financées soit par l'employeur lui-même, soit par l'institution de prévoyance au moyen de la contribution de l'employeur.

⁴ Pour le surplus, les articles 339b et suivants du Code des obligations sont applicables.

Litiges

Art. 31 Les litiges relevant du contrat de travail seront tranchés par le Conseil de prud'hommes, quelle qu'en soit la valeur litigieuse.

Remise du
contrat-type de
travail

Art. 32 L'employeur remet un exemplaire du présent contrat-type de travail au travailleur.

Dispositions
supplétives

Art. 33 ¹ Les dispositions du Code des obligations concernant le contrat de travail sont applicables à toutes les questions qui ne sont pas réglées par le contrat-type.

² Demeurent réservées, lors de l'entrée en vigueur du présent contrat-type, les situations acquises plus favorables aux travailleurs.

Dispositions
auxquelles il ne
peut être dérogé

Art. 34 Il ne peut être dérogé aux dispositions ci-après par accord, ni au détriment de l'employeur, ni au détriment du travailleur :

- article 6, alinéa 1 (heures de travail supplémentaires);
- article 22 (assurance-accidents);
- article 23 (AVS-AI-APG-AC et allocations familiales);
- article 24 (LPP);
- article 27 (résiliation abusive, indemnité, procédure);
- article 28 (résiliation immédiate pour justes motifs).

Dispositions
auxquelles il ne
peut être dérogé
au détriment du
travailleur

Art. 35 Il ne peut pas être dérogé aux dispositions ci-après par accord au détriment du travailleur :

- article 3, alinéa 1 (responsabilité du travailleur);
- article 4, alinéas 2 et 3 (protection de la personne du travailleur);
- article 8, alinéa 4 (congé);
- article 11 (vacances);
- article 18, alinéa 1 (salaire en cas d'empêchement du travailleur);
- article 18, alinéa 2 (travailleur vivant en communauté domestique);
- article 20 (décès du travailleur);
- article 26, alinéa 2 (résiliation en temps inopportun);
- article 29 (certificat);
- article 30, alinéas 1 et 4 (conditions pour l'indemnité de départ).

Abrogation

Art. 36 Le contrat-type de travail pour le personnel d'exploitation et de maison dans l'agriculture du 6 décembre 1978 est abrogé.

Entrée en
vigueur

Art. 37 Le présent contrat-type de travail entre en vigueur le 1^{er} janvier 1996.

Delémont, le 20 décembre 1995

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Pierre Kohler
Le chancelier : Sigismond Jacquod

Annexe [8\)15\)](#)

Calcul du salaire minimal (art. 13)

	Fr.
Salaire brut de référence, 13 ^{ème} salaire inclus, versé 12 fois par année :	3 140.--
Déductions pour prestations en nature :	
a) logement et nourriture :	- 990.--
b) entretien du linge :	- 60.--
Salaire brut de référence en espèces :	2 090.--

Modulation du salaire brut de référence en espèces (art. 13, al. 3)

a) le salaire brut de référence en espèces est modulé à la baisse lorsque l'employé n'a pas encore atteint l'âge de 25 ans et à la hausse lorsqu'il est âgé de 50 ans au moins :	
– moins de 19 ans :	- 418.--
– de 19 à 24 ans :	- 209.--
– dès 50 ans :	+ 209.--
b) le salaire brut de référence en espèces est modulé à la baisse lorsque la durée de l'engagement est inférieure à 10 mois :	
– moins de 6 mois :	- 418.--
– de 6 à 9 mois :	- 209.--
c) le salaire brut de référence en espèces vaut lorsque l'employé a terminé avec succès un apprentissage ou lorsqu'il dispose d'un diplôme délivré par une école spécialisée; il est modulé à la baisse lorsque le niveau de formation est inférieur et à la hausse lorsqu'il est supérieur :	
– pas de qualification :	- 209.--
– pas de qualification, mais conduite du tracteur :	- 104.50
– CFC en agriculture :	+ 209.--
– brevet fédéral d'agriculteur ou d'agricultrice, brevet fédéral de paysanne :	+ 627.--
– maîtrise fédérale d'agriculteur ou d'agricultrice, diplôme supérieur de paysanne :	+ 1 045.--
d) le salaire brut de référence en espèces est modulé à la hausse lorsque l'employé peut se prévaloir d'une expérience professionnelle d'une année au moins :	
– 1 an d'expérience au moins :	+ 104.50
– 3 ans d'expérience au moins :	+ 209.--
– 5 ans d'expérience au moins :	+ 313.50

- 1) RS 220
- 2) RSJU 211.1
- 3) RSJU 910.1
- 4) RS 210
- 5) RS 832.20
- 6) RS 831.40
- 7) Nouvelle teneur du titre selon le ch. I du contrat-type de travail du 20 juin 2006, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2007
- 8) Introduit(e) par le ch. I du contrat-type de travail du 20 juin 2006, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2007
- 9) Nouvelle teneur selon le ch. I du contrat-type de travail du 20 juin 2006, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2007
- 10) Abrogé par le ch. I du contrat-type de travail du 20 juin 2006, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2007
- 11) RS 832.10
- 12) Nouvelle teneur selon le ch. I du contrat-type de travail du 5 décembre 2006, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2007
- 13) Nouvelle teneur selon le ch. I du contrat-type de travail du 21 avril 2009. Nouvelle teneur selon le ch. I du contrat-type de travail du 18 janvier 2011
- 14) Introduit par le ch. I du contrat-type de travail du 21 avril 2009
- 15) Nouvelle teneur de l'annexe selon le ch. I du contrat-type de travail du 21 avril 2009. Nouvelle teneur de l'annexe selon le ch. I du contrat-type de travail du 18 janvier 2011

TABLE DES MATIERES

3	Droit pénal, procédure pénale, exécution
31	<i>Droit pénal</i>
311	Loi du 9 novembre 1978 sur l'introduction du Code pénal suisse
311.1	Arrêté du Département de la Santé du 25 février 2003 désignant les cabinets et les établissements hospitaliers pratiquant l'interruption de grossesse
312	<i>Aide aux victimes d'infractions</i>
312.5	Loi du 20 juin 2001 portant introduction à la loi fédérale du 4 octobre 1991 sur l'aide aux victimes d'infractions
312.51	Arrêté du Gouvernement du 5 avril 2005 portant reconnaissance d'un centre de consultation au sens de la loi fédérale sur l'aide aux victimes d'infractions
32	<i>Procédure pénale</i>
321	<i>Dispositions générales</i>
321.1	Loi d'introduction du Code de procédure pénale suisse du 16 juin 2010 (LiCPP)
324	<i>Amendes d'ordre</i>
324.1	Loi du 9 novembre 1978 portant introduction de la loi fédérale du 24 juin 1970 sur les amendes d'ordre infligées aux usagers de la route et instituant d'autres amendes d'ordre
324.11	Décret du 6 décembre 1978 sur les amendes d'ordre
324.111	Ordonnance du 6 décembre 1978 sur les amendes d'ordre
325	<i>Pouvoir répressif des communes</i>
325.1	Décret du 6 décembre 1978 concernant le pouvoir répressif des communes
33	<i>Casier judiciaire</i>
331	Ordonnance du 18 janvier 2000 concernant le casier judiciaire informatisé

34 *Exécution***341 *Dispositions générales***

341.11 Ordonnance du 6 mars 2007 concernant l'exécution des peines et mesures

342 *Etablissements*

342.11 Ordonnance du 21 décembre 2004 sur les établissements de détention

342.111 Règlement des établissements de détention du 21 décembre 2004

342.491 Arrêté du Gouvernement du 18 mars 1980 portant adhésion à la convention passée entre la République et Canton du Jura et la Fondation du Centre suisse de formation pour le personnel pénitentiaire

349 *Conventions intercantionales*

349.1 Arrêté du Parlement du 25 octobre 2006 portant adhésion de la République et Canton du Jura au concordat sur l'exécution des peines privatives de liberté et mesures concernant les adultes et les jeunes adultes dans les cantons latins

349.11 Arrêté du Gouvernement du 9 décembre 2008 approuvant le règlement du 25 septembre 2008 concernant l'octroi d'autorisation de sortie aux personnes condamnées et jeunes adultes

349.12 Arrêté du Gouvernement du 14 décembre 2010 approuvant le règlement du 29 octobre 2010 concernant la liste des établissements pour l'exécution des privations de liberté à caractère pénal

349.2 Arrêté du Parlement du 24 mai 2006 portant adhésion de la République et Canton du Jura au concordat sur l'exécution de la détention pénale des personnes mineures des cantons romands (et partiellement du Tessin)

35 *Entraide judiciaire dans les affaires pénales de droit cantonal*

351.1 Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant la réglementation interne des affaires intercantionales d'extradition

TABLE DES MATIERES

4	Education, science, culture, Eglise
41	<i>Education et science</i>
410.1	<i>Fondement</i>
410.100	Arrêté du Parlement du 22 mars 1979 concernant l'adhésion de la République et Canton du Jura au concordat du 29 octobre 1970 sur la coordination scolaire
410.101	Arrêté du Gouvernement du 21 décembre 1993 portant adhésion de la République et Canton du Jura à l'Accord intercantonal du 18 février 1993 sur la reconnaissance des diplômes de fin d'études
410.102	Arrêté du Parlement du 23 avril 2008 portant adhésion de la République et Canton du Jura à l'accord intercantonal sur l'harmonisation de la scolarité obligatoire
410.103	Arrêté du Parlement du 23 avril 2008 portant adhésion de la République et Canton du Jura à la convention scolaire romande
410.104	Arrêté du Parlement du 22 septembre 2010 portant adhésion de la République et Canton du Jura à la convention scolaire du nord-ouest de la Suisse du 23 novembre 2007 (RSA 220)
410.11	Loi du 20 décembre 1990 sur l'école enfantine, l'école primaire et l'école secondaire (Loi scolaire)
410.111	Ordonnance du 29 juin 1993 portant exécution de la loi scolaire (Ordonnance scolaire)
410.111.0	Arrêté du Département de l'Education du 26 février 2004 concernant l'éducation précoce spécialisée
410.111.1	Arrêté du Département de l'Education du 2 avril 2003 relatif à l'enseignement d'appui ambulatoire
410.111.2	Règlement du Département de l'Education du 25 mars 1999 concernant l'orientation des élèves en sixième année
410.111.3	Règlement du Département de l'Education du 9 juillet 1999 concernant l'orientation des élèves à l'école secondaire
410.111.4	Directives du Département de l'Education du 30 juin 2003 concernant les classes de soutien du degré secondaire
410.112	Arrêté du Département de l'Education du 5 septembre 2001 fixant le statut des coordinateurs et des chargés de mission engagés par le DED
410.113	Ordonnance du 24 octobre 2006 fixant les conditions cadres pour les transports scolaires
410.16	Décret du 14 décembre 1994 fixant la répartition des dépenses scolaires entre les communes
410.164	Arrêté du Département de l'Education du 24 octobre 1994 fixant les indemnités de repas susceptibles d'être versées aux parents d'élèves des écoles primaires et secondaires

410.2	<i>Corps enseignant</i>
410.210	Arrêté du Parlement du 15 novembre 2000 portant adhésion de la République et Canton du Jura au concordat intercantonal créant une Haute Ecole pédagogique commune aux cantons de Berne, du Jura et de Neuchâtel (HEP-BEJUNE)
410.210.1	Loi du 6 décembre 2000 sur la Haute Ecole pédagogique (HEP-BEJUNE)
410.210.10	Ordonnance du 15 mai 2001 réglant la formation professionnelle pour l'enseignement secondaire durant la période transitoire d'introduction de la loi sur la Haute Ecole pédagogique
410.210.11	Ordonnance du 10 juillet 1984 portant exécution de la loi sur la formation du corps enseignant
410.210.114	Règlement du 29 août 1985 concernant la participation des adultes aux cours et manifestations de l'Institut pédagogique
410.210.12	Ordonnance du 28 juin 1995 sur la formation pédagogique des candidats à l'enseignement dans les écoles moyennes
410.210.13	Ordonnance du 6 décembre 1983 instituant un concours d'entrée à l'Institut pédagogique
410.210.14	Ordonnance du 6 octobre 1992 concernant le passage des maîtres primaires dans l'enseignement secondaire et vice-versa et l'accès des maîtresses ACT à l'enseignement des activités manuelles
410.210.15	Ordonnance du 15 novembre 2011 sur la reconnaissance des titres d'enseignement
410.210.16	Directives du Département de l'Education du 14 avril 1997 concernant les honoraires, indemnités et autres prestations accordés dans le cadre des cours de perfectionnement et de formation continue du corps enseignant
410.210.18	Ordonnance du 19 août 1986 concernant la reconnaissance des brevets d'enseignement obtenus avant 1979
410.251	Loi du 9 novembre 1978 sur les traitements des membres du corps enseignant
410.251.1	Décret du 6 décembre 1978 sur les traitements des membres du corps enseignant
410.252.1	Ordonnance du 13 juin 2006 concernant le programme horaire du corps enseignant
410.252.23	Ordonnance du 6 décembre 1978 sur la rétribution des leçons supplémentaires données par un maître occupé à plein temps et de l'enseignement dispensé de façon irrégulière durant un semestre entier
410.252.24	Ordonnance du 29 juin 1993 sur l'indemnisation et la diminution du temps d'enseignement des directeurs, médiateurs et titulaires d'autres fonctions dans les écoles enfantines, primaires et secondaires
410.252.26	Ordonnance du 13 mai 1986 concernant l'indemnisation des enseignants en cas de licenciement ou de non-reconduction consécutifs à une décision de fermeture de classe

410.252.31	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant la rétribution des maîtresses et des maîtres de l'école complémentaire ménagère obligatoire
410.252.32	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant les traitements des maîtres aux écoles supérieures de commerce
410.252.331	Arrêté du Gouvernement du 11 décembre 1979 concernant la classification des directeurs des écoles moyennes supérieures relevant du Département de l'Education et des Affaires sociales
410.252.34	Ordonnance du 3 mai 1983 fixant les indemnités allouées aux maîtres dans le cadre de la formation pédagogique et pratique des enseignants
410.252.4	Ordonnance du 6 décembre 1978 sur les traitements des maîtres nommés à titre provisoire et l'éligibilité à titre définitif des maîtres à programme partiel
410.252.5	Ordonnance du 25 novembre 1986 concernant le remplacement des enseignants
410.254.2	Ordonnance du 26 novembre 1997 concernant la répartition des charges pour le traitement des enseignants
410.254.4	Ordonnance du 18 janvier 1983 concernant les allègements des parts communales au traitement des enseignants
410.263	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant les traitements assurés des maîtresses ménagères et des maîtresses d'ouvrages
410.3	<i>Constructions scolaires</i>
410.316	Décret du 21 décembre 2001 réglant l'octroi de subventions pour installations scolaires
410.316.1	Ordonnance du 27 août 2002 sur les installations scolaires
410.316.11	Directives du Département de l'Education et des Affaires sociales du 20 décembre 1985 concernant la construction et l'équipement des installations scolaires
410.316.12	Arrêté du Département de l'Education du 28 janvier 1991 fixant les montants pris en compte pour le subventionnement de la construction, de la transformation et de l'équipement de base des installations scolaires
410.318	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant le versement de subventions pour l'acquisition d'établis et d'outils destinés à l'enseignement des travaux manuels
410.4	<i>Moyens d'enseignement</i>
410.411	Arrêté du Gouvernement du 25 février 1992 concernant la publication des décisions et des informations scolaires officielles
410.416	Arrêté du Parlement du 26 mai 1982 concernant les subventions à allouer aux communes pour l'achat de moyens d'enseignement et de matériel scolaire dans les écoles maternelles, primaires et secondaires
410.417	Ordonnance du 27 février 1996 concernant les prestations assimilables à des moyens d'enseignement

410.7	<i>Service scolaire médical et dentaire</i>
410.71	Ordonnance du 5 décembre 2000 concernant le service de santé scolaire
410.72	Décret du 13 décembre 2006 concernant le service dentaire scolaire
410.721	Ordonnance du 27 février 2007 concernant le service dentaire scolaire
410.726	Ordonnance du 5 juillet 1994 fixant le tarif pour les soins dentaires scolaires
410.726.1	Arrêté du Gouvernement du 27 février 2007 fixant la valeur du point pour le tarif dentaire scolaire
410.8	<i>Orientation en matière d'éducation</i>
410.81	Ordonnance du 21 novembre 2006 concernant l'orientation scolaire et professionnelle et la psychologie scolaire
410.861	Arrêté du Gouvernement du 1er mars 1983 portant création d'un Fonds pour l'orientation scolaire et professionnelle
411	<i>Prolongation de la scolarité</i>
411.1	Règlement provisoire du Département de l'Education du 8 février 2005 concernant l'option "orientation" du cycle de transition du secondaire I vers le secondaire II

TABLE DES MATIERES

4	Education, science, culture, Eglise
412	<i>Ecole moyenne</i>
412.01	Loi du 24 mai 2006 sur l'organisation de l'enseignement et de la formation des niveaux secondaire II et tertiaire
412.011	Ordonnance du 5 février 2008 sur l'organisation de l'enseignement et de la formation des niveaux secondaire II et tertiaire
412.11	Loi du 1 ^{er} octobre 2008 sur l'enseignement et la formation des niveaux secondaire II et tertiaire et sur la formation continue
412.111	Règlement des écoles moyennes du 6 décembre 1978
412.112	Directives du Département de l'Education du 2 décembre 1994 relatives à l'admission des élèves dans les écoles moyennes
412.113	Directives du Département de l'Education du 5 juin 2000 concernant les réorientations et les passerelles dans les écoles moyennes
412.214	Directives du Gouvernement du 16 août 2011 concernant la prise en charge des élèves artistes ou sportifs prometteurs ou reconnus de haut niveau dans les écoles des niveaux secondaires I et II
412.291	Arrêté du Parlement du 22 novembre 1995 concernant l'approbation de la Convention entre le Canton de Berne et la République et Canton du Jura concernant l'Ecole secondaire de la Courtine sise à Bel-lelay
412.292	Convention de collaboration entre le Canton de Berne et la République et Canton du Jura du 14 novembre 2001 dans le but de permettre à de jeunes artistes ou sportives et sportifs de concilier formation scolaire et carrière artistique ou sportive
412.311.1	Règlement du Département de l'Education du 17 janvier 2001 concernant l'organisation des études au Lycée cantonal
412.311.41	Règlement du Département de l'Education du 9 mars 2005 concernant l'organisation de l'enseignement, le plan d'études et les promotions dans les écoles supérieures de commerce
412.351	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant les examens ordinaires de baccalauréat et de maturité dans les lycées de la République et Canton du Jura
412.351.1	Arrêté du 6 décembre 1978 concernant les examens ordinaires de baccalauréat au Collège Saint-Charles de Porrentruy
412.351.2	Directives du Département de l'Education du 16 décembre 2002 concernant les examens ordinaires de baccalauréat et de maturité dans les lycées de la République et Canton du Jura
412.352	Ordonnance du 6 septembre 2011 concernant les filières de formation à l'Ecole de commerce
412.353	Règlement du Département de l'Education du 9 mars 2005 concernant le complément de formation conduisant les détenteurs de la maturité commerciale à l'obtention d'une maturité professionnelle commerciale

412.354	Ordonnance du 30 octobre 2001 concernant les personnes associées aux examens des écoles moyennes
412.511.1	Règlement du Département de l'Education du 31 octobre 2006 concernant l'organisation des études, l'évaluation et la promotion des élèves à l'Ecole de culture générale de Delémont
412.513	Arrêté du Gouvernement du 19 avril 1988 créant un cycle de promotion à l'Ecole de culture générale
412.513.0	Arrêté du Gouvernement du 4 mai 1993 portant sur le maintien du cycle de promotion de l'Ecole de culture générale de Delémont jusqu'au terme de l'année scolaire 1995/1996 et arrêté du Gouvernement du 14 février 1996 portant prorogation du cycle de promotion de l'Ecole de culture générale de Delémont
412.513.1	Règlement du Département de l'Education du 18 août 2000 concernant le cycle de promotion de l'Ecole de culture générale de Delémont
412.515	Ordonnance du 31 octobre 2006 concernant la délivrance du certificat de l'Ecole de culture générale de Delémont
412.632	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant la prise en charge des frais de scolarité qui découlent de la fréquentation de lycées publics d'autres cantons
412.71	Ordonnance du 20 mai 1997 concernant les activités parascolaires dans les écoles cantonales relevant du Département de l'Education
412.95	Arrêté du Gouvernement du 21 décembre 1979 portant adhésion définitive à la convention des 4 et 10 octobre 1966 relative à l'admission d'élèves du canton de Berne aux écoles du canton de Bâle-Ville
412.96	Arrêté du Gouvernement du 5 mai 2009 portant adhésion de la République et Canton du Jura à la convention entre Berne, Jura et Neuchâtel sur les contributions aux frais d'enseignement (Convention BEJUNE)

413 Formation professionnelle

413.12	Loi du 25 octobre 2006 concernant le fonds de soutien aux formations professionnelles
413.121	Ordonnance du 11 décembre 2007 concernant le fonds de soutien aux formations professionnelles
413.124	Règlement de la commission pour la formation professionnelle des travailleurs et jeunes étrangers dans le canton du Jura du 6 décembre 1978
413.161.1	Règlement du 4 septembre 1990 relatif à l'octroi d'une aide financière de l'Etat pour la présentation de travaux exécutés par des apprentis durant leur apprentissage
413.19	Arrêté du Gouvernement du 23 octobre 2007 portant adhésion de la République et Canton du Jura à l'accord intercantonal sur les contributions dans le domaine de la formation professionnelle initiale

413.191	Arrêté du Gouvernement du 7 décembre 1999 portant adhésion à la convention entre les cantons de Suisse romande et du Tessin en complément à la convention intercantonale sur les contributions équitables des cantons aux écoles professionnelles
413.213.1	Ordonnance du 25 mai 1993 portant reconnaissance du Centre de formation du Foyer jurassien à Delémont en tant qu'atelier de pré-apprentissage
413.241.1	Ordonnance du 15 mars 1994 sur les surveillants et l'indemnisation de la commission cantonale d'apprentissage et des surveillants
413.251.1	Règlement général des écoles et centres professionnels du 31 mars 1994
413.252.4	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant le régime des absences dans les écoles professionnelles artisanales et commerciales, ainsi que dans les ateliers d'apprentissage
413.254	Ordonnance du 6 décembre 1983 sur les conditions d'engagement et de rémunération des maîtres aux écoles professionnelles
413.254.1	Ordonnance du 16 décembre 2008 concernant le statut des maîtres de l'Ecole des métiers de la santé et du social de la République et canton du Jura
413.254.2	Arrêté du Gouvernement du 17 mars 1992 définissant le statut du maître de pratique en école de métiers et d'arts appliqués
413.255	Ordonnance du 8 février 2000 sur la maturité professionnelle
413.261	Ordonnance du 20 avril 1993 sur l'organisation des examens, les commissions d'examen et les experts aux examens
413.271	Ordonnance du 16 novembre 1993 sur la formation élémentaire
413.322	Arrêté du Parlement du 8 juin 1994 portant création de l'Ecole technique de la République et Canton du Jura
413.322.1	Règlement du Département de l'Economie du 23 février 2004 concernant l'organisation et la formation à l'Ecole technique de Porrentruy
413.323	Arrêté du Parlement du 23 janvier 2002 portant création de l'Ecole supérieure jurassienne d'informatique de gestion
413.323.1	Règlement du Département de l'Economie du 23 février 2004 concernant l'organisation et la formation à l'Ecole supérieure jurassienne d'informatique de gestion (ESIG)
413.324	Arrêté du Département de l'Economie du 23 février 2004 fixant la participation financière des étudiants dans les écoles supérieures jurassiennes
413.329.1	Arrêté du Parlement du 28 mai 2003 portant adhésion de la République et Canton du Jura à l'accord intercantonal sur les écoles supérieures spécialisées (AESS)
413.611	Décret du 13 décembre 1990 sur le financement de la formation professionnelle

TABLE DES MATIERES

4	Education, science, culture, Eglise
414	<i>Université et hautes écoles</i>
414.10	Arrêté du Parlement du 11 décembre 1992 portant approbation de l'accord intercantonal sur la participation au financement des universités pour les années 1993 à 1996
414.11	Arrêté du Parlement du 26 avril 1994 portant adhésion de la République et Canton du Jura à la Convention du 12 février 1994 relative à la coordination universitaire en Suisse occidentale
414.12	Arrêté du Parlement du 9 septembre 1998 portant approbation de l'accord intercantonal universitaire
414.71	Arrêté du Parlement du 28 janvier 1998 portant approbation du concordat intercantonal du 9 janvier 1997 créant une Haute Ecole spécialisée de Suisse occidentale (HES-SO)
414.711	Arrêté du Parlement du 25 août 2004 portant adhésion de la République et Canton du Jura à la convention intercantonale du 30 août 2002 relative au contrôle parlementaire sur la Haute Ecole spécialisée de Suisse occidentale (HES-SO)
414.72	Arrêté du Parlement du 25 août 2004 portant approbation de l'accord intercantonal du 12 juin 2003 sur les hautes écoles spécialisées (AHES) à partir du 2005
414.73	Arrêté du Parlement du 24 octobre 2001 portant approbation de la convention intercantonale créant une Haute Ecole spécialisée santé-social de Suisse romande (HES-S2)
414.731	Arrêté du Gouvernement du 25 février 2003 portant désignation de l'instance cantonale pour la Haute Ecole spécialisée santé-social de Suisse romande (HES-S2)
414.74	Arrêté du Parlement du 22 mai 2002 portant approbation de la convention intercantonale relative à la Haute Ecole de théâtre de Suisse romande (HETSR)
414.75	Arrêté du Parlement du 21 avril 2004 portant approbation de la convention concernant la Haute Ecole Arc Berne-Jura-Neuchâtel
415	<i>Gymnastique et sport</i>
415.1	Loi du 17 novembre 2010 visant à encourager les activités physiques et le sport
415.41	Ordonnance du 27 février 1990 sur le sport scolaire facultatif
415.55	Ordonnance du 27 février 1990 concernant Jeunesse + Sport
415.631	Ordonnance du 18 février 1986 réglant l'affectation de la part du canton du Jura au rendement des concours du Sport-Toto
415.631.1	Règlement d'attribution des subventions provenant des fonds du Sport-Toto du 18 février 1986

416	<i>Subventions de l'Etat, bourses et fondations</i>
416.185.1	Ordonnance du 10 décembre 1991 réglant le financement des institutions spécialisées relevant de la loi scolaire
416.31	Loi du 25 avril 1985 sur les bourses et prêts d'études
416.311	Ordonnance du 4 juillet 1994 sur les bourses et prêts d'études
417	<i>Enseignement privé</i>
417.1	Loi du 10 mai 1984 sur l'enseignement privé
417.11	Ordonnance du 18 décembre 1984 portant exécution de la loi sur l'enseignement privé
44	Culture
441	<i>Documentation</i>
441.21	Loi du 20 octobre 2010 sur l'archivage
441.211	Ordonnance du 7 avril 1988 sur les archives publiques de la République et Canton du Jura
441.212	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant l'administration des archives communales
441.213	Ordonnance du 17 mai 2011 concernant la commission des archives
441.221	Ordonnance du 27 octobre 1987 concernant les bibliothèques et la promotion de la lecture publique
441.221.1	Directives du Département de l'Education et des Affaires sociales du 27 octobre 1987 concernant les bibliothèques publiques
441.221.2	Directives du Département de l'Education et des Affaires sociales du 27 octobre 1987 concernant les bibliothèques scolaires
441.221.3	Arrêté du Département de l'Education du 5 mars 1993 portant approbation du règlement de la Bibliothèque cantonale jurassienne
441.226.1	Règlement du 6 décembre 1978 concernant l'administration du Fonds Friedrich-Emil-Welti
441.231	Ordonnance du 5 juillet 1983 concernant le Musée jurassien des sciences naturelles
441.232	Arrêté du Gouvernement du 9 décembre 1986 instituant la commission des musées
443	<i>Encouragement des activités culturelles</i>
443.1	Loi du 9 novembre 1978 sur l'encouragement des activités culturelles
443.11	Ordonnance du 3 février 2004 instituant la commission des affaires culturelles
443.14	Ordonnance du 23 octobre 1990 concernant l'encouragement de la création audiovisuelle

444	Art
444.11	Ordonnance du 16 décembre 1986 concernant l'encouragement des lettres jurassiennes
444.31	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant l'encouragement des beaux-arts
445	<i>Conservation des monuments historiques et protection des biens culturels</i>
445.1	Loi du 9 novembre 1978 sur la conservation des objets d'art et monuments historiques
445.11	Règlement du 6 décembre 1978 concernant la conservation des objets d'art et monuments historiques
445.12	Ordonnance du 6 décembre 1978 relative à la loi sur la conservation des objets d'art et monuments historiques
445.2	Ordonnance du 6 décembre 1978 sur la protection et la conservation des curiosités naturelles et des antiquités dans le canton du Jura
445.3	Décret du 6 décembre 1978 sur la conservation des monuments historiques et la protection des biens culturels
445.4	Décret du 6 décembre 1978 sur la protection et la conservation des monuments et objets archéologiques
445.42	Ordonnance du 31 octobre 2006 concernant les fouilles archéologiques et paléontologiques
45	<i>Protection de la nature et du paysage</i>
451	<i>Protection de la nature</i>
451	Loi du 16 juin 2010 sur la protection de la nature et du paysage (LPNP)
451.11	Ordonnance du 6 décembre 1978 sur la protection de la nature
451.113	Arrêté du Gouvernement du 18 janvier 1983 instituant une commission pour la protection de la nature
451.311	Arrêté du Gouvernement du 5 février 1980 mettant le Doubs et ses environs immédiats situés en territoire jurassien sous la protection de l'Etat
451.321	Arrêté du Gouvernement du 5 février 1980 mettant l'étang de Bolleman et ses environs immédiats sous la protection de l'Etat
451.322	Arrêté du Gouvernement du 5 février 1980 mettant l'étang de la Gruère et ses environs immédiats sous la protection de l'Etat
451.323	Arrêté du Gouvernement du 5 février 1980 mettant l'étang de Lucelle et ses environs immédiats sous la protection de l'Etat
451.324	Arrêté du Gouvernement du 5 février 1980 mettant l'étang de Plain de Saigne et ses environs immédiats sous la protection de l'Etat
451.325	Arrêté du Gouvernement du 5 février 1980 mettant l'étang des Royes et ses environs immédiats sous la protection de l'Etat

- 451.331 Arrêté du Gouvernement du 5 février 1980 mettant la tourbière de la Chaux-des-Breuleux et ses environs immédiats sous la protection de l'Etat
- 451.341 Arrêté du Gouvernement du 5 février 1980 mettant une partie de la région dite "Le Cerneux", située sur le territoire de la commune de Courroux, sous la protection de l'Etat
- 451.351 Arrêté du Gouvernement du 5 février 1980 mettant les allées du Vorbourg, situées sur le territoire de la commune de Delémont, sous la protection de l'Etat
- 451.352 Arrêté du Gouvernement du 5 février 1980 mettant sept arbres à feuilles situés en territoire jurassien sous la protection de l'Etat
- 451.632 Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant le Fonds de la commission pour la protection de l'environnement
- 452 Protection des sites et du paysage*
- 452.21 Arrêté du Gouvernement du 20 mars 2007 instituant une commission des paysages et des sites
- 455 Protection des animaux*
- 455.1 Ordonnance du 28 mai 1985 portant exécution de la législation fédérale sur la protection des animaux
- 47 Eglise**
- 471 Rapports entre les Eglises et l'Etat*
- 471.1 Loi du 26 octobre 1978 concernant les rapports entre les Eglises et l'Etat
- 474 Impôts ecclésiastiques*
- 474.11 Ordonnance du 6 décembre 1978 sur les impôts ecclésiastiques
- 479 Conventions*
- 479.11 Arrêté du Gouvernement du 21 octobre 1980 portant adhésion de la République et Canton du Jura aux conventions relatives à la circonscription et à l'organisation de l'Evêché de Bâle
- 479.13 Décret de promulgation de la Bulle papale du 11 août 1828

Ordonnance portant exécution de la loi scolaire (Ordonnance scolaire)

du 29 juin 1993

Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,

vu l'article 157 de la loi scolaire du 20 décembre 1990 (LS)^{[1\)](#)},

arrête :

TITRE PREMIER : Dispositions générales

Champ
d'application
et objet
(art. 1^{er} LS)

Article premier ¹ La présente ordonnance constitue la réglementation générale d'exécution de la loi scolaire.

² Les dispositions du titre cinquième (enseignants) s'appliquent également aux écoles moyennes, sous réserve de dispositions contraires de la loi du 9 novembre 1978 sur les écoles moyennes^{[2\)](#)}.

Intégration des
handicapés
(art. 4 LS)

Art. 2 ¹ Dans la mesure du possible, l'enfant handicapé est intégré dans une classe ordinaire si cela sert ses intérêts et si ses parents ou son représentant légal le souhaitent.

² Le Service de l'enseignement prend les mesures d'ordre pédagogique adéquates à cet effet, en collaboration avec les enseignants, les directions et les commissions d'école concernés. Il peut notamment accorder une dérogation aux normes relatives à l'effectif des élèves (art. 96 à 98), un appui à l'enseignant ou un soutien ambulatoire à l'élève.

Mesures
préscolaires
(art. 4 LS)

Art. 2bis^{[32\)](#)} En vue de favoriser l'intégration des enfants présentant des troubles du développement ou du comportement dans les classes ordinaires, l'Etat peut mettre en place ou soutenir les mesures de dépistage et les mesures pédagogiques et curatives nécessaires auprès des enfants en âge de préscolarité.

Insertion des
migrants (art. 5
LS)
a) Principes
d'insertion du
nouvel arrivant

Art. 3 ¹ L'enfant d'âge scolaire arrivant dans le Canton est inséré dans le degré scolaire correspondant à son âge et, à l'école secondaire, dans le niveau et l'option qui lui sont le plus favorables, compte tenu de sa scolarité antérieure.

² Il a droit à un enseignement d'appui de français lorsqu'il est de langue maternelle étrangère.

³ Durant une année scolaire pleine, exceptionnellement deux, les règles ordinaires de promotion peuvent être suspendues s'il apparaît qu'une non-promotion ne sert pas le processus d'intégration en cours.

b) Maintien de la
culture d'origine

Art. 4 ¹ Le Service de l'enseignement collabore avec les autorités scolaires étrangères qui organisent des cours de langue et de culture pour leurs ressortissants résidant dans le Canton.

² Il prend les mesures propres à favoriser la meilleure intégration possible de ces cours dans l'horaire scolaire des élèves concernés.

³ Les cours reconnus par le Département de l'Education (dénommé ci-après : "Département") sont réputés partie intégrante de l'activité scolaire officielle. En particulier, ils sont couverts par l'assurance des élèves et les résultats obtenus par ces derniers figurent dans leur bulletin scolaire.

⁴ Les communes mettent gratuitement à disposition les locaux et les fournitures scolaires.

Art. 5 ⁴⁶⁾

Accès à l'école
(art. 6, al. 1, LS)

Art. 6 ¹ Le statut légal des parents ne peut porter préjudice à l'accès à l'école de l'enfant qui séjourne sur le territoire d'une commune jurassienne. L'accès à l'école de l'enfant est sans incidence sur le statut de ses parents.

² Les autorités cantonales et communales de police des étrangers ne peuvent exiger de l'administration scolaire des informations susceptibles de nuire à la scolarisation de l'enfant.

Mesures
expérimentales
d'intégration
(art. 4 et 5 LS)

Art. 7 ¹ Afin d'améliorer l'intégration des enfants handicapés et d'assurer l'insertion réelle des enfants étrangers, le Département peut expérimenter des modalités et des structures dérogeant à la présente ordonnance.

² L'expérimentation ne peut s'étendre, comme telle, sur plus de six années.

Passage de
l'école publique à
l'enseignement
privé

Art. 8 Les parents qui entendent donner ou faire donner à leur enfant un enseignement privé, conformément à la législation sur l'enseignement privé, communiquent leur décision par écrit au directeur ou, à défaut, à la commission d'école, à l'intention du conseiller pédagogique.

Début de la
scolarité
enfantine (art. 7,
al. 1, 3 et 4, LS)

Art. 9 Tout enfant âgé de quatre ans révolus avant le 1^{er} juin peut accéder à l'école enfantine.

Début de la
scolarité
obligatoire (art.
7, al. 2 à 4, LS)

Art. 10 ¹ L'âge d'entrée à l'école primaire est fixé à six ans révolus au 1^{er} juin.

a) Règle
générale

² Les parents peuvent retarder d'un an l'entrée de leur enfant à l'école primaire lorsque celui-ci a six ans révolus entre le 1^{er} mars et le 1^{er} juin. Ils en informent la commission de l'école primaire de leur cercle scolaire de résidence jusqu'au 30 avril.

b) Anticipation

Art. 11 ¹ Les parents dont l'enfant a six ans révolus entre le 1^{er} juin et le 1^{er} septembre peuvent obtenir une dérogation, notamment lorsque l'enfant démontre une maturité scolaire particulièrement précoce et affirmée ou lorsqu'un changement de système scolaire aurait pour conséquence le redoublement d'une classe.

² Ils adressent à cet effet une déclaration écrite au Service de l'enseignement jusqu'au 30 avril. Celui-ci requiert l'expertise du psychologue scolaire et le préavis du conseiller pédagogique.

³ Lorsque l'enfant fréquente l'école enfantine, l'avis de l'enseignant est joint au dossier.

c) Report

Art. 12 ¹ Les parents dont l'enfant a six ans révolus avant le 1^{er} mars peuvent obtenir le report de l'entrée en scolarité de leur enfant en cas de retard de développement ou de maturité, de maladie grave ou d'accident.

² Ils adressent à cet effet une déclaration écrite au Service de l'enseignement jusqu'au 30 avril. Celui-ci requiert l'expertise du psychologue scolaire et le préavis du conseiller pédagogique.

³ Lorsque l'enfant fréquente l'école enfantine, l'avis de l'enseignant est joint au dossier.

⁴ La dérogation n'est accordée que dans la mesure où la fréquentation d'une classe de transition n'est pas possible ou pas indiquée.

Transports
scolaires gratuits
(art. 8, al. 2, LS)
1. Principe

Art. 13 ¹ Les élèves ont droit aux transports scolaires gratuits, lorsque ceux-ci sont reconnus, durant toute la scolarité régie par la loi scolaire.

² Lorsque les transports scolaires s'effectuent au moyen des transports publics, l'élève n'a droit à leur gratuité que dans la mesure où il les utilise effectivement.

³ Les parents qui, par préférence aux transports publics officiels, pourvoient eux-mêmes au transport de leurs enfants de façon régulière peuvent bénéficier d'une indemnité équivalente à la moitié du montant de l'abonnement annuel sur le trajet considéré. L'indemnité est versée au prorata lorsque le transport privé n'est pas exécuté durant toute l'année scolaire.³⁾

⁴ En l'absence de transports publics et lorsqu'aucun transport scolaire ne peut être organisé, les parents qui pourvoient eux-mêmes au transport de leurs enfants peuvent bénéficier d'une indemnité équivalente au montant de l'abonnement annuel des transports publics par car postal pour une distance similaire.³⁾

⁵ Le Service de l'enseignement désigne la commission d'école compétente pour organiser les transports scolaires des élèves bénéficiant de mesures de pédagogie compensatoire ou fréquentant l'école d'un autre cercle scolaire que celui de leur résidence.³⁾

2. Procédure de
reconnaissance

Art. 14 ¹ Préalablement à l'organisation ou à la mise en œuvre du transport, la commission d'école du cercle scolaire dépose une demande de reconnaissance auprès du Service des transports et de l'énergie.³⁷⁾

² Ce dernier reconnaît les transports scolaires qui remplissent les conditions fixées aux articles 15 à 17.

3. Nécessité du transport

Art. 15 ¹ La reconnaissance ne peut intervenir que pour les transports justifiés par la longueur ou le caractère particulièrement dangereux du trajet ou en raison d'autres circonstances.

a) Longueur du trajet

² La longueur du trajet justifie un transport scolaire lorsque les élèves ont à parcourir, pour se rendre à l'école ou au transport public ou scolaire le plus proche, une distance d'au moins deux kilomètres, s'agissant de l'école enfantine et primaire, et d'au moins trois kilomètres pour l'école secondaire.⁴⁾

b) Caractère dangereux du trajet

³ Un transport d'élève est reconnu, sans égard à la distance à parcourir, si et dans la mesure où la circulation ou la configuration des lieux est particulièrement dangereuse, compte tenu de l'âge et du degré d'autonomie des élèves. Le Service des transports et de l'énergie apprécie de cas en cas.³⁷⁾

c) Autres circonstances

⁴ Un transport d'élève peut également être reconnu pour les élèves fréquentant l'école d'un autre cercle scolaire ou incapables d'autonomie.

4. Exigences relatives au transport

Art. 16 ¹ La reconnaissance n'est accordée que pour les transports organisés de manière rationnelle et économique. Sous cette réserve, la préférence doit être donnée aux moyens de transports publics existants.

² Le transporteur doit en outre être au bénéfice d'une concession ou d'une autorisation officielle pour le transport des personnes.

5. Modalités du transport

Art. 17 ¹ Pour l'école enfantine et primaire, le transport est organisé d'école à école ou, entre les communes d'un même cercle scolaire, des communes concernées à l'école. Un transport peut également être organisé entre un ou plusieurs hameaux et l'école de la commune ou du cercle scolaire auquel ils appartiennent.⁴⁾

² Pour l'école secondaire, le transport est organisé à l'intérieur du cercle scolaire ou d'une région desservie par un équipement scolaire spécifique; les élèves sont transportés de l'arrêt de transport public officiel le plus proche de leur domicile à l'arrêt le plus proche de l'école.

³ Un transport d'élèves de l'école enfantine ou primaire reconnu peut également transporter des élèves de l'école secondaire.

⁴ Le Service de l'enseignement détermine les lieux à partir desquels les transports scolaires sont reconnus. Il peut délimiter le nombre des courses hebdomadaires admises.^{[3\)](#)}

6. Indemnités de repas

Art. 18 ¹ Dans les cas où les transports existants ou la mise en place d'un transport spécifique ne permettent pas à l'élève de rejoindre son domicile à midi et de disposer de trente minutes au moins pour le repas, une indemnité de repas peut être versée aux parents.

² L'indemnité couvre en principe les deux tiers du prix d'un repas moyen; elle est fixée par le Département. Ce dernier édicte les prescriptions nécessaires à ce sujet.

7. Administration et financement des transports (art. 118, al. 1, lettre e, et 152, ch. 3, lettre b, LS)
a) Organe responsable

Art. 19 ¹ La commission du cercle scolaire est responsable de l'organisation des transports scolaires. Elle peut charger le directeur de l'école d'en assurer l'administration.

² Lorsque le transport scolaire est organisé entre deux cercles scolaires, c'est la commission du cercle du domicile des élèves qui est responsable. L'article 13, alinéa 5, demeure réservé.^{[4\)](#)}

b) Financement

Art. 20 ¹ Les dépenses afférentes à un transport scolaire reconnu sont admises à la répartition des charges scolaires.

² Le Gouvernement arrête les normes limites des frais de transport admis.^{[37\)](#)}

c) Versement et décompte

Art. 21 ¹ La commune du cercle scolaire ou l'une des communes du cercle, en principe la commune siège, avance les frais inhérents au transport; ces dépenses sont considérées comme prestations préalables de ladite commune dans le cadre de la répartition des charges de l'année civile concernée.

² Au plus tard le 15 janvier, la commune concernée adresse un décompte complet accompagné des factures originales au Service financier de l'enseignement.

Gratuité des
moyens
d'enseignement
(art. 8, al. 3, LS)

Art. 22 Sont considérés comme moyens d'enseignement mis gratuitement à disposition des élèves les manuels et autres moyens pouvant en tenir lieu ou les compléter et qui permettent, grâce à leur contenu, de suivre l'enseignement prévu par les plans d'études, de même que les fournitures scolaires, les cahiers et autres documents servant à recueillir les productions des élèves.

Contributions
pour certaines
activités et
manifestations
(art. 8, al. 3, LS)

Art. 23 ¹ Sans qu'il y ait entorse au principe de la gratuité, les communes ou écoles peuvent percevoir auprès des parents une contribution dans les circonstances suivantes :

1. pour les frais de déplacement, de repas et d'hébergement lors des courses d'école, camps ou voyages d'étude;
2. pour la participation à des spectacles, conférences et concerts organisés dans le cadre scolaire;
3. pour des frais de denrées servant à la confection des repas dans l'enseignement de l'économie familiale, ainsi que pour des frais de matériel liés à la confection d'habits dans le cadre des activités manuelles.

² Une participation pour le dommage causé peut également être exigée lorsque l'élève ne prend pas normalement soin des moyens d'enseignement et des locaux mis à sa disposition.

³ Le Département édicte les instructions nécessaires pour que la contribution demandée aux parents n'excède pas la limite du raisonnable.

Résidence
habituelle de
l'élève (art. 9 LS)

Art. 24 ¹ Pour les élèves ne vivant pas au domicile de leur représentant légal, le lieu de résidence habituelle est situé à l'endroit où ils séjournent durablement les jours ouvrables.

² La résidence habituelle d'un enfant placé dans un établissement d'éducation se trouve au siège de l'établissement, celle d'un enfant confié à des parents nourriciers au domicile de ces derniers.

³ En cas de doute, le Service de l'enseignement détermine la résidence habituelle de l'enfant.

Fréquentation de
l'école d'un autre
cercle scolaire
(art. 10 LS)

Art. 25⁴³⁾ ¹ Le Service de l'enseignement peut autoriser ou contraindre un élève à fréquenter l'école d'un autre cercle scolaire que celui de sa résidence habituelle, si cette mesure est de nature à favoriser notablement ses chances scolaires, à réduire sensiblement le chemin à parcourir ou si cela est justifié par des motifs importants d'ordre familial pour l'élève.

² Le Service de l'enseignement statue sur requête du représentant légal de l'enfant, du directeur de l'école ou de l'autorité tutélaire. Il requiert l'avis des autorités scolaires concernées.

³ Lorsque la demande est fondée sur des motifs importants d'ordre familial pour l'élève, il est tenu compte des possibilités de prise en charge des élèves hors du cadre scolaire.

⁴ Le transfert dans un autre cercle scolaire à titre de sanction disciplinaire (art. 83, al. 1, lettre d, LS) ou nécessité par le bon fonctionnement du cercle est décidé par le Service de l'enseignement, après consultation des parents et des autorités scolaires locales concernées et sur préavis du conseiller pédagogique et du psychologue scolaire.

⁵ Le cercle d'accueil est lié par la décision du Service de l'enseignement.

TITRE DEUXIEME : Structure de l'école

CHAPITRE PREMIER : Ecole enfantine et école primaire

Cycles de l'école primaire (art. 15, al. 2, LS)

Art. 26 ¹ L'organisation pédagogique et administrative de la scolarité primaire s'articule en trois cycles de deux ans, première et deuxième années, troisième et quatrième années, cinquième et sixième années.

² Le Département, le Service de l'enseignement, les commissions d'école et les enseignants appliquent ce principe dans le cadre de leurs compétences.

Enseignement obligatoire à l'école primaire

Art. 27 L'enseignement obligatoire est dispensé dans le cadre de la classe en cours communs.

Cours facultatifs

Art. 28 ¹ Le programme de l'enseignement de l'école primaire peut comporter une offre de cours facultatifs de chant choral, d'initiation musicale, de musique instrumentale, d'activités manuelles et de sport.

² Le cercle scolaire dispose à cet effet d'un crédit maximal équivalant à une leçon hebdomadaire par classe du cercle, mais au minimum quatre leçons. Les cours facultatifs sont organisés en procédant au regroupement d'élèves de classes et de degrés différents.

³ L'enseignement facultatif peut être dispensé de manière concentrée et irrégulière au cours de l'année scolaire.

⁴ L'organisation de cours facultatifs est soumise à la ratification du Service de l'enseignement.

Répartition des classes dans l'enseignement primaire (art. 15 LS)

Art. 29 La commission d'école attribue l'enseignement des classes de l'école primaire entre les enseignants après avoir consulté ces derniers. Elle assure une certaine mobilité dans l'attribution des degrés, des cycles et, le cas échéant, des disciplines d'enseignement (enseignement partagé).

Principe, enseignement par un seul titulaire (art. 15, al. 1, LS)

Art. 30⁴³⁾ ¹ En règle générale, chaque classe enfantine et primaire est confiée à un seul enseignant titulaire qui en assume la responsabilité administrative et pédagogique.

² Cette responsabilité peut être partagée dans le cadre de l'enseignement assumé par deux titulaires, pour autant que chacun d'eux dispense dix leçons au moins dans la classe.

Exception, enseignement partagé (art. 15, al. 3, LS)
a) Autorisation

Art. 31 ¹ La conduite d'une classe primaire ou enfantine par deux enseignants peut toutefois être autorisée dans la mesure où la cohérence et la continuité de l'action pédagogique sont assurées.

² Le Service de l'enseignement est compétent pour autoriser l'enseignement dans une même classe par deux titulaires. Il décide sur proposition de la commission d'école et après avoir pris l'avis du conseiller pédagogique.

b) Engagement commun des deux enseignants

Art. 32 ¹ Les deux enseignants disposés à travailler ensemble s'engagent à agir selon des conceptions pédagogiques et méthodologiques convergentes.

² Cet engagement porte notamment sur les objectifs de l'enseignement, l'organisation du travail, la discipline, l'évaluation des résultats scolaires et les relations avec les parents et les autorités scolaires.

c) Partage de l'enseignement

Art. 33 ¹ Le partage de l'enseignement porte sur le temps de travail à l'école enfantine, sur les disciplines fixées dans le plan d'études pour les degrés scolaires concernés à l'école primaire.

² L'article 29 s'applique par analogie.

d) Difficultés dans l'enseignement partagé

Art. 34 ¹ Lorsque des difficultés relatives à l'unité pédagogique surviennent dans la conduite d'une classe par deux enseignants, le conseiller pédagogique tente de les aplanir.

² Si ces difficultés subsistent, le Service de l'enseignement peut, après avoir pris l'avis de la commission d'école concernée, rapporter sa décision d'autorisation d'enseignement partagé pour la fin de la période administrative en cours. La commission d'école dénonce les rapports de service des enseignants concernés pour ce moment-là.

e) Démission de l'un des enseignants

Art. 35 ¹ En cas de démission de l'un des deux enseignants, la place vacante est offerte en priorité et sans mise au concours à l'enseignant restant.

² Si l'enseignant restant le souhaite, la commission d'école s'efforce de maintenir l'enseignement partagé, conformément aux articles 31 à 33. Une nouvelle décision du Service de l'enseignement est nécessaire.

³ Si l'enseignement partagé ne peut être maintenu ou n'obtient pas l'autorisation du Service de l'enseignement, les rapports de service de l'enseignant restant sont dénoncés et le poste à plein temps est mis au concours.

Nombre d'intervenants par classe

Art. 35a ⁴⁴⁾ ¹ Le Département arrête le nombre maximum d'intervenants par classe. Il édicte les directives à ce sujet.

² Les articles 32 et 33 s'appliquent à tous les intervenants. Le titulaire de la classe est garant de la cohérence et de la continuité de l'action pédagogique.

Sixième année, orientation, observation (art. 16 LS)
a) Epreuves communes

Art. 36 ¹ Dans le courant de la sixième année d'école primaire, les élèves sont soumis à trois séries d'épreuves communes dans les disciplines de base (français, mathématique et allemand).

² Les résultats de ces épreuves, ceux des bulletins scolaires, ainsi que l'avis des parents fondent l'appréciation des élèves pour l'accès aux cours à niveaux de l'école secondaire.

b) Modalités

Art. 37 ¹ Les épreuves communes sont standardisées et corrigées selon un barème cantonal.

² Les résultats obtenus aux épreuves communes et les notes de l'année sont pris en compte de manière équivalente et sur une même échelle pour l'orientation vers les cours à niveaux. Le Département précise les modalités dans un règlement.

³ La section de la recherche et du développement de l'Institut pédagogique est chargée de la gestion des épreuves; elle agit conformément aux instructions du Service de l'enseignement.

c) Information

Art. 38 ¹ Le Département assure aux écoles les moyens d'information des parents sur les conditions d'orientation des élèves à l'issue de la sixième année.

² Les écoles et les parents peuvent solliciter la collaboration du Centre d'orientation scolaire et professionnelle et de psychologie scolaire.

CHAPITRE II : Ecole secondaire

Classe et module, définitions (art. 20 LS)

Art. 39 ¹ A l'école secondaire, la classe réunit des élèves d'une même année scolaire sans distinction du niveau et de l'option (classe hétérogène). A titre exceptionnel, le Service de l'enseignement peut autoriser une certaine restriction au degré d'hétérogénéité des classes.

² Le module est un ensemble de deux ou trois classes servant à l'organisation des cours à niveaux. Il constitue le groupement à l'intérieur duquel les élèves vivent l'essentiel des contacts avec leurs pairs. Les tâches éducatives et administratives de l'école s'exercent essentiellement au sein du module.

Cours communs (art. 21 et 22, al. 3, LS)

Art. 40 ¹ L'éducation générale et sociale, l'histoire biblique et religieuse, l'éducation physique, l'éducation musicale, l'éducation visuelle et l'économie familiale sont enseignées en cours communs, sans distinction de niveau et d'option.

² L'enseignement des sciences naturelles et humaines (histoire et géographie) est dispensé en cours communs au degré sept et dans le cadre des options aux degrés huit et neuf.

Cours séparés (art. 22 LS)
1. Cours à niveaux (art. 22, al. 2, LS)
a) Nombre de niveaux

Art. 41 ¹ L'enseignement du français, de l'allemand et de la mathématique est dispensé en cours à trois niveaux.

² L'élève accède aux cours à niveaux pour lesquels il a les aptitudes et les connaissances nécessaires.

b) Désignation
des niveaux

Art. 42 Les trois niveaux d'enseignement sont désignés au moyen de lettres. Le niveau d'exigence supérieur est désigné par la lettre A (niveau A), le niveau moyen par la lettre B (niveau B) et le niveau de base par la lettre C (niveau C).

c) Répartition
des élèves entre
les niveaux

Art. 43 A l'entrée à l'école secondaire, les élèves sont répartis dans les cours à niveaux, en fonction des résultats de la procédure d'orientation de la sixième année primaire, selon les proportions générales suivantes pour l'ensemble du Canton : 40 % au niveau A, 35 % au niveau B et 25 % au niveau C.

d) Constitution
des groupes
pour
l'enseignement à
niveaux
(art. 24 LS)

Art. 44 ¹ Les élèves d'un module sont en principe répartis en trois groupes pour les enseignements à niveaux.

² Lorsque l'on peut prévoir que l'effectif des élèves d'un module sera inférieur à trente pour les trois ans de la durée du cycle secondaire, les élèves sont répartis en deux groupes pour les enseignements à niveaux.

2. Cours à option
(art. 22, al. 3, LS)

Art. 45 ¹ L'école secondaire offre au choix des élèves et de leurs parents quatre groupes de cours à options :

- a) l'option 1 caractérisée principalement par l'enseignement du latin;
- b) l'option 2 caractérisée principalement par un enseignement renforcé des disciplines scientifiques;
- c) l'option 3 caractérisée par des langues modernes;
- d) l'option 4 caractérisée par l'enseignement d'activités créatrices et techniques.

² L'enseignement d'une deuxième langue étrangère fait partie du programme des options 1, 2 et 3.

³ Lorsque les effectifs d'élèves sont insuffisants pour permettre l'offre séparée de quatre groupes d'options, l'enseignement des branches non spécifiques de l'option est donné en réunissant les élèves des options 1 et 2, d'une part, et 3 et 4, d'autre part.

3. Cours
facultatifs
(art. 23 LS)

Art. 46 ¹ Les écoles secondaires offrent aux élèves un choix de cours facultatifs dans des activités culturelles, éducatives et sportives, à l'exclusion de disciplines inscrites comme telles au plan d'études (cours communs, à niveaux ou à option).

² A cet effet, les écoles disposent d'un crédit-cadre maximal équivalant à une leçon hebdomadaire par classe, mais au minimum huit leçons.

³ L'enseignement facultatif peut être dispensé de manière concentrée et irrégulière au cours de l'année scolaire.

⁴ Les cours facultatifs sont organisés en procédant au regroupement d'élèves de classes, voire de degrés différents.

⁵ L'organisation de cours facultatifs est soumise à la ratification du Service de l'enseignement.

4. Enseignement
du grec ancien

Art. 47 ¹ Un enseignement du grec ancien est offert à l'école secondaire en dehors des options.

² Le Service de l'enseignement organise la collaboration entre les écoles afin d'assurer cette offre.

Orientation
continue
a) Information

Art. 48 L'école secondaire favorise l'orientation continue des élèves en informant ces derniers et leurs parents des possibilités de formation offertes, de leurs conditions d'accès et des débouchés qu'elles permettent. Les enseignants, le directeur et le conseiller d'orientation participent à cette information.

b) Cours d'appui

Art. 49 ¹ L'école propose un cours d'appui de durée limitée aux élèves qui accèdent à un niveau plus exigeant.

² En cas de changement d'option au cours du degré sept et jusqu'à l'admission au degré huit comprise, l'école peut offrir aux élèves concernés un cours d'appui de durée limitée dans les disciplines ne figurant pas dans l'option initiale.

³ Les conditions et modalités d'organisation des cours d'appui sont définies par le Département. Le directeur est chargé de leur organisation.

CHAPITRE III : Prolongation de la scolarité

10^{ème} année
dans le cadre du
programme
secondaire
(art. 25 et 26 LS)

Art. 50 ¹ L'élève qui a accompli neuf années de scolarité obligatoire à l'issue du huitième degré peut, sur simple demande de ses parents, compléter sa formation dans une classe du degré neuf de l'école secondaire. L'accès aux cours à niveaux et aux options est réglé selon les dispositions ordinaires.

² L'élève qui termine sa scolarité au degré neuf dans des cours à niveaux et dans une option ne l'autorisant pas à accéder à la formation professionnelle ou aux études auxquelles il aspire peut demander à accomplir une seconde fois le programme de neuvième année. Le conseiller pédagogique décide sur la base des résultats scolaires obtenus, de l'avis du directeur et de celui du conseiller d'orientation. Si les circonstances le justifient, le Service de l'enseignement peut accorder la même possibilité à un élève qui a effectué le degré neuf en vertu de l'alinéa 1.

³ Le Département arrête les dispositions de détail nécessaires.

Dixième année
linguistique

Art. 51 ⁴³⁾ ¹ L'élève qui achève sa scolarité obligatoire et souhaite perfectionner ses connaissances linguistiques dans une langue étrangère peut, dans la mesure où une offre est proposée, effectuer une année dans une classe du degré 9 dans une école d'un autre canton.

² Le Département règle les conditions et les modalités relatives à l'admission dans une dixième année linguistique.

Classe d'accueil
et de transition
pour allophones

Art. 51a ⁴⁴⁾ ¹ Le Département peut créer une classe d'accueil et de transition destinée aux élèves allophones des degrés 8 et 9 ou effectuant une dixième ou une onzième année scolaire. Cette classe propose un enseignement intensif du français sous une forme interdisciplinaire, une mise à niveau des mathématiques, une sensibilisation à l'environnement, des activités culturelles, manuelles et d'éducation physique. Elle vise à permettre aux élèves d'entreprendre une formation dans une filière du degré secondaire II.

² Le Département arrête les conditions et les modalités relatives à l'admission, ainsi que le programme de la classe d'accueil et de transition pour allophones.

Mesures de
préparation à
la formation
générale et
professionnelle

Art. 51b⁴⁴⁾ ¹ L'élève qui achève sa scolarité obligatoire et ne remplit pas les conditions requises pour accéder à une filière de formation du degré secondaire II, qui souhaite consolider ses compétences et connaissances avant de commencer une formation ou mûrir son projet scolaire ou professionnel tout en consolidant ses compétences et connaissances, ou qui, en raison de difficultés personnelles, ne peut entreprendre un apprentissage, peut bénéficier de mesures de préparation à la formation générale ou professionnelle.

² Ces mesures sont soumises à la législation sur l'enseignement et la formation des niveaux secondaire II et tertiaire.

CHAPITRE IV : Mesures de pédagogie compensatoire

SECTION 1 : Définitions et règles générales

Classe de
transition (art. 30
LS)

Art. 52 ¹ La classe de transition est tenue sous forme d'une classe à un ou deux degrés.

² Les élèves qui, pour des raisons majeures, telle une distance excessive, ne peuvent se rendre dans une classe de transition reçoivent l'enseignement dans une classe ordinaire; dans ce cas, le programme de la première année est réparti sur deux ans.

Enseignement
d'appui (art. 31
LS)

Art. 53 ¹ Un enseignement d'appui ambulatoire est proposé à l'élève qui :

- a) a des difficultés à acquérir des connaissances scolaires dans une ou plusieurs disciplines ou
- b) en raison de difficultés de langage n'est pas en mesure de suivre avec profit la classe ordinaire ou
- c) a été empêché de fréquenter l'école durant plusieurs semaines en raison de maladie ou d'hospitalisation.

² En règle générale, cet enseignement ne doit pas dépasser trois mois.

Enseignement
d'appui intégré
(art. 31, al. 3, LS)

Art. 54 Dans les quatre premiers degrés de l'école primaire, un espace est réservé dans la grille horaire des classes pour la dispensation d'un appui léger aux élèves qui en ont besoin. Cet enseignement est dispensé par le maître titulaire de la classe.

Enfants malades
(art. 34 LS)

Art. 55 A la demande des parents, le Service de l'enseignement organise, en collaboration avec les instances médicales concernées, l'enseignement de l'enfant hospitalisé ou en convalescence pour une longue période. Il prend les mesures adaptées aux circonstances.

Soutien
pédagogique
ambulatoire
(art. 32 LS)

Art. 56 ¹ Un soutien pédagogique ambulatoire est proposé à l'élève qui présente un retard général dans les apprentissages scolaires de base ou est atteint de handicaps sensoriels ou mentaux légers ou de troubles du comportement nécessitant une éducation spéciale en complément de mesures spécifiques de rééducation.

² S'il s'avère nécessaire de compléter le soutien pédagogique par des mesures médico-éducatives légères, le Service de l'enseignement s'assure la collaboration du Centre médico-psychologique; il peut également requérir la collaboration de praticiens privés (logopédistes, psychomotriciens, etc.).

Classe de
soutien (art. 33
et 36, al. 2, LS)

Art. 57 ¹ Les classes de soutien accueillent les élèves qui ne sont pas en mesure de suivre l'enseignement d'une classe ordinaire primaire ou secondaire en dépit d'autres mesures de pédagogie compensatoire ou pour lesquels de telles mesures paraissent d'emblée manifestement insuffisantes.

² La classe de soutien du degré secondaire est intégrée à une école secondaire. Elle peut être constituée en classe atelier et une importance particulière est attachée aux activités favorisant l'insertion sociale et professionnelle des élèves.

Réintégration en
classe ordinaire
(art. 4 et 33 LS)

Art. 58 ¹ L'élève placé en classe de transition réintègre en principe la classe de deuxième année ordinaire primaire.

² L'enfant placé en classe de soutien est, dans la mesure de ses possibilités, associé aux activités de la classe ordinaire de l'école primaire ou de l'école secondaire; il réintègre la classe ordinaire dès qu'il peut en suivre l'enseignement, moyennant éventuellement une autre mesure de pédagogie compensatoire.

Non-cumul des
mesures
compensatoires

Art. 59 Sauf cas particulier, les mesures de pédagogie compensatoire ne sont pas cumulatives.

SECTION 2 : Fonctionnement

Répartition du temps et durée des mesures compensatoires (art. 36, al. 1 et 2, LS)

Art. 60 ¹ Dans les classes de transition et de soutien, le nombre de leçons hebdomadaires est équivalent à celui des classes primaires et secondaires des degrés correspondants.

² L'enseignement d'appui est dispensé à raison de leçons de quarante-cinq minutes; les leçons peuvent être scindées en demi-leçons de vingt-cinq minutes.

³ La durée et la répartition du temps de l'enseignement de soutien ambulatoire sont déterminées selon les besoins des élèves concernés.

⁴ L'enseignement d'appui et le soutien pédagogique ambulatoire sont en principe donnés sur le temps réservé à l'enseignement ordinaire; leur durée est déterminée lors de la décision d'octroi de la mesure.

Plan d'études et bulletin scolaire (art. 36, al. 1 et 2, LS)

Art. 61 ¹ Dans la classe de transition, l'enseignement est donné selon le programme de la première année scolaire du plan d'études de l'école primaire, réparti sur deux ans.

² Pour les classes de soutien, le Département arrête un plan d'études spécifique.

³ Le bulletin scolaire officiel est également délivré aux élèves qui fréquentent une classe de transition ou de soutien.

⁴ Pour les élèves des classes de soutien, on indiquera l'année scolaire d'après l'âge et le programme suivi. L'évaluation du travail des élèves est exprimée par des appréciations en termes de compétences et d'objectifs atteints.

⁵ Les prescriptions relatives au passage d'une classe à l'autre selon l'article 81 de la loi scolaire ne sont pas applicables aux élèves des classes de soutien.

SECTION 3 : Dépistage, examen des cas, décision

Dépistage

Art. 62 ¹ Un dépistage précoce des déficiences et troubles particuliers est réalisé dans les classes enfantines par l'enseignant, le psychologue ou le médecin scolaire.

² Le dépistage des insuffisances de développement et des troubles divers est poursuivi régulièrement durant la scolarité obligatoire.

³ Les élèves susceptibles de bénéficier de mesures de pédagogie compensatoire sont signalés au conseiller pédagogique du secteur par les parents ou le représentant légal, l'enseignant, le médecin scolaire, le psychologue scolaire ou le Centre médico-psychologique.

⁴ Les parents sont associés à l'observation de leur enfant et informés des constatations faites.

Troubles
particuliers
(art. 32, al. 3, et
36, al. 4, LS)

Art. 63 ¹ S'il existe des indices de troubles particuliers chez un enfant, l'équipe de coordination invite son représentant légal à le présenter soit au Centre médico-psychologique, soit à d'autres praticiens ou institutions privées.

² Le représentant légal de l'enfant peut demander de sa propre initiative un examen de ce dernier par l'une des institutions mentionnées à l'alinéa 1.

³ Si une action médico-pédagogique légère est nécessaire au rétablissement de la situation scolaire de l'enfant, en complément à un appui ou au soutien ambulatoire, l'institution qui a examiné l'enfant établit un rapport à l'intention de l'équipe de coordination.

Examen des cas
(art. 35 LS)
a) Equipe de
coordination

Art. 64 ¹ Une équipe de coordination, dirigée par le conseiller pédagogique spécialisé et composée d'un psychologue scolaire du Centre d'orientation scolaire et professionnelle et de psychologie scolaire et d'un enseignant de soutien, procède à l'examen de la situation de l'enfant. Elle requiert la collaboration du maître de classe et du psychologue qui a examiné l'enfant.

² Sur la base de l'évaluation des aptitudes de l'enfant, l'équipe de coordination établit les objectifs pédagogiques et éducatifs de la mesure compensatoire proposée (appui, soutien ambulatoire, placement en classe de soutien). Elle peut demander l'avis du médecin scolaire, du pédopsychiatre ou d'un autre spécialiste (psychomotricien ou logopédiste).

³ Le représentant légal est associé à la proposition.

b) Décision

Art. 65 ¹ Le Service de l'enseignement, sous réserve de recours au Gouvernement, décide de l'octroi des mesures de pédagogie compensatoire. Il peut déléguer cette compétence au directeur de l'école en ce qui concerne l'enseignement d'appui.⁵⁾

² Les décisions prises en vertu de la présente disposition ont force obligatoire pour les commissions scolaires.

³ Les décisions concernant les cas relevant de l'assurance-invalidité fédérale sont réservées.

SECTION 4 : Qualification et statut du personnel

Titre requis
(art. 36, al. 1, LS)

Art. 66 ¹ L'enseignant chargé de mesures d'appui pédagogique est titulaire du certificat d'aptitudes pédagogiques jurassien ou d'une reconnaissance d'équivalence; il justifie de l'expérience de l'enseignement dans une classe ordinaire et a reçu une formation complémentaire définie par le Département.

² L'enseignant chargé de mesures de soutien pédagogique ambulatoire et le titulaire d'une classe de transition ou de soutien doivent posséder, en plus du certificat d'aptitudes pédagogiques jurassien, un titre justifiant d'une formation en pédagogie curative reconnu par le Département ou un titre jugé équivalent.

³ Le spécialiste appelé à dispenser des mesures spécifiques de rééducation est titulaire d'un diplôme professionnel délivré par une école suisse ou d'un titre jugé équivalent et au bénéfice d'une autorisation d'exercer dans le Canton.

Nomination et
engagement
(art. 87, al. 2, LS)

Art. 67 ¹ Les enseignants des classes de transition et de soutien sont nommés par le Département.

² Les enseignants chargés des autres mesures de pédagogie compensatoire sont nommés par le Département à temps complet ou à temps partiel pour une charge hebdomadaire moyenne ou engagés sur la base d'un contrat de droit administratif. Les besoins et les circonstances déterminent le choix.

Rétribution

Art. 68 ¹ La rétribution et les allocations versées aux enseignants chargés des mesures de pédagogie compensatoire sont déterminées par la loi sur les traitements des membres du corps enseignant⁶ et par les dispositions d'exécution qui en découlent.

² La rétribution des enseignants et des spécialistes engagés à la tâche pour dispenser des mesures d'appui, de soutien ambulatoire et de compléments médico-éducatifs, est déterminée conformément à l'article 6 de l'ordonnance sur la rétribution des leçons supplémentaires données par un maître occupé à plein temps et de l'enseignement dispensé de façon irrégulière durant un semestre entier⁷⁾.

CHAPITRE V : Institutions spécialisées

Définition
(art. 37 LS)

Art. 69 ¹ Sont réputées institutions spécialisées au sens de la loi scolaire et de la présente ordonnance les institutions qui accueillent en internat ou en externat des élèves souffrant de handicaps physiques ou mentaux, d'atteintes psychopathologiques graves ou de graves troubles du comportement.³³⁾

² Le Département établit la liste des institutions reconnues.

Institutions hors
Canton
(art. 37, al. 2, LS)

Art. 70 Les enfants handicapés physiques et mentaux qui nécessitent des soins et des mesures éducatives lourdes et ne peuvent bénéficier valablement d'une intégration dans les structures scolaires ordinaires sont placés dans des institutions spécialisées hors Canton soumises à la Convention relative aux institutions⁸⁾.

Placement

Art. 71 ¹ Lorsqu'il apparaît qu'un enfant devrait fréquenter une institution spécialisée, la commission d'école en informe les parents et demande au Service de l'enseignement d'examiner le cas.

² Un représentant du Service de l'enseignement s'entretient avec les parents, l'enseignant et les services auxiliaires concernés en vue d'arrêter une solution concertée.³³⁾

³ En cas de désaccord, le Service de l'enseignement décide, sous réserve de recours au Gouvernement. Le placement en internat requiert toutefois l'accord des parents.⁵⁾³³⁾

⁴ Les dispositions du Code civil suisse relatives à l'autorité parentale, à la privation de liberté à des fins d'assistance et à la tutelle demeurent réservées.

Qualification du
personnel des
institutions
(art. 39, al. 2, LS)

Art. 72 Les institutions sont tenues au respect des directives de l'Office fédéral des assurances sociales relatives à l'ordonnance sur la reconnaissance d'écoles spéciales dans l'assurance-invalidité⁹⁾.

Création de nouveaux emplois	Art. 73 La création de nouveaux emplois requiert l'autorisation préalable du Département si la dépense peut être couverte par le budget, du Gouvernement si la dépense n'a pas été prévue au budget.
Traitements	<p>Art. 74 ¹ La rétribution du personnel des institutions s'effectue conformément à une échelle de traitements sanctionnée par le Gouvernement.</p> <p>² Les dépenses de personnel des institutions ne sont admises à la répartition des charges que dans cette mesure et pour autant qu'elles correspondent à la liste du personnel approuvée par le Département.</p>
Budget (art. 40 LS) a) Elaboration	<p>Art. 75 ¹ Les travaux d'entretien et de réparation des immeubles font l'objet d'une demande préalable détaillée.</p> <p>² Les demandes d'achat de matériel font l'objet d'une présentation comportant des devis précis pour toute dépense supérieure à 3 000 francs et un devis global pour les dépenses inférieures à ce montant. Le caractère de remplacement ou de nouveauté du matériel est précisé.</p>
b) Approbation par le Département	<p>Art. 76 ¹ Les institutions placées sous la surveillance du Département soumettent chaque année au Service financier de l'enseignement, au plus tard jusqu'au 15 juin, leur budget pour l'année civile suivante.</p> <p>² Le budget est établi selon la structure du compte d'exploitation arrêtée par le Service financier.</p> <p>³ Le Département se prononce sur le budget jusqu'au 20 décembre au plus tard.</p>
c) Insuffisances budgétaires	<p>Art. 77 ¹ Les dépenses nécessaires et urgentes non prévues au budget sont signalées sans délai au Service financier de l'enseignement.</p> <p>² Les autres dépenses non ou insuffisamment prévues au budget doivent obtenir l'autorisation préalable de ce service.</p>
Gestion comptable et financière	Art. 78 Les institutions appliquent dans leur gestion financière et comptable les principes généraux de la loi sur les finances de la République et Canton du Jura et des communes ¹⁰⁾ , dans la mesure où ils sont compatibles avec la nature de l'institution.

Présentation des
comptes

Art. 79 Les institutions transmettent leur compte d'exploitation et la statistique administrative au Service financier de l'enseignement jusqu'au 31 mai de l'année suivante au plus tard.

Financement et
répartition des
charges
(art. 40 LS)

Art. 80 ¹ Les dépenses d'exploitation et les dépenses générales telles que définies par l'article 152, chiffres 2 et 3, de la loi scolaire sont financées et réparties conformément aux articles 153 et 154 de ladite loi, après déduction des contributions fédérales.

² La contribution cantonale aux charges d'exploitation des institutions hors Canton accueillant des enfants soumis à la loi scolaire est répartie de la même manière.

Gestion des
subventions

Art. 81 ¹ Le Service financier de l'enseignement gère les subventions.

² Il peut verser des avances allant jusqu'à 80 % de la subvention en cours d'exercice, le solde étant versé après le bouclage des comptes.

TITRE TROISIEME : Fonctionnement général de l'école

CHAPITRE PREMIER : Locaux et installations scolaires

Accès aux
bâtiments et
locaux scolaires
(art. 43 LS)

Art. 82 ¹ L'accès aux classes, salles de cours ou autres emplacements où est dispensé l'enseignement est réservé exclusivement aux élèves, au personnel enseignant et aux autres personnes dûment légitimées (conseiller pédagogique, médecin scolaire, etc.).

² La commission d'école peut interdire l'accès aux bâtiments scolaires et autres installations, ainsi qu'à leurs dépendances, à toute personne qui dérange l'enseignement ou menace la tranquillité ou la sécurité des usagers. En cas d'urgence, le directeur peut prendre les mesures qui s'imposent.

CHAPITRE II : Temps scolaire et congés spéciaux

Année scolaire,
semestres (art.
46 LS)

Art. 83 ¹ L'année scolaire compte trente-neuf semaines et au moins cent quatre-vingt-cinq jours d'activité scolaire.

² Elle est divisée en deux semestres allant respectivement du 1^{er} août au 31 janvier et du 1^{er} février au 31 juillet.

Congés officiels	Art. 84 Les écoles sont fermées les jours de congés officiels.
Semaine scolaire (art. 48 LS)	<p>Art. 85 ¹ La semaine scolaire des élèves est en principe répartie sur neuf demi-journées; il n'y a pas de cours le samedi et le dimanche.</p> <p>² A l'école enfantine et primaire, il n'y a pas de cours le mercredi après-midi.</p> <p>³ A l'école secondaire, les élèves disposent d'un après-midi de congé, dans la mesure du possible le mercredi après-midi.</p>
Nombre de leçons	<p>Art. 86⁴³⁾ Le Gouvernement fixe, par voie d'arrêté, sur proposition du Département, le nombre global de leçons pour l'école enfantine, l'école primaire et l'école secondaire.</p> <p>Art. 87 et 88⁴⁵⁾</p>
Durée des leçons (art. 48 LS)	Art. 89 La durée d'une leçon est de quarante-cinq minutes.
Autre découpage du temps d'enseignement (art. 48 LS)	<p>Art. 90 ¹ Pour des raisons pédagogiques et méthodologiques, il est possible de procéder, pour une durée limitée, à un découpage de l'horaire scolaire autre qu'en leçons de quarante-cinq minutes et de répartir le temps imparti à chaque discipline scolaire selon une autre articulation que celle fixée dans la grille horaire hebdomadaire.</p> <p>² L'enseignant ou le groupe d'enseignants concernés informent le directeur de leur intention. Ce dernier peut prendre l'avis du conseiller pédagogique.</p> <p>³ L'autorisation est accordée pour autant que le nouveau découpage ne touche pas l'horaire personnel des enseignants non concernés et que le nombre de leçons par discipline inscrit à la grille horaire soit respecté au terme de quatre semaines.</p> <p>⁴ A l'école primaire, chaque enseignant établit le décompte des heures dans le journal de classe. A l'école secondaire, le décompte est remis au directeur de l'école.</p> <p>⁵ Le conseiller pédagogique encourage l'application de la présente disposition pour autant que la qualité de l'enseignement soit garantie. Il peut toutefois limiter certaines pratiques.</p>

Autres formes
d'enseignement

Art. 91 Durant deux semaines au plus par année scolaire, l'enseignement peut être organisé sous forme de journées d'études, de classes vertes, de journées ou de camps de sport, d'excursions ou de courses scolaires. Les manifestations cantonales organisées par le Département ne sont pas prises en compte.

Congé spécial à
une école ou une
classe (art. 48
LS)

Art. 92 ¹ Sous réserve que l'activité scolaire s'étende sur cent quatre-vingt-cinq jours au moins, la commission d'école peut octroyer des congés exceptionnels de quatre demi-journées au maximum par année scolaire à une classe ou à l'école entière si les circonstances locales le justifient. Le congé ne peut excéder un jour à la fois.

² L'octroi d'un congé pour un autre motif ou pour une durée supérieure à un jour, ainsi que l'octroi d'un congé à plusieurs écoles ou à l'ensemble des écoles du Canton, relève du Département.

Congé spécial à
un élève (art. 48
LS)

Art. 93 ¹ Chaque élève peut bénéficier, sans justification, de deux demi-journées de congé au maximum par année scolaire. Les parents et l'élève pourvoient eux-mêmes au rattrapage des leçons manquées. Le Département arrête les directives nécessaires. ⁴³⁾

^{1bis} Un congé spécial peut être octroyé à un élève pour des motifs justifiés. ⁴⁴⁾

² La demande de congé doit être présentée par le représentant légal de l'élève, en principe un mois à l'avance, par écrit et motivée, au directeur ou à l'enseignant.

³ La commission d'école, ou le directeur sur délégation de cette dernière, est compétente pour les congés jusqu'à cinq jours. Pour les congés excédant cette durée, la compétence est dévolue au Service de l'enseignement.

Horaires
harmonisés

Art. 93a ⁴⁴⁾ La commission d'école veille à l'harmonisation des horaires scolaires des élèves du cercle sur la base d'horaires-blocs à l'école enfantine et à l'école primaire. Le Département édicte les directives nécessaires.

CHAPITRE III : Effectif, ouverture, fermeture et composition des classes

SECTION 1 : Principes et normes relatifs au nombre de classes et de modules du cercle scolaire³⁶⁾

Principes
(art. 49 LS)

Art. 94³⁴⁾ ¹ Les commissions et syndicats scolaires veillent à ce que le cercle scolaire dispose du nombre de classes et de modules correspondant aux normes fixées dans le présent chapitre.

² Le nombre de classes et de modules d'une école est déterminé en fonction respectivement de l'effectif probable des élèves de l'ensemble du cercle scolaire ou du degré scolaire. Le besoin en classes doit être planifié à moyen terme, sur une période de quatre années. Le Service de l'enseignement fournit aux communes et aux autorités des cercles scolaires les informations statistiques nécessaires à cet effet.⁴¹⁾

Nombre de
classes du cercle
scolaire
a) Généralités

Art. 95 ¹ Le nombre de classes du cercle scolaire est déterminé par l'effectif probable des élèves des quatre années à venir.⁴¹⁾

² ...⁴²⁾

³ Lorsque l'effectif probable comprend un nombre d'élèves pouvant donner lieu à un nombre variable de classes selon les articles ci-après, les dispositions sur l'ouverture et la fermeture de classes s'appliquent.

⁴ Les dimensions minimales des cercles scolaires sont définies aux articles 217 à 219.

Art. 96⁴²⁾

b) Ecole
enfantine et
primaire

Art. 97⁴¹⁾ ¹ Le nombre de classes du cercle d'école enfantine et primaire est déterminé selon le tableau suivant :

Effectif probable des élèves du cercle	Nombre de classes du cercle
56 à 74	4
75 à 95	5
96 à 114	6
115 à 137	7
138 à 160	8
161 à 189	9
190 à 210	10
209 à 231	11
228 à 252	12

² Dès douze classes, le nombre de classes au tableau ci-dessus progresse d'une unité par tranche de dix-neuf à vingt et un élèves.

c) Ecole
secondaire

Art. 98³⁴⁾ ¹ Pour chaque degré du cercle scolaire secondaire, l'enseignement est organisé, en fonction de l'effectif des élèves, par modules de deux ou trois classes selon le tableau suivant :

Effectif probable des élèves du degré considéré	Nombre de modules du cercle pour le degré considéré
Jusqu'à 51	1
52 à 102	2
103 à 153	3
154 à 204	4
205 à 255	5
Plus de 255	6

² En principe, l'effectif d'un module de deux classes comprend au maximum quarante-six élèves et celui d'un module de trois classes cinquante et un élèves.

³ Le Département arrête chaque année l'organisation de détail de l'enseignement par modules pour chaque cercle, après avoir entendu les autorités scolaires locales.

⁴ Sous réserve de fluctuations importantes dans l'effectif des élèves, l'organisation de l'enseignement par modules arrêtée dans le cercle scolaire au début du septième degré est valable pour les trois années du cycle secondaire.

d) Classe de transition et de soutien

Art. 99 ¹ Les effectifs des classes de transition et de soutien sont fixés de cas en cas.

² En principe, l'effectif d'une classe de transition ne sera pas durablement inférieur à huit élèves, ni supérieur à treize élèves.

³ En principe, l'effectif d'une classe de soutien ne sera pas durablement inférieur à cinq élèves, ni supérieur à dix élèves.

⁴ Une classe de transition ou une classe de soutien peut être maintenue malgré un effectif insuffisant lorsque sa fermeture imposerait un transport d'élèves trop long ou trop coûteux.

SECTION 2 : Ouverture et fermeture de classes

Procédure
(art. 49 LS)

Art. 100 ¹ Les démarches des communes ou des syndicats scolaires tendant à l'ouverture et à la fermeture de classes doivent être portées à la connaissance du Département six mois au moins avant l'entrée en vigueur possible de ces mesures. Les cas exceptionnels demeurent réservés.

² Les demandes et les décisions relatives à l'ouverture et à la fermeture de classes sont étayées par une analyse des effectifs de l'école et des perspectives d'admission à moyen terme (quatre années).^{[41\)](#)}

³ Avant toute demande et toute décision d'ouverture et de fermeture de classe, l'ensemble des possibilités d'aménagement tendant à améliorer l'offre d'enseignement au sein même du cercle scolaire doivent être examinées.

Ouverture de
classes
(art. 49 LS)

Art. 101 ¹ Le Département autorise l'ouverture d'une nouvelle classe lorsqu'il apparaît qu'un cercle scolaire aura un effectif total qui le situe durablement dans les limites admises pour un nombre de classes supérieur.

² En principe, le Département communique sa décision au moins trois mois avant l'entrée en vigueur de cette dernière.

³ Le Département peut autoriser une ouverture de classe provisoire afin d'absorber des surcroûts d'effectifs momentanés ou lorsque la répartition des élèves par classes d'un ou de deux degrés n'est pas possible. L'engagement de l'enseignant s'effectue alors sur la base d'un contrat de droit administratif.^{[41\)](#)}

⁴ Lorsque, pour des raisons impérieuses, l'ouverture d'une nouvelle classe n'est pas possible (manque de locaux, pénurie d'enseignants), le Service de l'enseignement autorise l'enseignement en sections de classe ou sous forme de co-enseignement.^{[41\)](#)}

Fermeture de
classes
(art. 49 LS)

Art. 102 ¹ Le Département autorise la fermeture d'une classe lorsqu'il apparaît que les effectifs du cercle scolaire se situeront durablement en dessous des normes correspondant au nombre actuel de classes et dans les normes qui prévalent pour un nombre de classes inférieur.

² Sauf cas particulier, le Département communique sa décision au moins trois mois avant l'entrée en vigueur de cette dernière.

³ Le Département peut surseoir à une fermeture de classe lorsque la répartition des élèves par classes d'un ou de deux degrés n'est pas possible.^{[41\)](#)}

⁴ Lorsque des raisons particulières le justifient, telles que l'impossibilité de procéder immédiatement à un regroupement scolaire ou la nécessité de tenir compte d'une situation difficile pour un enseignant dont l'emploi serait supprimé, le Département peut surseoir à la fermeture d'une classe pour une durée maximale de deux ans à partir du moment où la fermeture devrait normalement être ordonnée.^{[42\)](#)}

Ouverture et
fermeture de
classe
ordonnées par le
Département
(art. 49, al. 2, LS)

Art. 103 ¹ Lorsqu'une commune ou une autorité scolaire n'a pas donné suite à l'invitation du Département d'ouvrir ou de fermer une classe, ce dernier ordonne lui-même la mesure en question.

² Sauf cas particulier, il communique sa décision au moins trois mois avant l'entrée en vigueur de la mesure.

³ L'article 102, alinéa 3, s'applique également en cas de fermeture.

SECTION 3 : Formation et composition des classes

Formation des
unités et
organisation de
l'enseignement

Art. 104 ¹ La commission d'école arrête, sur proposition du directeur et sous réserve de ratification par le Service de l'enseignement, la formation des classes, sections de classe, groupes d'enseignement à niveaux, à option et des cours facultatifs.

² L'enseignement est organisé conformément aux dispositions de la présente section.

Principe

Art. 105 L'enseignement est dispensé pour l'essentiel dans le cadre de la classe à l'école enfantine et primaire, et dans le cadre du module à l'école secondaire.

Enseignement
par sections de
classe
a) En général

Art. 106 ¹ Si des contraintes pédagogiques ou matérielles particulières le justifient, l'enseignement peut être dispensé par sections de classe en vue d'en améliorer l'efficacité.

² La section de classe est une norme spécifique d'effectif regroupant une partie des élèves d'une classe ou de plusieurs classes.

³ En règle générale, la section de classe ne comptera pas moins de six élèves et pas plus de treize élèves.

⁴ Peuvent être enseignées par sections de classe les disciplines ou parties de disciplines suivantes : les activités manuelles (ACM, ACT), l'économie familiale, les travaux pratiques de biologie, le laboratoire de sciences et techniques et l'informatique.

b) A l'école
enfantine

Art. 107 ¹ Dans les classes comprenant des élèves de deuxième enfantine (enfants de cinq ans) et dont l'effectif est de quatorze au moins, deux demi-journées sont dispensées par sections de classe.

² Le Service de l'enseignement précise les modalités d'application de cette disposition.

c) A l'école
primaire

Art. 108 ¹ L'enseignement du français, de la mathématique et de l'allemand peut être dispensé partiellement par sections de classe selon les modalités suivantes :

- a) pour les classes ne comptant que des élèves du même degré, à raison de deux leçons de français et de deux leçons de mathématique en première primaire, et d'une leçon de français et d'une leçon de mathématique en deuxième primaire;
- b) pour les classes réunissant des élèves de première et deuxième primaire, une leçon de français et une leçon de mathématique pour chaque degré séparément; l'enseignement dispensé à un seul degré en raison d'un nombre de leçons supérieur dans le plan d'études n'est pas considéré comme enseignement par sections de classe;
- c) une leçon d'allemand pour les classes de quatrième, cinquième et sixième primaire réunissant des élèves de deux de ces degrés.

² Le Service de l'enseignement précise les modalités d'application de la présente disposition.

Enseignement à
niveaux

Art. 109 Pour l'enseignement à niveaux à l'école secondaire, le regroupement des élèves s'en tient, en règle générale, aux normes suivantes :

- niveau A : entre 15 et 23 élèves;
- niveau B : entre 13 et 21 élèves;
- niveau C : entre 9 et 14 élèves.

Cas particuliers

Art. 110 Dans des situations de rigueur, en particulier dans des cas d'effectifs très élevés lorsque l'ouverture d'une classe supplémentaire n'est pas possible, le Service de l'enseignement peut autoriser, pour une durée n'excédant pas une année scolaire, un enseignement dispensé partiellement ou totalement par sections de classe, notamment en français, mathématique et allemand.

CHAPITRE IV : Plan d'études

Publication
(art. 50 LS)

Art. 111 ¹ Le Département arrête la répartition du temps scolaire entre les disciplines du plan d'études (grilles horaires).

² Les plans d'études sont publiés.

³ Les plans publiés définissent les objectifs généraux et les principaux contenus de chaque discipline par année scolaire ou par cycle. Le Département veille particulièrement à la conformité de ces documents avec les directives méthodologiques plus élaborées qu'il peut proposer aux enseignants.

Art. 112³⁹⁾

Athlète ou artiste
de haut niveau
(art. 56, al.3, LS)
a) Principe

Art. 113⁴³⁾ ¹ Les élèves de douze ans révolus dont les performances sportives ou les prestations artistiques sont d'un niveau élevé peuvent bénéficier d'un aménagement du programme scolaire pour les besoins de leur entraînement ou de leur formation.

² A l'école secondaire, ils peuvent bénéficier de structures particulières.

³ Dans des cas exceptionnels, des élèves de moins de douze ans peuvent bénéficier de mesures limitées.

Art. 114 et 115⁴⁵⁾

b) Renvoi

Art. 116⁴³⁾ Le Gouvernement arrête, par voie de directives, les conditions auxquelles doivent satisfaire les élèves concernés, le cadre général des aménagements et des allègements d'horaires, les ressources et le financement, ainsi que les dispositions de détail concernant les mesures pour les athlètes et artistes de haut niveau.

Sport scolaire
facultatif
(art. 57, al. 2, LS)
a) But

Art. 117 Le sport scolaire facultatif a pour but d'approfondir et de compléter le programme ordinaire d'éducation physique. Il peut être organisé sous la forme de cours facultatifs, de manifestations et de compétitions sportives (journées régionales, cantonales, intercantionales ou suisses).

b) Autorités
compétentes

Art. 118 Les cours facultatifs relèvent du Service de l'enseignement; les manifestations et les compétitions sportives de l'Office des sports.

c) Forme

Art. 119 Les écoles primaires et secondaires peuvent proposer un choix d'activités sportives relevant du sport scolaire facultatif dans le cadre des cours facultatifs.

d) Contenu des activités

Art. 120 ¹ Les cours de sport scolaire facultatif doivent être adaptés à l'âge et à l'aptitude des élèves. Aucune discipline sportive comportant des risques majeurs d'accidents ne doit être proposée.

² Le Service de l'enseignement décide, sur avis de l'Office des sports, quelles disciplines et quelles matières d'enseignement sont autorisées.

e) Financement et gestion

Art. 121 ¹ L'Office des sports assume les frais d'organisation des journées cantonales de sport scolaire et la participation jurassienne aux journées intercantionales et suisses. D'entente avec le Département des Finances, le Département de l'Education précise les frais pris en charge.

² Pour le surplus, les activités du sport scolaire facultatif sont traitées de la même manière que les cours facultatifs sur le plan administratif (horaire, autorisation, rétribution).

Education sexuelle
(art. 59 LS)
a) Programme

Art. 122 ¹ Le cours d'éducation sexuelle comprend :

- a) une information aux parents des élèves des classes enfantines;
- b) une intervention auprès des élèves de quatrième année scolaire, précédée d'une information complète aux parents;
- c) une intervention auprès des élèves de sixième et huitième années scolaires.

² Le directeur de l'école prend, en collaboration avec les enseignants concernés, les dispositions administratives en vue de la réalisation du programme dans les classes de son établissement.

b) Renonciation

Art. 123 ¹ Les parents qui entendent dispenser leur enfant du cours d'éducation sexuelle remettent leur déclaration au directeur au plus tard après la séance d'information des parents. Le maître concerné en est immédiatement informé.

² Le directeur de l'école prend toute disposition utile afin que l'élève concerné reste sous la surveillance de l'école durant cet enseignement (salle d'étude, placement dans une autre classe, etc.).

c) Animateurs

Art. 124 ¹ Le cours d'éducation sexuelle est dispensé, hors de la présence de l'enseignant, par des animateurs formés à cet effet et certifiés par le Département, conformément à la législation sur la formation du corps enseignant.

² Les animateurs sont engagés par le Département sur la base d'un contrat de droit administratif, conformément à l'article 87, alinéa 2, de la loi scolaire.

³ Les animateurs sont rétribués conformément à l'article 6 de l'ordonnance sur la rétribution des leçons supplémentaires données par un maître occupé à plein temps et de l'enseignement dispensé de façon irrégulière durant un semestre entier⁷; ils ont droit à une indemnité de déplacement conformément à l'article 196 de la présente ordonnance.

Education aux médias

Art. 125 ¹ Les enseignants initient leurs élèves à la lecture critique des médias dans l'ensemble des disciplines du plan d'études qui s'y prêtent, notamment celles impliquant l'usage de moyens audiovisuels et informatiques.

² Les enseignants et les écoles organisent au moins une fois dans le cours de chaque cycle primaire et secondaire une activité intensive au sens de l'article 91, dévolue à l'éducation aux médias.

³ A cet effet, la section de la documentation et des moyens audiovisuels de l'Institut pédagogique apporte son appui et met ses moyens à disposition.

Préparation au choix d'une profession
(art. 61 et 62 LS)

Art. 126 ¹ Le plan d'études de l'école secondaire comporte une activité pédagogique de sensibilisation au choix d'une profession ou d'une formation ultérieure. Cette activité est conduite par les enseignants, notamment dans le cadre de la discipline "éducation générale et sociale".

² Le Centre d'orientation scolaire et professionnelle et de psychologie scolaire collabore dans la préparation des élèves au choix professionnel; il assure leur information et leur documentation.

³ Les élèves de l'école secondaire peuvent effectuer, durant le temps scolaire, des stages d'orientation professionnelle d'une durée maximale de cinq jours par année scolaire. Ces stages sont conçus pour l'information et sont gérés par le Centre d'orientation scolaire et professionnelle et de psychologie scolaire.

⁴ Les associations professionnelles, les entreprises, les écoles professionnelles et supérieures qui entendent informer les élèves s'adressent au Centre précité.

CHAPITRE V : Activités culturelles et sociales de l'école

Activités
culturelles
(art. 63 LS)

Art. 127 ¹ Le Service de l'enseignement encourage les écoles à mettre en place des cours facultatifs et des activités parascolaires à vocation culturelle et à organiser des contacts entre les artistes et les élèves.

² Il peut adresser aux écoles des offres de tournées de spectacles, de concerts, de conférences ou d'expositions adaptés au niveau des élèves.

³ Les interventions d'artistes dans le cadre des classes et l'encadrement extérieur d'activités parascolaires reconnues par le Service de l'enseignement sont rétribués conformément aux normes définies par le Département et financés comme une rétribution d'enseignant.

⁴ Le Service de l'enseignement peut accorder une aide financière aux écoles afin d'abaisser le coût des activités culturelles, en particulier celles mentionnées à l'alinéa 2, auxquelles contribuent le cercle scolaire et les parents.

Bibliothèques
scolaires et de la
jeunesse
(art. 64 LS)

Art. 128 Les dispositions de l'ordonnance concernant les bibliothèques et la promotion de la lecture publique¹¹⁾ s'appliquent aux bibliothèques scolaires et de la jeunesse.

Activités sociales
(art. 65 LS)

Art. 129 Le plan d'études propose, en particulier dans le cadre du cours d'éducation générale et sociale, des exemples d'activités à caractère social et de service à la communauté. Les classes ou les établissements participent en principe annuellement à de telles activités.

CHAPITRE VI : Participation à la formation et au perfectionnement des enseignants

Art. 130⁴⁵⁾

TITRE QUATRIEME : Parents et élèves

CHAPITRE PREMIER : Parents

Droits
individuels,
information
(art. 69 LS)

Art. 131 ¹ Les parents sont informés des résultats scolaires, du comportement de leur enfant et de la vie scolaire intéressant la famille au moyen du carnet hebdomadaire et du bulletin scolaire officiel. A l'école enfantine, le carnet hebdomadaire peut être remplacé par un autre moyen plus épisodique; il n'y a pas de bulletin.

² Les parents sont tenus de prendre connaissance du bulletin et du carnet et de les signer.

³ Les parents peuvent en tout temps demander à être entendus ou reçus par le directeur de l'école ou l'enseignant. Le cas échéant, ils se conforment aux heures de visite ou de contact prévues par l'école.

Devoirs en cas
d'absence (art.
72 LS)

Art. 132 ¹ En cas d'absence imprévue d'un élève, notamment en cas de maladie ou d'accident, les parents avisent l'enseignant ou le directeur de l'école, en indiquant le motif de l'absence. Le directeur ou l'enseignant peut demander une justification écrite au retour de l'élève.

² L'absence pour maladie ou accident doit être justifiée par les parents au moyen d'une déclaration médicale dès qu'elle dépasse dix jours consécutifs de classe.

Absences
justifiées

Art. 133 ¹ Sont notamment réputées justifiées les absences dues au changement de domicile, à la maladie, à un accident ou à un traitement médical ou dentaire de l'élève, de même que celles dues à la maladie grave ou au décès d'un proche.

² Les absences dues aux séances et stages d'orientation professionnelle, aux mesures de pédagogie compensatoire, à la fréquentation des cours de langue et de culture reconnus et organisés par les autorités des pays d'émigration comptent comme temps scolaire.

Violation des
obligations
scolaires
(art. 73 LS)

Art. 134 ¹ En cas d'absences prolongées ou répétées non justifiées d'un élève et lorsqu'il apparaît que les parents ne respectent pas leur obligation d'envoyer leur enfant à l'école, le directeur les dénonce à la commission d'école.

² Après enquête, la commission peut prononcer une amende. L'amende est fixée en fonction des raisons et de la durée de l'absence; elle s'élève au maximum à 2 000 francs, 4 000 francs en cas de récidive.

³ La commission d'école arrête les modalités d'encaissement des amendes et décide de l'affectation des sommes perçues; ces dernières doivent être réservées à des activités scolaires.

CHAPITRE II : Elèves

SECTION 1 : Généralités

Liberté
d'information,
d'expression et
d'association
(art. 74, al. 3, LS)

Art. 135 ¹ L'élève a le droit de rechercher, de recevoir et de diffuser des informations et des idées sous une forme orale, écrite, imprimée ou artistique. Il exerce ces droits dans la considération due aux autres élèves et aux enseignants, dans le respect de leurs propres droits et sans mésuser du matériel et des équipements scolaires.

² L'élève a le droit de participer aux activités d'associations d'élèves en dehors des heures d'enseignement.

Droit d'être
entendu
(art. 74, al. 4, LS)

Art. 136 L'élève est entendu par son enseignant, le directeur ou toute autre autorité ou instance appelée à statuer lors de toutes décisions le concernant, notamment en matière de carrière scolaire (orientation, promotion, redoublement) et de sanctions. Demeure cependant réservée la notation des travaux.

Participation des
élèves
(art. 74, al. 3, LS)

Art. 137 ¹ L'enseignant prête attention et intérêt à l'avis exprimé par l'élève dans la vie et l'organisation de la classe.

² Dans la mesure du possible, les élèves sont associés à la vie et à la gestion de la classe et de l'école, en fonction de leur âge, en particulier pour les activités parascolaires.

³ Au besoin, le règlement scolaire local précise les modalités de cette participation.

Egalité entre
garçons et filles
(art. 75, al. 2, LS)

Art. 138 ¹ Les filles et les garçons reçoivent un enseignement identique, organisé selon un programme unique et dispensé dans des classes mixtes. A l'école secondaire toutefois, l'enseignement de l'éducation physique peut être dispensé partiellement en classes séparées.

² Le Département précise les modalités.

Aide aux élèves
en difficulté
(art. 75, al. 3, LS)

Art. 139 ¹ Chaque élève fait l'objet d'une attention particulière de la part de l'enseignant. Celui-ci apporte à chacun de ses élèves, individuellement ou en petits groupes, les encouragements et l'aide dont ils ont besoin pour la participation normale aux activités de la classe.

² Au besoin, l'enseignant sollicite les mesures de pédagogie compensatoire appropriées.

³ Les enseignants et la commission d'école collaborent avec les organes et institutions chargés de la prévention et des services sociaux de la jeunesse.

Etat des locaux
scolaires
(art. 77, al. 3, LS)

Art. 140 ¹ Les directeurs d'école et les conseillers pédagogiques contrôlent régulièrement si les locaux scolaires sont salubres, adaptés aux élèves et répondent aux normes usuelles de sécurité.

² Ils signalent toute insuffisance aux autorités scolaires locales et requièrent au besoin l'intervention du Département.

Occupations
extrascolaires
excessives

Art. 141 Lorsque le comportement ou les activités d'un élève en dehors de l'école nuisent à son travail scolaire, l'enseignant, le directeur ou la commission d'école interviennent auprès des parents.

Assurance des
élèves
(art. 78 LS)
a) Principe

Art. 142 ¹ Les communes assurent les élèves domiciliés sur leur territoire qui fréquentent un établissement soumis à la loi scolaire.

² Le contrat peut prévoir que la couverture des frais médico-pharmaceutiques est complémentaire à l'assurance personnelle des élèves (assurance-accidents ou caisse-maladie). Il doit cependant prévoir que l'assureur fournit ses prestations à titre principal s'il n'existe pas d'assurance personnelle au jour de l'accident ou si la couverture de cette dernière est suspendue en raison du non-paiement des primes.

b) Activités couvertes

Art. 143 L'assurance des élèves couvre tous les accidents survenant lors d'une activité se déroulant sous la responsabilité de l'école ou sur le chemin de l'école. Doivent notamment être couverts les accidents se produisant lors des activités suivantes : leçons, récréations, trajets entre l'école et le domicile et vice-versa, pauses de midi à l'école pour les élèves ne pouvant rentrer chez eux, courses faites pour le compte de l'école, courses d'école et déplacements scolaires, manifestations sportives, collectes et ventes d'insignes organisées par l'école, trajets entre l'école et le Centre d'orientation scolaire et professionnelle et de psychologie scolaire ou le Centre médico-psychologique et vice-versa, cours culturels, cours de langue et manifestations sportives organisés pour les enfants étrangers et autorisés par le Département.

c) Prestations

Art. 144 ¹ L'assurance des élèves prévoit au moins les prestations suivantes :

- indemnité en cas de décès : 10 000 francs;
- indemnité en cas d'invalidité : 100 000 francs;
- prestations pour soins et remboursement de frais : semblables à ceux prescrits par la loi fédérale sur l'assurance-accidents¹²⁾.

² L'indemnité en cas de décès ou d'invalidité est versée nonobstant l'existence d'une assurance personnelle de l'élève.

³ Lorsque l'assurance personnelle de l'élève prend en charge les frais de traitement, l'assurance des élèves couvre, dans le cadre de sa garantie, la franchise et les participations éventuelles à charge des parents, ainsi que les autres frais non pris en charge.

Banques de données

Art. 144a⁴⁴⁾ ¹ Les contenus des banques de données doivent se limiter aux informations courantes nécessaires à la gestion des écoles et au suivi de la carrière scolaire des élèves. Sont notamment exclues les informations relatives au comportement, à la situation familiale ou au dossier médical des élèves.

² Le catalogue des données est soumis, pour ratification, à la Commission cantonale pour la protection des données.

³ L'accès à tout ou partie d'une base de données est strictement limité pour les contributeurs et pour les utilisateurs. Les contributeurs et les utilisateurs n'ont accès qu'aux données qui les concernent, sur la base de listes établies préalablement par le Département. Pour les utilisateurs, les données sont rendues anonymes chaque fois que cela est possible.

SECTION 2 : Admission et inscription des élèves

Admission et
inscription des
élèves
a) Ecole
enfantine

Art. 145 ¹ La commission d'école établit chaque année la liste des enfants en âge d'accéder à l'école enfantine; elle informe les parents concernés jusqu'au 31 mars, par pli personnel ou par voie de presse.

² Les parents inscrivent leur enfant jusqu'au 30 avril auprès de la commission d'école. Celle-ci décide des admissions.

b) Ecole primaire

Art. 146 ¹ La commission d'école établit chaque année la liste des enfants devant commencer l'école primaire; elle informe les parents concernés jusqu'au 31 mars, par pli personnel ou par voie de presse.

² Les enfants fréquentant l'école enfantine sont inscrits d'office par l'enseignant.

c) Ecole
secondaire

Art. 147 ¹ Les maîtres primaires concernés établissent chaque année la liste de leurs élèves qui accomplissent la sixième année d'école primaire; ils adressent cette liste au conseiller pédagogique de l'école primaire jusqu'au 10 juin avec l'indication des notes du deuxième semestre.

² Le conseiller pédagogique décide de la promotion des élèves de l'école primaire à l'école secondaire ou du redoublement. Il transmet la liste des élèves promus au directeur de l'école secondaire concerné.

³ Le directeur décide de la répartition des élèves promus dans les cours à niveaux et dans les options de l'école secondaire.

Changement de
domicile ou de
résidence

Art. 148 Lorsqu'un élève change de domicile ou de résidence habituelle durant sa scolarité obligatoire, ses parents sont tenus d'en aviser immédiatement la commission d'école du nouveau cercle scolaire.

Arrivée en cours
de scolarité
d'enfants de
l'extérieur

Art. 149 En cas d'arrivée en cours de scolarité d'enfants provenant d'un autre canton ou d'un pays étranger, le conseiller pédagogique décide, sur proposition de la commission d'école, de l'affectation de l'élève à l'école enfantine et primaire; l'affectation à l'école secondaire est décidée par le Service de l'enseignement, sur proposition du directeur.

SECTION 3 : Carrière scolaire des élèves

Sous-section 1 : Généralités

Évaluation du travail scolaire
(art. 80 LS)

Art. 150 ¹ Durant la scolarité obligatoire, le travail scolaire des élèves est évalué par des notes chiffrées, des mentions ou des appréciations.

² Un bulletin officiel du Département est remis au terme de chaque semestre à tout élève durant la scolarité obligatoire.

³ Le Département édicte les dispositions nécessaires sur les méthodes d'évaluation, sur la forme et la fréquence de la communication de l'évaluation.

Bulletin scolaire officiel
(art. 80 LS)

Art. 151 ¹ Le bulletin scolaire est un document officiel. Il est remis à l'élève à l'intention de ses parents, deux fois par année, à la fin du mois de janvier et à la fin de l'année scolaire.

² Les parents sont tenus de signer le bulletin scolaire et de le remettre au maître de classe. Leur signature atteste qu'ils ont pris connaissance des informations et résultats consignés.

³ Le bulletin scolaire fait état des transferts d'un cercle scolaire à un autre, de la participation à des cours facultatifs, à des cours de langue et de culture.

⁴ Les résultats des élèves communiqués par le bulletin sont également consignés dans un registre conservé par le directeur de l'école durant une période de dix ans au moins.

Information des parents, carnet hebdomadaire
(art. 80 LS)

Art. 152 ¹ Indépendamment du bulletin scolaire, l'enseignant renseigne régulièrement les parents sur le travail et le comportement des élèves en classe.

² Cette information intervient notamment par le carnet hebdomadaire et par des entretiens particuliers sollicités par les parents ou l'enseignant.

Formes officielles de l'évaluation du travail
(art. 80 LS)

Art. 153 ¹ Dans le premier cycle de l'enseignement primaire, les résultats scolaires font l'objet d'appréciations codifiées. Le bulletin scolaire comporte une appréciation pour le français et la mathématique.

² Dans les deuxième et troisième cycles de l'enseignement primaire, les résultats scolaires sont appréciés de la manière suivante :

- a) au moyen de notes chiffrées dans les disciplines de français, de mathématique, d'environnement et également d'allemand dès la cinquième année;
- b) ⁴⁰⁾ au moyen d'appréciations dans toutes les autres disciplines du plan d'études, à l'exception de l'éducation générale et sociale et des cours facultatifs;
- c) ⁴⁰⁾ au moyen de la mention "suivi" ou "non suivi" pour l'allemand au premier semestre de la troisième année et pour les cours facultatifs. ³⁸⁾

³ A l'école secondaire, les disciplines qui déterminent l'orientation des élèves (cours à niveaux et cours à option) font l'objet d'une évaluation chiffrée; pour les autres disciplines, des appréciations non chiffrées peuvent être utilisées avec l'accord du Département. ⁴³⁾

⁴ Le cours d'éducation sexuelle ne fait l'objet d'aucune évaluation ni mention.

⁵ Les notes chiffrées s'échelonnent de 1 à 6, 6 étant la meilleure note et 1 la plus mauvaise. Les demi-points sont utilisés. Les notes égales ou supérieures à 4 expriment des résultats suffisants, celles qui sont inférieures à 4 traduisent des résultats insuffisants.

⁶ Sont seules autorisées les appréciations suivantes : "maîtrisé", "partiellement maîtrisé" et "non maîtrisé".

⁷ Le Département peut définir des méthodes d'évaluation particulière et arrêter les cas dans lesquels elles s'appliquent. ⁴⁴⁾

Sous-section 2 : Promotion et redoublement

Définitions (art. 81 LS)

Art. 154 ¹ La promotion est le passage d'un degré scolaire au suivant.

² Le redoublement est la répétition d'une année scolaire.

I. A l'école primaire (art. 81 LS)
1. A l'intérieur des cycles

Art. 155 ¹ La promotion est en principe automatique à l'intérieur des cycles primaires (passage de première en deuxième année, de troisième en quatrième et de cinquième en sixième).

² Lorsque les circonstances le justifient, le redoublement peut être admis à l'intérieur d'un cycle, à la demande des parents de l'élève ou moyennant leur accord; le consentement du conseiller pédagogique est nécessaire.

2. Admission au deuxième cycle

Art. 156 L'élève doit au moins obtenir la mention "suffisant" en français et en mathématique au second bulletin de deuxième année pour être admis dans le deuxième cycle primaire (troisième année).

3. Admission au troisième cycle

Art. 157 Pour être admis dans le troisième cycle primaire (cinquième année), l'élève doit obtenir un total de huit points au moins par addition des notes de français et de mathématique du second bulletin de quatrième année.

4. Redoublement

Art. 158 ¹ Les élèves qui ne remplissent pas les conditions de promotion pour passer aux deuxième et troisième cycles ne peuvent être contraints au redoublement que si leurs parents ont été rendus attentifs par écrit, lors de la remise du bulletin du premier semestre, que la promotion paraissait douteuse.

² Le redoublement volontaire peut être admis à la fin de chaque cycle avec l'accord du conseiller pédagogique.

³ Il n'est cependant pas possible de redoubler deux fois la même année scolaire.

⁴ Un second redoublement dans le cadre de la scolarité primaire ne peut intervenir que sur avis du Centre d'orientation scolaire et professionnelle et de psychologie scolaire. Le conseiller pédagogique décide.

5. Promotion anticipée, possibilité de sauter une classe
(art. 75, al. 1, LS)

Art. 159 ¹ Exceptionnellement et sur demande des parents, l'élève qui, par ses aptitudes et son travail, se montre capable de suivre l'enseignement dans la classe supérieure peut obtenir une promotion anticipée ou la possibilité de sauter une classe.

² Le Service de l'enseignement décide sur préavis du conseiller pédagogique et sur la base de la demande écrite des parents et des rapports du Centre d'orientation scolaire et professionnelle et de psychologie scolaire et du titulaire de la classe.

II. Passage de
l'école primaire à
l'école
secondaire
1. Admission à
l'école
secondaire

Art. 160 ¹ Pour être admis à l'école secondaire, l'élève doit obtenir en fin de troisième cycle (sixième année) un total de huit points au moins par addition des notes de français et de mathématique au second bulletin de sixième année.

² L'élève qui par suite de redoublements a accompli huit années à l'école primaire est admis à l'école secondaire.

2. Accès aux
cours à niveaux

Art. 161 ¹ L'élève accède aux cours à niveaux selon les résultats obtenus à l'issue de la procédure d'orientation de la sixième année (art. 36).

² Le Département fixe les seuils pour l'accès à chacun des cours à niveaux. Dans les cas limites, l'avis des parents est déterminant.

3. Accès aux
options

Art. 162 ¹ Les élèves promus de l'école primaire à l'école secondaire sont répartis dans les enseignements optionnels selon leurs aspirations et leurs connaissances.

² Pour suivre les cours des options 1 et 2, l'élève doit être admis au niveau A dans au moins deux des trois disciplines de base et au moins au niveau B dans la troisième. [29\)](#)

³ Pour suivre les cours de l'option 3, l'élève doit être admis au niveau B dans au moins deux des trois disciplines de base. [29\)](#)

⁴ Le choix de l'option 4 est libre. [30\)](#)

III. Promotion et
orientation à
l'école
secondaire
1. Principe

Art. 163 ¹ Mis à part la promotion et le redoublement, l'élève peut connaître à l'école secondaire des changements de niveaux et d'options appelés "transitions" (orientation continue).

² Le Département édicte un règlement précisant les conditions et les modalités de la promotion, du redoublement et des transitions à l'école secondaire.

³ La promotion anticipée et la possibilité de sauter une année existent aux mêmes conditions et selon les mêmes modalités qu'à l'école primaire.

2. Note de promotion

Art. 164 ¹ La note de promotion est constituée par la moyenne arithmétique des notes semestrielles. En cas de changement de niveaux ou d'options à l'issue du premier semestre, la note du second semestre constitue la note de promotion.

² Demeure réservée la prise en compte des résultats obtenus aux épreuves cantonales.

3. Maintien du profil scolaire

Art. 165 ¹ Le profil scolaire de l'élève est déterminé par le niveau suivi dans chacune des disciplines de base et par l'option choisie.

² Lors du passage d'une année scolaire à l'autre, l'élève peut poursuivre les cours des disciplines de base dans les mêmes niveaux s'il obtient une note de promotion suffisante dans chacune des trois disciplines concernées. A défaut, l'élève est transféré dans le niveau inférieur de la discipline pour laquelle il a obtenu une note insuffisante; il peut cependant poursuivre sa formation dans les mêmes niveaux s'il n'a obtenu qu'une seule note insuffisante dans les cours à niveaux et si ses résultats correspondent aux critères fixés par le Département.

4. Changement de niveaux
a) Principes et conditions

Art. 166 ¹ L'accès aux cours d'un niveau supérieur est déterminé uniquement par la note obtenue dans le niveau de la discipline concernée.

² La transition dans un niveau inférieur tient compte des résultats obtenus dans les trois disciplines enseignées en cours à niveaux.

³ Le Département arrête les critères pour les transitions ascendantes ou descendantes d'un niveau à l'autre en tenant compte des échelles d'évaluation propres à l'enseignement de chaque niveau.

⁴ A la demande des parents, le directeur peut autoriser un changement de niveau descendant, même si l'élève remplit les conditions de maintien du niveau fréquenté.

b) Périodicité

Art. 167 ¹ Durant le premier semestre du degré sept, des changements de niveaux peuvent être effectués en tout temps jusqu'au terme de la douzième semaine, sur proposition des enseignants et avec l'accord des parents.

² Les transitions ascendantes peuvent avoir lieu au terme de chaque semestre. Elles sont facultatives; les parents de l'élève décident.

³ Les transitions descendantes ont lieu en principe au terme des degrés sept et huit. Elles sont obligatoires. Le directeur peut autoriser de tels changements à d'autres moments si les parents le souhaitent.

5. Orientation
dans le cadre
des options
a) Maintien de
l'option lors d'un
changement de
degré

Art. 168 ¹ Le maintien de l'élève dans les options 1, 2 et 3, au degré suivant est déterminé par les résultats obtenus dans l'option considérée et dans les disciplines à niveau. [29\)](#)

² ... [13\)](#)

³ Le Département définit les conditions et les modalités d'application.

b) Changement
d'option
volontaire

Art. 169 ¹ L'élève peut changer d'option à la fin d'une année scolaire s'il remplit les conditions d'accès de la nouvelle option choisie.

² Au terme du septième degré, le changement d'option est libre. Dès le degré huit, les changements ne peuvent en principe avoir lieu qu'entre les options d'exigences voisines et ne nécessitant pas de rattrapage particulier.

6. Cours d'appui

Art. 170 En cas de changement de niveaux ou d'options, l'élève peut bénéficier de cours d'appui conformément à l'article 49.

7. Redoublement

Art. 171 ¹ L'élève est tenu de répéter l'année scolaire si ses résultats et son profil scolaires ne permettent plus d'autre issue, en dépit des règles sur les changements de niveaux et d'options.

² Les parents peuvent adresser une demande de redoublement au directeur si leur enfant n'a pas antérieurement redoublé une classe du cycle secondaire et si les règles de promotion lui imposent une transition descendante dans plus d'une discipline à niveaux ou un changement d'option.

³ Le Département arrête les modalités d'application.

SECTION 4 : Sanctions disciplinaires

Mesures
éducatives
préalables

Art. 172 ¹ En cas d'écart de discipline ou de conduite de l'élève, l'enseignant prend à son égard les mesures éducatives appropriées. Il peut notamment rappeler l'élève à l'ordre, l'amener à expliquer, à comprendre les mobiles de son attitude et à en mesurer l'incidence.

² Il peut également assigner à l'élève une tâche légère assumée partiellement ou totalement en dehors du temps de classe.

Sanctions
disciplinaires
(art. 83 LS)

Art. 173 ¹ Sont seules autorisées les sanctions disciplinaires suivantes :

- a) des travaux particuliers effectués à domicile et ne nécessitant pas plus d'une demi-journée de travail;
- b) des retenues jusqu'à l'équivalent d'une journée;
- c) la suspension des cours, jusqu'à cinq jours de classe;
- d) l'exclusion, en cas de prolongation de la scolarité (art. 25 LS);
- e) le déplacement.

² La suspension des cours, l'exclusion et le déplacement ne peuvent en principe être prononcés que si la mesure a été précédée d'un avertissement écrit au représentant légal de l'élève.

³ Les sanctions disciplinaires ne peuvent être cumulées, sauf celles prévues sous lettres a et c de l'alinéa 1.

Détermination de
la sanction
(art. 82 LS)

Art. 174 ¹ Il ne peut être prononcé de sanctions disciplinaires que si des mesures éducatives préalables sont restées sans effet ou paraissent d'emblée vaines.

² Le genre et la mesure de la sanction sont déterminés en fonction de la faute de l'élève, des circonstances du cas et de l'atteinte portée à la bonne marche de l'école.

Autorités
disciplinaires
(art. 83 LS)
a) Enseignant et
commission
d'école

Art. 175 ¹ L'enseignant est compétent pour charger l'élève de travaux particuliers effectués à domicile; il peut également décider de la retenue d'un élève, après en avoir informé le directeur.

² La commission d'école est compétente pour ordonner la suspension d'un élève.

b) Département

Art. 176 L'exclusion et le déplacement sont du ressort exclusif du Département.

c) Compétence
d'ordonner des
mesures moins
graves et
menace

Art. 177 ¹ La commission d'école et le Département peuvent également infliger des sanctions moins graves que celles pour lesquelles ils sont compétents.

² La menace d'une sanction relève de l'autorité compétente pour prononcer la sanction elle-même.

Procédure
(art. 83 LS)

Art. 178 ¹ L'autorité disciplinaire établit les faits et administre les preuves pertinentes. Dans tous les cas, elle donne à l'élève l'occasion de s'exprimer; sauf le cas de travaux particuliers, les parents sont également entendus.

² La décision disciplinaire est communiquée par écrit aux parents, avec l'indication des motifs. La sanction de travaux particuliers et la retenue sont communiquées aux parents par le carnet hebdomadaire.

TITRE CINQUIEME : Enseignants

CHAPITRE PREMIER : Eligibilité et nomination

Art. 179 à 193⁴⁷⁾

CHAPITRE II : Situation de l'enseignant

Art. 194 et 195⁴⁷⁾

Indemnité de
déplacement
(art. 91, al. 2, LS)
a) En général

Art. 196⁴⁸⁾ ¹ L'enseignant transféré reçoit les indemnités prévues par l'ordonnance concernant les indemnités versées en cas de changement du lieu de service⁴⁹⁾.

² Le titulaire d'un poste organisé sur différentes écoles et l'enseignant chargé de mesures d'appui et de soutien dans différentes écoles reçoivent les indemnités de déplacement prévues dans l'ordonnance concernant le remboursement des dépenses des magistrats, fonctionnaires et employés de la République et Canton du Jura¹⁵⁾.

b) Titulaire de
poste partiel

Art. 197 ¹ L'enseignant titulaire de deux ou plusieurs postes partiels dans différentes écoles reçoit l'indemnité de déplacement prévue à l'article précédent; toutefois les quatre-vingts premiers kilomètres hebdomadaires ne sont pas indemnisés.

² L'enseignant titulaire d'un ou plusieurs postes partiels dans une seule école peut exceptionnellement recevoir l'indemnité de déplacement s'il s'agit d'assurer l'enseignement dans une école isolée.

c) Limitation et versement de l'indemnité

Art. 198 ¹ Seuls donnent droit à l'indemnité les déplacements justifiés, compte tenu des conditions particulières et éventuellement du domicile de l'enseignant.

² Le décompte est établi en règle générale à la fin du semestre scolaire, en février et en juillet.

Art. 199⁴⁷⁾

CHAPITRE III : Devoirs de l'enseignant

Tâches administratives

Art. 200 ¹ L'enseignant assume les tâches administratives et la surveillance que nécessite la bonne marche de la classe et de l'établissement, y compris la préparation et l'achèvement de l'année scolaire. Il est notamment tenu de surveiller les récréations et de contrôler les absences.

² Il évalue le travail des élèves, délivre les bulletins scolaires et informe les parents, conformément aux instructions du Département.

³ L'enseignant organise, avant la fin de l'année civile, une réunion de classe avec les parents de ses élèves pour faire connaissance et les informer sur les caractéristiques du plan d'études, du programme des manifestations et sur les particularités et exigences spécifiques du fonctionnement de la classe. Il peut requérir la collaboration et la participation occasionnelle du conseiller pédagogique et du directeur.

⁴ L'enseignant se tient à la disposition des parents qui souhaitent un entretien particulier.

Devoir de suppléance

Art. 201 ¹ En cas d'absence imprévisible ou de courte durée d'un enseignant, le directeur prend les dispositions nécessaires pour assurer la surveillance et veiller à l'occupation des élèves.

² Dans la mesure où les circonstances le permettent, il sollicite la collaboration des autres enseignants en veillant à une répartition équitable du travail supplémentaire que cela représente.

Excursions et manifestations scolaires ou parascolaires

Art. 202 ¹ L'enseignant collabore avec ses collègues et les autorités scolaires locales pour l'organisation et l'animation des activités parascolaires telles que camps de sport, voyages d'étude, courses scolaires, semaines hors cadre, activités culturelles et sociales.

² Toute activité parascolaire fait l'objet d'une approbation de la commission d'école et d'une information aux parents.

³ L'enseignant qui conduit une activité scolaire hors de l'école en informe le directeur.

⁴ Le Département arrête les instructions nécessaires concernant l'étendue, les prescriptions de sécurité, les exigences éducatives et l'organisation générale de ces manifestations.

Attitude à l'égard
de l'élève

Art. 203 ¹ L'enseignant doit être en classe avant le début des cours du matin et de l'après-midi pour y accueillir et surveiller les élèves. A l'école enfantine, l'enseignant veille au départ des enfants à la fin de chaque demi-journée.

² Aucun élève ne peut être admis dans une classe ou transféré par l'enseignant dans une autre classe sans l'autorisation de la commission d'école ou du directeur.

³ En cas d'accident survenant à l'un des élèves durant les heures d'école, l'enseignant prend les mesures qui s'imposent et informe le directeur.

Art. 204⁴⁷⁾

Devoirs
particuliers du
maître de classe
ou de module

Art. 205 ¹ Le maître de classe ou de module est chargé de s'occuper au premier chef de la vie communautaire de la classe ou du groupe de classes.

² Il exécute les travaux administratifs relatifs à la classe ou au groupe de classes; il assure le contrôle des absences, organise et conduit les excursions scolaires.

³ Il représente la classe auprès des parents.

⁴ A l'école secondaire, le maître de module s'efforce de promouvoir la collaboration entre l'ensemble de ses collègues qui enseignent dans les classes dont il a la charge.

⁵ Le Service de l'enseignement émet les directives nécessaires.

Art. 206⁴⁷⁾

CHAPITRE IV : Droits des enseignants

Appui aux jeunes
enseignants
(art. 99 LS)

Art. 207 ¹ L'accompagnement pédagogique des jeunes enseignants est assumé par le conseiller pédagogique.

² En principe, le jeune enseignant sollicite le soutien dont il a besoin. Le conseiller pédagogique peut toutefois imposer ce dernier en cas de nécessité.

Associations
professionnelles
(art. 100 LS)

Art. 208 ¹ Les associations professionnelles et les syndicats qui entendent être reconnus adressent une demande dans ce sens au Département à l'intention du Gouvernement. Ils joignent leurs statuts à leur requête et indiquent le nombre de leurs membres exerçant dans les écoles publiques du Canton.

² Le Gouvernement reconnaît les associations professionnelles et les syndicats dont les statuts prévoient la défense des intérêts professionnels des enseignants; il tient compte du nombre d'adhérents concernés.

³ Le Département et le Service de l'enseignement consultent les associations et les syndicats reconnus sur tout projet législatif ou réglementaire ayant trait au statut des enseignants, notamment en matière de traitements, d'indemnités, de durée du temps de travail, de relations avec les autorités et les parents, ainsi que sur les dossiers susceptibles de transformer directement ou indirectement de manière significative tout ou partie de l'organisation scolaire.

Consultation des
enseignants
(art. 101 LS)

Art. 209 ¹ Tout enseignant peut demander à être entendu par la commission d'école sur un objet qui le concerne personnellement.

² La consultation des enseignants s'effectue en principe par l'intermédiaire du collège des enseignants (art. 241).

³ Le corps enseignant est représenté à la commission d'école, conformément à l'article 234.

⁴ La loi instituant le Conseil scolaire¹⁶⁾ règle la participation des enseignants à ce conseil.

CHAPITRE V : Résiliation des rapports de service

Art. 210 à 212^{[47\)](#)}

CHAPITRE VI : Congés

Art. 213^{[47\)](#)}

TITRE SIXIEME : Organisation de l'école

CHAPITRE PREMIER : Dispositions générales

Cercle scolaire
(art. 107 et 108
LS)

Art. 214 ¹ Lorsque l'effectif des élèves d'une commune est insuffisant pour constituer un cercle d'école enfantine ou primaire, la commune forme un syndicat ou conclut une entente avec une ou plusieurs communes voisines.

² Le Service de l'enseignement favorise les contacts entre les communes à cet effet; il apporte un appui particulier aux communes qui sont dans la nécessité de collaborer avec d'autres.

³ Lorsqu'une commune ou un groupe de communes refusent de collaborer avec une autre commune ou lui imposent des conditions excessives, le Département tranche, sous réserve de recours à la juridiction administrative.

Statuts du
syndicat ou de
l'entente
intercommunale

Art. 215 L'adoption et l'approbation des statuts du syndicat scolaire ou de l'entente intercommunale ont lieu conformément à la législation sur les communes en matière de règlements.

Exceptions
(art. 107 et
108 LS)

Art. 216 Lorsque la nécessité de collaboration ne concerne que quelques élèves ou qu'il s'agit d'éviter qu'une commune ne fasse partie de plusieurs cercles pour un seul niveau scolaire, le Département peut autoriser une convention entre communes portant uniquement sur l'accueil des élèves, sans gestion commune du cercle d'accueil.

Art. 217^{[42\)](#)}

Dimension des
cercles scolaires
a) Ecole primaire

Art. 218^{[41\)](#)} ¹ Le cercle scolaire d'école primaire comporte quatre classes, soit une classe par cycle.

² Dans des cas particuliers, le Département peut autoriser des dérogations.

b) Ecole
secondaire

Art. 219 Le cercle d'école secondaire comporte au minimum deux classes par degré.

Création et
gestion de
classes de
transition et de
soutien
(art. 30, 33, 49,
87, al. 2, et
108 LS)

Art. 220 ¹ A la demande des cercles scolaires, le Département ouvre des classes de transition et de soutien de manière à répondre aux besoins. Il veille à une équitable répartition de ces classes sur le territoire cantonal.

² Le Département nomme les enseignants après avoir entendu la commission du cercle scolaire du siège de la classe.

³ La gestion de la classe relève des autorités du cercle de son siège.

⁴ Les dépenses de la commune siège relatives à ces classes, au sens de l'article 152, chiffres 1 et 2, de la loi scolaire, sont réparties entre les communes de résidence des élèves. En cas de litige, le Département tranche.

Création et
gestion de
classes
d'orientation
(art. 26 et 108,
al. 3, LS)

Art. 221 ¹ Sur demande des autorités des cercles d'écoles secondaires, le Département autorise, en fonction des besoins, l'ouverture de classes d'orientation (dixième année).

² La classe d'orientation fait partie intégrante de l'école secondaire concernée.

³ Si une classe d'orientation accueille des élèves d'autres cercles, ces derniers sont redevables d'une part proportionnelle des dépenses d'exploitation au sens de l'article 152, chiffre 2, de la loi scolaire au cercle d'accueil.

Locaux scolaires
(art. 109 LS)
a) Usage des
locaux scolaires

Art. 222 ¹ Sous réserve de dispositions contraires dans la réglementation communale, la commission d'école décide de l'utilisation des locaux de l'école à des fins non scolaires. Elle précise les restrictions à l'utilisation de ces locaux dans l'intérêt de l'école.

² L'autorité communale compétente ne peut autoriser l'occupation de locaux scolaires par la troupe qu'avec l'accord de la commission d'école. Si l'armée occupe des locaux scolaires ou des locaux situés à leurs abords, le conseil communal rend attentive l'autorité militaire concernée à l'interdiction de la garde armée (art. 43, al. 3, LS).

³ Sauf cas particuliers, les autorités compétentes mettent gratuitement à disposition, en dehors des heures d'utilisation, les locaux scolaires subventionnés notamment pour les besoins suivants : réunions convoquées par le Département, cours de perfectionnement et de formation continue organisés par l'Institut pédagogique ou sous la responsabilité de celui-ci, cours de l'Office des sports, cours de formation permanente subventionnés par l'Etat, en particulier ceux de l'Université populaire et de l'Ecole jurassienne et Conservatoire de musique.

b) Transforma-
tion des locaux
scolaires

Art. 223 Le Département doit être informé préalablement à tous travaux entrepris à des bâtiments ou équipements scolaires. Son autorisation est nécessaire, même si aucune subvention cantonale n'est requise.

c) Salubrité des
locaux scolaires

Art. 224 La commission d'école contrôle les conditions d'hygiène des locaux scolaires. Elle peut solliciter la collaboration du médecin scolaire. Le nettoyage des locaux scolaires doit être effectué régulièrement.

Tâches du cercle
scolaire,
règlement
scolaire local
(art. 109 LS)

Art. 225 ¹ L'autorité compétente du cercle scolaire édicte le règlement scolaire local, sur proposition de la commission d'école.

² Le règlement scolaire local arrête les prescriptions laissées à la compétence des autorités locales.

³ Le Département veille à la conformité du règlement scolaire local à la législation cantonale et, le cas échéant, donne sa ratification. Il tient à la disposition des commissions d'école un règlement-type.

CHAPITRE II : Commission d'école

Nombre de
membres,
principe

Art. 226 Dans tous les cas, la commission d'école comprend un nombre impair de membres.

Art. 227 ³⁵⁾

Désignation des
membres
(art. 110, 111,
112 et 114 LS)

Art. 228 ¹ Les membres des commissions d'école des cercles d'école primaire et enfantine sont nommés ou élus par l'autorité désignée dans le règlement communal ou les statuts de l'entente intercommunale ou du syndicat scolaire.

2 ... [35\)](#)

Constitution des commissions

Art. 229 ¹ Sauf dispositions contraires dans la législation communale ou les statuts de l'entente intercommunale ou du syndicat scolaire, les commissions d'école désignent elles-mêmes leurs président et vice-président.

² Le directeur du cercle scolaire assure le secrétariat général de la commission; il s'occupe en particulier de la documentation, de l'information, de l'exécution et du suivi des décisions de la commission.

³ Le directeur communique la composition de la commission d'école au Service de l'enseignement. Il porte également cette composition à la connaissance des parents d'élèves.

Délégation de compétences

Art. 230 ¹ Lorsque la commission d'école est composée d'au moins onze membres, le règlement communal ou les statuts de l'entente intercommunale ou du syndicat scolaire peuvent prévoir la constitution de sous-commissions et la délégation à ces dernières de certaines tâches. Lorsqu'elle le juge opportun, la commission peut toutefois traiter elle-même une affaire ressortissant normalement à une sous-commission.

² Ne peuvent cependant pas être déléguées les attributions suivantes :

- a) la nomination des enseignants ainsi que les décisions relatives à toutes modifications des rapports de service du personnel de l'école;
- b) les propositions de règlement scolaire local et de modifications de ce dernier;
- c) les sanctions disciplinaires relevant de la compétence de la commission d'école.

³ Un représentant des enseignants et un représentant des parents assistent aux travaux des sous-commissions.

⁴ Certaines tâches mineures peuvent être déléguées au bureau de la commission ou au président de cette dernière.

Visites de l'école et des classes (art. 118 LS)

Art. 231 ¹ La commission d'école entretient un contact régulier avec les enseignants; elle visite au moins une fois par année l'ensemble des classes, par délégation d'un ou de deux de ses membres.

² Les membres de la commission peuvent solliciter de la part de l'enseignant des explications sur son travail.

³ Les membres de la commission s'abstiennent d'intervenir dans le déroulement des leçons et de faire des observations à l'enseignant en présence des élèves.

Surveillance des
enseignants
(art. 118 LS)

Art. 232 La commission d'école exerce la surveillance des enseignants. La surveillance de nature pédagogique, en particulier l'appréciation de l'activité pédagogique de l'enseignant, relève cependant du Service de l'enseignement par l'intermédiaire du conseiller pédagogique; la commission d'école se limite à faire part de ses observations, le cas échéant.

Conciliation
(art. 119 LS)

Art. 233 ¹ Lorsque des difficultés ne justifiant pas d'emblée une dénonciation surgissent entre parents ou élèves, d'une part, et enseignants, d'autre part, ou entre enseignants, la commission d'école s'efforce de clarifier la situation et d'amener les intéressés à un règlement à l'amiable, en principe verbalement.

² A cet effet, la commission d'école peut requérir la collaboration du directeur et, au besoin, celle du conseiller pédagogique.

³ Si les reproches formulés à l'encontre de l'enseignant paraissent suffisamment graves, la commission d'école dénonce l'intéressé au Service de l'enseignement; dans les autres cas, lorsque la conciliation a échoué, elle informe les parents de la possibilité d'une dénonciation.

Participation des
enseignants
(art. 120 LS)
a) Régulière

Art. 234 ¹ Le collège des enseignants a droit à un représentant à la commission d'école lorsque le cercle scolaire compte moins de cinq classes, à deux représentants lorsqu'il en compte de cinq à dix et à trois représentants ou un représentant par bâtiment scolaire lorsque le cercle comprend plus de dix classes.

² Le collège des enseignants du cercle scolaire ou, le cas échéant, de l'établissement ou du bâtiment, désigne ses représentants à la commission d'école. Le règlement scolaire local précise la durée du mandat qui est d'une année au moins et de quatre ans au plus.

b) Occasionnelle

Art. 235 La commission d'école entend tout enseignant personnellement concerné par un point de son ordre du jour.

Participation des
parents
(art. 120 LS)
a) Nombre de
représentants

Art. 236 ¹ Les parents d'élèves ont droit à un représentant à la commission d'école lorsque le cercle compte moins de cinq classes, à deux lorsqu'il comprend de cinq à dix classes et à trois au-delà.

² Les représentants sont désignés selon les règles ci-après.

b) Procédure de désignation

Art. 237 ¹ La commission d'école veille à la désignation régulière des représentants des parents d'élèves.

² Lorsque les parents d'élèves sont organisés en une association, reconnue par le Département et dont les statuts permettent l'adhésion des parents de tout le cercle scolaire concerné, la commission d'école peut confier à l'association en question le soin de procéder à la désignation des représentants.

³ Dans les autres cas, la commission d'école organise la désignation des représentants selon l'une des modalités suivantes :

- a) désignation des représentants lors d'une réunion de l'ensemble des parents du cercle;
- b) désignation d'un représentant d'un groupe de classes lors d'une réunion des parents des élèves de ce groupe;
- c) désignation d'un délégué par classe lors d'une réunion des parents des élèves de cette classe, puis désignation des représentants au cours d'une réunion des délégués.

⁴ Le règlement scolaire local apporte les précisions nécessaires.

Formation des membres des commissions d'école

Art. 238 Le Département organise, selon les besoins, des séances d'information à l'intention des membres des commissions d'école.

Secret de fonction

Art. 239 Les personnes qui participent aux séances de la commission d'école ou qui, en raison de leur fonction, ont connaissance des procès-verbaux de ses délibérations sont tenues au secret de fonction de la même manière que les fonctionnaires de l'Etat.

CHAPITRE III : Collège des enseignants et directeur

Participation du corps enseignant (art. 101, al. 1 et 2, LS)

Art. 240 ¹ Les enseignants sont associés à la gestion du cercle scolaire; ils participent à l'animation et à l'administration de leur établissement.

² Le directeur consulte les enseignants sur les objets qui les concernent.

Collège des
enseignants
a) Principe

Art. 241 ¹ Les enseignants du cercle scolaire se réunissent en collège des enseignants.

² Lorsque le cercle comprend plusieurs établissements indépendants ou plusieurs bâtiments d'une certaine importance, il peut être créé un collège par établissement ou bâtiment.

³ Font partie du collège tous les enseignants du cercle ou, le cas échéant, de l'établissement ou du bâtiment, nommés ou engagés par contrat de droit administratif pour une durée d'une année au moins.

b) Présidence et
réunions

Art. 242 ¹ Le collège des enseignants est présidé par le directeur ou le vice-directeur de l'école.

² Il se réunit sur convocation du président ou à la demande d'au moins un cinquième de ses membres.

c) Compétences

Art. 243 Le collège des enseignants est l'organe de participation des enseignants à la gestion de l'école. Il a les attributions suivantes :

- a) il traite des objets relatifs à des questions d'éducation, de coordination de l'enseignement, d'animation de la vie scolaire et d'activités parascolaires que lui soumet la commission d'école ou le directeur, ainsi que de ceux dont il se saisit lui-même, dans les limites de ses attributions;
- b) il est consulté sur toutes les questions importantes ayant trait à l'organisation et à la mission de l'établissement;
- c) il émet des préavis et des propositions en matière de répartition des classes, d'organisation de cours facultatifs et de devoirs surveillés.

Directeur
a) Mise au
concours
(art. 121, al. 2,
LS)

Art. 244 ¹ En cas de vacance, le poste de directeur est mis au concours de la même manière que les postes d'enseignants.

² Dans les cercles primaires comptant moins de dix classes, la mise au concours peut s'effectuer par affichage à l'intérieur du cercle scolaire; le Service de l'enseignement doit préalablement être informé.

b) Consultation
des enseignants

Art. 245 ¹ Dans la mesure du possible, le directeur associe les enseignants à la préparation de ses décisions et à l'élaboration des propositions destinées à la commission d'école ou aux autorités cantonales.

² En matière d'admission et d'orientation des élèves et de sanctions disciplinaires, il ne s'écarte des propositions des enseignants concernés que pour des motifs justifiés.

c) Vice-directeur
et répondant
administratif

Art. 246 ¹ Lorsque l'importance du cercle scolaire le justifie, la commission d'école peut désigner un vice-directeur.

² Lorsque le cercle scolaire comprend plusieurs bâtiments scolaires, la commission d'école peut désigner au sein du corps enseignant un répondant administratif pour chaque bâtiment qui n'est pas directement sous la surveillance du directeur ou du vice-directeur.

³ Le vice-directeur et le répondant administratif représentent le directeur à l'intérieur du bâtiment scolaire; ils exercent les prérogatives générales du directeur pour les affaires courantes. Ils sont subordonnés au directeur et collaborent avec ce dernier dans l'exercice des tâches qui concernent l'ensemble du cercle.

⁴ La commission d'école apporte les précisions nécessaires dans le cahier des charges du vice-directeur et du répondant administratif.

d) Cercles
secondaires
avec plusieurs
écoles

Art. 247 Lorsqu'un cercle secondaire comporte plusieurs écoles secondaires (art. 114, al. 3, LS), un directeur est nommé par école. La commission d'école désigne toutefois le directeur responsable du cercle, dont le mandat et la durée de fonction sont réglés dans le règlement scolaire local.

e) Durée des
fonctions

Art. 248 ¹ Le directeur, le vice-directeur et le répondant administratif sont nommés pour la durée de la période administrative des enseignants.

² La reconduction tacite de ces fonctions ne peut avoir lieu qu'une seule fois.

f) Tâches des directeurs (art. 122 et 123 LS)

Art. 249 Dans leur sphère de compétences, les directeurs de cercles et, le cas échéant, les directeurs d'écoles secondaires, exercent les tâches suivantes :

a) Tâches générales :

- assurer l'application des dispositions légales et réglementaires, des décisions des autorités scolaires cantonales et du cercle scolaire ainsi que de celles du collège des enseignants;
- organiser et coordonner les activités de l'école;
- organiser les relations entre les parents et l'école;
- animer, contrôler et coordonner les activités des enseignants chargés de tâches et fonctions particulières, du personnel administratif et de conciergerie s'il y a lieu.

b) Tâches pédagogiques et éducatives :

- favoriser et animer la collaboration pédagogique entre les enseignants;
- promouvoir l'animation culturelle et sportive de l'école;
- conseiller la commission d'école sur les mesures éducatives et disciplinaires;
- contrôler l'activité pédagogique des remplaçants et des enseignants qui ne sont pas au bénéfice d'une nomination;
- préaviser les nominations d'enseignants;
- proposer à la commission d'école la répartition des classes et des enseignements entre les enseignants;
- mettre en place, gérer et contrôler les classes de devoirs surveillés, les cours d'appui et collaborer à la mise en place des mesures de soutien.

c) Tâches administratives et planificatrices :

- assurer le secrétariat général de l'école et de la commission d'école;
- collaborer à l'établissement du budget et à la tenue des comptes;
- collaborer à l'organisation et à la gestion des transports scolaires;
- planifier les besoins en locaux et équipements.

Rétribution et allègement d'horaire (art. 123 LS)

Art. 250 La rétribution et la diminution du temps d'enseignement dont bénéficie le directeur sont réglées dans l'ordonnance sur l'indemnisation et la diminution du temps d'enseignement des directeurs, médiateurs et titulaires d'autres fonctions dans les écoles enfantines, primaires et secondaires¹⁸⁾.

CHAPITRE IV : Médiateur et autres fonctions

Médiateur (art. 124 LS)

Art. 251 ¹ Le médiateur écoute et conseille les élèves en difficulté qui s'adressent à lui; à cet effet, il se tient à la disposition des élèves à des moments convenus; en cas de besoin, il les dirige vers les instances susceptibles de contribuer à la résolution de ces difficultés.

² Le médiateur est tenu à la confidentialité des informations individuelles concernant les élèves et leur milieu familial.

³ Le Département peut préciser les tâches du médiateur; il définit les modalités de la collaboration avec les autorités scolaires (commission, directeur, Service de l'enseignement), les services de la médecine et de la psychologie scolaires ainsi qu'avec les services sociaux.

⁴ Seuls peuvent être désignés en qualité de médiateur des enseignants qui ont reçu un complément de formation définie par le Département ou qui s'engagent à l'acquiescer dès leur désignation.

⁵ En règle générale, seules les écoles secondaires peuvent avoir un médiateur.

Autres fonctions
(art. 125 LS)

Art. 252 ¹ Dans les cercles scolaires comportant au moins six classes, des tâches administratives particulières peuvent être confiées à certains enseignants.

² Les fonctions suivantes peuvent notamment faire l'objet d'un mandat particulier dans les écoles primaires et secondaires :

- a) responsable d'un module à l'école secondaire (art. 39, al. 2);
- b) responsable du matériel scolaire;
- c) responsable des installations sportives scolaires;
- d) responsable de la bibliothèque;
- e) responsable d'un laboratoire de langue;
- f) responsable d'un atelier informatique;
- g) responsable de collections ou d'équipements spéciaux;
- h) responsable de l'aménagement des horaires à l'école secondaire.

³ Dans les écoles secondaires, des enseignants peuvent être chargés de la coordination et de l'animation de l'enseignement des trois disciplines de base. Dans les grands établissements, cette fonction peut être étendue à d'autres disciplines ou groupes de disciplines.

⁴ Le Département définit le cahier des charges de ces fonctions dans une directive.

Dispositions
communes
a) Désignation

Art. 253 ¹ La commission du cercle scolaire nomme, pour la durée d'une période de fonction du corps enseignant, sur préavis du directeur, le médiateur et les titulaires de mandats particuliers.

² Le Service de l'enseignement ratifie la nomination et veille à ce que la fonction soit effectivement exercée conformément au cahier des charges.

b) Subordination **Art. 254** Le médiateur et les enseignants chargés de tâches particulières sont subordonnés au directeur.

c) Rétribution et allègement d'horaire **Art. 255** La rétribution et, le cas échéant, la diminution du temps d'enseignement dont bénéficient le médiateur et les titulaires de fonctions particulières sont réglées dans l'ordonnance sur l'indemnisation et la diminution du temps d'enseignement des directeurs, médiateurs et titulaires d'autres fonctions dans les écoles enfantines, primaires et secondaires¹⁸⁾.

CHAPITRE V : Formation et perfectionnement des directeurs et titulaires de fonctions

Formation et perfectionnement professionnel **Art. 256** Le Département pourvoit à la formation et au perfectionnement des directeurs, vice-directeurs, répondants administratifs et titulaires de fonctions dans les écoles enfantines, primaires et secondaires. Il peut rendre obligatoires certaines activités de formation.

TITRE SEPTIEME : Services auxiliaires

CHAPITRE PREMIER : Centre d'orientation scolaire et professionnelle et de psychologie scolaire

Art. 257 Les activités et le fonctionnement du Centre d'orientation scolaire et professionnelle et de psychologie scolaire font l'objet d'une ordonnance particulière.

CHAPITRE II : Service de santé scolaire et service dentaire scolaire¹⁹⁾

Renvoi **Art. 258¹⁹⁾** ¹ Le service dentaire scolaire et le service de santé scolaire sont organisés conformément au décret concernant le service dentaire scolaire²⁰⁾ et à sa législation d'application et à l'ordonnance concernant le service de santé scolaire.

² Les activités habituelles du service de santé scolaire se déroulent pendant l'horaire scolaire.

CHAPITRE III : Devoirs scolaires et devoirs surveillés

SECTION 1 : Devoirs à domicile

Principes

Art. 259 ¹ Les devoirs à domicile sont autorisés. Ils sont préparés en classe et adaptés aux possibilités des élèves.

² Ils contribuent à développer chez l'élève le sens de l'effort et de l'organisation. Ils lui permettent de faire l'apprentissage du travail bien fait et de la responsabilité individuelle. Ils donnent progressivement à l'élève les moyens de prendre en charge sa propre formation.

³ Il n'est pas autorisé de donner aux élèves des devoirs le matin pour l'après-midi, ainsi que pour le lundi, le lendemain d'un jour férié et durant les vacances.

⁴ Le Département peut réglementer la durée et la nature des devoirs à domicile ainsi que leur coordination.

SECTION 2 : Devoirs surveillés

Principe

Art. 260⁴⁾ ¹ Le service de devoirs surveillés est organisé sur la base de groupes d'élèves constitués pour une année.

² Sauf circonstance particulière, un groupe créé pour une prestation de devoirs surveillés comprend au moins huit élèves.

³ Les cercles scolaires bénéficient d'un crédit de devoirs surveillés exprimé en leçons hebdomadaires annuelles. Une leçon hebdomadaire annuelle équivaut à trente-neuf leçons effectives.

⁴ Les écoles ont la faculté d'utiliser les leçons qui leur sont allouées de la manière qui leur paraît la plus judicieuse, en regroupant notamment des élèves de classes et de degrés différents.

⁵ Le Département octroie les crédits annuels de devoirs surveillés en fonction du nombre de classes du cercle scolaire; il fixe les modalités de rémunération des prestations.

⁶ L'organisation des devoirs surveillés est soumise à la ratification du Service de l'enseignement.

Gratuité
(art. 138, al. 4,
LS)

Art. 261 La fréquentation des devoirs surveillés est gratuite.

Organisation
(art. 139 LS)

Art. 262 ¹ Un élève peut suivre au maximum trois prestations de devoirs surveillés par semaine.⁴⁾

² ...³¹⁾

³ Le directeur de l'école est responsable de l'organisation et de la surveillance générale des devoirs surveillés.

Surveillance et
animation
(art. 138 et
139 LS)

Art. 263 ¹ La classe de devoirs surveillés est animée par un enseignant dont la tâche consiste à s'assurer que les élèves effectuent leurs devoirs correctement et dans des conditions propices au travail scolaire; l'enseignant fournit aux élèves un appui ponctuel.

² En l'absence d'une personne qualifiée pour assurer la surveillance et l'animation des classes de devoirs surveillés, il appartient aux enseignants de l'école de l'assumer. Le directeur veille à une répartition équitable.

³ ...³¹⁾

Permanences

Art. 263a³⁾ ¹ Le crédit de devoirs surveillés peut être utilisé en tout ou partie sous forme de surveillance des élèves, appelée permanence et organisée en période de quarante-cinq minutes.

² Le Département fixe les modalités d'organisation et de rémunération des permanences.

³ L'organisation des permanences est soumise à la ratification du Service de l'enseignement.

CHAPITRE IV : Economat scolaire

Collaboration
entre le Service
de l'enseigne-
ment et
l'Economat
cantonal
(art. 140 et
141 LS)

Art. 264 ¹ L'Economat cantonal et le Service de l'enseignement collaborent afin d'assurer aux écoles la fourniture des moyens d'enseignement dont elles ont besoin.

² Le Service de l'enseignement étudie et apprécie les besoins, définit le cahier des charges des moyens d'enseignement et dirige l'élaboration du manuscrit. Il s'assure, autant que faire se peut, de la collaboration intercantonale.

³ L'Economat cantonal assure la réalisation technique, la vente et la diffusion dans les écoles. Il collabore avec ses homologues des cantons romands et participe aux travaux du Fonds romand des éditions scolaires.

Principes
d'édition
(art. 140 et
141 LS)

Art. 265 ¹ Préalablement à toute réalisation cantonale, il y a lieu d'analyser les offres existantes sur le marché et d'explorer les possibilités de coopération intercantonale.

² Toute réalisation cantonale en propre implique que le moyen d'enseignement soit rendu obligatoire pour les classes. En principe, il en va de même de tout engagement à l'égard d'une réalisation intercantonale.

Financement
(art. 140 et
141 LS)

Art. 266 ¹ Les frais de recherche et de conception générale d'un moyen d'enseignement sont imputés au budget du Service de l'enseignement.

² Les frais d'auteurs, plus généralement d'élaboration du manuscrit et d'édition, sont avancés par l'Economat cantonal qui les répercute sur le prix de vente aux communes. Les règles d'édition définies sur le plan intercantonal romand sont réservées.

Gestion des
stocks
(art. 141 LS)

Art. 267 ¹ L'Economat cantonal gère les réserves de moyens d'enseignement; il en assure le renouvellement selon les besoins des écoles.

² Il transmet annuellement un état des réserves au Service de l'enseignement. Celui-ci veille, autant que possible, à l'épuisement des réserves avant toute décision d'introduction d'un nouveau moyen d'enseignement dans les classes.

Formules
administratives
et publications
du Département
(art. 141 LS)

Art. 268 L'Economat cantonal réalise et distribue les documents et formules officiels élaborés par le Département ou le Service de l'enseignement et nécessaires à la gestion des affaires scolaires.

TITRE HUITIEME : Voies de droit

Dénonciations
(art. 156 LS)
a) Définition et
forme

Art. 269 ¹ La dénonciation est la voie par laquelle une personne porte à la connaissance du Service de l'enseignement une situation ou un comportement irréguliers.

² Elle est formulée par écrit, datée et signée et contient un exposé concis des faits.

b) Plaignant

Art. 270 ¹ Le Service de l'enseignement examine si le dénonciateur est lésé dans ses intérêts dignes de protection par les faits dénoncés et l'invite, le cas échéant, à se déterminer s'il entend participer à la procédure en qualité de plaignant.

² Lorsque le Service de l'enseignement estime que le dénonciateur qui requiert la qualité de plaignant ne dispose pas de cette qualité ou que la dénonciation est irrecevable, il transmet le dossier au Département pour décision; cette décision est sujette à opposition et à recours auprès du Gouvernement.

c) Procédure

Art. 271 ¹ Le Service de l'enseignement établit d'office les faits et entend les personnes visées par la dénonciation. Au besoin, il peut entendre les élèves concernés.

² Le Département statue par écrit sur la dénonciation; la décision est brièvement motivée.

³ La décision du Département est sujette à opposition puis à recours auprès du Gouvernement.

⁴ Le Département informe le dénonciateur de la manière dont l'affaire a été traitée.

TITRE NEUVIEME : Dispositions transitoires et finales

CHAPITRE PREMIER : Dispositions d'exécution

Exécution

Art. 272 Le Département de l'Education est chargé de l'exécution de la présente ordonnance; il peut édicter des directives ou des instructions particulières.

CHAPITRE II : Modification et abrogation du droit en vigueur

SECTION 1 : Modification du droit en vigueur

Modification de
l'ordonnance
concernant le
séjour et
l'établissement
des étrangers

Art. 273 L'ordonnance du 6 décembre 1978 concernant le séjour et l'établissement des étrangers^{[21\)](#)} est modifiée comme il suit :

Article 10, alinéa 1
Abrogé

Modification de
l'ordonnance
portant exécution
de la loi sur la
formation du
corps enseignant

Art. 274 L'ordonnance du 10 juillet 1984^{[22\)](#)} portant exécution de la loi sur la formation du corps enseignant est modifiée comme il suit :

Article premier, alinéa 2, lettre f
...^{[23\)](#)}

Livre troisième, Première partie, Titre quatrième, Chapitre IV bis

CHAPITRE IV BIS : Enseignement de l'éducation sexuelle

Article 74a à 74c
...^{[23\)](#)}

Modification de
l'ordonnance
fixant le nombre
des leçons
obligatoires des
enseignants

Art. 275 L'ordonnance du 6 décembre 1978 fixant le nombre des leçons obligatoires des enseignants^{[24\)](#)} est modifiée comme il suit :

Article premier
...^{[23\)](#)}

Article 6, alinéa 3
Abrogé.

CHAPITRE II/Section 1

SECTION 1 : Les enseignants de l'Institut pédagogique

Article 8a
...^{[23\)](#)}

SECTION 1 bis (anciennement section 1)

SECTION 1 bis : Les enseignants des écoles moyennes

Articles 9 et 9a

... [23\)](#)

SECTION 2 : Les enseignants des écoles secondaires

Article 11

... [23\)](#)

Article 13

Abrogé

SECTION 3 : Les enseignants des écoles primaires

Article 14

... [23\)](#)

Article 15

Abrogé

SECTION 4 : Les maîtresses d'école enfantine

Article 16

... [23\)](#)

SECTION 5 : Les enseignants de classes de transition et de soutien et les enseignants chargés de cours d'appui ou de soutien pédagogique ambulatoire

Article 17

... [23\)](#)

CHAPITRE III (art. 18 et 19)

Abrogé(s)

Modification de
l'ordonnance
concernant
l'indemnisation
des enseignants
en cas de
licenciement ou
de non-réélection
consécutifs à
une décision de
fermeture de
classe

Art. 276 L'ordonnance du 13 mai 1986 concernant l'indemnisation des enseignants en cas de licenciement ou de non-réélection consécutifs à une décision de fermeture de classe¹⁷⁾ est modifiée comme il suit :

TITRE

Ordonnance concernant l'indemnisation des enseignants en cas de licenciement ou de non-reconduction consécutifs à une décision de fermeture de classe

PREAMBULE

...^{[23\)](#)}Articles 1^{er} et 2...^{[23\)](#)}

Modification de
l'ordonnance
concernant le
remplacement
des enseignants

Art. 277 L'ordonnance du 25 novembre 1986 concernant le remplacement des enseignants^{[14\)](#)} est modifiée comme il suit :

Article 7

...^{[23\)](#)}

Article 9, alinéa 2

...^{[23\)](#)}

Articles 17 et 18

...^{[23\)](#)}

Article 40, alinéa 3

...^{[23\)](#)}

Article 43

...^{[23\)](#)}

Article 44, alinéa 2

...^{[23\)](#)}

Article 45, alinéa 4

...^{[23\)](#)}

Modification du
règlement des
écoles
moyennes

Art. 278 Le règlement des écoles moyennes du 6 décembre 1978^{[25\)](#)} est modifié comme il suit :

Articles 1^{er} et 2...^{[26\)](#)}

TITRE TROISIEME : Ecole supérieure de commerce et Ecole de culture générale

Article 15

...^{[26\)](#)}

TITRE QUATRIEME (art. 16 à 40)

Abrogé(s)

Article 41

... [26\)](#)

Article 42, alinéa 2

... [26\)](#)

Article 43

... [26\)](#)

Article 44

Abrogé

Article 46

... [26\)](#)

Articles 48 et 49

... [26\)](#)

Article 50

Abrogé

Articles 51, 52 et 53

... [26\)](#)

Article 54, alinéa 2

... [26\)](#)

Articles 55 et 56

Abrogés

Modification de
l'ordonnance sur
le sport scolaire
facultatif

Art. 279 L'ordonnance du 27 février 1990 sur le sport scolaire facultatif^{[27\)](#)} est modifiée comme il suit :

Articles 6 et 7

... [23\)](#)

Article 8

Abrogé

Article 9

... [23\)](#)

Article 10, alinéa 1

... [23\)](#)

Article 11

... [23\)](#)

Article 14, alinéa 2

... [23\)](#)

Article 20

... [23\)](#)

Articles 21 et 22

Abrogés

Article 24, alinéa 2

... [23\)](#)

Modification de
l'ordonnance sur
les bourses et
prêts d'études

Art. 280 L'ordonnance du 3 juillet 1990 sur les bourses et prêts d'études [28\)](#) est modifiée comme il suit :

Article 8

... [23\)](#)

Article 9

Abrogé

SECTION 2 : Abrogation du droit en vigueur

Clause
abrogatoire

Art. 281 ¹ Toutes les dispositions réglementaires contraires aux normes de la présente ordonnance sont abrogées.

² Sont notamment abrogés :

1. l'ordonnance du 5 mars 1991 concernant l'éducation sexuelle dans les écoles publiques;
2. l'ordonnance du 17 juillet 1979 fixant les indemnités de déplacement pour les enseignants à programmes partiels dans différentes écoles;
3. le règlement du 6 décembre 1978 concernant l'inspection scolaire;
4. le règlement du 6 décembre 1978 concernant la surveillance de l'enseignement ménager et des ouvrages;
5. le règlement du 6 décembre 1978 concernant l'école maternelle;
6. l'ordonnance du 6 mai 1986 concernant l'enseignement partagé à l'école primaire et à l'école maternelle;
7. l'ordonnance du 26 juin 1984 concernant les effectifs des classes, l'ouverture et la fermeture des classes de la scolarité obligatoire;
8. l'ordonnance du 15 juillet 1980 concernant les livrets scolaires et les promotions dans les écoles primaires;

9. l'ordonnance du 6 décembre 1978 concernant la participation d'écoliers à des manifestations;
10. le règlement du 6 décembre 1978 concernant les attributions des commissions d'écoles primaires (règlement des écoles primaires);
11. le règlement du 6 décembre 1978 concernant les écoles d'ouvrages;
12. l'ordonnance du 19 juin 1990 concernant les classes spéciales, l'appui et le soutien pédagogiques (mesures de pédagogie compensatoire);
13. l'ordonnance du 18 janvier 1983 concernant le transport d'élèves;
14. l'ordonnance du 6 décembre 1978 concernant l'inspection de l'éducation physique;
15. l'ordonnance du 6 décembre 1978 concernant la contribution cantonale pour enfants handicapés.

CHAPITRE III : Dispositions transitoires

Directives et
mises au
concours

Art. 282 ¹ Les directives établies par le Département pour l'année scolaire 1993/1994 demeurent valables nonobstant l'entrée en vigueur de la présente ordonnance.

² Durant la période transitoire (art. 170, al. 2, LS), les mises au concours des postes d'enseignants peuvent avoir lieu chaque semaine, selon les besoins, en dérogation à l'article 180.

Rapport sur la
réalisation de la
réforme scolaire

Art. 283 ¹ Au terme de la période transitoire définie par l'article 170, alinéa 2, de la loi scolaire, le Département établit un rapport à l'intention du Gouvernement sur la réalisation de la réforme scolaire.

² Le Gouvernement rend publics les principaux résultats de cette analyse.

Transports
scolaires
reconnus
antérieurement

Art. 284 Les transports scolaires reconnus à la date d'entrée en vigueur de la présente ordonnance conformément au droit antérieur et qui ne répondent plus aux critères des articles 15 à 17 de la présente ordonnance restent admis à la répartition des charges scolaires jusqu'au 31 juillet 1995.

Enseignement
des activités
créatrices sur
textiles

Art. 285 En vue de garantir le maintien de l'emploi aux enseignantes ACT nommées définitivement au 1^{er} août 1991, cela conformément à l'article 170 de la loi scolaire, le Service de l'enseignement peut exceptionnellement, après que toutes autres possibilités ont été épuisées, en particulier le remplacement dans l'enseignement des ACM à l'école primaire selon l'article 175, alinéa 3, de la loi scolaire, autoriser des dérogations relatives aux effectifs des élèves pour l'enseignement en sections de classe (art. 106, al. 3, de la présente ordonnance); de telles dérogations ne sont autorisées que jusqu'au 31 juillet 1995.

CHAPITRE IV : Entrée en vigueur

Entrée en
vigueur

Art. 286 La présente ordonnance entre en vigueur le 1^{er} août 1993.

Delémont, le 29 juin 1993

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : François Lachat
Le chancelier : Sigismond Jacquod

Disposition transitoire de la modification du 7 mars 2006

L'organisation de l'enseignement par modules selon l'article 98 déploie ses effets au septième degré de l'école secondaire dès l'année scolaire 2006-2007, aux septième et huitième degrés dès l'année scolaire 2007-2008 et pour l'ensemble du cycle secondaire dès l'année scolaire 2008-2009.

- 1) RSJU 410.11
- 2) RSJU 412.11
- 3) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 12 janvier 1999, en vigueur depuis le 1^{er} août 1999
- 4) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 12 janvier 1999, en vigueur depuis le 1^{er} août 1999
- 5) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 12 avril 1994, en vigueur depuis le 1^{er} mai 1994
- 6) RSJU 410.251
- 7) RSJU 410.252.23
- 8) RSJU 852.92
- 9) RS 831.232.41
- 10) Voir actuellement la loi du 18 octobre 2000 sur les finances cantonales, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2001 (RSJU 611)
- 11) RSJU 441.221
- 12) RS 832.20
- 13) Abrogé par le ch. I de l'ordonnance du 12 janvier 1999, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1999
- 14) RSJU 410.252.5
- 15) RSJU 173.461
- 16) RSJU 172.441
- 17) RSJU 410.252.26
- 18) RSJU 410.252.24
- 19) Nouvelle teneur selon l'article 34 de l'ordonnance du 5 décembre 2000 concernant le service de santé scolaire, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2001 (RSJU 410.71)
- 20) RSJU 410.72
- 21) RSJU 142.21
- 22) RSJU 410.210.11
- 23) Texte inséré dans ladite ordonnance
- 24) RSJU 410.252.1
- 25) RSJU 412.111
- 26) Texte inséré dans ledit règlement
- 27) RSJU 415.41
- 28) RSJU 416.311
- 29) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 12 janvier 1999, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1999
- 30) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 12 janvier 1999, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1999
- 31) Abrogé par le ch. I de l'ordonnance du 12 janvier 1999, en vigueur depuis le 1^{er} août 1999
- 32) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 7 juin 2005, en vigueur depuis le 1^{er} août 2005
- 33) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 7 juin 2005, en vigueur depuis le 1^{er} août 2005
- 34) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 7 mars 2006, en vigueur depuis le 1^{er} août 2006
- 35) Abrogé par le ch. I de l'ordonnance du 7 mars 2006, en vigueur depuis le 1^{er} août 2006
- 36) Nouvelle teneur du titre selon le ch. I de l'ordonnance du 7 mars 2006, en vigueur depuis le 1^{er} août 2006
- 37) Nouvelle teneur selon l'article 10 de l'ordonnance du 24 octobre 2006 fixant les conditions cadres pour les transports scolaires (RSJU 410.113), en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2007
- 38) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 17 juin 2008, en vigueur depuis le 1^{er} août 2008
- 39) Abrogé par le ch. I de l'ordonnance du 17 mars 2009, en vigueur depuis le 1^{er} août 2009
- 40) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 17 mars 2009, en vigueur depuis le 1^{er} août 2009
- 41) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 27 octobre 2009, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2010

- ⁴²⁾ Abrogé par le ch. I de l'ordonnance du 27 octobre 2009, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2010
- ⁴³⁾ Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 25 mai 2010, en vigueur depuis le 1^{er} août 2010
- ⁴⁴⁾ Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 25 mai 2010, en vigueur depuis le 1^{er} août 2010
- ⁴⁵⁾ Abrogé(s) par le ch. I de l'ordonnance du 25 mai 2010, en vigueur depuis le 1^{er} août 2010
- ⁴⁶⁾ Abrogé par l'article 15 de l'ordonnance du 12 avril 2011 concernant l'intégration des étrangers et la lutte contre le racisme, en vigueur depuis le 15 mai 2011 (RSJU 144.1)
- ⁴⁷⁾ Abrogé(s) par l'article 178 de l'ordonnance du 29 novembre 2011 sur le personnel de l'Etat, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2012 (RSJU 173.111)
- ⁴⁸⁾ Nouvelle teneur selon l'article 178 de l'ordonnance du 29 novembre 2011 sur le personnel de l'Etat, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2012 (RSJU 173.111)
- ⁴⁹⁾ RSJU 173.461.111

TABLE DES MATIERES

Article

TITRE PREMIER : Dispositions générales

Champ d'application et objet (art. 1 ^{er} LS).....	1
Intégration des handicapés (art. 4 LS).....	2
Mesures préscolaires (art. 4 LS).....	2 ^{bis}
Insertion des migrants (art. 5 LS)	
a) Principes d'insertion du nouvel arrivant	3
b) Maintien de la culture d'origine	4
(article 5 abrogé)	
Accès à l'école (art. 6, al. 1, LS)	6
Mesures expérimentales d'intégration (art. 4 et 5 LS)	7
Passage de l'école publique à l'enseignement privé.....	8
Début de la scolarité enfantine (art. 7, al. 1, 3 et 4, LS).....	9
Début de la scolarité obligatoire (art. 7, al. 2 à 4, LS)	
a) Règle générale	10
b) Anticipation	11
c) Report.....	12
Transports scolaires gratuits (art. 8, al. 2, LS)	
1. Principe.....	13
2. Procédure de reconnaissance	14
3. Nécessité du transport.....	15
a) Longueur du trajet	15
b) Caractère dangereux du trajet.....	15
c) Autres circonstances	15
4. Exigences relatives au transport.....	16
5. Modalités du transport	17
6. Indemnités de repas	18
7. Administration et financement des transports (art. 118, al. 1, lettre e, et 152, ch. 3, lettre b, LS)	
a) Organe responsable	19
b) Financement.....	20
c) Versement et décompte.....	21
Gratuité des moyens d'enseignement (art. 8, al. 3, LS).....	22
Contributions pour certaines activités et manifestations (art. 8, al. 3, LS)	23
Résidence habituelle de l'élève (art. 9 LS).....	24
Fréquentation de l'école d'un autre cercle scolaire (art. 10 LS)	25

TITRE DEUXIEME : Structure de l'école**CHAPITRE PREMIER : Ecole enfantine et école primaire**

Cycles de l'école primaire (art. 15, al. 2, LS)	26
---	----

Enseignement obligatoire à l'école primaire	27
Cours facultatifs	28
Répartition des classes dans l'enseignement primaire (art. 15 LS)	29
Principe, enseignement par un seul titulaire (art. 15, al. 1, LS)	30
Exception, enseignement partagé (art. 15, al. 3, LS)	
a) Autorisation	31
b) Engagement commun des deux enseignants.....	32
c) Partage de l'enseignement	33
d) Difficultés dans l'enseignement partagé	34
e) Démission de l'un des enseignants	35
Nombre d'intervenants par classe	35a
Sixième année, orientation, observation (art. 16 LS)	
a) Epreuves communes.....	36
b) Modalités	37
c) Information.....	38

CHAPITRE II : Ecole secondaire

Classe et module, définitions (art. 20 LS)	39
Cours communs (art. 21 et 22, al. 3, LS)	11
Cours séparés (art. 22 LS)	
1. Cours à niveaux (art. 22, al. 2, LS)	
a) Nombre de niveaux	41
b) Désignation des niveaux	42
c) Répartition des élèves entre les niveaux	43
d) Constitution des groupes pour l'enseignement à niveaux (art. 24 LS).....	44
2. Cours à option (art. 22, al. 3, LS).....	45
3. Cours facultatifs (art. 23 LS)	46
4. Enseignement du grec ancien	47
Orientation continue	
a) Information	48
b) Cours d'appui	49

CHAPITRE III : Prolongation de la scolarité

10 ^{ème} année dans le cadre du programme secondaire (art. 25 et 26 LS)	50
Dixième année linguistique.....	51
Classe d'accueil et de transition pour allophones	51a
Mesures de préparation à la formation générale et professionnelle	51b

CHAPITRE IV : Mesures de pédagogie compensatoire

SECTION 1 : Définitions et règles générales

Classe de transition (art. 30 LS)	52
Enseignement d'appui (art. 31 LS)	53
Enseignement d'appui intégré (art. 31, al. 3, LS)	54
Enfants malades (art. 34 LS)	55
Soutien pédagogique ambulatoire (art. 32 LS)	56
Classe de soutien (art. 33 et 36, al. 2, LS)	57
Réintégration en classe ordinaire (art. 4 et 33 LS)	58
Non-cumul des mesures compensatoires	59

SECTION 2 : Fonctionnement

Répartition du temps et durée des mesures compensatoires (art. 36, al. 1 et 2, LS) ..	60
Plan d'études et bulletin scolaire (art. 36, al. 1 et 2, LS)	61

SECTION 3 : Dépistage, examen des cas, décision

Dépistage	62
Troubles particuliers (art. 32, al. 3, et 36, al. 4, LS)	63
Examen des cas (art. 35 LS)	
a) Equipe de coordination	64
b) Décision	185

SECTION 4 : Qualification et statut du personnel

Titre requis (art. 36, al. 1, LS)	66
Nomination et engagement (art. 87, al. 2, LS)	67
Rétribution	68

CHAPITRE V : Institutions spécialisées

Définition (art. 37 LS)	69
Institutions hors Canton (art. 37, al. 2, LS)	70
Placement	71
Qualification du personnel des institutions (art. 39, al. 2, LS)	72
Création de nouveaux emplois	73
Traitements	74

Budget (art. 40 LS)	
a) Elaboration	75
b) Approbation par le Département	76
c) Insuffisances budgétaires	77
Gestion comptable et financière	78
Présentation des comptes	79
Financement et répartition des charges (art. 40 LS).....	80
Gestion des subventions	81

TITRE TROISIEME : Fonctionnement général de l'école

CHAPITRE PREMIER : Locaux et installations scolaires

Accès aux bâtiments et locaux scolaires (art. 43 LS)	82
--	----

CHAPITRE II : Temps scolaire et congés spéciaux

Année scolaire, semestres (art. 46 LS)	83
Congés officiels	84
Semaine scolaire (art. 48 LS)	85
Nombre de leçons	86
(articles 87 et 88 abrogés	
Durée des leçons (art. 48 LS).....	89
Autre découpage du temps d'enseignement (art. 48 LS).....	90
Autres formes d'enseignement	91
Congé spécial à une école ou une classe (art. 48 LS)	92
Congé spécial à un élève (art. 48 LS)	93
Horaires harmonisés	93a

CHAPITRE III : Effectif, ouverture, fermeture et composition des classes

SECTION 1 : Principes et normes relatifs au nombre de classes et de modules du cercle scolaire

Principes (art. 49 LS).....	94
Nombre de classes du cercle scolaire	
a) Généralités	95
(article 96 abrogé)	
b) Ecole enfantine et primaire.....	97
c) Ecole secondaire	98
d) Classe de transition et de soutien	99

SECTION 2 : Ouverture et fermeture de classes

Procédure (art. 49 LS)	100
Ouverture de classes (art. 49 LS)	101
Fermeture de classes (art. 49 LS)	102
Ouverture et fermeture de classe ordonnées par le Département (art. 49, al. 2, LS)	103

SECTION 3 : Formation et composition des classes

Formation des unités et organisation de l'enseignement	104
Principe	105
Enseignement par sections de classe	
a) En général	106
b) A l'école enfantine	107
c) A l'école primaire	108
Enseignement à niveaux	109
Cas particuliers	110

CHAPITRE IV : Plan d'études

Publication (art. 50 LS)	111
(article 112 abrogé)	
Athlète ou artiste de haut niveau (art. 56, al.3, LS)	
a) Principe	113
(articles 114 et 115 abrogés)	
b) Renvoi	116
Sport scolaire facultatif (art. 57, al. 2, LS)	
a) But	117
b) Autorités compétentes	118
c) Forme	119
d) Contenu des activités	120
e) Financement et gestion	121
Education sexuelle (art. 59 LS)	
a) Programme	122
b) Renonciation	123
c) Animateurs	124
Education aux médias	125
Préparation au choix d'une profession (art. 61 et 62 LS)	126

CHAPITRE V : Activités culturelles et sociales de l'école

Activités culturelles (art. 63 LS)	127
Bibliothèques scolaires et de la jeunesse (art. 64 LS)	128
Activités sociales (art. 65 LS)	129

CHAPITRE VI : Participation à la formation et au perfectionnement des enseignants

(article 130 abrogé)

TITRE QUATRIEME : Parents et élèves**CHAPITRE PREMIER : Parents**

Droits individuels, information (art. 69 LS)	131
Devoirs en cas d'absence (art. 72 LS)	132
Absences justifiées	133
Violation des obligations scolaires (art. 73 LS)	134

CHAPITRE II : Elèves**SECTION 1 : Généralités**

Liberté d'information, d'expression et d'association (art. 74, al. 3, LS)	135
Droit d'être entendu (art. 74, al. 4, LS)	136
Participation des élèves (art. 74, al. 3, LS)	137
Egalité entre garçons et filles (art. 75, al. 2, LS)	138
Aide aux élèves en difficulté (art. 75, al. 3, LS)	139
Etat des locaux scolaires (art. 77, al. 3, LS)	140
Occupations extrascolaires excessives	141
Assurance des élèves (art. 78 LS)	
a) Principe	142
b) Activités couvertes	143
c) Prestations	144
Banques de données	144a

SECTION 2 : Admission et inscription des élèves

Admission et inscription des élèves	
a) Ecole enfantine	145
b) Ecole primaire	146

c) Ecole secondaire	147
Changement de domicile ou de résidence.....	148
Arrivée en cours de scolarité d'enfants de l'extérieur.....	149

SECTION 3 : Carrière scolaire des élèves

Sous-section 1 : Généralités

Evaluation du travail scolaire (art. 80 LS)	150
Bulletin scolaire officiel (art. 80 LS).....	151
Information des parents, carnet hebdomadaire (art. 80 LS)	152
Formes officielles de l'évaluation du travail (art. 80 LS).....	153

Sous-section 2 : Promotion et redoublement

Définitions (art. 81 LS)	154
I. A l'école primaire (art. 81 LS)	
1. A l'intérieur des cycles	155
2. Admission au deuxième cycle.....	156
3. Admission au troisième cycle.....	157
4. Redoublement	158
5. Promotion anticipée, possibilité de sauter une classe (art. 75, al. 1, LS).....	159
II. Passage de l'école primaire à l'école secondaire	
1. Admission à l'école secondaire.....	160
2. Accès aux cours à niveaux	161
3. Accès aux options.....	162
III. Promotion et orientation à l'école secondaire	
1. Principe.....	163
2. Note de promotion	164
3. Maintien du profil scolaire	165
4. Changement de niveaux	
a) Principes et conditions.....	166
b) Périodicité.....	167
5. Orientation dans le cadre des options	
a) Maintien de l'option lors d'un changement de degré.....	168
b) Changement d'option volontaire	169
6. Cours d'appui.....	170
7. Redoublement	171

SECTION 4 : Sanctions disciplinaires

Mesures éducatives préalables	172
Sanctions disciplinaires (art. 83 LS)	173
Détermination de la sanction (art. 82 LS)	174
Autorités disciplinaires (art. 83 LS)	
a) Enseignant et commission d'école	175
b) Département.....	176
c) Compétence d'ordonner des mesures moins graves et menace	177
Procédure (art. 83 LS)	178

TITRE CINQUIEME : Enseignants**CHAPITRE PREMIER : Eligibilité et nomination**

(articles 179 à 193 abrogés)

CHAPITRE II : Situation de l'enseignant

(articles 194 et 195 abrogés)

Indemnité de déplacement (art. 91, al. 2, LS)

a) En général	196
b) Titulaire de poste partiel	197
c) Limitation et versement de l'indemnité.....	198
(article 199 abrogé)	

CHAPITRE III : Devoirs de l'enseignant

Tâches administratives	200
Devoir de suppléance	201
Excursions et manifestations scolaires ou parascolaires.....	202
Attitude à l'égard de l'élève	203
(article 204 abrogé)	
Devoirs particuliers du maître de classe ou de module	205
(article 206 abrogé)	

CHAPITRE IV : Droits des enseignants

Appui aux jeunes enseignants (art. 99 LS)	207
Associations professionnelles (art. 100 LS)	208

Consultation des enseignants (art. 101 LS)	209
--	-----

CHAPITRE V : Résiliation des rapports de service

(articles 210 à 212 abrogés)

CHAPITRE VI : Congés

(article 213 abrogé)

TITRE SIXIEME : Organisation de l'école

CHAPITRE PREMIER : Dispositions générales

Cercle scolaire (art. 107 et 108 LS)	214
Statuts du syndicat ou de l'entente intercommunale.....	215
Exceptions (art. 107 et 108 LS)	216
(article 217 abrogé)	
Dimension des cercles scolaires	
a) Ecole primaire.....	218
b) Ecole secondaire	219
Création et gestion de classes de transition et de soutien	
(art. 30, 33, 49, 87, al. 2, et 108 LS)	220
Création et gestion de classes d'orientation (art. 26 et 108, al. 3, LS)	221
Locaux scolaires (art. 109 LS)	
a) Usage des locaux scolaires	222
b) Transformation des locaux scolaires	223
c) Salubrité des locaux scolaires	224
Tâches du cercle scolaire, règlement scolaire local (art. 109 LS).....	225

CHAPITRE II : Commission d'école

Nombre de membres, principe.....	226
Membres nommés par le Gouvernement (art. 114, al. 2, LS).....	227
Désignation des membres (art. 110, 111, 112 et 114 LS)	228
Constitution des commissions	229
Délégation de compétences	230
Visites de l'école et des classes (art. 118 LS).....	231
Surveillance des enseignants (art. 118 LS)	232

Conciliation (art. 119 LS)	233
Participation des enseignants (art. 120 LS)	
a) Régulière	234
b) Occasionnelle	235
Participation des parents (art. 120 LS)	
a) Nombre de représentants	236
b) Procédure de désignation	237
Formation des membres des commissions d'école	238
Secret de fonction	239

CHAPITRE III : Collège des enseignants et directeur

Participation du corps enseignant (art. 101, al. 1 et 2, LS)	240
Collège des enseignants	
a) Principe	241
b) Présidence et réunions	242
c) Compétences	243
Directeur	
a) Mise au concours (art. 121, al. 2, LS)	244
b) Consultation des enseignants	245
c) Vice-directeur et répondant administratif	246
d) Cercles secondaires avec plusieurs écoles	247
e) Durée des fonctions	248
f) Tâches des directeurs (art. 122 et 123 LS)	249
Rétribution et allègement d'horaire (art. 123 LS)	250

CHAPITRE IV : Médiateur et autres fonctions 59

Médiateur (art. 124 LS)	251
Autres fonctions (art. 125 LS)	252
Dispositions communes	
a) Désignation	253
b) Subordination	254
c) Rétribution et allègement d'horaire	255

CHAPITRE V : Formation et perfectionnement des directeurs et titulaires de fonctions

Formation et perfectionnement professionnel	256
---	-----

TITRE SEPTIEME : Services auxiliaires**CHAPITRE PREMIER : Centre d'orientation scolaire et professionnelle et de psychologie scolaire**

Renvoi	257
--------------	-----

CHAPITRE II : Service de santé scolaire et service dentaire scolaire

Renvoi	258
--------------	-----

CHAPITRE III : Devoirs scolaires et devoirs surveillés**SECTION 1 : Devoirs à domicile**

Principes	259
-----------------	-----

SECTION 2 : Devoirs surveillés

Principe	260
Gratuité (art. 138, al. 4, LS)	261
Organisation (art. 139 LS)	262
Surveillance et animation (art. 138 et 139 LS)	263
Permanences	263a

CHAPITRE IV : Economat scolaire

Collaboration entre le Service de l'enseignement et l'Economat cantonal (art. 140 et 141 LS)	263
Principes d'édition (art. 140 et 141 LS)	265
Financement (art. 140 et 141 LS)	266
Gestion des stocks (art. 141 LS)	267
Formules administratives et publications du Département (art. 141 LS)	268

TITRE HUITIEME : Voies de droit

Dénonciations (art. 156 LS)	
a) Définition et forme	269
b) Plaignant	270
c) Procédure	271

TITRE NEUVIEME : Dispositions transitoires et finales**CHAPITRE PREMIER : Dispositions d'exécution**

Exécution	272
-----------------	-----

CHAPITRE II : Modification et abrogation du droit en vigueur**SECTION 1 : Modification du droit en vigueur**

Modification de l'ordonnance concernant le séjour et l'établissement des étrangers..	273
Modification de l'ordonnance portant exécution de la loi sur la formation du corps enseignant	274
Modification de l'ordonnance fixant le nombre des leçons obligatoires des enseignants	275
Modification de l'ordonnance concernant l'indemnisation des enseignants en cas de licenciement ou de non-réélection consécutifs à une décision de fermeture de classe	276
Modification de l'ordonnance concernant le remplacement des enseignants	277
Modification du règlement des écoles moyennes	278
Modification de l'ordonnance sur le sport scolaire facultatif	279
Modification de l'ordonnance sur les bourses et prêts d'études.....	280

SECTION 2 : Abrogation du droit en vigueur

Clause abrogatoire	281
--------------------------	-----

CHAPITRE III : Dispositions transitoires

Directives et mises au concours	282
Rapport sur la réalisation de la réforme scolaire	283
Transports scolaires reconnus antérieurement.....	284
Enseignement des activités créatrices sur textiles	285

CHAPITRE IV : Entrée en vigueur

Entrée en vigueur	286
-------------------------	-----

Ordonnance portant exécution de la loi sur la formation du corps enseignant

du 10 juillet 1984

Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,

vu la loi du 26 mai 1982 sur la formation du corps enseignant (dénommée ci-après : "loi")¹,

arrête :

LIVRE PREMIER : Dispositions générales

Champ
d'application

Article premier ¹ La présente ordonnance règle l'organisation et le fonctionnement de l'Institut pédagogique (dénommé ci-après : "Institut"), ainsi que les modalités de l'enseignement qui y est dispensé.

² Elle règle en particulier les modalités d'obtention des diplômes suivants :

- a) certificat d'aptitudes pédagogiques à l'enseignement dans les écoles enfantines²;
- b) certificat d'aptitudes pédagogiques à l'enseignement primaire;
- c) certificat d'aptitudes pédagogiques à l'enseignement de l'économie familiale;
- d) certificat d'aptitudes pédagogiques à l'enseignement secondaire;
- e) certificat d'aptitudes pédagogiques à l'enseignement dans les écoles moyennes supérieures;
- f) certificat d'aptitudes à l'enseignement de l'éducation sexuelle.³

Terminologie

Art. 2 Dans la présente ordonnance, les termes "maître", "instituteur", "candidat", "étudiant" et "enseignant", désignent également les maîtresses, les institutrices, les candidates, les étudiantes et les enseignantes.

LIVRE DEUXIEME : Organisation de l'Institut et de ses activités

PREMIERE PARTIE : Organisation de l'Institut

TITRE PREMIER : Autorités

Gouvernement

Art. 3 ¹ Le Gouvernement est l'autorité supérieure de surveillance de l'Institut.

² Sur proposition du Département de l'Education⁴⁾ (dénommé ci-après : "Département"), le Gouvernement :

- a) décide l'ouverture et la fermeture des classes;
- b) décide la mise sur pied de cours spéciaux;
- c) arrête le principe et les modalités du concours d'entrée;
- d) nomme le directeur, les professeurs, les responsables de section et le personnel administratif et technique de l'Institut;
- e) nomme les membres de la commission de surveillance de l'Institut;
- f) conclut des conventions avec d'autres cantons ou avec des institutions extérieures au Canton;
- g) ratifie les accords de collaboration passés par le Département.

Département de l'Education⁴⁾

Art. 4 ¹ Le Département exerce la surveillance générale sur l'Institut par le biais du Service de l'enseignement.

² Il est compétent dans tous les cas où une disposition spéciale n'attribue pas une compétence déterminée à une autre autorité.

³ Il statue notamment sur :

- a) l'adoption des programmes d'études, des programmes d'activités et des cours de formation continue et de perfectionnement obligatoire et facultatif;
- b) la liste des unités de formation obligatoires et les conditions de validation;
- c) la nomination des maîtres de stages et des experts;
- d) la ratification des règlements internes de l'Institut;
- e) la délivrance des certificats d'aptitudes pédagogiques;
- f) le cahier des charges du directeur et de son remplaçant à la tête de la section de la formation initiale;
- g) les demandes de congé de formation.

TITRE DEUXIEME : Direction

Compétences **Art. 6** ¹ Le directeur est responsable de la gestion pédagogique et administrative de l'Institut.

² Il assume notamment les tâches suivantes :

- a) animation générale de l'institution et relations avec le Service de l'enseignement et la commission de surveillance;
- b) élaboration des propositions de plans d'études et de programmes de formation;
- c) organisation de l'enseignement et de l'ensemble des activités de l'Institut;
- d) élaboration des propositions de programmes d'activités, de plans de développement et de budgets;
- e) organisation des épreuves de validation en collaboration avec le collège des professeurs;
- f) relations avec les étudiants;
- g) représentation de l'Institut à l'extérieur.

Enseignement **Art. 6** Le directeur est chargé d'un enseignement de six à huit leçons hebdomadaires.

Association à la gestion **Art. 7** Le directeur associe les responsables de section, le corps enseignant, les étudiants et le personnel administratif et technique à la gestion de l'Institut.

TITRE TROISIEME : Commission de surveillance

Organisation **Art. 8** ¹ La commission de surveillance se réunit au moins deux fois par an et chaque fois que les circonstances l'exigent, sur demande du président, de trois membres, du directeur ou du Département.

² Le directeur assiste, avec voix consultative, aux séances de la commission, sauf si les affaires traitées le concernent personnellement.

³ Deux représentants des collaborateurs de l'Institut assistent, avec voix consultative, aux délibérations de la commission.

Secrétariat **Art. 9** Le secrétariat de la commission de surveillance est assumé par la direction de l'Institut.

Compétences **Art. 10** ¹ La commission de surveillance veille au respect des dispositions légales dans le déroulement des activités de l'Institut et assiste le directeur dans sa tâche.

² Ses compétences sont notamment les suivantes :

- a) elle arrête les dates des sessions d'évaluation, sur proposition du directeur, et les communique au Département;
- b) elle préavise la nomination des membres du corps enseignant et des responsables de section;
- c) elle nomme provisoirement les maîtres auxiliaires sous réserve de ratification par le Département;
- d) en situation de concours d'admission, elle surveille la procédure;
- e) elle surveille la procédure d'admission des candidats de la deuxième voie de formation;
- f) sur proposition du collège des professeurs, elle statue sur les promotions et les renvois éventuels;
- g) elle fixe le calendrier des principales activités de l'Institut;
- h) elle prend les règlements internes, sur proposition de la direction, et les soumet au Département pour ratification.

TITRE QUATRIEME : Equipe de direction

Composition **Art. 11** L'équipe de direction de l'Institut se compose du directeur et des responsables de section.

Compétences **Art. 12** ¹ Elle élabore la politique générale de l'Institut.

² Elle harmonise les programmes d'activités des différents secteurs et collabore aux tâches que lui soumet le directeur.

TITRE CINQUIEME : Collège des professeurs

Composition **Art. 13** ¹ Le collège des professeurs se compose de l'ensemble des professeurs et des chargés de cours de l'Institut.

² Selon les circonstances, les professeurs peuvent siéger en séance restreinte.

³ En fonction de l'ordre du jour, les maîtres de stages concernés, les étudiants ou leurs représentants peuvent y participer.

Organisation **Art. 14** ¹ Le collège des professeurs est présidé par le directeur ou par son remplaçant.

² Il se réunit sur convocation du directeur ou à la demande de cinq professeurs.

³ Il désigne son secrétaire.

Compétences **Art. 15** ¹ Le collège des professeurs traite de toutes les questions importantes relatives à l'organisation et à la mission de la section de la formation initiale.

² Il propose les dates des périodes d'évaluation et des vacances; il propose et organise les activités parascolaires de la section de la formation initiale.

DEUXIEME PARTIE : Organisation des activités de l'Institut

TITRE PREMIER : Section de la formation initiale

Responsables **Art. 16** ¹ Le directeur de l'Institut est responsable de la section de la formation initiale.

² Il désigne, parmi les professeurs principaux, pour une durée limitée à deux ans, son remplaçant à cette tâche.

TITRE DEUXIEME : Section de la formation continue et du perfectionnement

Organisation **Art. 17** ¹ La section de la formation continue et du perfectionnement est dirigée par un responsable de section qui est un enseignant de l'Institut.

² La section dispose d'un secrétariat dans le cadre de l'administration de l'Institut.

³ Le Service de l'enseignement définit le cahier des charges de la section, sous réserve de ratification par le Département.

Commission consultative **Art. 18** ¹ Le Département nomme une commission consultative à la section de la formation continue et du perfectionnement.

² Les enseignants, proposés par les associations, y sont majoritaires.

TITRE TROISIEME : Section de la documentation et des moyens audiovisuels

Organisation **Art. 19** ¹ La section de la documentation et des moyens audiovisuels est dirigée par un responsable de section qui est un enseignant de l'Institut.

² La section dispose d'un secrétariat dans le cadre de l'administration de l'Institut.

³ Le Service de l'enseignement définit le cahier des charges de la section, sous réserve de ratification par le Département.

Commission consultative **Art. 20** ¹ Le Département nomme une commission consultative à la section de la documentation et des moyens audiovisuels.

² Les enseignants, proposés par les associations, y sont majoritaires.

TITRE QUATRIEME : Section de la recherche et du développement

Organisation **Art. 21** ¹ La section de la recherche et du développement est dirigée par un responsable de section qui est un enseignant de l'Institut.

² La section dispose d'un secrétariat dans le cadre de l'administration de l'Institut.

³ Le Service de l'enseignement définit le cahier des charges de la section, sous réserve de ratification par le Département.

LIVRE TROISIEME : Formation du corps enseignant et enseignement dispensé à l'Institut

PREMIERE PARTIE : Formation initiale du corps enseignant

TITRE PREMIER : Inscription et admission à l'Institut

Inscription; principe **Art. 22** Les candidats à la préparation et à l'obtention d'un certificat d'aptitudes pédagogiques s'inscrivent auprès de l'Institut conformément à l'avis paru dans le Journal officiel et le Journal officiel scolaire.

Admission
a) Conditions
générales

Art. 23 Sous réserve de l'introduction du concours d'entrée prévu à l'article 6 de la loi, les candidats sont admis à suivre les cours de l'Institut :

- a) s'ils ne sont pas atteints d'une affection physique ou mentale incompatible avec l'exercice de la profession choisie;
- b) s'ils remplissent les conditions spécifiques au diplôme choisi.

b) Service
militaire

Art. 24 ¹ Les étudiants dont le cycle d'études est de deux ans s'engagent, s'ils sont astreints au service militaire, à l'accomplir autant que possible au début de la seconde année d'étude.

² Les étudiants dont le cycle d'études est d'une année s'engagent à ne pas accomplir une école de recrues ou un service d'avancement pendant cette période.

³ L'Institut organise l'information des étudiants et prend les contacts nécessaires avec le Service des affaires militaires.

TITRE DEUXIEME : Organisation de l'enseignement

Tronc commun

Art. 25 ¹ Les plans d'études et les programmes de l'institut introduisent tous les étudiants aux principaux objectifs et aux fondements didactiques des différents degrés scolaires.

² Les cours d'information les plus généraux sont en principe dispensés de manière commune à tous les étudiants.

Mise à niveau
des
connaissances

Art. 26 ¹ Les quatre à huit premières semaines d'études des candidats à l'enseignement préscolaire, primaire et de l'économie familiale sont en principe consacrées à la mise à niveau des connaissances.

² Cette mise à niveau s'effectue par des programmes individualisés de cours intensifs portant notamment sur les disciplines suivantes : éducation visuelle, éducation musicale et instruments, économie familiale, éducation physique.

Stage
d'orientation

Art. 27 ¹ Au début de leurs études à l'Institut, tous les étudiants effectuent un stage d'orientation dans les classes.

² Ce stage a pour but d'apprécier leur aptitude au contact avec les enfants et les jeunes.

³ Les candidats à l'enseignement dans les écoles secondaires et moyennes supérieures effectuent ce stage avant le début de leur formation professionnelle.

Horaire
hebdomadaire

Art. 28 ¹ Les cours se déroulent selon un horaire hebdomadaire fixe durant vingt semaines annuelles au moins.

² Les étudiants bénéficient de six à dix semaines de vacances annuelles fixées, autant que possible, en même temps que les vacances dans les écoles d'Etat.

Stages
professionnels
a) Durée

Art. 29 Les étudiants effectuent des stages professionnels dans des classes d'une durée totale de trois mois et de deux cent quarante leçons au moins.

b) Maîtres de
stage

Art. 30 ¹ Sur proposition de l'Institut et après avoir entendu l'inspecteur ou le directeur concerné, le Département désigne les maîtres qui peuvent être appelés à accueillir des stagiaires et adopte leur cahier des charges.

² L'Institut assure la formation et l'information des maîtres de stage.

c) Visite des
stagiaires

Art. 31 ¹ Le directeur de l'Institut ou les professeurs qu'il désigne peuvent visiter les stagiaires dans les classes.

² Le directeur en informe l'inspecteur ou le directeur concerné.

Stages parapro-
fessionnels

Art. 32 Au cours de leur formation professionnelle, tous les étudiants sont tenus de participer, en qualité de moniteur, à une colonie de vacances, un camp de sport ou une activité similaire d'une durée de trois semaines au moins.

Stages extrapro-
fessionnels
a) Principe

Art. 33 ¹ Au cours de leur formation professionnelle, tous les étudiants, à l'exclusion de ceux mentionnés à l'article 55 de la présente ordonnance, effectuent un stage extraprofessionnel dans l'industrie, les services ou l'agriculture.

b) Durée et but

² Ce stage, d'une durée de quatre semaines, peut être fractionné en deux périodes au plus. Il doit permettre une approche vécue du monde du travail et favoriser une meilleure compréhension entre l'école et son environnement économique et social.

Cours intensifs **Art. 34** ¹ L'Institut organise des sessions de formation groupées sur une période compacte lorsque la nature du thème traité et les contingences d'organisation s'y prêtent.

² Ces cours intensifs s'étendent, chaque année, sur une durée maximale de cinq semaines.

Voyage d'étude **Art. 35** ¹ Tous les étudiants font, au cours de leurs études à l'Institut, un voyage d'étude d'une durée d'une semaine.

² Ce voyage met les étudiants en contact avec l'organisation scolaire d'un autre canton ou d'un Etat étranger et leur permet d'en étudier certains aspects.

TITRE TROISIEME : Plans d'études et évaluation

Plans d'études
a) Département **Art. 36** Les plans d'études sont arrêtés par le Département, sur proposition de l'Institut.

b) Contenus et objectifs **Art. 37** Les plans d'études définissent les contenus et les modalités de la formation, ainsi que les objectifs à atteindre pour chaque activité de formation (cours, séminaire, travail pratique, stage), notamment en termes d'informations à connaître, de techniques à maîtriser et de comportements à acquérir.

Unités de formation
a) Portée **Art. 38** ¹ Le programme est découpé en unités de formation. Le Département, d'entente avec l'Institut, détermine le nombre d'unités de formation obligatoires.

² Les unités de formation portent sur les domaines mentionnés ci-dessous et interviennent, dans l'ensemble du programme, dans les proportions suivantes :

Formation En deux ans	Formation En un an
--------------------------	-----------------------

I. Groupe A

a) psychologie, pédagogie, sociologie et organisation de l'éducation (pédagogie, psychopédagogie, recherche, histoire de l'éducation, organisation scolaire, etc.)	15 – 30 %	20 – 30 %
b) didactique (français, mathématique, connaissance de l'environnement, éducation physique, éducation musicale, allemand, activités créatrices manuelles, éducation visuelle, économie familiale, économie nutritionnelle, image et son, éducation biblique, etc.)	10 – 20 %	10 – 20 %
c) stages professionnels et extraprofessionnels	15 – 30 %	40 – 60 %

II. Groupe B

d) disciplines artistiques, sportives et techniques	30 – 50 %	---
e) formation générales, options et cours intensifs	5 – 10 %	10 – 15 %

b) Validation
1. Experts

Art. 39 Le Département désigne les experts chargés de valider les unités de formation.

2. Modalités

Art. 40 ¹ Les modalités d'évaluation sont arrêtées entre l'expert et le professeur concerné et communiquées à l'étudiant six mois à l'avance.

² En cas de désaccord, le directeur arbitre et tranche souverainement.

³ Ces modalités peuvent notamment consister en : examen de dossiers, rapport de stage, visites dans les classes de stage, interrogation orale et examen écrit.

3. Sessions
d'évaluation

Art. 41 Trois à quatre sessions d'une durée maximale totale de dix jours sont réservées annuellement pour la validation des unités de formation.

4. Décision

Art. 42 ¹ Les unités de formation qui font l'objet d'une évaluation sont sanctionnées par le jugement "validée" ou "non validée".

² La décision de validation est prise d'un commun accord par l'expert et le professeur. Elle fait l'objet d'un bref procès-verbal.

³ En cas de désaccord, le directeur fait appel à un deuxième expert.

5. Observateurs officiels **Art. 43** ¹ Le Département et la commission de surveillance peuvent se faire représenter aux procédures d'évaluation et de validation par des observateurs.

² Ceux-ci n'ont pas le droit d'intervenir dans ces procédures. Ils rapportent brièvement à l'intention du Département.

6. Publicité **Art. 44** ¹ Les procédures d'évaluation sont ouvertes au public.

² Les procédures de validation se déroulent à huis clos.

TITRE QUATRIEME : Certificats d'aptitudes pédagogiques

CHAPITRE PREMIER : Dispositions générales

Délivrance **Art. 45** Le certificat d'aptitudes pédagogiques est délivré par le Département sur proposition de l'Institut.

Portée **Art. 46** ¹ Il atteste que son titulaire est en mesure d'assurer l'enseignement sur lequel il porte dans le genre d'écoles concernées et d'assumer les responsabilités qui y sont liées.

² Le titulaire d'un certificat d'aptitudes pédagogiques est éligible à titre définitif dans les écoles publiques jurassiennes au degré considéré et pour les disciplines concernées.

Connaissance de la langue française **Art. 47** ¹ Les candidats doivent posséder une maîtrise orale et écrite de la langue française conforme au niveau d'enseignement considéré.

² Cette maîtrise est évaluée lors des stages.

Certificats supplémentaires **Art. 48** ¹ L'enseignant titulaire d'un certificat d'aptitudes pédagogiques peut obtenir un certificat supplémentaire :

- a) par le biais de la formation continue;
- b) par le biais de la deuxième voie de formation.

² Les conditions propres à chaque voie de formation sont réservées.

CHAPITRE II : Enseignement préscolaire, primaire et en économie familiale

Principe	Art. 49 La formation scientifique et professionnelle des maîtres dans les écoles enfantines, des instituteurs et des maîtres en économie familiale a lieu à l'Institut.
Langue française	Art. 50 Les candidats dont les études secondaires se sont déroulées dans une langue autre que la langue française sont astreints à un examen oral et écrit de français au début de leurs études.
Durée des études	<p>Art. 51 ¹ La formation à l'Institut dure deux ans.</p> <p>² Elle peut être prolongée d'un an au maximum si, à l'issue de la deuxième année, le candidat n'a pas été en mesure d'acquérir la totalité des unités de formation requises par le plan d'études.</p>
Admission en classe terminale	Art. 52 Pour être admis en classe terminale, le candidat doit avoir acquis 80 % des unités de formation de chacun des groupes de disciplines ou activités prévues au plan d'études de première année.
Redoublement et renvoi	<p>Art. 53 ¹ Le candidat qui n'a pas obtenu ce résultat dans l'un des groupes peut être autorisé à répéter la première année.</p> <p>² Le candidat qui n'a pas obtenu ce résultat dans les deux groupes est renvoyé de l'Institut.</p>
Certificats partiels	<p>Art. 54 ¹ Le Département peut délivrer des certificats d'aptitudes pédagogiques à l'enseignement primaire partiels excluant l'éducation physique ou l'éducation musicale lorsque le candidat est affecté d'un handicap sérieux dans l'une de ces disciplines ou dans les deux.</p> <p>² Le titulaire d'un certificat partiel ne peut prétendre à un poste complet.</p>

CHAPITRE III : Deuxième voie de formation

Admission a) Cercle des bénéficiaires	Art. 55 ¹ Sous réserve de l'instauration d'un concours d'entrée, la deuxième voie de formation est ouverte aux candidats qui ne remplissent pas les conditions formelles d'accès ou qui, pour des motifs familiaux, professionnels ou économiques, ne sont pas en mesure de répartir leur temps d'étude sur la durée prescrite.
--	---

- b) Conditions ² La deuxième voie de formation leur est ouverte s'ils peuvent justifier :
- a) d'une formation professionnelle complète;
 - b) d'une activité professionnelle, ménagère ou associative d'une durée totale de cinq ans au moins;
 - c) de leur aptitude à bénéficier de l'enseignement offert en vue d'une activité professionnelle dans l'enseignement.
- c) Certificats **Art. 56** ¹ La deuxième voie de formation prépare exclusivement à l'obtention du certificat d'aptitudes pédagogiques :
- a) à l'enseignement dans les écoles enfantines;
 - b) à l'enseignement primaire;
 - c) à l'enseignement de l'économie familiale.
- ² Sous réserve des prescriptions du présent chapitre, les normes générales relatives à l'obtention des certificats pédagogiques sont applicables.
- Examen
- a) Principe **Art. 57** ¹ L'Institut soumet les candidats à un examen général et, le cas échéant, à des examens particuliers.
- b) Modalités ² Cet examen comporte les éléments suivants :
- a) étude du dossier;
 - b) entretien permettant d'apprécier les compétences intellectuelles, les expériences humaines et professionnelles et les motivations des candidats;
 - c) vérification de la culture générale du candidat;
 - d) vérification de la maîtrise écrite et orale de la langue française;
 - e) vérification de la maîtrise des prérequis essentiels aux enseignements dispensés.
- c) Décision **Art. 58** ¹ Le Département décide des admissions.
- ² Il tranche sur la base du rapport et du préavis de la commission de surveillance de l'Institut.
- Durée des études **Art. 59** Le temps d'étude peut être réparti sur une durée maximale de quatre ans.

CHAPITRE IV : Enseignement secondaire et moyen supérieur

SECTION 1 : Dispositions communes

Principe

Art. 60 ¹ La formation des maîtres secondaires s'effectue à l'Université et à l'Institut.

² La formation des maîtres aux écoles moyennes supérieures s'effectue à l'Université ou dans une école polytechnique fédérale et à l'Institut.

³ La formation scientifique des maîtres secondaires et des maîtres aux écoles moyennes supérieures peut aussi s'effectuer dans un conservatoire, une école des beaux-arts ou une autre institution de formation spécialisée de niveau universitaire selon les modalités arrêtées par le Département. Dans ce cas, cette formation n'est accessible qu'aux porteurs d'un baccalauréat.

Inscription provisoire

Art. 61 Les candidats qui doivent encore subir une session d'examens scientifiques entre la période d'inscription et le début de la formation professionnelle s'inscrivent à titre provisoire.

Durée des études

Art. 62 ¹ La formation à l'Institut dure douze mois.

² Elle peut être prolongée d'une année si, à l'issue de l'année prescrite, le candidat n'a pas été en mesure d'acquérir la totalité des unités de formation requises par le plan d'études.

Langue étrangère

Art. 63 ¹ Les candidats dont le certificat d'aptitudes pédagogiques comporte une langue étrangère doivent posséder une maîtrise orale et écrite suffisante de la langue choisie.

² Cette maîtrise est évaluée lors des stages.

³ Les candidats doivent avoir accompli dans le courant de leur formation scientifique des stages linguistiques d'au moins trois mois dans une région où la langue choisie est parlée communément.

Stages extraprofessionnels

Art. 64 Les stages extraprofessionnels peuvent, sur accord préalable écrit de l'Institut, avoir lieu avant la fin des études universitaires mais après l'obtention du baccalauréat.

SECTION 2 : Enseignement secondaire

Formation
scientifique
a) Principe

Art. 65 La formation scientifique des maîtres secondaires s'acquiert en principe dans une université de Suisse romande ou à l'Université de Berne.

b) Discipline

Art. 66 ¹ La formation scientifique porte au moins sur trois des disciplines enseignées à l'école secondaire, dont obligatoirement le français ou l'allemand ou la mathématique.

² Le choix des disciplines et leurs possibilités de combinaison s'opèrent dans le cadre des directives du Département.

c) Plans d'études

Art. 67 ¹ Les plans d'études sont, pour chacune des disciplines choisies, ceux de l'Université et de la faculté choisie.

² Le Département détermine les principales filières d'études universitaires qui correspondent aux exigences de la présente ordonnance.

³ Il peut, à cet effet, constituer une commission consultative composée de personnalités issues essentiellement des milieux universitaires.

d) Examens
scientifiques

Art. 68 ¹ A l'issue des études scientifiques prescrites, le candidat se soumet aux épreuves d'examens prévues par la faculté considérée.

² Ces examens correspondent au moins au niveau de la demi-licence ou de ce qui en tient lieu et sanctionnent des études de cinq semestres au moins.

³ Pour chaque discipline choisie, le candidat doit obtenir des résultats suffisants.

Formation
professionnelle
a) Principe

Art. 69 ¹ La formation professionnelle s'acquiert à l'Institut.

² Les candidats doivent au préalable avoir achevé leur formation scientifique selon les exigences susmentionnées.

b) Stages
professionnels

Art. 70 Les stages professionnels s'effectuent dans les écoles secondaires et primaires du Canton.

SECTION 3 : Enseignement dans les écoles moyennes supérieures

Formation
scientifique
a) Principe

Art. 71 Les candidats à l'enseignement dans les écoles moyennes supérieures doivent être titulaires d'un titre universitaire correspondant aux branches à enseigner ou au bénéfice d'une formation jugée équivalente obtenus à l'issue d'un cycle d'études supérieures de huit semestres au moins.

b) Disciplines

Art. 72 ¹ Le titre universitaire d'orientation littéraire obtenu par les candidats sanctionne des études poursuivies jusqu'au terme du cycle d'études dans deux disciplines enseignées dans les établissements d'enseignement concernés.

² Les disciplines du titre universitaire reconnues pour cet enseignement correspondent à celles que le titulaire aurait le droit d'enseigner à titre principal dans les classes de maturité des établissements officiels du canton où il a obtenu son titre.

³ Le Département statue pour le surplus.

Formation
professionnelle
a) Principe

Art. 73 ¹ La formation professionnelle s'acquiert totalement ou partiellement à l'Institut.

² Il s'agit en principe d'une formation à plein temps.

b) Stages
professionnels

Art. 74 Les stages professionnels s'effectuent dans deux au moins des écoles moyennes supérieures, dont le Lycée, et dans les écoles secondaires du Canton.

CHAPITRE IV BIS : Enseignement de l'éducation sexuelle³⁾

Principes et
accès

Art. 74a³⁾ ¹ La formation des animateurs en éducation sexuelle comporte une formation spécifique et une formation pédagogique.

² Ont accès à la formation d'animateur en éducation sexuelle les personnes qui peuvent attester d'une formation générale du niveau de l'enseignement secondaire du deuxième cycle ou d'une formation professionnelle et qui démontrent une personnalité équilibrée.

Formation
spécifique

Art. 74b³⁾ ¹ La formation spécifique comprend les orientations générales suivantes :

- a) renforcement et développement de la personnalité;
- b) aptitudes à la communication;
- c) capacité à gérer ses émotions.

² De manière à prendre en considération et à respecter l'ensemble de la personne, la formation spécifique fournit aux animateurs des informations sur les divers aspects et étapes de la sexualité humaine; elle leur apprend à aborder et à expliquer les questions relatives à la sexualité en privilégiant l'écoute et à conseiller dans ce domaine en se gardant d'attitudes autoritaires ou normatives.

³ La formation spécifique a une durée de deux cents heures au moins.

⁴ Le Département reconnaît les programmes de formation proposés dans d'autres cantons ou par certaines organisations mandatées à cet effet par les autorités desdits cantons. Il peut prendre en charge les frais de cours de la formation spécifique.

Formation
pédagogique

Art. 74c³⁾ ¹ La formation pédagogique initiale prépare les animateurs en éducation sexuelle à organiser et à mener leurs interventions auprès des élèves, des parents et des enseignants.

² La formation pédagogique est assumée par l'Institut; elle a une durée de vingt-cinq heures au moins. Elle est gratuite. Elle est organisée selon les besoins.

CHAPITRE V : ...⁹⁾

SECTION 1 : ...⁹⁾

Art. 75 à 78¹⁰⁾

SECTION 2 : ...⁹⁾

Art. 79¹⁰⁾

DEUXIEME PARTIE : Formation continue et perfectionnement

TITRE PREMIER : Principes généraux

Perfectionnement obligatoire

Art. 80 ¹ Le corps enseignant peut être astreint à suivre certains cours de perfectionnement professionnel.

² Le perfectionnement obligatoire informe sur l'introduction d'un nouveau programme ou moyen d'enseignement et initie à de nouvelles approches ou méthodes d'enseignement.

³ Le Département arrête les programmes de perfectionnement obligatoire.

Formation continue et perfectionnement facultatif

Art. 81 ¹ L'Institut propose au corps enseignant une offre régulière de perfectionnement professionnel, sous réserve de ratification par le Département.

² La formation continue et le perfectionnement facultatif complètent les programmes de perfectionnement obligatoire.

³ Dans des cas particuliers, notamment en cas de réinsertion professionnelle, le Département peut astreindre un enseignant à suivre certains cours de formation continue et de perfectionnement facultatif.

Modalités
a) Perfectionnement obligatoire

Art. 82 ¹ Les programmes de perfectionnement obligatoire s'effectuent à un rythme raisonnable et dans des conditions qui en garantissent l'efficacité et qui provoquent le minimum de perturbations dans l'enseignement.

² Ils se répartissent à raison de la moitié sur le temps scolaire et hors du temps scolaire des élèves.

b) Formation continue et perfectionnement facultatif

Art. 83 Les programmes de formation continue et de perfectionnement facultatif se déroulent en principe en dehors du temps scolaire.

Animation
a) Perfectionnement obligatoire

Art. 84 ¹ Le Département engage les animateurs chargés de la conduite et de l'encadrement des programmes de perfectionnement obligatoire. L'Institut est chargé de leur préparation et de leur formation.

² Dans le cadre de leur mandat, les coordinateurs d'une discipline et les inspecteurs collaborent à la mise en place et à la gestion des programmes de perfectionnement obligatoire.

b) Formation continue et perfectionnement facultatif

Art. 85 L'Institut engage et forme les conférenciers et animateurs de ses programmes de formation continue et de perfectionnement facultatif.

TITRE DEUXIEME : Planification et congés

Principe

Art. 86 Les programmes de formation continue et de perfectionnement gérés par l'Institut font l'objet d'une planification correspondant au rythme de l'année scolaire dans le cadre d'un plan à moyen terme.

Programmes

Art. 87 ¹ Ces programmes, organisés en cycles, tiennent compte des catégories d'enseignants auxquels ils s'adressent.

² Ces programmes sont publiés par l'Institut trois mois avant le début de l'année scolaire.

Congés et remplacements
a) Perfectionnement obligatoire

Art. 88 ¹ La convocation à un cours de perfectionnement obligatoire qui se déroule sur le temps scolaire tient lieu d'autorisation de congé.

² Les autorités scolaires locales en sont immédiatement informées.

³ Le Département et l'Institut veillent aux disponibilités de remplacement.

b) Formation continue et perfectionnement facultatif

Art. 89 Les enseignants qui souhaitent participer à des cours de formation continue ou de perfectionnement facultatif qui empiètent sur l'horaire scolaire doivent présenter une demande de congé à l'autorité compétente préalablement à toute inscription.

c) Animateurs et chefs de cours

Art. 90 ¹ Les animateurs et chefs de cours chargés des programmes de formation continue et de perfectionnement présentent une demande de congé à l'autorité compétente.

² Dans la mesure du possible, un seul remplaçant leur est désigné pour toute l'année scolaire.

TROISIEME PARTIE : Congé de formation

Principe	<p>Art. 91 ¹ Les membres du corps enseignant ont droit, au cours de leur carrière, à un congé de formation.</p> <p>² Le bénéficiaire d'un congé de formation garde son droit au traitement.</p>
Objectifs	<p>Art. 92 ¹ Le congé de formation permet à l'enseignant de réaliser un projet d'approfondissement, de spécialisation ou de complément de formation.</p> <p>² Il permet à son bénéficiaire de remplir sa tâche avec une plus grande efficacité et de contribuer au progrès de l'école dans le Canton.</p> <p>³ Il ne doit en aucun cas permettre une reconversion professionnelle, ni l'engagement dans un nouveau cycle de formation, ni d'enseigner à un niveau supérieur, ni d'obtenir un grade universitaire.</p>
Durée et fractionnement	<p>Art. 93 ¹ Le congé de formation est en principe d'une durée de dix mois consécutifs.</p> <p>² Il peut être fractionné en périodes d'une durée minimale de trois mois.</p>
Conditions	<p>Art. 94 Pour bénéficier d'un congé de formation, un enseignant doit répondre aux conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) être nommé définitivement; b) être au bénéfice de huit années d'activités pédagogiques; c) ne pas se situer à moins de huit années de la date présumée de la retraite; d) s'engager à rester pendant les cinq années qui suivent son retour au service de l'école jurassienne; e) garantir son remplacement par une personne compétente; f) s'engager à présenter au Département, à l'issue du congé de formation, un rapport circonstancié sur ses activités.
Procédure	<p>Art. 95 ¹ Le requérant dépose sa demande au Département une année au moins avant la date présumée du congé.</p> <p>² La demande est accompagnée des documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) projet détaillé du programme de formation ou de l'étude envisagée; b) informations sur les lieux et les institutions de cette formation;

c) informations sur les résultats attendus.

³ Le Département requiert le préavis de l'Institut sur la qualité du projet déposé et de l'autorité scolaire dont dépend le requérant sur le principe du congé. Il peut solliciter d'autres avis.

⁴ Le Département accorde la priorité aux demandes qui correspondent le mieux aux besoins de l'école jurassienne et à son développement.

QUATRIEME PARTIE : Formation des adultes

Liste des cours
ouverts au public

Art. 96 ¹ Sur proposition du collège des professeurs, la commission de surveillance de l'Institut établit la liste des enseignements et activités ouverts au public.

² Cette liste est publiée.

Règlement

Art. 97 ¹ La commission de surveillance de l'Institut établit un règlement sur la formation des adultes.

² Ce règlement est soumis au Département pour ratification.

Attestation

Art. 98 ¹ Sur requête, l'Institut peut délivrer une attestation aux personnes qui ont suivi les cours. Il en fixe les conditions.

² Les procédures d'évaluation et de validation ne sont pas ouvertes à ces personnes.

CINQUIEME PARTIE : Problèmes financiers

TITRE PREMIER : Financement et indemnités

Frais d'études
a) Principe

Art. 99 ¹ L'enseignement dispensé à l'Institut est gratuit pour les étudiants réguliers domiciliés dans le Jura, dont les parents ou le représentant légal sont domiciliés dans le Jura ou qui ont eux-mêmes exercé une activité lucrative de deux ans dans le Canton.

² Les autres étudiants versent une contribution fixée par arrêté.

b) Stages
professionnels

Art. 100 Les frais de déplacement et d'entretien encourus par les stagiaires sont à leur charge.

- c) Stages extra-professionnels **Art. 101** ¹ La rétribution octroyée aux stagiaires lors des stages extraprofessionnels est versée en totalité à l'Institut.
- ² Celui-ci en assure la péréquation entre tous les stagiaires.
- d) Voyages d'étude **Art. 102** La participation de l'Etat au financement des voyages d'étude est réglée par l'ordonnance sur les activités extrascolaires dans les écoles de l'Etat⁵⁾.
- e) Droits d'examen **Art. 103** Les droits perçus dans les procédures d'évaluation et de validation, ainsi que les droits de délivrance des certificats d'aptitudes pédagogiques sont fixés dans un règlement du Gouvernement⁶⁾.
- Formation continue et perfectionnement
a) Cours obligatoires **Art. 104** ¹ Les programmes de perfectionnement obligatoire sont gratuits pour les enseignants astreints. Ceux-ci bénéficient d'indemnités de repas et de déplacement.
- b) Cours facultatifs ² Les programmes de formation continue et de perfectionnement facultatif sont gratuits, sous réserve des frais de matériel, pour les enseignants des écoles publiques et privées reconnues d'utilité publique. Ceux-ci ne reçoivent aucune indemnité.
- c) Cours organisés par d'autres organisations **Art. 105** ¹ Les enseignants qui souhaitent participer à des cours proposés par des organisations reconnues par le Département peuvent, sur requête préalable, obtenir un subside couvrant les frais d'inscription et de déplacement.
- ² Si ces cours relèvent manifestement de la formation professionnelle, notamment pour les enseignants aux écoles moyennes supérieures, le subside peut en outre comporter des indemnités de repas et d'hébergement.
- d) Délégation et représentation **Art. 106** Lorsqu'un enseignant est délégué par le Département à un cours, un séminaire ou une rencontre d'information ou de perfectionnement, il est indemnisé conformément à l'ordonnance concernant le remboursement des dépenses des magistrats et fonctionnaires de la République et Canton du Jura⁷⁾.
- e) Honoraires et indemnités **Art. 107** Les honoraires et indemnités des animateurs, des chefs de cours et des enseignants sont fixés par arrêté.

f) Frais de
remplacement

Art. 108 ¹ Les frais de remplacement provoqués par les cours de perfectionnement obligatoire et par les cours qui leur sont assimilés sont admis à la répartition des charges. ⁸⁾

² Les frais de remplacement provoqués par d'autres cours sont à la charge du bénéficiaire du congé.

Congé de
formation

Art. 109 ¹ Les frais de remplacement imputables au congé de formation sont à la charge de l'Etat.

² Si le bénéficiaire ne respecte pas son engagement de rester au service de l'école jurassienne, le Département exige le remboursement de tout ou partie des frais occasionnés par le congé.

Formation des
adultes

Art. 110 ¹ Le Département fixe les droits d'inscription dus pour chaque cours.

² Ces droits couvrent les frais d'administration et de matériel.

TITRE DEUXIEME : Assurances

Principe

Art. 111 ¹ L'Institut veille à ce que les étudiants qui effectuent des stages professionnels et extraprofessionnels soient couverts contre les maladies et les accidents professionnels et non professionnels.

² Les stagiaires prennent à leur charge les frais de l'assurance non professionnelle.

LIVRE QUATRIEME : Dispositions finales

Exécution

Art. 112 Le Département exécute la présente ordonnance.

Abrogation du
droit en vigueur

Art. 113 Sont abrogés :

1. l'ordonnance du 6 décembre 1978 concernant le perfectionnement du corps enseignant;
2. l'ordonnance du 6 décembre 1978 concernant la commission chargée du perfectionnement du corps enseignant et le centre de perfectionnement;
3. l'ordonnance du 6 décembre 1978 concernant les examens du brevet jurassien de maîtresse d'école maternelle;

4. le règlement des écoles normales d'instituteurs et d'institutrices du 6 décembre 1978;
5. le règlement du 6 décembre 1978 concernant la promotion dans les écoles normales d'instituteurs et d'institutrices;
6. le règlement du 6 décembre 1978 fixant les conditions d'admission, de séjour et de sortie dans les écoles normales;
7. le règlement du 6 décembre 1978 concernant les examens d'admission aux écoles normales;
8. le règlement des examens du brevet d'enseignement primaire du 6 décembre 1978;
9. le règlement des examens du brevet d'enseignement secondaire du 6 décembre 1978;
10. le règlement du 6 décembre 1978 sur les conditions d'engagement des maîtres aux écoles moyennes supérieures;
11. le règlement de l'Ecole normale de maîtresses ménagères du 6 décembre 1978;
12. l'ordonnance du 6 décembre 1978 concernant les promotions à l'Ecole normale de maîtresses ménagères;
13. le règlement du 6 décembre 1978 concernant les examens d'admission à l'Ecole normale de maîtresses ménagères;
14. le règlement des examens du brevet d'enseignement ménager du 6 décembre 1978;
15. le règlement du 6 décembre 1978 concernant la formation et l'examen des candidates au certificat cantonal pour l'enseignement de la gymnastique aux jeunes filles des écoles primaires et secondaires;
16. l'arrêté du 21 février 1984 relatif à l'admission des candidats de la deuxième voie de formation à l'Institut pédagogique.

Dispositions
transitoires

Art. 114 ¹ La durée des stages professionnels pour les candidats à l'enseignement dans les écoles moyennes supérieures est de cent cinquante heures pendant l'année scolaire 1984/1985 (art. 29 de la présente ordonnance).

² Les dispositions relatives aux stages paraprofessionnels et extraprofessionnels des candidats à l'enseignement dans les écoles moyennes supérieures entrent en vigueur dès l'année scolaire 1985/1986 (art. 32 et 33 de la présente ordonnance).

³ Les brevets d'instituteur acquis avant l'année 1984 donnent accès à la formation prévue à l'article 60, alinéa 3, de la présente ordonnance.

⁴ Les brevets de branche acquis à l'Université de Berne peuvent donner accès à l'obtention du certificat jurassien d'aptitudes pédagogiques à l'enseignement secondaire jusqu'au 31 juillet 1988 (art. 66 et 68 de la présente ordonnance).

⁵ L'article 73, alinéa 2, de la présente ordonnance n'est pas applicable aux étudiants qui ont commencé leurs études universitaires avant la rentrée de l'automne 1984. Il devient toutefois applicable à tous les candidats dès le 1^{er} janvier 1989.

⁶ Les litiges en matière d'équivalence qui ont débuté avant l'entrée en vigueur de la présente ordonnance sont liquidés selon l'ancien droit. Les autres litiges en la même matière sont liquidés selon le nouveau droit.

Entrée en
vigueur

Art. 115 La présente ordonnance entre en vigueur le 1^{er} août 1984.

Delémont, le 10 juillet 1984

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : François Lachat
Le chancelier : Joseph Boinay

- 1) RSJU 410.210.1
- 2) Nouvelle appellation selon la loi scolaire du 20 décembre 1990, en vigueur depuis le 1^{er} août 1991 (RSJU 410.11). Il a été tenu compte de cette modification dans tout le présent texte.
- 3) Introduit(e) par l'art. 274 de l'ordonnance scolaire du 29 juin 1993, en vigueur depuis le 1^{er} août 1993 (RSJU 410.111)
- 4) Nouvelle dénomination selon le décret d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale du 25 octobre 1990, en vigueur depuis le 15 janvier 1991 (RSJU 172.111)
- 5) RSJU 412.71
- 6) RSJU 410.210.36
- 7) RSJU 173.461
- 8) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 3 novembre 1992, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1993
- 9) Titre abrogé par l'art. 11 de l'ordonnance du 15 novembre 2011 sur la reconnaissance des titres d'enseignement, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2012 (RSJU 410.210.15)
- 10) Abrogé(s) par l'art. 11 de l'ordonnance du 15 novembre 2011 sur la reconnaissance des titres d'enseignement, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2012 (RSJU 410.210.15)

Ordonnance sur la reconnaissance des titres d'enseignement

du 15 novembre 2011

Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,

vu l'article 15, alinéa 3, de la loi du 22 septembre 2010 sur le personnel de l'Etat^{[1\)](#)},

vu les articles 94, alinéa 1, et 95, alinéa 2, de la loi du 1^{er} octobre 2008 sur l'enseignement et la formation des niveaux secondaire II et tertiaire et sur la formation continue^{[2\)](#)},

arrête :

Champ
d'application

Article premier La présente ordonnance s'applique à la reconnaissance des titres d'enseignement pour les degrés primaire, secondaire I et secondaire II.

Terminologie

Art. 2 Les termes utilisés dans la présente ordonnance pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

Principe

Art. 3 Le Département de la Formation, de la Culture et des Sports (ci-après : "le Département") est l'autorité compétente pour reconnaître les certificats d'aptitudes pédagogiques ou les diplômes d'enseignement délivrés dans un autre canton ou obtenus à l'étranger.

Titres d'une
Haute Ecole
pédagogique
suisse ou de
l'Institut fédéral
des hautes
études en
formation
professionnelle

Art. 4 Le Département reconnaît sans autres conditions l'équivalence des formations et des titres d'enseignement obtenus dans une Haute Ecole pédagogique en Suisse ou à l'Institut fédéral des hautes études en formation professionnelle, dans la mesure où ils répondent aux exigences minimales nécessaires.

Reconnaissance
par la
Conférence des
directeurs de
l'instruction
publique, l'Office
fédéral de la
technologie et de
la formation et
par l'espace
BEJUNE

Art. 5 ¹ Le Département reconnaît les décisions de reconnaissance de la Conférence des directeurs de l'instruction publique et celles de l'Office fédéral de la technologie et de la formation concernant les diplômes étrangers.

² Il reconnaît, sous réserve de réciprocité, les décisions de reconnaissance des autres cantons de l'espace BEJUNE.

Effets de la
reconnaissance

Art. 6 ¹ La reconnaissance d'équivalence permet à son bénéficiaire d'être engagé dans les écoles du Canton du niveau correspondant.

² Elle ne confère aucun droit à un engagement effectif.

³ Le Département règle, par voie de directives, les incidences de la reconnaissance sur le traitement de l'intéressé lorsque ce dernier est employé de l'Etat.

Procédure

Art. 7 ¹ Celui qui entend obtenir une reconnaissance d'équivalence adresse au Département une requête dans ce sens accompagnée de toutes les pièces utiles, comprenant notamment :

- a) un curriculum vitae;
- b) une copie du titre concerné;
- c) les procès-verbaux des examens subis;
- d) la liste et la durée des cours suivis;
- e) un certificat de bonne vie et mœurs délivré par l'autorité du domicile du requérant;
- f) un extrait du casier judiciaire.

² Le Département peut solliciter l'avis d'une commission spéciale désignée à cet effet.

³ L'examen du dossier porte sur le niveau des études de formation générale, sur la durée et les contenus de la formation professionnelle et, le cas échéant, sur le niveau des études scientifiques.

⁴ Le Département consulte la liste de la Conférence des directeurs de l'instruction publique concernant les enseignants auxquels a été retiré le droit d'enseigner.

Reconnaissance
limitée

Art. 8 ¹ Le Département peut délivrer une reconnaissance limitée à l'enseignement dans les écoles publiques du Canton dans les cas suivants :

- a) diplômes obtenus antérieurement à l'apparition des Hautes Ecoles pédagogiques ou ne correspondant plus aux exigences formulées dans les règlements suisses de reconnaissance;
- b) diplômes d'un autre niveau ou secteur d'enseignement;
- c) diplômes étrangers;
- d) diplômes obtenus dans un système de formation particulier.

² Cette reconnaissance est délivrée sur la base de l'examen du dossier du requérant, d'une procédure de visites dans les classes de ce dernier, le cas échéant, d'un préavis sollicité auprès de la Haute Ecole pédagogique, de l'Institut fédéral des hautes études en formation professionnelle ou de l'Office fédéral du sport pour les enseignants concernés et d'un rapport de la commission spéciale à l'intention du Département.

Emolument et
débours

Art. 9 Les décisions prises en vertu de la présente ordonnance sont sujettes au paiement d'un émolument et des débours.

Voies de droit

Art. 10 Les décisions prises en vertu de la présente ordonnance sont sujettes à opposition et à recours, conformément au Code de procédure administrative³⁾.

Modification du
droit en vigueur

Art. 11 L'ordonnance du 10 juillet 1984 portant exécution de la loi sur la formation du corps enseignant⁴⁾ est modifiée comme il suit :

LIVRE TROISIEME, PREMIERE PARTIE

TITRE QUATRIEME : Certificats d'aptitudes pédagogiques

CHAPITRE V, SECTION 1 (art. 75 à 78), SECTION 2 (art. 79)

Abrogés

Entrée en
vigueur

Art. 12 La présente ordonnance entre en vigueur le 1^{er} janvier 2012.

Delémont, le 15 novembre 2011

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Philippe Receveur
Le chancelier : Sigismond Jacquod

- 1) RSJU 173.11
- 2) RSJU 412.11
- 3) RSJU 175.1
- 4) RSJU 410.210.11

Directives

concernant la prise en charge des élèves artistes ou sportifs prometteurs ou reconnus de haut niveau dans les écoles des niveaux secondaires I et II

du 16 août 2011

Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,

vu l'article 30 de la Constitution de la République et Canton du Jura¹⁾,

vu les articles 56, alinéa 3, et 56 a de la loi scolaire du 20 décembre 1990²⁾,

vu l'article 9 de la loi du 1^{er} octobre 2008 sur l'enseignement et la formation des niveaux secondaire II et tertiaire et sur la formation continue³⁾,

vu les articles 11, 12, alinéa 4, 30 et 31 de la loi du 17 novembre 2010 visant à encourager les activités physiques et le sport⁴⁾,

vu la convention de collaboration des 8 mai et 8 août 2001 entre le Canton de Berne et la République et Canton du Jura dans le but de permettre à de jeunes artistes ou sportives et sportifs de concilier formation scolaire et carrière artistique ou sportive⁵⁾,

arrête :

CHAPITRE PREMIER : Dispositions générales

Champ
d'application
et but

Article premier ¹ Les présentes directives fixent les mesures prises en faveur des élèves artistes ou sportifs prometteurs ou reconnus de haut niveau.

² Elles ont pour but de leur permettre de concilier l'accomplissement d'une formation scolaire répondant à leurs aptitudes et à leurs projets de formation avec la pratique intensive et exigeante d'une discipline artistique ou sportive.

Terminologie

Art. 2 Les termes utilisés dans les présentes directives pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

Définition du
dispositif Sports-
Arts-Etudes

Art. 3 ¹ Le dispositif Sports-Arts-Etudes (SAE) procède de la combinaison entre une organisation spécifique de la formation, des prestations particulières fournies par des associations artistiques ou sportives reconnues et l'engagement personnel des élèves bénéficiaires.

² Il intègre dans le programme de formation des élèves concernés une partie du temps consacré à la pratique d'un art ou d'un sport. Cette intégration ne peut en principe pas dépasser la moitié du temps consacré à la pratique artistique ou sportive prise en compte dans la structure. L'horaire hebdomadaire des élèves détermine les plages spécifiques durant lesquelles ceux-ci sont dispensés de l'enseignement ou de la formation.

³ Sur proposition du groupe de pilotage et avec le préavis des instances concernées, le Département de la Formation, de la Culture et des Sports (ci-après : "le Département") statue sur la création, la modification ou la suppression d'un dispositif SAE.

Prestations
scolaires

Art. 4 Le dispositif SAE offre les prestations suivantes :

- un aménagement et un allègement de l'horaire;
- des congés;
- un encadrement et un suivi pédagogique;
- des cours spécifiques;
- un suivi individuel et médical.

Prestations
des entités
artistiques
et sportives

Art. 5 ¹ Les entités artistiques ou sportives impliquées dans un dispositif SAE assurent aux élèves concernés les prestations suivantes :

- des infrastructures et des équipements appropriés;
- un entraînement et un enseignement réguliers dispensés par un formateur reconnu par l'Office des sports;
- une information sur la discipline pratiquée;
- un encadrement pour les soins (physiothérapeute, masseur, etc.);
- un suivi régulier (tests et carnet de santé).

² Un label SAE validant les prestations offertes est mis en place.

Allègements de
programme et
congés

Art. 6 Dans les établissements qui ne comportent pas de dispositif SAE, les élèves concernés peuvent bénéficier d'allègements de programme et de congés, conformément aux présentes directives.

Information

Art. 7 ¹ Le groupe de pilotage SAE organise chaque année des séances d'information sur le dispositif SAE.

² Ces séances sont annoncées dans les établissements scolaires et auprès des entités artistiques et sportives concernées.

³ La direction de l'école ou de la division porte à la connaissance des élèves et des représentants légaux les séances d'information relatives au dispositif SAE.

CHAPITRE II : Bénéficiaires et admission

Elèves
concernés

Art. 8 ¹ Peuvent bénéficier des mesures prévues par les présentes directives les élèves âgés de douze ans révolus au 31 juillet qui répondent, d'une manière générale, aux exigences suivantes :

- faire preuve de motivation et de volonté dans leur activité scolaire ou de formation et dans leur pratique artistique ou sportive;
- pratiquer une activité artistique ou sportive à raison d'un minimum de dix heures par semaine, sans compter les déplacements et les activités ponctuelles;
- participer régulièrement à des compétitions de haut niveau et à des manifestations culturelles;
- être recommandés par une association, un club, un entraîneur, une école ou un professeur.

² Les critères spécifiques à la discipline artistique ou sportive sont arrêtés par le groupe de pilotage SAE en concertation avec les associations concernées.

³ Dans des cas exceptionnels dûment motivés, des élèves de l'école primaire ou secondaire n'ayant pas encore atteint l'âge de douze ans révolus peuvent bénéficier de certaines dispositions des présentes directives.

⁴ Les élèves ayant douze ans révolus et étant scolarisés à l'école primaire peuvent bénéficier de mesures d'allègement et de congés décidés par le Service de l'enseignement de la préscolarité et de la scolarité obligatoire en concertation avec la direction du cercle.

Modalités
d'admission

Art. 9 ¹ Les demandes d'admission au statut SAE sont adressées sur la formule officielle à la direction de l'école ou de la division concernée par les représentants légaux ou par l'élève s'il est majeur.

² La direction de l'école ou de la division concernée préavise la demande; le préavis porte sur le comportement général de l'élève.

³ Les organisations artistiques et sportives responsables transmettent leur préavis conformément aux exigences demandées.

⁴ Le responsable SAE réunit les préavis et prépare, avec les coordinateurs, la décision à l'intention du groupe de pilotage.

⁵ L'admission des élèves du Jura bernois est préavisée par la commission intercantonale.

⁶ Les décisions d'admission sont prises par le groupe de pilotage.

⁷ Les décisions d'admission définitives, sous réserve de la visite médicale lorsqu'elle est exigée, sont rendues par le Service de l'enseignement de la préscolarité et de la scolarité obligatoire et le Centre jurassien d'enseignement et de formation pour leurs écoles et divisions respectives.

Elèves d'autres
cantons ou pays

Art. 10 ¹ Des élèves provenant d'autres cantons et, le cas échéant, d'autres pays peuvent être admis dans des établissements jurassiens avec le statut SAE pour autant qu'ils satisfassent aux exigences fixées aussi bien dans le Jura que dans leur canton de provenance pour l'admission dans le type d'école et dans le degré considérés. L'accord préalable du canton de provenance est requis.

² Les modalités d'admission d'élèves du Jura bernois dans une école du Canton avec le statut SAE sont fixées par la convention de collaboration entre le Canton de Berne et la République et Canton du Jura dans le but de permettre à de jeunes artistes ou sportifs de concilier formation scolaire et carrière artistique ou sportive⁵⁾.

³ Les élèves du Jura et du Jura bernois sont admis prioritairement en cas d'application de mesures de régulation.

⁴ Pour les élèves en provenance d'un autre canton, les écolages dus pour la fréquentation d'une école jurassienne avec le statut SAE sont facturés au canton débiteur concerné et, à défaut, à la commune de provenance ou aux représentants légaux.

Elèves
jurassiens
suivant une
formation à
l'extérieur du
Canton

Art. 11 ¹ Les élèves jurassiens qui remplissent les conditions pour bénéficier des mesures découlant des présentes directives dans une discipline qui n'est pas offerte dans le canton peuvent être autorisés à suivre une formation à l'extérieur.

² Ils présentent leur demande conformément à l'article 9. Le Département statue sur la demande.

³ A titre très exceptionnel, le Département peut autoriser une formation à l'extérieur, même si celle-ci est offerte dans le canton.

Modalités de
sélection et de
régulation

Art. 12 ¹ Des procédures de sélection sont mises en place par les coordinateurs SAE, sur décision du groupe de pilotage et en concertation avec les structures artistiques et sportives.

² Une régulation peut être introduite par le Département pour une discipline sur proposition du groupe de pilotage. L'article 10, alinéa 3, demeure réservé.

Effet des
décisions

Art. 13 ¹ Les décisions prises en application des présentes directives portent effet pour la durée d'une année scolaire ou de formation.

² Elles sont reconduites dans la mesure où les élèves concernés renouvellent leurs demandes et répondent aux exigences fixées pour le maintien du statut.

Statut des élèves

Art. 14 ¹ Les élèves SAE sont élèves réguliers de l'établissement qu'ils fréquentent. Ils en observent les règles et participent à l'ensemble des activités scolaires, sous réserve des mesures d'aménagement liées au dispositif SAE, aux allègements de programme ou aux congés.

² Les élèves SAE signent une charte fixant leurs devoirs et leurs droits.

³ Les élèves de la scolarité obligatoire qui, du fait de l'application des mesures, sont amenés à fréquenter l'école dans un autre cercle que celui de leur lieu de résidence habituelle, ont droit aux indemnités de déplacement et de repas prévues par la législation scolaire.

⁴ Les élèves de la scolarité obligatoire qui, du fait de l'application des mesures, ne disposent pas du temps suffisant pour prendre le repas de midi à leur domicile ont droit aux indemnités de repas prévues par la législation scolaire.

Maintien du statut SAE

Art. 15 Le maintien d'un élève au bénéfice du statut SAE dépend de son attitude générale, de son comportement dans son parcours scolaire ou de formation et de son engagement dans sa pratique artistique ou sportive.

Mesures disciplinaires

Art. 16 En cas d'écart de conduite ou de relâchement avéré dans le travail scolaire ou dans la pratique artistique ou sportive, les mesures suivantes sont prises, d'entente avec le responsable SAE et le responsable scolaire ou de formation SAE :

- avertissement écrit par la direction de l'école ou de la division concernée;
- suspension temporaire du statut SAE par la direction de l'école ou de la division concernée, jusqu'à concurrence d'un maximum de quatre semaines;
- suppression du statut SAE sur décision du Service de l'enseignement de la préscolarité et de la scolarité obligatoire ou du Centre jurassien d'enseignement et de formation.

Renonciation au statut SAE

Art. 17 Un élève peut, par une demande écrite, signée, le cas échéant, de ses représentants légaux, renoncer à bénéficier du statut SAE.

Perte du statut SAE

Art. 18 ¹ En cas de non-reconduction ou de suppression du statut ainsi que de renonciation, l'élève concerné reprend le cours ordinaire de l'enseignement.

² A l'école secondaire, le retour dans l'établissement d'origine se fait en principe à la fin du semestre. La réintégration tient compte de l'intérêt de l'élève concerné. Elle peut donner lieu, avec l'accord du Service de l'enseignement de la préscolarité et de la scolarité obligatoire, à des dispositions particulières.

CHAPITRE III : Dispositif Sports-Arts-Etudes

SECTION 1 : Enseignement, formation et suivi

Suivi artistique et sportif

Art. 19 Un suivi artistique et sportif garantissant le développement harmonieux des élèves est mis en place par le responsable SAE et les coordinateurs, en collaboration avec l'Office des sports et le délégué à la culture.

Suivi médical

Art. 20 ¹ Un suivi médical est mis en place en collaboration avec le Service de la santé publique.

² Ce suivi consiste en une visite d'entrée et des contrôles annuels ainsi que des conseils médico-sportifs.

³ Le suivi médical n'est pas exigé lorsque les aptitudes physiques n'entrent pas en considération dans l'activité exercée dans le cadre du dispositif SAE.

⁴ Les médecins responsables du suivi médical sont engagés par le Service de la santé publique. Ils effectuent leurs prestations conformément aux instructions de ce dernier.

⁵ Le responsable SAE veille, avec les médecins responsables du suivi, à l'application des présentes mesures.

Responsabilité
scolaire ou de
formation

Art. 21 ¹ Chaque dispositif SAE est placé sous la responsabilité d'un enseignant de l'école ou de la division (responsable scolaire ou responsable de formation) qui assume notamment les tâches suivantes :

- mentorat des élèves SAE;
- mise en œuvre des collaborations nécessaires entre l'établissement, le responsable SAE et le responsable artistique ou sportif;
- collaboration aux mesures d'information sur le dispositif;
- propositions relatives à la gestion et au développement du dispositif.

² Le responsable scolaire ou de formation d'un dispositif SAE est désigné par la direction de l'école ou de la division.

Responsabilité
des entités
artistiques et
sportives

Art. 22 ¹ Les entités artistiques et sportives qui prennent en charge des élèves SAE doivent être reconnues selon des critères définis par le Département. Elles rendent des comptes sur la nature et la qualité de leurs prestations.

² Elles collaborent étroitement avec les organes SAE et les écoles ou divisions concernées.

³ Elles ont le devoir d'inscrire leur action dans le respect des principes éducatifs et éthiques. Elles doivent en particulier éviter toute pression excessive et garantir un développement harmonieux et équilibré des élèves concernés.

⁴ Elles offrent aux élèves concernés des conditions de pratique artistique ou sportive de haut niveau assumées par des formateurs au bénéfice de qualifications reconnues par les instances nationales ou cantonales compétentes. Elles veillent à organiser et planifier les activités sur l'ensemble de l'année.

⁵ Elles désignent, pour chaque discipline, un responsable qui assume le suivi des prestations prévues à l'article 5.

Suivi individuel

Art. 23 Les élèves admis dans un dispositif SAE sont suivis et conseillés dans leur parcours par le responsable SAE et le coordinateur.

Cours
spécifiques

Art. 24 Chaque établissement avec un dispositif SAE organise, sur proposition du responsable SAE, à l'intention de tout ou partie des élèves concernés, des cours d'information générale liés à la pratique artistique ou sportive. Il s'agit d'apports ponctuels sous la forme de leçons dispensées de manière irrégulière dans des domaines tels que l'hygiène sportive, la nutrition, la préparation mentale, les techniques d'apprentissage.

Participation
financière

Art. 25 ¹ Une contribution forfaitaire annuelle de 150 francs par élève admis est perçue au titre des frais particuliers occasionnés par les dispositifs SAE.

² Elle est facturée par les services concernés.

Attestation

Art. 26 ¹ Chaque élève qui termine son processus de formation dans un dispositif SAE reçoit une attestation délivrée par le Département.

² La remise des attestations s'effectue lors d'une cérémonie annuelle.

³ La fréquentation d'un dispositif SAE donne lieu à une mention dans le bulletin scolaire.

SECTION 2 : Dispositif Sports-Arts-Etudes des écoles secondaires (degré secondaire I)

Organisation

Art. 27 ¹ Les sites suivants accueillent un dispositif SAE :

- Collège de Delémont;
- Collèges Stockmar et Thurmann à Porrentruy;
- Ecole secondaire de Saignelégier.

² D'autres sites peuvent être reconnus sur décision du Département.

³ Les élèves répondant aux critères d'admission sont admis, conformément à l'article 10 de la loi scolaire²⁾, à fréquenter l'école secondaire dans un autre cercle que celui de leur lieu de résidence habituelle.

Aménagement et allègement de l'horaire scolaire

Art. 28 ¹ L'horaire hebdomadaire annuel des élèves admis dans un dispositif SAE rattaché à une école secondaire est aménagé et allégé selon une concertation entre l'établissement et les entités artistiques ou sportives concernées.

² L'aménagement ou l'allègement du programme ordinaire des élèves ne doivent pas porter préjudice au bon déroulement de la scolarité des élèves concernés.

³ En cas de divergence, le Service de l'enseignement de la préscolarité et de la scolarité obligatoire décide.

Congés

Art. 29 ¹ Pour les besoins de compétitions, de concerts, d'entraînements particuliers et de stages, les élèves des dispositifs SAE peuvent également bénéficier de congés.

² Les congés sont accordés, sur demande des représentants légaux, par la direction de l'école, jusqu'à concurrence de dix jours par année. Au-delà, la décision est prise par le Service de l'enseignement de la préscolarité et de la scolarité obligatoire.

Suivi scolaire

Art. 30 ¹ Les élèves admis dans un dispositif SAE sont accompagnés et conseillés dans leur parcours scolaire par le responsable scolaire SAE.

² Pour compenser les leçons manquées du fait de l'aménagement et de l'allègement de leur horaire scolaire, les élèves bénéficient de cours d'appui dispensés de manière individuelle ou par groupes selon une approche personnalisée des besoins.

Contribution

Art. 31 Lorsque les élèves fréquentent, au titre d'un dispositif SAE, l'école secondaire dans un autre cercle que celui de leur lieu de résidence habituelle, le cercle scolaire d'accueil, conformément à l'article 10 de la loi scolaire²⁾, perçoit auprès du cercle scolaire de provenance une contribution portant sur les dépenses de fonctionnement et d'investissement.

SECTION 3 : Allègements de programme et congés dans les écoles secondaires (degré secondaire I)

Principe

Art. 32 Pour les élèves SAE, la priorité est donnée à l'intégration dans un établissement avec dispositif SAE. A défaut, les élèves sont mis uniquement au bénéfice des mesures prévues à l'article 33.

Allègement de programme et congés

Art. 33 ¹ Une dispense partielle ou totale de fréquentation d'une discipline peut être accordée si elle est en relation directe avec le projet artistique ou sportif de l'élève concerné.

² Les congés sont accordés, sur demande des représentants légaux, par la direction jusqu'à concurrence de dix jours par année. Au-delà, la décision est prise par le Service de l'enseignement de la préscolarité et de la scolarité obligatoire.

SECTION 4 : Dispositif Sports-Arts-Etudes dans le Centre jurassien d'enseignement et de formation (secondaire II)

Principe

Art. 34 ¹ Les élèves du degré secondaire II qui remplissent les exigences de l'article 8 des présentes directives peuvent être mis au bénéfice du statut SAE.

² Pour les apprentis, le statut figure dans le contrat.

Aménagements de la formation

Art. 35 ¹ En fonction des spécificités des divisions et des besoins particuliers, les responsables de formation SAE des divisions, en partenariat avec le jeune concerné et le responsable SAE, aménagent le parcours de formation le mieux adapté à la situation spécifique.

² Pour les apprentis, l'entreprise formatrice est nécessairement associée.

³ L'aménagement comprend des dispenses et des allègements de programme.

⁴ En cas de divergence, la direction du Centre jurassien d'enseignement et de formation décide.

Suivi de la formation

Art. 36 ¹ Les élèves admis dans un dispositif SAE sont accompagnés et conseillés dans leur parcours par le responsable de formation SAE.

² Pour compenser les aménagements du parcours de formation, les élèves peuvent bénéficier de cours d'appui dispensés de manière individuelle ou par groupes selon une approche personnalisée des besoins.

Filières
spécifiques SAE

Art. 37 Les directions de chaque division peuvent proposer à l'approbation du Département des filières de formation spécifiques ou des aménagements particuliers.

Congés

Art. 38 ¹ Pour les besoins de compétitions, de concerts, d'entraînements particuliers et de stages, les élèves des dispositifs SAE peuvent également bénéficier de congés.

² Les congés sont accordés par la direction de la division jusqu'à concurrence de dix jours par année. Au-delà, la décision est prise par la direction du Centre jurassien d'enseignement et de formation.

CHAPITRE IV : Organes

Groupe de
pilotage SAE

Art. 39 ¹ Le fonctionnement général du dispositif SAE est placé sous la responsabilité d'un groupe de pilotage composé du directeur général du Centre jurassien d'enseignement et de formation, des chefs respectifs du Service de l'enseignement de la préscolarité et de la scolarité obligatoire, du Service de la formation des niveaux secondaire II et tertiaire, de l'Office des sports et du délégué aux affaires culturelles.

² Le responsable SAE et les coordinateurs participent aux séances du groupe de pilotage.

³ Le groupe de pilotage désigne son président; le secrétariat est assuré par le responsable SAE.

⁴ Le groupe de pilotage établit les cahiers des charges de détail des organes SAE.

Groupes de
coordination

Art. 40 ¹ La conduite opérationnelle est confiée à deux groupes de coordination (secondaire I et Centre jurassien d'enseignement et de formation).

² La présidence des groupes de coordination est assurée par le responsable SAE.

³ La composition des groupes de coordination est la suivante :

- coordinateurs artistiques et sportifs;
- responsables scolaires et responsables de formation;
- responsables artistiques et sportifs;
- représentant des représentants légaux au secondaire I et des élèves au secondaire II.

Responsable
SAE

Art. 41 ¹ Le responsable de la structure SAE (ci-après : "le responsable SAE") assure la coordination générale de la structure aux degrés secondaires I et II.

² Il est nommé par le Département et est subordonné au groupe de pilotage.

³ Il est membre de la commission intercantonale SAE Berne-Jura.

Coordinateurs
SAE

Art. 42 ¹ Les coordinateurs SAE assurent le suivi des élèves dans les domaines artistiques et sportifs et le contact avec les responsables dans ces deux domaines.

² Ils sont nommés par le Département et exercent leur mandat sous l'autorité du groupe de pilotage et du responsable SAE.

CHAPITRE V : Allocation de ressources et financement

Allocation de
ressources pour
les sites SAE
des écoles du
secondaire I

Art. 43 ¹ Pour assurer la gestion d'un dispositif SAE et de toutes les prestations y relatives, chaque site SAE du secondaire I bénéficie d'un crédit hebdomadaire géré par la direction de l'établissement concerné et fixé comme suit :

- a) trois leçons à titre de dotation générale;
- b) une leçon par groupe de huit élèves à titre de dotation spécifique.

² Ce crédit peut être utilisé sous la forme d'allègements annuels ou de leçons rémunérées à la tâche.

Allocation de
ressources pour
les sites SAE
des écoles du
secondaire II

Art. 44 Pour assurer la gestion d'un dispositif SAE et de toutes les prestations y relatives, chaque site SAE du Centre jurassien d'enseignement et de formation bénéficie d'un crédit hebdomadaire fixé par la direction générale et géré par la direction de la division concernée.

Statut du
responsable
SAE et des
coordinateurs

Art. 45 Le responsable SAE et les coordinateurs SAE bénéficient pour l'accomplissement de leur mandat d'un allègement de programme arrêté par le Département.

Imputations

Art. 46 ¹ Les dépenses occasionnées par les prestations de type scolaire évoquées dans les présentes directives sont admises à la répartition des charges des dépenses générales de l'enseignement pour ce qui concerne le dispositif SAE des écoles du degré secondaire I. Elles sont prises en charge par l'Etat, dans le cadre du budget, pour ce qui a trait au dispositif SAE des divisions du Centre jurassien d'enseignement et de formation.

² Les dépenses occasionnées par le suivi médical des élèves conformément aux présentes directives sont imputées au Service de la santé publique.

³ Les associations sportives et artistiques concernées supportent leurs propres dépenses occasionnées par les présentes directives. Elles peuvent bénéficier d'un soutien financier des offices concernés selon les normes en vigueur.

Aide financière
particulière

Art. 47 ¹ Dans le cadre de leurs activités artistiques ou sportives, les élèves au bénéfice du statut SAE peuvent, en cas de charges supplémentaires importantes, obtenir une aide financière.

² Les demandes motivées et justifiées sont à adresser à l'Office des sports ou à l'Office de la culture, selon l'activité considérée.

CHAPITRE VI : Dispositions finales

Voies de droit

Art. 48 Les décisions rendues conformément aux présentes directives sont susceptibles d'opposition auprès des services concernés et de recours auprès du Département.

Entrée en
vigueur

Art. 49 Les présentes directives entrent en vigueur le 1^{er} août 2011. Elles abrogent toutes les directives ou règlements antérieurs.

Delémont, le 16 août 2011

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Philippe Receveur
Le chancelier : Sigismond Jacquod

- 1) RSJU 101
- 2) RSJU 410.11
- 3) RSJU 412.11
- 4) RSJU 415.1
- 5) RSJU 412.292

Ordonnance concernant les filières de formation à l'Ecole de commerce

du 6 septembre 2011

Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,

vu l'ordonnance fédérale du 24 juin 2009 sur la maturité professionnelle fédérale (OMPr)^{[1](#)},

vu le règlement d'apprentissage et d'examen de fin d'apprentissage d'employé de commerce du Département fédéral de l'économie du 24 janvier 2003,

vu le plan d'études standard de l'Office fédéral de la formation professionnelle et de la technologie du 31 août 2009 concernant la pratique professionnelle et l'enseignement scolaire au sein des écoles de commerce,

vu les articles 29, alinéa 1, 33, alinéa 1, 36, alinéa 1, 82, alinéa 1, 120, alinéa 3, et 127 de la loi du 1^{er} octobre 2008 sur l'enseignement et la formation des niveaux secondaire II et tertiaire et sur la formation continue^{[2](#)},

arrête :

CHAPITRE PREMIER : Dispositions générales

Terminologie

Article premier Les termes utilisés dans la présente ordonnance pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

Durée annuelle
de l'enseigne-
ment

Art. 2 La durée annuelle de l'enseignement est de 39 semaines dans les filières de formation régies par la présente ordonnance.

CHAPITRE II : Formation en école de commerce

SECTION 1 : Dispositions générales

Etablissement

Art. 3 La formation en école de commerce est dispensée dans la division commerciale du Centre jurassien d'enseignement et de formation, à Delémont et à Porrentruy.

Objectifs de la formation

Art. 4 ¹ La formation en école de commerce a pour but de donner aux élèves une bonne culture générale et une solide formation professionnelle axée sur les besoins des entreprises et des administrations publiques.

² Elle vise à un développement harmonieux des élèves dans les domaines de formation professionnelle et du certificat fédéral de capacité d'employé de commerce, du certificat cantonal d'études commerciales et de la maturité professionnelle commerciale.

³ Par les connaissances et les compétences acquises, l'exercice du raisonnement logique, le développement de l'aptitude à s'exprimer clairement et correctement, l'acquisition de méthodes de travail et d'apprentissage autonome, l'intégration de la pratique professionnelle, la stimulation des capacités de choix et de décision, les élèves de l'Ecole de commerce parvenus au terme de leur formation sont aptes non seulement à assumer une activité qualifiée dans une entreprise ou une administration publique, mais aussi à poursuivre leur formation professionnelle et à entreprendre des études à un niveau supérieur.

Voies de formation et durée

Art. 5 La formation en école de commerce offre la possibilité d'acquérir simultanément plusieurs certifications. Elle comprend les trois voies de formation principales suivantes :

1. la voie conduisant au certificat fédéral de capacité d'employé de commerce et au certificat cantonal d'études commerciales, d'une durée de trois ans;
2. la voie conduisant au certificat fédéral de capacité d'employé de commerce et à la maturité professionnelle commerciale, d'une durée de quatre ans;
3. la voie conduisant au certificat fédéral de capacité d'employé de commerce, au certificat cantonal d'études commerciales et à la maturité gymnasiale, option "économie et droit", d'une durée de quatre ans.

Tronc commun

Art. 6 La première année de formation est commune aux trois voies de formation mentionnées à l'article 5.

Certificat fédéral de capacité et certificat cantonal d'études commerciales

Art. 7 ¹ La formation dispensée dans la voie conduisant au certificat fédéral de capacité d'employé de commerce et au certificat cantonal d'études commerciales garantit la couverture des compétences professionnelles requises pour l'obtention du certificat fédéral de capacité et réserve une large place, dans le plan d'études, aux disciplines de culture générale, en particulier aux langues, pour l'obtention du certificat cantonal d'études commerciales.

² Le certificat cantonal d'études commerciales valide notamment les compétences complémentaires non certifiées par le certificat fédéral de capacité dans les domaines de la culture générale, plus spécifiquement en mathématiques et en histoire.

³ La pratique professionnelle est intégrée aux cours des trois années scolaires avec un renforcement dès la 2^{ème} année, et sous forme d'un stage de courte durée de quatre semaines consécutives au minimum durant la 2^{ème} année. La direction fixe la période de stage.

Certificat fédéral
de capacité et
maturité
professionnelle
commerciale

Art. 8 ¹ La formation dispensée dans la voie conduisant au certificat fédéral de capacité d'employé de commerce et à la maturité professionnelle commerciale s'articule autour de cours obligatoires, de disciplines complémentaires à choix et de la pratique professionnelle.

² La pratique professionnelle est intégrée aux cours des trois années scolaires et organisée sous forme d'un stage en entreprise d'une durée de douze mois en 4^{ème} année.

³ Le stage se déroule dans une entreprise au bénéfice d'une autorisation de former au sens de la loi fédérale sur la formation professionnelle⁴⁾. Il peut également se dérouler dans un autre canton, voire à l'étranger, dans le cadre des dispositions prévues par l'OFFT.

⁴ Un contrat de stage est signé entre la personne en formation et l'entreprise. Il est approuvé par le Service de la formation des niveaux secondaire II et tertiaire.

⁵ Durant le stage, l'entreprise doit évaluer les prestations de la personne en formation par le biais de deux situations de travail et d'apprentissage (STA) et une unité de formation (UF). La personne en formation est aussi tenue de participer à un cours interentreprises d'une durée de quatre jours.

⁶ Le Centre jurassien d'enseignement et de formation fixe par une directive les modalités d'organisation du stage.

⁷ Le plan d'études prévoit un approfondissement dans toutes les branches économiques et un élargissement des exigences dans les disciplines de la culture générale.

⁸ Cette voie de formation comprend les filières suivantes :

1. filière maturité professionnelle commerciale et certificat fédéral d'employé de commerce;
2. filière maturité professionnelle commerciale bilingue et certificat fédéral d'employé de commerce;
3. filière maturité professionnelle commerciale orientée dans le domaine des technologies de l'information et de la communication.

Certificat fédéral
de capacité,
certificat
cantonal
d'études
commerciales
et maturité
gymnasiale

Art. 9 ¹ Les élèves de l'Ecole de commerce peuvent obtenir simultanément le certificat fédéral de capacité d'employé de commerce, le certificat cantonal d'études commerciales et la maturité gymnasiale, option "économie et droit", en suivant la filière dite de la voie longue.

² La pratique professionnelle est intégrée aux cours des trois années et organisée sous forme de stages complémentaires en entreprise ou en entreprise d'entraînement. La durée cumulée des stages est de neuf semaines au moins; ces derniers sont effectués en 3^{ème} ou en 4^{ème} année ou répartis sur ces deux années.

SECTION 2 : Admission

Conditions

Art. 10 Peuvent être admis à l'Ecole de commerce :

- les élèves suivant les cours au niveau A dans trois disciplines, pour lesquelles ils ont réalisé un total des notes de 11 points au moins, y ont obtenu au plus une note insuffisante ou deux fois la note 3,5;
- les élèves suivant les cours au niveau A dans deux disciplines et au niveau B dans une discipline, pour lesquelles ils ont réalisé un total des notes de 11,5 points au moins, y ont obtenu la note 4 au moins au niveau B et pas plus d'une note insuffisante;
- les élèves suivant les cours au niveau A dans une discipline et au niveau B dans deux disciplines, pour lesquelles ils ont réalisé un total des notes de 12,5 points au moins, y ont obtenu la note 4 au moins aux deux niveaux B et 3 au moins au niveau A;
- les élèves suivant les cours au niveau B dans trois disciplines, pour lesquelles ils ont réalisé un total des notes de 13 points au moins, sans aucune note insuffisante;
- les élèves suivant les cours au niveau A dans deux disciplines et au niveau C dans une discipline, pour lesquelles ils ont réalisé un total des notes de 13 points au moins, n'y ont obtenu aucune note insuffisante et 5 au moins au niveau C;

et qui ont réalisé une moyenne générale d'option suffisante et n'ont pas obtenu plus de deux notes insuffisantes dans les disciplines de l'option.

Décision

Art. 11 ¹ L'admission à la formation en école de commerce fait l'objet d'une décision préalable du directeur de la division commerciale sur la base des résultats du premier semestre de la dernière année de la scolarité obligatoire. Cette décision est communiquée aux candidats jusqu'à fin mars au plus tard.

² La décision finale est prise sur la base des résultats du second semestre. Elle est communiquée aux candidats inscrits, dès la réception de la copie du second bulletin.

Admission 1. Régulière

Art. 12 Les candidats inscrits qui remplissent les normes d'admission au second semestre sont admis en qualité d'élèves réguliers et sont soumis au règlement de promotion de l'établissement.

2. Provisoire

Art. 13 Les candidats inscrits qui remplissent les normes d'admission au premier semestre de la neuvième année et ne les remplissent plus au second sont admis provisoirement. Ils acquièrent le statut d'élève régulier s'ils remplissent les conditions de promotion au terme du premier semestre d'études; dans le cas contraire ils sont renvoyés. Dans des cas particuliers, le directeur de la division peut, sur proposition du collège des maîtres, prolonger l'admission provisoire d'un semestre; demeure cependant réservée l'admission provisoire d'élèves provenant d'autres régions linguistiques.

3. Refusée

Art. 14 Les candidats qui ne remplissent les conditions d'admission ni au premier ni au second semestre de la neuvième année ne sont pas admis.

4. Cas particuliers a) Candidats ne provenant pas des écoles publiques jurassiennes

Art. 15 ¹ Les candidats provenant d'écoles publiques d'autres cantons peuvent être admis sur la base des dispositions d'admission en vigueur dans le canton concerné. Demeurent réservées les conventions intercantionales et les autorisations du canton de domicile concernant la prise en charge du financement.

² De la même manière, les candidats d'écoles privées jurassiennes peuvent être admis aux conditions fixées par l'établissement de provenance pour ses sections de niveau équivalent. A défaut, l'admission intervient selon les clés de sortie vers les écoles du secondaire II édictées par le Département.

³ Les candidats provenant d'écoles privées d'autres cantons ou d'écoles publiques ou privées d'autres pays sont admis provisoirement si leur formation scolaire peut être considérée comme équivalente à celle exigée dans la présente section.

⁴ Le directeur de la division statue sur les demandes d'admission; il peut requérir l'avis du Centre d'orientation scolaire et professionnelle et de psychologie scolaire. En cas d'incertitude, il peut soumettre le candidat à un examen d'admission.

b) Candidats
provenant
d'autres régions
linguistiques

Art. 16 ¹ L'admission provisoire des élèves provenant d'autres régions linguistiques peut être prolongée d'un semestre.

² Ces élèves peuvent bénéficier de mesures d'appui.

c) Admission en
cours d'études

Art. 17 Les articles 15 et 16 s'appliquent par analogie aux candidats qui souhaitent être admis durant le cycle d'études de la formation en école de commerce.

SECTION 3 : Grille horaire

Disciplines du
programme

Art. 18 ¹ Les disciplines de la première année des différentes filières sont dispensées en tronc commun, sur la base du programme de la filière de la maturité professionnelle commerciale.

² La première année de formation permet l'orientation des élèves dans les différentes filières.

Programme de la
filière certificat
fédéral de
capacité et
certificat
cantonal
d'études
commerciales

Art. 19 Le programme de la filière du certificat fédéral de capacité et du certificat cantonal d'études commerciales est constitué des disciplines fondamentales.

Programme de la
filière de maturité
professionnelle

Art. 20 Le programme de la filière de maturité professionnelle est constitué des disciplines fondamentales, des disciplines inscrites sous "autres branches" et d'une branche complémentaire à choix.

Programme de la filière voie longue	Art. 21 Le programme de la filière voie longue est constitué des disciplines fondamentales et des disciplines relevant du programme du Lycée intégrées dès la 2 ^{ème} année. Le programme de 4 ^e année est entièrement dispensé au Lycée.
Pratique professionnelle	Art. 22 La pratique professionnelle est dispensée conformément aux exigences du plan d'études cadre standard (PES) sous forme de parties pratiques intégrées (PPI), d'enseignement orienté problèmes (EOP) et de stages de courte et de longue durées. Des modules de pratique d'une durée totale de deux semaines complètent le programme en 1 ^{ère} et 2 ^{ème} années.
Cours d'appui et cours facultatifs	Art. 23 Le programme général de chaque filière peut être enrichi de cours d'appui et de cours facultatifs.
Grilles horaires	Art. 24 La répartition hebdomadaire, selon les filières respectives, s'établit comme suit :

	Filière CFC CFC / Certificat cantonal d'études commerciales			Filière MPC CFC / Maturité professionnelle commerciale			4 ^{ème} - stage entreprise	Voie longue CFC / Maturité gymnasiale OS économie			4 ^{ème} année - Lycée
Branche(s)	1 ^{ère}	2 ^{ème}	3 ^{ème}	1 ^{ère}	2 ^{ème}	3 ^{ème}	4 ^{ème}	1 ^{ère}	2 ^{ème}	3 ^{ème}	
Français	5	3	4	5	3	4	36	5	3	4	Programme 3 ^e année Lycée – OS Economie-Droit
Allemand	4	4	4	4	4	4		4	4	4	
Anglais	4	4	4	4	4	4		4	4	4	
ICA (information, communica- tion et administration)	6	4	4	6	4	2		6	4	2	
Economie - Société (gestion financière, économie et droit)	6	5	6	6	5	6		6	5	6	
Projets interdisciplinaires et techniques de travail (unités d'enseignement thématiques, processus de travail, TI)	2	1	1	2	2	TI		2	2	TM	
Parties pratiques intégrées	0	6	6	0	0	4	4	0	0	4	
Histoire et institutions politiques	3	2	0	3	2		Stages en entreprise	3	2		
Mathématiques	2	2	2	2	2	2		2	5	3	
Autres branches											
Marketing					2	0					
Gestion financière					0	2					
Ressources humaines					1	1					
Branches complémentaires MPC					3	3					
<i>1 branche (domaine) à choix ci- dessous</i>											
Filière bilingue											
Filière DTIC											
Langue 4 (italien ou espagnol)											
Sciences environnementales – santé – social											
Sciences expérimentales (VL)									6	6	
Option complémentaire (VL)									0	2	
Sport	2	2	2	2	2	2		2			
Totaux hebdomadaires	34	33	33	34	34	34	40	34	35	35	36

1^{ère} année de formation : tronc commun

Maturité
professionnelle
bilingue

Art. 25 ¹ Dans l'orientation de la maturité professionnelle bilingue, les élèves suivent une partie des cours par immersion en allemand. En sus des cours d'allemand, huit à dix leçons hebdomadaires sont dispensées en langue allemande dans trois disciplines au moins. Un renforcement spécifique est en outre assuré par la branche complémentaire.

² L'enseignement en allemand est organisé en une section de classe.

Orientation
"Domaine des
technologies et
de la
communication"

Art. 26 Dans la filière de maturité professionnelle, parmi les branches complémentaires, l'orientation "Domaine des technologies de l'information et de la communication" (DTIC) prépare les élèves à poursuivre des études dans cette voie au niveau tertiaire. Le programme spécifique couvre notamment l'infographie, la conception et la création de sites internet, les techniques multimédias, le commerce électronique et le marketing.

SECTION 4 : Organisation de l'enseignement

Dédoubllement
de classes

Art. 27 Un dédoublement de classe peut être proposé à partir d'un effectif de vingt-deux élèves.

Sections de
classe
a) lors de
besoins
d'équipements
particuliers

Art. 28 Dans les disciplines relevant des domaines information – communication – administration, langues étrangères et parties pratiques intégrées, nécessitant des équipements particuliers, l'enseignement est organisé en sections de classe.

b) dans les
branches
complémentai-
res, cours
d'appui et cours
facultatifs

Art. 29 L'ouverture d'une section de classe dans les branches complémentaires, de cours d'appui et de cours facultatifs, requiert un effectif minimum de huit élèves en moyenne.

Branches
complémentaires

Art. 30 Une branche complémentaire choisie en 2^{ème} année est obligatoirement poursuivie en 3^{ème} année.

Disciplines
facultatifs

Art. 31 ¹ Les disciplines facultatives portent en principe sur des domaines liés aux arts, à l'expression, à la création, aux langues étrangères et au sport.

² L'inscription d'un élève à une discipline facultative ou à un cours d'appui l'engage pour la durée complète du cours.

Modalités
d'organisation

Art. 32 La gestion globale des effectifs, l'organisation des filières, des branches complémentaires, des cours d'appui et des cours facultatifs peuvent entraîner le déplacement des élèves d'un site à l'autre de l'Ecole de commerce.

Enveloppe
annuelle des
cours facultatifs
et d'appui

Art. 33 L'organisation des cours facultatifs et des cours d'appui s'effectue dans le cadre d'une enveloppe annuelle arrêtée par le Centre jurassien d'enseignement et de formation sur la base d'une proposition de la direction de la division.

SECTION 5 : Plan d'études

Plan d'études

Art. 34 L'enseignement à l'Ecole de commerce est dispensé selon le plan d'études arrêté par le Département.

Titres et
certifications
complémentaires

Art. 35 ¹ L'enseignement dispensé par l'Ecole de commerce permet l'obtention de titres et de certifications complémentaires reconnus, en langues étrangères et en information – communication – administration.

² Les plans d'études et l'organisation de l'enseignement sont adaptés de manière à assurer une préparation adéquate à l'obtention des titres et certifications.

³ Il peut être perçu une contribution financière auprès des élèves pour les certifications opérées par un tiers. Le Département règle les modalités.

Langues
étrangères

Art. 36 ¹ En allemand (langue 2) et en anglais (langue 3), le niveau de référence est défini conformément au cadre européen des langues, soit :

- a) le niveau B1 dans la filière du certificat fédéral de capacité;
- b) le niveau B2 dans les filières de la maturité professionnelle commerciale et de la voie longue.

² Dans les branches complémentaires d'italien et d'espagnol, le niveau de référence est défini conformément au cadre européen des langues, soit le niveau B1.

Information,
communication,
administration

Art. 37 Dans le domaine information – communication - administration, le niveau de référence des tests externes est défini sur la base minimale de six "validations de compétences" certifiées par un organisme agréé et permettant l'obtention de titres complémentaires.

Enseignement
du sport

Art. 38 ¹ L'enseignement du sport est obligatoire. Les cas de dispenses temporaires ou durables demeurent réservés sur la base de certificats médicaux appropriés.

² Les résultats obtenus en sport donnent lieu à l'inscription d'une note dans le bulletin semestriel. Cette note compte pour la promotion annuelle.

³ Au cas où un élève est empêché de suivre les cours de sport pour des raisons médicales, les enseignants mettent en place un programme spécial qui est évalué et qui compte pour la promotion annuelle.

SECTION 6 : Promotion

Bulletin

Art. 39 Les élèves reçoivent un bulletin scolaire à la fin de chaque semestre.

Evaluation

Art. 40 ¹ Chaque enseignement des disciplines ou des domaines de disciplines fait l'objet d'une évaluation séparée.

² Les résultats scolaires du semestre sont appréciés au moyen de l'échelle de notes de 6 à 1, la note 6 étant la meilleure. Les notes sont exprimées au demi-point.

Disciplines et
notes de
promotion

Art. 41 ¹ Toutes les disciplines ou domaines de disciplines du programme de l'élève sont disciplines de promotion.

² Pour les disciplines sans examen, la note de promotion est la moyenne des notes inscrites dans les deux bulletins semestriels.

³ Pour les disciplines avec examen, la note de promotion est la moyenne des notes inscrites dans chaque bulletin semestriel et la note d'examen, chacune comptant pour un tiers.

⁴ La moyenne générale est la moyenne arithmétique de toutes les notes de promotion inscrites dans les bulletins semestriels. Elle est arrondie au dixième de point.

Promotion	<p>Art. 42 Pour être promu d'un degré à l'autre, l'élève doit satisfaire aux conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) la note globale est égale ou supérieure à 4,0; b) deux notes de promotion au plus peuvent être inférieures à 4,0; c) la somme des écarts entre les notes insuffisantes et la note 4,0 n'excède pas deux points.
Note du domaine "économie"	<p>Art. 43 Dans les processus de promotion, la note du domaine "économie" compte double pour le calcul de la note globale, pour le nombre de notes insuffisantes et pour la somme des écarts à 4,0.</p>
Examen de première année	<p>Art. 44 Un examen est organisé dans les disciplines suivantes : français, allemand (langue 2), anglais (langue 3), mathématiques et économie. La note d'examen est attribuée au 1/10 de point.</p>
Conditions d'admission	<p>Art. 45 ¹ En fin de 1^{ère} année, pour poursuivre dans la filière de la maturité professionnelle, les conditions suivantes doivent être remplies :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) être promu, conformément à l'article 42; b) avoir obtenu au moins les résultats suivants dans les disciplines déterminantes : <ul style="list-style-type: none"> – la note globale est égale ou supérieure à 4,0; – pas plus d'une note est insuffisante; – aucune note n'est inférieure à 3,0; c) les disciplines déterminantes sont : français, allemand, anglais, mathématiques et économie; d) les cinq disciplines déterminantes ont le même coefficient. <p>² Les élèves qui ne remplissent pas les conditions pour poursuivre dans la filière de la maturité professionnelle continuent leur formation dans la voie conduisant au certificat fédéral de capacité et au certificat cantonal d'études commerciales.</p>
Condition supplémentaire pour l'orientation de la maturité bilingue	<p>Art. 46 L'élève est admis dans l'orientation de la maturité professionnelle bilingue si la note de promotion est de 4,0 au moins dans la discipline "allemand".</p>
Conditions d'admission en voie longue	<p>Art. 47 L'élève est admis dans la filière de la voie longue si les conditions suivantes sont remplies :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) la note globale est de 4,75 au moins dans les disciplines déterminantes : français, allemand, anglais, mathématiques, économie;

- b) une seule note insuffisante dans ces mêmes disciplines est admise;
- c) les cinq disciplines déterminantes ont le même coefficient.

Epreuves
communes

Art. 48 ¹ Durant les deux premières années, dans chaque filière et à chaque semestre, une épreuve commune à toutes les classes d'un même degré est organisée dans toutes les disciplines, à l'exception des "autres branches" et des branches complémentaires.

² La note obtenue aux épreuves communes est prise en compte pour l'établissement de la moyenne semestrielle.

Note du domaine
"économie"

Art. 49 Le domaine "économie" est composé des disciplines suivantes : gestion financière, économie et droit. La moyenne semestrielle du domaine résulte de la moyenne arithmétique des notes semestrielles de chacune des disciplines pondérées selon la dotation portée à la grille horaire durant le semestre concerné. La note de chaque discipline est attribuée au 1/10 de point.

Unités
d'enseignement

Art. 50 Une unité d'enseignement (UE) est accomplie chaque année dans le cadre du domaine "Projets interdisciplinaires et techniques de travail". Le résultat obtenu est intégré dans la moyenne semestrielle. Les notes des unités d'enseignement sont reprises comme notes de position pour le calcul des résultats des examens finaux.

Travail
interdisciplinaire

Art. 51 En 3^{ème} année de la filière de la maturité professionnelle, l'unité d'enseignement est remplacée par le travail interdisciplinaire (TI).

Travail autonome

Art. 52 Le travail autonome (TA) est réalisé en 3^{ème} année, dans le cadre de la discipline de français. Le résultat obtenu est intégré dans la moyenne semestrielle. La note du travail autonome est reprise comme note de position pour le calcul des résultats des examens finaux.

Situations de
travail et
d'apprentissage,
unités de
formation
a) dans la filière
du certificat
fédéral de
capacité

Art. 53 Dans la filière du certificat fédéral de capacité, l'évaluation de la pratique professionnelle au travers des deux situations de travail et d'apprentissage (STA) et des deux unités de formation (UF) est intégrée, dès la 2^{ème} année, dans le domaine "Parties pratiques intégrées" (PPI). Le résultat est intégré dans la moyenne semestrielle et repris comme note de position pour le calcul des résultats des examens finaux.

b) dans la filière de la maturité professionnelle commerciale

Art. 54 Dans la filière de la maturité professionnelle commerciale, l'évaluation de la pratique professionnelle au travers des deux situations de travail et d'apprentissage (STA) et des deux unités de formation (UF) est intégrée comme suit au cursus de formation :

- a) une unité de formation est intégrée, en 3^{ème} année, dans le domaine "Parties pratiques" (PPI). Le résultat est intégré dans la note semestrielle;
- b) une unité de formation et deux situations de travail et d'apprentissage sont intégrées dans le stage de longue durée.
- c) Les notes attribuées aux situations de travail et d'apprentissage et à l'unité de formation sont reprises comme notes de positions pour le calcul des résultats des examens finaux.

Stage pratique de courte durée

Art. 55 ¹ Pour accéder en 3^{ème} année de la filière du certificat fédéral de capacité, un stage pratique en entreprise, d'une durée de quatre semaines consécutives, doit avoir été accompli avant la rentrée d'août.

² Dans la filière de la maturité professionnelle commerciale, pour accéder au stage pratique de 4^{ème} année en entreprise, la partie scolaire évaluée au terme des trois ans doit être réussie conformément à l'article 89.

³ Le stage devra être validé pour être admis aux examens finaux. La validation tiendra compte de l'appréciation de l'entreprise formatrice et du rapport fourni à l'école par l'élève.

Promotion en voie longue

Art. 56 Pour poursuivre leur formation dans le cadre de la voie longue, les élèves doivent remplir toutes les conditions suivantes :

- a) au terme de la deuxième année d'école de commerce :
 - un total d'au moins 45 points par addition des notes semestrielles des deux bulletins pour les 5 disciplines de base : français, allemand, anglais, mathématiques, gestion financière;
 - pour les 5 disciplines précitées, pas plus d'une note inférieure à 4,0 et pour les disciplines de biologie, de chimie et de physique, pas plus de deux moyennes annuelles inférieures à 3,75 et pas plus d'une moyenne inférieure à 3,25;
- b) au terme de la troisième année d'école de commerce :
 - un total d'au moins 63 points par addition des notes semestrielles des deux bulletins pour les 7 disciplines suivantes : français, allemand, anglais, mathématiques, gestion financière, histoire, et pour la discipline conjointe économie d'entreprise, droit et économie politique;

- pour les 7 disciplines précitées, pas plus de deux notes inférieures à 4,0, ainsi que pour les disciplines de biologie, de chimie et de physique, pas plus de deux moyennes annuelles inférieures à 3,75 et pas plus d'une moyenne inférieure à 3,25;
- c) pour les disciplines de français, allemand et mathématiques, pas plus d'une moyenne annuelle inférieure à 4,0.

Filière voie
longue

Art 57 Dans la filière voie longue, la note de promotion de la discipline complémentaire est composée des trois notes au 1/10 de point obtenues au Lycée cantonal en biologie, chimie et physique.

Décision

Art. 58 ¹ Les propositions de la conférence des maîtres relatives aux promotions et aux admissions dans les filières sont soumises à la ratification du directeur de la division.

² Sur proposition du collège des maîtres et, si les circonstances le justifient, le directeur de la division peut, dans des cas dûment prouvés, tels que maladie de longue durée, accident, changement de lieu scolaire, langue maternelle étrangère ou circonstances personnelles d'une gravité avérée, admettre une promotion ne répondant pas aux conditions fixées aux articles 42 et 56.

Redoublement
de classe

Art. 59 ¹ L'élève non promu a la possibilité de répéter l'année scolaire.

² Sauf circonstances exceptionnelles identiques à celles évoquées à l'article 58, alinéa 2, il n'est pas possible de répéter une seconde fois une même année scolaire.

³ Dans la même filière, un élève ne peut être non promu qu'une seule fois au cours de sa formation. Demeure réservée la possibilité de répéter les examens finaux.

SECTION 7 : Exclusion de la filière de la maturité professionnelle

Redoublement
en filière maturité
professionnelle

Art. 60 ¹ Au terme de la 2^{ème} année de formation, un élève non promu peut répéter l'année de la filière de la maturité professionnelle s'il remplit les conditions suivantes :

- a) la note globale est égale ou supérieure à 4.0;
- b) trois notes au plus sont inférieures à 4.0;
- c) la somme des écarts entre les notes insuffisantes et la note 4,0 n'excède pas deux points.

² Dans le cas contraire, l'élève est exclu de la filière de la maturité professionnelle. Il peut redoubler l'année de formation dans la filière du certificat fédéral de capacité.

Redoublement
en voie longue

Art. 61 ¹ Au terme de la 2^{ème} année de formation, un élève non promu dans la filière de la voie longue peut répéter l'année dans la filière de la maturité professionnelle.

² Dans tous les cas, les situations d'échec en voie longue donnent lieu à une concertation entre le Lycée cantonal et l'Ecole de commerce.

SECTION 8 : Examens

Organisation

Art. 62 ¹ Dans la filière de la maturité professionnelle commerciale, les examens finaux sont organisés selon les dispositions de l'ordonnance fédérale sur la maturité professionnelle fédérale¹⁾ et du règlement d'apprentissage et d'examen de fin d'apprentissage.

² Dans la filière du certificat fédéral de capacité, les examens sont organisés selon les dispositions du règlement d'apprentissage et d'examen de fin d'apprentissage et des conditions relatives au certificat cantonal d'études commerciales.

Examen de la
pratique
professionnelle

Art. 63 ¹ Les examens ne qualifiant pas expressément la pratique professionnelle sont organisés, dans chaque filière, au terme de la 3^{ème} année de formation.

² Les examens qualifiant expressément la pratique professionnelle sont organisés au terme de la 3^{ème} année de formation dans la filière du certificat fédéral de capacité, au terme du stage de longue durée dans la filière de la maturité professionnelle.

SECTION 9 : Certificat fédéral de capacité d'employé de commerce et certificat cantonal d'études commerciales

Admission aux
examens

Art. 64 ¹ Au terme de la 3^{ème} année, sont admis aux examens du certificat fédéral de capacité et du certificat cantonal d'études commerciales portant sur les disciplines scolaires les élèves réguliers de l'Ecole de commerce qui peuvent justifier des notes acquises au cours des six semestres de formation.

² Les élèves qui remplissent les conditions mentionnées ci-dessus sont inscrits d'office aux examens.

Organisation	Art. 65 La direction de la division commerciale veille, sous l'égide du Service de la formation des niveaux secondaire II et tertiaire, à l'organisation des examens sur les différents sites de formation. Au besoin, elle peut organiser les examens sur un seul site pour l'ensemble des candidats.																			
Participation des enseignants	Art. 66 Les enseignants, par groupe de disciplines, sont chargés de l'élaboration des épreuves d'examens, écrites et orales, pour l'ensemble des candidats. Ils assurent la correction des examens écrits et participent à l'évaluation des examens oraux.																			
Experts	Art. 67 Le Service de la formation des niveaux secondaire II et tertiaire, en collaboration avec la direction de l'école, engage les experts pour l'évaluation des examens.																			
Validation	Art. 68 Les épreuves d'examens et les grilles de correction des épreuves spécifiques d'école sont soumises aux experts puis validées par la direction de l'école.																			
Disciplines déterminantes	Art. 69 Pour la partie scolaire, les branches suivantes sont prises en compte pour l'obtention du certificat fédéral de capacité d'employé de commerce et du certificat cantonal d'études commerciales : a) branches fondamentales : français, allemand, anglais, information – communication – administration (ICA), économie et société, histoire et institutions politiques, mathématiques; b) unités d'enseignement (UE) et travail autonome (TA).																			
Branches soumises à examen	Art. 70 ¹ Les branches suivantes font l'objet d'un examen avec les durées prescrites : <table> <tr> <th></th><th>Ecrit</th><th>Oral</th></tr> <tr> <td>Français</td><td>90 à 120 min.</td><td>20 à 30 min.</td></tr> <tr> <td>Allemand, examen du Goethe Institut, niveau B1</td><td></td><td>20 à 30 min.</td></tr> <tr> <td>Anglais, examen de l'Université de Cambridge, niveau B1</td><td></td><td>20 à 30 min.</td></tr> <tr> <td>Information – communication – administration</td><td>90 à 120 min.</td><td></td></tr> <tr> <td>Economie et société</td><td>180 à 240 min.</td><td></td></tr> </table>			Ecrit	Oral	Français	90 à 120 min.	20 à 30 min.	Allemand, examen du Goethe Institut, niveau B1		20 à 30 min.	Anglais, examen de l'Université de Cambridge, niveau B1		20 à 30 min.	Information – communication – administration	90 à 120 min.		Economie et société	180 à 240 min.	
	Ecrit	Oral																		
Français	90 à 120 min.	20 à 30 min.																		
Allemand, examen du Goethe Institut, niveau B1		20 à 30 min.																		
Anglais, examen de l'Université de Cambridge, niveau B1		20 à 30 min.																		
Information – communication – administration	90 à 120 min.																			
Economie et société	180 à 240 min.																			

	Ecrit	Oral
Mathématiques	120 min.	
Histoire et institutions politiques		20 à 30 min.

² Dans la branche "économie et société", l'examen écrit porte sur les disciplines gestion financière, économie et droit. Dans le cas d'un examen spécifique d'école, la pondération des disciplines correspond à la dotation horaire de 3^{ème} année.

³ La durée de l'examen oral comprend la préparation.

Notes

Art. 71 ¹ La note d'examen de français est la moyenne arithmétique de l'examen écrit et de l'examen oral, exprimée au demi-point.

² La note d'examen d'allemand est composée à 25 % par le résultat de l'examen oral et à 75 % par le résultat du Goethe Institut, selon l'échelle de conversion officielle.

³ La note d'examen d'anglais est composée à 25 % par le résultat de l'examen oral et à 75 % par le résultat de l'Université de Cambridge, selon l'échelle de conversion officielle.

Fractions autorisées

Art. 72 ¹ Les notes de l'examen écrit sont exprimées au 1/10 de point, les notes de l'examen oral au quart de point.

² Pour les branches dans lesquelles les examens finaux ont lieu, la note finale se compose à parts égales de la note d'examen et de la note d'école; elle est exprimée au 1/10 de point.

³ Pour les branches qui ne font pas l'objet d'un examen, la note finale est la note d'école exprimée au 1/10 de point.

⁴ La note d'école est le résultat de la moyenne arithmétique de toutes les notes semestrielles; elle est exprimée au 1/10 de point.

⁵ La note d'école pour les unités d'enseignement et le travail autonome est la moyenne des notes de position des unités d'enseignement obtenues en 1^{ère}, 2^{ème} et 3^{ème} années et du travail autonome réalisé en 3^{ème} année. La note de position des unités d'enseignement compte double. La note finale est exprimée au 1/10 de point.

Réussite de la
partie scolaire
a) pour le
certificat
cantonal
d'études
commerciales

Art. 73 Pour l'obtention du certificat cantonal d'études commerciales, la partie scolaire est réputée réussie si :

- la note globale est égale ou supérieure à 4,0;
- pas plus de deux notes sont inférieures à 4,0;
- la somme des écarts entre les notes insuffisantes et la note 4 n'excède pas deux points;
- la note d'examen en allemand est égale ou supérieure à 4,0;
- la note d'examen en anglais est égale ou supérieure à 4,0;
- pas plus d'une note est insuffisante dans les branches allemand, anglais, mathématiques et histoire.

b) pour le
certificat fédéral
de capacité

Art. 74 Pour l'obtention du certificat fédéral de capacité d'employé de commerce, la partie scolaire est réputée réussie si :

- la note globale, sans mathématiques et histoire, est égale ou supérieure à 4,0;
- deux notes au plus, sans mathématiques et histoire, sont inférieures à 4,0;
- la somme des écarts entre les notes insuffisantes, sans mathématiques et histoire, et la note 4, n'excède pas deux points.

Note de la
pratique
professionnelle

Art. 75 La note globale de la partie pratique est la moyenne simple des quatre branches mentionnées à l'article 76. Elle est exprimée au 1/10 de point.

Examen de la
pratique
professionnelle

Art. 76 Pour la partie pratique, les branches suivantes sont prises en compte pour l'obtention du certificat fédéral de capacité d'employé de commerce :

- a) situations de travail et d'apprentissage (STA) : deux évaluations au cours des parties pratiques intégrées (PPI) de 2^{ème} et 3^{ème} années ; la note de branche est la moyenne des deux évaluations exprimée au demi-point;
- b) unités de formation (UF) : deux évaluations réalisées au cours des parties pratiques intégrées (PPI) en 2^{ème} et 3^{ème} années; la note de branche est la moyenne des deux évaluations exprimée au demi-point;
- c) situations et cas pratiques professionnels : examen écrit centralisé, d'une durée de 120 minutes, organisé par l'Organisation du monde du travail (ORTRA); la note de branche est exprimée au demi-point;
- d) entretien de qualification reposant sur le dossier de formation et des prestations : examen oral d'une durée de 30 minutes organisé par l'Organisation du monde du travail (ORTRA); la note de branche est exprimée au demi-point.

Réussite de la
pratique
professionnelle

Art. 77 La partie pratique est réputée réussie si :

- la note globale est égale ou supérieure à 4,0;
- une note au plus est inférieure à 4,0;
- aucune note n'est inférieure à 3,0.

Obtention du
certificat fédéral
de capacité
d'employé de
commerce

Art. 78 Le certificat fédéral de capacité d'employé de commerce est obtenu si les conditions de réussite sont remplies à la fois pour la partie scolaire et pour la pratique professionnelle.

Répétition en cas
d'échec

Art. 79 ¹ En cas d'échec, l'élève répète la 3^{ème} année et peut être dispensé des disciplines dans lesquelles il a obtenu une note finale de 5,0.

² L'élève peut se présenter à deux sessions d'examens finaux au plus.

SECTION 10 : Maturité professionnelle

Admission aux
examens

Art. 80 ¹ Au terme de la 3^{ème} année, sont admis aux examens de maturité professionnelle portant sur les disciplines scolaires les élèves réguliers qui peuvent justifier des notes acquises au cours des six semestres de formation et qui ont présenté et soutenu leur travail interdisciplinaire.

² Les élèves qui remplissent les conditions de l'alinéa 1 sont inscrits d'office à l'examen.

Examen
harmonisé

Art. 81 La direction de la division commerciale veille, sous l'égide du Service de la formation des niveaux secondaire II et tertiaire, à l'organisation des examens sur les différents sites de formation.

Participation des
enseignants

Art. 82 Les enseignants, par groupe de disciplines, sont chargés de l'élaboration des épreuves d'examens, écrites et orales, pour l'ensemble des candidats. Ils assurent la correction des examens écrits et participent à l'évaluation des examens oraux.

Experts

Art. 83 Le Service de la formation des niveaux secondaire II et tertiaire, en collaboration avec la direction de l'école, engage les experts pour l'évaluation des examens.

Validation **Art. 84** Les épreuves d'examen et les grilles de correction sont soumises aux experts, puis validées par la direction de l'école.

Disciplines déterminantes **Art. 85** ¹ Les branches suivantes sont prises en compte pour l'obtention de la maturité professionnelle commerciale, dans le cadre de la partie scolaire :

- a) branches fondamentales : français, allemand, anglais, information – communication – administration (ICA), économie et société, histoire et institutions politiques, mathématiques;
- b) autres branches : marketing, gestion financière, ressources humaines;
- c) branche complémentaire;
- d) unités d'enseignement (UE) et travail autonome (TA);
- e) travail Interdisciplinaire (TI).

Branches soumises à examen	Ecrit		Oral
Français	240 min.		30 min.
Allemand, examen du Goethe Institut, niveau B2	120 min.		
Anglais, examen de l'Université de Cambridge, niveau B2	120 min.		
Economie et société	240 min.		30 min.
Mathématiques	180 min.		

² Dans la branche "économie et société", l'examen écrit porte sur les disciplines "gestion financière" et "droit". L'examen oral porte sur la discipline "économie". La pondération des disciplines dans l'examen écrit correspond à la dotation horaire de 3^{ème} année.

³ La durée de l'examen oral comprend la préparation.

Notes **Art. 86** ¹ La note d'examen de français est la moyenne arithmétique de l'examen écrit et de l'examen oral, exprimée au demi-point.

² La note d'examen d'allemand est composée à 25 % par le résultat de l'examen écrit et à 75 % par le résultat du Goethe Institut, selon l'échelle de conversion officielle.

³ La note d'examen d'anglais est composée à 25 % par le résultat de l'examen écrit et à 75 % par le résultat de l'Université de Cambridge, selon l'échelle de conversion officielle.

⁴ Pour les branches complémentaires, italien ou espagnol, la note finale correspond à la moyenne arithmétique de la note d'école et de la note de l'examen externe (CELI et DELE).

⁵ La note d'école pour les unités d'enseignement et le travail autonome est la moyenne des notes des positions des unités d'enseignement obtenues en 1^{ère} et 2^{ème} années et du travail autonome réalisé en 3^{ème} année. La note de position des unités d'enseignement est la moyenne des notes obtenues en 1^{ère} et 2^{ème} années; elle compte double.

⁶ Pour le travail interdisciplinaire, la note se compose à parts égales de la note du travail interdisciplinaire centré sur un projet (TI) et de la note d'école obtenue par la moyenne arithmétique des notes semestrielles du domaine "projets interdisciplinaires et techniques de travail". La note du travail interdisciplinaire est exprimée au 1/10 de point.

Fractions
autorisées

Art. 87 ¹ Les notes de l'examen écrit sont exprimées au 1/10 de point, les notes de l'examen oral au quart de point.

² Pour les branches dans lesquelles les examens finaux ont lieu, la note finale se compose à parts égales de la note d'examen et de la note d'école et est exprimée au 1/10 de point.

³ Pour les branches qui ne font pas l'objet d'un examen, la note finale est la note d'école exprimée au 1/10 de point.

Note d'école

Art. 88 La note d'école est le résultat de la moyenne arithmétique de toutes les notes semestrielles exprimée au 1/10 de point.

Réussite de la
partie scolaire

Art. 89 La partie scolaire est réputée réussie si :

- la note globale est égale ou supérieure à 4,0;
- deux notes au plus sont inférieures à 4,0;
- la somme des écarts entre les notes insuffisantes et la note 4 n'excède pas deux points.

Echec de la
partie scolaire

Art. 90 ¹ L'échec de la partie scolaire entraîne le redoublement de l'année.

² En cas de redoublement et si la note du travail interdisciplinaire est insuffisante, un nouveau travail interdisciplinaire doit être réalisé. Si la note du travail interdisciplinaire est suffisante, elle est reprise.

Validation du
stage pratique

Art. 91 ¹ Sont admis aux examens de pratique professionnelle en fin de 4^{ème} année de formation les élèves dont le stage en entreprise, d'une durée d'une année, a été validé par l'entreprise formatrice et la direction de l'école.

² La validation du stage est basée sur la grille "Evaluation du stage" établie par l'école et remplie conjointement par les répondants de l'entreprise formatrice et de l'école. Le stage est réputé acquis ou non acquis.

Examen de la
pratique
professionnelle

Art. 92 Pour la partie pratique, les branches suivantes sont prises en compte pour l'obtention de la maturité professionnelle commerciale :

- a) situations de travail et d'apprentissage (STA) : deux évaluations au cours du stage en entreprise; la note de branche est la moyenne des deux évaluations exprimée au demi-point;
- b) unités de formation (UF) : une évaluation réalisée au cours de parties pratiques intégrées (PPI) en 3^{ème} année et une évaluation réalisée au cours du stage pratique en entreprise; la note de branche est la moyenne des deux évaluations exprimée au demi-point;
- c) situations et cas pratiques professionnels : examen écrit centralisé, d'une durée de 120 minutes organisé par l'Organisation du monde du travail (ORTRA); la note de branche est exprimée au demi-point;
- d) situations professionnelles qui exigent des aptitudes de communication : examen oral d'une durée de 30 minutes organisé par l'Organisation du monde du travail (ORTRA); la note de branche est exprimée au demi-point.

Réussite de la
pratique
professionnelle

Art. 93 ¹ La note globale de la partie pratique est la moyenne simple des quatre branches mentionnées à l'article 92. Elle est exprimée au 1/10 de point.

² La partie pratique est réputée réussie si :

- la note globale est égale ou supérieure à 4,0;
- une note au plus est inférieure à 4,0;
- aucune note n'est inférieure à 3,0.

Echec de la
pratique
professionnelle

Art. 94 ¹ En cas d'échec à la partie pratique, les notes des branches insuffisantes sont remplacées par les nouvelles notes obtenues durant un nouveau stage d'une durée d'une année.

² Le stage pratique ne peut être répété qu'une seule fois.

Obtention de la
maturité
professionnelle
commerciale

Art. 95 La maturité professionnelle commerciale est obtenue si les conditions de réussite sont remplies à la fois pour la partie scolaire et pour la pratique professionnelle.

Obtention de la
maturité
professionnelle
commerciale
bilingue

Art. 96 Les élèves ayant suivi la formation scolaire en filière bilingue et qui ont obtenu une note suffisante d'examen en allemand au niveau B2, reçoivent la maturité professionnelle commerciale bilingue.

CHAPITRE III : Voies de droit et dispositions finales

Voies de droit

Art. 97 Les décisions prises en vertu de la présente ordonnance sont susceptibles d'opposition et de recours conformément aux dispositions du Code de procédure administrative³⁾.

Exécution

Art. 98 ¹ Le Département de la Formation, de la Culture et des Sports est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

² Il édicte les directives nécessaires.

Abrogation du
droit en vigueur

Art. 99 L'ordonnance du 8 mars 2005 concernant les examens de maturité commerciale et de maturité professionnelle commerciale dans les écoles supérieures de commerce de la République et Canton du Jura est abrogée.

Entrée en
vigueur

Art. 100 La présente ordonnance prend effet le 1^{er} août 2011.

Delémont, le 6 septembre 2011

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Philippe Receveur
Le chancelier : Sigismond Jacquod

¹⁾ RS 412.103.1

²⁾ RSJU 412.11

³⁾ RSJU 175.1

⁴⁾ RS 412.10

Ordonnance concernant la délivrance du certificat de l'Ecole de culture générale de Delémont

du 31 octobre 2006

Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,

vu l'article 36, alinéa 1, de la loi du 1^{er} octobre 2008 sur l'enseignement et la formation des niveaux secondaire II et tertiaire et sur la formation continue^{[1\)](#) [4\)](#)},

vu le règlement du 12 juin 2003 de la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique concernant la reconnaissance des certificats délivrés par les écoles de culture générale,

arrête :

SECTION 1 : Dispositions générales

Champ d'application	Article premier La présente ordonnance définit les conditions auxquelles peut être délivré le certificat de l'Ecole de culture générale de Delémont (dénommée ci-après : "Ecole").
Terminologie	Art. 2 Les termes utilisés dans la présente ordonnance pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.
Délivrance	Art. 3 Le certificat est délivré par le Département de la Formation, de la Culture et des Sports ^{2)} (dénommé ci-après : "Département") sur proposition du directeur.
Contenu	Art. 4 ¹ Le certificat mentionne l'option fréquentée par le titulaire, les disciplines suivies, le sujet du travail de certificat et les résultats obtenus dans les disciplines déterminantes.

² Il porte la mention suivante : "Ce certificat est conforme au règlement du 12 juin 2003 de la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique concernant la reconnaissance des certificats délivrés par les écoles de culture générale".

³ Il indique la période durant laquelle le titulaire a fréquenté l'Ecole en qualité d'élève régulier avec les dates précises d'entrée et de sortie.

⁴ Il mentionne l'accomplissement d'au moins six semaines de stages pratiques ou de semaines intensives effectués sous la responsabilité de l'Ecole.

⁵ Il est signé du ministre de la Formation, de la Culture et des Sports et du directeur de l'Ecole.

Attestation

Art. 5 Les élèves qui ont accompli le cycle d'études de trois ans de l'Ecole sans obtenir le certificat reçoivent une attestation délivrée par l'Ecole mentionnant les cours suivis, les résultats obtenus ainsi que les stages pratiques et les semaines intensives accomplis.

Base pour la
délivrance du
certificat

Art. 6 Entrent en ligne de compte pour la délivrance du certificat les résultats obtenus par les candidats aux examens finaux et les résultats dits d'école, soit ceux qui ont été acquis au cours de la dernière année d'enseignement dans chaque discipline déterminante.

Evaluation

Art. 7 ¹ L'évaluation des résultats d'école, des examens et du certificat s'exprime pour chaque discipline déterminante au moyen des appréciations suivantes qui peuvent être nuancées à l'aide de demi-points :

- | | |
|--|---|
| – désinvestissement total dans la discipline | 1 |
| – moins d'un tiers des objectifs d'apprentissage sont atteints | 2 |
| – la majorité des objectifs ne sont pas atteints | 3 |
| – la majorité des objectifs sont atteints | 4 |
| – tous les objectifs sont atteints | 5 |
| – tous les objectifs sont atteints et en majorité dépassés | 6 |

² Lorsqu'une discipline comporte plusieurs examens, l'évaluation au titre de l'examen porte sur une seule appréciation, résultant de la synthèse des résultats obtenus.

SECTION 2 : Les examens de certificat

Admission aux examens

Art. 8 Sont admis aux examens et inscrits d'office les candidats qui ont été élèves réguliers de l'Ecole au moins tout au long de la dernière année du cycle d'études de trois ans, pour lesquels les stages pratiques ou les semaines intensives prescrits ont été dûment validés et dont le travail de certificat a été rendu dans les délais et jugé recevable au moment de son dépôt.

Date des examens

Art. 9 ¹ Les examens ont lieu au terme de la période normale des études.

² Les dates des examens sont fixées par le Département en accord avec le directeur de l'Ecole.

³ ... [5\)](#)

Organisation des examens

Art. 10 Le directeur et la conférence des maîtres de l'Ecole organisent les examens et élaborent un programme des examens qui est communiqué aux candidats au moins dix jours avant le début des épreuves.

Collège d'experts
a) Désignation

Art. 11 ¹ Le Département désigne un collège d'experts des examens de certificat choisis au sein des écoles ou institutions auxquelles l'Ecole est réputée préparer, des écoles du degré secondaire II ou d'autres institutions, dans la mesure où l'expert dispose des titres scientifiques et, en principe, pédagogiques requis.

b) Indemnisation

² Les experts sont indemnisés conformément à l'ordonnance concernant les personnes associées aux examens des écoles moyennes [2\)](#).

c) Tâches

³ Les experts attestent le niveau de formation acquis par les détenteurs du certificat, contrôlent le déroulement régulier des examens, participent à l'organisation et à l'évaluation des examens écrits et oraux.

Etendue des examens

Art. 12 ¹ Les examens doivent établir si le candidat a assimilé et maîtrisé les matières qui lui ont été enseignées.

² La matière des examens est déterminée selon les plans d'études de l'Ecole et les directives de la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique. Les examens portent principalement sur le programme des deux dernières années du cycle d'études.

Art. 13⁴⁾ ¹ Les candidats sont astreints à un examen dans six disciplines et à un travail de certificat.

² Les examens sont organisés de la manière suivante :

a) Pour les disciplines ressortissant à la formation générale :

De manière obligatoire :

Français	Examen écrit et oral
Langue 2	Examen écrit et oral
Mathématique	Examen écrit

A choix :

Une autre discipline d'examen avec, selon décision de l'Ecole, une épreuve écrite, orale ou pratique parmi les domaines suivants : sciences humaines, sciences expérimentales, langue 3, activités artistiques et sport. Cette discipline ne peut être choisie dans le domaine professionnel correspondant à l'option suivie.

b) Pour le domaine professionnel correspondant à l'option suivie :

Option	Disciplines et domaines	Forme
Option "Santé"	<ul style="list-style-type: none"> – Biologie – A choix Chimie ou Physique/Mathématiques 	Ecrute, pratique ou orale selon décision de l'Ecole
Option "Arts visuels"	<ul style="list-style-type: none"> – Dessin – Histoire de l'art 	
Option "Sport"	<ul style="list-style-type: none"> – Disciplines sportives principales – Sciences expérimentales et du sport 	
Option "Social-Pédagogie"	Deux disciplines à choix parmi : <ul style="list-style-type: none"> – Institutions et connaissances du monde, histoire et institutions politiques, droit – Psychologie – Activités créatrices 	
Option "Social-Musique"	<ul style="list-style-type: none"> – Institutions et connaissances du monde, histoire et institutions politiques – Instrument, solfège, harmonie et médias 	

Option	Disciplines et domaines	Forme
Option "Social-Théâtre"	<ul style="list-style-type: none"> – Institutions et connaissances du monde, histoire et institutions politiques – Ateliers de théâtre 	Ecrite, pratique ou orale selon décision de l'Ecole

c) Pour le travail de certificat :

Un examen oral (soutenance).

³ Les élèves ressortissant à la structure "Sports-Arts-Etudes" en orientation sport ou danse et arts du cirque passent, en lieu et place de la discipline à choix ressortissant à la formation générale, un examen obligatoire sous forme d'une prestation artistique ou sportive et d'un examen écrit ou oral de théorie dans la discipline pratiquée. L'Ecole décide, le cas échéant, s'il s'agit d'un examen écrit ou oral.

⁴ Les élèves ressortissant à la structure "Sports-Arts-Etudes" en orientation musique passent, en lieu et place de la discipline à choix ressortissant à la formation générale, un examen écrit ou oral d'histoire de la musique. De surcroît, les deux examens d'option portent sur l'instrument principal et sur le solfège. Ces élèves se voient délivrer le titre de certificat en option musique.

Domaines et disciplines d'examen à choix

Art. 14 ¹ Seuls peuvent être choisis comme domaines ou disciplines d'examen des domaines ou des disciplines étudiés en principe durant les deux dernières années du cycle d'études.

² Avant le 31 mars de la dernière année du cycle d'études, les candidats annoncent, parmi les disciplines à choix, celles sur lesquelles ils entendent être examinés.

Travail de certificat

Art. 15 ¹ Le travail de certificat est un travail individuel choisi par le candidat avec l'accord de l'examineur, portant sur un travail d'enquête, un travail artistique ou un travail interdisciplinaire ressortissant à la formation générale ou au domaine professionnel envisagé.

² Le travail de certificat comporte la réalisation d'un document écrit, voire également d'un travail pratique, sur le sujet retenu ainsi que sa présentation dans le cadre des examens oraux.

³ Le sujet du travail de certificat doit être soumis pour approbation à l'examineur à la fin de la deuxième année du cycle d'études. Le travail doit être remis à l'examineur dans le courant de la troisième année mais au plus tard le 31 mars.

⁴ Un travail de certificat non rendu dans les délais ou considéré comme non recevable au moment de son dépôt ne permet pas au candidat de se présenter à la session d'examens de l'année en cours.

Déroulement des examens
a) Examineur

Art. 16 ¹ L'examineur est en principe le maître qui a enseigné la discipline concernée au candidat durant la dernière année du cycle d'études.

² L'examineur collabore avec l'expert désigné pour la discipline.

³ En cas de litige entre un examineur et un expert, le directeur de l'Ecole recourt à un expert neutre qui tranche.

b) Examens écrits

Art. 17 ¹ Les sujets des examens écrits sont choisis par l'examineur et soumis à l'expert.

² La durée des examens écrits est en principe de quatre heures pour le français et les mathématiques et de deux heures pour les autres disciplines.

³ Les épreuves des examens écrits de même que le travail de certificat sont corrigés par l'examineur et soumis à l'expert.

c) Examens oraux et pratiques

Art. 18 ¹ Les examens oraux et pratiques sont menés par l'examineur en présence de l'expert qui dresse un procès-verbal succinct de l'examen et participe à l'évaluation des prestations du candidat.

² La durée des examens oraux de même que celle de la soutenance du travail de certificat varie, sur décision de l'Ecole, entre quinze et trente minutes selon la discipline concernée.⁴⁾

³ Les examens pratiques, en particulier ceux liés à l'éducation visuelle, aux activités créatrices, à l'éducation physique ainsi qu'aux disciplines spécifiques des options, peuvent s'étendre sur une durée maximale de quatre heures.

d) Fraude

Art. 19 ¹ Toute fraude ou tentative de fraude entraîne l'exclusion immédiate du candidat qui est réputé avoir échoué aux examens.

² L'examineur ou l'expert témoin de la fraude en avertit sans délai le directeur. Celui-ci informe le candidat de son exclusion.

e) Évaluation

Art. 20 ¹ Les prestations d'un candidat dans une discipline d'examen sont évaluées par une seule appréciation d'ensemble.

² Cette appréciation est fixée en commun par l'examineur et l'expert.

SECTION 3 : Délivrance du certificat

Disciplines
déterminantes

Art. 21⁴⁾ ¹ Dans l'organisation générale de l'Ecole, treize disciplines sont déterminantes pour l'obtention du certificat, soit :

a) dix disciplines obligatoires ressortissant à la formation générale :

Domaine	Discipline
Sciences humaines	Culture et civilisation Actualité et société
Sciences expérimentales et mathématiques	Mathématiques Sciences expérimentales
Langues et communication	Français Langue 2 Langue 3
Arts et sport	Discipline artistique étudiée Education physique
Eléments de méthode	Travail de certificat

b) trois disciplines du domaine professionnel correspondant à l'option choisie :

Option	Discipline
Option "Santé"	Sciences expérimentales (biologie) Sciences expérimentales (chimie) Sciences expérimentales (physique)
Option "Arts visuels"	Dessin Histoire de l'art Ateliers d'arts visuels

Option	Discipline
Option "Sport"	Disciplines sportives (individuelles) Disciplines sportives (collectives) Sciences expérimentales et du sport
Option "Social Pédagogie"	Institutions et connaissances du monde, histoire et institutions politiques, droit Psychologie Activités créatrices
Option "Social Musique"	Institutions et connaissances du monde, histoire et institutions politiques Psychologie Instrument
Option "Social Théâtre"	Institutions et connaissances du monde, histoire et institutions politiques Psychologie Ateliers de théâtre

² Pour les élèves ressortissant à la structure "Sports-Arts-Etudes" en orientation sport ou danse et arts du cirque, les treize disciplines déterminantes s'établissent comme il suit :

- a) huit disciplines ressortissant à la formation générale, à l'exception des disciplines du domaine "arts et sport";
- b) deux disciplines liées au domaine artistique ou sportif;
- c) trois disciplines spécifiques selon l'option étudiée.

³ Pour les élèves ressortissant à la structure "Sports-Arts-Etudes" en orientation musique, les treize disciplines déterminantes s'établissent comme il suit :

- a) neuf disciplines ressortissant à la formation générale, à l'exception de la discipline sport du domaine "arts et sport";
- b) une discipline liée à l'orientation musique : histoire de la musique;
- c) trois disciplines spécifiques de l'option liées à l'orientation musique : instrument principal, solfège, piano harmonique/harmonie.

Ces élèves se voient délivrer le titre de certificat en option musique.

Détermination
des
appréciations
du certificat

Art. 22 Pour chaque discipline déterminante, l'appréciation finale figurant au certificat est déterminée comme suit :

- a) discipline déterminante soumise à un examen :
l'appréciation finale résulte de la moyenne de l'appréciation de l'examen et de l'appréciation de la dernière année d'enseignement, qui peut être nuancée à l'aide de demi-points; en cas d'indétermination, le résultat dit d'examen l'emporte;
- b) discipline déterminante non soumise à un examen :
l'appréciation finale est l'appréciation de la dernière année d'enseignement;
- c) travail de certificat :
l'appréciation finale résulte du jugement d'ensemble porté sur le travail écrit et sur sa présentation orale.

Clauses de
réussite

Art. 23 Le certificat est délivré si, simultanément :

- a) la moyenne de toutes les appréciations est supérieure ou égale à 4;
- b) trois notes au plus sont insuffisantes;
- c) la somme des écarts vers le bas par rapport à la note 4 n'est pas supérieure à deux points.

Séance finale

Art. 24 ¹ A la suite des examens a lieu une séance qui réunit les examinateurs sous la présidence du directeur.⁴⁾

² Les résultats obtenus au certificat sont arrêtés dès qu'il est constaté au cours de cette séance qu'ils ont été obtenus conformément aux prescriptions de la présente ordonnance. L'article 26 demeure réservé.

Répétition

Art. 25 ¹ Le candidat qui a échoué selon l'article 23 doit répéter l'enseignement de toute la dernière année du cycle d'études pour pouvoir se présenter à nouveau aux examens de certificat.

² Une seconde répétition de la dernière année est exclue.

³ Le Département règle les cas des candidats qui, pour des raisons de force majeure, n'ont pas pu se présenter à tout ou partie des examens.

SECTION 3^{bis} : Maturité spécialisée⁶⁾

Principe

Art. 25a⁶⁾ ¹ L'Ecole de culture générale délivre un certificat de maturité spécialisée reconnu par la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP).

² La maturité spécialisée fait l'objet de directives spécifiques édictées par le Département pour les modalités qui ne sont pas régies par la présente ordonnance.

Domaines, organisation et durée

Art. 25b⁶⁾ ¹ Le certificat de maturité spécialisée est offert dans les domaines professionnels suivants :

- a) de la santé;
- b) du social;
- c) des arts visuels;
- d) du sport.

² Le Département définit dans les directives les modalités d'organisation et d'évaluation des contenus du certificat de maturité spécialisée.

³ Le Département peut confier, sous la forme d'un mandat de prestations, tout ou partie de l'organisation des prestations complémentaires à des hautes écoles spécialisées du domaine.

Titres pour l'admission

Art. 25c⁶⁾ ¹ Les porteurs d'un certificat de culture générale, quelle que soit l'option choisie, sont admissibles à la formation menant au certificat de maturité spécialisée.

² Les porteurs d'un certificat de culture générale d'une option qui ne correspond pas au domaine visé du certificat de maturité spécialisée sont astreints à des compléments de formation dans les disciplines en relation avec le domaine professionnel visé.

³ Le Département peut fixer des conditions supplémentaires d'admission, voire réguler l'accès à la maturité spécialisée.

Contenu de la formation

Art. 25d⁶⁾ ¹ La formation qui conduit au certificat de maturité spécialisée comprend :

- a) des prestations complémentaires, sous forme de cours et/ou de stages, dans le domaine professionnel choisi;
- b) un travail de maturité spécialisée dans le domaine professionnel choisi, préparé de façon personnelle;
- c) le cas échéant, les compléments de formation exigés des porteurs d'un certificat de culture générale d'une option qui ne correspond pas au domaine visé.

² Le Département en fixe les modalités, conformément aux règlements et directives de la Conférence des directeurs de l'instruction publique (CDIP).

Stages pratiques

Art. 25e⁶⁾ ¹ En principe, l'élève recherche lui-même la ou les éventuelles places de stage exigées dans le cadre des prestations complémentaires.

² Une convention régit les relations entre l'institution, l'école et l'élève.

³ Les objectifs de la formation sont fixés par la convention et sont contrôlés notamment sur la base des rapports fournis par l'institution et l'élève.

Conditions d'obtention du titre

Art. 25f⁶⁾ Pour obtenir la maturité spécialisée, l'élève doit avoir :

- a) rempli les conditions fixées par le Département relatives aux prestations complémentaires dans le domaine professionnel choisi;
- b) obtenu au moins la note de 4 à l'évaluation du travail de maturité spécialisée;
- c) le cas échéant, avoir rempli les conditions fixées par le Département relatives aux compléments de formation exigés des porteurs d'un certificat de culture générale d'une option qui ne correspond pas au domaine visé.

SECTION 4 : Voies de droit

Voies de droit

Art. 26⁴⁾ Les décisions du conseil des maîtres, du directeur, des examinateurs et des experts ainsi que du Département sont susceptibles d'opposition et de recours conformément aux dispositions du Code de procédure administrative³⁾.

SECTION 5 : Dispositions finales et transitoires

Abrogation du
droit en vigueur

Art. 27 L'ordonnance du 8 mars 2005 concernant la délivrance du diplôme de l'Ecole de culture générale de Delémont est abrogée.

Entrée en
vigueur

Art. 28 ¹ La présente ordonnance prend effet le 1^{er} août 2006.

² Elle s'applique pour la première fois aux élèves qui ont commencé le cycle d'études avec l'année scolaire 2004-2005 et qui se présenteront aux examens à la session d'été 2007.

Delémont, le 31 octobre 2006

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

La présidente : Elisabeth Baume-Schneider
Le chancelier : Sigismond Jacquod

Dispositions finales et transitoires de la modification du 5 juillet 2011

¹ La présente modification entre en vigueur le 1^{er} août 2011.

² Elle s'applique pour la première fois aux élèves qui ont commencé le cycle d'études au début de l'année scolaire 2010-2011 et qui se présenteront aux examens à la session d'été 2013.

¹⁾ RSJU 412.11

²⁾ RSJU 412.354

³⁾ RSJU 175.1

⁴⁾ Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 5 juillet 2011, en vigueur depuis le 1^{er} août 2011

⁵⁾ Abrogé par le ch. I de l'ordonnance du 5 juillet 2011, en vigueur depuis le 1^{er} août 2011

⁶⁾ Introduit(e) par le ch. I de l'ordonnance du 5 juillet 2011, en vigueur depuis le 1^{er} août 2011

⁷⁾ Nouvelle dénomination selon l'art. 16, al. 1, ch. 4, du décret d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale, en vigueur depuis le 1^{er} septembre 2006 (RSJU 172.111)

Ordonnance sur les conditions d'engagement et de rémunération des maîtres du Centre jurassien d'enseignement et de formation¹⁸⁾

du 6 décembre 1983

Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,

vu les articles 92 et suivants de la loi du 1^{er} octobre 2008 sur l'enseignement et la formation des niveaux secondaire II et tertiaire et sur la formation continue¹⁾, ¹⁹⁾

arrête :

SECTION 1 : Champ d'application

Article premier²⁰⁾

Directeurs,
suppléants,
maîtres

Art. 2 ¹ La présente ordonnance est applicable aux directeurs, à leurs suppléants, aux responsables de sections, aux maîtres des écoles professionnelles au sens de l'article premier en tant qu'ils appartiennent aux catégories définies ci-dessous.

² Ces catégories concernent tant les personnes du sexe féminin que masculin.

Secteurs
d'enseignement

Art. 3 L'ordonnance règle l'ensemble de l'enseignement obligatoire et facultatif donné dans les écoles professionnelles.

SECTION 2 : ...²⁰⁾

Art. 4 à 10²⁰⁾

SECTION 3 : ...²⁰⁾

Art. 11 et 12²⁰⁾

SECTION 4 : ... [20\)](#)**Art. 13 à 18** [20\)](#)**SECTION 5 : ...** [20\)](#)**Art. 19 à 22** [20\)](#)**SECTION 6 : Droits et devoirs des directeurs, des suppléants et des maîtres****Art. 23 à 25** [20\)](#)

Participation du maître à la vie de l'école

Art. 26 ¹ Le maître est tenu de participer à toute activité qui concourt à la vie culturelle, pédagogique, sportive et administrative de l'école.

² Lorsqu'un maître est chargé d'une tâche particulière d'intérêt pour l'école, la direction du Centre jurassien d'enseignement et de formation, d'entente avec la direction de la division, peut accorder une indemnité ou une réduction d'horaire d'enseignement correspondante. [19\)](#)

Participation du maître aux examens

Art. 27 Lors des examens de fin d'apprentissage, le maître est tenu de se mettre à disposition comme expert ou comme surveillant, sans rétribution spéciale sauf si son horaire global s'en trouve dépassé.

Durée annuelle de l'enseignement

Art. 28 ¹ La durée annuelle de l'enseignement est de trente-huit semaines, y compris les courses d'écoles, les visites d'entreprises, les manifestations culturelles de l'école et les journées de sport, mais à l'exception des semaines de sport et des camps de ski.

² Cette prescription ne s'applique pas aux écoles de métiers dont la durée annuelle de l'enseignement est fixée par le Gouvernement. [19\)](#)

Enseignement hebdomadaire, durée des leçons

Art. 29 ¹ L'horaire hebdomadaire complet d'un maître permanent de branches générales ou de branches techniques est de vingt-six leçons de 45 minutes. [12\)](#)

² L'enseignement pratique dans les ateliers des écoles professionnelles et de métiers fait l'objet d'une réglementation spéciale soumise à l'approbation du Service de la formation des niveaux secondaire II et tertiaire.¹⁹⁾

³ L'horaire hebdomadaire complet d'un enseignant dans une école supérieure spécialisée est de vingt-trois leçons de 45 minutes.¹³⁾

Leçons
supplémentaires

Art. 30¹⁹⁾ ¹ Le directeur de division peut, d'entente avec le maître permanent de branches générales ou de branches techniques assumant un horaire complet, attribuer à celui-ci jusqu'à deux leçons hebdomadaires supplémentaires.

² L'accord du Service de la formation des niveaux secondaire II et tertiaire doit être requis pour attribuer un nombre de leçons supplémentaires dépassant cette limite.

Allègement
partiel pour
raison d'âge

Art. 31¹⁴⁾ ¹ Dès le début de l'année scolaire qui suit celle au cours de laquelle ils atteignent l'âge de 50 ans, les enseignants du Centre jurassien d'enseignement et de formation soumis à la présente ordonnance à programme complet bénéficient d'un allègement de leur programme de deux leçons hebdomadaires.

² Dans les mêmes circonstances, les enseignants au bénéfice d'un programme à temps partiel correspondant au moins au 25 pour cent d'un temps plein ont droit à un allègement proportionnel équivalent. Ils bénéficient à cet effet d'un crédit annuel exprimé en leçons, les fractions de leçons étant arrondies vers le bas.

Art. 32²⁰⁾

SECTION 7 : Traitements

Généralités

Art. 33 Les maîtres permanents des écoles professionnelles, de métiers ou d'arts appliqués sont rémunérés par le Canton. Le traitement est composé :

- a) du traitement de base (traitement de base initial, augmentations annuelles, suppléments de traitement);
- b) des allocations sociales.

Traitement des
directeurs

Art. 34¹⁹⁾ Les fonctions de directeur dans les écoles professionnelles sont rangées conformément au décret du 6 décembre 1978 concernant le traitement des magistrats, fonctionnaires et employés de la République et Canton du Jura⁶⁾.

Traitement des
maîtres
a) échelle

Art. 35¹ Les maîtres permanents du Centre jurassien d'enseignement et de formation soumis à la présente ordonnance sont rétribués selon l'échelle des traitements suivante, en fonction des critères de classification cités à l'article 36.

	Annuités	Classe III C	Classe III B	Classe III A	Classe II	Classe I
	0	66 307.45	70 131.90	74 694.85	80 370.05	89 372.80
	1	69 081.25	73 092.60	77 778.65	83 699.90	92 705.00
	2	71 858.35	76 052.10	80 862.35	87 029.85	96 033.75
	3	74 632.20	79 011.65	83 946.10	90 360.85	99 365.90
	4	77 409.40	81 972.30	87 029.85	93 690.80	102 695.85
	5	80 183.15	84 932.95	90 113.60	97 020.65	106 026.85
	6	82 960.30	87 894.75	93 198.45	100 352.80	109 356.75
	7	85 734.15	90 854.30	96 282.20	103 681.60	112 686.65
	8	88 510.15	93 815.00	99 365.90	107 013.75	116 017.65
1 ^{er} supplément	9	94 061.15	99 736.30	105 532.25	113 674.65	122 677.50
2 ^e supplément	10	99 612.10	105 656.50	111 699.80	120 334.45	129 340.65
3 ^e supplément	11	102 389.20	108 616.05	114 783.50	123 666.65	132 671.05

- Traitements annuels de base sans allocations sociales et sans 13^e traitement.
- Ces traitements annuels de base s'entendent à l'indice 102.6 des prix à la consommation (base de référence de 100 points de décembre 2005).

- A compter du 1^{er} janvier 2009, les montants de l'échelle des traitements 2009 sont réduits de 0,75 %, à l'exclusion de la classe de traitement I.¹⁴⁾

² Ces traitements s'entendent pour un horaire d'enseignement complet; toute réduction de cet horaire entraînera une réduction correspondante du traitement.

b) classification **Art. 36** ¹ Les critères de classification sont :

Classe III C

- maître de sténographie, de dactylographie ou de technique de bureau avec, pour une de ces branches, un diplôme reconnu par l'Etat;
- maître de pratique titulaire du certificat fédéral de capacité.

Classe III B

- maître de sténographie, de dactylographie ou de technique de bureau avec, pour deux de ces branches, un diplôme reconnu par l'Etat;
- maître de pratique titulaire du diplôme de maîtrise, du diplôme de contremaître ou du diplôme de technicien ET.

Classe III A

- maître de sténographie, de dactylographie et de technique de bureau avec, pour chacune de ces branches, un diplôme reconnu par l'Etat;
- maître de pratique occupant la fonction de chef d'atelier et titulaire du diplôme de maîtrise, de contremaître ou de technicien ET;
- maître de pratique titulaire du diplôme d'ingénieur ETS;
- maître titulaire du brevet fédéral 1 d'éducation physique, maître titulaire du diplôme de maître de sport de l'école fédérale de gymnastique et de sport.

Classe II

- maître titulaire du diplôme fédéral de maître professionnel;
- maître de pratique ingénieur ETS avec responsabilité particulière en pratique (responsable de section) et/ou enseignement théorique d'au moins huit leçons hebdomadaires;
- maître titulaire du brevet secondaire;
- maître titulaire du brevet fédéral II d'éducation physique.

Classe I

maître titulaire d'un doctorat, d'une licence ou du titre d'ingénieur diplômé EPF, avec, en plus, un brevet pédagogique reconnu.

² Le Service de la formation professionnelle statuera sur l'équivalence à reconnaître aux formations et aux titres ne correspondant pas à l'une des définitions des classes I à III C indiquées ci-dessus. Pour l'enseignement de la gymnastique et du sport, le préavis de l'inspecteur cantonal d'éducation physique est requis.

³ Les maîtres postulants, au sens de l'article 8, seront, jusqu'à la fin du semestre scolaire au cours duquel ils obtiendront le titre requis, rangés dans la classe de traitement immédiatement inférieure pour leur montant à celle attribuée à leur poste.

Augmentations
annuelles

Art. 37 ¹ Au traitement de base initial, s'ajoutent huit augmentations annuelles dont la première est versée dès le début de la deuxième année de service.

² Les années de service effectuées dans les écoles publiques suisses ou subventionnées par l'Etat, dont les programmes sont équivalents à ceux de l'enseignement professionnel, seront comptées en totalité.

³ Le Centre jurassien d'enseignement et de formation peut prendre en considération, entièrement ou partiellement, les années de service dans d'autres établissements scolaires ou entreprises privées.¹⁹⁾

Suppléments de
traitement

Art. 38 ¹ Les maîtres recevront les suppléments de traitement suivants¹⁹⁾ :

- a) un premier supplément correspondant à deux allocations d'ancienneté sera versé, après 8 années de service, aux maîtres âgés de 35 ans révolus;
- b) le deuxième supplément, égal à deux allocations d'ancienneté, sera dû, après 12 années de service, aux maîtres âgés de 40 ans révolus;
- c)¹⁴⁾ le troisième supplément correspondant à une allocation d'ancienneté sera versé, après 15 années de service, aux maîtres âgés de 45 ans révolus.

² Le droit aux suppléments de traitement prend naissance au début du semestre scolaire qui suit la date à laquelle le maître a atteint l'âge et le nombre d'années de service requis.

Art. 39 à 41²⁰⁾

Traitement après décès **Art. 42** Les dispositions de la loi du 9 novembre 1978 sur le traitement des membres du corps enseignant sont applicables par analogie pour ce qui concerne le droit au traitement après décès.

Art. 43 à 45²⁰⁾

Droit supplétif **Art. 46** Les dispositions de la loi du 9 novembre 1978 sur les traitements des membres du corps enseignant sont applicables par analogie aux matières non réglées par la présente ordonnance.

SECTION 8 : Dispositions finales

Clause abrogatoire **Art. 47** L'ordonnance du 6 décembre 1978 sur les conditions d'engagement et de rémunération des maîtres aux écoles professionnelles artisanales et commerciales et l'arrêté du Gouvernement du 1^{er} juillet 1980 concernant la classification des directeurs des écoles professionnelles artisanales et commerciales sont abrogés.

Modifications salariales **Art. 48** Les modifications éventuelles de traitements des maîtres aux écoles professionnelles, découlant des dispositions de la présente ordonnance, seront applicables dès le 1^{er} janvier 1985.

Disposition transitoire relative aux suppléments de traitement **Art. 48a¹⁵⁾** Sous réserve de modification du taux d'occupation, le salaire nominal acquis à l'entrée en vigueur de la présente modification des articles 35, alinéa 1, et 38, alinéa 1, lettre c, est garanti. La réduction de salaire engendrée par la présente modification est opérée par compensation sur le renchérissement. Au besoin, cette réduction est opérée sur plusieurs années.

Prolongation de la période administrative échéant au 31 juillet 2010 **Art. 48b¹⁷⁾** La période de fonction au sens de l'article 19 de la présente ordonnance est prolongée jusqu'au 31 décembre 2010. Demeurent réservés les cas pour lesquels, à l'entrée en vigueur du présent article, l'autorité de nomination a déjà informé la personne concernée qu'elle entendait renoncer à ses services.

Entrée en
vigueur

Art. 49 La présente ordonnance entre en vigueur le 1^{er} janvier 1984.

Delémont, le 6 décembre 1983

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Roger Jardin
Le chancelier : Joseph Boinay

- 1) RSJU 412.11
- 2) RS 412.101
- 3) RS 415.022
- 4) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 4 décembre 1984, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1985
- 5) RSJU 173.11
- 6) RSJU 173.411
- 7) RSJU 410.251
- 8) RSJU 410.252.5
- 9) RSJU 410.251.1
- 10) RSJU 173.51
- 11) RS 832.20
- 12) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 10 septembre 2002, en vigueur depuis le 1^{er} août 2002
- 13) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 10 septembre 2002, en vigueur depuis le 1^{er} août 2002
- 14) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 16 décembre 2008, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2009
- 15) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 16 décembre 2008, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2009
- 16) Abrogé par le ch. I de l'ordonnance du 8 juin 2010, en vigueur depuis le 1^{er} juillet 2010
- 17) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 8 juin 2010, en vigueur depuis le 1^{er} juillet 2010
- 18) Nouvelle teneur du titre selon l'article 179 de l'ordonnance du 29 novembre 2011 sur le personnel de l'Etat, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2012
- 19) Nouvelle teneur selon l'article 179 de l'ordonnance du 29 novembre 2011 sur le personnel de l'Etat, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2012
- 20) Abrogé(e)s par l'article 179 de l'ordonnance du 29 novembre 2011 sur le personnel de l'Etat, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2012

Loi visant à encourager les activités physiques et le sport

du 17 novembre 2010

Le Parlement de la République et Canton du Jura,

vu la loi fédérale du 17 mars 1972 encourageant la gymnastique et les sports¹⁾,

vu l'article 30 de la Constitution jurassienne²⁾,

arrête :

SECTION 1 : Dispositions générales

But

Article premier ¹ La présente loi a pour but d'encourager les activités physiques et le sport à tous les niveaux et pour l'ensemble de la population, dans le respect des valeurs éthiques, de la sécurité et du développement durable.

² Elle vise en particulier un développement harmonieux de la jeunesse, le maintien et la promotion de la santé, l'intégration et la cohésion sociales. Elle valorise le potentiel éducatif et formateur du sport.

Terminologie

Art. 2 ¹ Les termes utilisés dans la présente loi pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

² Le terme "sport" recouvre les disciplines sportives reconnues par l'Office fédéral du sport et l'Association Olympique Suisse. Le Gouvernement peut étendre la liste de celles-ci après avoir pris l'avis de la commission consultative du sport.

³ Les termes "entités sportives" désignent les associations, les sociétés sportives ou les autres groupements sportifs, quel que soit leur statut juridique.

⁴ Les termes "manifestations sportives" désignent des manifestations cantonales, régionales, nationales et internationales.

⁵ Le terme "aménagement" des installations sportives désigne la construction et l'équipement de celles-ci; il comprend également la rénovation et l'amélioration des installations, pour autant qu'elles aient été correctement entretenues.

Responsabilité
individuelle et
action de l'Etat

Art. 3 ¹ La pratique des activités physiques et du sport relève de la responsabilité individuelle.

² L'Etat intervient dans le but de créer des conditions propices à la pratique générale des activités physiques et du sport. En particulier, il mène les actions suivantes :

- a) il contribue au développement et à la promotion des activités physiques et du sport régulières adaptées à chacun, aussi bien dans le domaine de l'école et du monde associatif qu'auprès des personnes handicapées et de la population en général;
- b) il promeut en toute circonstance les valeurs éthiques dans le sport, en particulier le fair-play, et valorise le sport comme vecteur d'intégration;
- c) il combat les abus ainsi que les dérives; il soutient les mesures de lutte contre le dopage et la violence;
- d) il veille à la planification, à l'aménagement et à l'utilisation optimale des équipements sportifs;
- e) il soutient les entités sportives ainsi que les manifestations sportives présentant un lien avec le Canton; il valorise le travail des bénévoles;
- f) il coordonne ses actions avec celles des autres collectivités et des entités sportives.

SECTION 2 : Organisation

Département

Art. 4 ¹ Le Département de la Formation, de la Culture et des Sports (dénommé ci-après : "le Département") veille à l'application de la présente loi.

² Il coordonne les dispositions prises par les services de l'administration cantonale en rapport avec l'éducation physique et sportive et le sport. Il règle les compétences en matière d'enseignement de l'éducation physique et sportive pour toutes les écoles publiques et privées (dénommées ci-après : "les écoles").

³ Il collabore avec les instances chargées de la santé et du tourisme.

Office des Sports

Art. 5 L'Office des sports a notamment pour tâches :

- a) de collaborer et de soutenir les efforts des acteurs en matière d'activités physiques et de sport;

- b) d'organiser, d'animer et de développer le mouvement Jeunesse+Sport;
- c) d'encourager la recherche, la formation et l'information en matière de sport;
- d) de collaborer avec les acteurs concernés par les équipements sportifs;
- e) de surveiller l'exécution par les communes des obligations qui leur incombent;
- f) de promouvoir les contrôles médico-sportifs en collaboration avec le service en charge de la santé;
- g) de promouvoir la collaboration intercantonale.

Commission
consultative du
sport

Art. 6 ¹ Le Gouvernement nomme une commission consultative du sport (dénommée ci-après : "la commission") et fixe le nombre de membres.

² La Commission est composée de personnes représentant notamment les milieux du sport, de la santé, de la formation, de l'enseignement obligatoire, du tourisme, des médias et du domaine social.

³ Elle est présidée par le chef de l'Office des sports.

⁴ Elle exerce en particulier les tâches suivantes :

- a) elle conseille le Gouvernement et le Département en matière d'activités physiques et de sport;
- b) elle préavise les demandes de soutien financier à imputer sur le fonds pour la promotion du sport;
- c) elle préavise le subventionnement des installations sportives à caractère régional et d'intérêt public;
- d) elle soumet au Gouvernement toute proposition visant à favoriser les activités physiques et le sport.

SECTION 3 : Encouragement à la pratique sportive

En général

Art. 7 L'Etat encourage la pratique générale des activités physiques et du sport par l'ensemble de la population.

Sport associatif

Art. 8 ¹ L'Etat soutient le sport associatif.

² Il organise en particulier des cours de formation pour le personnel d'encadrement administratif et technique des entités sportives.

Activités
sportives
pluridisciplinaires

Art. 9 ¹ L'Etat encourage les entités sportives à développer la pratique d'activités sportives pluridisciplinaires, en particulier auprès des enfants de moins de douze ans.

² Il soutient la formation des moniteurs, la collaboration entre les entités sportives et la mise sur pied de cours pluridisciplinaires.

Spécialisation

Art. 10 L'Etat soutient la spécialisation auprès des jeunes, en principe dès l'âge de douze ans, notamment par le biais de la formation des moniteurs et la mise sur pied de camps et de cours.

Sport de haut niveau

Art. 11 ¹ L'Etat contribue à la promotion des jeunes sportifs présentant un niveau d'aptitudes particulièrement élevé. Il peut soutenir le sport d'élite.

² Il veille au suivi des athlètes en collaboration avec les entités sportives concernées.

SECTION 4 : Education physique et sportive dans les écoles

Art. 12 ¹ En matière d'éducation physique et sportive dans les écoles, le Département prend en considération les normes de qualité et de quantité minimales définies par la Confédération.

² L'Office des sports conseille et soutient les autorités scolaires dans leurs efforts visant à promouvoir l'éducation physique et sportive.

³ il met sur pied des journées sportives scolaires, en collaboration avec les organes scolaires cantonaux et intercantonaux.

⁴ Il collabore notamment avec les organes scolaires cantonaux et intercantonaux à la mise en place et au développement de la structure destinée aux élèves sportifs reconnus de haut niveau.

⁵ Pour le surplus, la législation scolaire est réservée.

SECTION 5 : Mouvement Jeunesse+Sport

Tâches de l'Office des sports

Art. 13 ¹ L'Office des sports organise le mouvement Jeunesse+Sport dans le Canton.

² Il en est l'autorité de surveillance.

³ Il accomplit les tâches et exerce les compétences que la législation fédérale attribue aux cantons. Il organise des cours de formation et de formation continue pour le personnel d'encadrement et met sur pied des camps et cours de sport destinés aux enfants et adolescents.

⁴ Il collabore à cet effet avec d'autres cantons.

Congés

Art. 14 Le Gouvernement édicte des directives concernant l'octroi de congés extraordinaires en faveur des employés de l'Etat pour participer à l'encadrement technique d'activités organisées dans le cadre de Jeunesse+Sport ou d'autres activités mises sur pied par l'Office.

SECTION 6 : Aménagement d'installations sportives

Qualité des installations

Art. 15 ¹ L'Etat veille à la réalisation d'installations sportives appropriées qui offrent toute sécurité aux usagers. Celles-ci correspondent, dans la mesure du possible, aux normes de compétition exigées par les fédérations sportives nationales.

² Les nouvelles installations sportives doivent être accessibles à tous les utilisateurs, en particulier aux personnes handicapées.

Planification et collaboration

Art. 16 ¹ L'Etat établit une planification des installations sportives, y compris des réseaux de trafic lent, qui tient compte des complémentarités régionales, des besoins scolaires et associatifs ainsi que du plan directeur cantonal.

² Dans le cadre de la procédure d'octroi d'un permis de construire, l'Office des sports approuve, sur le plan technique, les projets d'équipements sportifs.

Installations cantonales

Art. 17 ¹ L'Etat aménage les installations nécessaires à l'enseignement de l'éducation physique et sportive dans ses écoles.

² Il peut en autoriser l'utilisation par les entités sportives ou d'autres usagers en dehors des horaires scolaires et percevoir à cet effet une contribution aux frais d'exploitation.

Installations sportives à caractère régional et d'intérêt public

Art. 18 ¹ L'Etat soutient l'aménagement d'installations sportives à caractère régional et d'intérêt public.

² Le caractère régional d'une installation est déterminé en fonction des éléments suivants :

- a) l'installation doit répondre à un besoin objectif démontré par le requérant et admis par le Département;
- b) en règle générale, l'installation doit permettre de couvrir les besoins de la population d'une région représentant la majeure partie d'un district; à titre exceptionnel, le caractère régional d'une installation couvrant les besoins d'une entité géographique plus petite peut être reconnu;
- c) l'installation ne doit pas faire double emploi avec une autre installation à caractère régional, cantonal ou intercantonal, ou la concurrencer gravement;
- d) les communes concernées par l'installation doivent la réaliser dans le cadre d'une entente intercommunale (syndicat de communes ou convention) et participer à son financement en fonction de critères objectifs, tels que le nombre d'habitants;
- e) le maître d'œuvre doit posséder la personnalité juridique de droit public ou privé.

³ Pour être reconnue d'intérêt public, l'installation doit, en particulier, être largement ouverte à la population.

Installations
communales

Art. 19 ¹ Avec l'accord de l'Etat, les communes aménagent les équipements nécessaires à l'enseignement de l'éducation physique et sportive dans leurs écoles.

² Elles en autorisent l'utilisation aux conditions de l'article 17, alinéa 2.

SECTION 7 : Manifestations sportives

Art. 20 ¹ L'Etat soutient les manifestations sportives par des conseils et, dans la mesure des moyens à disposition, par un appui technique et logistique. L'article 31, alinéa 1, lettre j, est réservé.

² Le Gouvernement détermine en particulier les manifestations sportives pour lesquelles les frais d'intervention de la police cantonale et du service chargé des routes peuvent faire l'objet d'une remise.

SECTION 8 : Sécurité et prévention

Art. 21 ¹ Le Département veille à l'application des normes reconnues en matière de sécurité, de prévention des accidents et de dopage dans le domaine sportif.

² En cas de non-respect de celles-ci, les personnes concernées pourront se voir refuser toute nouvelle aide de l'Etat; dans les cas graves, les aides déjà allouées pourront être révoquées.

³ Le Département édicte également des directives relatives aux activités scolaires et parascolaires.

SECTION 9 : Financement par le budget de l'Etat

Cours de
formation pour
dirigeants

Art. 22 L'Etat prend en charge les frais liés à l'organisation de cours de formation, mis sur pied par l'Office des sports, pour le personnel d'encadrement administratif et technique des entités sportives; il peut percevoir une finance de participation.

Jeunesse+Sport

Art. 23 ¹ L'Etat prend en charge les frais des activités Jeunesse+Sport déployées par l'Office des sports, après déductions des subventions fédérales et des contributions des participants ou de tiers.

² Le Gouvernement arrête la rémunération des personnes intervenant dans ces activités.

³ Les contributions des participants doivent dans leur ensemble couvrir au moins le tiers des frais.

⁴ L'Etat peut en outre participer au financement d'activités Jeunesse+Sport organisées par des écoles ou des entités sportives.

Journées
sportives
scolaires

Art. 24 ¹ L'Etat prend en charge les frais des journées sportives scolaires, ainsi que les frais découlant de la participation d'équipes scolaires à des finales suisses.

² Les personnes externes à l'Office des sports et au corps enseignant qui collaborent à l'organisation touchent une indemnité aux conditions fixées par le Gouvernement.

Aménagement
d'équipements
sportifs

Art. 25 ¹ L'Etat supporte les frais d'aménagement des équipements nécessaires à l'enseignement de l'éducation physique et sportive dans ses écoles.

² L'Etat subventionne l'aménagement d'installations sportives à caractère régional et d'intérêt public. La subvention couvre entre 15 et 25 % des frais relatifs à l'aménagement de l'installation, en fonction de l'ampleur du besoin et de la proportion de la population qui bénéficie de l'installation.

³ La subvention au sens de l'alinéa 2 ne peut être cumulée, pour une installation ou une partie de l'installation, avec une subvention fondée sur la législation scolaire ou avec un soutien financier provenant du fonds pour la promotion du sport.

⁴ L'Etat subventionne les aménagements d'installations sportives réalisées par les communes conformément à la législation scolaire; l'article 32, lettre b, est réservé.

⁵ Les installations sportives à caractère régional et d'intérêt public subventionnées par l'Etat sont mises à disposition de l'Office des sports, pour les activités qu'il déploie, à des conditions préférentielles.

⁶ Les installations communales subventionnées par l'Etat sont mises gratuitement à disposition de l'Office des sports pour les activités qu'il déploie.

Régime juridique

Art. 26 Nul n'a droit à l'octroi de soutiens financiers prévus par la présente loi.

Contrôle de
l'affectation et
entretien

Art. 27 ¹ L'Office des sports s'assure que le soutien financier alloué a été affecté à la destination fixée, conformément aux conditions et charges figurant dans la décision d'octroi.

² En cas d'octroi d'un soutien financier pour l'aménagement d'une installation sportive, le bénéficiaire est tenu d'entretenir celle-ci.

³ Le bénéficiaire d'un soutien financier est tenu de faire apparaître celui-ci dans ses comptes comme aide de l'Etat au titre du sport.

Renvoi

Art. 28 La loi du 18 octobre 2000 sur les finances cantonales³⁾ et la loi du 29 octobre 2008 sur les subventions⁴⁾ sont applicables pour le surplus.

SECTION 10 : Financement par le fonds pour la promotion du sport

Fonds pour la
promotion du
sport

Art. 29 ¹ Un fonds pour la promotion du sport (dénommé ci-après : "le fonds") est institué pour soutenir et développer le sport jurassien.

² Il est géré par l'Office des sports.

³ Il est alimenté notamment par :

- a) la part revenant au Canton des bénéfices annuels de la Loterie Romande affectés au sport;
- b) la part de l'impôt cantonal sur les maisons de jeu affectée au sport (art. 5, al. 5, de la loi d'application de la loi fédérale sur les jeux de hasard et les maisons de jeu⁵¹);
- c) d'autres ressources privées affectées par le Gouvernement.

Bénéficiaires

Art. 30 ¹ Un soutien financier issu du fonds peut notamment être accordé aux entités sportives et aux sportifs individuels d'élite et talentueux.

² Les bénéficiaires doivent en principe avoir leur domicile ou leur siège dans le Canton du Jura.

Affectation du
fonds

Art. 31 ¹ Le fonds permet principalement d'octroyer des soutiens financiers dans les domaines suivants :

- a) les activités régulières des entités sportives (notamment cours, camps, entraînements, participation aux compétitions);
- b) les activités sportives pluridisciplinaires déployées en faveur des jeunes de moins de 12 ans;
- c) les activités sportives organisées dans le cadre de la spécialisation des jeunes;
- d) les actions visant à promouvoir les valeurs éthiques dans le sport, en particulier le fair-play;
- e) la relève dans le sport de performance;
- f) le sport d'élite;
- g) les mérites sportifs;
- h) l'acquisition de matériel de sport;
- i) l'aménagement d'équipements sportifs;
- j) l'organisation de manifestations sportives;
- k) la participation à des compétitions officielles d'envergure nationale ou internationale.

² Les frais découlant du traitement des demandes de soutiens financiers par l'Office des sports et la commission sont imputés au fonds.

Versements en
faveur des
collectivités
publiques

Art. 32 Un soutien financier issu du fonds peut en outre être octroyé :

- a) à l'Office des sports, pour l'acquisition ou la location de matériel de sport, d'appareils audiovisuels et de véhicules, dans la mesure où ceux-ci sont mis à disposition des entités sportives ou ont pour but de promouvoir le sport;
- b) à une commune qui aménage des équipements sportifs allant au-delà des exigences en matière scolaire dans le but de les mettre à disposition des entités sportives ou qui met sur pied des activités sportives en faveur des jeunes.

Octroi

Art. 33 Lors de l'octroi de soutiens financiers, un accent particulier est mis en faveur des activités régulières des entités sportives, notamment pour les jeunes.

Renvoi

Art. 34 ¹ Les articles 26 et 27 sont applicables par analogie.

² La loi sur les finances cantonales³⁾ est applicable pour le surplus.

³ Les soutiens financiers au sens de la présente section ne sont pas considérés comme des subventions au sens de la loi sur les subventions⁴⁾. Toutefois, les articles 21, 32, 33, 34, 35, 36, 38, 39 à 46 de la loi sur les subventions s'appliquent par analogie.

SECTION 11 : Dispositions finales et transitoires

Procédure

Art. 35 Pour le surplus, le Code de procédure administrative⁶⁾ régit la procédure applicable aux décisions fondées sur la présente loi.

Dispositions
d'exécution

Art. 36 ¹ Le Gouvernement édicte, par voie d'ordonnance, les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente loi.

² Il règle en particulier :

- a) les modalités d'organisation et de financement des activités Jeunesse+Sport;
- b) les modalités du subventionnement des installations sportives à caractère régional et d'intérêt public;
- c) les modalités d'octroi de soutiens financiers issus du fonds.

Institution
commune

Art. 37 L'organisation prévue par la présente loi peut être revue en cas de création d'une institution commune interjurassienne chargée du sport.

Abrogation	Art. 38 La loi du 25 juin 1987 sur le subventionnement des installations sportives à caractère régional et d'intérêt public est abrogée.
Dispositions transitoires	<p>Art. 39 ¹ Les cas ayant fait l'objet d'une promesse de prestation financière sont traités selon l'ancien droit, à moins que le nouveau droit ne soit plus favorable aux requérants.</p> <p>² En cas d'autorisation anticipée de commencer les travaux délivrée avant l'entrée en vigueur de la présente loi, la présente loi s'applique. L'alinéa 1 est réservé.</p> <p>³ Au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi, le solde du fonds pour l'éducation physique et le sport et celui du fonds pour la promotion du sport sont affectés au fonds pour la promotion du sport au sens de l'article 29.</p>
Référendum	Art. 40 La présente loi est soumise au référendum facultatif.
Entrée en vigueur	Art. 41 Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur ⁷⁾ de la présente loi.

Delémont, le 17 novembre 2010

AU NOM DU PARLEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Michel Juillard
Le secrétaire : Jean-Baptiste Maître

- 1) RS 415.0
- 2) RSJU 101
- 3) RSJU 611
- 4) RSJU 621
- 5) RSJU 935.52
- 6) RSJU 175.1
- 7) 1^{er} février 2011

Ordonnance concernant la commission des archives

du 17 mai 2011

Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,

vu l'article 8 de la loi du 20 octobre 2010 sur l'archivage¹⁾,

vu l'article 76, lettre h, du décret d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale du 25 octobre 1990²⁾,

arrête :

Terminologie

Article premier Les termes utilisés dans la présente ordonnance pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

Composition,
nomination

Art. 2 ¹ La commission des archives est composée d'au maximum onze membres.

² Les chefs du Département de la Formation, de la Culture et des Sports, de l'Office de la culture et du Service des communes en sont membres d'office.

³ Les autres membres sont nommés par le Gouvernement.

⁴ L'archiviste cantonal participe aux séances de la commission avec voix consultative; il en assume le secrétariat.

⁵ La présidence de la commission est confiée au chef du Département de la Formation, de la Culture et des Sports.

Tâches

Art. 3 La commission des archives exerce les tâches suivantes :

- a) elle émet des préavis sur les objets qui lui sont soumis et qui se rapportent à la conservation et à la mise en valeur des archives;
- b) elle fait des propositions au Gouvernement relatives à l'organisation et à la gestion des Archives cantonales;
- c) elle veille à favoriser la collaboration avec d'autres institutions, associations ou particuliers;
- d) elle signale des fonds ou des documents d'archives concernant l'histoire du pays jurassien et fait au Gouvernement des propositions y relatives;

- e) elle propose toute mesure utile pouvant contribuer au rayonnement des Archives cantonales.

Séances

Art. 4 La commission se réunit au moins deux fois par année.

Renvoi

Art. 5 Pour le surplus, l'ordonnance du 11 novembre 1980 concernant la durée des mandats et les indemnités journalières et de déplacement des membres de commissions cantonales³⁾ est applicable.

Entrée en
vigueur

Art. 6 La présente ordonnance entre en vigueur le 1^{er} juin 2011.

Delémont, le 17 mai 2011

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Philippe Receveur
Le chancelier : Sigismond Jacquod

1) RSJU 441.21
2) RSJU 172.111
3) RSJU 172.356

Loi sur la protection de la nature et du paysage (LPNP)

du 16 juin 2010

Le Parlement de la République et Canton du Jura,

vu la loi fédérale du 1^{er} juillet 1966 sur la protection de la nature et du paysage (LPN)¹⁾,

vu l'ordonnance fédérale du 16 janvier 1991 sur la protection de la nature et du paysage (OPN)²⁾,

vu l'article 45, alinéas 2 et 3, de la Constitution cantonale³⁾,

arrête :

CHAPITRE PREMIER : Dispositions générales

But

Article premier ¹ La présente loi a pour but de préserver et de promouvoir la richesse et la diversité des patrimoines naturel et paysager du canton et d'en assurer leur mise en valeur.

² Elle vise notamment à :

- a) protéger la faune et la flore indigènes ainsi que leur espace vital naturel;
- b) favoriser la revitalisation des milieux naturels ou proches de l'état naturel;
- c) préserver l'aspect des paysages naturels caractéristiques et les formations géomorphologiques particulières;
- d) contribuer au maintien et à l'amélioration de la biodiversité;
- e) soutenir les efforts des communes, des organisations privées, d'autres institutions et des particuliers qui œuvrent en faveur de la protection de la nature et du paysage;
- f) encourager l'enseignement et la recherche ainsi que la sensibilisation et l'information du public dans les domaines de la protection de la nature et du paysage.

Principes

Art. 2 ¹ Les principes du développement durable régissent l'application de la présente loi.

² L'Etat, les communes et autres corporations de droit public tiennent compte des exigences de la protection de la nature et du paysage dans l'accomplissement de leurs tâches.

Champ
d'application

Art. 3 ¹ La présente loi régit la protection de la nature et du paysage au sens de la loi fédérale sur la protection de la nature et du paysage.

² La protection des paysages bâtis, la conservation des monuments historiques, l'archéologie et la surveillance des fouilles paléontologiques font l'objet d'une réglementation spécifique.

Terminologie

Art. 4 Les termes utilisés dans la présente loi pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

Autorités
compétentes

Art. 5 ¹ Le Gouvernement exerce la haute surveillance en matière de protection de la nature et du paysage.

² Le Département de l'Environnement et de l'Equipeement (dénommé ci-après : "le Département") est l'autorité de surveillance en matière de protection de la nature et du paysage et, dans ce cadre, édicte toute directive utile, sous réserve des attributions du Gouvernement. Il exerce toutes les compétences que lui attribuent la présente loi et ses dispositions d'application.

³ Sous réserve des dispositions particulières de la présente loi, l'Office de l'environnement est chargé de l'application du droit fédéral et cantonal régissant la protection de la nature et du paysage. A cet effet, il exerce toutes les compétences qui ne sont pas attribuées expressément à une autre autorité.

Commission de
la protection de
la nature et du
paysage

Art. 6 ¹ Il est créé une commission de la protection de la nature et du paysage.

² La commission a notamment pour tâches :

- a) d'examiner les propositions de mise sous protection par voie d'arrêté des objets d'importance nationale et régionale;
- b) de participer à l'élaboration des dispositions légales touchant à la protection de la nature et du paysage;
- c) d'examiner les propositions visant au maintien de la biodiversité ainsi qu'à la sauvegarde d'espèces animales et végétales et de leurs habitats;
- d) d'évaluer l'impact sur la nature et le paysage des projets cantonaux et communaux d'une certaine importance et de donner un préavis à ce sujet lors des procédures d'examen;

e) de donner son avis sur tout objet que lui soumettent les autorités.

³ La commission est composée de membres représentant, notamment, les milieux de la protection de la nature et du paysage, de l'agriculture, de la sylviculture, du tourisme, ainsi que les communes.

⁴ Le Gouvernement règle l'organisation et le fonctionnement de la commission.

CHAPITRE II : Domaines de protection

Domaines de protection

Art. 7 Peuvent faire l'objet d'une mesure de protection :

- a) la flore et ses stations;
- b) la faune et ses habitats;
- c) les monuments naturels;
- d) les écosystèmes, les biotopes et leurs biocénoses;
- e) les géotopes;
- f) les paysages naturels caractéristiques.

Définitions

Art. 8 ¹ Les stations de la flore et les habitats de la faune constituent les espaces vitaux fonctionnels nécessaires à la pérennité des espèces de la flore et de la faune sauvages indigènes.

² Les monuments naturels sont des objets botaniques. Les objets botaniques comprennent, entre autres, les arbres et arbustes isolés, les allées, les groupes d'arbres et d'arbustes (bosquets) ainsi que les haies.

³ Les biotopes et leurs biocénoses forment des écosystèmes tels que les prairies et pâturages secs, les tourbières, les prairies humides et les marais, les étangs et les mares, les cours d'eau, la végétation des rives, les zones alluviales, les gravières et sablières, les falaises et les éboulis.

⁴ Les géotopes sont des portions de la géosphère délimitées dans l'espace et d'une importance géologique, géomorphologique ou géoécologique particulière. Il s'agit, entre autres, des formations karstiques telles que lapiés, rus, vallées sèches, emposieux, gouffres et grottes, sources et résurgences, terrasses alluviales, concrétions et tuffières et sites fossilifères.

⁵ Les paysages naturels caractéristiques sont des entités, relativement bien préservées, représentatives des différentes régions du canton telles que pâturages boisés, cluses, zones bocagères, sites marécageux et vergers à hautes tiges.

Réserves
naturelles

Art. 9 Les réserves naturelles sont des sites d'importance écologique particulière comprenant des objets d'importance nationale, régionale ou locale définis à l'article 8.

Classification

Art. 10 ¹ Les objets dignes de protection définis à l'article 8 et pour lesquels le droit fédéral ou cantonal prévoit l'établissement d'inventaires, sont classés selon leur importance.

² La Confédération désigne les objets d'importance nationale et le canton ceux d'importance régionale.

³ Les communes désignent les objets d'importance locale. L'Office de l'environnement peut faire des propositions.

Inventaires

Art. 11 ¹ Le Gouvernement établit et met à jour les inventaires des objets d'importance régionale.

² Il décide de l'inscription, de la modification ou de la radiation d'objets portés à un inventaire.

³ Les communes et autres corporations de droit public, de même que les organisations de protection de la nature et du paysage, peuvent faire des propositions. Celles-ci sont adressées à l'Office de l'environnement.

⁴ Les inventaires sont publics et peuvent être consultés librement à l'Office de l'environnement.

CHAPITRE III : Procédure de mise sous protection

Mesures de
protection

Art. 12 ¹ Les mesures nécessaires à la protection des objets d'importance nationale ou régionale mentionnés dans les inventaires sont fixées dans le cadre des plans d'aménagement local ou par voie d'arrêté de protection.

² Les mesures nécessaires à la protection des objets d'importance locale sont prises par les communes dans le cadre de leur plan d'aménagement local.

³ Les mesures de protection peuvent également être définies sur la base de contrats volontaires.

⁴ Pour les autres objets qui ne figurent pas dans les inventaires, les mesures de protection sont fixées dans les plans d'aménagement local ou par voie d'arrêté de protection.

Autorités
compétentes
pour les objets
d'importance
nationale et
régionale

Art. 13 ¹ Le Gouvernement adopte les arrêtés de protection selon la procédure définie aux articles 15 à 20.

² Le Département est compétent pour conclure les contrats volontaires.

³ L'Office de l'environnement définit les mesures de protection à intégrer dans les plans d'aménagement local.

Réserves
naturelles

Art. 14 Conformément à l'article 81 de la loi d'introduction du Code civil suisse⁴⁾, le Gouvernement, de même que les communes, peuvent créer, par voie d'arrêté, des réserves naturelles.

Protection par
voie d'arrêté du
Gouvernement
a) Consultation

Art. 15 L'Office de l'environnement prépare les dossiers de mise sous protection. A cet effet, il prend l'avis des communes, des propriétaires, des exploitants et des services cantonaux concernés. Il consulte la commission de la protection de la nature et du paysage.

b) Dépôt public

Art. 16 ¹ Les dossiers sont déposés publiquement pendant 30 jours.

² L'avis de dépôt public est publié dans le Journal officiel.

c) Opposition

Art. 17 Sont légitimés à faire opposition :

- a) les propriétaires, les exploitants et toute personne dont les intérêts seraient touchés par la protection projetée;
- b) les organisations privées qui, d'après leurs statuts, ont pour mission essentielle et permanente de veiller aux intérêts protégés par la présente loi, notamment les organisations de protection de la nature;
- c) les communes et groupements de communes dans le cadre de la sauvegarde des intérêts publics qui leur sont confiés.

d) Conciliation

Art. 18 Les opposants sont convoqués à une séance de conciliation par l'Office de l'environnement. Le résultat des pourparlers est consigné dans un procès-verbal.

- e) Décision **Art. 19** ¹ Le Gouvernement adopte l'arrêté de mise sous protection et statue simultanément sur les oppositions.
- ² L'arrêté est communiqué aux intéressés et publié dans le Journal officiel.
- f) Recours **Art. 20** La décision du Gouvernement peut faire l'objet d'un recours auprès de la Cour administrative du Tribunal cantonal conformément au Code de procédure administrative⁵⁾.
- Protection par voie d'arrêté communal **Art. 21** Le conseil communal est compétent pour décider la mise sous protection d'objets d'importance locale. La procédure d'adoption des règlements communaux, selon la législation sur les communes, est applicable. L'arrêté de protection est soumis à l'approbation du Gouvernement.
- Mention au registre foncier **Art. 22** Les restrictions touchant la propriété foncière à la suite de mesures de protection fixées par voie d'arrêté sont, en général, mentionnées au Registre foncier et dans le cadastre des restrictions de droit public à la propriété foncière.
- Acquisition, expropriation **Art. 23** ¹ Lorsque sa sauvegarde l'exige, un objet digne de protection peut être acquis par voie contractuelle ou, à défaut d'entente, par voie d'expropriation.
- ² Le Gouvernement décide de l'expropriation. Pour le surplus, les dispositions de la loi sur l'expropriation⁶⁾ sont applicables.
- Mesures conservatoires **Art. 24** ¹ Si une intervention met en danger un objet digne de protection, l'Office de l'environnement ordonne immédiatement toute mesure permettant de prévenir la détérioration de l'objet. Sa décision est immédiatement exécutoire.
- ² Le Département peut placer temporairement l'objet sous la protection de l'Etat et ordonner les mesures nécessaires à sa conservation.
- ³ La décision du Département peut faire l'objet d'une opposition dans les trente jours suivant sa publication dans le Journal officiel. L'opposition n'a pas d'effet suspensif.

⁴ Le dépôt public du dossier de mise sous protection selon l'article 16 doit intervenir dans le délai d'une année. Au besoin, le Département peut prolonger ce délai d'une année.

CHAPITRE IV : Dispositions de protection

Principe de proportionnalité

Art. 25 Les dispositions de protection sont prises de telle sorte que les droits des propriétaires et des tiers ne soient pas restreints plus qu'il n'est nécessaire afin d'aboutir à une protection efficace de l'objet considéré.

1. Protection de la flore
a) Espèces totalement protégées

Art. 26 ¹ En plus des espèces végétales protégées par la législation fédérale, le Gouvernement détermine les espèces totalement protégées sur le territoire cantonal et édicte les mesures particulières nécessaires à leur protection.

² Tous les actes contraires à la sauvegarde de ces espèces et de leurs stations sont interdits, en particulier les cueillir, les déterrer, les arracher ou porter atteinte à leurs milieux, notamment par des modifications de terrain ou par l'apport d'engrais et de produits phytosanitaires.

b) Espèces partiellement protégées

Art. 27 En plus des plantes totalement protégées mentionnées à l'article 26, le Gouvernement détermine les plantes partiellement protégées sur le territoire cantonal, édicte les mesures particulières nécessaires à leur protection et règle leur cueillette.

c) Introduction de végétaux

Art. 28 L'introduction d'espèces végétales non indigènes est interdite, en dehors des jardins, des parcs et des cultures.

d) Végétation des rives

Art. 29 ¹ La végétation des rives (roselières, jonchères et autres formations végétales riveraines) ne doit pas être essartée, ni recouverte ou détruite d'une autre manière.

² L'Office de l'environnement est habilité à octroyer des dérogations pour des atteintes d'ordre technique, pour autant que des mesures de reconstitution ou, à défaut, de remplacement adéquat soient prises.

e) Incendie du couvert végétal

Art. 30 Il est interdit de mettre le feu à la végétation, notamment aux talus des voies de chemin de fer et des routes.

f) Récolte de champignons, plantes et fruits sauvages

Art. 31 ¹ La récolte de champignons est admise en petites quantités uniquement. Le Gouvernement définit les quantités autorisées par voie d'ordonnance.

² Une autorisation de l'Office de l'environnement est nécessaire pour récolter des champignons à des fins lucratives. Les quantités de champignons récoltés à ces fins ne doivent pas dépasser celles définies par voie d'ordonnance.

³ Le Gouvernement définit, par voie d'ordonnance, les plantes et les fruits sauvages non protégés en vertu des articles 26 et 27, dont la récolte à des fins lucratives nécessite une autorisation.

g) Plantes néophytes envahissantes

Art. 32 ¹ Les propriétaires fonciers et les exploitants doivent prendre les mesures nécessaires pour lutter contre les plantes néophytes envahissantes.

² Il est notamment interdit de semer, vendre, planter ou cultiver, y compris dans la zone à bâtir, les espèces envahissantes figurant sur la liste noire établie par la Commission suisse pour la protection des plantes sauvages.

³ Au besoin, le Département peut ordonner les mesures nécessaires.

h) Plantes indigènes envahissantes

Art. 33 L'Office de l'environnement peut, dans des cas particuliers, notamment des friches, talus et dépôts de terre, imposer aux propriétaires fonciers, aux exploitants et aux collectivités publiques des mesures de lutte contre l'ensemencement des terres agricoles avoisinantes par des plantes envahissantes se trouvant sur leur bien-fonds.

2. Protection de la faune
a) Espèces protégées

Art. 34 ¹ En plus des animaux protégés par la législation fédérale et par la législation cantonale sur la chasse et la pêche, le Gouvernement détermine les espèces protégées sur le territoire cantonal et édicte les mesures particulières nécessaires à leur protection.

² Toutes les mesures contraires à la sauvegarde de ces espèces et de leurs habitats sont interdites, en particulier :

- a) tuer, blesser ou capturer ces animaux ainsi qu'endommager, détruire ou enlever leurs œufs, larves, pupes, nids ou lieux d'incubation;
- b) détenir, conserver ces animaux, leurs œufs, larves, pupes et nids, ou les remettre, morts ou vivants, à d'autres personnes.

b) Introduction
d'animaux

Art. 35 Sous réserve des législations sur la chasse et la pêche, l'introduction dans la nature d'espèces animales non indigènes est interdite.

3. Exceptions

Art. 36 ¹ L'Office de l'environnement peut autoriser des exceptions pour la récolte ou le déracinement de plantes protégées ainsi que pour l'introduction, la capture, la mise à mort, la détention ou la conservation d'animaux, notamment à des fins scientifiques, pédagogiques ou thérapeutiques.

² L'Office de l'environnement peut accorder d'autres autorisations exceptionnelles :

- a) si ces mesures servent à maintenir la diversité biologique;
- b) pour des atteintes d'ordre technique qui s'imposent à l'endroit prévu et qui correspondent à un intérêt prépondérant.

4. Réintroduction
de plantes et
d'animaux

Art. 37 La réintroduction de plantes ou d'animaux autrefois indigènes en Suisse fait l'objet d'une autorisation délivrée par la Confédération.

5. Monuments
naturels
a) Arbres isolés,
allées

Art. 38 Les grands arbres isolés et les groupes d'arbres marquants ainsi que les allées doivent subsister dans leur vocation paysagère.

b) Haies et
bosquets

Art. 39 ¹ Les haies et bosquets situés hors de la zone à bâtir sont protégés et doivent subsister dans leur vocation naturelle et paysagère. Les dispositions de l'article 54, alinéa 2, demeurent réservées.

² Il est notamment interdit d'en réduire la surface, d'opérer des coupes rases de même que d'y effectuer des travaux de terrassement et d'y déposer des matériaux de tout genre.

³ L'entretien et le maintien des haies et bosquets incombent aux propriétaires fonciers et aux exploitants, à défaut aux communes, conformément aux exigences édictées conjointement par le Service de l'économie rurale et l'Office de l'environnement.

⁴ Le Gouvernement définit par voie d'ordonnance les modalités d'entretien des haies et bosquets.

- c) Dérogations **Art. 40** Les communes peuvent, d'entente avec l'Office de l'environnement, octroyer des dérogations ne portant pas préjudice aux buts de protection. L'Office de l'environnement fixe les mesures de reconstitution ou de remplacement conformément à l'article 67.
6. Biotopes
a) Zones alluviales **Art. 41** Le développement de la flore et de la faune indigènes typiques des zones alluviales et des éléments écologiques indispensables à leur existence doit être assuré, notamment en adaptant les exploitations existantes comme l'agriculture et la sylviculture, l'utilisation des forces hydrauliques et des eaux souterraines, l'extraction de matériaux, la navigation et les activités de loisirs, y compris la pêche.
- b) Hauts et bas-marais, zones marécageuses **Art. 42** La conservation des hauts-marais, bas-marais et zones marécageuses et le développement de la flore et de la faune indigènes et des éléments écologiques indispensables à leur existence doivent être garantis.
- c) Prairies et pâturages secs **Art. 43** Les prairies et pâturages secs doivent être exploités de manière extensive afin de garantir la pérennité des espèces végétales particulières et des espèces animales rares ou menacées de ces milieux.
- d) Sites de reproduction des batraciens **Art. 44** Les sites de reproduction des batraciens ainsi que les couloirs de migration doivent être conservés intacts, au besoin reconstitués.
- e) Délimitation des biotopes, zones-tampon, régénération **Art. 45** L'Etat, respectivement les communes dans le cadre de leur plan d'aménagement local, délimitent des zones-tampon suffisantes du point de vue écologique, fixent les limites précises des objets et règlent le mode d'utilisation du sol ainsi que les mesures de régénération à prendre, après avoir pris l'avis des propriétaires fonciers et des exploitants concernés.
7. Géotopes **Art. 46** ¹ Les géotopes portés à l'inventaire cantonal doivent être préservés.
- ² L'Etat, respectivement les communes dans leur plan d'aménagement local, fixent les limites précises des objets et règlent le mode d'utilisation du sol après avoir pris l'avis des propriétaires fonciers concernés.
8. Paysages
a) Principe **Art. 47** ¹ Les paysages naturels caractéristiques d'une beauté et d'une valeur particulières doivent être préservés.

² Les communes élaborent des conceptions d'évolution du paysage et déterminent les mesures de protection, d'entretien, d'aménagement et de développement du paysage.

b) Paysages
bocagers

Art. 48 ¹ Les ensembles bocagers présentant une grande valeur écologique et paysagère sont placés sous la protection de l'Etat et doivent, dans la mesure du possible, être conservés intacts voire revalorisés. Il est notamment interdit d'y aménager des infrastructures de grande envergure, d'y procéder à des opérations mécaniques pouvant entraîner une modification de la structure des sols et de porter atteinte aux éléments naturels, notamment aux haies, bosquets et arbres isolés.

² Le Gouvernement établit un inventaire des paysages bocagers et le met régulièrement à jour.

c) Sites
marécageux

Art. 49 ¹ Les mesures de protection des sites marécageux d'une beauté particulière et d'importance nationale incombent à l'Etat.

² L'Etat fixe les limites précises des objets et règle le mode d'utilisation du sol ainsi que les mesures de régénération à prendre, après avoir pris l'avis des propriétaires fonciers et des exploitants concernés.

d) Vergers
d'arbres à haute
tige

Art. 50 Les vergers d'arbres à haute tige traditionnels et typiques du paysage jurassien sont préservés. L'Etat favorise leur rajeunissement et leur reconstitution.

e) Pâturages
boisés

Art. 51 ¹ La conservation des pâturages boisés caractéristiques et d'une beauté particulière doit être garantie. Leur équilibre sylvo-pastoral, leur structure et leur diversité floristique et faunistique doivent être maintenus.

² Si leur conservation n'est pas assurée, l'Etat peut prendre des mesures particulières, notamment par la mise en place d'un plan de gestion intégrée.

9. Modifications
du sol

Art. 52 ¹ Les opérations mécaniques ayant pour effet le broyage et le mélange des éléments constitutifs du sol, soit la terre, la matière végétale et la matière minérale, sont interdites à l'intérieur des périmètres suivants :

- a) les pâturages boisés;
- b) les pâturages situés en zone d'estivage;
- c) les biotopes dignes de protection;
- d) les objets portés à l'inventaire fédéral des paysages, sites et monuments naturels d'importance nationale (IFP);

- e) les sites marécageux d'une beauté particulière et d'importance nationale;
- f) l'ensemble des périmètres de protection de la nature et des périmètres de protection du paysage inscrits dans les plans d'aménagement local.

² Lorsque les conditions de l'exploitation agricole du sol le justifient et pour autant qu'aucun intérêt public prépondérant lié à la protection de la nature et du paysage ne s'y oppose, l'Office de l'environnement peut délivrer des autorisations exceptionnelles. Il requiert l'avis du Service de l'économie rurale.

³ Les mesures nécessaires à l'entretien des milieux protégés demeurent réservées.

CHAPITRE V : Dispositions particulières

Parcs naturels
régionaux

Art. 53 L'Etat soutient la création de parcs naturels régionaux.

Création de
biotopes

Art. 54 ¹ L'Etat encourage la création de nouveaux milieux naturels. De même, il promeut la plantation d'arbres et de haies formées d'essences indigènes.

Nouvelles
plantations

² Des aides financières peuvent être allouées pour la création de haies basses composées d'essences indigènes agréées plantées essentiellement sur des terres assolées. Les haies doivent être maintenues en place pendant 12 ans au moins et être plantées sur des terres assolées. Le Gouvernement règle les modalités d'octroi.

Compensation
écologique

Art. 55 ¹ Dans les régions où l'exploitation du sol est intensive, l'Etat veille à la compensation écologique sous forme de plantations ou par la création de nouveaux biotopes favorisant la diversité biologique.

Qualité et
réseaux
écologiques

² L'Etat veille à la promotion de la qualité et à la création de réseaux écologiques au sens de l'ordonnance fédérale sur la qualité écologique^{[7](#)}.

³ L'Office de l'environnement et le Service de l'économie rurale édictent les directives nécessaires.

Espèces
prioritaires

Art. 56 ¹ Eu égard aux listes établies par la Confédération, le Département définit les espèces prioritaires du canton.

² L'Office de l'environnement établit les plans d'action pour la sauvegarde des espèces prioritaires.

Signalisation	Art. 57 L'Etat veille à la signalisation des réserves naturelles qu'il a créées et des objets protégés d'importance nationale et régionale.
Entretien et mesures de régénération	<p>Art. 58 ¹ L'entretien des réserves naturelles créées par l'Etat et des objets d'importance nationale et régionale ainsi que les mesures de régénération incombent à l'Etat.</p> <p>² L'Etat peut déléguer l'entretien et les mesures de régénération à des organismes concernés.</p>
Information	Art. 59 L'Etat veille, en collaboration avec les organisations concernées, à l'information de la population sur la nécessité de protection du patrimoine naturel et paysager jurassien. Une attention particulière est portée à l'information des jeunes.
Recherche	Art. 60 L'Etat encourage les études portant sur la protection de la nature et du paysage et la biodiversité ainsi que le suivi scientifique des espèces ou objets protégés.

CHAPITRE VI : Subventions

Aides financières	<p>Art. 61 ¹ L'Etat peut octroyer des aides financières aux communes, aux organisations privées ainsi qu'aux institutions qui déploient des activités ou entreprennent des actions concrètes dans le domaine de la protection de la nature et du paysage.</p> <p>² Il peut de même octroyer, dans des cas particulièrement justifiés, des aides financières à des particuliers.</p>
Indemnités	<p>Art. 62 ¹ L'entretien des biotopes protégés ou dignes de protection est, si possible, assuré sur la base d'accords conclus avec les propriétaires fonciers ou les exploitants et par l'adaptation des modes d'exploitation.</p> <p>² Les propriétaires fonciers ou les exploitants qui, par souci de garantir la protection visée, limitent leur exploitation actuelle, assurent une prestation sans avantage lucratif correspondant ou qui y sont tenus en vertu des dispositions de la présente loi, ont droit à une juste indemnité.</p>

Modalités
d'octroi

Art. 63 Le Gouvernement règle par voie d'ordonnance les principes et les modalités d'octroi des aides financières et des indemnités.

CHAPITRE VII : Police

Organes de
surveillance

Art. 64 ¹ La surveillance de la protection de la nature et du paysage est exercée par :

- a) les gardes cantonaux rattachés à l'Office de l'environnement;
- b) le personnel de l'Office de l'environnement affecté à la surveillance environnementale;
- c) le personnel de l'Office de l'environnement affecté spécifiquement à cette tâche;
- d) les gardes forestiers de triages, dans le cadre des tâches de police forestière déléguées.

² Les agents de la gendarmerie cantonale sont tenus de prêter leur concours et de signaler toute infraction à l'autorité compétente. La participation des gardes-frontières à la surveillance est régie par la législation fédérale.

³ Demeurent réservées les compétences des communes en matière de police des constructions.

Devoirs et
compétences

Art. 65 Les personnes désignées à l'article 64, alinéa 1, ont qualité d'agents de police judiciaire au sens des dispositions de procédure pénale lorsqu'elles agissent dans le cadre de la législation sur la protection de la nature et du paysage.

Reconstitution
et remplacement
adéquat

Art. 66 ¹ Lorsqu'il est impossible d'éviter des atteintes aux objets protégés ou dignes de protection, l'auteur de l'atteinte doit veiller à prendre des mesures particulières pour en assurer la reconstitution ou, à défaut, le remplacement adéquat.

² L'Office de l'environnement détermine les mesures et fixe un délai raisonnable pour leur exécution.

³ Afin d'assurer l'exécution correcte de ces mesures, l'Office de l'environnement peut exiger des garanties appropriées.

Rétablissement
de l'état
conforme à
la loi

Art. 67 ¹ Quiconque porte atteinte de manière illicite à un objet protégé est tenu de procéder au rétablissement de l'état initial.

² Lorsque le rétablissement conforme est impossible, l'autorité compétente ordonne une compensation équitable en nature ou perçoit une contribution correspondant à la valeur de remplacement. Le produit des contributions de remplacement est destiné au financement des mesures de compensation. Le Gouvernement en règle, par voie d'ordonnance, les modalités d'application.

³ L'autorité compétente fait exécuter par substitution et aux frais de l'auteur les mesures ordonnées qui n'auraient pas été prises dans le délai fixé ou qui n'auraient pas été exécutées conformément aux prescriptions.

Autorités
communales

Art. 68 Lorsqu'une commune néglige les tâches qui lui sont confiées par la présente loi, le Département lui impartit un délai convenable pour qu'elle prenne les mesures nécessaires, sous commination d'exécution par substitution.

CHAPITRE VIII : Voies de droit

Opposition et
recours

Art. 69 Sauf dispositions contraires, les décisions prises en application de la présente loi peuvent faire l'objet d'une opposition et d'un recours conformément au Code de procédure administrative⁵⁾.

CHAPITRE IX : Dispositions pénales

Contraventions

Art. 70 ¹ Est puni de l'amende jusqu'à 20 000 francs celui qui :

- a) endommage ou détruit un objet protégé;
- b) contrevient à une interdiction ou à une mesure ordonnée en vertu de la présente loi ou de ses dispositions d'exécution;
- c) agit sans être au bénéfice des autorisations exigées par la présente loi ou par ses dispositions d'exécution.

² Les dispositions des articles 24 à 24d de la loi fédérale sur la protection de la nature et du paysage¹⁾ demeurent réservées.

³ Les articles 6 et 7 de la loi fédérale sur le droit pénal administratif⁸⁾ sont applicables. Les personnes morales ou les entreprises répondent solidairement des amendes et frais mis à charge lors d'infractions commises dans le cadre de leur gestion.

Communication **Art. 71** Les jugements et ordonnances exécutoires des autorités pénales sont communiqués dans les dix jours à l'Office de l'environnement.

CHAPITRE X : Dispositions finales

Dispositions d'exécution **Art. 72** Le Gouvernement édicte les dispositions d'exécution de la présente loi par voie d'ordonnance.

Référendum **Art. 73** La présente loi est soumise au référendum facultatif.

Entrée en vigueur **Art. 74** Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur⁹⁾ de la présente loi.

Delémont, le 16 juin 2010

AU NOM DU PARLEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Michel Juillard
Le secrétaire : Jean-Baptiste Maître

L'article 22 a été approuvé par le Département fédéral de justice et police le 2 octobre 2010

- 1) RS 451
- 2) RS 451.1
- 3) RSJU 101
- 4) RSJU 211.1
- 5) RSJU 175.1
- 6) RSJU 711
- 7) RS 910.14
- 8) RS 313.0
- 9) 1^{er} septembre 2010

TABLE DES MATIERES

5	Défense nationale, police
51	<i>Défense militaire</i>
511	<i>Administration</i>
511.411	Ordonnance du 11 juin 2002 concernant l'organisation du commandement d'arrondissement militaire
519	<i>Conventions intercantionales</i>
519.1	Arrêté du Parlement du 13 novembre 1980 concernant l'approbation de la convention entre le Canton de Berne et la République et Canton du Jura relative au Commissariat cantonal bernois des guerres et au Service jurassien des affaires militaires
52	<i>Protection civile</i>
521	<i>Organisation cantonale</i>
521.1	Loi du 13 décembre 2006 sur la protection de la population et la protection civile
521.11	Ordonnance du 21 août 2007 sur la protection de la population et la protection civile
521.12	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant l'activité des médecins-conseils de la commission sanitaire cantonale de la protection civile
521.3	Ordonnance du 26 avril 1988 concernant la protection des biens culturels
529	<i>Conventions intercantionales</i>
529.1	Arrêté du Parlement du 13 novembre 1980 concernant l'approbation de la convention entre le Canton de Berne et la République et Canton du Jura relative à l'utilisation des centres d'instruction de la protection civile de Tramelan, Laufon et Lyss/Kappelen
53	<i>Approvisionnement économique du pays</i>
531.1	Ordonnance du 16 juin 2009 sur l'approvisionnement économique du pays

55	<i>Police</i>
551	<i>Police cantonale</i>
551.1	Loi du 4 décembre 2002 sur la police cantonale
551.2	Ordonnance du 19 juin 2007 portant exécution de la loi fédérale instituant des mesures visant au maintien de la sûreté intérieure en matière de violences lors de manifestations sportives
551.11	Ordonnance du 28 mars 2006 sur la police cantonale
551.14	Ordonnance du 17 juin 1980 concernant les frais de formation des aspirants se destinant à la police cantonale
551.15	Ordonnance du 26 août 1986 concernant l'avancement et la classification des membres de la police cantonale
555	<i>Repos dominical et jours fériés</i>
555.1	Loi du 26 octobre 1978 sur les jours fériés officiels et le repos dominical
555.10	Décret du 13 décembre 1979 fixant huit jours fériés officiels assimilés au dimanche
555.11	Ordonnance du 6 décembre 1978 sur l'application du repos dominical
556	<i>Dispositions relatives aux funérailles</i>
556.1	Décret du 6 décembre 1978 concernant les inhumations
556.2	Décret du 6 décembre 1978 concernant la crémation
557	<i>Commerce des armes</i>
557.1	Décret du 21 juin 2000 portant exécution de la loi fédérale sur les armes
559	<i>Conventions intercantionales</i>
559.111	Arrêté du Parlement du 12 avril 2000 portant adhésion de la République et Canton du Jura au concordat réglant la coopération en matière de police en Suisse romande
559.115	Arrêté du Parlement du 22 avril 1998 portant approbation du concordat sur les entreprises de sécurité et arrêté du Parlement du 19 mai 2004 portant ratification de la révision du concordat sur les entreprises de sécurité

- 559.115.1 Décret du 21 juin 2000 portant introduction du concordat sur les entreprises de sécurité
- 559.170 Arrêté du Parlement du 18 mai 1993 portant approbation de la convention entre la République et Canton du Jura et la République et Canton de Genève relative au traitement électronique des données de police
- 559.2 Arrêté du Parlement du 16 juin 2010 portant adhésion de la République et canton du Jura au concordat instituant des mesures contre la violence lors de manifestations sportives
- 559.354 Arrêté du Gouvernement du 21 décembre 1979 portant adhésion définitive à la convention du 23 juin 1909 relative aux transports de police

TABLE DES MATIERES

6	Finances, régales
61	<i>Gestion financière</i>
611	Loi du 18 octobre 2000 sur les finances cantonales
611.12	Ordonnance du 23 novembre 2010 concernant la délégation de compétences financières
611.4	Ordonnance du 20 décembre 1988 réglant la gestion des sûretés, garanties et autres valeurs déposées ou consignées
62	<i>Subventions</i>
621	Loi du 29 octobre 2008 sur les subventions
64	<i>Impôts et droits</i>
641	<i>Impôts directs de l'Etat et des communes</i>
641.11	Loi d'impôt du 26 mai 1988
641.111.01	Arrêté du Gouvernement du 25 septembre 1990 portant adaptation des déductions et des tarifs de la loi d'impôt aux effets de la fluctuation de l'indice des prix
641.111.02	Arrêté du Gouvernement du 29 octobre 1991 portant adaptation des déductions et des tarifs de la loi d'impôt aux effets de la fluctuation de l'indice des prix
641.111.03	Arrêté du Gouvernement du 1er décembre 1992 portant adaptation des déductions et des tarifs de la loi d'impôt aux effets de la fluctuation de l'indice des prix
641.111.04	Arrêté du Gouvernement du 21 décembre 1993 portant adaptation pour l'impôt sur la fortune des déductions et des tarifs de la loi d'impôt aux effets de la fluctuation de l'indice des prix
641.111.05	Arrêté du Parlement du 20 décembre 1996 portant non-adaptation des déductions et des tarifs de la loi d'impôt aux effets de la fluctuation de l'indice des prix
641.111.06	Arrêté du Parlement du 15 novembre 2000 portant adaptation des déductions et des tarifs de la loi d'impôt aux effets de la fluctuation de l'indice des prix
641.111.07	Arrêté du Parlement du 8 décembre 2004 portant adaptation des déductions et des tarifs de la loi d'impôt aux effets de la fluctuation de l'indice des prix

641.111.08	Arrêté du Parlement du 19 décembre 2008 portant adaptation des déductions et des tarifs de la loi d'impôt aux effets de la fluctuation de l'indice des prix
641.111.09	Arrêté du Gouvernement du 2 février 2010 portant adaptation des déductions et des tarifs de la loi d'impôt aux effets de la fluctuation de l'indice des prix pour l'année fiscale 2010
641.111.10	Arrêté du Gouvernement du 28 septembre 2010 portant adaptation des déductions et des tarifs de la loi d'impôt aux effets de la fluctuation de l'indice des prix pour l'année fiscale 2011
641.111.11	Arrêté du Gouvernement du 25 octobre 2011 portant adaptation des déductions et des tarifs de la loi d'impôt aux effets de la fluctuation de l'indice des prix pour l'année fiscale 2012
641.261	Ordonnance du 16 mai 1989 relative aux exonérations de l'impôt
641.262	Ordonnance du 21 février 1989 relative au traitement fiscal de la prévoyance professionnelle
641.263	Ordonnance du 3 novembre 2009 concernant l'amnistie fiscale
641.311.1	Ordonnance du 19 décembre 2000 concernant le calcul dans le temps de l'impôt dû par les personnes physiques
641.312.21	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant l'évaluation de la dépense pour l'imposition à forfait de contribuables étrangers
641.312.51	Ordonnance du 16 mai 1989 relative à la déduction des frais d'entretien d'immeubles
641.312.56	Ordonnance du 21 février 1989 relative à l'évaluation des frais professionnels liés à une activité lucrative dépendante
641.312.561	Directives du Gouvernement du 5 février 2002 concernant l'assujettissement des gains accessoires de caractère politique et autres
641.312.57	Directives du Gouvernement du 22 octobre 2002 relatives à l'étendue des amortissements autorisés
641.41	Décret du 22 décembre 1988 concernant le partage de l'impôt entre les communes jurassiennes
641.511	Décret du 22 décembre 1988 concernant la taxation en matière d'impôts directs de l'Etat et des communes
641.518	Ordonnance du 31 août 1982 concernant les moyens de preuve pour les impenses
641.541.1	Décret du 6 décembre 19787 concernant la répartition des valeurs officielles de forces hydrauliques entre les communes intéressées
641.543.1	Décret du 23 mars 1994 concernant la revision générale des valeurs officielles d'immeubles et de forces hydrauliques
641.543.100	Ordonnance du 12 octobre 1994 réglant les modalités de la révision générale des valeurs officielles d'immeubles et de forces hydrauliques
641.543.101	Arrêté du Gouvernement du 14 février 1996 fixant l'entrée en vigueur des nouvelles valeurs locatives des immeubles
641.543.102	Arrêté du Gouvernement du 23 octobre 2001 fixant l'entrée en vigueur des nouvelles valeurs locatives des immeubles agricoles
641.543.11	Arrêté du Parlement du 23 mars 1994 concernant le principe et les modalités de la révision générale des valeurs officielles d'immeubles et de forces hydrauliques

641.543.111	Arrêté du Parlement du 21 décembre 2001 concernant le principe et les modalités de la révision linéaire des valeurs officielles
641.543.12	Ordonnance du 7 juillet 1992 concernant la contribution de l'Etat aux frais de la révision générale des valeurs officielles d'immeubles et de forces hydrauliques, ainsi qu'aux frais relatifs aux rectifications et aux nouvelles estimations
641.611	Décret du 22 décembre 1988 concernant la Commission cantonale des recours en matière d'impôts
641.711	Ordonnance du 15 décembre 2009 sur l'imposition à la source
641.738	Décret du 22 décembre 1988 relatif à la perception des impôts par acomptes
641.741	Ordonnance du 10 octobre 1989 concernant la remise d'impôt
641.91	Loi du 28 janvier 1982 instituant un rabais fiscal pour la période 1981/ 1982
641.911	Ordonnance du 2 février 1982 portant exécution de la loi instituant un rabais fiscal pour la période 1981/1982
<i>642</i>	<i>Taxe des successions et donations</i>
642.1	Loi du 13 décembre 2006 sur l'impôt de succession et de donation
642.11	Décret du 30 novembre 1994 relatif au paiement de l'impôt de succession et de donation au moyen de biens culturels
<i>643</i>	<i>Taxes professionnelles</i>
643.1	Décret du 24 juin 1998 concernant les taxes perçues en matière de patentes d'auberge, de licences d'alcool et d'autorisations de spectacle
<i>644</i>	<i>Taxe sur les spectacles</i>
644.1	Décret du 22 décembre 1988 concernant la taxe communale sur les spectacles et les autres manifestations publiques
<i>645</i>	<i>Taxe des chiens</i>
645.1	Loi du 26 septembre 2001 sur la taxe des chiens
645.11	Ordonnance du 30 octobre 2001 concernant la taxe des chiens
<i>648</i>	<i>Exécution des droits et impôts fédéraux</i>
648.11	Ordonnance d'exécution du 19 décembre 2000 concernant l'impôt fédéral direct
648.21	Ordonnance du 10 octobre 1989 relative au remboursement de l'impôt anticipé
648.61	Ordonnance du 20 septembre 2011 portant exécution de la loi fédérale du 12 juin 1959 sur la taxe d'exemption de l'obligation de servir

649 *Arrangements fiscaux et double imposition*

- 649.11 Arrêté du Parlement du 20 décembre 1979 approuvant l'adhésion définitive au concordat du 10 décembre 1948 entre les cantons de la Confédération suisse sur l'interdiction des arrangements fiscaux
- 649.551 Arrêté du Gouvernement du 21 décembre 1979 portant adhésion à l'accord franco-suisse concernant le traitement fiscal des libéralités faites dans des buts désintéressés
- 649.721 Ordonnance du 6 décembre 1978 sur l'imputation forfaitaire d'impôt
- 649.751 Arrêté du Parlement du 1er décembre 1983 portant approbation de l'Accord conclu le 11 avril 1983 entre le Conseil fédéral suisse et le Gouvernement de la République française relatif à l'imposition des rémunérations des travailleurs frontaliers et arrêté du Parlement du 19 juin 1986 portant approbation de la modification dudit Accord
- 649.751.1 Décret du 25 septembre 1986 concernant la répartition de la compensation financière perçue par la République et Canton du Jura en application de l'Accord entre la Suisse et la France relatif à l'imposition des rémunérations des travailleurs frontaliers
- 649.791 Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant le remboursement de la retenue supplémentaire d'impôt Etat-Unis d'Amérique

65 *Péréquation financière*

- 651 Loi du 20 octobre 2004 concernant la péréquation financière
- 651.11 Ordonnance du 23 mai 2006 concernant la péréquation financière
- 651.111 Arrêté du Gouvernement du 6 décembre 2011 fixant les paramètres applicables en matière de péréquation financière pour l'année 2012
- 659.1 Arrêté du Parlement du 22 novembre 2006 portant adhésion à l'accord-cadre pour la collaboration intercantonale assortie d'une compensation des charges (ACI)

69 *Régales*

- 691.1 Loi du 6 décembre 1978 sur la régle des sels
- 691.11 Ordonnance du 6 décembre 1978 sur la régle des sels

Arrêté**portant adaptation des déductions et des tarifs de la loi d'impôt aux effets de la fluctuation de l'indice des prix pour l'année fiscale 2012**

du 25 octobre 2011

Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,

vu les articles 38 et 49 de la loi d'impôt du 26 mai 1988¹⁾,

considérant que l'indice des prix à la consommation a passé de 103,4 points (décembre 2005 : 100) au 1^{er} septembre 2010 à 103,6 points au 31 août 2011,

arrête :

Impôt sur le
revenu

Article premier ¹ Les déductions et limites de revenu prévues par la loi d'impôt sont adaptées comme il suit aux effets de la fluctuation de l'indice des prix :

Art. 24 En lieu et place des frais professionnels effectifs, les montants forfaitaires suivants peuvent être déduits du revenu de l'activité dépendante :

- a) 20 % par les contribuables qui exercent une activité principale, mais au maximum 3 800 francs^{*};
- b) 20 %, mais au maximum 1 900 francs^{*}, par les contribuables qui exercent à titre principal une activité indépendante.

Art. 31 Le contribuable peut déduire :

(...)

- d) les versements, les primes et les cotisations d'assurance de capitaux et d'assurance en cas de maladie et d'accidents qui ne tombent pas sous le coup de la lettre c, de même que les intérêts sur capitaux d'épargne jusqu'à concurrence de 5 200 francs^{*} pour les contribuables mariés vivant en ménage commun et de 2 700 francs^{*} pour les autres contribuables; ces montants sont augmentés de 1 300 francs^{*} pour les jeunes en formation, de 760 francs^{*} par enfant à charge et de 540 francs^{*} lorsque le contribuable ou l'un des conjoints vivant en ménage commun ne verse pas de cotisations selon les lettres a et b; si cette condition est remplie par les deux conjoints, la déduction est de 1 080 francs^{*}.

Art. 32 ¹ (...)

² Lorsque les époux vivent en ménage commun, un montant de 2 500 francs* est déduit du produit du travail qu'obtient l'un des conjoints pour une activité indépendante de la profession, du commerce ou de l'entreprise de l'autre; une déduction semblable est accordée lorsque l'un des conjoints seconde l'autre de façon importante et régulière dans sa profession, son commerce ou son entreprise.

Art. 34 ¹ Les déductions personnelles suivantes sont octroyées :

(...)

- b) 1 700 francs* pour les personnes veuves, divorcées ou séparées qui tiennent ménage indépendant sans enfant à charge;
- c) 3 800 francs* pour les contribuables qui font un apprentissage ou des études à titre principal;
- d) 5 300 francs* pour chaque enfant jusqu'à 18 ans révolus ou qui fait un apprentissage ou des études, à l'entretien duquel le contribuable pourvoit dans une mesure prépondérante; ce montant est porté à 6 000 francs* par enfant à partir de trois enfants à charge;
- d^{bis}) 3 200 francs* au maximum pour chaque enfant qui, à la fin de la période fiscale, n'a pas 15 ans révolus et pour lequel une déduction selon la lettre d est octroyée, lorsque des frais de garde sont supportés parce que :
 - les parents mariés vivant en ménage commun exercent tous deux une activité lucrative;
 - le parent veuf, divorcé, séparé ou célibataire exerce une activité lucrative; si le ménage comporte deux adultes, la déduction n'est octroyée que s'ils exercent tous deux une activité lucrative.

Cette déduction peut également être revendiquée par les contribuables qui supportent des frais de garde en raison d'une maladie grave ou de leur invalidité;

- e) un supplément de 6 000 francs* au maximum pour chaque enfant qui est instruit hors du domicile familial et prend chambre et pension à l'extérieur; le supplément est de 2 600 francs* au maximum si l'enfant doit prendre au-dehors uniquement un repas principal par jour ouvrable; il est de 1 700 francs* au maximum si n'interviennent que des frais de déplacement, pour autant que ceux-ci s'élèvent à 530 francs* au moins;

- f) 2 300 francs* pour les contributions à l'entretien d'une personne nécessiteuse, partiellement ou totalement incapable d'exercer une activité lucrative, à condition que l'aide du contribuable atteigne au moins le montant de la déduction; cette déduction n'est accordée ni aux enfants pour lesquels la déduction mentionnée sous lettre d est accordée ni au conjoint qui donne droit à la déduction mentionnée sous lettre g;
- g) 8 400 francs* lorsque le contribuable ou son conjoint est infirme ou a atteint l'âge donnant droit au versement d'une rente simple de l'assurance vieillesse, pour autant que le revenu net diminué des autres déductions n'excède pas 34 900 francs pour les contribuables mariés vivant en ménage commun et 27 200 francs* pour les autres; cette déduction est portée à 9 700 francs* quand les deux époux sont infirmes ou ont atteint l'âge donnant droit à la rente précitée; elle se réduit de 1 200 francs* par tranche de 1 200 francs* dépassant les limites de revenu fixées;
- h) 2 500 francs* aux personnes veuves, divorcées, séparées ou célibataires qui exercent une activité lucrative et tiennent ménage indépendant avec leurs enfants à charge; en cas d'exercice commun de l'autorité parentale et pour autant qu'aucune contribution d'entretien ne soit versée en faveur des enfants à charge, la déduction est accordée au parent qui bénéficie du tarif de l'article 35, alinéa 1; le Gouvernement peut, par ordonnance, modifier cette disposition si cela lui permet d'harmoniser la pratique à celle des autres cantons.

(...)

² Les tranches de revenu applicables à l'impôt sur le revenu sont adaptées comme il suit :

Art. 35 ¹ Les taux unitaires de l'impôt sur le revenu dû pour une année par les contribuables mariés vivant en ménage commun et les personnes veuves, divorcées, séparées ou célibataires qui tiennent seules ménage indépendant avec des enfants à charge ou des personnes nécessiteuses dont ils assument pour l'essentiel l'entretien sont :

0	%	pour les	11 900 premiers francs de revenu;
0,960	%	pour les	5 800 francs* suivants;
2,496	%	pour les	8 800 francs suivants;
3,552	%	pour les	19 000 francs* suivants;
4,512	%	pour les	39 600 francs suivants;
5,184	%	pour les	105 700 francs suivants;
6,240	%	pour les	220 300 francs suivants;
6,336	%	pour les	264 400 francs suivants;
6,432	%	au-delà.	

(...)

² Les taux unitaires de l'impôt sur le revenu dû pour une année par les autres contribuables sont les suivants :

0	%	pour les	6 400 premiers francs*	de revenu;
1,824	%	pour les	7 300 francs*	suivants;
3,456	%	pour les	13 200 francs	suivants;
4,416	%	pour les	20 500 francs*	suivants;
5,376	%	pour les	39 600 francs	suivants;
6,048	%	pour les	105 700 francs	suivants;
6,336	%	pour les	264 400 francs	suivants;
6,432	%	au-delà.		

Impôt sur les
prestations en
capital

Art. 2 Les tranches de capital applicables aux prestations en capital à caractère de prévoyance sont adaptées comme il suit aux effets de la fluctuation de l'indice des prix :

Art. 37 ¹ (...)

² L'impôt est calculé au moment de l'échéance de la prestation en capital selon les taux suivants :

- contribuables au sens de l'article 35, alinéa 1 :
0,9 % pour les 53 300 premiers francs;
1,1 % pour les 53 300 francs suivants;
1,3 % au-delà;
- contribuables au sens de l'article 35, alinéa 2 :
1,1 % pour les 53 300 premiers francs;
1,3 % pour les 53 300 francs suivants;
1,7 % au-delà.

(...)

Impôt sur la
fortune

Art. 3 ¹ Les déductions prévues par la loi d'impôt sont adaptées comme il suit aux effets de la fluctuation de l'indice des prix :

Art. 47 Peuvent être défalqués de la fortune nette :

- a) 54 000 francs* pour les couples mariés vivant en ménage commun;
- b) 27 000 francs* pour les autres contribuables;

- c) 27 000 francs* pour chaque enfant à charge donnant droit à la déduction prévue à l'article 34, alinéa 1, lettre d; pour les parents taxés séparément, dans la mesure où ils exercent l'autorité parentale conjointement sur leurs enfants à charge et pour autant qu'aucune contribution d'entretien ne soit versée en faveur des enfants, cette déduction est octroyée au parent qui bénéficie du tarif de l'article 35, alinéa 1; si aucun des parents ne bénéficie de ce tarif, la déduction est octroyée à celui qui bénéficie de la déduction prévue à l'article 34, alinéa 1, lettre d; le Gouvernement peut, par ordonnance, modifier cette disposition si cela lui permet d'harmoniser la pratique à celle des autres cantons;
- d) 54 000 francs* supplémentaires pour les personnes qui bénéficient de la déduction pour raison d'âge ou d'infirmité prévue à l'article 34, alinéa 1, lettre g.

² Les tranches de fortune et la limite de fortune applicables à l'impôt sur la fortune sont adaptées comme il suit :

Art. 48 ¹ Le taux unitaire de l'impôt sur la fortune dû pour une année est le suivant :

0,50 ‰	pour les	105 500	premiers francs de fortune;
0,75 ‰	pour les	316 500	francs suivants;
0,95 ‰	pour les	369 500	francs suivants;
1,10 ‰	pour les	791 500	francs suivants;
1,20 ‰	pour le surplus.		

² La fortune imposable est soumise à l'impôt lorsqu'elle atteint 55 000 francs au moins.

Impôt à la source **Art. 4** Les limites de recettes journalières, de même que le montant des prestations en capital en matière d'impôt perçu à la source, sont adaptés comme il suit aux effets de la fluctuation de l'indice des prix :

Art. 123 ¹ (...)

² Dans les cas prévus à l'article 122, alinéa 1, lettre b, l'impôt à la source est perçu sur les recettes brutes, déduction faite des frais d'acquisition, au taux de :

- a) 9,60 % pour des recettes journalières jusqu'à 220 francs*;
- b) 14,40 % pour des recettes journalières de 221 francs* à 1 100 francs*;
- c) 19,20 % pour des recettes journalières de 1 101 francs* à 3 300 francs*;

- d) 24,00 % pour des recettes journalières supérieures à 3 300 francs^{*}.

³ (...)

- c) (...); pour les prestations en capital, l'impôt s'élève à :
5,0 % pour les 53 300 premiers francs;
6,0 % pour les 31 900 francs^{*} suivants;
6,5 % pour les 31 900 francs^{*} suivants;
7,0 % pour les 31 900 francs^{*} suivants;
7,5 % au-delà.

Art. 5 Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2012.

Delémont, le 25 octobre 2011

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Philippe Receveur
Le chancelier : Sigismond Jacquod

* Montants demeurant inchangés par rapport à l'année fiscale 2011

¹⁾ RSJU 641.11

Décret**concernant les taxes perçues en matière de patentes d'auberge, de licences d'alcool et d'autorisations de spectacle**

du 24 juin 1998

Le Parlement de la République et Canton du Jura,

vu l'article 79 de la loi du 18 mars 1998 sur l'hôtellerie, la restauration et le commerce de boissons alcooliques (LAub)^{[1](#)},

vu l'article 43 de la loi du 24 juin 1998 sur les spectacles et les divertissements (LSD)^{[2](#)},

arrête :

SECTION 1 : Dispositions générales

But

Article premier Le présent décret précise le cercle des assujettis, les modalités de calcul, la perception et l'affectation des taxes perçues pour les patentes d'auberge, les dépassements de l'horaire légal, les licences pour la vente au détail de boissons alcooliques et les autorisations d'organiser des spectacles à titre professionnel.

Terminologie

Art. 2 Les termes désignant des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

SECTION 2 : Assujettissement aux taxes, barèmes^{[3](#)}

Assujettissement

Art. 3 La taxe annuelle est due par le titulaire d'une patente d'auberge ou d'une licence d'alcool (art. 79, al. 1, LAub), le tenancier qui use de la possibilité de dépasser l'horaire légal (art. 66, al. 1 et 2, LAub) et l'organisateur professionnel de spectacles et de divertissements (art. 20 LSD).

Montant des taxes

Art. 4⁴⁾⁷⁾ Par catégorie d'établissement, les barèmes suivants sont appliqués :

Exploitation d'un hôtel : 2,5 % de la valeur locative :

- Taxe minimale 400 francs
- Taxe maximale 2 500 francs

Exploitation d'un restaurant : 2,75 % de la valeur locative :

- Taxe minimale 300 francs
- Taxe maximale 2 000 francs

Exploitation d'un restaurant sans alcool : 2,25 % de la valeur locative :

- Taxe minimale 200 francs
- Taxe maximale 1 000 francs

Exploitation d'un établissement de divertissement : 3 % de la valeur locative :

- Taxe minimale 1 500 francs
- Taxe maximale 7 000 francs

Dépassement de l'horaire légal, licences d'alcool et autorisations de spectacle

Art. 5⁵⁾ Le montant des taxes relatives au dépassement de l'horaire légal, aux licences d'alcool et aux autorisations de spectacle au sens du présent décret est fixé par la législation sur les émoluments.

Art. 6 et 7⁶⁾

Indexation

Art. 8⁵⁾ Le Gouvernement adapte, par voie d'arrêté, le montant de la taxe minimale et maximale prévue à l'article 4 en fonction de l'indice suisse des prix à la consommation.

Réduction

Art. 9 Le Service des arts et métiers et du travail peut réduire la taxe proportionnellement lorsque l'établissement n'est ouvert que pendant un temps limité chaque jour ou pendant une période réduite au cours de l'année.

SECTION 3 : Perception des taxes

Moment du prélèvement des taxes

Art. 10 ¹ Les taxes pour les patentes d'auberge et les licences d'alcool ainsi que la taxe de base pour les autorisations de spectacle sont prélevées chaque année.

² Les suppléments de taxe pour les autorisations de spectacle sont prélevés lors de l'annonce du spectacle ou du divertissement.

³ Les taxes de dépassement de l'horaire légal sont prélevées après chaque dépassement.

Décision

Art. 11 ¹ Le montant de la taxe est fixé par décision.

² La décision qui détermine la taxe peut être intégrée dans la patente d'auberge, la licence d'alcool ou l'autorisation du spectacle.

Opposition et recours

Art. 12 ¹ Les décisions fixant les taxes sont susceptibles d'opposition et de recours.

² Les procédures d'opposition et de recours sont régies par le Code de procédure administrative³⁾.

Droit supplétif

Art. 13 Pour le surplus, la législation sur les émoluments s'applique à la perception et au recouvrement des taxes fixées par le présent décret.

SECTION 4 : Affectation des taxes

Taxes pour les patentes d'auberge et les licences d'alcool
a) Affectation

Art. 14 ¹ La moitié du produit des taxes prélevées pour les patentes d'auberge, les dépassements de l'horaire légal et les licences d'alcool sert à couvrir les frais administratifs liés à la surveillance des établissements et commerces assujettis à la taxe.

² Le Gouvernement affecte annuellement l'autre moitié aux fins suivantes :

- a) améliorer la qualité des services offerts par les établissements;
- b) améliorer l'offre touristique;
- c) lutter contre les dépendances.

b) Répartition

Art. 15 ¹ Le Département de l'Economie arrête la répartition du produit des taxes affecté à l'amélioration de la qualité des services et l'offre touristique, conformément à l'article 14, alinéa 2, lettres a et b.

² Le Département de la Santé et des Affaires sociales arrête la répartition du produit des taxes affecté à la lutte contre les dépendances, conformément à l'article 14, alinéa 2, lettre c.

Taxe pour les
autorisations
de spectacle

Art. 16 Le produit des taxes pour les autorisations de spectacle prévues à l'article 7 est acquis à l'Etat.

SECTION 5 : Disposition finale

Entrée en
vigueur

Art. 17 Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} janvier 1999.

Delémont, le 24 juin 1998

AU NOM DU PARLEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : André Henzelin
Le vice-chancelier : Jean-Claude Montavon

¹⁾ RSJU 935.11

²⁾ RSJU 935.41

³⁾ RSJU 175.1

⁴⁾ Nouvelle teneur selon le ch. I du décret du 18 décembre 2009, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2010

⁵⁾ Nouvelle teneur selon l'article 30, alinéa 2, lettre j, du décret du 24 mars 2010 fixant les émoluments de l'administration cantonale, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2011 (RSJU 176.21)

⁶⁾ Abrogés par l'article 30, alinéa 2, lettre j, du décret du 24 mars 2010 fixant les émoluments de l'administration cantonale, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2011 (RSJU 176.21)

⁷⁾ Nouvelle teneur selon le ch. I du décret du 1^{er} février 2012, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2011

Ordonnance

portant exécution de la loi fédérale du 12 juin 1959 sur la taxe d'exemption de l'obligation de servir

du 20 septembre 2011

Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,

vu l'article 22, alinéa 4, de la loi fédérale du 12 juin 1959 sur la taxe d'exemption de l'obligation de servir (LTEO)¹⁾,

vu l'ordonnance fédérale du 30 août 1995 sur la taxe d'exemption de l'obligation de servir (OTEO)²⁾,

arrête :

SECTION 1 : Autorités

Administration
cantonale de la
taxe et autorité
de surveillance

Article premier ¹ La Section de la protection de la population et de la sécurité assume l'administration cantonale de la taxe d'exemption de l'obligation de servir.

² Elle est placée sous la surveillance du département auquel elle est rattachée.

Commission
cantonale de
recours

Art. 2 ¹ La Commission cantonale des recours en matière d'impôts fonctionne comme autorité cantonale de recours. Elle statue sur les recours en instance unique.

² Le président de ladite commission traite comme juge unique :

- a) les réclamations devenues sans objet par suite de retrait ou celles sur lesquelles il ne peut être entré en matière pour cause de tardiveté ou d'autres motifs;
- b) les cas dans lesquels il y a lieu de fixer la taxe sur la base de documents dont les indications n'ont pas fait l'objet de contestations;
- c) les cas dans lesquels le montant contesté de la taxe ou du remboursement n'excède pas 50 francs;
- d) les réclamations concernant les frais.

³ Les dispositions du décret concernant la Commission cantonale des recours en matière d'impôts³⁾ s'appliquent, pour autant que la législation fédérale ne contienne pas de dispositions contraires.

SECTION 2 : Dispositions générales de procédure

Incapacité et
récusation

Art. 3 Les dispositions du Code de procédure administrative⁴⁾ s'appliquent par analogie à l'incapacité et à la récusation dans les procédures pendantes devant les autorités de la taxe d'exemption de l'obligation de servir.

SECTION 3 : Procédure de taxation

Registres

Art. 4 La Section de la protection de la population et de la sécurité tient le registre des assujettis conformément aux instructions de l'Administration fédérale des contributions.

Préparation de
la taxation

Art. 5 ¹ Dès la notification de la taxation au cours de l'année suivant l'année fiscale, le Service des contributions communique régulièrement à la Section de la protection de la population et de la sécurité les données nécessaires pour le calcul de la taxe d'exemption de l'obligation de servir.

² Il communique en particulier les bases déterminantes tirées de la taxation définitive de l'impôt fédéral direct établie pour l'année fiscale concernée ou, à défaut, celles pour l'impôt de l'Etat.

³ Il communique également au fur et à mesure tous les changements survenus dans les bases de calcul du revenu consécutives à une modification de la taxation concernant l'impôt fédéral direct ou l'impôt de l'Etat en procédure de rectification, de réclamation, de recours, ainsi qu'en raison d'une révision.

Collaboration
avec les
autorités fiscales

Art. 6 Le Service des contributions détermine, d'entente avec la Section de la protection de la population et de la sécurité, la manière dont il lui communique les informations. Cette dernière dispose d'un accès informatique aux seules informations qui lui sont nécessaires à la taxation et à la perception de la taxe d'exemption.

Procédure

Art. 7 Les procédures de taxation et de réclamation sont régies par la loi¹⁾ et l'ordonnance fédérale²⁾ sur la taxe d'exemption de l'obligation de servir et, pour le surplus, par le Code de procédure administrative⁴⁾.

SECTION 4 : Procédure de perception

Autorité de perception	Art. 8 La Section de la protection de la population et de la sécurité est l'autorité de perception de la taxe d'exemption de l'obligation de servir.
Sûretés	Art. 9 Aux conditions posées par la législation fédérale et afin de garantir la perception de la taxe de l'année courante et des années antérieures, la Section de la protection de la population et de la sécurité peut édicter une ordonnance de séquestre ou à fins de sûretés.
Poursuites	Art. 10 La Section de la protection de la population et de la sécurité est compétente pour introduire des poursuites en vue du recouvrement des taxes devenues exécutoires.
Sursis et remise	<p>Art. 11 ¹ La Section de la protection de la population et de la sécurité est compétente pour prolonger le délai de paiement et autoriser l'assujetti à s'acquitter de la taxe par acomptes.</p> <p>² Elle statue sur les demandes de sursis et de remise de la taxe et des frais.</p> <p>³ Le recours contre les décisions sur opposition en matière de remise est régi par le Code de procédure administrative⁴⁾.</p>

SECTION 5 : Comptabilité

Décompte avec la Confédération	Art. 12 La Section de la protection de la population et de la sécurité établit chaque année jusqu'au 10 janvier le relevé de compte de l'année civile écoulée.
Contrôle de comptabilité	Art. 13 La comptabilité de la Section de la protection de la population et de la sécurité est soumise à l'examen du Contrôle des finances de la République et Canton du Jura.

SECTION 6 : Dispositions pénales

Prononcé
administratif et
poursuites
pénales

Art. 14 ¹ La Section de la protection de la population et de la sécurité statue par un prononcé administratif sur les infractions pour lesquelles ne sont pas remplies les conditions d'une peine privative de liberté. Elle transmet le dossier au Ministère public lorsque l'inculpé a demandé à être jugé par un tribunal.

² Lorsqu'elle estime que les conditions d'une peine privative de liberté sont réalisées, la Section de la protection de la population et de la sécurité transmet d'office le dossier au Ministère public.

SECTION 7 : Dispositions finales

Abrogation du
droit en vigueur

Art. 15 L'ordonnance du 5 avril 2005 portant exécution de la loi fédérale du 12 juin 1959 sur la taxe d'exemption du service militaire est abrogée.

Entrée en
vigueur

Art. 16 La présente ordonnance entre en vigueur le 1^{er} octobre 2011.

Delémont, le 20 septembre 2011

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Philippe Receveur
Le chancelier : Sigismond Jacquod

- 1) RS 661
- 2) RS 661.1
- 3) RSJU 641.611
- 4) RSJU 175.1

Loi concernant la péréquation financière

du 20 octobre 2004

Le Parlement de la République et Canton du Jura,

vu l'article 126 de la Constitution cantonale¹⁾,

arrête :

CHAPITRE PREMIER : Champ d'application

Champ
d'application

Article premier La présente loi s'applique à la péréquation financière directe et à la péréquation financière indirecte.

Cadre

Art. 2 ¹ La péréquation financière a pour but :

- a) de permettre aux communes de disposer des ressources nécessaires pour accomplir leurs tâches sans devoir appliquer une fiscalité trop lourde;
- b) d'atténuer les disparités importantes dans les ressources des communes;
- c) d'instaurer une solidarité entre les communes dans les secteurs d'activité où les charges sont partagées entre les communes et l'Etat.

² Les mesures de la péréquation financière sont prises dans le cadre des moyens financiers disponibles, de l'intérêt général prépondérant de l'ensemble du canton et d'une gestion administrative et financière communale économe et efficiente.

CHAPITRE II : Péréquation financière directe

SECTION 1 : Dispositions générales

Buts

Art. 3 La péréquation financière directe vise à réduire les disparités de ressources entre les communes par :

- a) l'allocation des moyens financiers aux communes ayant le moins de ressources;
- b) la compensation des charges structurelles.

Fonds de
péréquation
financière

Art. 4 Un fonds de péréquation financière est créé afin d'atteindre ces objectifs.

SECTION 2 : Péréquation des ressources

Péréquation des
ressources,
principe

Art. 5 La péréquation des ressources vise à réduire les disparités de ressources entre les communes et à leur assurer une dotation minimale.

Indice des
ressources

Art. 6 ¹ L'indice des ressources est égal, pour chaque commune, au rapport entre son revenu fiscal harmonisé par habitant et le revenu fiscal harmonisé moyen par habitant de l'ensemble des communes, multiplié par 100.

² Le revenu fiscal harmonisé équivaut au rendement net des recettes fiscales ordinaires, divisé par la quotité ordinaire de la commune et multiplié par la quotité ordinaire moyenne pondérée de l'ensemble des communes.

Ecart des
ressources

Art. 7 L'écart des ressources exprime la différence existant entre l'indice des ressources de la commune et l'indice des ressources moyen de l'ensemble des communes.

Indice supérieur
à la moyenne

Art. 8 ¹ Les communes dont l'indice des ressources est supérieur à la moyenne de l'ensemble des communes alimentent le fonds de péréquation financière en fonction de leur écart des ressources, d'un coefficient progressif, du revenu fiscal harmonisé moyen par habitant de l'ensemble des communes et de leur population.

² Sur proposition du Service des communes, le Gouvernement fixe annuellement, par voie d'arrêté, le coefficient progressif d'alimentation.

Zone neutre

Art. 9 ¹ Les communes dont l'indice des ressources est inférieur à la moyenne, mais proche de celle-ci, appartiennent à la zone neutre.

² Les communes de la zone neutre n'alimentent pas le fonds de péréquation financière et n'en bénéficient pas.

³ Sur proposition du Service des communes, le Gouvernement définit annuellement, par voie d'arrêté, la zone neutre dans les limites des moyens disponibles.

Indice inférieur à la zone neutre

Art. 10 ¹ Seules les communes dont l'indice des ressources est inférieur à la zone neutre bénéficient des prestations du fonds de péréquation financière visant à réduire les disparités.

² La réduction des disparités correspond à la différence entre l'indice des ressources de la commune et un indice qui tient compte du niveau de la dotation minimale, de la limite inférieure de la zone neutre, de la population de la commune et du revenu fiscal harmonisé moyen par habitant de l'ensemble des communes.

Dotation minimale

Art. 11 ¹ La dotation minimale est une allocation de moyens permettant d'atteindre la limite d'indice des ressources que les prestations du fonds de péréquation financière assurent à chaque commune.

² Sur proposition du Service des communes, le Gouvernement détermine annuellement, par voie d'arrêté, la limite d'indice de la dotation minimale.

Limitation de la redistribution

Art. 12 ¹ Les prestations du fonds de péréquation financière sont dégressives pour les communes qui verraient leur quotité générale d'impôt être inférieure à la quotité générale moyenne si les prestations leur étaient versées en plein. La dégressivité concerne également les communes qui se trouvent au-dessous de la limite de la dotation minimale.

² La réduction ne peut pas aller jusqu'à annuler la prestation reçue.

³ Sur proposition du Service des communes, le Gouvernement fixe annuellement, par voie d'arrêté, la limitation de la redistribution.

Procédures de calcul

Art. 13 Le Gouvernement arrête, par voie d'ordonnance, les procédures de calcul relatives à :

- a) l'indice des ressources;
- b) l'alimentation du fonds de péréquation financière;
- c) la réduction des disparités;
- d) la dotation minimale;
- e) la limitation de la redistribution.

SECTION 3 : Compensation des charges structurelles

Principe	<p>Art. 14 La compensation des charges structurelles vise à réduire les disparités de situations entre communes concernées, soit :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) les communes défavorisées en raison de la topographie; b) les communes supportant des charges spécifiques liées à leur fonction de communes-centres.
Redistribution des prestations liées à la topographie	<p>Art. 15 ¹ Les communes dont la charge structurelle liée à la topographie dépasse la limite retenue reçoivent une aide proportionnelle au nombre d'habitants et à l'écart par rapport à cette limite.</p> <p>² La limite donnant droit aux prestations et le montant total à répartir sont définis annuellement par arrêté du Gouvernement sur proposition du Service des communes.</p>
Critères	<p>Art. 16 Le critère des charges structurelles liées à la topographie se fonde sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) la surface par habitant; b) la charge de déneigement.
Surface	<p>Art. 17 La surface déterminante correspond à la mesure de l'Office fédéral de la statistique.</p>
Charges de déneigement	<p>Art. 18 La compensation des charges de déneigement intervient grâce à la répartition annuelle d'un montant forfaitaire, proportionnellement à la population des communes dont l'altitude est égale ou dépasse 800 mètres.</p>
Charge nette de commune-centre	<p>Art. 19 ¹ Les communes de Delémont et de Porrentruy bénéficient d'une compensation des charges de commune-centre.</p> <p>² La compensation des charges de commune-centre est supportée, d'une part, par les communes de la couronne urbaine, et, d'autre part, par les autres communes du district en fonction de leur éloignement de la commune-centre. Les communes concernées sont consultées sur les modifications des critères liés à la compensation des charges de commune-centre.</p>

³ Le Gouvernement détermine, par voie d'ordonnance, les charges qu'il y a lieu de compenser et les communes qui font partie de la couronne urbaine. Si les circonstances le justifient, il peut sortir une commune périphérique du district et l'intégrer dans les calculs au district voisin.

Calcul des
montants,
évaluation

Art. 20 ¹ Le Gouvernement détermine périodiquement, par voie d'arrêté, la pondération du critère de l'éloignement en vue du calcul des montants à répartir.

² Sur proposition du Service des communes, le Gouvernement arrête chaque année les montants à répartir.

³ Le Service des communes gère la problématique des charges structurelles et évalue régulièrement le degré de réalisation des objectifs.

SECTION 4 : Fonds de péréquation financière

Alimentation

Art. 21 ¹ Le fonds de péréquation financière est alimenté par l'Etat et les communes dont l'indice des ressources est supérieur à la moyenne de l'ensemble des communes.

² Sur proposition du Service des communes, le Gouvernement définit annuellement, par voie d'arrêté, les contributions de l'Etat et des communes.

³ La contribution de l'Etat tient compte des besoins futurs du fonds de péréquation financière, de la politique de fusion de communes et de la situation des finances cantonales et communales. [28\)](#)

Allocations

Art. 22 Sur proposition du Service des communes, le Gouvernement fixe annuellement, par voie d'arrêté, dans les limites des disponibilités, le montant des allocations à charge du fonds de péréquation financière.

Gestion et
fonctionnement

Art. 23 ¹ Le Gouvernement gère le fonds de péréquation financière.

² Il en détermine les règles de fonctionnement par voie d'ordonnance.

Commission

Art. 24 ¹ Une commission du fonds de péréquation financière est créée.

² Elle donne son préavis sur les propositions du Service des communes à l'intention du Gouvernement relatives aux paramètres et aux montants de la péréquation financière directe et indirecte.

³ Elle se détermine sur les propositions émises par le Service des communes en application de l'article 27, alinéa 3.

⁴ La commission est composée de neuf membres, dont quatre sont désignés par le Parlement et quatre par le Gouvernement en tant que représentants des communes. La commission est présidée par le chef du département auquel est rattaché le Service des communes.

⁵ Le Gouvernement définit, par voie de règlement, le fonctionnement de la commission.

SECTION 5 : Fonds de soutien stratégique

Constitution

Art. 25 ¹ Un fonds de soutien stratégique est institué.

² Il est alimenté par le fonds de péréquation financière.

Objectifs

Art. 26 Le fonds de soutien stratégique a pour but :

- a) d'offrir un soutien financier conditionnel aux communes confrontées à des événements extraordinaires et à effets durables qui compromettent gravement leur équilibre financier;
- b) de faciliter la transition entre l'ancien et le nouveau système de péréquation financière, en offrant une aide financière aux communes possédant un indice des ressources inférieur à la moyenne et répondant aux conditions fixées dans les dispositions transitoires de la présente loi;
- c) ²⁹⁾ de compenser, en faveur des communes fusionnées et pendant deux années consécutives après l'entrée en force de la fusion, les éventuelles pertes liées à la péréquation financière directe.

Fonctionnement et gestion

Art. 27 ¹ Le Gouvernement détermine, par voie d'ordonnance, les règles de fonctionnement du fonds de soutien stratégique.

² Il subordonne l'octroi d'allocations du fonds à certaines conditions, notamment en ce qui concerne l'assainissement de la situation financière de la commune ou la mise en œuvre d'un projet de fusion.

³ Il gère le fonds de soutien stratégique et fixe chaque année, par voie d'arrêté, les versements de prestations sur proposition du Service des communes.

Contrôle des
objectifs

Art. 28 Le Service des communes évalue régulièrement le degré de réalisation des objectifs et en rapporte au Gouvernement.

CHAPITRE III : Péréquation financière indirecte

Objectifs

Art. 29 Le système de péréquation financière indirecte a pour principaux objectifs :

- a) la simplicité et l'unification des procédures de calcul;
- b) la mise en commun des efforts des communes et de l'Etat dans les secteurs d'activité qui le justifient.

Domaines et clés
de répartition

Art. 30²⁷⁾ La péréquation financière indirecte régit la répartition des charges entre l'Etat et les communes dans les domaines et selon les clés suivants :

Domaine	Etat %	Communes %
1. Action sociale	72	28
1.1. Service dentaire scolaire ²⁵⁾	50	50
2. Assurances sociales	67,5	32,5
3. Allocations familiales dans l'agriculture après couverture par les contributions de l'agriculture	100	0
4. Santé	100	0
5. Enseignement (dépenses dites générales selon les articles 152 et 153 de la loi scolaire ²⁾ et frais d'exploitation et dépenses d'investissement des institutions selon l'article 40 de la loi scolaire) ²⁴⁾	36,5	63,5
6. Mesures en faveur des demandeurs d'emploi	50	50

Critère de répartition entre communes

Art. 31 La population résidante conformément aux données du Bureau cantonal de la statistique constitue le critère de répartition de l'ensemble des charges appartenant au système de péréquation financière indirecte entre les communes.

CHAPITRE IV : Décompte et versements

Part des communes et modalités de paiement

Art. 32 Le Gouvernement détermine annuellement, par voie d'arrêté, les parts des charges dévolues aux communes et les modalités de paiement.

Base de calcul

Art. 33 ¹ L'indice des ressources et les calculs de la péréquation financière indirecte sont déterminés en prenant en considération les éléments de chaque commune arrêtés pour l'année la plus proche de l'année durant laquelle le décompte est effectué.

² Pour la population, il est tenu compte pour chaque commune de la dernière population résidante au 31 décembre, conformément aux données du Bureau cantonal de la statistique.

Décompte

Art. 34 Les contributions des communes au fonds de péréquation financière et la redistribution des ressources aux communes bénéficiaires font l'objet d'un seul décompte.

Publication

Art. 35 Les prestations octroyées aux communes sont publiées dans le Journal officiel.

CHAPITRE V : Dispositions transitoires et finales

SECTION 1 : Fonds d'aide aux fusions

Constitution

Art. 36 ¹ Dès l'année d'entrée en vigueur de la présente loi, et pour les trois premières années, un montant de 1 million de francs est affecté annuellement au fonds d'aide aux fusions (art. 10 du décret sur la fusion de communes³¹) par le fonds de péréquation financière. Dès la quatrième année, l'alimentation passe à 0,5 million de francs jusqu'à ce que l'alimentation totale du fonds d'aide aux fusions atteigne 10 millions de francs.

² Si les besoins dépassent temporairement la fortune du fonds d'aide aux fusions, le Gouvernement procède à une avance, conformément à l'article 35, alinéa 4, de la loi sur les finances cantonales⁴⁾. Les futures recettes affectées au fonds d'aide aux fusions servent prioritairement à rembourser les éventuelles avances effectuées.

Renvoi

Art. 37 ¹ La loi sur les communes⁵⁾ et le décret sur la fusion de communes³⁾ règlent l'utilisation et la gestion du fonds d'aide aux fusions.

² Le Service des communes évalue régulièrement le degré de réalisation des objectifs et en rapporte au Gouvernement.

SECTION 2 : Aide de transition

Conditions

Art. 38 ¹ L'aide de transition à charge du fonds de soutien stratégique est accordée pendant cinq ans dès l'entrée en vigueur de la présente loi.

² Elle est accordée aux communes possédant un indice des ressources inférieur à la moyenne et dont les contribuables devraient supporter une charge supplémentaire qui dépasse 1,5 dixième de quotité ordinaire. Il est tenu compte de la charge fiscale globale supportée par le contribuable.

³ Les prestations du fonds de soutien stratégique liées à la transition sont linéairement dégressives.

SECTION 3 : Evaluation

Evaluation du système

Art. 39 ¹ Après trois ans d'exercice du nouveau système de péréquation financière, le Gouvernement procède à une évaluation en se basant sur les travaux d'un comité de suivi composé de représentants de l'Etat et des communes.

² Il fait part, dans l'année qui suit, de ses conclusions au Parlement et lui propose, le cas échéant, les adaptations nécessaires.

SECTION 4 : Autres dispositions transitoires et finales

Ancien droit

Art. 40 ¹ Les dispositions contraires de péréquation financière directe ou indirecte et de répartition des charges contenues dans d'autres textes législatifs antérieurs à l'entrée en vigueur de la présente loi ne sont plus applicables.

² Dans le calcul du montant des subventions cantonales aux communes ou aux syndicats de communes, l'indice des ressources au sens de la présente loi s'applique en lieu et place de la capacité contributive et de la capacité économique et financière. Au surplus, les dispositions spéciales relatives à ces subventions, notamment les critères autres que la capacité contributive et la capacité économique et financière, ne sont pas touchées par la présente loi.

Dissolution de
fonds

Art. 41 ¹ Le fonds de péréquation financière reprend les avoirs du fonds de compensation financière qui est dissous.

² Le fonds de soutien stratégique reprend les avoirs du fonds de secours aux communes et du fonds spécial de compensation financière qui sont dissous.

Quotités
recommandées

Art. 42 ¹ Afin d'assurer le passage au nouveau système de péréquation financière dans les meilleures conditions possibles, le Gouvernement établit une liste des quotités communales recommandées pour l'année d'entrée en vigueur de la présente loi.

² Les quotités communales d'impôt recommandées sont portées à la connaissance des autorités législative et exécutive communales appelées à déterminer la quotité communale d'impôt applicable au budget de la première année du nouveau régime de péréquation.

³ Les alinéas qui précèdent s'appliquent par analogie aux taux des impôts ecclésiastiques.

Régime
transitoire

Art. 42a²⁶⁾ ¹ Sauf disposition légale contraire, les charges relatives aux années précédant l'entrée en vigueur d'une modification de la présente loi sont réparties entre l'Etat et les communes selon l'ancien droit.

² L'article 26, lettre c, prend effet au 1^{er} janvier 2009 et s'applique en particulier aux communes pour lesquelles la fusion est devenue effective à cette date.²⁹⁾

Domaines et clés
de répartition
utilisés pour les
paiements 2008

Art. 42b²⁶⁾ La péréquation financière indirecte régit la répartition des charges entre l'Etat et les communes dans les domaines et selon les clés suivants pour les paiements 2008 :

Domaine		Etat %	Communes %
1.	Action sociale	62	38
1.1	Service dentaire scolaire ²⁵⁾	50	50
2.	Assurances sociales	66,66 (deux tiers)	33,33 (un tiers)
3.	Allocations familiales dans l'agriculture après couverture par les contributions de l'agriculture	100	0
4.	Santé	100	0
5.	Enseignement (dépenses dites générales selon les articles 152 et 153 de la loi scolaire ²⁾ et frais d'exploitation et dépenses d'investissement des institutions selon l'article 40 de la loi scolaire) ²⁴⁾	36,5	63,5
6.	Mesures en faveur des demandeurs d'emploi	50	50

Domaines et clés
de répartition
utilisés pour les
paiements 2009
et 2010

Art. 42c²⁶⁾ La péréquation financière indirecte régit la répartition des charges entre l'Etat et les communes dans les domaines et selon les clés suivants pour les paiements 2009 et 2010 :

Domaine		Etat %	Communes %
1.	Action sociale	72	28
1.1	Service dentaire scolaire ²⁵⁾	50	50
2.	Assurances sociales	67,5	32,5
3.	Allocations familiales dans l'agriculture après couverture par les contributions de l'agriculture	100	0

4.	Santé	100	0
5.	Enseignement (dépenses dites générales selon les articles 152 et 153 de la loi scolaire ²⁾ et frais d'exploitation et dépenses d'investissement des institutions selon l'article 40 de la loi scolaire) ²⁴⁾	36,5	63,5
6.	Mesures en faveur des demandeurs d'emploi	50	50

Modification du
droit en vigueur

Art. 43 ¹ La loi du 20 décembre 1990 sur l'école enfantine, l'école primaire et l'école secondaire (loi scolaire)²⁾ est modifiée comme il suit :

Article 153, alinéa 2

...⁶⁾

Article 154, alinéas 1 et 3

...⁶⁾

² Le décret du 14 décembre 1994 fixant la répartition des dépenses scolaires⁷⁾ entre les communes est modifié comme il suit :

Article 2

...⁸⁾

Articles 3, 4, 8 et 9

Abrogés.

³ Le décret du 6 décembre 1978 concernant le service dentaire scolaire⁹⁾ est modifié comme il suit :

Article 19, alinéa 4

...⁸⁾

⁴ La loi du 26 octobre 1978 sur la construction et l'entretien des routes¹⁰⁾ est modifiée comme il suit :

Article 39, alinéa 4

...⁶⁾

⁵ La loi sanitaire du 14 décembre 1990¹¹⁾ est modifiée comme il suit :

Article 13, lettre a

...⁶⁾

Article 39, lettre a

...⁶⁾

Article 64, alinéa 8

...⁶⁾

Article 65, alinéa 6

Abrogé

Article 68

...⁶⁾

⁶ La loi sur les hôpitaux du 22 juin 1994¹²⁾ est modifiée comme il suit :

Article 67, note marginale et alinéa 2

...⁶⁾

Article 68

Abrogé

Article 99

...⁶⁾

⁷ L'arrêté du 31 mars 1988 portant création de l'Ecole de soins infirmiers de la République et Canton du Jura¹³⁾ est modifié comme il suit :

Article 6

...¹⁴⁾

⁸ Le décret du 24 mars 1999 sur le financement de la gestion des déchets¹⁵⁾ est modifié comme il suit :

Article 9, alinéa 3

...⁸⁾

⁹ La loi du 26 octobre 1978 portant introduction de la loi fédérale du 20 décembre 1946^{[16\)](#)} sur l'assurance vieillesse et survivants est modifiée comme il suit :

Article 23

...^{[6\)](#)}

Article 24

Abrogé.

¹⁰ La loi du 26 octobre 1978 portant introduction de la loi fédérale du 19 juin 1959^{[17\)](#)} sur l'assurance invalidité est modifiée comme il suit :

Article 7, alinéa 1

...^{[6\)](#)}

Article 7, alinéa 2

Abrogé.

¹¹ La loi du 9 décembre 1998 portant introduction à la loi fédérale sur les prestations complémentaires à l'assurance vieillesse, survivants et invalidité^{[18\)](#)} est modifiée comme il suit :

Article 11, alinéa 1

...^{[6\)](#)}

¹² La loi du 6 décembre 2000 portant introduction de la loi fédérale sur le service de l'emploi et la location de services et de la loi fédérale sur l'assurance chômage obligatoire et l'indemnité en cas d'insolvabilité^{[19\)](#)} est modifiée comme il suit :

Article 22, alinéa 2

...^{[6\)](#)}

¹³ La loi du 15 décembre 2000 sur l'action sociale^{[20\)](#)} est modifiée comme il suit :

Article 69, alinéa 2

...^{[6\)](#)}

Article 70, alinéa 2

...^{[6\)](#)}

¹⁴ Le décret du 21 novembre 2001 sur la répartition des dépenses de l'action sociale²¹⁾ est modifié comme il suit :

Article 2

...⁸⁾

¹⁵ La loi du 26 octobre 1978 sur les allocations familiales dans l'agriculture²²⁾ est modifiée comme il suit :

Article 10, alinéa 1

...⁶⁾

Article 10, alinéa 2

Abrogé.

Abrogation

Art. 44 Sont abrogés :

- la loi du 26 octobre 1978 concernant la compensation financière en faveur des communes;
- le décret du 6 décembre 1978 concernant le fonds de secours aux communes.

Référendum

Art. 45 La présente loi est soumise au référendum facultatif.

Entrée en
vigueur

Art. 46 Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur²³⁾ de la présente loi.

Delémont, le 20 octobre 2004

AU NOM DU PARLEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Pierre-André Comte
Le vice-chancelier : Jean-Claude Montavon

- 1) RSJU 101
- 2) RSJU 410.11
- 3) RSJU 190.31
- 4) RSJU 611
- 5) RSJU 190.11
- 6) Texte inséré dans ladite loi
- 7) RSJU 410.16
- 8) Texte inséré dans ledit décret
- 9) RSJU 410.72
- 10) RSJU 722.11
- 11) RSJU 810.01
- 12) RSJU 810.11
- 13) RSJU 811.21
- 14) Texte inséré dans ledit arrêté
- 15) RSJU 814.015.6
- 16) RSJU 831.10
- 17) RSJU 831.20
- 18) RSJU 831.30
- 19) RSJU 837.0
- 20) RSJU 850.1
- 21) RSJU 857.1
- 22) RSJU 917.14
- 23) 1^{er} janvier 2005
- 24) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 22 novembre 2006, en vigueur depuis le 1^{er} février 2007
- 25) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 13 décembre 2006, en vigueur depuis le 1^{er} mars 2007
- 26) Introduit par le ch. I de la loi du 26 septembre 2007, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2008
- 27) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 20 octobre 2010, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2011
- 28) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 28 septembre 2011, en vigueur depuis le 6 décembre 2011
- 29) Introduit(e) par le ch. I de la loi du 28 septembre 2011, en vigueur depuis le 6 décembre 2011

Arrêté**fixant les paramètres applicables en matière de péréquation financière pour l'année 2012**

du 6 décembre 2011

Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,

vu la loi du 20 octobre 2004 concernant la péréquation financière¹⁾,

vu l'ordonnance du 23 mai 2006 concernant la péréquation financière²⁾,

arrête :

Paramètres
généraux

Article premier Les paramètres généraux sont fixés comme suit :

- | | | |
|--|---|--|
| a) Revenu fiscal harmonisé | : | Selon liste par communes en annexe ³⁾ |
| b) Revenu fiscal harmonisé par habitant | : | Selon liste par commune en annexe ³⁾ |
| c) Revenu fiscal harmonisé moyen par habitant | : | 2'454,17 CHF/habitant (arrondi) |
| d) Indice des ressources | : | Selon liste par commune en annexe ³⁾ |
| e) Indice des ressources de début de zone neutre (x_{n1} ou y_{n1} , si $x_{n1}=y_{n1}$) | : | 90 |
| f) Indice des ressources donnant accès à la dotation minimale (x_{d1}) | : | 64 |
| g) Indice des ressources après dotation minimale (y_{d1}) | : | 80 |
| h) Coefficient progressif d'alimentation | | |
| y_{a1} | : | 0.085 |
| y_{a2} | : | 0.50 |
| x_{a2} | : | 400 |
| x_{a1} | : | 100 |
| i) Coefficient de limitation de la redistribution des prestations | | |
| x_{r1} | : | 1.31 (arrondi) |
| x_{r2} | : | 2.31 (arrondi) |
| y_{r1} | : | 1 |
| y_{r2} | : | 0.75 |
| Q générale moyenne | : | 2.31 (arrondi) |

j) Equation de la droite de réduction
des disparités ($y_d=ax+b$)

a	:	0.3846 (arrondi)
b	:	55.38 (arrondi)

Coefficient de
transfert de la
charge fiscale

Art. 2 En application de l'article 14a de l'ordonnance concernant la péréquation financière²⁾, le coefficient de transfert de la charge fiscale (k_f) est fixé à 1,28071523.

Alimentation et
versements du
fonds de
péréquation
financière

Art. 3 Les versements (alimentation) au fonds de péréquation financière et les prestations du fonds de péréquation financière sont fixés dans le tableau annexé³⁾.

Charges
structurelles
topographiques

Art. 4 En matière de compensation des charges structurelles topographiques, les paramètres sont fixés comme suit :

a) liées à la
surface

Montant $S_{répa}$ à répartir en matière de
charges structurelles topographiques
liées à la surface par habitant :

CHF 150'000

Surfaces par commune S_{com} et par
habitant $S_{com\ hab}$

: Selon tableau en annexe³⁾

Surface moyenne par habitant $S_{com\ hab}$

: 1,19 ha/hab

Coefficient de compensation k_s

: 2

Montants des compensations (par
commune)

: Selon tableau en annexe³⁾

b) de déneige-
ment

Montant $D_{répa}$ à répartir en matière de
charges structurelles topographiques
liées à la charge de déneigement

: CHF 200'000

Points d'altitude des communes

Alt_{com}

: Selon tableau en annexe³⁾

Altitude donnant accès à la
compensation des charges de
déneigement

: 800 mètres

Montants des compensations (par
commune)

: Selon tableau en annexe³⁾

Charges
structurelles des
communes-
centres

Art. 5 En matière de compensation des charges des communes-centres, les paramètres sont fixés comme suit :

a) Charge nette
de commune-
centre

Delémont, montant à compenser : CHF 839'132
Porrentruy, montant à compenser : CHF 212'024

b) Utilisation par
la population

	Communes de la couronne	Autres communes du district
--	----------------------------	--------------------------------

District de Delémont

– Bibliothèque de la Ville	: 25 %	25 %
– Ludothèque	: 30 %	0 %
– Piscines couverte et plein air	: 15 %	15 %

District de Porrentruy

– Bibliothèque municipale	: 25 %	15 %
– Bibliothèque municipale des jeunes	: 25 %	15 %
– Centre de la jeunesse	: 25 %	15 %
– Ludothèque municipale	: 25 %	15 %
– Piscine de plein air	: 25 %	15 %

c) Isochrones

Valeurs des isochrones : – 10 minutes
– 15 minutes
– 20 minutes

d) Répartition
pour le district
de Delémont

District de Delémont

– Communes de la couronne	: Courrendlin, Courroux, Courtételle, Develier, Rossemaison et Soyhières.
– Isochrone 10 minutes	: Bassecourt, Châillon, Courfaivre, Mettembert et Vicques.
– Isochrone 15 minutes	: Boécourt, Bourrignon, Corban, Courchapoix, Ederswiler, Glovelier, Mervelier, Montsevelier, Movelier, Pleigne, Rebeuvelier, Vellerat et Vermes.
– Isochrone 20 minutes	: Saulcy, Soulce et Undervelier.

e) Répartition
pour le district
de Porrentruy

District de Porrentruy

– Communes de la couronne	: Alle, Bressaucourt, Bure, Coeuve, Courchavon, Courgenay, Courtedoux et Fontenais.
– Isochrone 10 minutes	: La Baroche, Cornol, Damphreux, Haute-Ajoie, Lugnez et Vendlincourt.

- Isochrone 15 minutes : Basse-Allaine, Beurnevésin, Boncourt, Bonfol, Fahy, Grandfontaine et Rocourt.
- Isochrone 20 minutes : Clos du Doubs.

f) Compensations

Montants des compensations : Selon tableau en annexe³⁾

Prestations du fonds de soutien stratégique

Art. 6 Les versements du fonds de soutien stratégique à titre de soutien financier conditionnel sont fixés dans le tableau annexé³⁾.

Abrogation

Art. 7 L'arrêté du Gouvernement du 30 novembre 2010 fixant les paramètres applicables en matière de péréquation financière pour l'année 2011 est abrogé.

Entrée en vigueur

Art. 8 Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2012.

Delémont, le 6 décembre 2011

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Philippe Receveur
Le chancelier : Sigismond Jacquod

¹⁾ RSJU 651

²⁾ RSJU 651.11

³⁾ Cette annexe n'est pas publiée dans le Recueil systématique du droit jurassien, mais elle se trouve dans le Journal officiel 2011, n° 45, p. 873-874

TABLE DES MATIERES

7	Constructions, travaux publics, énergie, transports et communications
70	<i>Constructions et aménagement du territoire</i>
701	<i>Constructions</i>
701.1	Loi du 25 juin 1987 sur les constructions et l'aménagement du territoire
701.11	Ordonnance du 3 juillet 1990 sur les constructions et l'aménagement du territoire
701.251	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant la réclame extérieure et sur la voie publique
701.31	Décret du 11 décembre 1992 concernant le règlement-norme sur les constructions
701.51	Décret du 11 décembre 1992 concernant le permis de construire
701.511	Décision du 6 décembre 1978 portant délégation de compétences du Service de l'aménagement du territoire en vertu de l'article 47 de la loi sur les constructions
701.71	Décret du 11 décembre 1992 concernant les contributions des propriétaires fonciers
701.81	Décret du 11 décembre 1992 concernant le remembrement de terrains à bâtir
702	<i>Aménagement du territoire</i>
702.1	Arrêté du Parlement du 22 mai 2002 fixant les principes directeurs et les objectifs d'aménagement du territoire applicables à la révision du plan directeur
702.2	Ordonnance du 11 mai 2004 instituant la commission du développement durable
702.21	Arrêté du Gouvernement du 30 juin 2009 instituant le prix du développement durable
702.611	Décret du 6 décembre 1978 concernant la contribution de l'Etat aux frais d'aménagement local et régional et aux frais de viabilité des terrains à bâtir, ainsi que concernant le fonds de planification (Décret concernant le financement de l'aménagement)
71	<i>Expropriation</i>
711	Loi du 26 octobre 1978 sur l'expropriation
712.1	Ordonnance du 6 décembre 1978 portant exécution de la loi fédérale du 20 juin sur l'expropriation

72 Travaux publics**721 Dispositions générales**

- 721.23 Arrêté du 6 décembre 1978 concernant la fixation du début des travaux des constructions cantonales et de l'échéance des subventions de l'Etat
- 721.91 Arrêté du Gouvernement du 5 juillet 1995 relatif à la convention de réciprocité sur l'adjudication de travaux et de fournitures pour les constructions réalisées par les administrations cantonales

722 Routes et autres voies de transport et communication

- 722.11 Loi du 26 octobre 1978 sur la construction et l'entretien des routes
- 722.112.1 Ordonnance du 26 février 1985 portant délégation de compétences au chef du Service des ponts et chaussées en matière de police de construction des routes
- 722.123.31 Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant les routes d'approvisionnement à maintenir constamment ouvertes aux transports exceptionnels
- 722.123.42 Décret du 6 décembre 1978 sur le calcul des subventions cantonales aux frais de construction des routes communales
- 722.181 Ordonnance du 6 décembre 1978 portant exécution de la loi fédérale du 8 mars 1960 sur les routes nationales
- 722.191 Loi du 3 septembre 1981 sur le principe de la construction d'une route nationale de deuxième classe reliant Boncourt à Choindez (Transjurane)
- 722.31 Loi du 21 décembre 1994 sur les itinéraires cyclables
- 722.41 Loi du 13 novembre 1991 portant application de la loi fédérale du 4 octobre 1985 sur les chemins pour piétons et les chemins de randonnée pedestre

73 Energie**730 Dispositions générales**

- 730.1 Loi du 24 novembre 1988 sur l'énergie
- 730.11 Ordonnance du 24 août 1993 visant une utilisation économe et rationnelle de l'énergie (Ordonnance sur l'énergie)

731 Energie électrique

- 731.31 Ordonnance du 6 décembre 1978 relative à l'exécution de la loi fédérale du 24 juin 1902 concernant les installations électriques à faible et à fort courant

732	<i>Energie nucléaire</i>
732.1	Loi de procédure sur la consultation du peuple en matière d'installations atomiques du 30 juin 1983
74	<i>Transports et communications</i>
741	<i>Circulation routière</i>
741.11	Loi du 26 octobre 1978 sur la circulation routière et l'imposition des véhicules routiers et des bateaux
741.151	Ordonnance du 6 décembre 1978 sur la police des routes et la signalisation routière
741.161	Ordonnance du 24 mars 2009 concernant l'attribution de numéros d'immatriculation particuliers
741.171	Ordonnance du 6 décembre 1978 sur l'utilisation de véhicules automobiles hors de la voie publique
741.191	Ordonnance du 30 novembre 1982 portant délégation des compétences du Département des Finances et de la Police au chef de l'Office des véhicules pour autoriser les manifestations sportives sur la voie publique et la circulation hors de la voie publique
741.25	Ordonnance du 7 avril 1998 concernant les entreprises de dépannage routier
741.371	Règlement du 6 décembre 1978 concernant l'exercice de la profession de maître de conduite
741.41	Ordonnance du 6 décembre 1978 sur la circulation des cycles
741.42	Décret du 19 juin 1991 concernant l'assurance-responsabilité civile des détenteurs de cycles et de cyclomoteurs
741.421	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant l'assurance-responsabilité civile des détenteurs de cycles
741.611	Décret du 6 décembre 1978 sur l'imposition des véhicules routiers
741.611.01	Arrêté du Gouvernement du 17 décembre 1997 portant indexation de la taxe sur les véhicules
741.611.02	Arrêté du Gouvernement du 21 décembre 2004 portant indexation de la taxe sur les véhicules
741.611.1	Ordonnance du 13 décembre 1994 concernant la réduction de la taxe sur les véhicules en faveur des handicapés
742	<i>Chemins de fer</i>
742.21	Loi du 20 octobre 2010 sur les transports publics
742.91	Loi du 14 décembre 1990 concernant la consultation populaire sur le principe de la construction d'une deuxième ligne de chemin de fer entre Glovelier et Delémont indépendante de la voie CFF existante
742.92	Arrêté du Parlement du 15 décembre 2000 portant création de la communauté tarifaire jurassienne (CTju)

743	<i>Installations de transport par câbles et skilifts</i>
743.22	Arrêté du Gouvernement du 21 décembre 1979 portant adhésion définitive au concordat du 15 octobre 1951 concernant les installations de transport par câbles et skilifts sans concession fédérale
744	<i>Entreprises de transport par automobiles</i>
744.12	Ordonnance du 5 mai 1998 concernant l'octroi d'autorisations cantonales de transport par automobiles
746	<i>Installations de transport par conduites</i>
746.11	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant les installations de transport par conduites de combustibles ou carburants liquides ou gazeux, installations sous surveillance cantonale
747	<i>Navigation</i>
747.11	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant l'exécution de l'article 62 de la loi fédérale du 28 septembre 1923 sur le registre des bateaux
747.201	Ordonnance du 16 mars 2010 sur la navigation
747.21	Arrêté du Gouvernement du 21 décembre 1979 portant adhésion définitive au règlement du 6 mai 1960 concernant la police de la navigation
748	<i>Aviation</i>
748.11	Ordonnance du 6 décembre 1978 relative à la loi fédérale du 21 décembre 1948 sur la navigation aérienne
75	<i>Eaux</i>
751	<i>Police des eaux</i>
751.11	Loi du 26 octobre 1978 concernant l'entretien et la correction des eaux
751.111	Ordonnance du 6 décembre 1978 déterminant les eaux du domaine public et les eaux privées placées sous la surveillance de l'Etat
751.121	Arrêté du 6 décembre 1978 concernant les corporations de digues; examen du compte annuel
751.151	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant l'amarrage de bateaux, radeaux, etc., sur les cours d'eau du domaine public et privé

752	<i>Economie hydraulique</i>
752.321	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant les installations d'alimentation en eau potable
752.41	Loi du 26 octobre 1978 sur l'utilisation des eaux
752.411	Ordonnance du 6 décembre 1978 portant exécution de la loi du 26 octobre 1978 sur l'utilisation des eaux
752.421	Décret du 6 décembre 1978 concernant l'octroi de concessions de force hydraulique, de pompes hydrothermiques et de droits d'eau d'usage
752.461	Décret du 6 décembre 1978 sur les redevances et les émoluments dus pour l'utilisation des eaux
752.511	Arrêté du 6 décembre 1978 portant interdiction d'utiliser le tritium pour les analyses hydrologiques

Loi sur les constructions et l'aménagement du territoire (LCAT)

du 25 juin 1987

Le Parlement de la République et Canton du Jura,

vu la loi fédérale du 22 juin 1979 sur l'aménagement du territoire (LAT)¹⁾,

vu l'ordonnance fédérale du 28 juin 2000 sur l'aménagement du territoire (OAT)^{23), 24)},

vu les articles 45, 46 et 48 de la Constitution cantonale²⁾,

arrête :

TITRE PREMIER : Droit public en matière de construction

CHAPITRE PREMIER : Dispositions générales

1. Obligation

Article premier ¹ Un permis de construire est requis pour toute construction, installation ou mesure qui tombe sous le coup de la législation sur les constructions, en particulier :

- a) la construction, la transformation importante et la démolition de bâtiments, de parties de bâtiments et de toute autre installation;
- b) la création et l'extension de terrains de camping, de lieux de décharge et de lieux d'extraction de matériaux à moins que toutes les conditions aient été définies précisément par le plan spécial;³⁾
- c) les modifications importantes apportées à un terrain.

² Aucune construction, installation ou mesure soumise à autorisation ne peut être entreprise avant que l'autorité compétente ait accordé un permis de construire entré en force ou ait provisoirement autorisé le début des travaux.

2. Conditions générales d'octroi

Art. 2 Le permis de construire est accordé :

- a) si le projet est conforme aux prescriptions de droit public;
- b) s'il n'est pas contraire à l'ordre public et
- c) pour autant qu'il n'existe pas d'obstacles quant à la planification au sens des articles 20 et 21.

CHAPITRE II : Prescriptions cantonales en matière de construction

1. Zones dangereuses

Art. 3 ¹ Aucun bâtiment ne peut être construit dans les lieux où la vie et la propriété sont, d'expérience ou de manière prévisible, menacées par des chutes de pierres, des glissements de terrain, des éboulements, des inondations et autres dangers naturels.

² Demeure réservée, pour le propriétaire foncier, la possibilité d'établir que le danger qui menace le terrain à bâtir et la voie d'accès a été écarté par des mesures de sécurité.

2. Equipement technique

Art. 4 ¹ L'équipement du terrain à bâtir (voies d'accès suffisantes, adduction d'eau et approvisionnement en énergie, évacuation et épuration des eaux usées, évacuation ou infiltration des eaux météoriques, drainages) doit être assuré pour la date à laquelle le bâtiment ou l'installation seront achevés ou, s'il le faut, avant même que les travaux aient commencé.

² Les équipements doivent être harmonisés et, si besoin est, établis en commun; ils le seront par le biais du permis de construire (équipement privé) ou, en règle générale, par un plan spécial.

³ Est suffisante une voie d'accès publique ou privée qui, par sa construction et son aménagement, satisfait à l'utilisation prévisible et, pour autant qu'elle traverse la propriété d'autrui, est juridiquement assurée; demeure réservé l'article 72 de la loi sur la construction et l'entretien des routes⁴ ("Accès privés").

⁴ Le Gouvernement définit la notion d'équipement suffisant et fixe les conditions permettant de modérer la circulation sur certaines routes dans les quartiers d'habitation et commerciaux.

3. Protection des sites

Art. 5 ¹ Les constructions, installations et panneaux publicitaires doivent s'intégrer dans le paysage et les sites; le cas échéant, des conditions et charges peuvent être imposées, ou la modification du projet exigée, dans le cadre de la procédure d'octroi du permis⁵

² Font l'objet d'une attention particulière :

- a) les paysages, l'aspect typique des lieux bâtis et des rues, les bâtiments, installations et points de vue d'une beauté ou d'un caractère particulier;

- b) les monuments historiques et leur environnement, ainsi que les sites archéologiques;
- c) les cours d'eau, les plans d'eau et les zones humides ainsi que les abords;
- d) les stations botaniques et l'habitat des animaux;
- e) les groupes d'arbres, haies et bosquets qui sont caractéristiques d'un paysage ou d'un milieu bâti;
- f) les vergers, pâturages maigres et terrains secs.

³ La législation spéciale s'applique aux objets portés aux inventaires de la Confédération ou du Canton.

4. Distances
a) par rapport
aux routes
publiques

Art. 6 ¹ Les distances à une route publique sont celles que prescrit la loi sur la construction et l'entretien des routes, à moins que des prescriptions communales n'en disposent autrement.

² Les communes peuvent, dans leur réglementation :

- a) ramener la limite de construction jusqu'à la limite de la route;
- b) fixer une distance inférieure le long de tronçons déterminés;
- c) prescrire la construction à la limite de la route, à l'intérieur de territoires délimités avec précision, notamment dans les vieux quartiers.

b) par rapport
aux eaux

Art. 7 ¹ En application des règles de la police des eaux, le Département de l'Environnement et de l'Équipement (dénommé ci-après : "Département") fixe de cas en cas les distances à observer par rapport aux eaux publiques ou placées sous la surveillance de l'Etat, à moins que des prescriptions communales ne fixent des distances générales suffisantes.

² La distance est mesurée à partir du bord supérieur de la berge; le Département tranche en cas de doute.

c) autres lois
réservées

Art. 8 Sont réservées les distances prescrites par des lois fédérales ou d'autres lois cantonales, en particulier les distances par rapport aux voies ferrées, aux routes nationales et aux forêts.

d) limites
politiques

Art. 9 ¹ Les nouvelles constructions ne doivent pas toucher les frontières nationales ou cantonales.

² Elles entraînent un ajustement des limites communales dans la mesure où elles les chevauchent.

5. Ordre des constructions, forme architecturale

Art. 10 ¹ L'ordre des constructions, l'orientation, les dimensions, la densité et la forme architecturale sont régis par les prescriptions communales.

² L'usage local s'applique lorsque les prescriptions communales ne contiennent aucune précision à cet égard.

6. Aménagements extérieurs

Art. 11 ¹ Les aménagements extérieurs des bâtiments et installations doivent être réalisés de telle sorte qu'ils s'intègrent dans le paysage et dans le milieu bâti, tout en répondant aux besoins des utilisateurs.⁵¹

² Dans leur règlement, les communes peuvent en particulier :

- a) imposer la plantation, la conservation et l'entretien d'arbres;
- b) prescrire une proportion suffisante d'espaces verts;
- c) limiter les mouvements de terres;
- d) prescrire la nature des murs, clôtures et barrières.

7. Places de stationnement

Art. 12 ¹ Lors de la construction, de l'agrandissement ou du changement d'affectation d'un bâtiment ou d'une installation, des places de stationnement en nombre suffisant doivent être aménagées sur la même parcelle ou dans le voisinage.

² Lorsque les circonstances le justifient, des installations de stationnement pour bicyclettes et cyclomoteurs doivent être prévues en nombre suffisant.

³ L'accès, l'emplacement, les dimensions et l'aménagement des places de stationnement sont fixés en fonction des impératifs du trafic, de la protection de l'environnement bâti ainsi que de la sauvegarde du site et du paysage.

⁴ Dans leur règlement, les communes peuvent notamment :

- a) ordonner, pour un secteur déterminé, soit la création d'installations collectives de stationnement, soit la participation à la construction et à l'utilisation de celles-ci;
- b) réglementer l'obligation de verser la contribution de remplacement qu'entraîne, pour le maître de l'ouvrage, la libération de l'obligation d'aménager des places de stationnement;
- c) limiter ou interdire l'aménagement de places de stationnement dans les secteurs où la circulation doit être réduite ou interdite.

8. Espaces de détente³⁾

Art. 13³⁾ ¹ Lors de la construction d'ensembles d'habitations, des espaces de détente sont aménagés par le maître de l'ouvrage.

² Lorsqu'elles aménagent des espaces de détente, les communes peuvent demander des contributions aux propriétaires fonciers en proportion des avantages que ceux-ci en retirent.

9. Sécurité, hygiène et entretien

Art. 14 ¹ Toutes les constructions et installations doivent être édifiées et entretenues de façon à ne mettre en danger ni les personnes ni les choses; elles doivent satisfaire aux prescriptions des polices sanitaire, du feu, de l'industrie et du travail.

² Les objets dignes de protection doivent être entretenus de manière à garantir la sauvegarde du patrimoine.

10. Barrières architecturales

Art. 15 ¹ Lorsqu'ils sont nouveaux, les bâtiments et installations ouverts au public, les logements pour personnes âgées, les ensembles d'habitations, les voies et installations seront conçus aussi en fonction des besoins des handicapés.

² Les besoins des handicapés sont notamment pris en compte par l'application des mesures suivantes :

- a) l'accès menant de la rue aux locaux ouverts au public doit être praticable en fauteuil roulant;
- b) les bâtiments de quatre étages et plus doivent être équipés d'un ascenseur ayant des dimensions adaptées aux fauteuils roulants;
- c) la conception architecturale des parties de bâtiments destinées au public doit tenir compte des handicapés;
- d) des places de stationnement pour véhicules à moteur des handicapés doivent être réservées et signalées.

³ Le Département peut exiger des aménagements simples et peu onéreux dans les immeubles existants, à l'effet d'en faciliter l'accès aux handicapés.

11. Immissions

Art. 16 Constructions et installations ne doivent pas provoquer, pour le voisinage, des immissions contraires à l'affectation de la zone.

CHAPITRE III : Procédure d'octroi du permis de construire

1. Dépôt de la demande

Art. 17 ¹ La demande d'un permis sera adressée au conseil communal; elle sera établie sur formule officielle et accompagnée du plan de situation, des plans, des documents éventuellement exigés ainsi que, le cas échéant, des motifs de dérogation.

² Les documents énumérés à l'alinéa 1 seront conformes, dans la présentation, le contenu et le nombre, aux dispositions du décret concernant le permis de construire.

2. Examen de la demande
a) en général³⁴⁾

Art. 18²⁵⁾ ¹ A réception de la demande de permis de construire, l'autorité communale examine si la requête est complète, la fait au besoin compléter et, si elle n'est pas elle-même compétente pour délivrer le permis, transmet le dossier à la Section des permis de construire.

² La Section des permis de construire ou, le cas échéant, l'autorité communale compétente pour délivrer le permis procède immédiatement à l'examen sommaire du dossier. Elle retourne au requérant les requêtes incomplètes ou contraires aux prescriptions en l'invitant à y apporter les compléments et corrections nécessaires.

³ Lorsque la Section des permis de construire est compétente et que le dossier est complet, elle en transmet, dans les 10 jours, un exemplaire à l'autorité communale afin qu'elle procède à la publication de la demande (art. 19 LCAT). La publication a lieu sans délai, après que les profils éventuellement exigés auront été posés.

⁴ Lorsqu'elle n'est pas compétente pour délivrer le permis, l'autorité communale transmet le dossier à la Section des permis de construire dans les 10 jours qui suivent l'échéance du délai d'opposition, avec son rapport et ses propositions.

b) dans les zones d'activités d'intérêt cantonal

Art. 18a³⁵⁾ L'examen des demandes de permis de construire dans les zones d'activités d'intérêt cantonal est accéléré selon les modalités définies par le Gouvernement.

3. Publication; opposition

Art. 19 ¹ Les demandes de permis et de dérogation doivent être publiées conformément aux dispositions du décret concernant le permis de construire ou communiquées aux personnes directement intéressées; le droit d'opposition sera mentionné.

² Ont qualité pour faire opposition :

- a) les particuliers dont des intérêts dignes de protection seraient touchés par la construction projetée;
- b) les organisations privées qui, d'après leurs statuts, ont pour mission essentielle et permanente de veiller aux intérêts protégés par la présente loi, plus particulièrement les sociétés de protection de la nature et du patrimoine;
- c) les autorités communales, les associations de communes et l'Etat, dans le cadre de la sauvegarde des intérêts publics qui leur sont confiés.

³ L'opposition, écrite et motivée, sera déposée auprès de l'autorité communale compétente.

4. Droit applicable
a) Règles

Art. 20 ¹ La décision concernant les demandes de permis sera prise conformément au droit en vigueur au moment où elles ont été présentées.

² Sont réservées les dispositions ci-après :

- a) seront renvoyés les projets qui, au moment de la demande, sont contraires à des prescriptions communales en matière de construction faisant l'objet d'un dépôt public; est applicable l'article 21, alinéa 2, lettres c et d;
- b) conformément aux dispositions de la loi sur la construction et l'entretien des routes concernant les plans de routes, les plans spéciaux cantonaux prennent effet dès le dépôt public;
- c) si une demande a été présentée compte tenu de nouvelles prescriptions prévues, la décision sera prise en vertu de celles-ci, une fois qu'elles auront été approuvées.

b) Prescriptions insuffisantes

Art. 21 ¹ Si une demande de permis concerne un bien-fonds pour lequel il n'existe pas de prescriptions, ou que des prescriptions insuffisantes, et si la construction porte atteinte à des intérêts publics importants, en particulier à l'aménagement local, l'autorité communale compétente peut suspendre la procédure en formant opposition.

² Il y a lieu d'appliquer dès lors les dispositions suivantes :

- a) dans les trois mois qui suivent l'échec de la conciliation, la commune déposera publiquement les prescriptions utiles ou déclarera zone réservée (art. 75) le terrain qui a fait l'objet de son opposition; en présence de motifs importants, l'autorité qui délivre le permis peut prolonger ce délai de trois mois au plus;

- b) pour l'élaboration d'un plan d'aménagement local, ou si l'importance du projet l'exige, le Service de l'aménagement du territoire peut, à titre exceptionnel, prolonger ce délai d'un an au plus;
- c) la commune adopte ensuite les nouvelles prescriptions et les soumet pour approbation au Service de l'aménagement du territoire; à la demande du requérant, le Service de l'aménagement du territoire peut impartir à la commune un délai convenable à cet effet;
- d) si la commune n'observe pas les délais, ou que les nouvelles prescriptions ne sont pas approuvées, la décision concernant la demande de permis sera prise en vertu du droit en vigueur.

³ Le Département peut former opposition en vue de sauvegarder les intérêts importants de l'aménagement cantonal; l'alinéa 2 est applicable par analogie.

5. ⁶⁾ Coordination
a) en général ³⁴⁾

Art. 21a ⁷⁾²⁵⁾ ¹ Une fois le dossier complet et sans attendre la publication, l'autorité compétente pour l'octroi du permis de construire recueille les autorisations spéciales et les préavis relatifs au projet auprès des autorités concernées par la procédure. Celles-ci se prononcent dans les 30 jours.

² Elle s'assure que les autorisations spéciales et les préavis sont coordonnés.

³ Si les autorités concernées émettent des avis contradictoires ou si l'autorité compétente pour l'octroi du permis de construire est elle-même en désaccord avec les avis exprimés, cette dernière provoque un réexamen des autorisations et des préavis en cause.

b) dans les
zones d'activités
d'intérêt cantonal

Art. 21b ³⁵⁾ ¹ Les données relatives à la décision unique portant sur la demande de permis de construire selon l'article 22 sont coordonnées au sein d'une cellule administrative réunissant les autorités concernées, sous la direction de la Section des permis de construire.

² Si la demande de permis concerne un projet qui se situe sur le territoire d'une commune disposant de la compétence d'octroyer le permis, cette dernière est intégrée à la cellule.

³ Les autorités concernées sont tenues de collaborer dans les délais impartis et selon les modalités définies par le Gouvernement.

6. Décision;
opposition³⁾

Art. 22³⁾ ¹ Après avoir procédé à une pesée globale des intérêts en cause, l'autorité compétente pour délivrer le permis rend une décision unique portant sur la demande de permis et incluant les autorisations spéciales et les dérogations éventuelles. Le cas échéant, elle statue sur les oppositions.²⁵⁾

^{1bis} Cette décision doit être prise dans les 30 jours qui suivent la réception définitive du dossier, de toutes les autorisations spéciales et de tous les préavis requis. Le délai est de trois mois lorsque l'autorité doit statuer sur des oppositions.²⁶⁾

^{1ter} Dans les zones d'activités d'intérêt cantonal, cette décision intervient dès la fin du dépôt public de la demande. Le délai est de deux mois lorsque l'autorité doit statuer sur des oppositions.³⁵⁾

² Seule cette décision peut faire l'objet d'une opposition conformément aux articles 94 et suivants du Code de procédure administrative⁸⁾.

³ La voie de l'opposition n'est cependant ouverte que lorsque le projet n'a pas donné lieu à des oppositions au sens de l'article 19 ou lorsque celles-ci ont toutes été retirées au moment où l'autorité a statué.

7. Recours

Art. 23 ¹ Si l'opposition est rejetée selon l'article 22, alinéa 2, ou lorsque la voie de l'opposition n'a pas été ouverte sur la base de cette disposition, la décision peut être portée, par voie de recours, directement devant le juge administratif.

² Ont qualité pour recourir devant le juge administratif le requérant, les opposants et l'autorité communale compétente dont l'avis n'a pas été suivi par l'autorité qui a délivré le permis.

³ Le juge administratif et la Cour administrative peuvent également revoir l'opportunité de la décision.

8. Révocation
d'un permis

Art. 24 ¹ Un permis délivré contrairement aux prescriptions de droit public peut, si l'intérêt public l'exige, être révoqué par l'autorité qui l'a accordé; le Département peut en ordonner la révocation, après avoir entendu ladite autorité.

² Si les travaux de construction ont déjà commencé, la révocation n'est admise que :

- a) si des intérêts publics impérieux l'exigent; demeure réservé le dédommagement du propriétaire, les dispositions concernant l'expropriation matérielle étant applicables par analogie (art. 102 et suivants);
- b) si le requérant a obtenu le permis en induisant l'autorité en erreur.

³ La décision portant révocation est applicable immédiatement; elle peut être attaquée au même titre que les décisions concernant le permis (art. 22, al. 2, et 23, al. 2).

9. Dérogations
a) Principe

Art. 25 ¹ Pour des motifs importants, des dérogations à certaines prescriptions peuvent être autorisées, pour autant qu'elles ne portent pas atteinte à un intérêt public.

² Les dérogations ne doivent pas non plus léser des intérêts importants de voisins, à moins que cette atteinte ne puisse être pleinement compensée par un dédommagement (compensation des charges selon les art. 32 et 33).

³ La demande de dérogation doit être jointe à la demande de permis; il ne sera entré en matière sur les demandes de dérogation présentées après coup que si le retard est motivé.

b) Compétence

Art. 26 ¹ Les dérogations à la réglementation communale sur les constructions sont accordées par l'autorité communale compétente; elles sont soumises à la ratification de la Section des permis de construire. [20\)](#)

² Les dérogations aux prescriptions cantonales sont accordées par le Département.

c) Constructions amovibles et petites constructions

Art. 27 ¹ En dérogation aux prescriptions du droit public relatives aux constructions, notamment au plan spécial, l'autorité qui délivre le permis peut autoriser l'installation de constructions amovibles et de bâtiments de petites dimensions, tels que cabanes de jardin, kiosques, garages, etc., ainsi que de petits travaux de génie civil, tels que puits au jour et accès aux garages.

² L'autorisation peut être révoquée en tout temps.

d) Réserves;
mention au
registre foncier

Art. 28 ¹ La dérogation peut être accordée pour une durée déterminée ou sous réserve d'une révocation en tout temps; elle peut être liée à des conditions ou à des charges.

² A l'expiration du délai ou en cas de révocation, le propriétaire enlèvera, dans un délai approprié, la construction ou l'installation autorisée; il n'a droit à aucune indemnité.

³ L'autorité qui accorde la dérogation peut faire mentionner au registre foncier la limitation de la durée, la réserve de révocation et l'exclusion de prétentions à indemnité pour plus-value (revers d'enlèvement ou de plus-value).

10. Exceptions
hors de la zone
à bâtir
a) En général ²⁵⁾

Art. 29 ²⁵⁾ Les exceptions hors de la zone à bâtir sont régies par la législation fédérale sur l'aménagement du territoire, ainsi que par les articles 29a et 29b ci-après.

b) En vertu de
l'article 24d,
alinéa 1, LAT

Art. 29a ²⁶⁾ L'utilisation à des fins d'habitation sans rapport avec l'agriculture de bâtiments d'habitation agricoles conservés dans leur substance est autorisée aux conditions fixées à l'article 24d, alinéa 3, de la loi fédérale sur l'aménagement du territoire ¹⁾.

c) En vertu de
l'article 24d,
alinéa 2, LAT

Article 29b ²⁶⁾ ¹ Le changement complet d'affectation de constructions ou d'installations jugées dignes d'être protégées est autorisé aux conditions fixées à l'article 24d, alinéas 2 et 3, de la loi fédérale sur l'aménagement du territoire ¹⁾.

² Les constructions ou installations concernées doivent avoir préalablement fait l'objet d'une mise sous protection. Cette dernière peut résulter :

- a) des plans d'aménagement local ou
- b) d'une décision prise en vertu de la législation sur la conservation des monuments historiques.

d) Compétence

Art. 29c ²⁶⁾ ¹ Le Département est compétent pour décider si les projets de construction situés hors de la zone à bâtir sont conformes à l'affectation de la zone ou si une dérogation peut être accordée.

² Il requiert le préavis des services concernés.

e) Mention au registre foncier

Art. 29d²⁶⁾ Le Département ordonne dans sa décision la mention au registre foncier des conditions auxquelles est subordonné l'octroi de l'autorisation, ainsi que des autres restrictions au droit de propriété.

11. Constructions et installations particulières
a) Principe

Art. 30 ¹ Les constructions et installations qui s'écartent notablement des prescriptions communales ne peuvent être autorisées qu'en vertu d'un plan spécial (art. 60).

² Celui qui se propose de réaliser une telle construction ou installation peut exiger la procédure du plan spécial.

b) Définition

Art. 31 ¹ Sont notamment réputés constructions et installations particulières :

- a) les maisons-tours comptant plus de huit niveaux au-dessus du niveau moyen du terrain aménagé ou dont la hauteur est supérieure à 25 m;
- b) les bâtiments qui ont une hauteur sensiblement plus élevée que celle qui est autorisée pour la zone concernée;
- c) les terrains de camping;
- d) les centres d'achat dont la surface de vente dépasse 500 m²; dans les villes, cette mesure ne s'applique qu'en dehors des quartiers traditionnellement commerçants;
- e) les places de décharge pour voitures, machines et engins hors d'usage;
- f) ⁷⁾ les lieux de décharge et les lieux d'extraction, sauf les exploitations de très peu d'importance qui peuvent être autorisées par la voie de la dérogation au sens de l'article 24 de la loi fédérale sur l'aménagement du territoire.

² Ne requièrent pas un plan spécial :

- a) les constructions en forme de tour telles que clochers d'églises, tours panoramiques, cheminées, mâts, etc.;
- b) les constructions industrielles en zone industrielle ou en zone exclusivement artisanale pour autant que le règlement de construction n'exige pas un plan spécial;
- c) les bâtiments agricoles;
- d) ... ⁹⁾

12. Compensation des charges
a) Notion

Art. 32 ¹ Si un propriétaire foncier tire profit d'un avantage particulier qui lui a été accordé aux dépens d'un voisin à la suite d'une dérogation, d'un plan spécial ou de toute autre mesure s'écartant des prescriptions communales sur la construction, il doit dédommager le voisin si ce dernier subit un préjudice notable.

² Est astreint à la compensation des charges celui qui, au moment où la décision sur le permis de construire a été rendue en dernière instance, est le propriétaire du bien-fonds ou, si la construction a été érigée en droit de superficie, le titulaire de ce droit.

³ Pour la prétention à la compensation des charges, il existe une hypothèque légale qui prend rang après les gages immobiliers inscrits.

b) Procédure

Art. 33 ¹ L'avantage particulier au sens de l'article 32 sera signalé lors de la publication ou communiqué par un avis spécial aux voisins concernés, qui seront invités à présenter à l'autorité désignée d'éventuelles requêtes à titre de compensation des charges dans le délai d'opposition ou dans un délai particulier indiqué dans l'avis.

² L'autorité qui délivre le permis notifie sa décision, dès l'entrée en vigueur, aux personnes qui ont annoncé une requête à titre de compensation des charges et les avise qu'elles peuvent, dans les 90 jours, déposer auprès du juge administratif une demande en compensation des charges.

³ Le droit à la compensation des charges est périmé :

- a) lorsqu'il n'a pas été annoncé dans les délais, pour autant que la publication du projet ou l'avis de l'autorité locale aient contenu une commination de péremption;
- b) quand le délai pour déposer la demande n'a pas été observé.

CHAPITRE IV : Police des constructions

1. Compétence; haute surveillance

Art. 34 ¹ La police des constructions est exercée par l'autorité communale compétente, sous la surveillance de la Section des permis de construire; sont réservées les attributions du Département, selon l'alinéa 2 ci-après. [20\)](#)

² Sont du domaine du Département :

- a) la police des constructions routières, conformément à la loi sur la construction et l'entretien des routes;
- b) la police des constructions hydrauliques, dans les limites prévues à l'article 35.

³ Le Gouvernement exerce la haute surveillance sur la police des constructions.

⁴ En cas de nécessité, les organes de la police cantonale et de la police communale sont à la disposition des autorités de la police des constructions.

2. Tâches

Art. 35 ¹ Dans les limites de leur compétence, les organes de la police des constructions arrêtent les mesures nécessaires à l'application de la présente loi, ainsi que des prescriptions et décisions fondées sur elle.

² Il leur incombe en particulier de :

- a) contrôler le respect des prescriptions en matière de construction et des conditions et charges liées au permis de construire, lors de la réalisation des projets;
- b) rétablir l'état conforme à la loi, lorsque des travaux sont exécutés de façon illicite ou que les prescriptions sur la construction ou les conditions et charges sont violées ultérieurement;
- c) faire supprimer les perturbations de l'ordre public dues à des constructions et installations inachevées, mal entretenues ou de toute autre manière contraires aux dispositions légales.

³ Sont réservées les attributions de la police locale conformément au décret sur la police locale^{[10\)](#)}.

3. Rétablissement de l'état conforme à la loi

Art. 36 ¹ Lorsque des travaux de construction sont exécutés sans permis ou en violation des dispositions de celui-ci, l'autorité compétente en matière de police des constructions ordonne la suspension des travaux; cette décision est immédiatement exécutoire.

² Si le vice peut être éventuellement corrigé par un permis délivré ultérieurement, l'autorité de police des constructions impartit au propriétaire ou au titulaire du droit de superficie un délai pour présenter une demande de permis ou de modification en cours de travaux en l'informant que, si cette demande n'est pas présentée dans ce délai, elle ordonnera le rétablissement de l'état conforme à la loi.

³ S'il apparaît d'emblée que le vice ne peut pas être corrigé par une autorisation délivrée ultérieurement, ou si la demande n'est pas présentée conformément à l'alinéa 2 ci-dessus, ou si enfin elle est refusée, l'autorité de police des constructions impartit au propriétaire ou au titulaire du droit de superficie un délai approprié en vue d'éliminer ou de modifier les constructions ou parties de constructions édifiées de manière illicite sous commination de l'exécution par substitution.

⁴ A l'expiration d'un délai de cinq ans à compter de la date de l'achèvement des travaux illicites, le rétablissement de l'état conforme à la loi ne peut être exigé que s'il est dicté par des intérêts publics impérieux.

4. Recours

Art. 37 ¹ Les décisions prises en vertu des articles 35 et 36 peuvent être attaquées dans les 30 jours par voie de recours auprès du juge administratif.

² La Section des permis de construire sera entendue en cours de procédure. [20\)](#)

³ Si le recours est rejeté, l'arrêt impartira un nouveau délai pour l'exécution des mesures qui avaient été ordonnées.

5. Exécution par substitution

Art. 38 ¹ Lorsque les mesures n'ont pas été exécutées dans les délais ou ne l'ont pas été selon les prescriptions, l'autorité de police des constructions les fait exécuter par des tiers aux frais de l'assujetti.

² Pour les créances et l'intérêt, il existe une hypothèque légale qui prend rang après les gages immobiliers conventionnels inscrits.

³ ... [30\)](#)

6. Ordonnances
des autorités
cantonales de
surveillance

Art. 39 ¹ Si l'autorité communale néglige ses devoirs en matière de police des constructions et que des intérêts publics se trouvent de ce fait menacés, la Section des permis de construire prend à sa place les mesures nécessaires; si les intérêts en cause sont du domaine d'un autre service, c'est ce dernier qui est compétent. ²⁰⁾

² Les frais sont à la charge de la commune sous réserve de ses droits récursoires à l'égard des assujettis, conformément à l'article 38.

7. Peines

Art. 40 ¹ Est passible d'une amende de 40 000 francs ¹¹⁾ au maximum :

- a) quiconque, en qualité de responsable, exécute ou fait exécuter un projet de construction sans permis, en violation des dispositions d'un permis ou des conditions et réserves dont il est assorti;
- b) quiconque n'observe pas les ordres exécutoires de la police des constructions.

² Dans les cas graves, une amende de 70 000 francs au plus peut être prononcée. ²⁹⁾

³ Si l'infraction a été commise dans la gestion d'une personne morale, d'une société en nom collectif ou en commandite, celle-ci répond solidairement des amendes, des émoluments et des frais; en procédure pénale, elle a les droits d'une partie.

⁴ L'Etat, les associations intercommunales de droit public et les communes dont les prescriptions et décisions ont été enfreintes peuvent exercer en procédure pénale les droits d'une partie.

TITRE DEUXIEME : Aménagement du territoire

CHAPITRE PREMIER : Dispositions générales

1. But

Art. 41 L'aménagement du territoire a pour but l'utilisation judicieuse du sol et l'occupation rationnelle du territoire en fonction du développement souhaité du Canton; il assure la coordination des activités qui ont des effets sur l'organisation du territoire et la répartition équitable du sol entre les divers utilisateurs.

2. Principes

Art. 42 ¹ Les communes, les régions et le Canton tiennent compte des principes de l'aménagement du territoire dans toutes leurs activités; dans l'accomplissement de leurs tâches, ils tiennent compte des données naturelles, des besoins de la population et de l'économie ainsi que des principes de développement durable.³¹⁾

² A cet effet, ils doivent notamment :

- a) protéger les bases naturelles de la vie (sol, air, eau, forêt);
- b) préserver les terres qui se prêtent à l'exploitation agricole, particulièrement les terres cultivables;
- c) organiser l'espace de manière à favoriser le développement des secteurs économiques des diverses parties du Canton;
- d) aménager et maintenir un milieu bâti favorable à l'habitat et aux activités économiques;
- e) conserver les paysages originaux, les sites naturels et les espaces nécessaires au délasserment;
- f) tenir libres les rives des cours d'eau et en faciliter l'accès et l'usage au public;
- g) préserver, entretenir et au besoin rétablir les qualités particulières des sites bâtis, des quartiers et des objets dignes de protection;
- h) favoriser l'accomplissement des tâches qui incombent aux pouvoirs publics en matière d'environnement, d'équipement, de construction et d'approvisionnement.

³ Les mesures prises au titre de l'aménagement du territoire ne restreindront l'autonomie communale, la liberté individuelle et les intérêts privés que dans la mesure où l'intérêt général le commande.

3. Information et participation

Art. 43 ¹ Les autorités cantonales, régionales et communales fournissent à la population une information complète au sujet des plans, des objectifs et du déroulement des travaux d'aménagement.³¹⁾

² La participation de la population doit être assurée dans l'établissement des plans prévus par la présente loi.

³ Chacun aura la faculté d'émettre des observations et des propositions motivées; celles-ci seront consignées dans un rapport et portées à la connaissance des autorités chargées de la décision et de l'approbation.

4. Répartition des tâches

Art. 44 ¹ L'aménagement du territoire cantonal s'effectue au niveau local, régional et cantonal.³¹⁾

² L'aménagement local est du ressort des communes; il consiste à organiser le territoire communal par le biais d'un plan d'aménagement local et des tâches particulières qui y sont liées (art. 45).

^{2bis} L'aménagement régional est du ressort des régions. Il consiste notamment à établir un plan directeur régional qui aura force obligatoire pour les communes de la région et le Canton. ³²⁾

³ L'aménagement cantonal consiste notamment à établir un plan directeur au sens des articles 6 et suivants de la loi fédérale sur l'aménagement du territoire, qui aura force obligatoire pour les autorités des différents niveaux.

⁴ Le Gouvernement exerce la haute surveillance sur l'aménagement du territoire.

CHAPITRE II : Tâches des communes

SECTION 1 : Principe

1. Obligation d'aménager le territoire

Art. 45 ¹ L'aménagement local comprend les éléments suivants, élaborés en fonction des besoins de la commune :

- a) les études de base; ³⁾
- b) les plans directeurs communaux;
- c) le plan de zones pour l'ensemble du territoire communal;
- d) le règlement de zones et de police des constructions;
- e) les plans spéciaux contenant des règles plus détaillées applicables à une partie déterminée du territoire communal.

² Les tâches particulières de l'aménagement local sont en outre les suivantes :

- a) l'équipement des terrains à bâtir;
- b) l'équipement et la mise en valeur du centre des localités et des zones de déassement;
- c) le remembrement des terrains à bâtir, l'ajustement des limites et la suppression de servitudes;
- d) la mise à disposition de terrains pour la construction; ³⁾
- e) la mise en valeur du patrimoine immobilier par sa réhabilitation.

2. Compétences

Art. 46 ¹ Le conseil communal est l'autorité responsable de l'aménagement local.

² Le corps électoral communal est compétent pour adopter ou modifier le plan de zones et la réglementation y afférente ainsi que les plans spéciaux, sous réserve de l'alinéa 3 ci-après.

³ Le règlement communal peut accorder au conseil général (ou conseil de ville) la compétence d'adopter ou de modifier un plan spécial lorsque celui-ci est conforme au plan de zones en ce qui concerne le genre et le degré d'affectation ou qu'il ne s'en écarte que de manière peu importante.³⁾

⁴ Le conseil communal est compétent pour adopter ou modifier un plan directeur ainsi qu'un plan spécial lorsque celui-ci est rendu obligatoire (art. 66) ou qu'il règle avant tout l'équipement de détail.³⁾

⁵ Lorsque des plans et des prescriptions doivent être adaptés, le Département invite le conseil communal à y procéder dans un délai convenable; si l'autorité communale compétente n'adapte pas lesdits plans et prescriptions, le Gouvernement peut autoriser le Département à procéder à une exécution par substitution.

3. Règlement-norme sur les constructions

Art. 47 ¹ Le décret concernant le règlement-norme sur les constructions est applicable aux communes rurales où l'on construit peu.

² Lorsque les prescriptions communales ne traitent pas d'un fait important en droit des constructions ou le traitent de façon lacunaire, le règlement-norme sur les constructions s'applique en tant que droit complémentaire s'il contient des dispositions appropriées à la situation de la commune.

³ Le règlement-norme fixe en particulier :

- a) la définition de l'ordre de construction et les principes qui régissent la forme architecturale;
- b) la hauteur limite des bâtiments;
- c) les distances minimales par rapport aux limites et entre les bâtiments, ainsi que les conditions de droit public relatives aux constructions rapprochées;
- d) les principes de protection des sites locaux et du paysage;
- e) l'application à titre subsidiaire, en tant que droit public, de prescriptions de droit privé sur les constructions.

SECTION 2 : Définition et contenu de l'aménagement local

1. Etudes de base et plans directeurs³⁾

Art. 48³⁾ ¹ Les études de base réunissent les données essentielles de la situation existante et des exigences légales.

² Les plans directeurs fixent dans les grandes lignes les objectifs à atteindre, compte tenu du développement souhaité et de l'évolution des besoins.

³ Les plans directeurs lient les autorités exécutives communales et cantonales.

2. Règlement de construction

Art. 49 ¹ Le règlement de construction contient les prescriptions générales de la commune en la matière, la réglementation afférente au plan de zones ainsi que d'éventuelles dispositions concernant la perception de contributions.

² Selon leurs besoins, les communes édictent notamment des dispositions détaillées concernant :

- a) le genre et le degré d'affectation;
- b) l'équipement technique (art. 4);
- c) la protection des sites et du paysage (art. 5);
- d) les constructions et installations particulières (art. 30 et 31);
- e) les limites de construction et les distances entre bâtiments (art. 6 à 8);
- f) l'ordre et les dimensions des constructions, ainsi que la forme architecturale et le choix des couleurs (art. 10);
- g) les places et installations de stationnement pour les véhicules (art. 12);
- h) les aménagements extérieurs et les espaces de détente (art. 11 et 13);
- i) les antennes collectives, les modifications apportées au terrain, les installations collectives, etc.

³ Lorsque la qualité de résidence principale à l'intérieur de la zone à bâtir est menacée par une présence excessive de résidences secondaires, les communes peuvent désigner des zones dans lesquelles un taux maximal de logements secondaires est prescrit.

⁴ Dans leur règlement de construction ou dans des règlements spéciaux, les communes peuvent prévoir les contributions suivantes :

- a) contributions ou taxes dues par les propriétaires fonciers pour l'équipement (art. 90) et pour les ouvrages d'intérêt public (art. 92);

- b) contributions ou taxe compensatoire pour les frais d'aménagement de places de stationnement (art. 12) et d'espaces de détente (art. 13);
- c) taxes de raccordement et d'utilisation (du réseau d'antennes collectives par exemple).

3. Plan de zones **Art. 50** ¹ Le plan de zones délimite le terrain à bâtir et ses subdivisions, la zone agricole ainsi que les autres zones; il désigne les zones à protéger, les zones sensibles aux phénomènes naturels ainsi que les zones de nuisances.

² En général, le plan de zones comporte, à titre indicatif, les mesures prises en vertu d'autres dispositions légales et qui grèvent la propriété foncière; elles se rapportent notamment :

- a) aux secteurs soumis à la législation forestière;
- b) aux réserves naturelles et objets protégés;
- c) aux zones et périmètres de protection des eaux.

4. Zone à bâtir **Art. 51** ¹ La zone à bâtir comprend les terrains propres à la construction qui :

- a) sont déjà largement bâtis ou
- b) seront probablement voués à la construction dans les quinze ans et seront équipés dans ce laps de temps.

² Les communes peuvent subdiviser la zone à bâtir en zones pour lesquelles s'appliquent les mêmes prescriptions quant au genre ou au degré d'affectation, notamment en zone d'habitation, zone centre, zone industrielle et artisanale, zone mixte, zone de village.

^{2bis} Les communes peuvent délimiter sur leur territoire des zones d'activités d'intérêt cantonal, de statut régional, conformes aux principes d'aménagement du plan directeur cantonal. [35\)](#)

³ Les communes peuvent, selon les besoins, prévoir d'autres types d'affectation : zone de fermes, zone d'utilité publique, zone verte, zone de sport et de loisirs, zone de maisons de vacances.

⁴ Les types d'affectation peuvent être exclusifs, prioritaires ou mixtes.

⁵ Un plan spécial peut être rendu obligatoire (art. 66) pour une partie déterminée de la zone à bâtir lorsqu'il s'agit d'adapter la construction au paysage, au site bâti, au développement du centre ou à l'extension harmonieuse de la localité; il est obligatoire pour la zone de maisons de vacances.

a) Zone de fermes

Art. 52 ¹ Des biens-fonds peuvent être déclarés zone de fermes pour autant qu'ils soient situés dans la zone à bâtir et constituent une exploitation agricole composée des constructions et installations agricoles ainsi que des surfaces environnantes nécessaires à l'exploitation; toutefois, cette dernière doit paraître assurée tant du point de vue économique que pratique.

² Les prescriptions concernant les constructions et les installations sont identiques à celles qui régissent la zone agricole; les immissions ne devront cependant pas dépasser un taux normal.

³ Une zone de fermes peut être supprimée avant l'expiration du délai de quinze ans en fonction d'exigences impératives liées à l'aménagement local, ou si les moyens d'existence de l'entreprise agricole ne sont plus assurés.

⁴ En cas de suppression, l'obligation de payer des redevances pour l'équipement technique mis en place, et dont tire profit la nouvelle zone, reste due; le montant des redevances est déterminé en fonction de la nouvelle affectation.

b) Zone d'utilité publique

Art. 53 ¹ La zone d'utilité publique comprend les terrains déjà utilisés pour des installations et ouvrages d'intérêt public ou voués à cette destination, tels que :

- a) bâtiments administratifs, écoles, hôpitaux, églises, cimetières, installations de services publics, locaux collectifs de la protection civile;
- b) bâtiments et installations d'institutions culturelles et d'utilité publique;
- c) aménagement de centres de localités ou de quartiers, parcs, jardins, terrains de jeux et de sport;
- d) pistes de ski, terrains pour l'installation de remonte-pentes ainsi que pour les voies d'accès et les places de stationnement.

² La collectivité compétente décide quels sont les installations et ouvrages publics qui doivent être construits dans la zone d'utilité publique qu'elle a déterminée.

c) Zone verte

Art. 54 ¹ La zone verte est destinée à structurer le milieu bâti, à séparer les zones habitées des zones industrielles, à maintenir des espaces verts dans le centre des localités, à protéger les points de vue et l'aspect caractéristique des localités et des monuments.

² Dans la zone verte ne peuvent être autorisés que des constructions souterraines ou des bâtiments nécessaires à l'exploitation de ladite zone, à condition qu'ils ne portent pas atteinte au but de celle-ci; dans son règlement de construction, une commune peut autoriser, à ces mêmes conditions, l'érection de petites constructions au sens de l'article 27.

d) Zone de sport et de loisirs

Art. 55 ¹ L'aménagement de terrains de sport et de jeux ainsi que de terrains destinés à des activités de loisirs, généralement ouverts au public, peut être réalisé dans la zone de sport et de loisirs.

² Dans son règlement de construction, la commune prescrit la nature des constructions autorisées ainsi que les mesures de police des constructions; peut être notamment autorisée l'édification de :

- a) bâtiments accessoires tels que buvettes, vestiaires, douches et toilettes, dépôts de matériel, local de réunion pour les usagers;
- b) halles de sport, foyers et dortoirs.

e) Zone de maisons de vacances

Art. 56 ¹ Dans la zone de maisons de vacances, la réglementation du plan spécial peut exclure, ou lier à des prestations particulières des propriétaires fonciers, la desserte de la zone par les services publics tels que le service de la voirie, le déblaiement de la neige et la lutte contre le verglas; les propriétaires fonciers organiseront, si c'est nécessaire, leurs propres services et assureront notamment une élimination irréprochable des ordures.

² Les installations collectives d'équipement doivent être aménagées dès le commencement de l'édification des constructions dans la zone; les travaux doivent être organisés de façon à se dérouler par étapes.

5. Zone agricole

Art. 57 ²⁵⁾ ¹ Les zones agricoles servent à garantir la base d'approvisionnement du pays à long terme, à sauvegarder le paysage et les espaces de délasserment et à assurer l'équilibre écologique. Elles devraient être maintenues autant que possible libres de toute construction en raison des différentes fonctions de la zone agricole et comprennent :

- a) les terrains qui se prêtent à l'exploitation agricole ou à l'horticulture productrice et qui sont nécessaires à l'accomplissement des différentes tâches dévolues à l'agriculture;
- b) les terrains qui, dans l'intérêt général, doivent être exploités par l'agriculture.

² Des constructions et installations y sont autorisées si elles sont conformes à l'affectation de la zone agricole. Demeurent réservées les dispositions contraires de la législation fédérale et les articles 29a et 29b.

³ L'emplacement des constructions et installations doit être choisi en fonction des besoins d'une exploitation rationnelle du sol et respecter l'aspect du paysage et du site; l'article 5 est notamment applicable.

5bis. Zone agricole spéciale au sens de l'article 16a, alinéa 3, LAT

Art. 57a²⁶⁾ ¹ La zone agricole spéciale constitue une subdivision de la zone agricole dans laquelle sont autorisées les constructions et installations destinées à la production agricole non tributaire du sol qui excèdent les limites du développement interne définies par la législation fédérale sur l'aménagement du territoire.

² Le plan directeur cantonal mentionne les territoires protégés dans lesquels les zones agricoles spéciales sont exclues; il fixe les critères auxquels doit satisfaire la délimitation de telles zones dans les plans d'aménagement local.

³ La construction et l'entretien de l'équipement technique sont à la charge des propriétaires.

6. Zone de hameau

Art. 57b²⁶⁾ ¹ Le plan directeur cantonal désigne les petites entités urbanisées situées hors de la zone à bâtir que les communes peuvent délimiter dans leurs plans d'aménagement local en tant que zones de hameaux; il indique les principes applicables à ces zones.

² La procédure prévue à l'article 29c, alinéa 1, est applicable par analogie aux projets de construction, de transformation ou de changement d'affectation dans la zone de hameau.

7.²⁸⁾ Zones à protéger

Art. 58 ¹ Les communes désignent comme zones à protéger les paysages ou parties de paysages, les sites bâtis et les sites archéologiques qui se distinguent d'une façon particulière par leur beauté, leur originalité, leur valeur culturelle ou scientifique; il s'agit notamment des cours d'eau et de leurs rives, des groupes d'arbres, des vergers, des haies, des points de vue, des rues pittoresques, des sites locaux ainsi que d'autres objets dignes de protection et de l'espace qui les entoure.

² Les communes édictent les restrictions exigées par les mesures de protection; elles peuvent imposer des mesures de remplacement ou de compensation.

8. ²⁸⁾ Zones sensibles aux phénomènes naturels

Art. 59 ¹ Les communes tiennent compte de la zone de protection "S" et des zones sensibles aux phénomènes naturels et, le cas échéant, les mentionnent dans leur plan de zones.

² Dans les zones sensibles aux phénomènes naturels, l'affectation à la construction et l'aménagement d'infrastructures sont soumis à des mesures adéquates dictées par la nature des risques.

SECTION 3 : Plan spécial

1. Définition, portée

Art. 60 ¹ Le plan spécial règle, par un plan et des prescriptions, la construction, la protection et l'organisation d'une portion délimitée du territoire communal.

² Le périmètre du plan spécial est fixé de manière cohérente; il peut modifier la réglementation communale en ce qui concerne la nature et le degré de l'affectation.

³ Le plan spécial peut réserver des conventions particulières entre les communes et les propriétaires fonciers ou les inclure audit plan.

⁴ Les prescriptions peuvent prévoir que le plan spécial perd sa validité si l'exécution du projet n'a pas été entreprise ou ne l'a été que partiellement, dans un délai raisonnable fixé selon l'ampleur du projet; l'article 46, alinéa 5, est réservé.

2 Contenu

Art. 61 Le plan spécial peut concerner :

- a) le centre des localités et l'aménagement des quartiers;
- b) la rénovation des vieux quartiers ainsi que les protections liées au site ou au paysage;
- c) la zone de maisons de vacances;
- d) les secteurs de délasserment et les terrains de camping;
- e) la protection de certaines parties du territoire (biotopes, rivières, lisières de forêt, points de vue, arbres isolés, haies, vergers);

- f) l'équipement technique du quartier, en particulier les aires de circulation des piétons et des véhicules, les garages et parcs de stationnement ainsi que leur accès, les collecteurs et les conduits d'énergie, existants ou à créer, y compris leur raccordement;
- g) la nature, l'emplacement et les caractéristiques architecturales des immeubles;
- h) les aménagements extérieurs des bâtiments et installations (rues, places, cours intérieures, stationnements, jardins, plantations, places de jeux, etc.);
- i) les étapes et les conditions de réalisation.

3. Alignements
a) Types

Art. 62 ¹ Un alignement est établi dans les plans spéciaux :

- a) en règle générale, le long de voies de communication existantes ou projetées, telles que routes, places et voies ferrées;
- b) suivant les besoins, le long de cours d'eau, de lisières de forêts et de conduites importantes;
- c) comme alignement arrière, délimitation de cour intérieure ou d'implantation, et comme alignement accessoire;
- d) comme alignement spécial pour les éléments de la construction se trouvant au-dessus ou au-dessous du niveau du sol, tels qu'étages en saillie, arcades, garages, petites constructions et constructions amovibles.

² Si la distance par rapport à la forêt est inférieure à celle qui est légalement prescrite, un alignement ne peut être autorisé qu'avec l'accord du Service des forêts et conformément à la loi sur les forêts¹²⁾.

b) Effets
généraux

Art. 63 ¹ Les alignements constituent la limite jusqu'à laquelle on peut construire ou reconstruire.

² Les communes peuvent prescrire la construction le long de l'alignement.

³ Hormis les travaux d'entretien, les transformations d'un immeuble ou d'une partie d'immeuble en saillie au-delà de l'alignement ne pourront être autorisées qu'à titre exceptionnel (art. 25); demeure réservé l'alinéa 4 ci après.

⁴ Des prescriptions spéciales seront édictées pour déterminer si et dans quelle mesure des éléments de construction, des installations mobiles fixées à l'édifice ou des installations souterraines peuvent dépasser l'alignement; à défaut de telles prescriptions, il y a lieu d'appliquer, en ce qui concerne la relation avec les routes publiques, les dispositions de la loi sur la construction et l'entretien des routes relatives à l'utilisation des zones d'interdiction de bâtir et, en ce qui concerne la relation avec le terrain voisin, les dispositions de la loi d'introduction du Code civil suisse¹³⁾.

c) Alignements
spéciaux

Art. 64 ¹ Les alignements arrière et les délimitations de cour intérieure déterminent la profondeur horizontale tolérée pour la construction et les dimensions des cours intérieures.

² Les alignements accessoires indiquent la ligne jusqu'à laquelle il est permis de bâtir si les distances à la limite et entre bâtiments prévues par le règlement de construction l'autorisent.

³ Les alignements d'implantation permettent de déterminer la situation et la configuration des édifices de tous côtés ou d'agencer la suite des façades.

4. Limites de
routes

Art. 65 ¹ Les limites de routes indiquent l'extension actuelle ou projetée de l'espace réservé à la circulation publique.

² Si la construction d'une nouvelle route ou l'extension d'une installation existante font apparaître comme nécessaire le déplacement ou l'extension de l'espace réservé à la circulation publique, cette modification peut se faire à l'intérieur des limites sans modifier le plan spécial; il est tenu compte, dans la plus grande mesure possible, des intérêts des riverains; demeure réservée la procédure prévue dans la loi sur l'expropriation¹⁴⁾ concernant l'étendue de l'obligation de cession.

5. Plan spécial
obligatoire

Art. 66 ¹ Un plan spécial peut être rendu obligatoire par le plan de zones qui doit fixer au moins les dispositions suivantes :

- a) les objectifs de l'aménagement;
- b) le genre et le degré de l'affectation.

² Dans le secteur à plan spécial obligatoire, les projets de construction ne sont autorisés que sur la base d'un plan spécial exécutoire; l'autorisation de projets qui respectent les buts de l'aménagement est réservée.

³ Les zones d'activités d'intérêt cantonal font l'objet d'un plan spécial obligatoire.³⁵⁾

6. Procédure

Art. 67 ¹ Les plans spéciaux sont établis à l'initiative de la commune ou d'un ou plusieurs des propriétaires fonciers.

² Avant l'élaboration du plan spécial, la commune entend les propriétaires intéressés.

³ Avant de soumettre le projet de plan à l'examen préalable (art. 70), la commune recueille les propositions ou déterminations des propriétaires du périmètre; elle peut également convoquer les propriétaires de terrains adjacents; un procès-verbal de la séance est adressé aux intéressés.

⁴ Durant l'examen préalable, les propriétaires fonciers et les propriétaires des terrains adjacents peuvent être consultés par la commune, en présence d'un fonctionnaire du Service de l'aménagement du territoire.

7. Obligations de la commune

Art. 68 ¹ En cas de désaccord entre la commune et les propriétaires concernés, il y a lieu de procéder comme suit :

- a) dans les trois mois, le conseil communal doit déposer pour examen préalable son projet de plan spécial et le mettre à l'enquête dans le mois qui suit la fin de l'examen préalable;
- b) dans les trois mois qui suivent, il doit adopter le plan spécial et le présenter pour approbation.

² Lorsque la répartition des propriétés ne permet pas la réalisation d'un plan spécial, le conseil communal doit engager, dans les trois mois, une procédure de remembrement parcellaire des terrains à bâtir.

8. Inobservation des délais par la commune

Art. 69 ¹ Si les délais ci-dessus ne sont pas respectés, les propriétaires concernés peuvent saisir le Service de l'aménagement du territoire.

² Le Service de l'aménagement du territoire impartit un bref délai complémentaire à la commune et, au cas où ce dernier ne serait pas respecté, il peut au besoin compléter la proposition, clore la procédure et adopter le plan spécial par substitution.

SECTION 4 : Procédure d'établissement et d'adoption des plans communaux

1. Examen préalable

Art. 70 ¹ Les projets de plans et de prescriptions des communes doivent être soumis au Département pour examen préalable; ils seront accompagnés des rapports techniques voulus et du rapport de participation.

² Le Service de l'aménagement du territoire requiert les préavis des services concernés, en fait la synthèse et les coordonne; il dresse à l'intention du Département le rapport d'examen préalable.

³ Le Département transmet le rapport d'examen préalable à la commune et ouvre les négociations nécessaires.

⁴ L'organe communal compétent ne peut être appelé à statuer sur des prescriptions communales tant que la procédure d'examen préalable n'est pas terminée.

2. Dépôt public, opposition

Art. 71 ¹ Les plans et prescriptions relevant de la réglementation en matière de construction doivent être déposés publiquement pendant trente jours au moins, avec l'avis que des oppositions motivées peuvent être formées pendant la durée du dépôt public; les plans qui règlent essentiellement l'équipement de détail ne sont pas soumis au dépôt public.

² Les opposants sont convoqués à une séance de conciliation; le résultat des pourparlers est consigné dans un procès-verbal; la qualité d'opposant se définit conformément à l'article 19, alinéa 2.

3. Adoption

Art. 72 ¹ Les plans et prescriptions sont soumis pour adoption à l'autorité communale compétente; celle-ci est informée du résultat des pourparlers de conciliation.

² Lorsque des plans ou des prescriptions qui ont fait l'objet d'un dépôt public sont modifiés avant ou durant l'adoption ou au cours de la procédure d'approbation, les intéressés doivent en être informés et se voir offrir la possibilité de former opposition ou recours; il en est de même en ce qui concerne les modifications de peu d'importance.

4. Approbation

Art. 73 ¹ Le conseil communal transmet sans retard, pour approbation, au Service de l'aménagement du territoire les plans et prescriptions adoptés; il joint toutes les pièces utiles, y compris les oppositions et observations suscitées par l'enquête, le procès-verbal des séances de conciliation, ses propositions motivées relatives aux oppositions non retirées ainsi que le procès-verbal des séances du conseil de ville ou de l'assemblée communale.

² Le Service de l'aménagement du territoire vérifie l'opportunité de ces plans et prescriptions ainsi que leur conformité à la loi et à l'intérêt public; il peut, après avoir entendu le conseil communal et les propriétaires intéressés, modifier les prescriptions qui sont contraires à ces principes; il statue en outre sur les oppositions.

³ L'arrêté d'approbation peut, dans les 30 jours, faire l'objet d'un recours devant la Cour administrative, qui dispose d'un libre pouvoir d'examen au sens de l'article 33, alinéa 3, lettre b, de la loi fédérale sur l'aménagement du territoire; ont qualité pour recourir les opposants et la commune.

5. Entrée en vigueur et droit subsidiaire

Art. 74 ¹ Les prescriptions communales en matière de construction sont applicables au plus tôt dès l'entrée en vigueur de la décision d'approbation du Service de l'aménagement du territoire; demeurent réservés les articles 20 et 21.

² La commune rend publique l'approbation; les prescriptions et plans approuvés peuvent être consultés au siège de l'administration communale.

³ Pour le surplus, les dispositions prévues par la législation régissant les communes sont applicables à titre subsidiaire.

6. Zone réservée

Art. 75 ¹ Le Département et les communes sont compétents pour créer des zones réservées, dont le but est d'éviter les atteintes aux principes de l'aménagement du territoire (art. 27 LAT).

² Une zone peut être déclarée réservée pour une durée n'excédant pas cinq ans.

³ Les articles 71 à 73 règlent par analogie la procédure, le Département étant toutefois l'autorité d'approbation.

CHAPITRE II^{BIS} : Tâches de la région³²⁾

SECTION 1 : Principes³²⁾

1. Tâches **Art. 75a³²⁾** Les tâches de la région en matière d'aménagement consistent notamment à :
- a) élaborer des études de base;
 - b) établir un plan directeur régional;
 - c) coordonner les plans d'aménagement local;
 - d) planifier et réaliser les tâches spéciales confiées à la région;
 - e) affecter des territoires pour des buts spécifiques d'intérêt régional ou le proposer au Canton.
2. Organisation **Art. 75b³²⁾** ¹ Les communes d'une même région, ayant une commune-centre et des intérêts urbanistiques, économiques et culturels communs, peuvent se constituer en groupement de communes au sens de la loi sur les communes³³⁾ en vue d'étudier et de réaliser des tâches d'aménagement régional.
- ² Une commune peut faire partie de plusieurs régions, à condition que des motifs suffisants le justifient.
- ³ Le Gouvernement peut autoriser la création d'organismes intercantonaux pour l'aménagement régional. A cet effet, il peut conclure des conventions avec les cantons voisins.
- Plan spécial régional **Art. 75c³²⁾** ¹ Afin de sauvegarder des intérêts régionaux, l'organe régional compétent peut édicter des plans spéciaux régionaux lorsque le plan directeur régional le prévoit.
- ² Un plan spécial régional déploie les mêmes effets juridiques que les plans spéciaux communaux.
- ³ Les articles 43 et 70 à 74 s'appliquent par analogie à la procédure d'établissement.

SECTION 2 : Plan directeur régional³²⁾

1. Définition

Art. 75d³²⁾ 1 Le plan directeur régional détermine les objectifs du développement et de l'aménagement durables de la région et la manière de coordonner les problèmes d'organisation du territoire dépassant le cadre communal.

² Il fixe les principes pour les domaines qu'il traite et répartit les tâches entre la région et les communes qui en sont membres. Il définit les mesures à entreprendre et identifie les projets à réaliser pour le développement territorial de la région.

2. Plan directeur régional

a) En général

Art. 75e³²⁾ 1 Le plan directeur régional se base sur :

- a) le plan directeur cantonal;
- b) les études de base régionales;
- c) les options possibles pour le développement régional futur.

² Il démontre sa conformité avec le plan directeur cantonal et prend en compte, le cas échéant, les plans directeurs des régions et des cantons voisins.

b) Contenu minimum et autres thèmes

Art. 75f³²⁾ 1 Le plan directeur régional traite des cinq domaines du plan directeur cantonal, soit :

- a) urbanisation et mise en valeur du milieu bâti;
- b) transports et communications;
- c) nature et paysage;
- d) environnement;
- e) approvisionnement et gestion des déchets.

² Le plan directeur régional peut également porter sur d'autres thèmes, tels que le développement économique, le tourisme, l'organisation interne de la région, etc.

³ Le plan directeur régional comprend un texte et une carte de synthèse qui forment un contenu liant.

⁴ Il est accompagné d'un rapport explicatif et du rapport de participation.

3. Information
et participation,
examen
préalable

Art. 75g³²⁾ ¹ Les projets de plans directeurs régionaux, les propositions et les documents qui les accompagnent sont soumis à la consultation du public selon la procédure prévue à l'article 43.

² Ils sont soumis ensuite à l'examen préalable du Département. L'article 70 s'applique par analogie.

4. Adoption,
approbation

Art. 75h³²⁾ L'organe régional compétent adopte le plan directeur régional et le communique au Département en vue de son approbation.

5. Effets

Art. 75i³²⁾ ¹ Dès son approbation par le Département, le plan directeur régional lie les autorités cantonales, régionales et communales.

² Les communes membres de la région adaptent leurs plans d'aménagement local au plan directeur régional.

6. Modification

Art. 75j³²⁾ ¹ Le plan directeur régional fait l'objet des adaptations nécessaires lorsque de nouvelles circonstances l'exigent.

² La procédure prévue aux articles 75g et 75h est applicable.

CHAPITRE III : Tâches du Canton

SECTION 1 : Principe

1. Tâches

Art. 76 Les tâches de l'aménagement cantonal consistent à :

- a) élaborer la conception directrice de l'aménagement du territoire;
- b) élaborer les études de base et les plans sectoriels;
- c) édicter le plan directeur au sens de la loi fédérale sur l'aménagement du territoire;
- d) établir, le cas échéant, les plans spéciaux cantonaux;
- e)³¹⁾ encourager et coordonner l'aménagement local et régional.

2. Compétences **Art. 77** ¹ Les tâches relevant de l'aménagement cantonal sont exécutées par le Département.

² Le Gouvernement confie aux autres départements ou services concernés l'élaboration des études de base et des plans sectoriels nécessaires à l'accomplissement des tâches qui ont une incidence sur l'organisation du territoire.

³ Le Gouvernement institue une commission consultative pour l'aménagement du territoire; la commission comprend des représentants des différentes parties du Canton, de l'économie et de la science.

3. Plan spécial cantonal

Art. 78³⁴⁾ ¹ Par l'adoption d'un plan spécial cantonal, le Gouvernement peut déterminer les éléments d'intérêt cantonal ou régional ci-après qui portent les effets juridiques des plans spéciaux communaux :

- a) les constructions et installations publiques;
- b) les voies et installations de communication;
- c) les zones d'activités;
- d) les lieux de décharge et d'extraction de matériaux;
- e) la protection du paysage, des sites et des rives;
- f) les zones réservées à la détente et aux loisirs.

² Les articles 70 à 74 sont applicables par analogie à la procédure d'adoption.

SECTION 2 : Plan directeur cantonal

1. Conception directrice

Art. 79 ¹ Le Gouvernement adopte la conception directrice de l'aménagement du territoire; celle-ci exprime les orientations fondamentales à long terme de l'aménagement du territoire cantonal et les mesures envisagées.

² La conception directrice permet au Gouvernement de coordonner les politiques sectorielles des départements et de désigner les études de base à entreprendre.

³ Elle est soumise pour discussion au Parlement.

2. Etudes de
base, plans
sectoriels

Art. 80 ¹ Les études de base et les plans sectoriels réunissent les données essentielles de la situation existante, les objectifs qu'il convient d'atteindre et les mesures à prendre concernant notamment :

- a) les territoires qui se prêtent à l'exploitation agricole et sylvicole;
- b) les territoires qui se prêtent à l'urbanisation selon les besoins de développement du Canton;
- c) les territoires qui méritent une protection particulière du point de vue des sites naturels ou bâtis;
- d) les territoires nécessaires au délassement ainsi qu'aux activités de tourisme et de loisirs;
- e) les territoires sensibles aux phénomènes naturels;
- f) les voies et installations de transports et de communication;
- g) les installations d'approvisionnement en eau et en énergie;
- h) les installations d'assainissement des eaux et d'élimination des déchets;
- i) les bâtiments et installations d'intérêt général;
- j) les réserves d'eau potable et les gisements importants.

² Les études de base et les plans sectoriels tiennent compte des plans d'aménagement locaux, du programme de développement de la Région Jura, des conceptions et plans sectoriels de la Confédération ainsi que des plans directeurs des cantons voisins.

³ Les plans sectoriels sont approuvés par le Gouvernement.

3. Contenu

Art. 81 Le plan directeur au sens de la loi fédérale sur l'aménagement du territoire définit au moins :

- a) la façon de coordonner les activités qui ont des effets sur l'organisation du territoire, compte tenu du développement souhaité;
- b) l'ordre dans lequel il est envisagé d'exercer ces activités et les moyens à mettre en œuvre.

4. Procédure,
effets

Art. 82 ¹ Le Département organise la participation de la population à l'établissement des plans (art. 43) ainsi que la procédure de consultation auprès des communes; il conduit les pourparlers de conciliation concernant le projet de plan directeur.

² En cas de divergence entre une commune ou un service intéressé et le Département, le Gouvernement statue sur l'objet du litige.

³ Après son adoption par le Gouvernement, le plan directeur est soumis au Parlement pour ratification; la décision du Parlement entraîne l'entrée en force du plan directeur pour les autorités cantonales et communales; seule l'approbation du Conseil fédéral lui confère force obligatoire pour les autorités de la Confédération et des cantons voisins (art. 11, al. 2, LAT).

5. Réexamen

Art. 83 ¹ Le plan directeur est réexaminé intégralement tous les dix ans.

² A la demande d'un département, d'une région ou d'une commune, le plan directeur peut être adapté lorsque les conditions prévues à l'article 9, alinéa 2, de la loi fédérale sur l'aménagement du territoire sont réalisées.^{[31\)](#)}

³ Le Gouvernement procède aux modifications mineures; il en informe les autorités concernées.

TITRE TROISIEME : Equipement, remembrement, expropriation et financement

CHAPITRE PREMIER : Equipement technique de la zone à bâtir

1. Equipement^{[25\)](#)}

Art. 84 ¹ ...^{[27\)](#)}

² L'équipement technique comprend les voies d'accès, l'approvisionnement en eau et en énergie, les télécommunications, l'évacuation des eaux usées et, le cas échéant, les plantations et les places collectrices des déchets ménagers.^{[25\)](#)}

³ ...^{[27\)](#)}

2. Equipement de base, équipement de détail

Art. 85 ¹ L'équipement de base comprend les réseaux principaux des installations d'équipement et les aménagements qui y sont liés, notamment :

- a) les routes principales, collectrices ainsi que les liaisons piétonnes;
- b) les places et les rues commerçantes dans le centre des localités;
- c) les rues destinées avant tout à permettre l'accès aux constructions et installations publiques;
- d) le cas échéant, les voies cyclables et les chemins de randonnée pédestre.

² L'équipement de détail comprend les routes de desserte, les chemins piétons, les conduites et canalisations nécessaires à la viabilité des terrains à bâtir et au raccordement de ceux-ci à l'équipement de base.

3. Desserte privée

Art. 86 ¹ La desserte privée relie un bâtiment ou un groupe de bâtiments au réseau d'équipement public; elle est établie et entretenue par leurs propriétaires et à leurs frais.

² La commune peut mettre des conditions à leur réalisation.

4. Réalisation des équipements²⁵⁾

Art. 87²⁵⁾ ¹ Les communes réalisent les installations d'équipement sur la base d'un programme d'équipement.

² Les syndicats de communes et les entreprises concessionnaires chargés d'établir et de gérer les équipements décrits à l'article 84 ont les mêmes charges et compétences que les communes.

³ Les installations d'équipement doivent être réalisées conformément à un plan spécial.

⁴ Pour les dessertes privées, la procédure est celle du permis de construire.

4bis. Programme d'équipement

Art. 87a²⁶⁾ ¹ Le programme d'équipement est un document public qui fixe, en relation avec la planification financière communale, les délais dans lesquels les zones à bâtir seront équipées.

² Le programme d'équipement est établi par le conseil communal et lie ce dernier.

³ Le conseil communal l'actualise lorsque des motifs objectifs le justifient, notamment en cas de modification des circonstances, pour tenir compte des besoins de la construction et lors de chaque adaptation du plan d'aménagement local.

4ter. Aperçu de l'état de l'équipement

Art. 87b²⁶⁾ ¹ L'aperçu de l'état de l'équipement est un document public qui présente les parties de la zone à bâtir propres à la construction, compte tenu de l'aménagement et de l'équipement, ou qui pourront vraisemblablement l'être dans les cinq ans si les travaux réalisés se poursuivent conformément au programme établi. Il peut être consulté par toute personne.

² Le conseil communal établit l'aperçu de l'état de l'équipement et le tient régulièrement à jour.

5. Réalisation
des équipements
par les
propriétaires²⁵⁾
a) Procédure

Art. 88 ¹ Si la commune n'équipe pas les zones à bâtir dans les délais prévus, elle doit, par convention écrite, permettre aux propriétaires fonciers d'équiper eux-mêmes leur terrain selon les plans approuvés par elle ou les autoriser à lui avancer les frais des équipements.²⁵⁾

^{1bis} Avant l'échéance des délais, la commune peut procéder de même à l'égard des propriétaires fonciers qui en font la demande.²⁶⁾

² La convention précise notamment :

- a) les relations avec d'autres propriétaires bordiers non signataires;
- b) le taux et les modalités de la participation financière de la commune;
- c) les conditions particulières de reprise de l'ouvrage.

³ Les propriétaires non signataires concernés par la convention en seront informés; sur requête d'un des signataires, la convention peut être mentionnée au registre foncier.

⁴ L'élaboration des plans et la construction des installations sont placées sous la surveillance de la commune.

⁵ Une fois achevées, les installations d'équipement deviennent de plein droit la propriété de la commune qui doit en assurer l'entretien, à moins que la convention n'en dispose autrement; le conseil communal constate le transfert de propriété dans une décision qu'il notifie aux anciens propriétaires; lorsque la décision a acquis force obligatoire, il fait inscrire la nouvelle situation juridique au registre foncier.

b) Décompte

Art. 89 ¹ Le décompte relatif à l'installation d'équipements devra être réglé à l'échéance des parts dues par la commune, mais au plus tard dans les quinze ans qui suivent la mise en service de l'ouvrage.

² Sauf mention contraire dans la convention, les avances consenties par les propriétaires fonciers ne portent pas intérêt et ne sont pas indexées.

5bis. Mesures
du Canton

Art. 89a²⁶⁾ ¹ Lorsque, à l'échéance des délais fixés par le programme d'équipement, la commune ne prend pas les mesures permettant la réalisation des équipements par les propriétaires qui le demandent ou par la commune moyennant l'avance des frais, le Département donne les instructions nécessaires et, au besoin, agit en lieu et place de la commune.

² Lorsque les circonstances justifient une telle mesure, le Département peut de même ordonner une adaptation du plan d'aménagement local.

6. Contribution
des propriétaires
fonciers à
l'équipement
a) Principe

Art. 90 ¹ Les propriétaires fonciers sont tenus de participer aux frais d'équipement; la perception des contributions se fait sur la base d'un règlement communal (art. 49) ou, à défaut, en application du décret concernant les contributions des propriétaires fonciers.

² Le règlement communal peut prévoir une contribution selon le principe :

- a) de la couverture des frais effectifs et en fonction des avantages retirés; la contribution est exigible dès que le propriétaire peut faire usage de l'équipement considéré; dans ce cas, le décret concernant les contributions des propriétaires fonciers est applicable, ou
- b) de la taxe d'équipement calculée sur la base des plans directeurs proportionnellement à la valeur officielle du bâtiment ou de l'installation, le taux étant modulé en fonction des conditions particulières du lieu; la taxe est exigible au plus tôt lors de l'octroi du permis de construire; le montant est versé au fonds communal d'équipement dont la dotation doit respecter le principe de la couverture des frais effectifs d'équipement, à l'exclusion de l'entretien courant.

³ [9\)](#)

b) Part des frais

Art. 91 ¹ La participation des propriétaires fonciers peut s'élever :

- a) jusqu'aux 100 % des frais effectifs pour l'équipement de détail ainsi que pour l'équipement de la zone de maisons de vacances;
- b) jusqu'aux 80 % des frais effectifs pour les équipements de base à caractère collecteur de quartiers;
- c) jusqu'aux 50 % des frais effectifs pour les autres équipements de base.

² La part des frais incombant aux propriétaires fonciers est, en règle générale, fixée dans la décision d'ouverture du crédit rendue par l'organe communal compétent.

7. Contribution des propriétaires fonciers aux ouvrages publics
a) Principe

Art. 92 ¹ Les propriétaires fonciers peuvent être astreints, par le règlement communal ou en vertu d'un règlement d'organisation d'un syndicat de communes, à verser une contribution en vue de couvrir les dépenses faites pour les ouvrages et mesures d'intérêt public qui leur valent un avantage particulier; la contribution doit être proportionnelle à l'avantage retiré.

² Le mode de contribution est fixé par le décret concernant les contributions des propriétaires fonciers.

b) Litiges

Art. 93 Les litiges relatifs à l'équipement du terrain à bâtir sont vidés par le juge administratif.

CHAPITRE II : Remembrement parcellaire de terrains à bâtir³⁾

1. Principe

Art. 94³⁾ ¹ Lorsque la réalisation d'un plan de zones ou d'un plan spécial l'exige (art. 45, al. 2), il convient de procéder au remembrement parcellaire de terrains à bâtir.

² Le remembrement parcellaire doit permettre un lotissement rationnel et économique ou la rénovation de certains quartiers par la modification des parcelles ainsi que par la redistribution de la propriété et des autres droits réels qui y sont liés.

2. Introduction

Art. 95³⁾ ¹ La procédure de remembrement parcellaire est introduite :

- a) par décision de la majorité des propriétaires concernés ou
- b) par décision du conseil communal ou
- c) par décision du Département.

² Conformément au décret concernant le remembrement de terrains à bâtir, il peut être procédé par voie :

- a) de remembrement de gré à gré;
- b) de coopérative de remembrement;
- c) de réajustement de limites.

³ Des biens-fonds situés hors de la zone à bâtir peuvent être compris dans le remembrement parcellaire lorsque cela est nécessaire à une répartition judicieuse.

3. Condition préalable

Art. 96³⁾ Un remembrement parcellaire de terrains à bâtir ne peut être approuvé que si l'équipement technique est garanti en fait et en droit, en principe par un plan spécial.

CHAPITRE III : Libération de servitudes

1. Principe

Art. 97 Sous réserve de la loi sur l'expropriation, les servitudes ci-après seront supprimées ou transférées :

- a) les servitudes contraires à des prescriptions impératives en matière de construction;
- b) les servitudes qui font obstacle à une utilisation rationnelle du sol dans l'intérêt public, sans qu'un intérêt suffisant du propriétaire du fonds dominant le justifie.

2. Procédure

Art. 98 ¹ Le conseil communal rend une décision de libération ou de transfert; elle est notifiée aux propriétaires concernés; la décision peut être attaquée par voie de recours devant la Cour administrative, qui statue souverainement.

² Le propriétaire du fonds dominant doit être indemnisé selon les principes de la législation en matière d'expropriation; le propriétaire du fonds servant est tenu de payer une contribution correspondant à l'avantage qu'il retire; en cas de litige, le juge administratif statue.

³ La libération ou le transfert entre légalement en vigueur dès le paiement de l'indemnité.

CHAPITRE IV : Expropriation et restriction de la propriété

1. Application de la loi sur l'expropriation

Art. 99 La loi sur l'expropriation est applicable en matière d'expropriation formelle ou matérielle, pour autant que la présente loi ne contienne pas de prescriptions complémentaires ou contraires.

2 Expropriation formelle
a) Droit d'expropriation

Art. 100 ¹ L'approbation d'un plan de zones ou d'un plan spécial implique l'expropriation des biens-fonds, des parties de biens-fonds et des droits réels y afférents, délimités en qualité de :

- a) zone d'utilité publique (art. 53);
- b) zone verte dont l'acquisition par la commune est mentionnée dans le plan (art. 54);
- c) installation publique servant à l'approvisionnement, à l'évacuation, aux télécommunications;
- d) voie de communication et place, voie cyclable, chemin piéton et chemin de randonnée pédestre le long des cours d'eau;
- e) ² zone industrielle et artisanale.

² La nécessité de maintenir et de construire des logements à loyers modérés peut également emporter expropriation.

b) Expropriant

Art. 101 ¹ Le droit d'expropriation appartient à la collectivité qui a décidé les plans impliquant le droit d'expropriation.

² La collectivité peut déléguer son droit d'expropriation à ceux qui, de plein droit, sont autorisés à réaliser le projet.

3. Expropriation matérielle
a) Notion

Art. 102 ¹ Des restrictions à la propriété, telles que l'incorporation permanente d'un bien-fonds dans une zone d'utilité publique, une zone verte ou une zone à protéger, fondent le droit à indemnisation du propriétaire concerné, lorsqu'elles équivalent, par leurs effets, à une expropriation.

² L'indemnité est due par la collectivité qui a décidé les restrictions.

³ La collectivité qui a payé l'indemnité a un droit récursoire contre le bénéficiaire direct de la restriction ordonnée; celui-ci doit être entendu dans la procédure devant le juge compétent en matière d'expropriation.

b) Installation d'équipement

Art. 103 ¹ Le fait qu'un plan spécial prévoit une installation d'équipement ne justifie, en règle générale, aucune revendication au titre de l'expropriation matérielle.

² A l'expiration d'un délai de dix ans à compter de la publication du plan, le propriétaire foncier, dont les intérêts seraient manifestement lésés par la prolongation de la durée du plan, peut exiger de la collectivité :

- a) qu'elle acquière la surface affectée à la réalisation du plan ou fasse en sorte que l'expropriant l'acquière,
ou
- b) qu'elle libère cette surface par l'abrogation ou la modification du plan.

c) Restitution

Art. 104 ¹ Si la restriction à la propriété est supprimée ultérieurement ou que les effets qui avaient entraîné l'obligation d'indemniser cessent d'exister, le propriétaire foncier est tenu à une restitution proportionnelle.

² La collectivité fera mentionner au registre foncier l'obligation de restituer.

³ Les litiges concernant l'étendue de l'obligation de restituer sont vidés par le juge administratif.

4. Prescription de l'action en indemnité

Art. 105 ¹ L'action en paiement d'une indemnité se prescrit par cinq ans à compter de la date de l'entrée en vigueur du plan ou du règlement.

² Les règles du Code des obligations¹⁵⁾ concernant l'interruption de la prescription sont applicables.

5. Droit de préemption
a) But, notion

Art. 106 ¹ Le droit de préemption doit permettre à l'Etat et aux communes d'acquérir en priorité un terrain ou un autre bien immobilier mis en vente par son propriétaire lorsqu'un intérêt public prépondérant l'exige.

² Le droit de préemption peut être exercé lorsque l'Etat, ou la commune, entend prendre une mesure dans les domaines décrits à l'article 100.

b) Inscription

Art. 107 ¹ L'autorisation d'inscrire un droit de préemption est donnée par le juge administratif sur requête motivée de la commune ou du département concerné; le juge statue après avoir entendu le propriétaire foncier.

² Le propriétaire d'un bien-fonds grevé du droit de préemption dispose, dans les 30 jours, d'un droit de recours à la Cour administrative.

³ Sur communication de la décision définitive, le conservateur annote au registre foncier le droit de préemption et en informe le propriétaire concerné.

c) Avis, option

Art. 108 ¹ Le propriétaire qui entend aliéner à un tiers un immeuble soumis au droit de préemption en vertu des présentes dispositions doit en aviser le titulaire, au plus tard dès le dépôt de l'acte au registre foncier; il lui communique simultanément une copie certifiée conforme de cet acte.

² Dans un délai de 45 jours à compter de la date de dépôt de l'acte au registre foncier, le titulaire du droit notifie à l'intéressé :

- a) soit sa décision de renoncer à l'exercice du droit de préemption;
- b) soit sa décision d'acquérir aux conditions et prix fixés;
- c) soit son offre d'acquérir aux conditions et prix fixés par lui et, à défaut d'acceptation de cette offre, de recourir, si les conditions légales sont réunies, à la procédure d'expropriation conformément à l'article 100.

³ A défaut d'option dans le délai indiqué à l'alinéa 2, le titulaire est censé avoir renoncé à l'exercice de son droit de préemption.

⁴ Le propriétaire contre qui un droit de préemption aura été exercé dispose d'un droit de réméré; les articles 24 et suivants de la loi sur l'expropriation sont réservés.

6. Restrictions d'importance secondaire
a) Principes

Art. 109 ¹ Les mesures énumérées ci-après, prises par la collectivité compétente ou par l'entreprise qu'elle a mandatée, sont des restrictions à la propriété d'importance secondaire; à ce titre, doivent être autorisés :

- a) les actes nécessaires à l'établissement des plans, tels que passages, levés de plans, mensurations et études du sol;
- b) l'établissement sur des terrains privés de signaux de circulation, de panneaux de signalisation pour des installations publiques de tout genre, de prises d'eau, de dispositifs d'éclairage, d'horloges publiques, etc.;
- c) la pose de conduites et canalisations à l'emplacement des futures routes avant l'acquisition du terrain.

² Le propriétaire foncier sera informé en temps utile; on évitera de porter inutilement atteinte aux lieux et, dans la mesure du possible, il sera tenu compte des demandes justifiées que présenteront les propriétaires fonciers quant à l'emplacement et au genre de ces dispositifs.

³ Les dégâts causés aux biens et aux cultures feront l'objet d'un dédommagement; de même, un droit à indemnité existe en cas d'entrave considérable et manifeste faite à l'utilisation ou à l'exploitation du bien-fonds.

b) Litiges

Art. 110 Le juge administratif statue sur tous les litiges pouvant résulter des dispositions de l'article 109, sous réserve de recours à la Cour administrative.

CHAPITRE V : Compensation

Compensation

Art. 111 Le régime de compensation prévu à l'article 5, alinéa 1, de la loi fédérale sur l'aménagement du territoire est régi par la législation fiscale.

CHAPITRE VI : Financement

1. Couverture des dépenses, principe

Art. 112 ¹ Les communes assument les frais de l'aménagement local et régional et des tâches qui en découlent (art. 45 et 75a).^{[31\)](#)}

² L'Etat assume les frais de l'aménagement cantonal.

2. Subventions cantonales

Art. 113 ¹ Le Canton accorde aux communes et aux régions :

- a) des subventions pour les travaux effectués dans le cadre de l'aménagement local et régional;
- b) des prêts pour l'équipement technique des terrains à bâtir.^{[31\)](#)}

² Des subventions peuvent être allouées à des associations et organismes pour leurs prestations en matière de chemins de randonnée et de pistes cyclables.

³ La fixation des subventions relevant de l'alinéa 1 incombe au Département, celle des subventions prévues à l'alinéa 2 au Parlement, dans le cadre du budget.

3. Prestations particulières²¹⁾

Art. 114²¹⁾ ¹ Le Canton peut, conformément au décret concernant le financement de l'aménagement²²⁾ :

- a) verser des subventions aux communes pour les mesures de protection des sites et du paysage et pour les indemnités versées en raison de l'aménagement de zones d'utilité publique, de zones de verdure ainsi que de zones à protéger;
- b) verser des subventions aux propriétaires fonciers pour les mesures de protection des sites et du paysage.

² Il n'existe pas de droit aux prestations particulières.

TITRE QUATRIEME : Dispositions transitoires et finales

CHAPITRE PREMIER : Dispositions d'application

1. Décrets

Art. 115 Le Parlement édicte les décrets suivants :

- a) décret concernant le règlement-norme sur les constructions;
- b) décret concernant le permis de construire;
- c) décret concernant les contributions des propriétaires fonciers;
- d) décret concernant le remembrement de terrains à bâtir;³⁾
- e) décret réglant le financement de l'aménagement.

2. Ordonnances

Art. 116 ¹ A moins que ne soient réservés des décrets du Parlement, le Gouvernement édicte les prescriptions nécessaires à l'application de la présente loi.

² Il peut en particulier régler par voie d'ordonnance les matières suivantes :

- a) la nature et les exigences de l'équipement technique;
- b) la protection des sites et du paysage, ainsi que les prescriptions relatives aux antennes extérieures;
- c) les prescriptions concernant les installations de camping, de centres d'achat ainsi que l'entreposage, l'évacuation et la démolition de véhicules, machines et engins hors d'usage;
- d) les aménagements extérieurs des bâtiments, y compris les places de stationnement pour véhicules et les terrains de jeux;
- e) les exigences en matière de sécurité, de police du feu, d'hygiène et d'énergie qui régissent les projets de constructions;
- f) les mesures d'adaptation des bâtiments et installations aux besoins des handicapés;
- g) les constructions et installations particulières;

- h) la détermination, de façon impérative et générale, de notions légales en matière de construction et d'aménagement du territoire;
- i) la conception matérielle et technique des plans prévus par la présente loi;
- j) la définition de la procédure et des compétences en matière de plans et prescriptions.

CHAPITRE II : Modification et abrogation du droit en vigueur

1. Modification de la loi portant introduction de la loi fédérale sur le maintien de la propriété foncière rurale

Art. 117 La loi du 26 octobre 1978¹⁶⁾ portant introduction de la loi fédérale du 12 juin 1951 sur le maintien de la propriété foncière rurale est modifiée comme il suit :

Art. 2, al. 1
...¹⁷⁾

2. Modification de la loi sur les améliorations foncières et les bâtiments agricoles

Art. 118 La loi du 26 octobre 1978 sur les améliorations foncières et les bâtiments agricoles¹⁸⁾ est modifiée comme il suit :

Art. 45
Abrogé

Art. 56, al. 2
...¹⁷⁾

3. Abrogation du droit en vigueur

Art. 119 La loi du 26 octobre 1978 sur les constructions est abrogée.

CHAPITRE III : Dispositions transitoires

1. Plans et prescriptions des communes

Art. 120 ¹ Les plans et les prescriptions des communes doivent, au besoin, être adaptés à la présente loi et à la loi fédérale sur l'aménagement du territoire; l'article 46, alinéa 5, est applicable.

² Les plans et les prescriptions des communes adoptés en vertu de l'ancien droit restent en vigueur pour autant qu'ils ne soient pas en contradiction avec les prescriptions impératives du droit de rang supérieur; le "reste du territoire" défini par les plans de zones actuellement en vigueur est assimilé à la zone agricole.

³ Les terrains à bâtir délimités provisoirement selon l'ancien droit doivent avoir été déclarés zone à bâtir avant le 31 décembre 1987; faute de quoi, ils sont réputés zone agricole⁵⁾

⁴ Les procédures en cours sont terminées sous le régime de l'ancien droit.

⁵ Le conseil communal est compétent pour procéder aux adaptations rédactionnelles concernant :

- a) le remplacement de la terminologie;
- b) le remplacement des références légales.

L'approbation par le Service de l'aménagement du territoire demeure réservée (art. 73).

2. Permis de construire et police des constructions

Art. 121 Les demandes de permis dont l'enquête publique est terminée avant l'entrée en vigueur de la présente loi ainsi que les procédures en cours en matière de police des constructions sont traitées selon l'ancien droit.

3. Exploitations de matériaux, places de décharges

Art. 122 Les exploitations de matériaux ainsi que les places de décharges pour véhicules qui ne sont pas au bénéfice d'une autorisation délivrée après le 1^{er} janvier 1979 sont soumises à l'obligation du permis et à celle de fournir des sûretés pour des mesures d'aménagement.

4. Terrains de camping

Art. 123 Les terrains de camping dont le statut légal n'est pas défini dans le plan de zones de la commune sont soumis à la procédure du plan spécial (art. 30 et 31) dans les cinq ans à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi.

CHAPITRE IV : Entrée en vigueur

Entrée en
vigueur

Art. 124 Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur¹⁹⁾ de la présente loi.

Delémont, le 25 juin 1987

AU NOM DU PARLEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Jean-François Roth
Le secrétaire : Jean-Claude Montavon

Les articles 28, alinéa 3, 29, alinéa 4, 88, alinéas 3 et 5, 104, alinéa 2, et 107, alinéa 3, ont été approuvés par le Conseil fédéral le 24 mars 1988, conformément aux articles 962, alinéa 2, et 949, alinéa 2, du Code civil suisse.

- 1) RS 700
- 2) RSJU 101
- 3) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 11 décembre 1992, en vigueur depuis le 1^{er} mars 1993
- 4) RSJU 722.11
- 5) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 26 mai 1988, en vigueur depuis le 1^{er} septembre 1988
- 6) Nouvelle numérotation selon le ch. I de la loi du 11 décembre 1992, en vigueur depuis le 1^{er} mars 1993
- 7) Introduit par le ch. 1 de la loi du 11 décembre 1992, en vigueur depuis le 1^{er} mars 1993
- 8) RSJU 175.1
- 9) Abrogée par le ch. I de la loi du 11 décembre 1992, en vigueur depuis le 1^{er} mars 1993
- 10) RSJU 192.244.1
- 11) Nouvelle teneur selon la section 4 de la loi du 21 octobre 1992 instituant des mesures d'économie, en vigueur du 1^{er} janvier 1993 au 31 décembre 1993, et selon le ch. 1 de la loi du 11 décembre 1992, en vigueur depuis le 1^{er} mars 1993

-
- 12) RSJU 921.11
13) RSJU 211.1
14) RSJU 711
15) RS 220
16) RSJU 215.124.1
17) Texte inséré dans ladite loi
18) RSJU 913.1
19) 1^{er} janvier 1988
20) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 16 mai 2001, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2002
21) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 17 décembre 2004, en vigueur depuis le 1^{er} mars 2005
22) RSJU 702.611
23) RS 700.1
24) Introduit dans le préambule par le ch. I de la loi du 20 avril 2005, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2006
25) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 20 avril 2005, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2006
26) Introduit par le ch. I de la loi du 20 avril 2005, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2006
27) Abrogé par le ch. I de la loi du 20 avril 2005, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2006
28) Nouvelle numérotation selon le ch. I de la loi du 20 avril 2005, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2006
29) Nouvelle teneur selon le ch. XVI de la loi du 22 novembre 2006 modifiant les actes législatifs liés à la réforme du Code pénal suisse, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2007
30) Abrogé par le ch. V de la modification du 27 mai 2009 du Code de procédure administrative, en vigueur depuis le 1^{er} septembre 2009
31) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 23 septembre 2009, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2010
32) Introduit par le ch. I de la loi du 23 septembre 2009, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2010
33) RSJU 190.11
34) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 28 septembre 2011, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2012
35) Introduit par le ch. I de la loi du 28 septembre 2011, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2012

TABLE DES MATIERES

Article

TITRE PREMIER : Droit public en matière de construction

CHAPITRE PREMIER : Dispositions générales

1. Obligation.....	1
2. Conditions générales d'octroi.....	2

CHAPITRE II : Prescriptions cantonales en matière de construction

1. Zones dangereuses	3
2. Equipement technique	4
3. Protection des sites	5
4. Distances	
a) par rapport aux routes publiques	6
b) par rapport aux eaux	7
c) autres lois réservées.....	8
d) limites politiques	9
5. Ordre des constructions, forme architecturale	10
6. Aménage- ments extérieurs.....	11
7. Places de stationnement	12
8. Espaces de détente	13
9. Sécurité, hygiène et entretien	14
10. Barrières architecturales	15
11. Immissions.....	16

CHAPITRE III : Procédure d'octroi du permis de construire

1. Dépôt de la demande	17
2. Examen de la demande	
a) en général.....	18
b) dans les zones d'activités d'intérêt cantonal	18a
3. Publication; opposition	19
4. Droit applicable	
a) Règles	20
b) Prescriptions insuffisantes	21
5. Coordination	
a) en général.....	21a
b) dans les zones d'activités d'intérêt cantonal	21b
6. Décision; opposition.....	22
7. Recours	23
8. Révocation d'un permis	24
9. Dérogations	
a) Principe	25

Article

b) Compétence	26
c) Constructions amovibles et petites constructions	27
d) Réserves; mention au registre foncier	28
10. Exceptions hors de la zone à bâtir	
a) En général	29
b) En vertu de l'article 24d, alinéa 1, LAT	29a
c) En vertu de l'article 24d, alinéa 2, LAT	29b
d) Compétence	29c
e) Mention au registre foncier	29d
11. Constructions et installations particulières	
a) Principe	30
b) Définition	31
12. Compensation des charges	
a) Notion	32
b) Procédure	33

CHAPITRE IV : Police des constructions

1. Compétence; haute surveillance	34
2. Tâches	35
3. Rétablissement de l'état conforme à la loi	36
4. Recours	37
5. Exécution par substitution	38
6. Ordonnances des autorités cantonales de surveillance	39
7. Peines	40

TITRE DEUXIEME : Aménagement du territoire**CHAPITRE PREMIER : Dispositions générales**

1. But	41
2. Principes	42
3. Information et participation	43
4. Répartition des tâches	44

CHAPITRE II : Tâches des communes**SECTION 1 : Principe**

1. Obligation d'aménager le territoire	45
2. Compétences	46
3. Règlement-norme sur les constructions	47

SECTION 2 : Définition et contenu de l'aménagement local

1. Etudes de base et plans directeurs.....	48
2. Règlement de construction	49
3. Plan de zones	50
4. Zone à bâtir.....	51
a) Zone de fermes	52
b) Zone d'utilité publique.....	53
c) Zone verte.....	54
d) Zone de sport et de loisirs	55
e) Zone de maisons de vacances	56
5. Zone agricole	57
5bis. Zone agricole spéciale au sens de l'article 16a, alinéa 3, LAT	57a
6. Zone de hameau.....	57b
7. Zones à protéger	58
8. Zones sensibles aux phénomènes naturels.....	59

SECTION 3 : Plan spécial

1. Définition, portée.....	60
2 Contenu	61
3. Alignements	
a) Types.....	62
b) Effets généraux	63
c) Alignements spéciaux.....	64
4. Limites de routes	65
5. Plan spécial obligatoire.....	66
6. Procédure	67
7. Obligations de la commune	68
8. Inobservation des délais par la commune	69

SECTION 4 : Procédure d'établissement et d'adoption des plans communaux

1. Examen préalable.....	70
2. Dépôt public, opposition	71
3. Adoption	72
4. Approbation	73
5. Entrée en vigueur et droit subsidiaire	74
6. Zone réservée.....	75

CHAPITRE II^{BIS} : Tâches de la région

SECTION 1 : Principes

1. Tâches	75a
-----------------	-----

2. Organisation	75b
Plan spécial régional	75c

SECTION 2 : Plan directeur régional

1. Définition	75d
2. Plan directeur régional.....	
a) En général	75e
b) Contenu minimum et autres thèmes.....	75f
3. Information et participation, examen préalable	75g
4. Adoption, approbation	75h
5. Effets	75i
6. Modification	75j

CHAPITRE III : Tâches du Canton

SECTION 1 : Principe

1. Tâches	76
2. Compétences	77

SECTION 2 : Plan directeur cantonal

1. Conception directrice	79
2. Etudes de base, plans sectoriels	80
3. Contenu	81
4. Procédure, effets	82
5. Réexamen	83

TITRE TROISIEME : Equipement, remembrement, expropriation et financement

CHAPITRE PREMIER : Equipement technique de la zone à bâtir

1. Equipement	84
2. Equipement de base, équipement de détail.....	85
3. Desserte privée	86
4. Réalisation des équipements.....	87
4bis. Programme d'équipement.....	87a
4ter. Aperçu de l'état de l'équipement	87b
5. Réalisation des équipements par les propriétaires	
a) Procédure.....	88
b) Décompte	89
5bis. Mesures du Canton.....	89a
6. Contribution des propriétaires fonciers à l'équipement	
a) Principe	90

b) Part des frais	91
7. Contribution des propriétaires fonciers aux ouvrages publics	
a) Principe	92
b) Litiges	93

CHAPITRE II : Remembrement parcellaire de terrains à bâtir

1. Principe	94
2. Introduction	95
3. Condition préalable	96

CHAPITRE III : Libération de servitudes

1. Principe	97
2. Procédure	98

CHAPITRE IV : Expropriation et restriction de la propriété

1. Application de la loi sur l'expropriation	99
2 Expropriation formelle	
a) Droit d'expropriation	100
b) Expropriant	101
3. Expropriation matérielle	
a) Notion	102
b) Installation d'équipement	103
c) Restitution	104
4. Prescription de l'action en indemnité	105
5. Droit de préemption	
a) But, notion	106
b) Inscription	107
c) Avis, option	108
6. Restrictions d'importance secondaire	
a) Principes	109
b) Litiges	110

CHAPITRE V : Compensation

Compensation	111
--------------------	-----

CHAPITRE VI : Financement

1. Couverture des dépenses, principe	112
2. Subventions cantonales	113
3. Prestations particulières	114

TITRE QUATRIEME : Dispositions transitoires et finales**CHAPITRE PREMIER : Dispositions d'application**

1. Décrets	115
2. Ordonnances	116

CHAPITRE II : Modification et abrogation du droit en vigueur

1. Modification de la loi portant introduction de la loi fédérale sur le maintien de la propriété foncière rurale	117
2. Modification de la loi sur les améliorations foncières et les bâtiments agricoles	118
3. Abrogation du droit en vigueur.....	119

CHAPITRE III : Dispositions transitoires

1. Plans et prescriptions des communes	120
2. Permis de construire et police des constructions.....	121
3. Exploitations de matériaux, places de décharges.....	122
4. Terrains de camping	123

CHAPITRE IV : Entrée en vigueur

Entrée en vigueur	124
-------------------------	-----

Décret concernant le permis de construire (DPC)

du 11 décembre 1992

Le Parlement de la République et Canton du Jura,

vu l'article 115, lettre b, de la loi du 25 juin 1987 sur les constructions et l'aménagement du territoire (LCAT)¹,

arrête :

SECTION 1 : Généralités

1. Exigence du permis

Article premier ¹ Un permis de construire est nécessaire pour toute construction, démolition, installation et mesure projetée sur ou au-dessous de la surface du sol et dans les eaux (appelées ci-après : "projets") et tombant sous le coup de la législation sur les constructions et l'aménagement du territoire.

² La délivrance du permis de construire implique que les autorisations spéciales (art. 44) aient été préalablement accordées.

2. Début des travaux

Art. 2 ¹ L'exécution de projets exigeant un permis ne peut être entreprise qu'au moment où ils ont fait l'objet d'un permis de construire entré en force (art. 40) ou que l'autorisation a été donnée en vue du début anticipé des travaux (art. 41).

² En cas de démolition en vue de reconstruction, la démolition ne peut être entreprise avant que le permis relatif au nouveau bâtiment ne soit entré en force. Demeure réservé le cas où le bâtiment présenterait un danger pour le public.

3. Autorité communale

Art. 3 L'autorité communale compétente en matière de construction est le conseil communal à moins qu'un règlement communal ne désigne une autre autorité.

SECTION 2 : Cas exigeant un permis

1. Nouvelle
installation,
agrandissement

Art. 4 ¹ Sous réserve de l'article 6, un permis de construire est nécessaire pour la construction et l'agrandissement :

- a) de bâtiments et parties de bâtiments;
- b) d'autres installations, telles que :
 - citernes, installations de stockage et de distribution d'essence, de lubrifiant et de gaz;
 - tours, cheminées, antennes, stations transformatrices;
 - clôtures fixes à la limite, palissades, murs;
 - rampes, parties saillantes de bâtiments, piscines, constructions souterraines, serres, capteurs solaires;
 - fosses à purin, fosses à fumier, installations d'épuration, fosses de décantation, puits perdus;
 - équipement privé (route, accès, place de stationnement, conduites, etc.);
 - places d'amarrage de bateaux, bouées d'amarrage;
- c) de terrains de camping, de lieux de décharge et de lieux d'extraction de matériaux, à moins que toutes les conditions aient été définies précisément par le plan spécial;
- d) d'installations de chantier sous réserve de l'article 6, alinéa 1, lettre g.

² Un permis de construire est également nécessaire pour :

- a) l'établissement de résidences mobiles, caravanes habitables, tentes, etc., à l'extérieur d'un terrain de camping autorisé, pour autant qu'elles soient installées au même endroit pour plus de deux mois par année civile;
- b) ⁶⁾ les modifications apportées à un terrain par le fait de le combler ou de le creuser; cette exigence ne s'applique qu'aux modifications de plus de 1,20 m de la hauteur du terrain ou à celles de moins de 1,20 m lorsque la surface concernée est supérieure à 500 m².

2. Modification,
démolition

Art. 5 ¹ Est soumise à l'obligation du permis toute modification importante apportée aux constructions et installations mentionnées à l'article 4, alinéa 1.

² Sont en particulier réputés modification importante :

- a) la transformation de l'aspect extérieur : modification de façades et de toitures, de couleurs, de matériaux, etc.;
- b) la modification ou le remplacement de parties portantes d'une construction (murs, appuis, toits, charpentes, etc.);
- c) le changement d'affectation;

- d) la rénovation et la transformation intérieure de constructions et installations, lorsque pareilles modifications touchent à des éléments jouant un rôle important au point de vue de la construction; c'est le cas notamment dans les modifications :
 - apportées à des constructions dépassant l'alignement ou touchant les prescriptions concernant les distances;
 - entraînant une charge supplémentaire importante pour les installations d'équipement;
 - portant atteinte à l'environnement;
- e) l'installation et la modification de foyers et de cheminées, l'introduction de réservoirs pour huile de chauffage, etc.;
- f) la démolition de bâtiments ou de parties de bâtiments.

3. Constructions
et installations
franches
d'autorisation

Art. 6 ¹ Aucun permis de construire n'est nécessaire pour :

- a) les constructions et installations qui, en vertu de la législation fédérale, échappent au droit cantonal en matière de constructions;
- b) les installations publiques d'équipement réglées par des procédures particulières (plan spécial, plan de route, etc.);
- c) les travaux ordinaires d'entretien des bâtiments et installations;
- d) les modifications de peu d'importance apportées à la construction à l'intérieur des bâtiments;
- e) les constructions et installations suivantes conformes à l'usage local :
 - petites installations annexes, telles que terrasses de jardin non couvertes, cheminées de jardin, bacs à sable, bassins pour enfants, clapiers ou enclos pour petits animaux, etc.;
 - installations et aménagements des espaces extérieurs ou de jardins tels que sentiers, escaliers, fontaines, pièces d'eau, sculptures, etc.;
- f) les terrains de camping autorisés en vertu d'un plan spécial;
- g) les installations de chantiers qui servent à la réalisation d'un projet autorisé et situées à proximité immédiate de celui-ci.

² L'autorité communale peut autoriser les gens du voyage à stationner sans permis de construire pour une durée n'excédant pas six mois.

³ L'absence d'exigence d'un permis de construire ne libère pas de l'obligation de requérir les autorisations spéciales au sens de l'article 44.

SECTION 3 : Genres d'autorisation, compétence

1. Procédure
ordinaire (grand
permis)
a) Compétence
en général

Art. 7 ¹ Sont traitées en procédure ordinaire d'octroi du permis de construire toutes les requêtes auxquelles ne s'applique pas la procédure simplifiée du petit permis prévue à l'article 9.

² La Section des permis de construire est l'autorité ordinaire compétente pour l'octroi du permis de construire. L'article 8 est réservé.

b) Compétence des communes

Art. 8 ¹ Dans les communes comptant plus de 5 000 habitants selon le dernier recensement fédéral de la population, l'autorité communale est l'autorité compétente pour accorder le permis de construire.

² Le Département de l'Environnement et de l'Equipeement (dénommé ci-après : "Département") peut étendre cette compétence à d'autres communes disposant d'une administration bien organisée.

³ La compétence des communes n'est pas donnée quant aux projets :

- a) qui sont destinés à servir à l'usage de la commune en cause ou dont elle est maître de l'ouvrage;
- b) qui ont fait l'objet d'une opposition émanant de la commune concernée, en application de l'article 21 de la loi sur les constructions et l'aménagement du territoire.

2. Procédure simplifiée (petit permis)

Art. 9 ¹ La procédure simplifiée au sens de l'article 20 est applicable, sous réserve de l'alinéa 3, aux projets suivants :

- a) petites constructions, annexes, travaux au sens de l'article 4, alinéa 1, lettre b, agrandissements minimes de bâtiments;
- b) modification importante de bâtiments et installations (art. 5);
- c) constructions qui ne sont pas établies à demeure (constructions mobilières);
- d) modifications du terrain.

² Le petit permis est accordé par l'autorité communale.

³ Cependant, la procédure du petit permis est exclue dans les cas suivants :

- a) en cas de construction ou d'agrandissement de bâtiments et d'installations lorsque les frais de construction dépassent 100 000 francs;
- b) lorsque le projet est en connexité avec un autre, auquel est applicable la procédure ordinaire, notamment en cas de démolition en vue d'une nouvelle construction;
- c) lorsque les projets concernés sont contraires à l'affectation de la zone;
- d) lorsque le projet touche à des intérêts publics importants, en particulier à ceux de la protection de la nature, des sites et du patrimoine, de la sécurité du trafic ou de l'aménagement local.

⁴ La procédure du petit permis ne peut être répétée dans le but de réaliser un projet relevant de la procédure ordinaire.

SECTION 4 : Présentation de la demande de permis de construire

1. Demande a) Forme

Art. 10 ¹ La demande de permis de construire doit être présentée à l'autorité communale, avec les demandes d'autorisations spéciales nécessaires et la demande éventuelle de dérogations.

² Le requérant utilisera la formule officielle de demande, qui doit porter la signature du maître de l'ouvrage, de l'auteur du projet et, en outre, du propriétaire foncier ou du titulaire du droit de superficie.

³ Le plan de situation (art. 12 et 13), les plans du projet (art. 14) et les autres documents éventuellement exigés (art. 15 et 44) seront joints à la demande. Les plans seront datés; ils porteront la signature du requérant et de l'auteur du projet.

b) Contenu

Art. 11 La demande comportera notamment :

- a) les nom, adresse et signature du propriétaire foncier, du maître de l'ouvrage (le cas échéant de son représentant autorisé), ainsi que de l'auteur du projet;
- b) la désignation de la parcelle à bâtir et de la zone à laquelle elle appartient;
- c) le but auquel le projet est destiné;
- d) les dimensions principales des constructions et installations, le genre de construction, l'indication des matériaux les plus importants, le genre et la couleur des façades et de la toiture;
- e) pour les lieux d'extraction de matériaux et les lieux de dépôt, leur surface, la hauteur des remblais, la profondeur du creusage, le genre des matériaux à en tirer ou à y déposer;
- f) pour les constructions commerciales, de bureaux, artisanales et industrielles, le nombre probable des personnes qui y seront occupées;
- g) pour les entreprises d'engraissement et d'élevage, le genre et l'importance de la détention d'animaux;
- h) l'accès de l'immeuble à la route publique et la manière dont il est assuré juridiquement en cas de mise à contribution du terrain d'un tiers;
- i) la situation, l'aménagement des places de stationnement pour véhicules, la manière dont ces places sont garanties sur le plan juridique et, dans la mesure nécessaire, les aménagements extérieurs et les espaces de détente;

- j) l'indice d'utilisation du projet et celui autorisé, si ces éléments sont définis par les prescriptions en matière de construction; le calcul doit être présenté de manière à ce qu'il puisse être vérifié;
- k) la motivation de toute demande de dérogations.

2. Plan de situation
a) Forme

Art. 12 ¹ Le plan de situation sera établi sur une copie récente du plan cadastral, signé par le géomètre d'arrondissement.

² L'auteur du projet fera figurer sur le plan de situation les indications exigées à l'article 13. Les modifications apportées par l'auteur du projet se distingueront nettement, par l'utilisation d'une couleur appropriée, des inscriptions certifiées conformes par le géomètre d'arrondissement.

³ L'organe communal compétent confirme sur le plan, par l'apposition de son sceau, l'exactitude et le caractère complet des indications relatives aux prescriptions sur les constructions.

b) Contenu

Art. 13 Le plan de situation indiquera notamment :

- a) les limites et les numéros de la parcelle à bâtir et des parcelles voisines, les noms de leurs propriétaires, ainsi que les constructions et installations existantes ou déjà autorisées sur ces parcelles;
- b) la zone de construction dans laquelle se trouve la parcelle à bâtir, ainsi que les zones à protéger qui peuvent y exister en application de l'article 58 de la loi sur les constructions et l'aménagement du territoire;
- c) l'échelle et l'indication du nord, ainsi que les noms des routes et des lieux-dits;
- d) l'alignement de la forêt; à défaut, le tracé effectif des lisières de la forêt pour autant que ces lisières soient éloignées de moins de 30 m des constructions et installations projetées;
- e) les monuments naturels qui se trouvent sur la parcelle à bâtir et sur les parcelles voisines;
- f) la situation et la superficie du projet, ses distances par rapport aux routes, limites de fonds et bâtiments voisins, les mesures extérieures du plan du bâtiment ainsi que les cotes de niveaux;
- g) l'accès, les installations d'équipements existantes ou prévues, les places de stationnement, les terrains de jeux prescrits et, le cas échéant, d'autres aménagements extérieurs;
- h) les alignements de construction et de route, les conduites publiques inscrites dans les plans spéciaux ou plans de routes existants ou déposés publiquement.

3. Plans

Art. 14 ¹ A la requête seront joints les plans suivants à l'échelle 1:100 ou 1:50 :

- a) les plans de tous les niveaux; on y mentionnera l'affectation des locaux avec l'indication de leur longueur et largeur, ainsi que l'épaisseur approximative des murs, les foyers et cheminées;
- b) les coupes nécessaires à la compréhension du projet, avec indication des dimensions principales du vide d'étage, de l'épaisseur approximative des planchers; on indiquera en outre la cote du sol fini des rez-de-chaussée au-dessus du niveau de la mer ou d'un point fixe porté sur le plan de situation; la position des coupes sera indiquée sur les plans des niveaux;
- c) les plans de toutes les façades avec indication des hauteurs et de la cote d'altitude du sol fini du rez-de-chaussée; en cas de construction en ordre contigu seront également dessinées les façades des bâtiments voisins;
- d) un plan d'aménagement des abords lorsqu'il existe des prescriptions particulières sur l'aménagement des abords (art. 11 LCAT) ou lorsque le projet implique la création d'espaces de détente (art. 13 LCAT).

² Sur les plans des coupes et des façades, on indiquera en pointillé le terrain existant et, par une ligne continue, le terrain aménagé.

³ Les plans doivent permettre de constater la structure prévue du terrain (raccordement des bâtiments, talus, murs de soutènement), ainsi que les clôtures fixes.

⁴ En cas de transformation, les plans feront ressortir, au moyen de teintes différentes, quelles parties du bâtiment subsistent, lesquelles sont démolies et lesquelles sont reconstruites. Un relevé exact du bâtiment peut être exigé.

4. Exigences spéciales; facilités

Art. 15 ¹ S'il s'agit de projets de construction d'une certaine importance ou si la situation est particulièrement complexe, les autorités peuvent exiger d'autres pièces concernant la construction, le déroulement des travaux et les mesures de sécurité (montages photographiques, maquettes, calculs et diagrammes d'ombre).

² Les autorités ont la faculté :

- a) d'admettre des plans à l'échelle 1:200 pour des projets importants;
- b) de renoncer à la production de plans ou autres pièces s'il s'agit de projets de construction de peu d'importance.

5. Profils

Art. 16 ¹ Simultanément au dépôt de la demande du permis, le requérant doit piqueter et marquer par des profils (gabarit) dans le terrain les limites extérieures des constructions et installations projetées. Les profils doivent indiquer la hauteur des façades (jusqu'à l'arête supérieure du chevron) et la hauteur au faîte, ainsi que l'inclinaison des lignes du toit; pour les toits plats, ils indiqueront la hauteur du garde-corps. La cote du sol fini du rez-de-chaussée sera marquée au moyen d'une latte transversale.

² Les profils seront maintenus jusqu'à l'entrée en force de la décision prise concernant le projet.

³ L'autorité communale compétente peut, si des raisons importantes l'exigent, prévoir des mesures spéciales ou accorder des facilités quant au profil. Une information suffisante des voisins et du public doit cependant être assurée.

⁴ Si une construction projetée n'est pas piquetée au moment de la publication conformément aux prescriptions (art. 19 et 20), ou si les profils diffèrent considérablement par rapport au projet, la publication est répétée une fois le vice corrigé et le délai d'opposition prolongé d'autant.

SECTION 5 : Examen d'entrée

1. Examen formel

Art. 17 ⁷⁾

2. Vices matériels manifestes

Art. 18 ⁶⁾ ¹ S'il apparaît d'emblée que, d'après les prescriptions de droit public, un projet ne peut être accepté ou ne peut l'être qu'avec des dérogations que le requérant n'a pas demandées, l'autorité compétente pour l'octroi du permis de construire informe ce dernier sans délai des lacunes constatées et l'invite à y remédier.

² Le requérant doit, dans les trois mois, présenter à l'autorité un projet modifié ou l'informer qu'il maintient sa demande telle que présentée; à défaut, cette dernière est considérée comme ayant été retirée.

SECTION 6 : Publication, dépôt public

1. Procédure
a) ordinaire
(grand permis)

Art. 19 ¹ Toutes les demandes de permis de construire (art. 7, 8 et 9, al. 3) à examiner en procédure ordinaire doivent être publiées et déposées publiquement pendant 30 jours.

^{1bis} Dans les zones d'activités d'intérêt cantonal, ce délai est réduit à 14 jours pour les constructions et installations conformes, à moins que la législation fédérale n'impose un autre délai. [10\)](#)

² La publication a lieu dans le Journal officiel sur requête de l'autorité communale ainsi que par affichage public.

³ S'il s'agit de constructions soumises à une législation particulière (industrie, auberge, etc.), on procédera à la publication simultanée de la demande de permis de bâtir et de la requête spéciale.

b) simplifiée
(petit permis)

Art. 20 ¹ Les demandes tendant à l'octroi du petit permis sont soumises à la procédure ordinaire de publication de l'article 19 lorsqu'elles requièrent l'octroi de dérogations.

² Dans les autres cas, l'autorité communale :

- a) procède à l'affichage public pendant 10 jours;
- b) exige du requérant la production d'une déclaration écrite d'accord des voisins directement touchés par le projet ou
- c) fixe à ces voisins, par lettre recommandée, un délai d'opposition de 10 jours.

³ Le Service des ponts et chaussées sera informé des projets donnant accès à une route cantonale. L'Office des eaux et de la protection de la nature est informé des constructions projetées au bord d'eaux publiques pour lesquelles il n'existe pas de prescriptions relatives aux distances (art. 7 LCAT).

2. Contenu

Art. 21 La publication (art. 19, al. 2) ou la communication écrite (art. 20, al. 2, lettre c) contiendra :

- a) le nom du requérant et l'auteur du projet;
- b) la désignation exacte de la parcelle et la description générale du projet;
- c) l'affectation de la zone ou la désignation du plan spécial;
- d) l'indication des dérogations demandées;

- e) l'indication du lieu et de la période du dépôt du dossier, de la possibilité de faire opposition, de l'échéance du délai et de l'instance à laquelle cette opposition doit être adressée;
- f) la communication portant péremption des prétentions à compensation des charges qui ne seraient pas annoncées à l'autorité communale dans le délai d'opposition (art. 33 LCAT).

SECTION 7 : Procédure d'opposition, réserve de droit

1. Opposition a) Motifs

Art. 22 ¹ La procédure d'opposition permet à tout intéressé légitimé d'invoquer que le projet est contraire aux prescriptions de droit public ou qu'il lèse ses intérêts dignes de protection.

² Les communes, les associations de communes et le Département ont en outre la faculté d'invoquer dans leur opposition l'absence de prescriptions suffisantes au sens de l'article 21 de la loi sur les constructions et l'aménagement du territoire.

b) Qualité pour former opposition

Art. 23 Sont légitimés à faire opposition :

- a) les particuliers dont des intérêts dignes de protection seraient touchés par la construction projetée;
- b) les organisations privées qui, d'après leurs statuts, ont pour mission essentielle et permanente de veiller aux intérêts protégés par la loi sur les constructions et l'aménagement du territoire, plus particulièrement les sociétés de protection de la nature, des sites et du patrimoine;
- c) les autorités communales, les associations de communes et l'Etat, dans le cadre de la sauvegarde des intérêts publics qui leur sont confiés.

c) Forme

Art. 24 ¹ L'opposition, écrite et motivée, est adressée durant le délai de dépôt à l'autorité communale compétente.

² Les oppositions collectives doivent indiquer le nom de la personne autorisée à représenter valablement les opposants.

³ Si l'opposition émane de l'autorité communale, elle doit être adressée, dans le délai de dépôt, à la Section des permis de construire.

2. Réserve de droit

Art. 25 ¹ La déclaration de réserve de droit a pour but de renseigner le requérant et les autorités sur des droits privés qui sont touchés par le projet, ainsi que sur des prétentions à dommages-intérêts qui pourraient en découler.

² Toute personne ayant l'exercice des droits civils a qualité pour présenter une réserve de droit.

³ Demeurent réservées les dispositions concernant la compensation des charges (art. 32 et 33 LCAT).

3. Pourparlers de conciliation

Art. 26⁶⁾ ¹ En cas d'opposition ou de réserve de droit, l'autorité compétente pour délivrer le permis de construire organise en principe des pourparlers de conciliation. Elle peut exceptionnellement y renoncer s'il apparaît manifestement qu'aucun arrangement ne pourra être trouvé.

² Lorsque l'organisation des pourparlers de conciliation incombe à la Section des permis de construire, l'autorité communale y est invitée.

³ Si, en raison d'un grand nombre d'oppositions du même genre, il n'est pas possible de tenir des pourparlers de conciliation dans des conditions satisfaisantes, le Département détermine la procédure à suivre pour l'audition des opposants.

⁴ Les pourparlers de conciliation sont consignés dans un procès-verbal qui résume les positions des parties, mentionne le résultat des pourparlers et, en conclusion, indique si les oppositions sont retirées ou maintenues. Le procès-verbal est signé par tous les intéressés.

⁵ Les dispositions du Code de procédure administrative²⁾ concernant la récusation s'appliquent à la personne qui dirige les pourparlers de conciliation et au teneur du procès-verbal.

SECTION 8 : Décision

1. Préparation
a) En général

Art. 27 ¹ Sous réserve des articles 8 et 9, l'autorité communale, après examen, transmet le dossier à la Section des permis de construire dans les 30 jours qui suivent le délai d'opposition ou les pourparlers de conciliation, avec son rapport, ses propositions et attire son attention sur les éléments qui s'opposent à l'octroi du permis de construire.

² L'autorité compétente pour l'octroi du permis de construire examine d'office si la demande de permis de construire répond aux prescriptions de droit public. Elle peut à cet effet, et si les circonstances l'exigent, par décision incidente, faire appel à des experts, procéder à des examens du sol et des matériaux, de même qu'ordonner des calculs statiques, des essais de charge, etc.

b) Consultation

Art. 28 ¹ L'autorité compétente pour l'octroi du permis de construire consulte les départements intéressés et les organes spécialisés en cas de doute relatif :

- a) à l'atteinte au site ou au paysage;
- b) à la mise en danger de la sécurité de personnes et de choses;
- c) aux prescriptions concernant les barrières architecturales;
- d) à l'atteinte à l'environnement;
- e) à l'équipement du terrain.

² L'autorité compétente pour l'octroi du permis de construire n'est pas liée par les préavis des organes spécialisés; elle est en revanche liée par la prise de position d'un département qui indique explicitement le caractère obligatoire de sa réponse.

c) Coordination

Art. 29 ¹ L'autorité compétente pour l'octroi du permis de construire s'assure que les autorisations spéciales et les préavis sont coordonnés.

² S'il apparaît que des autorisations ou des préavis divergent dans un domaine connexe, l'autorité compétente pour l'octroi du permis de construire provoque un réexamen des autorisations et préavis en cause.

d) Opposition
selon l'art. 21
LCAT

Art. 30 ¹ L'autorité qui a fait opposition conformément à l'article 21 de la loi sur les constructions et l'aménagement du territoire dépose publiquement les nouvelles prescriptions dans les trois mois dès l'échec des pourparlers de conciliation. Elle veille à ce que leur adoption et leur approbation interviennent sans retard.

² L'autorité qui délivre le permis peut prolonger ce délai de trois mois au plus, pour les motifs suivants :

- a) la nécessité de se procurer, en vue de l'aménagement, des éléments qui occasionnent un grand travail ou qui sont difficiles à obtenir;
- b) la conduite de pourparlers difficiles avec les propriétaires fonciers intéressés.

³ Le Service de l'aménagement du territoire n'accordera le délai supplémentaire d'une année que dans les cas suivants :

- a) lorsqu'il est nécessaire de réviser totalement ou partiellement le plan d'aménagement d'une localité;
- b) lorsque six mois ne suffisent pas pour établir les exigences en matière d'urbanisme, d'équipement, de protection du site local, etc. et pour élaborer les nouveaux plans spéciaux.

e) Demande de dérogation

Art. 31 ¹ Lorsqu'une demande de dérogation est déposée en faveur d'un projet, les autorités compétentes pour examiner, préavisier, accorder ou ratifier la dérogation en vertu des articles 25 à 27 de la loi sur les constructions et l'aménagement du territoire doivent se prononcer conformément aux articles 32 et 33 ci-après.

² L'article 27 est applicable par analogie.

2. Décision
a) Conditions, charges

Art. 32 ¹ Un projet est accepté lorsqu'il n'est pas contraire aux prescriptions de droit public, qu'il ne compromet pas l'ordre public et que rien ne s'y oppose au titre de l'aménagement du territoire, au sens des articles 20 et 21 de la loi sur les constructions et l'aménagement du territoire. Si ces conditions ne sont pas remplies, la demande doit être rejetée.

² Le permis de construire peut être assorti de conditions et de charges.

b) Contenu

Art. 33 ¹ La décision comporte notamment les indications suivantes :

- a) l'admission ou le rejet des oppositions avec indication des motifs;
- b) l'octroi ou le refus des dérogations demandées;
- c) l'octroi du permis de construire ou le rejet de la demande;
- d) les conditions et charges dont le permis de construire est assorti;
- e) les autorisations spéciales (art. 44) et les préavis obligatoires (art. 28, al. 2, in fine)
- f) la réserve de droit des tiers;
- g) en cas de démolition suivie de reconstruction, le moment où la démolition pourra être effectuée (art. 2, al. 2);
- h) l'obligation de payer les frais.

² La décision mentionne également les voies de droit; elle comporte :

- a) une indication concernant les conditions, le délai, la forme de l'opposition ou du recours (art. 35 et 36), ainsi que l'autorité à laquelle l'opposition ou le recours doit être adressé;
- b) l'avis qu'il ne peut être fait usage du permis de construire qu'au moment où :
 - le délai d'opposition ou de recours aura expiré sans avoir été utilisé, ou que
 - toutes les personnes légitimées à faire opposition ou à recourir (art. 36, al. 2) auront renoncé à le faire, ou que
 - l'autorité compétente aura autorisé le début anticipé des travaux (art. 41).

c) Notification

Art. 34 ¹ ...[7\)](#)

² Une décision unique portant sur la demande de permis de construire et incluant les autorisations spéciales et les dérogations éventuelles est rendue par l'autorité compétente qui statue, le cas échéant, sur les oppositions.

³ Cette décision est notifiée par écrit au requérant, aux opposants éventuels, à l'autorité communale, ainsi que, en procédure ordinaire, à l'autorité de surveillance de la police des constructions.[6\)](#)

SECTION 9 : Voies de droit

1. Opposition

Art. 35 Seule la décision rendue selon l'article 34 peut faire l'objet d'une opposition conformément aux articles 94 et suivants du Code de procédure administrative. La voie de l'opposition n'est cependant ouverte que lorsque le projet n'a pas donné lieu à des oppositions au sens de l'article 19 de la loi sur les constructions et l'aménagement du territoire ou lorsque celles-ci ont toutes été retirées au moment où l'autorité a statué.

2. Recours au juge administratif

Art. 36 ¹ Si l'opposition selon l'article 35 est rejetée ou lorsque la voie de l'opposition n'a pas été ouverte sur la base de cette disposition, la décision peut être portée, par voie de recours, devant le juge administratif.

² Ont qualité pour recourir devant le juge administratif le requérant, les opposants et l'autorité communale compétente dont l'avis n'a pas été suivi par l'autorité qui a statué.

3. Procédure

Art. 37 ¹ Si le recours émane du requérant, le juge administratif recherche qui, parmi les opposants, entend participer à la procédure de recours comme partie. Il fixe à cet effet un délai convenable par lettre recommandée. L'inobservation de ce délai est réputée renonciation à participer à la procédure.

² Le juge administratif entend l'autorité dont l'autorisation spéciale est attaquée. La commune sera également entendue lorsque la décision en cause touche à l'autonomie communale.

4. Recours à la Cour administrative

Art. 38 ¹ Le jugement du juge administratif peut être porté devant la Cour administrative dans les 30 jours qui suivent sa notification.

² La qualité pour recourir appartient aux parties à la procédure devant le juge administratif et à l'autorité communale dont l'avis n'a pas été suivi à l'exception de l'autorité cantonale qui a rendu la décision attaquée. Le Département et la commune ont également la qualité pour recourir dans les cas de l'article 24 de la loi fédérale sur l'aménagement du territoire³⁾.

5. Dispositions subsidiaires

Art. 39 Pour le surplus, sont applicables les dispositions du Code de procédure administrative.

SECTION 10 : Portée et durée de validité du permis de construire

1. Portée; validité

Art. 40 ¹ Le permis de construire donne droit, dès qu'il est entré en force, à l'exécution du projet.

² Le permis de construire vaut pour le requérant, le propriétaire de la parcelle à bâtir ou leurs ayants cause.

2. Début anticipé des travaux

Art. 41 ¹ Si le projet n'a donné lieu à aucune opposition et s'il ne touche pas à des intérêts publics, l'autorité compétente pour accorder le permis de construire peut autoriser le commencement des travaux dès l'expiration du délai d'opposition.

² Le début anticipé des travaux est toutefois exclu :

- a) lorsque le projet exige des autorisations spéciales selon l'article 44 et que ces autorisations ne sont pas encore données;
- b) lorsque le projet repose sur des prescriptions en matière de construction que le Service de l'aménagement du territoire n'a pas encore approuvées, à moins que ce service n'autorise le début anticipé des travaux.

3. Délai
a) pour le début
des travaux

Art. 42 ¹ Le permis de construire perd sa validité si l'exécution du projet n'a pas été entreprise dans le délai de deux ans dès son entrée en force.

² L'autorité compétente pour délivrer le permis peut, pour de justes motifs, prolonger le délai d'une année au plus après avoir entendu les intéressés. Une prolongation est cependant exclue si, depuis l'octroi du permis, une modification importante est survenue dans la situation de fait ou de droit.

b) pour
l'achèvement
des travaux

Art. 43 ¹ Une fois commencés, les travaux seront, autant que possible, poursuivis sans interruption jusqu'à leur achèvement. L'autorité communale fixe au besoin un délai à cet effet.

² L'inobservation du délai peut avoir pour conséquence des mesures de police des constructions (art. 49) et des sanctions pénales (art. 52).

SECTION 11 : Prescriptions spéciales

1. Autorisations
spéciales

Art. 44 En plus du permis de construire, le projet peut nécessiter une autorisation spéciale découlant notamment de la législation dans les domaines suivants :

- a) construction et entretien des routes;
- b) utilisation et protection des eaux;
- c) protection de l'environnement;
- d) protection de la nature, protection du paysage et conservation des monuments historiques et des sites bâtis;
- e) agriculture et sylviculture;
- f) travail, commerce, artisanat, industrie, énergie et constructions scolaires;
- g) police du feu;
- h) protection civile.

2. Demande
générale de
permis

Art. 45 ¹ S'il s'agit d'un projet d'une certaine importance ou si la situation juridique n'est pas claire, une demande générale de permis de construire peut être déposée, avec l'accord de l'autorité communale, avant la demande proprement dite. La demande générale ne porte que sur l'intégration de l'ouvrage dans le terrain environnant (situation, aspect extérieur) et sur l'équipement du terrain.

² A la demande générale sont joints, en double exemplaire, le plan de situation selon les articles 12 et 13, ainsi que les plans d'avant-projet à l'échelle 1:100 ou 1:200 en application par analogie de l'article 14. Pour le surplus, la procédure se déroule d'après les dispositions applicables aux demandes ordinaires.

³ Le permis général de construire lie les autorités qui ont à traiter la demande subséquente d'obtention du permis de construire, pour autant que celle-ci soit déposée dans les six mois dès l'octroi du permis général. La nouvelle demande n'est publiée que si elle touche davantage aux intérêts publics que la demande générale. S'il ne se fait pas de publication, communication est faite aux voisins du dépôt public du projet d'exécution selon l'article 21.

3. Modification
du projet
pendant la
procédure et
après l'octroi du
permis

Art. 46 ¹ Si, pendant la procédure d'octroi ou de recours, le requérant modifie son projet afin de tenir compte des objections soulevées par les autorités ou les opposants ou pour d'autres motifs importants, la procédure peut se poursuivre sans nouvelle publication, pour autant que la modification ne touche pas à des intérêts publics. Les opposants et les voisins éventuellement touchés par la modification seront entendus au sujet de cette dernière.

² L'autorité compétente pour l'octroi du permis peut, après avoir entendu les intéressés et sans nouvelle procédure d'octroi, autoriser qu'il soit apporté à un projet admis les modifications qui se révèlent nécessaires au cours de l'exécution des travaux, à condition toutefois que ni des intérêts publics, ni des intérêts importants de voisins ne s'en trouvent touchés.

4. Demande de
dérogation faite
après coup

Art. 47 ¹ Il n'est entré en matière sur une demande de dérogation présentée après coup que si le retard est dûment motivé. Connaissance est donnée de la demande selon les dispositions des articles 19 et suivants et le dépôt public opéré selon les mêmes dispositions. Il n'est procédé à de nouveaux pourparlers de conciliation que si l'autorité l'estime nécessaire en vue de la sauvegarde d'intérêts publics et de voisins.

² Si la demande de dérogation n'est présentée qu'au cours de la procédure de recours devant le juge administratif, le jugement rendu sur recours statue à son sujet. L'alinéa 1 est applicable par analogie.

³ La Cour administrative n'entre pas en matière sur des demandes de dérogation présentées après coup. Demeure réservée la liquidation de la procédure de recours par transaction.

5. Compensation des charges

Art. 48 Celui qui entend faire valoir une prétention à compensation des charges doit le communiquer conformément à l'article 33 de la loi sur les constructions et l'aménagement du territoire.

SECTION 12 : Police des constructions

1. Devoirs de l'autorité communale de police des constructions

Art. 49 ¹ L'autorité communale de police des constructions veille à ce que les prescriptions légales et les dispositions du permis de construire soient observées lors de l'exécution du projet. Son contrôle porte en particulier sur les points suivants :

- observation des conditions et charges du permis de bâtir;
- sécurité du point fixe choisi en vue du projet (art. 14, al. 1, lettre b).

² L'autorité communale de police des constructions veille à ce que les lieux soient remis en l'état conforme à la loi en cas d'exécution illicite des travaux ou en cas d'inobservation, après coup, de prescriptions de construction, de conditions et de charges (art. 36 et 38 LCAT).

³ Elle veille à l'élimination des perturbations de l'ordre public dues à des constructions et installations inachevées, entretenues de manière négligente ou contraire de toute autre façon à la réglementation (art. 14, 35 et 38 LCAT).

⁴ Les communes peuvent prendre des dispositions intercommunales afin d'assurer les tâches de surveillance de police des constructions.

2. Attributions du Gouvernement, du Département et du Service de l'aménagement du territoire

Art. 50 ¹ Le Gouvernement exerce la haute surveillance de la police des constructions.

² Le Département a les attributions suivantes :

- a) il décide, en cas de doute, si un projet de construction nécessite un permis de construire;
- b) il fixe, en cas de contestation, la procédure d'octroi du permis à appliquer;
- c) il tranche les litiges portant sur les exigences spéciales ou sur les facilités selon les articles 15 et 16, alinéa 3.

³ ...⁴⁾

3. Attributions de la Section des permis de construire

Art. 51 La Section des permis de construire a notamment les attributions suivantes :

- a) elle informe les autorités des communes dans le domaine de la législation sur les constructions;
- b) elle conseille les autorités communales compétentes pour délivrer les permis de construire;
- c) elle exerce la surveillance de la police des constructions; elle prend les mesures nécessaires au sens de l'article 39 de la loi sur les constructions et l'aménagement du territoire¹⁾; elle fixe des délais aux autorités communales de police des constructions et aux autorités compétentes pour l'octroi du permis de construire lorsque ces dernières tardent à remplir leurs obligations légales.⁵⁾

4. Peines

Art. 52 Les infractions commises contre les dispositions du présent décret, ainsi que des ordonnances et décisions rendues sur la base de ce décret, sont passibles des peines fixées à l'article 40 de la loi sur les constructions et l'aménagement du territoire.

SECTION 13 : Emoluments et frais

1. Emoluments

Art. 53 Sur la base d'un règlement, la commune peut percevoir des émoluments pour son activité en procédure d'octroi du permis de construire, ainsi que pour les actes qu'elle accomplit en matière de police des constructions.

2. Frais du permis et de la procédure de recours

Art. 54⁸⁾ ¹ Le requérant supporte les frais de la procédure d'octroi du permis de construire. Ces frais se composent des émoluments en la matière et des débours, en particulier pour indemnités de déplacement, taxes de témoins, examens techniques, honoraires d'experts, frais de port et de téléphone, frais d'annonce. L'alinéa 2 est réservé.

² En procédure d'opposition (art. 22 ss), le requérant supporte les frais relatifs à la séance de conciliation. En cas d'échec de la conciliation, les frais subséquents sont mis à la charge de l'opposant qui succombe s'il les a occasionnés sans nécessité.

³ En procédure d'opposition (art. 22 ss), il n'est pas alloué de dépens aux parties.

⁴ Il n'est pas perçu de frais en cas d'annonce de prétention à titre de compensation des charges (art. 48).

⁵ Les dispositions du Code de procédure administrative s'appliquent aux frais et aux dépens de la procédure de recours.

3. Avance de
frais
a) par le
requérant

Art. 55 ¹ L'autorité communale et les autorités cantonales compétentes en matière d'octroi du permis peuvent exiger du requérant une avance convenable de frais.

² Si le requérant ne donne pas de suite à cette invitation, la procédure est, après une suspension de trois mois, rayée du rôle.

b) par l'opposant

³ En cas d'échec de la conciliation, l'autorité peut également exiger une avance de frais de l'opposant en lui impartissant un délai convenable pour s'exécuter. L'opposant est averti qu'à défaut d'exécuter l'avance de frais, l'autorité ne donnera pas suite à son opposition.⁹⁾

SECTION 14 : Dispositions finales

1. Abrogation du
droit en vigueur

Art. 56 Le décret du 6 décembre 1978 concernant la procédure d'octroi du permis de construire est abrogé.

2. Entrée en
vigueur

Art. 57 Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} mars 1993.

Delémont, le 11 décembre 1992

AU NOM DU PARLEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Edmond Bourquard
Le vice-chancelier : Jean-Claude Montavon

- 1) RSJU 701.1
- 2) RSJU 175.1
- 3) RS 700
- 4) Abrogé par le ch. I du décret du 16 mai 2001, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2002
- 5) Introduite par le ch. I du décret du 16 mai 2001, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2002
- 6) Nouvelle teneur selon le ch. I du décret du 20 avril 2005, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2006
- 7) Abrogé par le ch. I du décret du 20 avril 2005, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2006
- 8) Nouvelle teneur selon le ch. I du décret du 25 novembre 2009, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2010
- 9) Introduit par le ch. I du décret du 25 novembre 2009, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2010
- 10) Introduit par le ch. I du décret du 28 septembre 2011, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2012

TABLE DES MATIERES

8	Santé, travail, sécurité sociale
81	Santé
810	<i>Généralités, promotion de la santé, soins hospitaliers et soins à domicile</i>
810.01	Loi sanitaire du 14 décembre 1990
810.011	Arrêté du Parlement du 9 décembre 1998 approuvant le plan sanitaire
810.016	Arrêté du Gouvernement du 12 octobre 1993 portant constitution du fonds de promotion de la santé
810.019.1	Arrêté du Parlement du 26 octobre 1989 portant adhésion de la République et Canton du Jura à la Fondation suisse pour la promotion de la santé
810.019.2	Arrêté du Parlement du 26 avril 1990 portant approbation de la convention passée avec la Ligue jurassienne contre les toxicomanies
810.02	Loi du 20 décembre 2006 sur les droits des patients
810.021	Ordonnance du 24 avril 2007 sur les droits des patients
810.05	Ordonnance du 17 janvier 1996 concernant les recherches sur l'être humain
810.06	Loi du 17 novembre 2004 sur l'acquisition, la mise en service, l'utilisation et le renouvellement de certains équipements médicaux
810.11	Loi du 26 octobre 2011 sur les établissements hospitaliers
810.111	Arrêté d'approbation du plan hospitalier du 26 juin 2002
810.111.6	Ordonnance du 24 juin 1981 concernant la gestion financière des hôpitaux subventionnés par l'Etat
810.112	Ordonnance du 30 avril 1996 concernant l'autorisation des hospitalisations extérieures
810.113	Ordonnance du 15 mars 2005 concernant l'acquisition et l'entretien des investissements des établissements hospitaliers
810.116	Ordonnance du 12 octobre 1994 fixant la composition, les attributions et le fonctionnement du comité des acquéreurs des services hospitaliers
810.23	Arrêté du 6 décembre 1978 concernant le service de pathologie de l'Hôpital régional de Delémont
810.31	Ordonnance du 8 mai 2001 concernant la Fondation pour l'Aide et les Soins à domicile
810.41	Loi du 16 juin 2010 sur l'organisation gériatrique
810.411	Ordonnance du 14 décembre 2010 sur l'organisation gériatrique
810.420	Ordonnance du 4 avril 2006 concernant le statut du personnel de la Résidence les Cerisiers à Miserez-Charmoille
810.511.1	Ordonnance du 1er février 1995 concernant les unités de soins psychiatriques

810.511.2	Ordonnance du 6 décembre 1978 sur le placement familial de patients des établissements psychiatriques cantonaux
810.512	Arrêté du Gouvernement du 8 décembre 1998 fixant le statut et l'organisation de l'Unité d'accueil psycho-éducative de Saint-Ursanne
810.515	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant l'internement de malades mentaux dans des établissements privés
810.91	Arrêté du Parlement du 6 décembre 1979 concernant la conclusion de conventions avec les cliniques rhumatologiques de Baden et de Rheinfelden
810.92	Arrêté du Parlement du 6 décembre 1979 concernant l'adhésion à la convention du 20 mars 1974 passée entre l'Institution Lavigny et les cantons de Berne, Fribourg, Genève, Neuchâtel, Tessin, Valais et Vaud
810.93	Arrêté du Parlement du 25 juin 1987 portant approbation de la convention relative au Centre valaisan de pneumologie à Montana
810.94	Arrêté du Parlement du 30 juin 1993 concernant la conclusion d'une convention intercantonale relative à la collaboration hospitalière entre le Canton de Berne et la République et Canton du Jura
810.95	Arrêté du Parlement du 18 décembre 1991 concernant la conclusion d'une convention intercantonale relative aux tarifs hospitaliers applicables aux patients hors Canton
810.961	Arrêté du Parlement du 25 juin 1997 concernant la conclusion d'une convention hospitalière avec le canton de Bâle-Ville
810.962	Arrêté du Parlement du 22 novembre 1995 concernant la conclusion d'une convention avec le Centre bâlois de réadaptation des personnes traumatisées médullaires et cérébro-lésées (REHAB)
810.971	Arrêté du Parlement du 20 décembre 1996 concernant la conclusion d'une convention avec l'Hôpital de la Ville de La Chaux-de-Fonds
810.98	Arrêté du Parlement du 26 novembre 2008 portant adhésion de la République et Canton du Jura à la médecine hautement spécialisée (CIMHS)
811	<i>Professions sanitaires</i>
811.111	Ordonnance du 2 octobre 2007 concernant l'exercice des professions de médecin, de dentiste, de chiropraticien et de vétérinaire
811.211	Ordonnance du 25 janvier 2011 concernant le service ambulancier
811.212	Ordonnance du 12 mars 1997 concernant l'exercice de la profession de chef de laboratoire d'analyses médicales
811.213	Ordonnance du 2 octobre concernant l'exercice des professions de la santé
811.821	Arrêté du Parlement du 31 mars 1988 portant création de l'Ecole de soins infirmiers de la République et Canton du Jura
811.891	Arrêté du Parlement du 6 décembre 1979 concernant l'adhésion à la convention du 20 mai 1976 entre les cantons et la Croix-Rouge suisse concernant la formation professionnelle du personnel infirmier, médico-technique et médico-thérapeutique

811.893	Arrêté du Parlement du 12 février 1981 concernant la conclusion d'une convention avec le canton de Berne portant, dans le domaine hospitalier, sur l'indemnisation de prestations scolaires aux habitants du canton voisin
811.894	Arrêté du Parlement du 10 mars 1983 concernant l'adhésion à la convention du 1er janvier 1977 liant l'Ecole d'infirmières en hygiène maternelle et pédiatrie "L'Abri" aux cantons de Vaud, Neuchâtel et Valais
811.923	Ordonnance du 6 décembre 1978 fixant les honoraires des médecins agissant pour le compte des autorités d'assistance
811.924	Ordonnance du 9 décembre 2008 concernant les tarifs du Centre médico-psychologique
811.941	Ordonnance du 24 juin 1997 sur les honoraires des médecins-vétérinaires agissant à la requête des autorités
811.981	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant les honoraires des sages-femmes
812	<i>Substances thérapeutiques, stupéfiants et poisons</i>
812.21	Loi du 14 décembre 1990 sur la vente des médicaments
812.41	Ordonnance du 5 décembre 2006 sur les pharmacies, les produits thérapeutiques et les stupéfiants
812.42	Ordonnance du 5 décembre 2006 sur les drogueries
812.51	Arrêté du 6 décembre 1978 concernant le tarif des fournitures de médicaments faites par les pharmaciens ou les médecins aux membres de caisses-maladie reconnues
812.52	Arrêté du 6 décembre 1978 concernant le tarif des médicaments délivrés par les pharmaciens ou médecins aux personnes assurées obligatoirement auprès de la Caisse nationale suisse d'assurance en cas d'accidents
812.81	Ordonnance du 6 décembre 1978 sur l'emploi de gaz toxiques pour la destruction des parasites dans les locaux d'habitation et de travail
814	<i>Protection de l'équilibre écologique</i>
814.01	Ordonnance du 30 janvier 1990 portant application de la loi fédérale du 7 octobre 1983 sur la protection de l'environnement
814.015	Loi du 24 mars 1999 sur les déchets
814.015.6	Décret du 24 mars 1999 sur le financement de la gestion des déchets
814.015.61	Arrêté du Gouvernement du 26 août 2008 concernant l'alimentation du fonds pour la gestion des déchets
814.02	Ordonnance du 12 décembre 2006 concernant les mesures de lutte contre la pollution de l'air par des poussières fines
814.12	Ordonnance du 11 décembre 2007 sur la protection des sols
814.21	Ordonnance du 6 décembre 1978 sur la protection des eaux
814.22	Ordonnance du 13 novembre 2001 sur les mesures de protection à prendre en cas d'événement impliquant des matières dangereuses

814.26	Décret du 6 décembre 1978 concernant les subventions de l'Etat en faveur de l'élimination des eaux usées et des déchets, ainsi que de l'approvisionnement en eau
814.81	Ordonnance du 10 juin 2008 portant application de la loi fédérale sur les produits chimiques
817	<i>Police des denrées alimentaires</i>
817.0	Loi du 22 septembre 1999 portant introduction de la loi fédérale du 9 octobre 1992 sur les denrées alimentaires et les objets usuels
817.014	Ordonnance du 29 janvier 2002 concernant la participation aux frais du contrôle des champignons
817.015	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant les distributeurs automatiques de denrées alimentaires
817.018	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant la mise en circulation et l'emploi de produits antiparasitaires, en particulier d'hydrocarbures chlorés persistants
817.190	Ordonnance du 30 juin 1998 concernant le contrôle des viandes
818	<i>Lutte contre les maladies</i>
818.16	Financement de la lutte contre les maladies
818.161.1	Ordonnance du 4 mars 1997 concernant les vaccins et vaccinations
818.166.11	Règlement du Fonds Helene-Welti du 6 décembre 1978
82	<i>Travail</i>
822	<i>Protection des travailleurs</i>
822.11	Loi du 9 novembre 1978 portant introduction de la loi fédérale du 13 mars 1964 sur le travail dans l'industrie, l'artisanat et le commerce
822.112.1	Ordonnance du 26 avril 1983 portant délégation des compétences du Département de l'Economie publique à l'inspecteur du Service des arts et métiers et du travail concernant les autorisations d'exploiter et les règlements d'entreprises
822.22	Ordonnance du 6 décembre 1978 sur la durée du travail et du repos des conducteurs professionnels de véhicules automobiles
822.31	Ordonnance du 23 août 1983 portant exécution de la loi fédérale du 20 mars 1981 sur le travail à domicile
823	<i>Marché du travail</i>
823.111	Ordonnance du 6 décembre 1978 portant exécution de la loi du 9 novembre 1978 sur le service de l'emploi et l'assurance-chômage
823.112	Ordonnance du 6 décembre 1978 portant introduction de l'assurance-chômage obligatoire selon l'arrêté fédéral du 8 octobre 1976
823.12	Loi du 14 décembre 1990 sur l'indemnisation des travailleurs victimes de la faillite de leur employeur

- 823.130 Arrêté du Gouvernement du 19 décembre 1989 portant introduction du secours de crise dans la République et Canton du Jura pour l'année 1990
- 823.131 Ordonnance du 6 décembre 1978 sur le secours de crise en faveur de chômeurs assurés
- 823.132 Arrêté du Gouvernement du 8 décembre 1987 concernant le secours de crise; adaptation des limites de gêne
- 823.32 Loi du 9 novembre 1978 portant encouragement de la constitution de réserves de crise par l'économie privée
- 823.321 Ordonnance du 6 décembre 1978 portant encouragement de la constitution de réserves de crise par l'économie privée
- 823.33 Loi du 22 décembre 1988 sur la constitution de réserves de crise bénéficiant d'allègements fiscaux
- 823.331 Ordonnance du 10 décembre 1991 sur la constitution de réserves de crise bénéficiant d'allègements fiscaux
- 823.4 Ordonnance du 18 décembre 2007 concernant l'organe de contrôle cantonal au sens de la loi fédérale sur le travail au noir
- 824 *Litiges, tribunaux du travail*
- 824.21 Loi du 9 novembre 1978 concernant la Chambre cantonale de conciliation

TABLE DES MATIERES

8	Santé, travail, sécurité sociale
83	<i>Assurances sociales</i>
831	<i>Assurance-vieillesse et survivants, assurance-invalidité</i>
831.10	Loi du 26 octobre 1978 portant introduction de la loi fédérale du 20 décembre 1946 sur l'assurance-vieillesse et survivants
831.101	Ordonnance d'exécution de la loi du 26 octobre 1978 portant introduction de la loi fédérale sur l'assurance-vieillesse et survivants, du 6 décembre 1978
831.102	Ordonnance du 24 septembre 1991 fixant l'organisation et les attributions de la commission de gestion de la Caisse de compensation de la République et Canton du Jura
831.20	Loi du 26 octobre 1978 portant introduction de la loi fédérale du 19 juin 1959 sur l'assurance-invalidité
831.202	Règlement de l'Office cantonal AI du 30 mai 1994
831.30	Loi du 9 décembre 1998 portant introduction à la loi fédérale sur les prestations complémentaires à l'assurance-vieillesse, survivants et invalidité (LiLPC)
831.301	Ordonnance du 23 novembre 2010 sur les prestations complémentaires à l'assurance-vieillesse, survivants et invalidité
832	<i>Assurance en cas de maladie et d'accidents</i>
832.011.3	Arrêté du Gouvernement du 23 août 1988 concernant la convention tarifaire conclue entre la Société médicale jurassienne et la Fédération cantonale des caisses-maladie
832.011.4	Arrêté du Gouvernement du 8 novembre 1994 concernant la convention conclue entre la Société suisse de pharmacie (SSPh), le Concordat des caisses-maladie suisses (CCMS) et la Fédération jurassienne des caisses-maladie (FCMJ)
832.041.5	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant l'assurance-maladie et accidents des apprentis
832.041.51	Arrêté du Gouvernement du 12 juin 1984 modifiant le montant de l'indemnité journalière de l'assurance-maladie des apprentis
832.10	Loi du 20 décembre 1996 portant introduction de la loi fédérale sur l'assurance-maladie (LiLAMal)
832.11	Loi du 16 juin 2010 sur le financement des soins
832.111	Ordonnance du 7 décembre 2010 sur le financement des soins
832.112	Ordonnance du 30 mars 2011 fixant la part cantonale à la rémunération des prestations hospitalières pour l'année 2012
832.114	Ordonnance du 6 décembre 1978 portant exécution de la loi du 9 novembre 1978 concernant l'assurance en cas de maladie

832.115	Ordonnance du 25 octobre 2011 concernant la réduction des primes dans l'assurance-maladie
832.115.1	Arrêté du Gouvernement du 2 novembre 2011 concernant la réduction des primes dans l'assurance-maladie pour l'année 2012
832.116	Ordonnance du 25 février 2003 portant exécution de l'ordonnance fédérale sur la limitation de l'admission des fournisseurs de prestations à pratiquer à la charge de l'assurance-maladie obligatoire
832.20	Loi du 27 octobre 1983 portant introduction de la loi fédérale du 20 mars 1981 sur l'assurance-accidents
832.200	Arrêté du Gouvernement du 6 mars 1984 concernant la désignation de l'autorité compétente au sens de l'article 86 de la loi fédérale sur l'assurance-accidents
832.25	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant les déclarations et enquêtes en matière d'accidents qui frappent des personnes assurées auprès de la Caisse nationale suisse
832.311	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant les dépôts d'explosifs
832.312	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant la garde d'explosifs dits de sûreté
836	<i>Allocations familiales</i>
836.1	Loi du 25 juin 2008 portant introduction à la loi fédérale sur les allocations familiales (LiLAFam)
836.11	Ordonnance du 25 novembre 2008 fixant les modalités de la surcompensation entre les caisses de compensation pour allocations familiales
837	<i>Assurance-chômage</i>
837.0	Loi du 6 décembre 2000 portant introduction de la loi fédérale sur le service de l'emploi et la location de services et de la loi fédérale sur l'assurance-chômage obligatoire et de l'indemnité en cas d'insolvabilité
837.021	Règlement de la commission tripartite chargée de conseiller les offices régionaux de placement de la République et Canton du Jura, du 10 décembre 1996
837.022	Ordonnance du 18 juin 1997 concernant la compétence des offices régionaux de placement
837.03	Ordonnance du 23 août 1988 fixant le statut et l'organisation de la Caisse publique de chômage de la République et Canton du Jura
837.04	Loi du 6 décembre 2000 sur les mesures cantonales en faveur des demandeurs d'emploi
837.041	Ordonnance du 16 janvier 2001 sur les mesures cantonales en faveur des demandeurs d'emploi
837.042	Ordonnance du 26 mars 2002 concernant la commission de coordination des mesures cantonales en faveur des demandeurs d'emploi

84 *Habitat***841 *Logements à caractère social***

- 841.1 Arrêté du Gouvernement du 17 juillet 1979 portant exécution de la législation fédérale sur l'encouragement à la construction de logements
- 841.4 Arrêté du 6 décembre 1978 portant mise à disposition de moyens financiers en vue de mesures destinées à améliorer le logement dans les régions de montagne
- 841.41 Circulaire aux communes qui, selon le cadastre fédéral de la production agricole, sont situées totalement ou partiellement dans la région de montagne, du 6 décembre 1978
- 841.42 Arrêté du Gouvernement du 7 juillet 1981 concernant le rangement des communes en vue de la fixation de leur part de la subvention concernant l'amélioration du logement dans les régions de montagne pour les années 1981 - 1982

843 *Maintien de locaux d'habitation*

- 843.11 Ordonnance du 6 décembre 1978 sur le maintien de locaux d'habitation

844 *Amélioration de l'offre de logements*

- 844.1 Loi du 31 mars 1988 concernant l'amélioration du marché du logement
- 844.12 Décret du 13 décembre 1991 encourageant la construction et la rénovation de logements à caractère social

85 *Aide sociale***850 *Dispositions générales***

- 850.1 Loi du 15 décembre 2000 sur l'action sociale
- 850.11 Décret du 21 novembre 2001 concernant les institutions sociales
- 850.111 Ordonnance du 30 avril 2002 sur l'action sociale
- 850.111.1 Arrêté du Gouvernement du 8 novembre 2005 fixant les normes applicables en matière d'aide sociale
- 850.112 Ordonnance du 30 avril 2002 concernant les institutions sociales

851 *Aide au recouvrement, avance et versement provisionnel de contributions d'entretien*

- 851.1 Loi du 21 juin 2000 sur l'aide au recouvrement, l'avance et le versement provisionnel de contributions d'entretien

851.11	Ordonnance du 5 décembre 2000 concernant l'avance et le versement provisionnel de contributions d'entretien
851.111	Arrêté du Gouvernement du 12 décembre 2006 portant adaptation des limites de revenu et de fortune ainsi que du montant maximal des avances en matière d'avance et de versement provisionnel de contributions d'entretien
852	<i>Homes et institutions de prévoyance et d'aide sociale</i>
852.91	Arrêté du Gouvernement du 19 juin 1979 portant adhésion de la République et Canton du Jura à la convention intercantonale relative à la couverture des frais entraînés par l'accueil dans des institutions spécialisées d'enfants, d'adolescents et d'adultes placés hors de leur canton de domicile
852.92	Arrêté du Parlement du 23 octobre 1986 portant adhésion de la République et Canton du Jura à la convention intercantonale sur le remboursement de l'excédent des charges d'exploitation et la collaboration en faveur des institutions pour enfants et adolescents de même que des institutions pour handicapés (Convention relative aux institutions)
852.93	Arrêté du Parlement du 26 octobre 2005 portant adhésion de la République et Canton du Jura à la convention relative aux institutions sociales (CIIS)
853	<i>Enfants placés et politique de la jeunesse</i>
853.11	Ordonnance du 30 avril 2002 concernant le placement d'enfants
853.21	Loi du 22 novembre 2006 sur la politique de la jeunesse
853.211	Ordonnance du 8 avril 2008 sur la politique de la jeunesse
856	<i>Aide, fondations</i>
856.91	Arrêté du 6 décembre 1978 portant création d'une fondation "Oeuvre jurassienne de secours"
856.911	Règlement du 6 décembre 1978 concernant l'organisation et l'administration de la fondation "Oeuvre jurassienne de secours"
856.93	Arrêté du Gouvernement du 5 février 1980 concernant la création du "Secours jurassien d'hiver"
857	<i>Financement</i>
857.1	Décret du 21 novembre 2001 sur la répartition des dépenses de l'action sociale
859	<i>Centres de consultation en matière de grossesse</i>
859.11	Arrêté du Gouvernement du 14 janvier 1998 portant reconnaissance de l'association "Centre jurassien de planning familial et de consultation en matière de grossesse" en qualité de centre de consultation en matière de grossesse et de planisme familial

87	<i>Protection contre les incendies et les dommages dus aux éléments</i>
871	<i>Prévention des incendies</i>
871.1	Loi du 21 novembre 2007 sur la protection contre les incendies et les dangers naturels
871.11	Ordonnance du 18 novembre 2008 sur la protection contre les incendies et les dangers naturels et sur le ramonage
871.111	Arrêté fixant le tarif des émoluments perçus par l'Etablissement cantonal d'assurance immobilière et de prévention (ECA Jura) en matière de prescriptions incendie et de dangers naturels
873	<i>Assurances</i>
873.11	Loi du 6 décembre 1978 sur l'assurance immobilière
873.111	Décret du 6 décembre 1978 concernant l'assurance immobilière
873.111.1	Arrêté du Gouvernement du 14 septembre 2010 fixant le taux de la contribution des compagnies d'assurances sur le mobilier pour la prévention et la lutte contre les sinistres
873.112.1	Ordonnance du 6 mars 1979 relative à la commission de l'Etablissement d'assurance immobilière
873.21	Loi du 6 décembre 1978 sur l'assurance mobilière contre l'incendie
873.211	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant l'assurance mobilière contre l'incendie
873.261	Contrat du 8 février 2010 concernant l'application de l'assurance mobilière obligatoire contre l'incendie dans le canton du Jura
874	<i>Fonds des dommages causés par les éléments</i>
874.1	Décret du 6 décembre 1978 concernant le fonds des dommages causés par les éléments
874.11	Ordonnance du 2 avril 1985 fixant les subsides ordinaires à prélever sur le fonds des dommages causés par les éléments
875	<i>Défense contre le feu et lutte contre les dommages dus aux éléments</i>
875.1	Loi du 18 octobre 2000 sur le service de défense contre l'incendie et de secours
875.11	Ordonnance du 13 novembre 2001 sur le service de défense contre l'incendie et de secours
875.112	Ordonnance du 19 janvier 2010 concernant le nombre d'arrondissements d'inspection des services de défense contre l'incendie et de secours
875.121	Ordonnance du 13 novembre 2001 concernant les centres de renfort

Loi sanitaire

du 14 décembre 1990

Le Parlement de la République et Canton du Jura,

vu les articles 25 à 28 de la Constitution cantonale¹⁾,

arrête :

CHAPITRE PREMIER : Champ d'application

Buts	Article premier ¹ La présente loi a pour but de contribuer à la promotion, à la protection et à la sauvegarde de la santé de la population, dans le respect de la liberté, la dignité et l'intégrité de la personne humaine, et d'encourager la responsabilité individuelle et collective dans le domaine de la santé
Définition	² La santé consiste en un état de bien-être physique, mental et social; elle relève des droits de la personne.
Moyens	Art. 2 ¹ Aux fins définies à l'article premier, la présente loi régit la promotion et la protection de la santé, l'exercice de la police sanitaire et les soins. ² La législation fédérale ainsi que les conventions intercantionales et internationales demeurent réservées.

CHAPITRE II : Promotion et protection de la santé

SECTION 1 : Principes généraux

Responsabilité personnelle	Art. 3 ¹ Chacun s'efforce de maintenir et de protéger sa santé, dans la mesure où il peut maîtriser les facteurs qui l'influencent. Nul ne doit être indifférent à celle d'autrui.
-------------------------------	--

² Les efforts consentis par l'Etat, les communes et les milieux privés pour promouvoir la santé et mettre à disposition de la population des établissements et services de soins suffisants ne sauraient délier quiconque de sa responsabilité personnelle.

Activités de l'Etat **Art. 4** ¹ L'Etat favorise la promotion de la santé, notamment par des mesures d'éducation, de prévention et d'information.

² Il organise la lutte contre les épidémies et les maladies transmissibles.

³ Pour atteindre ces objectifs, l'Etat collabore avec les communes, les organisations et les professionnels concernés.

SECTION 2 : Prévention et éducation à la santé

Principe **Art. 5** ¹ L'Etat promeut et encourage la prévention, afin de préserver la santé individuelle et collective.

² Il favorise notamment l'éducation à la santé au sein de la population et plus particulièrement de la jeunesse.

Programme **Art. 6** Le Service de la santé définit, en collaboration avec les milieux concernés, un programme pluriannuel de prévention. Celui-ci est soumis à l'approbation du Département de la Santé et des Affaires sociales (dénommé ci-après : "Département").

Prévention dans les écoles **Art. 7** ¹ Le Service de l'enseignement et le Service de la formation professionnelle organisent l'éducation à la santé, en collaboration avec le Service de la santé.

² L'éducation à la santé dispensée dans les écoles a pour but :

- a) de familiariser les élèves avec les risques menaçant leur santé;
- b) de promouvoir un comportement adéquat;
- c) d'inciter chacun à assumer sa responsabilité personnelle.

³ Le Département de l'Education et le Département de l'Economie insèrent l'éducation à la santé dans les programmes obligatoires des écoles qui relèvent de leur compétence.

Moyens

Art. 8 ¹ La prévention est réalisée, notamment par :

- a) la diffusion d'informations touchant au maintien et à la protection de la santé;
- b) le soutien apporté aux activités de prévention déployées par les ligues de santé et autres institutions privées;
- c) la collaboration active avec les dispensateurs de soins;
- d) l'activité des responsables de l'éducation à la santé, en particulier de la médecine et de la médecine dentaire scolaires et de la police sanitaire;
- e) le soutien apporté à la création et au fonctionnement de centres de santé régionaux;
- f) la lutte contre les toxicomanies (tabac, alcool, stupéfiants, médicaments);
- g) les mesures visant à réduire les accidents;
- h) l'encouragement à la pratique populaire du sport;
- i) la promotion et le soutien de la recherche en matière de prévention.
- j) ²⁸⁾ le dépistage précoce des problèmes de santé;
- k) ²⁸⁾ la recherche épidémiologique.

² L'Etat collabore avec tous les milieux intéressés. Il veille à la coordination et à l'utilisation judicieuse des ressources humaines et matérielles existantes.

Registres et statistiques

Art. 8a ²⁸⁾ ¹ L'Etat peut mettre en place des registres, des statistiques et d'autres moyens de mesure destinés au dépistage précoce des problèmes de santé et à la recherche épidémiologique.

² Les dispensateurs de soins sont tenus de participer à l'établissement des registres, des statistiques et des autres moyens de mesure en fournissant les données nécessaires, conformément à l'alinéa 3 et aux instructions de l'autorité compétente.

³ Excepté les cas dans lesquels a été délivrée une autorisation habilitant à recevoir communication de données qui n'ont pas été rendues anonymes, conformément à l'ordonnance fédérale du 14 juin 1993 concernant les autorisations de lever le secret professionnel en matière de recherche médicale³⁰⁾, et ceux dans lesquels le secret médical a été levé, les données personnelles sont communiquées après avoir été rendues anonymes.

SECTION 3 : Lutte contre les maladies transmissibles, dangereuses ou très répandues

Autorité
compétente

Art. 9 ¹ Les mesures de lutte contre les maladies transmissibles, dangereuses ou très répandues, incombant au Canton en vertu du droit fédéral²⁾, sont du ressort du Service de la santé et en particulier du médecin cantonal.

² Au besoin, le Gouvernement peut compléter la liste des maladies transmissibles, dangereuses ou très répandues, établie par les autorités fédérales.

³ Les dispensateurs de soins ont l'obligation de signaler au médecin cantonal les cas de maladies transmissibles et dangereuses enregistrés, conformément au droit fédéral²⁾.

Subvention

Art. 10 L'Etat peut subventionner les institutions, publiques ou privées, créées dans le but :

- a) d'assumer la prophylaxie des maladies transmissibles;
- b) de prendre en charge, de traiter les personnes atteintes et d'éviter leur exclusion sociale;
- c) d'assister les personnes soignées ambulairement.

Vaccinations et
analyses

Art. 11 ¹ Le Gouvernement dresse la liste des vaccinations et des analyses contre les maladies transmissibles en complément de celle qu'a établie le Conseil fédéral.

² Il en détermine le financement et le caractère facultatif ou obligatoire.

SECTION 4 : Financement

Principe

Art. 12²¹⁾ La prévention, l'éducation à la santé et la lutte contre les maladies transmissibles, dangereuses ou très répandues, sont financées par l'Etat.

Compétences²¹⁾

Art. 13²²⁾ ¹ Le Service de la santé arrête, dans le cadre des limites budgétaires, les montants utilisés aux fins de prévention, d'éducation à la santé et de lutte contre les maladies transmissibles, dangereuses ou très répandues.

² Il établit chaque année un rapport à l'attention du Gouvernement sur les actions entreprises.

Demande de
subsidés²¹⁾

Art. 14²¹⁾ ¹ Les demandes de subsidés en vue de financer des activités en matière de prévention, d'éducation à la santé et de lutte contre les maladies transmissibles, dangereuses ou très répandues, doivent être adressées au Service de la santé.

² Le Service de la santé instruit le dossier et statue sur la demande.

³ Sa décision est sujette à opposition et à recours, conformément aux dispositions du Code de procédure administrative⁴⁾.

Art. 15²³⁾

SECTION 5 : Autres mesures de protection

Catastrophes

Art. 16 L'Etat se donne les moyens de faire face aux catastrophes naturelles et écologiques et aux accidents majeurs.

Service sanitaire
coordonné

Art. 17 Le Service de la santé est responsable de l'organisation du service sanitaire coordonné au sens de la législation fédérale³⁾.

Renvoi

Art. 18 La lutte et la prévention contre les effets nuisibles à la santé de l'homme et à son environnement sont régies par la législation fédérale et cantonale qui concerne notamment :

- a) la protection de l'environnement;
- b) les conditions de travail;
- c) les denrées alimentaires et les substances toxiques;
- d) la qualité de vie des individus.

CHAPITRE III : Police sanitaire

Objectif

Art. 19 ¹ La police sanitaire vise à prévenir, à supprimer et à éviter les dangers menaçant la santé humaine.

² Toute intervention d'un organe de police sanitaire doit reposer sur une base légale et être proportionnée à l'ampleur du danger concret.

Tâches
communales

Art. 20 ¹ Le Gouvernement définit, par voie d'ordonnance, les tâches des autorités communales en matière de police sanitaire.

² Les autorités communales sont notamment chargées, dans les limites fixées par la législation, des attributions suivantes :

- a) le maintien de la salubrité des bâtiments et lieux publics;
- b) le contrôle de la salubrité de l'habitat;
- c) la surveillance des conditions d'hygiène dans les restaurants, magasins, commerces, ateliers et usines;
- d) la participation aux contrôles des denrées alimentaires et des produits toxiques;
- e) la distribution d'eau potable;
- f) le contrôle des viandes;
- g) la participation aux mesures de lutte contre les maladies transmissibles;
- h) la sépulture ou la crémation des personnes décédées;
- i) l'élimination des eaux usées et des déchets.

³ Les communes peuvent se grouper en vue d'accomplir ces tâches.

Moyens

Art. 21 ¹ L'autorité communale accomplit ses tâches de police sanitaire en procédant aux contrôles et inspections nécessaires.

² Le cas échéant, elle donne les instructions permettant d'éliminer les risques constatés menaçant la santé.

³ L'autorité prend les décisions contraignantes qui s'imposent conformément au Code de procédure administrative⁴⁾. L'article 23 demeure réservé.

Tâches de l'Etat

Art. 22 ¹ L'Etat assume les tâches de police sanitaire qui lui sont dévolues par la législation.

² Il donne les directives techniques et dispense la formation nécessaires aux responsables communaux.

Danger imminent

Art. 23 Si un danger pour la santé, grave, imminent et impossible à détourner autrement, est établi, le Département prend toutes les mesures indispensables. Il peut en particulier :

- a) interdire ou suspendre des activités;

- b) évacuer ou interdire l'accès à des immeubles, installations ou à d'autres zones dangereuses du territoire;
- c) interdire ou limiter la circulation des personnes et des biens;
- d) informer la population en cas de catastrophe.

CHAPITRE IV : Soins

SECTION 1 : Dispositions générales et droits des patients

Dispensateurs
de soins²⁷⁾

Art. 24 ¹ Les dispensateurs de soins relèvent du secteur public (art. 33 à 41) ou du secteur privé (art. 42 à 58).

² Ils dispensent les soins conformément aux règles qui suivent et veillent au respect et à la dignité de la personne soignée.

³ ...²⁶⁾

Médiateur

Art. 24a²⁵⁾ ¹ Le Gouvernement nomme un médiateur auquel les patients peuvent s'adresser pour se plaindre d'une violation des droits qui leur sont reconnus dans la présente section ou lui soumettre un litige relatif à ces droits les opposant à un établissement hospitalier ou médico-social.

² Une ordonnance du Gouvernement fixe le détail de la procédure de médiation, le rôle du médiateur et son statut.

Droit aux soins

Art. 25 Dans les limites des moyens disponibles, chacun a droit aux soins qu'exige son état de santé.

Droit à
l'information

Art. 26²⁷⁾ ¹ Afin de pouvoir donner son consentement aux soins de manière libre et éclairée et d'en faire un bon usage, chaque patient a le droit d'être informé de façon simple et compréhensible sur :

- a) son état de santé et le diagnostic médical;
- b) les examens, les traitements et les interventions possibles; leurs bienfaits et les risques éventuels;
- c) les moyens de conservation de la santé et de prévention des maladies;
- d) les conséquences économiques du traitement.

² L'information peut exceptionnellement être soustraite au patient lorsqu'il y a de bonnes raisons de penser qu'elle lui causerait un dommage grave et que des effets positifs évidents ne peuvent en être attendus; en outre, sur leur demande expresse, les patients ont le droit de ne pas être informés.

³ Chaque patient reçoit, lors de son admission dans un établissement hospitalier ou médico-social, une information écrite sur ses droits et ses devoirs, ainsi que sur les conditions de son séjour.

Consentement
libre et éclairé
a) Personne
capable de
discernement

Art. 26a²⁵⁾ ¹ Aucun soin ne peut être fourni et aucun examen clinique ne peut être subi sans le consentement libre et éclairé du patient concerné capable de discernement, qu'il soit majeur, mineur ou interdit, sauf si des intérêts vitaux de la collectivité l'exigent.

² En cas de soins usuels et non invasifs, le consentement du patient peut être tacite.

³ Un patient capable de discernement peut à tout moment refuser ou interrompre des soins ou quitter un établissement. Le dispensateur de soins a alors le droit de lui demander de confirmer sa décision par écrit après l'avoir clairement informé des risques ainsi encourus. Sont réservées, les dispositions concernant la privation de liberté à des fins d'assistance.

b) Directives
anticipées et
représentant
thérapeutique
1. Principe

Art. 26b²⁵⁾ ¹ Toute personne capable de discernement peut rédiger des directives anticipées sur le type de soins qu'elle désire recevoir ou non dans des situations données où elle ne serait plus en mesure d'exprimer sa volonté.

² Toute personne qui n'a pas déjà un représentant légal peut, de la même manière, désigner un représentant thérapeutique chargé de se prononcer à sa place sur le choix des soins à lui prodiguer dans les circonstances décrites à l'alinéa premier. Les relations entre la personne concernée et son représentant thérapeutique sont régies par les règles du contrat de mandat gratuit.

³ Les directives anticipées peuvent être modifiées ou annulées à tout moment par leur auteur sans limitation de forme.

2. Effets

Art. 26c²⁵⁾ ¹ Chaque dispensateur de soins doit respecter la volonté que le patient a exprimée dans des directives anticipées, si ce dernier se trouve dans une situation qu'elles prévoient.

² Si le patient a désigné un représentant thérapeutique, le dispensateur de soins doit lui fournir les informations nécessaires conformément à l'article 26 et obtenir son accord.

³ Lorsque le dispensateur de soins est fondé à penser que les directives anticipées ne correspondent plus à la volonté actuelle du patient ou qu'il existe un conflit d'intérêts entre le patient et son représentant thérapeutique, il doit saisir l'autorité tutélaire. En cas d'urgence, le dispensateur de soins doit agir conformément aux intérêts objectifs du patient, en tenant compte de la volonté présumée de celui-ci.

c) Personne incapable de discernement

Art. 26d²⁵⁾ ¹ Si le patient est incapable de discernement, le dispensateur de soins doit rechercher s'il a rédigé des directives anticipées ou désigné un représentant thérapeutique. En l'absence de ces directives ou de représentant thérapeutique, le dispensateur de soins doit obtenir l'accord de son représentant légal ou, à défaut, recueillir l'avis de ses proches après leur avoir fourni les informations nécessaires conformément à l'article 26.

² Lorsque la décision du représentant thérapeutique ou du représentant légal met en danger la santé du patient, le dispensateur de soins doit saisir l'autorité tutélaire.

³ En cas d'urgence ou en l'absence d'un représentant légal, le dispensateur de soins doit agir conformément aux intérêts objectifs du patient, en tenant compte de la volonté présumée de celui-ci.

Libre choix

Art. 27 ¹ Chacun a le droit de s'adresser au dispensateur de soins de son choix.

² L'accès aux soins et aux établissements publics cantonaux est garanti indépendamment de la situation socio-économique de la personne soignée.

³ Sont réservées les dispositions légales, conventionnelles et tarifaires des assurances sociales.

Accès au dossier **Art. 28** ¹ Chacun a le droit de connaître les données objectives de son dossier personnel indiquant les résultats des investigations, le diagnostic et les soins qu'il a reçus, sous réserve des dispositions de la loi sur la protection des données à caractère personnel⁽⁶⁾.

² Sont exclues du dossier les pièces qui appartiennent à la sphère privée protégée des dispensateurs de soins.

³ La personne soignée peut exiger que soient transmises les données objectives de son dossier lorsqu'elle se confie à un autre dispensateur de soins, ou peut en interdire la transmission.

⁴ Le cas échéant, le nouvel intervenant veille, dans la mesure du possible, à assurer la continuité du traitement et à éviter la répétition inutile d'examens.

Mesures de
contrainte

Art. 28a⁽²⁵⁾ ¹ Toute mesure de contrainte à l'égard des patients est en principe interdite. Demeurent réservées les mesures du droit pénal et civil en matière de mesures de sûreté et de privation de liberté à des fins d'assistance.

² A titre exceptionnel et, dans la mesure du possible après en avoir discuté avec le patient, son représentant thérapeutique, son représentant légal ou ses proches, le médecin responsable d'un établissement hospitalier ou médico-social peut, après consultation de l'équipe soignante, imposer pour une durée limitée des mesures de contrainte strictement nécessaires à la prise en charge d'un patient capable de discernement ou incapable de discernement lorsque ces mesures vont à l'encontre de sa volonté présumée :

- a) si le comportement du patient présente un danger grave pour sa sécurité ou sa santé ou pour celle d'autres personnes et
- b) si d'autres mesures moins restrictives de la liberté personnelle ont échoué ou n'existent pas.

³ On entend par mesure de contrainte, au sens de l'alinéa précédent, l'isolement, la contention et la limitation des contacts avec l'extérieur.

⁴ Le médecin responsable peut déléguer cette prérogative à un autre dispensateur de soins de l'établissement.

Modalités et
protection des
patients

Art 28b²⁵⁾ ¹ Pendant toute la durée des mesures de contrainte, l'équipe soignante veille sur le patient d'une manière particulièrement attentive. La situation fait l'objet d'une réévaluation plusieurs fois par jour. Un protocole comprenant au moins le but, la durée et le type de chaque mesure utilisée, ainsi que le nom de la personne responsable et le résultat des réévaluations successives est inséré dans le dossier du patient et dans un registre mis à disposition de la commission de surveillance des droits des patients.

² La personne concernée, son représentant thérapeutique, son représentant légal, ses proches ou un conseiller accompagnant peuvent s'adresser au médecin cantonal pour demander l'interdiction ou la levée des mesures de contrainte. Le médecin cantonal décide si la plainte a effet suspensif dès réception de celle-ci.

³ Le médecin cantonal rend sa décision dans les cinq jours ouvrables suivant le dépôt de la plainte; il en remet une copie à la commission de surveillance des droits des patients. La procédure d'opposition au sens des articles 94 et suivants du Code de procédure administrative n'est pas ouverte. La décision du médecin cantonal peut être portée par voie de recours, dans les dix jours auprès du président de la Chambre administrative du Tribunal cantonal.

Commission de
surveillance des
droits des
patients

Art. 28c²⁵⁾ ¹ Afin d'assurer le respect des dispositions légales relatives aux droits des patients, le Gouvernement nomme une commission ayant pour mandat de surveiller, sous cet angle, les établissements hospitaliers et médico-sociaux. Les tâches de la commission sont notamment les suivantes :

- a) émettre des directives et des instructions et, sur demande, prodiguer des conseils;
- b) veiller au respect des règles d'éthique médicale et des soins dans les établissements;
- c) instruire et statuer sur les cas de violation des dispositions des droits des patients dont elle prend connaissance par elle-même ou qui lui sont dénoncés sur plainte; demeure réservée la compétence du médecin cantonal de statuer sur les plaintes relatives aux mesures de contrainte (art. 28b, al. 2);
- d) procéder à des inspections et à des contrôles destinés à assurer le respect des dispositions générales relatives aux droits des patients.

² Lorsqu'elle statue au sens de l'alinéa 1, lettre c, la commission constate l'existence ou l'inexistence d'une violation des dispositions légales conférant des droits au patient et propose aux autorités compétentes les mesures utiles propres à éviter de nouvelles infractions à ces dispositions.

³ Une ordonnance du Gouvernement règle la composition de la commission. Celle-ci comprend au moins une personne représentative des patients, un représentant des professions médicales, un représentant des professions de la santé et un juriste. Le Gouvernement règle en outre le détail de ses compétences et la procédure de plainte. Le médiateur nommé conformément à l'article 24a est membre de cette commission, avec voix consultative.

Médiation et
plainte à la
commission de
surveillance des
droits des
patients

Art. 28d²⁵⁾ Toute personne séjournant en établissement hospitalier ou médico-social, son représentant légal ou thérapeutique ou ses proches peuvent s'adresser au médiateur ou déposer une plainte auprès du médecin cantonal (art. 28b, al. 2) ou de la commission de surveillance des droits des patients (art. 28c, al. 1, lettre c).

Soins palliatifs

Art. 29 La personne en fin de vie a droit à des soins spécifiques, de manière à vivre dans le maximum de bien-être physique et psychique.

Essais cliniques

Art. 30¹ Aucun essai clinique ne peut être effectué sans le consentement des personnes concernées. Le consentement est donné conformément aux articles 26a et suivants.²⁷⁾

² Si la personne concernée est incapable de discernement, un essai clinique ne peut être entrepris que s'il vise à produire un effet bénéfique sur son état de santé.

Prélèvement
de matériel
biologique

Art. 30a²⁵⁾ Un échantillon de matériel biologique d'origine humaine ne peut être utilisé qu'aux fins approuvées par la personne concernée et dans le respect de ses droits de la personnalité. Il doit en principe être détruit après utilisation, sous réserve d'une décision contraire de la personne concernée et de la législation spéciale en la matière.

Prélèvements
et dons
d'organes²⁷⁾

Art. 31¹ Les prélèvements de tissus et d'organes d'une personne décédée sont autorisés moyennant le consentement exprès du défunt ou de ses proches.

² L'Etat soutient des campagnes d'information concernant les dons d'organes et encourage chacun à donner de son vivant son accord en vue d'un tel don.

Autopsie

Art. 32 ¹ L'autopsie n'est autorisée que si le défunt ou ses proches parents y ont consenti, ou si l'intérêt de la santé publique l'exige, notamment dans le domaine de l'épidémiologie. Le cas échéant, le médecin cantonal délivre l'autorisation.

² L'autopsie a lieu dans un hôpital ou un établissement aménagé à cet effet.

³ La législation pénale demeure réservée.

⁴ Les proches parents peuvent obtenir le résultat de l'autopsie, sauf si le défunt s'y est opposé.

SECTION 2 : Soins du secteur public

1. Principes
a) Autorisation

Art. 33 Les soins qui relèvent du secteur public, y compris les soins à domicile, sont dispensés par des établissements et institutions dont l'ouverture et l'exploitation sont soumises à autorisation; l'autorisation précisera notamment les exigences en matière de locaux, d'équipements et de qualification du personnel soignant.

b) Planification
sanitaire

Art. 34 ¹ L'Etat organise et coordonne l'ensemble du système des soins du secteur public.

² Le nombre et la capacité des établissements de soins, ainsi que les types de soins qui y sont dispensés, font l'objet d'un plan sanitaire qui tient compte des besoins de la population, des structures bâties existantes, des ressources financières des collectivités responsables et des possibilités de soins du secteur privé. Ce plan est approuvé par le Parlement.

³ Dans son plan sanitaire, l'Etat tient compte de la complémentarité des services de soins et favorise les prises en charge qui permettent de réduire les placements en institutions et correspondent aux besoins des personnes soignées.

⁴ L'organisation gérontologique fait l'objet d'une planification particulière arrêtée par le Gouvernement.³²⁾

2. Soins à domicile
Mission

Art. 35 Les services de soins à domicile ont pour but d'offrir à la population, à tous les âges de la vie, des soins qui permettent la promotion de la santé, le maintien à domicile des malades et handicapés et l'accompagnement des personnes en fin de vie.

Organisation
locale ou
régionale

Art. 36 ¹ Les services de soins à domicile relèvent du droit public ou privé.

² Leurs tâches sont les suivantes :

- a) la dispensation des soins à domicile en collaboration avec le médecin traitant;
- b) la promotion de la santé, notamment par des actions de prévention et d'éducation;
- c) l'engagement du personnel;
- d) la gestion administrative du service;
- e) la collaboration avec l'entourage du patient et les autres intervenants à domicile (médecins, aides familiales, aides de ménage, assistants sociaux, ligues de santé, etc.).

Organisation
cantonale
a) Tâches du
Département

Art. 37 ¹ L'Etat favorise le maintien à domicile. Il promeut, organise et coordonne les services nécessaires.

² Le Département établit une planification cantonale qui définit le rayon d'activité de chaque service, de manière à :

- a) desservir chaque commune;
- b) ³³⁾ institutionnaliser la collaboration de chaque service avec un établissement médico-social et/ou une division gériatrique hospitalière (unités d'accueil temporaire) pour la prise en charge des personnes âgées et des handicapés;
- c) assurer la collaboration avec les autres divisions hospitalières ou d'autres institutions.

b) Tâches du
Service de la
santé

Art. 38 Le Service de la santé est chargé :

- a) de la surveillance générale des services de soins à domicile;
- b) de l'application et du respect de la planification cantonale;
- c) de l'approbation des comptes et budgets des services;
- d) de la fixation du statut et des conditions de travail du personnel;
- e) de l'approbation des effectifs des services;

- f) de la détermination des principes et des tarifs de facturation aux patients;
- g) de la conclusion d'une convention-cadre avec les caisses-maladie sous réserve de l'approbation du Gouvernement;
- h)³³⁾ de la détermination des directives et/ou de la ratification des conventions de collaboration entre les établissements hospitaliers, les établissements médico-sociaux ou d'autres services de soins;
- i) de la coordination générale des soins à domicile avec les autres services publics ou privés concernés.

Financement **Art. 39**²¹⁾ L'Etat assume le financement des soins à domicile.

Délégation **Art. 40** ¹ Le Gouvernement règle par voie d'ordonnance les modalités de surveillance, de subventionnement et de gestion des services de soins à domicile.

² ...⁷⁾

3. Etablissements hospitaliers **Art. 41**³³⁾ La construction et l'exploitation des établissements hospitaliers sont régies par la loi sur les établissements hospitaliers⁸⁾.

SECTION 3 : Soins du secteur privé

1. Principes **Art. 42** ¹ La liberté de dispenser des soins à titre privé est garantie.

² L'ouverture et l'exploitation d'institutions privées dispensant des soins, ainsi que l'exercice des professions sanitaires déterminées par la loi, sont soumis à autorisation dans le but de protéger le public.

2. Hôpitaux privés **Art. 43** ¹ L'ouverture et l'exploitation d'un hôpital privé sont soumises à autorisation en vertu de la loi sur les établissements hospitaliers⁸⁾ ³³⁾.

² L'activité des hôpitaux privés est prise en compte dans la planification des services de soins publics (art. 34).

3. Professions sanitaires
a) Définition **Art. 44** Les professions sanitaires englobent les professions médicales et les professions de la santé.

Professions
médicales

Art. 45²⁹⁾ Les professions médicales sont les suivantes :

- a) médecin;
- b) vétérinaire;
- c) dentiste;
- d) pharmacien;
- e) chiropraticien.

Professions de
la santé

Art. 46¹ Les professions réglementées de la santé sont les suivantes :

- a) ambulancier;
- b) chef de laboratoire d'analyses médicales;
- c) ...³¹⁾
- d) diététicien;
- e) droguiste;
- f) ergothérapeute;
- g) infirmier;
- h) logopédiste-orthophoniste;
- i) opticien;
- j)²⁹⁾ podologue, pédicure-podologue;
- k) physiothérapeute;
- l) psychomotricien;
- m)¹⁷⁾ psychologue-psychothérapeute;
- n) sage-femme;
- o) technicien-dentiste;
- p)¹⁸⁾ ostéopathe;
- q)¹⁸⁾ masseur médical;
- r)¹⁸⁾ hygiéniste dentaire.

² Le Gouvernement peut soumettre, par voie d'ordonnance, l'exercice d'autres professions de la santé à l'octroi d'une autorisation si un intérêt public le justifie.

b) Autorisation
Principe

Art. 47¹ Est soumis à autorisation :

- a) l'exercice à titre indépendant des professions médicales au sens de l'article 45;
- b) l'exercice à titre indépendant des professions de la santé au sens de l'article 46;
- c) l'activité d'assistant ou de remplaçant d'une personne exerçant une profession médicale ou de la santé;
- d) la fabrication et la vente de médicaments⁹⁾.

² Une telle autorisation peut concerner également l'utilisation des locaux nécessaires à l'exercice d'une profession sanitaire, à la fabrication ou à la vente de médicaments.

³ L'autorisation d'exercer une profession sanitaire ne saurait remplacer les autorisations exigées par d'autres dispositions légales.

Octroi

Art. 48 ¹ L'autorisation d'exercer une profession médicale est délivrée par le Département.

² Le Service de la santé délivre l'autorisation d'exercer une profession de la santé ainsi que l'autorisation d'activité temporaire aux assistants et aux remplaçants des professions médicales.

Formation
requis
a) Professions
médicales

Art. 49 Peuvent exercer une profession médicale au sens de l'article 45 :

- a) les titulaires du diplôme fédéral;
- b) les titulaires d'un diplôme suisse ou étranger équivalent, afin d'assurer pleinement l'assistance médicale de la population; le Département statue après avoir pris l'avis de l'association professionnelle concernée.

b) Professions
de la santé

Art. 50 ¹ Le Gouvernement définit, par voie d'ordonnance, le degré de formation nécessaire à l'exercice des professions de la santé.

² Le diplôme fédéral est exigé pour la pratique des professions de la santé dont la formation est sanctionnée par un tel diplôme.

Refus

Art. 51 L'autorisation peut être refusée si le requérant :

- a) a été condamné pénalement pour des actes portant atteinte à la probité et à l'honneur de la profession ou pour des infractions graves ou répétées aux dispositions réglant les professions sanitaires;
- b) ne jouit pas pleinement de ses droits civils;
- c) présente des déficiences psychiques ou physiques incompatibles avec l'exercice de sa profession;
- d) s'est vu retirer l'autorisation d'exercer dans un autre canton ou dans un autre pays en raison d'infractions graves ou répétées à la législation sanitaire;
- e) n'est pas couvert par une assurance responsabilité civile professionnelle.

Retrait

Art. 52 ¹ L'autorisation d'exercer peut être retirée en tout temps par le Département, à titre temporaire ou définitif, pour l'un des motifs mentionnés à l'article 51.

² Elle peut aussi être retirée lorsque l'intéressé a fait preuve d'incapacité ou de négligence grave dans l'exercice de sa profession; le retrait a lieu sans préjudice des sanctions pénales qui pourraient être éventuellement prises à l'encontre de l'intéressé.

³ Dans des cas de moindre gravité, le Département peut prononcer un avertissement ou une menace de retrait.

⁴ Avant de prononcer le retrait temporaire ou définitif, le Département entend l'intéressé et prend l'avis de l'association professionnelle concernée, ainsi que des associations de patients, lorsque la mesure envisagée est motivée par des faits relevant de l'exercice de la profession.

c) Exercice des professions sanitaires

Art. 53 ¹ Les titulaires d'une autorisation exercent leur profession dans le cadre de leurs compétences, des directives d'ordre éthique émises par leur association professionnelle et de la législation.

Principes généraux

² Ils doivent respecter la liberté et la sphère privée des personnes; ils sont tenus au secret professionnel selon le Code pénal suisse^{[10\)](#)}, sauf si l'intéressé ou le médecin cantonal les en délie expressément.

³ Ils sont tenus de s'acquitter des obligations qui découlent de la médecine légale et de la police sanitaire et de soutenir les autorités qui assument des tâches relatives à la santé publique.

⁴ Le Gouvernement, par voie d'ordonnance, détermine les conditions d'exercer après avoir entendu l'association professionnelle intéressée.

Exercice des professions médicales

Art. 54 ¹ Seules les personnes autorisées à exercer une profession médicale ont qualité pour pratiquer leur art et pour délivrer des attestations qui relèvent de leur activité.

² Les personnes exerçant une profession médicale ne peuvent être responsables simultanément de deux cabinets ou de deux officines.

³ Les personnes qui exercent une profession médicale peuvent se faire remplacer ou assister, de façon temporaire, par le titulaire d'une autorisation émanant du Service de la santé.

Médecines
naturelles

Art. 55 L'Etat favorise, par une information adéquate, le recours à des pratiques médicales naturelles, si elles sont exercées par des médecins jouissant d'une autorisation.

Approvisionnement en
médicaments

Art. 56 L'approvisionnement de la population en médicaments est réglé par une loi spécifique.

Exercice des
professions de la
santé

Art. 57 ¹ Seules les personnes autorisées à exercer une profession de la santé au sens de l'article 46 sont habilitées à pratiquer leur art.

² En tant que titulaire d'une autorisation, les personnes exerçant une profession de la santé répondent, à l'égard de l'autorité qui a octroyé cette autorisation, de l'activité déployée par leur remplaçant et leur assistant.

d) Libération du
secret
professionnel

Art. 58 ¹ Le médecin cantonal est l'autorité compétente au sens de l'article 321, chiffre 2, du Code pénal suisse pour délier du secret professionnel la personne qui y est tenue en raison de sa profession.

² Le médecin cantonal décide sur proposition de la personne tenue au secret professionnel; il n'est pas lié par cette proposition.

SECTION 4 : Formation

Principe

Art. 59 Dans le but d'assurer à la population des soins de qualité, l'Etat encourage la formation et le perfectionnement des dispensateurs de soins.

Professions de la
santé; écoles

Art. 60 Il crée ou soutient des écoles assurant la formation aux professions de la santé.

Professions
médicales

Art. 61 Il encourage la formation des médecins dans les établissements de soins publics.

Perfectionnement

Art. 62 Il encourage les associations professionnelles et les établissements de soins à développer la formation continue et le perfectionnement de leurs membres ou collaborateurs.

CHAPITRE V : Tâches et organes de l'Etat et des communes

SECTION 1 : Participation des milieux intéressés

Collaboration, consultation

Art. 63 ¹ L'Etat et les communes s'acquittent des tâches qui leur sont conférées par la présente loi en veillant à consulter et à collaborer avec tous les milieux intéressés, en particulier avec les associations représentatives dont le but est la défense des patients et les associations professionnelles.

² Une loi spéciale institue le Conseil de la santé publique¹¹⁾.

SECTION 2 : Répartition des tâches

Tâches du Canton

Art. 64 ¹ L'Etat veille, dans le cadre de la législation scolaire et de la formation professionnelle, à l'élaboration et à l'exécution des programmes d'éducation sanitaire.

² L'Etat organise et favorise la prévention.

³ L'Etat arrête l'organisation de la médecine du travail.

⁴ L'Etat fixe, par voie d'ordonnance, les tâches des autorités communales en matière de santé et de salubrité publiques.

⁵ L'Etat, en collaboration avec les communes, organise et surveille la médecine et la médecine dentaire scolaires.

⁶ L'Etat veille à ce que la population du Canton dispose d'établissements de soins en nombre suffisant et dotés d'un personnel qualifié.

⁷ L'Etat définit, par voie d'ordonnance, l'organisation des soins à domicile, de la puériculture et d'autres prestations semblables.

⁸ Les établissements psychiatriques de droit public et la clinique dentaire scolaire sont des institutions cantonales. Les frais d'équipement et d'exploitation de la clinique dentaire scolaire sont portés à la répartition des charges de l'action sociale, conformément à la loi concernant la péréquation financière^{[12\)](#), [19\)](#)³³⁾.}

⁹ L'Etat peut créer, par voie de décret, d'autres institutions sanitaires d'intérêt cantonal.

¹⁰ L'Etat autorise et surveille l'exercice des professions sanitaires.

¹¹ L'Etat encourage la formation et le perfectionnement professionnels et peut faire de la recherche ou la subventionner, seul ou en collaboration avec des organismes et institutions de droit public ou privé.

¹² Le Gouvernement nomme un médiateur chargé de traiter les plaintes des patients en cas de violation de leurs droits découlant de la section 1 du chapitre IV.^{[27\)](#)}

Tâches des
communes

Art. 65 ¹ Dans le cadre de leurs compétences de police locale, les communes veillent à la santé et à la salubrité publiques sur le territoire communal; à défaut d'un règlement communal, l'ordonnance prévue à l'article 67 s'applique.

² Les communes prennent les mesures de lutte contre la propagation des maladies transmissibles; en cas d'épidémie grave, l'autorité communale prend les mesures d'urgence, en collaboration avec les organes de l'Etat et le corps médical.

³ Dans le cadre de la législation cantonale, les communes collaborent à l'organisation du service médical et dentaire scolaires ainsi qu'aux mesures de prévention.

⁴ Dans le cadre de l'ordonnance prévue à l'article 40, les communes participent à l'organisation des soins à domicile, de la puériculture et d'autres prestations sanitaires semblables; à cet effet, elles peuvent se grouper en syndicats de communes ou déléguer leur compétence à des organismes de droit public ou à des institutions et personnes privées.

⁵ Les communes, avec le soutien de l'Etat, prennent les dispositions nécessaires en faveur du maintien à domicile des personnes malades ou âgées, aussi longtemps que leur santé le permet. Si elles créent des appartements protégés à cet effet, elles veillent à éviter la concentration ou l'isolement des personnes âgées.

⁶ ... [20\)](#)

SECTION 3 : Organes de la santé publique

Organes de l'Etat **Art. 66** ¹ Le Gouvernement exerce la haute surveillance dans le domaine de la santé publique.

² Le Département assure l'exécution de la législation fédérale et cantonale et des conventions intercantionales.

³ Le Service de la santé, le médecin cantonal, le pharmacien cantonal, le vétérinaire cantonal, le chimiste cantonal, le médecin du travail, ainsi que d'autres unités administratives créées par le Parlement, assument les tâches qui leur sont attribuées par la législation fédérale et cantonale.

Organes de la commune

Art. 67 Le règlement communal, ou à défaut une ordonnance cantonale (art. 64, al. 4), désigne les organes communaux compétents en matière de santé et de salubrité publiques.

SECTION 4 : Répartition des charges

Répartition des charges

Art. 68 La répartition entre l'Etat et les communes des charges des établissements de soins publics, de la promotion de la santé, de la prévention et des soins à domicile est réglée par la loi concernant la péréquation financière^{[12\)](#) [19\)](#)}.

CHAPITRE VI : Voies de droit et mesures répressives

SECTION 1 : Voies de droit

Opposition et recours

Art. 69 Les décisions prises sur la base de la présente loi sont susceptibles d'opposition et de recours conformément au Code de procédure administrative.

SECTION 2 : Mesures répressives

Peines

Art. 70 ¹ Celui qui exerce, sans autorisation et contre rémunération, une activité relevant de la compétence des titulaires d'une autorisation d'exercer une profession sanitaire ou qui contrevient aux prescriptions de la présente loi et des ordonnances qui en découlent, sera puni de l'amende. Dans les cas graves, une peine d'amende de 50 000 francs au plus peut être prononcée. ²⁴⁾

² Les dispositions du Code pénal suisse demeurent réservées.

Mesures administratives

Art. 71 ¹ Indépendamment des peines prévues à l'article 70, le Service de la santé peut ordonner toute mesure propre à faire cesser un état de fait contraire au droit.

² Il peut ordonner notamment la fermeture des locaux, le séquestre, la confiscation ou même la destruction des choses qui font l'objet de la contravention ou qui ont servi à la commettre.

CHAPITRE VII : Dispositions transitoires et finales

Exécution

Art. 72 ¹ Le Gouvernement est chargé de l'exécution de la présente loi; il édicte les dispositions nécessaires.

² Il règle notamment, par voie d'ordonnance :

- a) la lutte contre les maladies transmissibles, dangereuses ou très répandues;
- b) les tâches des autorités communales en matière de police sanitaire;
- c) les modalités de surveillance, de subventionnement et de gestion des services de soins à domicile;
- d) les conditions donnant droit à l'aide financière prévue à l'article 40;
- e) les conditions d'exercer les professions sanitaires.

Abrogation

Art. 73 Sont abrogés :

- a) la loi du 26 octobre 1978 concernant l'exercice des professions médicales;
- b) la loi du 26 octobre 1978 relative aux mesures à prendre contre la tuberculose;
- c) la loi du 26 octobre 1978 portant création de ressources financières pour lutter contre la tuberculose, la poliomyélite, les affections rhumatismales et d'autres maladies de longue durée;

- d) le décret du 6 décembre 1978 concernant les subsides de l'Etat en faveur de la lutte contre la poliomyélite, les affections rhumatismales et d'autres maladies de longue durée.

Modification du
droit en vigueur

Art. 74 ¹ La loi du 26 octobre 1978 sur les oeuvres sociales¹³⁾ est modifiée comme il suit :

Article 96, alinéa 2

...¹⁴⁾

² La loi du 26 octobre 1978 sur les hôpitaux⁸⁾ est modifiée comme il suit :

Article 34

...¹⁴⁾

Assurance-
maladie
obligatoire

Art. 75 L'Etat rend l'assurance-maladie obligatoire. A cet effet, la loi du 9 novembre 1978 concernant l'assurance en cas de maladie¹⁵⁾ sera révisée durant la législature 1991-1994.

Dispositions
transitoires
1. Personnes au
bénéfice d'une
autorisation

Art. 76 ¹ Les personnes autorisées, avant l'entrée en vigueur de la présente loi, à exercer leur profession ou une activité actuellement soumise à la loi du 26 octobre 1978 concernant l'exercice des professions médicales, demeurent au bénéfice de cette autorisation.

² Elles sont tenues de se conformer aux exigences de la présente loi ainsi qu'aux dispositions d'application; exceptionnellement, le Département peut accorder un délai d'adaptation à qui en établit la nécessité.

2. Professions de
la santé

Art. 77 Les personnes qui exercent une profession de la santé nouvellement soumise à autorisation doivent présenter une demande d'autorisation dans les six mois qui suivent l'entrée en vigueur de l'ordonnance relative à la profession dont il s'agit.

3. Chiroprati-
ciens

Art. 77a²⁸⁾ Les chiropraticiens au bénéfice d'une autorisation de pratiquer à titre indépendant, délivrée par le Service de la santé, au moment de l'entrée en vigueur de la modification de l'article 45 sont tenus de présenter une demande d'autorisation au Département de la Santé et des Affaires sociales dans les six mois qui suivent l'entrée en vigueur de ladite modification.

Référendum

Art. 78 La présente loi est soumise au référendum facultatif.

Entrée en
vigueur

Art. 79 Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur¹⁶⁾ de la présente loi.

Delémont, le 14 décembre 1990

AU NOM DU PARLEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

La présidente : Mathilde Jolidon
Le secrétaire : Jean-Claude Montavon

- 1) RSJU 101
- 2) Loi fédérale sur les épidémies (RS 818.101)
- 3) Ordonnance fédérale concernant la préparation du service sanitaire coordonné (RS 501.31) et ordonnance fédérale sur l'organe de coordination sanitaire fédéral (RS 501.32)
- 4) RSJU 175.1
- 5) RSJU 213.32
- 6) RSJU 170.41
- 7) Les effets de l'art. 40, al. 2, ont été suspendus par la section 2 de la loi du 20 octobre 1993 instituant des mesures d'économie 1994, en vigueur du 1^{er} janvier 1994 au 31 décembre 1994. Alinéa abrogé par la section 2 du chapitre II de la loi du 22 juin 1994 portant adoption définitive des mesures d'économie 1993 et 1994, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1995.
- 8) RSJU 810.11
- 9) Convention intercantonale sur le contrôle des médicaments (RSJU 812.11)
- 10) RS 311.0
- 11) RSJU 172.481
- 12) RSJU 651
- 13) RSJU 850.1
- 14) Texte inséré dans ladite loi
- 15) RSJU 832.11
- 16) 1^{er} juillet 1993
- 17) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 24 mars 2004, en vigueur depuis le 1^{er} juillet 2004
- 18) Introduite par le ch. I de la loi du 24 mars 2004, en vigueur depuis le 1^{er} juillet 2004
- 19) Nouvelle teneur selon l'article 43, alinéa 5, de la loi du 20 octobre 2004 concernant la péréquation financière, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2005 (RSJU 651)
- 20) Abrogé par l'article 43, alinéa 5, de la loi du 20 octobre 2004 concernant la péréquation financière, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2005 (RSJU 651)

- ²¹⁾ Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 17 décembre 2004, en vigueur depuis le 1^{er} mars 2005
- ²²⁾ Nouvelle teneur selon l'article 43, alinéa 5, de la loi du 20 octobre 2004 concernant la péréquation financière, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2005. Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 17 décembre 2004, en vigueur depuis le 1^{er} mars 2005
- ²³⁾ Abrogé par le ch. I de la loi du 17 décembre 2004, en vigueur depuis le 1^{er} mars 2005
- ²⁴⁾ Nouvelle teneur selon le ch. XIX de la loi du 22 novembre 2006 modifiant les actes législatifs liés à la réforme du Code pénal suisse, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2007
- ²⁵⁾ Introduit par la section 1 de la loi du 20 décembre 2006 sur les droits des patients, en vigueur depuis le 1^{er} avril 2007 (RSJU 810.02)
- ²⁶⁾ Abrogé par la section 1 de la loi du 20 décembre 2006 sur les droits des patients, en vigueur depuis le 1^{er} avril 2007 (RSJU 810.02)
- ²⁷⁾ Nouvelle teneur selon la section 1 de la loi du 20 décembre 2006 sur les droits des patients, en vigueur depuis le 1^{er} avril 2007 (RSJU 810.02)
- ²⁸⁾ Introduit(e) par le ch. I de la loi du 5 septembre 2007, en vigueur depuis le 1^{er} décembre 2007
- ²⁹⁾ Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 5 septembre 2007, en vigueur depuis le 1^{er} décembre 2007
- ³⁰⁾ RS 235.154
- ³¹⁾ Abrogée par le ch. I de la loi du 5 septembre 2007, en vigueur depuis le 1^{er} décembre 2007
- ³²⁾ Introduit par l'article 43 de la loi du 16 juin 2010 sur l'organisation gériatrique, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2011 (RSJU 810.41)
- ³³⁾ Nouvelle teneur selon l'article 61, alinéa 1, de la loi du 26 octobre 2011 sur les établissements hospitaliers, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2012 (RSJU 810.11)

Loi sur les établissements hospitaliers

du 26 octobre 2011

Le Parlement de la République et Canton du Jura,

vu l'article 26 de la Constitution cantonale¹⁾,

vu les articles 33, 34, 41 et 43 de la loi sanitaire du 14 décembre 1990²⁾,

arrête :

CHAPITRE PREMIER : Dispositions générales

Objet et champ
d'application

Article premier La présente loi a pour objet de réglementer :

- a) la planification, le financement et les conditions d'autorisation des établissements hospitaliers;
- b) l'organisation et la gestion de l'Hôpital du Jura;
- c) l'organisation et la gestion des établissements psychiatriques de droit public.

Terminologie

Art. 2 Les termes utilisés dans la présente loi pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

Définitions

Art. 3 ¹ Sont considérés comme établissements hospitaliers, au sens de la présente loi, les établissements reconnus comme tels, conformément à l'article 39 de la loi fédérale sur l'assurance-maladie³⁾. Ils peuvent être privés ou publics.

² Au sens de la présente loi, l'hôpital répertorié s'entend d'un hôpital figurant sur la liste des hôpitaux reconnus par un canton conformément à l'article 39 de la loi fédérale sur l'assurance-maladie³⁾. L'hôpital conventionné s'entend d'un hôpital non répertorié, avec lequel les assureurs ont conclu une convention sur la rémunération des prestations fournies au titre de l'assurance obligatoire des soins.

³ Au sens de la présente loi, on entend par assurés jurassiens les personnes qui ont leur domicile civil dans le Canton.

Etablissements
hospitaliers

Art. 4 ¹ Les établissements hospitaliers comprennent notamment :

- a) les hôpitaux stationnaires de soins aigus, somatiques ou psychiatriques;
- b) les services hospitaliers de traitements ambulatoires, somatiques ou psychiatriques;
- c) les unités d'accueil temporaire (hôpital de jour ou de nuit);
- d) les établissements de réadaptation, de rééducation et de cure;
- e) les maisons de naissance.

² Les établissements médico-sociaux sont soumis à la loi sur l'organisation gériatrique⁹.

CHAPITRE II : Planification

SECTION 1 : Dispositions générales

But de la
planification

Art. 5 ¹ La planification hospitalière cantonale a pour but d'organiser l'offre nécessaire à la couverture des besoins de la population en soins hospitaliers.

² La planification hospitalière fait partie intégrante de la planification sanitaire.

Evaluation des
besoins en soins

Art. 6 ¹ L'évaluation des besoins se fonde sur des critères tels que la population, la structure démographique, les statistiques de morbidité, l'évolution de la médecine et des équipements médico-techniques, les missions et les mandats de prestations confiés aux établissements hospitaliers.

² Elle est réalisée dans le respect des critères de qualité et d'économicité.

³ Elle tient compte également des contraintes géographiques, des structures bâties et de la situation économique et financière générale et de l'organisation hospitalière des régions voisines.

⁴ Elle est harmonisée avec les exigences contenues dans les plans d'aménagement du territoire.

⁵ La planification hospitalière mentionne les indicateurs et les critères retenus en vue de l'évaluation des besoins.

Contenu de la
planification

Art. 7 ¹ La planification hospitalière définit la mission des établissements hospitaliers, l'activité, le volume et la localisation des différentes prestations hospitalières appelés à couvrir les besoins de la population.

² Elle tient compte de la possibilité offerte aux patients de choisir un hôpital répertorié hors canton ou un hôpital conventionné, ainsi que des possibilités de collaboration intercantonale. Le Gouvernement peut, à cet effet, signer des conventions avec d'autres cantons.

Autorités et
procédure

Art. 8 ¹ Le Service de la santé publique élabore les documents nécessaires à l'établissement ou à la modification de la planification hospitalière. Il consulte à cet effet les établissements, les organismes et les milieux professionnels concernés.

² La planification cantonale est établie par le Gouvernement. Elle est révisée périodiquement, mais au minimum tous les 10 ans.

³ Le Gouvernement informe le Parlement de la planification hospitalière.

⁴ Le Service de la santé publique veille en particulier à ce que les prestations de base et la sécurité sanitaire soient garanties en permanence à l'ensemble de la population.

Collaboration

Art. 9 Le Gouvernement favorise la collaboration de réseau afin de promouvoir la qualité et l'efficacité des prestations.

SECTION 2 : Liste et mandats de prestations

Liste des
établissements
hospitaliers

Art. 10 ¹ Le Département de la Santé et des Affaires sociales (ci-après : "le Département") dresse, par voie d'arrêté, la liste des établissements hospitaliers répertoriés.

² La liste mentionne les prestations reconnues; elle est exprimée de manière positive ou négative.

Conclusion des
mandats de
prestations

Art. 11 Le Département conclut les mandats de prestations avec les établissements hospitaliers répertoriés.

Couverture des besoins

Art. 12 La liste des établissements hospitaliers et les mandats de prestations doivent garantir une offre suffisante de prestations en matière d'hospitalisation pour les besoins de la population du Canton, en tenant compte des besoins couverts par l'offre des hôpitaux conventionnés et par celle des hôpitaux répertoriés sis hors du Canton.

Principes généraux

Art. 13 ¹ L'admission des établissements hospitaliers sur la liste et l'attribution de mandats de prestations interviennent conformément aux critères de planification prévus dans la loi fédérale sur l'assurance-maladie³⁾ et ses dispositions d'application. Ces critères portent notamment sur le nombre minimum de cas nécessaires pour garantir la qualité des prestations et leur caractère économique, ainsi que sur l'accès des patients au traitement.

² Le Département admet sur la liste les établissements hospitaliers sis dans le Canton et à l'extérieur nécessaires pour garantir la couverture des besoins en soins.

³ Le Département attribue à chaque établissement figurant sur la liste un mandat de prestations au sens de l'article 39, alinéa 1, lettre e, de la loi fédérale sur l'assurance-maladie³⁾. Demeure réservé l'article 41a de cette loi concernant l'obligation d'admission.

Critères de détermination de la liste

Art. 14 ¹ Pour être admis sur la liste, les établissements hospitaliers doivent satisfaire, notamment, aux exigences suivantes :

- a) être reconnus nécessaire à la couverture des besoins de santé pour l'hospitalisation conformément à la planification cantonale;
- b) prendre en charge toute urgence que leur équipement et leur mandat leur permettent de soigner, indépendamment de la couverture d'assurance du patient;
- c) avoir l'infrastructure et, le cas échéant, les capitaux propres nécessaires pour assumer à long terme le mandat de prestations attribué;
- d) établir un plan des investissements futurs en conséquence et garantir le financement y relatif;
- e) présenter une comptabilité financière et une comptabilité analytique qui portent sur l'ensemble des activités stationnaires et ambulatoires ainsi que sur les exploitations annexes;
- f) présenter leur budget et leur comptes selon le plan comptable prévu pour l'établissement;
- g) fournir toute autre information permettant d'établir le budget et le plan financier de l'Etat, y compris celles relatives aux négociations avec d'autres mandataires qui pourraient entraîner des modifications de l'activité ou avoir une incidence sur le mandat de prestations;

- h) assurer la formation continue du personnel et offrir le nombre de places de formation qui correspond au besoin du Canton, ceci proportionnellement au volume de l'activité;
- i) disposer d'un système d'information permettant de contribuer à la qualité, à l'efficience, à l'efficacité et à la sécurité des prises en charge, d'assurer la comparabilité des données produites et de se conformer à la stratégie nationale en matière de cybersanté;
- j) fournir eux-mêmes les examens et les traitements; seules les prestations de diagnostic peuvent être déléguées à des tiers; les autres prestations ne peuvent l'être qu'avec l'accord exprès du Département;
- k) pour ce qui concerne les établissements privés, à défaut de conventions collectives de travail ayant force obligatoire, se conformer aux éventuelles exigences posées par le Département en matière de conditions de travail pour l'ensemble du personnel travaillant dans l'établissement.

² A titre exceptionnel, le Département peut admettre sur la liste des établissements hospitaliers qui ne remplissent pas tous les critères, notamment certains établissements situés hors du Canton, pour autant qu'ils soient nécessaires à la couverture des besoins.

Mandats de
prestation

Art. 15 ¹ Les mandats de prestations au sens de la loi fédérale sur l'assurance-maladie³⁾, fixent les engagements de l'Etat et des établissements hospitaliers répertoriés. Ils portent notamment sur :

- a) l'attribution et le retrait des missions confiées par l'Etat;
- b) les prestations demandées par l'Etat assorties, le cas échéant, d'un volume minimal;
- c) l'attribution, le retrait et la gestion de certaines disciplines ou activités médicales;
- d) les prestations hospitalières stationnaires selon la loi fédérale sur l'assurance-maladie³⁾ et les prestations d'intérêt général;
- e) d'autres prestations confiées à l'établissement (ambulatoire, autres mandats, etc.);
- f) les modalités de versement de la participation du Canton;
- g) les parts à affecter à l'exploitation et aux investissements; la part liée aux investissements doit être clairement identifiée;
- h) les informations et les résultats attendus de la part des hôpitaux;
- i) les modalités d'évaluation, de suivi et de contrôle;
- j) les charges et conditions imposées aux établissements hospitaliers, ainsi que les conséquences en cas de non-respect.

² Les mandats de prestations sont conclus pour une durée de cinq ans au maximum, avec des avenants annuels.

SECTION 3 : Prestations

Prestations selon
la loi sur
l'assurance-
maladie

Art. 16 Les établissements hospitaliers répertoriés fournissent aux assurés jurassiens les prestations stationnaires découlant de la loi fédérale sur l'assurance-maladie³⁾.

Prestations
d'intérêt général

Art. 17 ¹ L'Etat peut confier aux établissements hospitaliers, par mandat de prestations, l'exécution de prestations reconnues d'intérêt général. C'est le cas, notamment, lorsque ces prestations entrent dans une des catégories suivantes :

- a) le maintien de capacités hospitalières pour des raisons de politique régionale;
- b) la recherche et la formation universitaire;
- c) les mesures ponctuelles permettant d'éviter une pénurie de personnel;
- d) les prestations de liaison dans les établissements hospitaliers;
- e) la préparation et la prévention en cas de situations extraordinaires sur le plan sanitaire.

² Pour des raisons de santé publique, en particulier pour assurer la couverture des besoins de la population, l'Etat peut imposer aux établissements hospitaliers d'offrir des prestations d'intérêt général.

Autres
prestations

Art. 18 L'Etat peut confier aux établissements hospitaliers l'exécution d'autres prestations ou activités dont les coûts ne sont pas couverts par l'assurance-maladie, en particulier lorsqu'il s'agit de cliniques de jour ou de nuit, ou de prestations ambulatoires.

CHAPITRE III: Etablissements hospitaliers

SECTION 1 : Dispositions générales

Autorisation

Art. 19 L'ouverture, l'exploitation et l'extension d'un établissement hospitalier sur le territoire cantonal sont soumises à autorisation.

Conditions

Art. 20 ¹ L'autorisation est subordonnée au respect des prescriptions arrêtées par le Gouvernement concernant notamment :

- a) les structures bâties;
- b) l'équipement médico-technique;
- c) la dotation en personnel qualifié, notamment soignant;
- d) le statut et les droits des patients et la responsabilité médicale;

- e) la mission de l'établissement;
- f) la présence d'un système d'information répondant aux exigences fédérales afin de contribuer à la qualité, à l'efficacité, à l'efficacé et à la sécurité des prises en charge, d'assurer la comparabilité des données produites et de se conformer aux normes fédérales en matière de cybersanté;
- g) la surveillance par les pouvoirs publics;
- h) les conditions de travail et de rémunération du personnel définies par convention collective de travail ou, à défaut, correspondant à la convention collective de travail en vigueur dans les établissements hospitaliers publics.

² Le Gouvernement s'inspire des normes reconnues aux niveaux national et international.

³ Demeurent réservées les autorisations exigées en vertu d'autres législations.

Autorité
compétente

Art. 21 ¹ Le Gouvernement délivre les autorisations.

² Les autorisations sont renouvelables tous les cinq ans.

Autorité de
surveillance

Art. 22 ¹ Le Département est l'autorité de surveillance des établissements hospitaliers situés sur le territoire cantonal.

² L'autorité de surveillance invite les organes responsables des établissements hospitaliers à remédier, dans un délai adéquat, aux défauts constatés; au besoin, elle ordonne les mesures nécessaires une fois ce délai écoulé.

³ Le Département peut confier la surveillance des établissements hospitaliers à des mandataires externes qualifiés.

Obligation de
renseigner et
de collaborer

Art. 23 ¹ Les établissements hospitaliers, ainsi que les personnes physiques ou morales qu'ils emploient, ont l'obligation de renseigner les autorités dans l'accomplissement de leurs tâches, sous réserve des dispositions relatives à la protection des données.

² Les établissements hospitaliers ont l'obligation de collaborer avec les autorités, notamment en accordant aux organes de surveillance et aux mandataires du Département le libre accès à leurs locaux et à leurs documents pour leur permettre d'exercer leurs tâches.

Sanction

Art. 24 ¹ L'autorisation peut être retirée en tout temps, à titre temporaire ou définitif, si l'autorité de surveillance constate que les conditions d'octroi ne sont plus respectées ou que la sécurité des patients est mise en danger.

² Dans les cas de moindre gravité, l'autorité de surveillance peut prononcer un avertissement ou une menace de retrait.

³ Avant de prononcer le retrait temporaire ou définitif, l'autorité de surveillance entend les responsables de l'établissement hospitalier.

Obligations particulières
a) Sécurité sanitaire, urgences et sauvetage

Art. 25 ¹ Un service d'urgence 24 heures sur 24 est organisé sur les trois sites de l'Hôpital du Jura. Ce dernier collabore à cet effet avec les médecins exerçant à titre indépendant.

² L'Hôpital du Jura assure un service d'urgence préhospitalière (service de sauvetage). Il organise à cet effet une centrale d'appels sanitaires urgents (CASU 144). Il peut collaborer, dans ce cadre, avec des services de l'Etat et d'autres partenaires cantonaux ou extracantonaux.

³ Le Gouvernement règle les détails par voie d'ordonnance, en particulier en ce qui concerne les devoirs de fonction du personnel.

b) Catastrophes

Art. 26 En cas de catastrophe, le Gouvernement peut disposer des établissements hospitaliers pour faire face aux besoins.

SECTION 2 : Hôpital du Jura

SOUS-SECTION 1 : Dispositions générales

Etablissement cantonal de droit public

Art. 27 ¹ L'Hôpital du Jura est un établissement cantonal de droit public qui gère comme une seule entreprise les sites qui lui sont rattachés.

² L'Hôpital du Jura est doté d'un conseil d'administration et d'un comité de direction.

³ Le siège social est localisé sur le site de Porrentruy. Les services administratifs sont localisés dans les sites.

Conseil
d'administration
a) Nomination et
fonctionnement

Art. 28 ¹ L'Hôpital du Jura est placé sous la responsabilité d'un conseil d'administration composé de cinq à neuf membres nommés par le Gouvernement.

² Le Gouvernement veille à une représentation adéquate de l'Etat, des milieux économiques, des prestataires de soins, des usagers et du personnel.

³ Les membres sont nommés pour la législature. Leur mandat est renouvelable deux fois à l'exception de celui des représentants de l'Etat.

⁴ Le Gouvernement désigne le président.

⁵ Le directeur participe aux séances avec voix consultative.

⁶ Le conseil d'administration détermine son mode de fonctionnement interne et les compétences de ses membres.

⁷ Le conseil d'administration arrête le règlement interne, les compétences et le cahier des charges du directeur et du comité de direction.

b) Tâches
d'organisation

Art. 29 ¹ L'Hôpital du Jura détermine l'organisation générale de ses sites.

² Il assume la coordination, la collaboration et la complémentarité des sites, gérés comme un tout.

³ Le conseil d'administration définit des départements transversaux ou des services interhospitaliers et spécialisés pour les soins, l'intendance et l'administration, qui réunissent, sous l'autorité d'un même responsable, les activités des différents sites.

⁴ Le conseil d'administration de l'Hôpital du Jura édicte un règlement régissant l'activité, la structure et la direction des départements et des services interhospitaliers.

c) Compétences

Art. 30 ¹ Le conseil d'administration assume toutes les compétences nécessaires à l'accomplissement de la mission de l'Hôpital du Jura. Celles-ci comprennent :

- a) la définition de l'organisation générale de l'établissement et des sites au moyen de règlements et de directives;
- b) la création ou la suppression de services de soins et de services médico-techniques, dans le cadre du mandat de prestations conclu avec l'Etat;

- c) l'introduction, le renforcement ou la suppression de prestations médicales ou médico-techniques, dans le cadre du mandat de prestations conclu avec l'Etat;
- d) la dotation en lits et en personnel des sites, dans le cadre du mandat de prestations conclu avec l'Etat;
- e) l'engagement de l'ensemble du personnel de l'établissement, y compris le directeur, les médecins-chefs et médecins-chefs adjoints, les responsables de départements et des services hospitaliers ainsi que la définition de leur cahier des charges;
- f) l'élaboration et la mise en place de la politique du personnel;
- g) la détermination du statut et de la rémunération de l'ensemble du personnel, après consultation de leurs représentants, ainsi que la négociation et la conclusion de conventions collectives de travail pour le personnel avec les syndicats représentant ce dernier;
- h) les négociations tarifaires avec les assurances sociales et la fixation des différents tarifs;
- i) la répartition des ressources budgétaires d'investissements et d'exploitation entre les services;
- j) l'élaboration et la définition des moyens de gestion de l'établissement, par exemple en matière de comptabilité, d'informatique ou de statistique;
- k) la gestion des dettes et la conclusion d'emprunts à long terme;
- l) l'évaluation permanente des prestations hospitalières et de la définition des normes communes de qualité minimale;
- m) la mise en place du contrôle interne de la gestion et des comptes et l'examen des résultats;
- n) la coordination des programmes de développement et de formation du personnel;
- o) la réalisation d'études prospectives.

² Il peut déléguer certaines de ces compétences au directeur.

Révision des
comptes

Art. 31 ¹ L'Hôpital du Jura remet chaque année ses comptes et son rapport d'activité au Parlement.

² Les comptes de l'Hôpital du Jura sont révisés chaque année par une fiduciaire spécialisée en la matière.

Comité de
direction

Art. 32 ¹ L'Hôpital du Jura est géré par un directeur et un comité de direction. Il est organisé en départements.

² Chaque département est doté d'un chef. Le directeur et les chefs de département forment le comité de direction.

³ Le directeur entend régulièrement les représentants du personnel.

⁴ Le directeur et le comité de direction exécutent les décisions du conseil d'administration.

Présentation des comptes

Art. 33 ¹ L'Hôpital du Jura établit ses propres comptes qui intègrent l'ensemble des sites et des autres unités qui lui sont rattachés, conformément aux prescriptions découlant de la législation fédérale ou de la présente loi.

² Le Département peut fixer des exigences spécifiques.

SOUS-SECTION 2 : Sites rattachés à l'Hôpital du Jura

Statut

Art. 34 ¹ L'Hôpital du Jura exerce ses activités sur plusieurs sites.

² Chaque site est doté du personnel et de l'équipement nécessaires à ses activités.

³ Dans les limites définies par l'Hôpital du Jura, les sites peuvent entretenir des relations directes avec des tiers.

Mission

Art. 35 La mission de chaque site est définie dans le mandat de prestations conclu avec l'Etat.

Responsabilité médicale

Art. 36 Chaque service de soins est placé sous la responsabilité médicale et professionnelle d'un médecin titulaire d'une autorisation de pratiquer dans le Canton.

SECTION 3 : Etablissements psychiatriques de droit public

Statut

Art. 37 ¹ Les unités de soins psychiatriques de droit public sont des établissements hospitaliers sans personnalité juridique. Ils dépendent de l'Etat.

² L'Etat peut en confier la gestion à des tiers.

Mission

Art. 38 La mission des établissements psychiatriques de droit public est définie dans le mandat de prestations conclu avec l'Etat.

Organisation
des unités
psychiatriques

Art. 39 Le Gouvernement détermine par voie d'ordonnance :

- a) l'organisation et la coordination des unités de soins psychiatriques;
- b) l'organisation, les compétences et le fonctionnement de la direction administrative et médicale;
- c) le statut du personnel, après consultation de ses représentants;
- d) les modalités de financement et de gestion;
- e) les rapports entre les unités de soins et leurs usagers, en complément des dispositions de la présente loi.

CHAPITRE IV : Rapports entre les établissements hospitaliers et les usagers

Droit aux soins

Art. 40 ¹ Le droit aux soins est garanti. Les prestations de soins sont fournies dans la mesure du possible.

² L'obligation d'admission est réglée conformément aux dispositions fédérales, notamment à l'article 41a de la loi fédérale sur l'assurance-maladie³⁾.

Droits des
patients

Art. 41 ¹ Les dispositions de la loi sanitaire²⁾ relatives aux droits des patients sont applicables.

² Les litiges relatifs aux droits des patients opposant ceux-ci aux établissements hospitaliers peuvent être soumis par les parties concernées au médiateur nommé par le Gouvernement (art. 24a de la loi sanitaire²⁾). Demeure réservé le droit pour le patient de déposer une plainte auprès du médecin cantonal ou de la commission de surveillance des droits des patients (art. 28d de la loi sanitaire²⁾).

Responsabilité
civile

Art. 42 ¹ Les établissements hospitaliers répondent du dommage que les médecins et le personnel engagés causent illicitement dans l'exercice de leur profession.

² Répondent des dommages causés illicitement :

- a) l'Etat pour les unités psychiatriques et les autres établissements qui dépendent directement de lui;
- b) l'Hôpital du Jura pour les sites et les autres unités qui lui sont rattachés ou dont l'Etat lui a confié la gestion;
- c) le détenteur de l'autorisation pour les établissements privés.

Responsabilité
en cas de
transfert

Art. 43 Les établissements hospitaliers répondent du transfert d'un patient dans un hôpital hors du Canton, pour autant que ce transfert ait reçu l'accord du médecin responsable.

CHAPITRE V : Financement des établissements hospitaliers

SECTION 1 : Dispositions générales

Principe

Art. 44 ¹ L'Etat participe au financement des établissements hospitaliers de la manière suivante :

- a) dans le cadre de la rémunération des prestations hospitalières, conformément à la législation fédérale en la matière; le Gouvernement fixe, par voie d'arrêté, la part cantonale et les modalités de versement de la participation;
- b) dans le cadre des prestations d'intérêt général, conformément au mandat de prestations; l'Etat finance seul les prestations de ce type imposées aux établissements hospitaliers;
- c) pour les autres prestations, notamment les mesures d'indicateurs de la qualité, conformément au mandat de prestations.

² Pour les prestations reconnues d'intérêt général confiées par mandat de prestations, la participation de l'Etat peut également s'appliquer aux dépenses d'investissement.

Comptabilité et
statistique

Art. 45 ¹ Les établissements hospitaliers tiennent une comptabilité financière et analytique qui porte sur l'ensemble des activités stationnaires et ambulatoires ainsi que sur les exploitations annexes. Ils tiennent également une comptabilité des investissements.

² Les établissements hospitaliers établissent leurs statistiques médicales, administratives et financières conformément aux dispositions fédérales et cantonales. Ils conservent les données permettant un contrôle des critères de qualité et d'économicité.

³ La comptabilité et les statistiques comprennent toutes les données nécessaires pour juger du caractère économique des prestations, pour procéder à des comparaisons entre hôpitaux et pour établir la tarification ainsi que la planification hospitalière.

Investissements

Art. 46 ¹ Les investissements sont déterminés et financés conformément à la législation fédérale.

² L'Etat peut participer au financement des investissements nécessaires à l'exécution de prestations d'intérêt général ou d'autres prestations, au sens des articles 17 et 18, confiées à l'établissement par mandat de prestations. Dans les limites budgétaires, le Gouvernement arrête la forme, le montant et les modalités de la participation de l'Etat.

³ L'Etat peut accorder sa garantie pour les emprunts contractés par les établissements hospitaliers figurant sur la liste, pour autant que les investissements considérés correspondent au mandat de prestations de l'établissement.

Modalités de
financement

Art. 47 ¹ Les modalités de financement sont précisées dans le mandat de prestations passé avec l'établissement hospitalier.

² Le Gouvernement est compétent pour établir d'autres modalités de financement. Il peut notamment établir un budget global en application de la loi fédérale sur l'assurance-maladie³⁾.

³ Le calcul du budget global tient compte notamment des moyens nécessaires à l'accomplissement de la mission définie par la planification hospitalière, du mode de rémunération du personnel, des conditions locales pouvant affecter l'exploitation, de l'appréciation des résultats des exercices antérieurs et futurs.

⁴ A cette fin, il fixe, après négociations avec les partenaires tarifaires, un budget global de dépenses autorisées, qui porte sur tout ou partie des activités de l'hôpital.

⁵ Afin d'assurer le respect du budget global, le département fixe les modalités de correction éventuelle en fin d'exercice.

SECTION 2 : Tarifs hospitaliers

Conventions
tarifaires

Art. 48 L'Etat peut prendre part, en qualité d'observateur, à la procédure d'élaboration des conventions tarifaires.

Prestations
stationnaires
selon la loi sur
l'assurance-
maladie

Art. 49 ¹ L'Etat participe, selon les dispositions fédérales en la matière, au financement des prestations stationnaires fournies par les hôpitaux répertoriés aux assurés qui résident dans le Canton.

² Les prestations stationnaires font l'objet de tarifs qui comprennent la rémunération des charges d'exploitation, y compris les charges liées aux investissements.

³ Le Gouvernement fixe, par voie d'arrêté, au moins neuf mois avant le début de l'année civile, la part cantonale pour la rémunération des prestations stationnaires pour les assurés jurassiens.

Prestations
d'intérêt général
et autres
prestations

Art. 50 ¹ Le Gouvernement détermine les modalités de financement des prestations reconnues d'intérêt général.

² Les prestations fournies par les établissements hospitaliers figurant sur la liste relevant de l'assurance-accident, de l'assurance-invalidité ou de l'assurance militaire sont financées conformément à la législation fédérale applicable en la matière. Si cette législation ne garantit pas une couverture complète du coût des prestations concernées, la différence peut être prise en charge par l'Etat.

³ Le patient supporte les prestations dont il a bénéficié et qui ne sont pas couvertes par une assurance en application de la législation fédérale.

⁴ Le Département peut confier des tâches particulières de santé publique à des établissements hospitaliers sur la base d'un mandat de prestations. Le cas échéant, il détermine le montant de sa participation en fonction du coût des tâches concernées et en tenant compte des autres sources de financement.

⁵ Les prestations ambulatoires fournies par un établissement hospitalier figurant sur la liste sont financées conformément aux dispositions fédérales applicables en la matière.

Autres tarifs

Art. 51 Le Gouvernement fixe les tarifs et approuve les conventions qui ne sont pas réglementées d'une autre manière.

SECTION 3 : Hospitalisations extérieures

Principe

Art. 52 ¹ En cas d'hospitalisation extracantonale d'un assuré jurassien dans un hôpital figurant sur la liste arrêtée par le Département ainsi qu'en cas d'hospitalisation extracantonale pour des raisons médicales, au sens de la loi fédérale sur l'assurance-maladie³⁾, l'Etat assume sa part selon le tarif du canton du siège de l'hôpital concerné.

² En cas d'hospitalisation extracantonale d'un assuré jurassien dans un hôpital figurant sur la liste de son canton siège, l'Etat assume sa part selon le tarif de l'établissement, mais au maximum à hauteur de la part qu'il assumerait pour une hospitalisation dans un établissement figurant sur la liste arrêtée par le Département.

³ Le canton du Jura ne participe pas au financement du séjour hospitalier d'un assuré jurassien qui recourt, sans raisons médicales au sens de la loi fédérale sur l'assurance-maladie³⁾, aux services d'un établissement non répertorié.

⁴ Le Gouvernement fixe dans une ordonnance les modalités d'application des dispositions du présent article concernant en particulier les instances habilitées à se prononcer sur la participation du Canton à des hospitalisations hors canton pour des raisons médicales.

SECTION 4 : Prestations dans le domaine de la psychiatrie, de la réadaptation et de la rééducation

Art. 53 ¹ Le Gouvernement peut prévoir des dispositions spécifiques pour le financement des prestations de psychiatrie, de réadaptation et de rééducation.

² Il se fonde sur les recommandations fédérales en la matière.

CHAPITRE VI : Voies de droit

Opposition et recours

Art. 54 Les décisions rendues en vertu de la présente loi sont sujettes à opposition et à recours conformément au Code de procédure administrative⁴⁾.

Action de droit administratif

Art. 55 ¹ L'action de droit administratif est ouverte en cas de contestations relatives à des prétentions de droit public qui ne peuvent faire l'objet d'une décision.

² Il s'agit en particulier de prétentions fondées sur des rapports de travail régis par le droit public, de prétentions découlant de contrats de droit public et d'indemnités non contractuelles.

³ Pour le surplus, le Code de procédure administrative⁴⁾ est applicable.

Procédures
spéciales

Art. 56 Demeurent réservées les voies de droit ouvertes en vertu de procédures spéciales, notamment en matière d'assurances sociales ou de droits des patients.

Litiges

Art. 57 Lorsque les relations entre les établissements hospitaliers et leurs employés, leurs usagers ou des tiers sont régies par le droit civil, les litiges sont soumis aux organes de la juridiction civile ordinaire ou spéciale selon le Code de procédure civile⁵⁾ ou la législation régissant la procédure devant les tribunaux civils spéciaux (par exemple Conseils de prud'hommes, Tribunaux des baux à loyer et à ferme).

Actes illicites

Art. 58 Les actes illicites commis au détriment des établissements hospitaliers par des tiers, par des organes des établissements hospitaliers ou par leur personnel sont poursuivis conformément au Code de procédure pénale⁶⁾.

CHAPITRE VII : Dispositions transitoires et finales

Disposition
transitoire

Art. 59 ¹ Le Gouvernement peut accorder un délai maximum de deux ans dès l'entrée en vigueur de la présente loi à un hôpital nouvellement inscrit sur la liste des hôpitaux pour satisfaire aux conditions de l'article 14, alinéa 1.

² Les dispositions transitoires de la loi du 22 juin 1994 sur les hôpitaux relatives à la reprise des actifs et passifs et aux dettes des communes à l'égard des hôpitaux jurassiens déploient leurs effets jusqu'à l'extinction des dettes considérées.

Exécution

Art. 60 ¹ Le Gouvernement est chargé de l'exécution de la présente loi.

² Il en édicte les dispositions d'application.

Modification du
droit en vigueur

Art. 61 ¹ La loi sanitaire du 14 décembre 1990²⁾ est modifiée comme il suit :

Article 37, alinéa 2, lettre b

...⁷⁾

Article 38, lettre h

...⁷⁾

Article 41

... [7](#)

Article 43, alinéa 1

... [7](#)

Article 64, alinéa 8

... [7](#)

² La loi du 20 décembre 1996 portant introduction de la loi fédérale sur l'assurance-maladie (LiLAMal)^{[8](#)} est modifiée comme il suit :

Article 9

... [7](#)

Article 11

... [7](#)

Article 12

... [7](#)

Article 17

... [7](#)

Article 18

... [7](#)

Abrogation

Art. 62 La loi du 22 juin 1994 sur les hôpitaux est abrogée.

Référendum

Art. 63 La présente loi est soumise au référendum facultatif.

Entrée en
vigueur

Art. 64 La présente loi entre en vigueur le 1^{er} janvier 2012.

Delémont, le 26 octobre 2011

AU NOM DU PARLEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : André Burri
Le secrétaire : Jean-Baptiste Maître

- 1) RSJU 101
- 2) RSJU 810.01
- 3) RS 832.10
- 4) RSJU 175.1
- 5) RS 272
- 6) RS 312.0
- 7) Texte inséré dans ladite loi
- 8) RSJU 832.10
- 9) RSJU 810.41

Ordonnance concernant les unités de soins psychiatriques

du 1^{er} février 1995

Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,

vu l'article 24 du décret d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale du 25 octobre 1990¹⁾,

vu l'article 67, alinéa 1, de la loi du 24 octobre 1985 sur les mesures d'assistance et la privation de liberté²⁾,

vu l'article 132 de la loi scolaire du 20 décembre 1990³⁾,

vu les articles 33 et 34 de la loi sanitaire du 14 décembre 1990⁴⁾,

vu les articles 2, lettre d, 36 à 38, 78 et 79 de la loi du 22 juin 1994 sur les hôpitaux⁵⁾,

arrête :

SECTION 1 : Généralités

But	Article premier ¹³⁾ La présente ordonnance règle l'organisation, la coordination et la gestion des unités de soins psychiatriques du secteur public, à savoir les unités qui sont rattachées au Centre médico-psychologique.
Mission	Art. 2 La mission des unités de soins psychiatriques est de fournir à la population des prestations de prévention, de soins et de réhabilitation.
Exploitation par des tiers	Art. 2a ¹¹⁾ L'Etat peut confier l'exploitation d'unités psychiatriques à des tiers. Dans ce cas, l'organisme chargé de l'exploitation assume la responsabilité de l'unité concernée.

SECTION 2 : Organisation et coordination des unités de soins psychiatriques

Département

Art. 3 ¹ Le Département de la Santé et des Affaires sociales (dénommé ci-après : "Département") détermine, en fonction des besoins de la population et dans le cadre du budget et du plan hospitalier, l'organisation générale des unités de soins psychiatriques, notamment la capacité d'accueil, les dotations en personnel et la localisation. Demeurent réservés les cas où l'exploitation d'une unité psychiatrique est confiée à un tiers. ¹²⁾

² A cet égard, il demande à la commission de gestion et de surveillance des établissements psychiatriques cantonaux d'étudier, de présenter et de préavisier les projets.

Centre médico-psychologique
a) Principe

Art. 4 ¹ Le Centre médico-psychologique est un établissement cantonal sans personnalité juridique.

² Il organise et coordonne les deux unités de soins psychiatriques qui lui sont rattachées, soit l'unité de psychiatrie pour adultes et l'unité de psychiatrie et psychothérapie pour enfants et adolescents.

b) Siège

Art. 5 ¹ Le siège du Centre médico-psychologique est à Delémont.

² Des consultations régulières sont données à Delémont, à Porrentruy et à Saignelégier.

c) Tâches

Art. 6 ¹ Le Centre médico-psychologique organise et prend en charge :

- a) les soins psychiatriques ambulatoires;
- b) ¹³⁾ les soins psychiatriques en hôpital général, en hôpitaux de jour ainsi que dans les institutions éducatives, ateliers protégés et autres institutions à vocation psychiatrique;
- c) l'admission des personnes gravement malades en clinique psychiatrique;
- d) ¹³⁾ les secteurs particuliers de la psychiatrie tels que pédopsychiatrie, psychogériatrie, soins aux alcooliques, aux toxicomanes, aux épileptiques, etc.;
- e) la psychiatrie administrative et juridique;
- f) la formation postgraduée et continue spécifique, et l'encouragement ou la collaboration à des projets de recherche.

² Il assume toute autre tâche que lui attribue la législation.

d) Rapport avec les unités

Art. 7 ¹ Dans le cadre de l'organisation arrêtée par le Département, le Centre médico-psychologique fixe les tâches des unités de soins psychiatriques et les adapte aux besoins.

² Il prépare les projets visant à créer, modifier ou supprimer des services ou autres structures rattachés aux unités de soins psychiatriques.

Unités de soins psychiatriques
a) Tâches

Art. 8 ¹ Les unités de soins psychiatriques assument, dans leurs secteurs d'activité, les tâches qui leur sont attribuées par le Département et le Centre médico-psychologique.

² Les unités de soins psychiatriques sont des établissements hospitaliers au sens de la loi sur les hôpitaux⁵⁾. Demeurent réservées les unités de vie de psychogériatrie soumises à la législation sur l'organisation gériatrique.¹³⁾

b) Moyens

Art. 9 Pour accomplir leurs tâches, les unités de soins psychiatriques disposent :

- a) de services de soins ambulatoires, également capables d'assumer la psychiatrie de liaison;
- b) de structures dites intermédiaires telles que des hôpitaux de jour ou de nuit, des foyers, des appartements protégés ou des ateliers protégés;
- c)¹³⁾ d'unités hospitalières de soins aigus et d'unités de vie de psychogériatrie permettant également d'accueillir des personnes au bénéfice d'une mesure de privation de liberté à des fins d'assistance.

c) Collaboration

Art. 10 ¹ Les unités collaborent entre elles, ainsi qu'avec les professionnels et services du Canton, notamment avec les hôpitaux somatiques, les médecins et psychiatres privés, les services sociaux et médico-sociaux ainsi que les services pédagogiques.

² Le cas échéant, elles prendront contact avec des établissements spécialisés hors Canton.

Art. 11¹⁴⁾

SECTION 3 : Direction administrative et médicale

Centre médico-
psychologique

Art. 12⁹⁾ ¹ La direction administrative et financière du Centre médico-psychologique est assumée par l'administrateur des unités de soins psychiatriques. Un collaborateur du Service de la santé assume la haute direction de cette unité.

² Le médecin-chef du Centre médico-psychologique pour enfants et adolescents et de l'Unité pédopsychiatrique semi-stationnaire (hôpital de jour à Porrentruy) en assume la responsabilité médicale.

³ Le médecin-chef de l'unité de psychiatrie des adultes, comprenant le Centre médico-psychologique pour adultes, en assume la responsabilité médicale.¹²⁾

⁴ Un comité de coordination, présidé par le collaborateur du Service de la santé en charge de la haute direction, et formé en outre des médecins-chefs des deux unités du Centre médico-psychologique et de l'administrateur des unités de soins psychiatriques, assume les tâches d'organisation et de coordination assignées au Centre médico-psychologique.

Unités de soins
psychiatriques

Art. 13 ¹ Le médecin-chef de chaque unité de soins psychiatriques en assume, de manière indépendante, la direction médicale.

² ...¹⁰⁾

³ La comptabilité financière et analytique des unités de soins psychiatriques est tenue selon le modèle de l'Association suisse des établissements hospitaliers (VESKA).

⁴ Les unités de soins psychiatriques tiennent une statistique médicale conformément aux instructions du Service de la santé; les dispositions de la loi du 15 mai 1986 sur la protection des données à caractère personnel⁶⁾ demeurent réservées.

⁵ Pour le surplus, les unités de soins psychiatriques se conforment aux dispositions de la législation hospitalière cantonale. Demeurent réservées les unités de vie de psychogériatrie soumises à la législation sur l'organisation gériatrique.¹³⁾

Unité hospitalière
de soins aigus

Art. 13a¹¹⁾ La prise en charge des soins psychiatriques aigus et des mesures de privation de liberté à des fins d'assistance est assurée par une unité hospitalière de soins aigus dénommée "Unité hospitalière médico-psychologique" dont l'exploitation est confiée à l'Hôpital du Jura sur la base d'un contrat de droit administratif.

SECTION 4 : Bâtiments, équipement, personnel

Bâtiments,
équipement

Art. 14 ¹ L'Etat construit et entretient les bâtiments nécessaires à l'ensemble des tâches relevant de la psychiatrie du secteur public; il les dote de l'équipement nécessaire.¹³⁾

² L'Etat peut louer des bâtiments pour autant que cette solution soit plus avantageuse sur le plan financier.

³ La procédure d'élaboration des projets et d'octroi des crédits est régie par la législation hospitalière.

Personnel
a) Médecins-
chefs,
administrateur

Art. 15 ¹ Le Gouvernement nomme l'administrateur et les médecins-chefs des unités psychiatriques, à l'exclusion du médecin-chef de l'Unité hospitalière médico-psychologique, après avoir soumis leurs candidatures au préavis de la commission de gestion et de surveillance.¹²⁾

² Les rapports de service entre l'Etat et les médecins-chefs sont réglés par un contrat de droit administratif. Demeure réservé le statut du médecin-chef de l'Unité hospitalière médico-psychologique.¹²⁾

³ L'administrateur a le statut de fonctionnaire.

b) Autres
collaborateurs

Art. 16 ¹ Les autres collaborateurs sont engagés sur la base d'un contrat de droit administratif.

² Pour les collaborateurs non médecins, le contenu du contrat correspond aux règles du statut du personnel des institutions jurassiennes de soins et des services d'aide et de soins à domicile.

³ Les chefs de clinique et médecins-assistants sont engagés par un contrat de droit administratif qui s'inspire du contrat-type de travail pour les médecins-assistants⁷⁾.

⁴ Les temporaires, auxiliaires et stagiaires sont engagés sur la base d'un contrat de travail relevant du Code des obligations⁸⁾.

⁵ Le personnel médical et soignant est engagé par le chef du Département sur proposition du ou des médecins-chefs et de l'administrateur des unités de soins psychiatriques.

c) Création de postes

Art. 17 ¹ Le Département autorise la création de postes dans le cadre de la procédure budgétaire.

² Les propositions de création de postes émanent de la direction du Centre médico-psychologique.

³ Demeurent réservés les cas des unités dont l'exploitation est confiée à des tiers ainsi que les unités de vie de psychogériatrie soumises à la législation sur l'organisation gériatrique.¹¹⁾¹³⁾

SECTION 5 : Financement et gestion

Dépenses de construction et d'équipement

Art. 18 ¹ Les dépenses de construction et d'équipement en matière de structures psychiatriques du secteur public sont entièrement assumées par l'Etat, conformément aux dispositions de l'article 78 de la loi sur les hôpitaux^{5) 13)}.

² Demeurent réservées les dispositions constitutionnelles en matière de compétences financières.

Dépenses d'exploitation

Art. 19¹²⁾ ¹ L'Etat supporte les excédents de charges résultant de l'exploitation des structures psychiatriques, conformément à l'article 79 de la loi sur les hôpitaux⁵⁾.

² Le Gouvernement règle, dans le cadre du contrat de droit administratif passé à cet effet, le financement des unités dont l'exploitation est confiée à des tiers.

SECTION 6 : Rapport avec les usagers

Règlement interne

Art. 20 Les rapports entre les unités de soins psychiatriques et leurs usagers sont précisés dans un règlement interne soumis à l'approbation du Département.

Responsabilité **Art. 21¹²⁾** L'Etat répond du dommage causé sans droit par le personnel des unités, à l'exclusion de celles dont l'exploitation est confiée à des tiers.

SECTION 7 : Disposition finale

Entrée en vigueur **Art. 22** La présente ordonnance prend effet le 1^{er} janvier 1995.

Delémont, le 1^{er} février 1995

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Pierre Kohler
Le chancelier : Sigismond Jacquod

- 1) RSJU 172.111
- 2) RSJU 213.32
- 3) RSJU 410.11
- 4) RSJU 810.01
- 5) RSJU 810.11
- 6) RSJU 170.41
- 7) RS 221.215.328.1
- 8) RS 220
- 9) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 29 juin 2004, en vigueur depuis le 1^{er} juillet 2004. Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 29 novembre 2005, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2006
- 10) Abrogé par le ch. I de l'ordonnance du 29 juin 2004, en vigueur depuis le 1^{er} juillet 2004
- 11) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 15 décembre 2009, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2010
- 12) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 15 décembre 2009, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2010
- 13) Nouvelle teneur selon l'article 95 de l'ordonnance du 14 décembre 2010 sur l'organisation gériatrique, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2011 (RSJU 810.411)
- 14) Abrogé par le ch. I de l'ordonnance du 16 août 2011, en vigueur depuis le 1^{er} août 2011

Ordonnance concernant le service ambulancier

du 25 janvier 2011

Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,

vu les articles 46, alinéa 1, lettre a, 47, 48, 50 à 53, 57, 58 et 72, alinéa 2, lettre e, de la loi sanitaire du 14 décembre 1990¹⁾,

vu l'article 12, alinéa 2, de la loi du 22 juin 1994 sur les hôpitaux²⁾,

arrête :

SECTION 1 : Dispositions générales

But et champ
d'application

Article premier ¹ La présente ordonnance a pour but d'assurer la qualité, la rapidité, l'efficacité et la coordination des secours aux personnes malades ou accidentées et la sécurité de ces dernières, ainsi que de définir les conditions spécifiques d'autorisation d'exploitation des services d'ambulance.

² Elle s'applique aux interventions sanitaires primaires ou secondaires, urgentes ou programmées.

Terminologie

Art. 2 Les termes utilisés dans la présente ordonnance pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

SECTION 2 : Autorisation

Principe

Art. 3 L'exploitation d'un service d'ambulance est subordonnée à une autorisation délivrée par le Service de la santé publique. Font exception les services d'hélicoptères médicalisés extérieurs au Canton qui sont au bénéfice d'une autorisation d'exploitation dans le canton où ils sont basés.

Conditions	<p>Art. 4 ¹ Pour bénéficier d'une autorisation d'exploitation, le service d'ambulance doit notamment remplir les conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">a) être placé sous la responsabilité médicale d'un médecin au bénéfice d'une formation complémentaire en médecine d'urgence;b) disposer du personnel qualifié en nombre suffisant pour assumer sa mission;c) disposer de l'équipement et des locaux fonctionnels qui répondent aux exigences d'hygiène, de qualité et de sécurité;d) être organisé de manière à pouvoir intervenir sans délai, de jour comme de nuit, avec le personnel qualifié et l'équipement adapté au degré d'urgence de l'intervention;e) respecter les règles de coordination et de collaboration avec les autres institutions de santé. <p>² Pour le surplus, le service d'ambulance doit satisfaire aux dispositions sur la reconnaissance des services de sauvetage de l'Interassociation de sauvetage (IAS).</p>
Procédure	<p>Art. 5 ¹ La demande d'autorisation doit être adressée au Service de la santé publique. Ce dernier vérifie si la demande correspond aux exigences posées par la loi sanitaire et par la présente ordonnance.</p> <p>² Le Service de la santé publique accorde l'autorisation au requérant qui remplit toutes les conditions et bénéficie de la reconnaissance de l'IAS.</p>
SECTION 3 : Services ambulanciers publics	
Organisation	<p>Art. 6 L'Hôpital du Jura exploite, sur les sites de Delémont, de Porrentruy et de Saignelégier, un service ambulancier desservant l'ensemble du Canton.</p>
Permanence	<p>Art. 7 Le service ambulancier public est tenu d'assurer une permanence 24 heures sur 24, tous les jours de l'année.</p>
Appel	<p>Art. 8 L'appel de l'ambulance se fait par le numéro d'appel d'urgence 144 ou par celui de la police cantonale.</p>
Transport	<p>Art. 9 ¹ En règle générale, le patient est acheminé vers l'hôpital le plus proche possédant le plateau technique requis par son état de santé.</p>

² Il est tenu compte des conventions sanitaires intercantionales.

SECTION 4 : Services ambulanciers privés

Exigences **Art. 10** ¹ Les services d'ambulance privés doivent répondre aux mêmes exigences que celles du secteur public pour ce qui a trait aux qualifications du personnel, à l'équipement du véhicule et à la permanence.

² Ces exigences sont définies par la présente ordonnance et, si nécessaire, par des directives du Département de la Santé et des Affaires sociales (dénommé ci-après : "Département").

Convention avec le service ambulancier public **Art. 11** Sous réserve de l'accord préalable du Département, un service ambulancier privé peut passer une convention avec l'Hôpital du Jura chargé du service public, en vue notamment d'améliorer la permanence ou de régler la complémentarité de certains transports.

Accord particulier **Art. 12** Indépendamment de la convention mentionnée à l'article 11, les modalités d'accueil et de transmission des informations concernant les patients transportés par un service ambulancier privé font l'objet d'un accord particulier conclu entre ce dernier et l'Hôpital du Jura.

Communication **Art. 13** Toute modification dans l'organisation d'un service ambulancier privé doit immédiatement être communiquée au Service de la santé publique.

Mesures administratives **Art. 14** En cas de manquement grave dûment constaté, le Département est habilité à prendre les mesures suivantes à l'encontre du service ambulancier privé :

- a) avertissement;
- b) menace de retrait;
- c) retrait temporaire de l'autorisation;
- d) retrait définitif de l'autorisation.

SECTION 5 : Cas de catastrophe

Plan d'intervention **Art. 15** En collaboration avec les différents intervenants, l'Etat établit un plan d'intervention en cas d'accident particulièrement grave ou de catastrophe.

SECTION 6 : Personnel

Personnel de base

Art. 16 ¹ Seules sont autorisées à conduire une ambulance les personnes répondant aux critères fixés par l'ordonnance fédérale du 27 octobre 1976 réglant l'admission des personnes et des véhicules à la circulation routière³⁾ et astreintes à un recyclage régulier auprès d'une institution reconnue par le Département.

² Quel que soit le type de transport, le patient bénéficie d'un accompagnement qualifié pour assurer sa sécurité.

³ En cas d'intervention d'urgence, l'équipage de l'ambulance doit être au bénéfice de la formation requise, à savoir celle d'ambulancier ES, de technicien ambulancier ou d'infirmier diplômé affecté au service des urgences.

⁴ Selon la gravité du cas, l'équipage ambulancier doit pouvoir solliciter un renfort médical, par un médecin d'urgences, un médecin anesthésiste ou un médecin de garde.

SECTION 7 : Equipement

Equipement de base

Art. 17 Chaque ambulance est équipée du matériel nécessaire aux premiers secours, conformément aux normes reconnues en Suisse.

Usage exclusif

Art. 18 Les ambulances publiques et privées sont réservées au transport des malades et des blessés.

SECTION 8 : Surveillance et contrôle

Surveillance

Art. 19 Le Département est chargé de la surveillance générale des services ambulanciers publics et privés.

Inspections périodiques

Art. 20 ¹ Le Service de la santé publique procède périodiquement à des inspections des services ambulanciers.

² Ces inspections portent notamment sur l'équipement des véhicules et les qualifications du personnel.

SECTION 9 : Voies de droit

Opposition et
recours

Art. 21 Les décisions prises en vertu de la présente ordonnance sont sujettes à opposition et à recours, conformément au Code de procédure administrative⁴⁾.

SECTION 10 : Dispositions transitoire et finales

Délai de mise en
conformité

Art. 22 Les services ambulanciers publics ou privés qui ne répondent pas aux exigences de la présente ordonnance disposent d'un délai d'un an à compter de son entrée en vigueur pour s'y conformer.

Abrogation

Art. 23 L'ordonnance du 7 septembre 1993 concernant le service ambulancier est abrogée.

Entrée en
vigueur

Art. 24 La présente ordonnance entre en vigueur le 1^{er} mars 2011.

Delémont, le 25 janvier 2011

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Philippe Receveur
Le chancelier : Sigismond Jacquod

- 1) RSJU 810.01
- 2) RSJU 810.11
- 3) RS 741.51
- 4) RSJU 175.1

Loi**portant introduction de la loi fédérale du 9 octobre 1992 sur les denrées alimentaires et les objets usuels**

du 22 septembre 1999

Le Parlement de la République et Canton du Jura,

vu les articles 39 et suivants, 50 et 53 de la loi fédérale du 9 octobre 1992 sur les denrées alimentaires et les objets usuels (LDAI)^{[1\)](#)},

vu l'arrêté fédéral sur l'économie laitière du 16 décembre 1988 (AEL 1988)^{[2\)](#)},

vu les articles 25, alinéa 1, 28 et 52 de la Constitution cantonale^{[3\)](#)},

arrête :

SECTION 1 : Dispositions générales

But

Article premier La présente loi définit les modalités d'application de la législation fédérale sur les denrées alimentaires et les objets usuels.

Terminologie

Art. 2 ¹ Les termes de la présente loi désignant des personnes s'appliquent indistinctement aux femmes et aux hommes.

² Dans les dispositions qui suivent, le termes "denrées alimentaires" englobent à la fois les denrées alimentaires, l'eau potable et les objets usuels.^{[9\)](#)}

SECTION 2 : Organisation du contrôle des denrées alimentaires

Autorités de contrôle
a) Chimiste cantonal, inspecteurs et contrôleurs^{[9\)](#)}

Art. 3 ¹ Sous réserve des dispositions qui suivent, le chimiste cantonal exerce et coordonne le contrôle des denrées alimentaires sur le territoire du Canton.

² Les inspecteurs et les contrôleurs des denrées alimentaires lui sont subordonnés et le secondent dans sa tâche.^{[9\)](#)}

³ ...^{[10\)](#)}

b) Vétérinaire cantonal

Art. 4 ¹ Le vétérinaire cantonal dirige le contrôle des conditions de détention des animaux; il surveille et coordonne l'inspection des animaux avant et après l'abattage, de même que la manipulation de la viande dans les locaux d'abattage et les locaux de découpage qui leur sont attenants.

² Le vétérinaire cantonal surveille et coordonne l'activité des vétérinaires officiels et des auxiliaires officiels. [9\)](#)

³ Il est également responsable du contrôle de la viande et des préparations de viande destinées à l'exportation ou au transit.

c) Collaboration

Art. 5 ¹ Le chimiste cantonal et le vétérinaire cantonal s'assistent mutuellement en cas de besoin, en particulier lors du contrôle de denrées alimentaires d'origine animale.

² Ils coordonnent la prise d'échantillons.

d) Laboratoire des denrées alimentaires

Art. 6 ¹ Le laboratoire des denrées alimentaires effectue les analyses et autres examens selon les indications du chimiste cantonal, des inspecteurs et des contrôleurs des denrées alimentaires; il peut effectuer des analyses à la demande de tiers. [9\)](#)

² Le laboratoire des denrées alimentaires est placé sous la responsabilité du chimiste cantonal; l'alinéa 4 demeure réservé.

³ ... [10\)](#)

⁴ Le Gouvernement peut conclure des conventions avec d'autres cantons dans le but de confier certaines tâches à un autre laboratoire cantonal ou d'exploiter en commun un laboratoire intercantonal; le pouvoir d'approbation du Parlement demeure réservé.

⁵ Le chimiste cantonal peut confier des analyses et examens spécifiques à un laboratoire externe agréé.

e) Contrôle des viandes, abattoirs

Art. 7 ¹ Le Gouvernement nomme un vétérinaire dirigeant responsable de l'organisation du contrôle des viandes et de l'inspection des abattoirs. Il nomme également des vétérinaires officiels et des auxiliaires officiels pour chaque commune dotée d'un abattoir public ou privé. [9\)](#)

² Les plans de construction et de transformation des grands abattoirs sont soumis à l'approbation fédérale, ceux des autres abattoirs à l'approbation du vétérinaire cantonal.

³ L'autorisation d'exploiter un abattoir est délivrée par le département auquel est rattaché le vétérinaire cantonal.^{[12\)](#)}

⁴ Sous réserve du droit fédéral, le département auquel est rattaché le vétérinaire cantonal arrête les conditions d'exploitation liées à l'autorisation.^{[12\)](#)}

Art. 8^{[10\)](#)}

g) Contrôle de l'eau potable^{[9\)](#)}

Art. 9 ¹ Le chimiste cantonal surveille le contrôle de l'eau potable qui incombe aux distributeurs d'eau, notamment aux communes et aux syndicats de communes.^{[9\)](#)}

² Les attributions du service de la protection des eaux^{[4\)](#)} demeurent réservées.

h) Contrôle des champignons

Art. 10 ¹ Les communes ont l'obligation d'instituer un contrôle des champignons et de nommer un contrôleur qualifié; elles peuvent se regrouper à cet effet.

² Les tâches du contrôleur des champignons sont définies par le droit fédéral.

³ Le Canton participe aux frais de formation et de formation continue des contrôleurs officiels des champignons désignés par les communes; il peut participer également aux frais de contrôle.

Autorités de surveillance

Art. 11 ¹ Le chimiste cantonal est placé sous la surveillance du Département de la Santé.

² Le vétérinaire cantonal est placé sous la surveillance du département auquel est rattaché le vétérinaire cantonal.^{[12\)](#)}

³ ...^{[10\)](#)}

Entraide administrative

Art. 12 Les autorités administratives cantonales et communales sont tenues de fournir tout renseignement utile requis par une autorité chargée du contrôle des denrées alimentaires.

SECTION 3 : Mesures

Principe

Art. 13 Sous réserve des dispositions du droit fédéral, l'activité des autorités de contrôle et de surveillance est régie par le Code de procédure administrative⁵⁾.

Mesures de protection de la santé

Art. 14 ¹ Le chimiste cantonal peut ordonner les mesures nécessaires à la protection de la santé, en particulier le séquestre des marchandises contestées lorsque des contrôles révèlent qu'une valeur limite est dépassée.

² Le vétérinaire cantonal peut ordonner les mesures de protection de la santé dans sa sphère de contrôle; il en informe le chimiste cantonal. Les vétérinaires officiels et les auxiliaires officiels peuvent en faire de même en avisant le vétérinaire cantonal des mesures prises.⁹⁾

³ Le chimiste cantonal, les inspecteurs des denrées alimentaires et le vétérinaire cantonal sont compétents pour ordonner la fermeture immédiate d'une entreprise soumise à contrôle si les conditions qui y règnent présentent un danger direct et important pour la santé publique.⁹⁾

⁴ Les mesures de protection de la santé sont portées à la connaissance du médecin cantonal.

Avertissement

Art. 15⁹⁾ Le chimiste cantonal, les inspecteurs et les contrôleurs des denrées alimentaires, ainsi que le vétérinaire cantonal sont seuls compétents pour infliger un avertissement au responsable d'une infraction aux prescriptions du droit des denrées alimentaires.

Constats, dénonciations

Art. 16 ¹ Le chimiste cantonal, le vétérinaire cantonal, les inspecteurs et les contrôleurs des denrées alimentaires, les vétérinaires officiels et les auxiliaires officiels ont qualité d'agent de la police judiciaire; ils peuvent procéder, en cette qualité, aux constats officiels.⁹⁾

² Le chimiste cantonal et le vétérinaire cantonal peuvent dénoncer au Ministère public les infractions aux prescriptions du droit des denrées alimentaires.

Mise en garde publique

Art. 17 ¹ Le chimiste cantonal et le vétérinaire cantonal informent le public lorsque des denrées alimentaires, des additifs ou des objets usuels présentant un danger pour la santé ont été distribués à un nombre indéterminé de consommateurs.

² Ils peuvent émettre des recommandations.

³ Lorsque la population de plusieurs cantons est menacée, les autorités de contrôle en informent sans délai la Confédération.

SECTION 4 : Qualifications professionnelles, formation continue

Qualifications
professionnelles

Art. 18 Le Gouvernement veille à ce que les personnes chargées du contrôle des denrées alimentaires remplissent les exigences posées par le droit fédéral pour les fonctions qui leur sont assignées.

Formation
continue

Art. 19 Le chimiste cantonal et le vétérinaire cantonal arrêtent les programmes de formation continue des personnes chargées du contrôle.

SECTION 5 : Financement

Prise en charge
des frais

Art. 20 ¹ L'Etat supporte les frais engendrés par le contrôle des denrées alimentaires, des objets usuels et des viandes au sein du laboratoire cantonal et du Service vétérinaire cantonal.

² En matière de contrôle des viandes, après déduction des émoluments perçus, l'Etat prend à sa charge la rétribution des vétérinaires officiels et des auxiliaires officiels. ⁹⁾

³ Les contrôleurs des champignons sont rétribués par la commune. ¹¹⁾

Emoluments

Art. 21 ¹ Sauf disposition contraire du droit fédéral, le contrôle des denrées alimentaires est exempt d'émolument.

² Des émoluments sont toutefois perçus pour :

- a) l'inspection des animaux avant et après l'abattage;
- b) les contrôles ayant donné lieu à contestation;
- c) les prestations et contrôles spéciaux, non effectués d'office et ayant occasionné plus de travail que les contrôles habituels;
- d) les autorisations.

³ Les analyses et inspections relevant du Laboratoire cantonal sont facturées au tarif élaboré par l'Association des chimistes cantonaux suisses.

⁴ Pour le surplus, les émoluments sont fixés par le décret sur les émoluments⁶⁾.

SECTION 6 : Dispositions pénales et voies de droit

Poursuite pénale **Art. 22** ¹ Les autorités de justice pénale poursuivent les infractions aux prescriptions du droit des denrées alimentaires.

² La procédure est régie par le Code de procédure pénale⁷⁾.

Opposition **Art. 23** ¹ Les décisions des autorités de contrôle des denrées alimentaires sont sujettes à opposition au sens des articles 94 et suivants du Code de procédure administrative.

² Ne sont pas sujets à opposition :

- a) les décisions d'exécution;
- b) le séquestre de marchandises contestées (art. 30 LDAI);
- c) les mesures provisionnelles urgentes;
- d) la décision sur le retrait de l'effet suspensif;
- e) les autres décisions et actes non soumis à opposition en vertu du Code de procédure administrative.

³ Le délai d'opposition est de cinq jours.

Recours **Art. 24** ¹ Les décisions sur opposition et les décisions non sujettes à opposition sont susceptibles de recours à la Chambre administrative du Tribunal cantonal.

² Le délai de recours contre les décisions relevant du contrôle alimentaire (art. 24, 28 à 30 LDAI) est de dix jours.

³ Le délai de recours contre les décisions prises dans le cadre de l'inspection des animaux avant et après abattage (art. 26, 28 et 30 LDAI) est de cinq jours.

Effet suspensif et mesures provisionnelles **Art. 25** ¹ Les autorités de décision ou de recours peuvent retirer l'effet suspensif à une opposition ou à un recours.

² Si l'effet suspensif est accordé à une opposition ou à un recours, l'autorité de décision ou de recours prend les mesures provisionnelles nécessaires.

SECTION 7 : Dispositions finales

Droit d'exécution **Art. 26⁹⁾** Le Gouvernement édicte les ordonnances d'exécution de la présente loi et fixe, au besoin, les émoluments au sens de celle-ci.

Référendum **Art. 27** La présente loi est soumise au référendum facultatif.

Entrée en vigueur **Art. 28** Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur⁸⁾ de la présente loi.

Delémont, le 22 septembre 1999

AU NOM DU PARLEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Charles Froidevaux
Le vice-chancelier : Jean-Claude Montavon

- 1) RS 817.0
- 2) RS 916.350.1
- 3) RSJU 101
- 4) Voir l'art. 49 de la loi fédérale du 24 janvier 1991 sur la protection des eaux (RS 814.20)
- 5) RSJU 175.1
- 6) RSJU 176.21
- 7) RSJU 321.1
- 8) 1^{er} janvier 2000
- 9) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 16 juin 2010, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2011
- 10) Abrogé par le ch. I de la loi du 16 juin 2010, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2011
- 11) Introduit par le ch. I de la loi du 16 juin 2010, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2011
- 12) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 27 avril 2011, en vigueur depuis le 1^{er} août 2011

**Ordonnance
d'exécution de la loi du 26 octobre 1978 portant
introduction de la loi fédérale sur l'assurance-vieillesse et
survivants**

du 6 décembre 1978

L'Assemblée constituante de la République et Canton du Jura,

vu l'article 3 des dispositions finales et transitoires de la Constitution cantonale¹⁾,

vu l'article 25 de la loi du 26 octobre 1978²⁾ portant introduction de la loi fédérale du 20 décembre 1946 sur l'assurance-vieillesse et survivants (dénommée ci-après : "loi introductive"),

arrête :

SECTION 1 : Caisse de compensation

Article premier La Caisse de compensation du canton du Jura (appelée ci-après : "Caisse cantonale de compensation") exécute toutes les tâches qui lui sont assignées par la loi introductive et par les prescriptions fédérales en vigueur.

Art. 2 La Caisse cantonale de compensation veille à la liquidation uniforme et régulière des affaires qui sont de son ressort et du ressort des agences. Elle émet à cet effet des prescriptions générales de service et, dans les cas particuliers, des instructions.

Art. 3 La Caisse cantonale de compensation traite notamment les affaires suivantes à son siège central :

- a) elle fixe les cotisations des personnes de condition indépendante et des personnes sans activité lucrative;
- b) elle tient toute la comptabilité de la Caisse de compensation, y compris celle des agences;
- c) elle tient les comptes individuels de cotisations des assurés;
- d) elle fixe et verse les rentes;
- e) elle tranche quant aux demandes de remise;
- f) elle tranche quant aux demandes de réduction des cotisations;
- g) elle s'occupe des encaissements par voie de droit;

- h) elle s'occupe des amendes et des affaires pénales;
- i) elle verse les allocations familiales agricoles selon les prescriptions de la loi fédérale sur les allocations familiales dans l'agriculture³⁾;
- j) elle délivre les certificats d'assurance aux agences communales AVS.

Art. 4 Le Gouvernement peut charger une agence de l'une ou l'autre des tâches incombant à la Caisse cantonale de compensation, lorsque cette agence est gérée à titre de fonction principale et que la chose est conciliable avec les principes d'une administration rationnelle, tant en ce qui concerne la Caisse cantonale de compensation que l'agence dont il s'agit.

Art. 5 ¹ La Caisse cantonale de compensation traite directement avec les agences. Celles-ci doivent lui remettre périodiquement et conformément à ses instructions les avis exigés et les pièces concernant leur administration.

² La Caisse cantonale de compensation a la compétence d'édicter elle-même des dispositions entrant dans la compétence des agences, ainsi que d'annuler ou de modifier des dispositions édictées par elles.

Art. 6 ¹ Les agences instituées dans les communes en vertu des articles 5 et 6 de la loi introductive portent la désignation de "agence communale AVS".

² Elles sont dirigées par un préposé à l'agence communale AVS (dénommé ci-après : "préposé"), auquel la commune adjoint le personnel nécessaire.

Art. 7 ¹ Le préposé est nommé pour une période déterminée par le conseil communal ou par l'assemblée communale. Il doit posséder les connaissances professionnelles permettant de diriger un bureau et les qualités que l'on exige dans les rapports avec le public.

² La charge de préposé peut aussi être confiée à titre accessoire à un fonctionnaire ou employé de la commune, ou encore à un tiers.

³ Le préposé et son personnel sont soumis aux mêmes prescriptions légales et réglementaires que les autres fonctionnaires et employés de la commune.

Art. 8 ¹ La commune met à la disposition du préposé les locaux appropriés, à moins qu'il ne dispose déjà d'un bureau. Elle lui fournit en outre les installations de bureau et le matériel nécessaire.

² Le bureau doit être ouvert au public pendant les heures que fixe le conseil communal.

Art. 9 ¹ Le conseil communal signale à temps à la Caisse cantonale de compensation et à l'Office des assurances sociales tout changement pouvant intervenir dans la gérance de l'agence communale AVS.

² Le conseil communal veille, d'entente avec la Caisse cantonale de compensation, à ce que le nouveau préposé soit initié à fond à ses fonctions, de façon à assurer la continuation régulière des affaires de l'agence communale AVS.

³ La remise de l'agence communale AVS de l'ancien préposé au nouveau a lieu en présence d'un représentant du conseil communal et d'un représentant de la Caisse cantonale de compensation; elle est consignée dans un procès-verbal mentionnant en particulier les pièces remises, l'état du compte de chèques postaux et des affaires au jour de la remise.

⁴ Le procès-verbal est établi en cinq exemplaires; il est signé par le représentant du conseil communal, de même que par l'ancien et le nouveau préposé. Un exemplaire est adressé immédiatement à la Caisse cantonale de compensation, un autre à l'Office des assurances sociales. Le conseil communal, l'ancien et le nouveau préposé en reçoivent également chacun un.

Art. 10 ¹ L'agence communale AVS exécute dans la commune, en vertu de l'article 5, alinéa 1, de la loi introductive, les mesures découlant des tâches assignées à la Caisse cantonale de compensation.

² L'agence communale AVS a, dans ce cadre et conformément aux prescriptions de service ainsi qu'aux dispositions organiques de la Caisse de compensation, les attributions suivantes :

1. Elle dresse l'état des personnes sujettes à cotisations et à décomptes de la commune, c'est-à-dire tous les employeurs, les personnes de condition indépendante, les personnes n'exerçant pas d'activité lucrative, les employés et ouvriers, pour autant qu'ils ne soient pas affiliés à une caisse de compensation professionnelle. Elle communique à la Caisse cantonale de compensations toutes les mutations que subit l'état des assujettis à décompte.
2. Elle contrôle si tous les assujettis à cotisation de la commune sont affiliés à une caisse de compensation. Le conseil communal institue à cet effet un service de communication entre le préposé au registre des domiciles et l'agence communale AVS.
3. Elle transmet les certificats d'assurance aux assurés.
4. Elle perçoit les cotisations des employeurs, employés et ouvriers des personnes de condition indépendante et de celles sans activité lucrative. Elle tient les contrôles voulus des cotisations et des somimations.
5. Elle reçoit, examine et rectifie les formules d'inscription pour l'obtention des rentes ordinaires et des rentes transitoires. Elle vérifie périodiquement la situation personnelle des bénéficiaires de rentes et notamment les conditions de revenu et de fortune des bénéficiaires de rentes transitoires.
6. Elle reçoit, examine et rectifie les questionnaires et certificats des jours de service pour militaires; elle fixe et verse l'allocation pour jours de service. La Caisse cantonale de compensation fixe elle-même l'allocation dans les cas spéciaux et pour les catégories de bénéficiaires désignées par elle.
7. Elle reçoit, examine et rectifie les questionnaires, certificats de travail ou cartes de quittances pour travailleurs agricoles, ainsi que les questionnaires et feuilles annexes pour paysans de la montagne.
8. Elle applique la procédure des somimations. Elle procède aux recherches nécessaires en vue de fournir les informations nécessaires à la décision de taxation de la Caisse cantonale de compensation.
9. Elle procède aux recherches nécessaires en vue du paiement des cotisations arriérées ou du remboursement de cotisations, du remboursement ou du paiement complémentaire d'allocations.
10. Elle procède aux recherches exigées dans un but de statistique.
11. Elle signale immédiatement les actes punissables à la Caisse cantonale de compensation.
12. Elle fournit toutes communications exigées par la Caisse de compensation ou qui peuvent être dans l'intérêt de la marche des affaires.
13. Elle répond aux demandes de renseignements, remet les formules et les prescriptions légales qu'on lui demande.

14. Elle procède de la manière appropriée à la publication officielle des prescriptions en vigueur et des ordres émis par la Caisse cantonale de compensation.

Art. 11 ¹ L'agence communale AVS se fait ouvrir un compte de chèques postaux propre, qui ne doit servir aux opérations de fonds d'aucune des autres branches de l'administration communale. Toutes les opérations de fonds de l'agence communale AVS se font par l'intermédiaire de ce compte de chèques.

² L'agence communale AVS tient un contrôle de ses opérations par le compte de chèques et en adresse de façon continue les pièces justificatives à la Caisse cantonale de compensation aux fins de comptabilisation.

³ Les comptes de chèques postaux des agences communales AVS constituent une partie intégrante de la comptabilité de la Caisse cantonale de compensation.

⁴ Le titulaire du compte de chèques postaux délivre à la Caisse cantonale de compensation et aux organes légaux de contrôle la procuration leur permettant d'obtenir de l'office des chèques postaux des avis de situation, ainsi que des extraits de compte.

Art. 12 ¹ L'organisation des agences communales AVS doit être comprise de telle sorte qu'elle soit conforme aux principes d'une administration rationnelle.

² Les agences communales AVS établissent ou se procurent, dans le cadre de leurs attributions, les pièces et documents prescrits par les dispositions législatives et par les instructions de la Caisse cantonale de compensation. Les préposés les envoient à la Caisse cantonale de compensation dans les délais fixés par cette dernière. Demeurent réservées les prescriptions spéciales établies par la Caisse cantonale de compensation conformément à l'article 4 ci-dessus à l'intention d'agences communales AVS déterminées.

³ Les pièces et dossiers dont la Caisse cantonale de compensation n'a pas un usage courant, ainsi que les dispositions légales et les prescriptions générales de service, sont classés d'une manière claire et conservés séparément de pièces pouvant appartenir à l'agence communale AVS et concernant d'autres affaires. La Caisse cantonale de compensation indique l'état des pièces qu'il faut conserver dans les archives de la commune.

SECTION 2 : Contributions aux frais d'administration des personnes tenues à décompte

Art. 13 ¹ Une contribution aux frais d'administration de 2,5 %⁴⁾ des cotisations à verser à la caisse de compensation est perçue des employeurs, des personnes exerçant une activité lucrative et des personnes sans activité lucrative.

² Les employeurs paient une contribution aux frais d'administration de 2,3 % s'ils utilisent la plate-forme informatique sécurisée de la caisse de compensation pour déposer leur déclaration de salaires selon le standard agréé ou pour encoder leur déclaration de salaires.¹⁴⁾

Art. 14 ¹ Les employeurs qui versent chaque année, au titre des salaires soumis à cotisation, une somme de 600 000 francs et plus paient, avec l'autorisation de la Caisse cantonale de compensation, une contribution aux frais d'administration de 1,5 %⁴⁾ du montant total des cotisations qu'ils doivent décompter avec la caisse de compensation.

^{1bis} Les employeurs visés à l'alinéa 1 paient une contribution aux frais d'administration de 1,3 % s'ils utilisent la plate-forme informatique sécurisée de la caisse de compensation pour déposer leur déclaration de salaires selon le standard agréé ou pour encoder leur déclaration de salaires.⁵⁾¹⁵⁾

^{1ter} Les employeurs visés à l'alinéa 1, qui versent chaque année, au titre des salaires soumis à cotisation, une somme de cinq millions de francs et plus, paient une contribution aux frais d'administration de 1 % s'ils utilisent la plate-forme informatique sécurisée de la caisse de compensation pour déposer leur déclaration de salaires selon le standard agréé.⁶⁾¹⁵⁾

² L'autorisation d'appliquer le taux des frais prévu à l'alinéa 1 n'est accordée que sur demande écrite et à la condition que l'employeur prouve qu'il tient une comptabilité bien ordonnée et des comptes individuels de salaire (carte de salaire, feuille personnelle) pour tous ses employés où toutes les prestations entrant dans le salaire déterminant sont déclarées. En outre, la condition supplémentaire de l'alinéa 3 doit être remplie.

³ L'employeur est tenu de présenter sur la formule officielle, à la fin de chaque année pour l'année écoulée, un relevé (attestation de salaire) des salaires versés et comptabilisés en faveur de chaque employé. Il appartient à la Caisse cantonale de compensation d'établir cette formule et de fixer le délai de sa remise. En outre, l'employeur a l'obligation de verser chaque mois des acomptes en chiffre rond correspondant approximativement aux montants mensuels dus par l'exploitation.

Art. 15 ¹ Il n'est pas prélevé de contributions aux frais d'administration chez les personnes sans revenu dont la cotisation est versée par l'autorité d'assistance.

² Il en est de même des cotisations mises à la charge des communes, en cas de remise conformément à l'article 21 de la loi introductive.

Art. 16 La Caisse cantonale de compensation émet les directives nécessaires en ce qui concerne la perception des contributions aux frais d'administration.

Art. 17 Au cas où des modifications pourraient être apportées par de nouvelles prescriptions fédérales en matière de contributions aux frais d'administration ou de subsides de la Confédération aux frais d'administration, le Gouvernement prendra les décisions nécessaires en attendant qu'une nouvelle ordonnance d'exécution soit établie, et ce par arrêté qui sera publié dans le Journal officiel.

SECTION 3 : Contributions de la Caisse cantonale de compensation aux frais d'administration des communes

Art. 18 Le Gouvernement fixe chaque année l'allocation pour frais d'administration prévue à l'article 9 de la loi introductive, ainsi que le montant des quotes-parts qui sont à répartir entre les communes sur la base des différents facteurs.

Art. 19 ¹ L'allocation totale est fixée d'après les moyens disponibles de l'année comptable écoulée; elle comprend une quote-part de base et une allocation variable.

² La quote-part de base est constituée par une allocation égale pour toutes les agences.

³ L'allocation variable est répartie en parts attribuées aux communes selon les dispositions de la loi concernant la péréquation financière¹¹⁾ ¹⁰⁾.

Art. 20 ¹ Lorsqu'une agence se voit assigner d'autres tâches conformément à l'article 4 de la présente ordonnance, le Gouvernement fixe pour l'agence en cause une allocation supplémentaire.

² Ces allocations supplémentaires sont déduites en premier lieu des sommes totales disponibles pour les allocations aux frais d'administration selon l'article 19 de la présente ordonnance.

Art. 21 Le Gouvernement se réserve la faculté de réduire, sur proposition du Département de la Santé et des Affaires sociales⁷⁾, les allocations aux frais d'administration prévues aux articles 18 à 20 de la présente ordonnance, si les affaires d'une agence sont administrées d'une manière défectueuse ou si des travaux spéciaux doivent être accomplis pour les agences par les organes de la Caisse cantonale de compensation ou par l'office de revision.

SECTION 4 : Revision et contrôle

Art. 22 ¹ Le Gouvernement désigne une société fiduciaire en qualité d'organe de revision de la Caisse cantonale de compensation, conformément à l'article 68, alinéa 1, de la loi fédérale sur l'assurance-vieillesse et survivants⁸⁾ et aux dispositions d'exécution y relatives.

² Cet organe est chargé en particulier de la revision de la Caisse cantonale de compensation, ainsi que des agences auxquelles ont été confiées des tâches spéciales en vertu de l'article 4 de la présente ordonnance.

³ L'organe de revision a la faculté d'étendre ses investigations, soit de son propre chef, soit à la demande du directeur de la caisse, à d'autres agences communales AVS si cette mesure répond aux nécessités d'une revision appropriée.

⁴ Les prescriptions fédérales en vigueur s'appliquent à la manière d'opérer la revision.

Art. 23 ¹ La Caisse cantonale de compensation est chargée du contrôle de l'organisation et de l'administration des agences communales AVS, pour autant qu'il ne s'agisse pas d'agences soumises à la revision prévue à l'article 22, alinéa 2, ci-dessus.

² La Caisse cantonale de compensation est autorisée à faire opérer le contrôle par un de ses employés qualifiés pour ce travail.

³ Le contrôle a lieu sur place au moins tous les deux ans. Le résultat en est consigné dans un rapport adressé au Département de la Santé et des Affaires sociales⁷¹ et au conseil communal à l'intention du préposé.

⁴ Le contrôle de la Caisse cantonale de compensation concerne en particulier l'organisation de l'agence communale AVS, le fonctionnement du système des décomptes et des sommations, l'enregistrement régulier de tous les assujettis à cotisation et l'établissement exact de la situation des bénéficiaires de rentes transitoires. Il s'effectue selon les prescriptions légales.

Art. 24 ¹ Une société fiduciaire que désigne le Gouvernement est chargée du contrôle des employeurs affiliés à la Caisse cantonale de compensation, conformément à l'article 68, alinéa 2, de la loi fédérale sur l'assurance-vieillesse et survivants.

² L'exécution de ce contrôle a lieu selon les prescriptions fédérales en vigueur.

Art. 25 Le Département de la Santé et des Affaires sociales⁷¹ fixe, d'entente avec le Département des Finances⁷², les honoraires de l'office de revision pour les travaux de revision et les contrôles des employeurs selon les articles 22 et 24 de la présente ordonnance. Ces honoraires sont supportés par la Caisse cantonale de compensation et payés par elle.

Art. 26 Les contrôles effectués en vertu des articles 22 et 23 de la présente ordonnance ne libèrent pas les autorités communales de leur obligation de surveillance à l'égard de l'agence communale AVS.

SECTION 5 : Dispositions transitoire et finale¹²⁾

Art. 26a¹³⁾ En cas de fusion de communes, la quote-part de base au sens de l'article 19, alinéa 2, est allouée durant les quatre années qui suivent l'entrée en vigueur de la présente modification pour chacune des anciennes communes rattachées à la nouvelle entité.

Art. 27 Le Gouvernement fixe la date de l'entrée en vigueur⁹⁾ de la présente ordonnance.

Delémont, le 6 décembre 1978

AU NOM DE L'ASSEMBLEE CONSTITUANTE
DE LA REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : François Lachat
Le secrétaire général : Joseph Boinay

Dispositions finales de la modification du 16 août 2011

¹ La présente modification entre en vigueur le 1^{er} janvier 2012.

² Elle est applicable aux contributions aux frais d'administration perçues dès l'exercice 2011.

¹⁾ RSJU 101

²⁾ RSJU 831.10

³⁾ RS 836.1

⁴⁾ Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 4 décembre 1990, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1991. La modification est applicable aux contributions aux frais d'administration perçues dès l'exercice 1991

⁵⁾ Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 4 décembre 1990, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1991. La modification est applicable aux contributions aux frais d'administration perçues dès l'exercice 1991

- ⁶⁾ Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 17 janvier 1996. En vigueur depuis le 1^{er} janvier 1996, cette modification déploie ses effets pour les années 1996, 1997, 1998 et 1999; elle est applicable aux contributions aux frais d'administration perçues dès l'exercice 1996
- ⁷⁾ Nouvelle dénomination selon le décret d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale du 25 octobre 1990, en vigueur depuis le 15 janvier 1991 (RSJU 172.111)
- ⁸⁾ RS 831.10
- ⁹⁾ 1^{er} janvier 1979
- ¹⁰⁾ Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 8 novembre 2005, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2005
- ¹¹⁾ RSJU 651
- ¹²⁾ Nouvelle teneur du titre selon le ch. I de l'ordonnance du 18 novembre 2008, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2009
- ¹³⁾ Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 18 novembre 2008, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2009
- ¹⁴⁾ Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 16 août 2011, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2012
- ¹⁵⁾ Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 16 août 2012, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2012

Loi portant introduction de la loi fédérale sur l'assurance-maladie (LiLAMal)

du 20 décembre 1996

Le Parlement de la République et Canton du Jura,

vu la loi fédérale du 18 mars 1994 sur l'assurance-maladie (LAMal)¹⁾,

arrête :

SECTION 1 : Dispositions générales

But

Article premier La présente loi édicte les dispositions d'application de la loi fédérale sur l'assurance-maladie (LAMal)¹⁾.

Terminologie

Art. 2 Les termes qui désignent des personnes comprennent indifféremment des femmes et des hommes.

SECTION 2 : Contrôle de l'affiliation

Obligation de s'assurer
(art. 3 LAMal)

Art. 3 ¹ Toute personne domiciliée dans le Canton doit s'assurer pour les soins en cas de maladie, ou être assurée par son représentant légal, dans les trois mois qui suivent sa prise de domicile ou sa naissance en Suisse.

² Demeurent réservées les dispositions fédérales qui dérogent à l'obligation de s'assurer ou qui étendent cette obligation à des personnes domiciliées à l'étranger.

Contrôle de l'affiliation
(art. 6 LAMal)

Art. 4 ¹ Le contrôle de l'affiliation des personnes obligées de s'assurer incombe aux communes qui l'exercent dans le cadre du contrôle des habitants.

² Le contrôle des habitants peut exiger une attestation d'assurance de la part de toute personne domiciliée dans la commune.

³ La Caisse de compensation de la République et Canton du Jura donne les instructions nécessaires aux communes.

Affiliation d'office **Art. 5** ¹ La Caisse de compensation affine d'office toute personne tenue de s'assurer qui n'a pas donné suite à cette obligation dans le délai imparti par la commune.

² Tout fournisseur de prestations peut signaler à la Caisse de compensation une personne tenue de s'assurer qui ne serait pas affiliée à l'assurance obligatoire.

³ En principe, la Caisse de compensation choisit parmi les dix assureurs affiliés à la Fédération jurassienne des caisses-maladie qui offrent, sur l'ensemble du territoire cantonal, les primes les plus avantageuses aux assurés.

Changement d'assureur (art. 7, al. 5, LAMal) **Art. 6** En cas de changement d'assureur, le nouvel assureur est tenu d'adresser à la commune de domicile de l'assuré une copie de la communication destinée à l'ancien assureur.

SECTION 3 : Promotion de la santé

Promotion (art. 19, al. 1, LAMal) **Art. 7** Les activités cantonales de promotion de la santé sont régies par la loi sanitaire du 14 décembre 1990²⁾.

Institution de promotion (art. 19, al. 2, LAMal) **Art. 8** Le Gouvernement est compétent pour adhérer à l'institution suisse chargée de stimuler, coordonner et évaluer des mesures de promotion de la santé et de prévention des maladies.

SECTION 4 : Statistiques

Concours du Canton **Art. 9**¹⁵⁾ Le Service de la santé publique est compétent pour procéder aux examens, selon l'article 21, alinéa 3, LAMal, lorsque ces tâches sont confiées au Canton.

SECTION 5 : Fournisseurs de prestations, tarifs

Vente de
médicaments par
les médecins
(art. 37 LAMal)

Art. 10 Les conditions auxquelles les médecins autorisés à tenir une pharmacie sont assimilés aux pharmaciens sont définies par la loi du 14 décembre 1990 sur la vente des médicaments³⁾.

Planification
hospitalière
(art. 39 LAMal)

Art. 11¹⁵⁾ ¹ La planification hospitalière est régie par la loi sur les établissements hospitaliers⁴⁾.

² Elle est intégrée à la planification sanitaire cantonale.

³ Le Service de la santé publique tient la liste des établissements hospitaliers.

Hospitalisation
hors Canton
(art. 41 LAMal)

Art. 12¹⁵⁾ ¹ Les hospitalisations hors du Canton sont régies selon les dispositions de la loi sur les établissements hospitaliers⁴⁾.

² Le Service de la santé publique exerce le droit de recours qui échoit au canton de résidence de l'assuré.

Récusation
(art. 44 LAMal)

Art. 13 ¹ Le fournisseur de prestations qui refuse de fournir des prestations conformément à la LAMal doit l'annoncer au Service de la santé.

² Le Service de la santé informe rapidement le Gouvernement lorsque, du fait de la récusation de fournisseurs de prestations, le traitement des assurés n'est pas garanti conformément à la LAMal.

³ Il lui propose, le cas échéant, les mesures de garantie du traitement conforme à la LAMal.

Approbation des
conventions
tarifaires
(art. 46 LAMal)

Art. 14 Le Service de la santé prépare les décisions d'approbation des conventions tarifaires relevant de la compétence du Gouvernement.

Absence de
convention
tarifaire
(art. 47 LAMal)

Art. 15 ¹ En l'absence de convention tarifaire, le Gouvernement cantonal fixe le tarif sur la base de la proposition préparée par le Département de la Santé et des Affaires sociales (dénommé ci-après : "le Département").

² Le Département organise les consultations parmi les fournisseurs de prestations et les assureurs.

Conventions
tarifaires avec
les associations
de médecins
(art. 48 LAMal)

Art. 16 Le Gouvernement fixe le tarif cadre proposé par le Département après consultation des parties à la convention, ou à la demande des parties lorsque d'emblée aucune convention tarifaire ne peut être conclue.

Comptabilité et
statistique des
hôpitaux et
établissements
médico-sociaux
(art. 49 et 50
LAMal)

Art. 17¹⁵⁾ ¹ Le Service de la santé publique veille à ce que les établissements hospitaliers et les établissements médico-sociaux tiennent une comptabilité analytique et une statistique de leurs prestations.

² Il fournit les données nécessaires en vue de la comparaison des coûts et de la qualité des résultats médicaux entre établissements hospitaliers et entre établissements médico-sociaux.

Budget global
(art. 51 LAMal)

Art. 18¹⁵⁾ Le Gouvernement peut fixer, par voie d'ordonnance, un budget global en tant qu'instrument de gestion.

Mesures
extraordinaires
de maîtrise des
coûts
(art. 54 et 55
LAMal)

Art. 19 ¹ Le Gouvernement arrête les mesures extraordinaires de maîtrise des coûts au plan cantonal.

² Le Département organise la consultation préalable des intéressés et prépare la décision du Gouvernement.

SECTION 6 : Réduction des primes

Principes
(art. 65 LAMal)

Art. 20 ¹ Les assurés de condition économique modeste bénéficient de réduction de primes.

² La condition économique des assurés est définie, par leur revenu, leur fortune et leur situation familiale; elle est déterminée, en général, sur la base des taxations fiscales.

³ Le Gouvernement règle les détails par voie d'ordonnance. Il fixe les limites de revenu qui déterminent le droit à la réduction des primes.

Répartition du
subside cantonal

Art. 21¹²⁾ Les montants versés à titre de subside cantonal destiné à la réduction des primes sont répartis entre l'Etat et les communes selon les dispositions de la loi concernant la péréquation financière¹³⁾.

Application de la
réduction des
primes

Art. 22¹ La Caisse de compensation est chargée de l'application de la réduction des primes.

² Les assureurs accomplissent gratuitement les tâches qui leur sont dévolues en matière de réduction des primes.

SECTION 7 : Obligation de renseigner

Obligation de
renseigner

Art. 23¹ Les autorités administratives et judiciaires du Canton et des communes, les assureurs et les employeurs fournissent gratuitement les renseignements et documents nécessaires qui leur sont demandés en vue de l'application de la présente loi.

² Le Service des contributions transmet gratuitement toutes les données fiscales nécessaires au calcul de la réduction des primes à la Caisse de compensation.

³ La législation fédérale et cantonale sur la protection des données à caractère personnel est réservée.

SECTION 8 : Couverture des frais administratifs

Couverture
des frais

Art. 24 L'Etat couvre les frais effectifs engagés par la Caisse de compensation en vue de l'accomplissement des tâches de contrôle d'affiliation et de gestion des subsides qui lui sont confiées en vertu de l'article 63, alinéa 4, de la loi fédérale sur l'assurance-vieillesse et survivants⁶⁾.

Avances

Art. 25 L'Etat verse les montants nécessaires à la Caisse de compensation afin de lui permettre d'accomplir ces tâches administratives et de payer les subsides aux assureurs.

SECTION 9 : Tribunal des assurances

Organisation
(art. 86 LAMal)

Art. 26 ¹ La Chambre des assurances connaît des litiges opposant un assureur à un autre assureur, à un assuré ou à un tiers.

² La composition et l'organisation de la Chambre des assurances sont déterminées par la loi d'organisation judiciaire du 26 octobre 1978^{[7](#)}.

Procédure
(art. 87 LAMal)

Art. 27 ¹ La procédure devant la Chambre des assurances est simple, rapide et gratuite.

² Elle est soumise aux règles posées par l'article 87 LAMal et, à titre subsidiaire, par le Code de procédure administrative^{[8](#)}.

Art. 28^{[14](#)}

SECTION 10 : Tribunal arbitral

Organisation
(art. 89 LAMal)

Art. 29 ¹ Les litiges entre assureurs et fournisseurs de prestations sont jugés par le tribunal arbitral.

² Le tribunal arbitral se compose d'un président, d'un vice-président et d'un nombre égal de représentants des assureurs et des fournisseurs de prestations. Le président et le vice-président sont choisis parmi les juges permanents du Tribunal cantonal.

³ Le Gouvernement désigne le président et le vice-président du tribunal arbitral; il en nomme les membres sur proposition des associations des assureurs et des fournisseurs de prestations. Ils font la promesse solennelle devant le chef du Département de la Justice.

Composition

Art. 30 Le tribunal arbitral siège dans une composition de trois membres : le président ou le vice-président, un représentant des assureurs et un représentant des fournisseurs de prestations concernés.

Procédure

Art. 31 ¹ La procédure devant le tribunal arbitral est simple et rapide.

² Pour le surplus, la procédure est soumise aux règles posées par le Code de procédure administrative.

SECTION 11 : Dispositions finales

Modification

Art. 32 La loi sur les prestations complémentaires à l'assurance-vieillesse, survivants et invalidité¹⁰⁾ est modifiée comme il suit :

Article 6, lettre e

...¹¹⁾

SECTION 5 : Dispositions finales et transitoires

Art. 23a

...¹¹⁾

Abrogation de
dispositions
légalés

Art. 33 Les textes suivants sont abrogés :

- a) la loi du 26 octobre 1978 portant introduction de la loi fédérale du 13 juin 1911 sur l'assurance-maladie;
- b) la loi du 9 novembre 1978 concernant l'assurance en cas de maladie;
- c) le décret du 6 décembre 1978 sur l'assurance-maladie.

Entrée en
vigueur

Art. 34 La présente loi entre en vigueur le 1^{er} janvier 1997.

Delémont, le 20 décembre 1996

AU NOM DU PARLEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Hubert Ackermann
Le vice-chancelier : Jean-Claude Montavon

- 1) RS 832.10
- 2) RSJU 810.01, art. 3 ss
- 3) RSJU 812.21
- 4) RSJU 810.11
- 5) RSJU 810.11, art. 55
- 6) RS 831.10
- 7) RSJU 181.1
- 8) RSJU 175.1
- 9) Art. 47 de la loi fédérale du 23 juin 1978 sur la surveillance des institutions d'assurance privées (RS 961.01)
- 10) RSJU 831.30
- 11) Texte inséré dans ladite loi
- 12) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 26 septembre 2007, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2008
- 13) RSJU 651
- 14) Abrogé par l'article 17, chiffre 6, de la loi d'introduction du Code de procédure civile suisse du 16 juin 2010 (RSJU 271.1), en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2011
- 15) Nouvelle teneur selon l'article 61, alinéa 2, de la loi du 26 octobre 2011 sur les établissements hospitaliers, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2012 (RSJU 810.11)

Ordonnance
fixant la part cantonale à la rémunération des prestations
hospitalières pour l'année 2012

du 30 mars 2011

Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,

vu l'article 49a de la loi fédérale du 18 mars 1994 sur l'assurance-maladie¹⁾,

vu l'article 91 de la Constitution cantonale²⁾,

arrête :

Part cantonale

Article premier ¹ La part cantonale pour les habitants du Canton à la rémunération des prestations hospitalières est fixée à 55 % pour l'année 2012.

² Cette part est versée directement à l'établissement hospitalier.

Entrée en
vigueur

Art. 2 La présente ordonnance entre en vigueur le 1^{er} janvier 2012.

Delémont, le 30 mars 2011

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Philippe Receveur
Le chancelier : Sigismond Jacquod

¹⁾ RS 832.10

²⁾ RSJU 101

Ordonnance concernant la réduction des primes dans l'assurance- maladie

du 25 octobre 2011

Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,

vu les articles 64a, 65, 65a et 66 de la loi fédérale du 18 mars 1994 sur l'assurance-maladie (LAMal)^{[1](#)},

vu l'article 21a de la loi fédérale du 6 octobre 2006 sur les prestations complémentaires à l'AVS et à l'AI (LPC)^{[2](#)},

vu les articles 105d à 106e de l'ordonnance fédérale du 27 juin 1995 sur l'assurance-maladie (OAMal)^{[3](#)},

vu l'article 20, alinéa 3, de la loi du 20 décembre 1996 portant introduction de la loi fédérale sur l'assurance-maladie (LiLAMal)^{[4](#)},

arrête :

SECTION 1 : Dispositions générales

Champ
d'application

Article premier La présente ordonnance règle les réductions de primes de l'assurance obligatoire des soins accordées aux assurés de condition économique modeste, ainsi que la couverture des primes, participations aux coûts et autres frais irrécouvrables.

Terminologie

Art. 2 Les termes utilisés dans la présente ordonnance pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

SECTION 2 : Organisation

Service des
contributions

Art. 3 Le Service des contributions met à disposition de la Caisse de compensation du canton du Jura les données fiscales nécessaires préparées en vue du calcul du revenu déterminant.

Caisse de
compensation

Art. 4 ¹ La Caisse de compensation du canton du Jura est l'organe administratif et décisionnel en matière de réduction des primes d'assurance-maladie et de prise en charge des créances irrécouvrables.

² Elle communique son calcul sous forme d'attestation ou de décision à chaque assuré ou famille (art. 15 et 19).

³ Elle annonce régulièrement le droit à la réduction des primes aux assureurs.

⁴ Elle édicte les directives nécessaires en la matière.

Assureurs

Art. 5 ¹ Les assureurs informent et conseillent leurs assurés en matière de réduction des primes.

² Ils fournissent tout renseignement utile au sujet du décompte annuel transmis à la Caisse de compensation.

Agences
communales
AVS

Art. 6 ¹ Les agences communales AVS renseignent et conseillent les assurés lors de leurs démarches visant à obtenir une réduction des primes.

² Elles tiennent des formules de demande de réduction des primes à la disposition des assurés.

SECTION 3 : Calcul des réductions

Principes

Art. 7 ¹ Le Gouvernement arrête chaque année, par voie d'arrêté, les critères qui déterminent le cercle des bénéficiaires et les montants des réductions.

² Sous réserve de l'article 10, il définit la réduction maximale qui correspond à un pourcentage de la prime de l'assureur qui offre, sur l'ensemble du territoire cantonal, la prime la plus avantageuse.

³ La prime la plus avantageuse selon l'alinéa 2 est calculée séparément pour les adultes, les adultes de moins de 25 ans révolus et les enfants de moins de 18 ans révolus.

⁴ La prime est réduite, pour les enfants de moins de 18 ans révolus et les adultes de moins de 25 ans en formation qui sont à la charge de leurs parents, d'au moins la moitié de la prime cantonale moyenne fixée dans l'ordonnance du DFI relative aux primes moyennes de l'assurance obligatoire des soins pour le calcul des prestations complémentaires⁵⁾.

Revenu
déterminant

Art. 8 ¹ Le revenu imposable taxé définitivement pour l'avant-dernière année fiscale qui précède l'année d'assurance sert de base de calcul du revenu déterminant.

² Le revenu imposable est corrigé de la manière suivante :

- a) le rendement ou l'excédent de dépenses provenant de la propriété immobilière, tous les intérêts passifs, les pertes des exercices commerciaux et les pertes de liquidation, ainsi que l'excédent de dépenses provenant de successions non partagées et de copropriétés, sont éliminés;
- b) la part du rendement immobilier qui excède l'ensemble des intérêts passifs est ajoutée;
- c) un montant supplémentaire par contribuable marié, veuf, divorcé ou séparé, sans enfant à charge, fixé chaque année est déduit;
- d) la déduction par contribuable avec enfant à charge est majorée d'un montant fixé chaque année;
- e) la déduction par enfant à charge est majorée d'un montant fixé chaque année;
- f) un pourcentage allant jusqu'à 5 % de la fortune imposable taxée définitivement est ajouté; il est arrêté chaque année.

³ Pour les personnes imposées à la source, le revenu imposable taxé définitivement pour l'année fiscale qui précède l'année d'assurance ou, à défaut, le revenu de l'année d'assurance sert de base de calcul au revenu déterminant. Seules les corrections prévues à l'alinéa 2, lettres c, d et e, sont apportées au revenu imposable ou, à défaut, au revenu de l'année d'assurance, pour autant que les membres de leur famille résident en Suisse au 1^{er} janvier de l'année d'assurance considérée ou qu'ils y prennent domicile à la même date. Les requérants vivant seuls en Suisse sont considérés comme célibataires.

⁴ Le revenu ainsi corrigé est le revenu déterminant en vue du calcul des réductions.

⁵ Le revenu déterminant pour les parents est également valable pour les enfants dont ils assument la charge.

Calcul des
réductions
a) En général

Art. 9 ¹ Le montant total des subsides fédéraux et cantonaux est réparti sur le cercle des bénéficiaires défini par le Gouvernement.

² A cet effet, les assurés sont regroupés en fonction de leur revenu déterminant exprimé en paliers de mille francs.

³ L'arrêté annuel fixe le montant maximal du revenu déterminant qui donne droit aux réductions de primes, ainsi que les réductions mensuelles et annuelles accordées en fonction des différents paliers du revenu déterminant.

b) Réduction totale des primes

Art. 10 ¹ Les bénéficiaires de prestations d'aide sociale, y compris ceux qui pourraient obtenir de l'aide sociale s'ils ne bénéficiaient pas de la réduction de prime, obtiennent une réduction totale de leur prime jusqu'à concurrence de la prime moyenne cantonale fixée dans l'ordonnance du DFI⁵⁾.

² Les bénéficiaires de prestations complémentaires à l'AVS/AI obtiennent une réduction de leur prime correspondant à la prime moyenne cantonale fixée dans l'ordonnance du DFI⁵⁾.

c) Couverture des primes, participations aux coûts, intérêts moratoires et frais de poursuites irrécouvrables

Art. 11 ¹ Une partie des subsides sert à financer les primes et les intérêts moratoires qui s'avèrent irrécouvrables conformément à l'article 64a LAMal¹⁾.

² Les participations aux coûts qui s'avèrent irrécouvrables sont à charge de l'aide sociale; la Caisse de compensation transmet le décompte annuel des montants pris en charge au Service de l'action sociale.

³ Les frais de poursuite sont imputés à l'Office cantonal des assurances sociales.

⁴ L'organe de contrôle au sens de l'article 64a, alinéa 3, LAMal¹⁾ est l'organe de révision selon l'article 86 OAMal³⁾.

SECTION 4 : Procédure

Cercle des bénéficiaires

Art. 12 ¹ Les personnes soumises à l'obligation de s'assurer dans le Canton bénéficient, sur demande, de réductions de primes si leur revenu déterminant ne dépasse pas le montant maximal fixé par le Gouvernement.

² Les articles 10 et 18 demeurent réservés.

Exceptions

Art. 13 Ne bénéficient pas des réductions de primes :

- a) les personnes qui se sont assurées à titre facultatif;
- b) les personnes qui ont été taxées d'office par le Service des contributions selon l'article 140 de la loi d'impôt⁶⁾ faute d'avoir rempli une déclaration d'impôt.

Demande
a) En général

Art. 14 Tout assuré qui veut bénéficier d'une réduction de ses primes doit formuler une demande, à l'exception des bénéficiaires de prestations complémentaires à l'AVS/AI qui l'obtiennent d'office.

b) Attestation

Art. 15 ¹ La Caisse de compensation fournit une attestation à chaque assuré ou famille qui a droit aux réductions des primes (art. 4, al. 2) dans la mesure où il n'en bénéficiait pas l'année précédente.

² L'assuré présente l'attestation dûment remplie, signée et accompagnée de son certificat d'assurance-maladie à la Caisse de compensation à titre de demande.

³ L'attestation indique le revenu déterminant et le montant de la réduction de la prime mensuelle ou annuelle.

⁴ Ne reçoivent pas d'attestation :

- les personnes imposées à la source;
- les assurés âgés de moins de 25 ans;
- les personnes bénéficiant de l'aide sociale;
- les personnes taxées à titre provisoire;
- les personnes assujetties à l'impôt à titre partiel et domiciliées dans le Canton;
- les personnes arrivées dans le Canton durant l'année qui précède l'année d'assurance.

⁵ L'attestation des parents est également valable pour les enfants dont ils assument l'entretien.

c) Formule de demande

Art. 16 ¹ S'il ne reçoit pas l'attestation, l'assuré fournit les indications nécessaires sur la formule de demande avec les annexes exigées et les transmet à la Caisse de compensation qui calcule le revenu déterminant sur la base de la décision de taxation remise par le Service des contributions ou l'assuré.

² Les assurés imposés à la source joignent une attestation du dernier salaire à leur formule de demande.

d) Assurés de moins de 25 ans

Art. 17 ¹ Les assurés de moins de 25 ans doivent présenter une demande de réduction des primes lorsqu'ils assument eux-mêmes leur entretien.

² Dans les autres cas, la demande est introduite par leurs parents ou représentants légaux qui assument leur entretien.

e) Assurés au bénéfice d'aides financières

Art. 18 ¹ Celui qui fournit des aides financières aux assurés démunis peut présenter la demande de réduction des primes à la place des assurés.

² Sont considérés comme assurés démunis les bénéficiaires d'aide sociale.

Décision d'office

Art. 19 La Caisse de compensation rend d'office une décision d'octroi pour chaque assuré qui a droit aux réductions des primes (art. 4, al. 2) dans la mesure où il en a déjà bénéficié l'année précédente.

Réduction des primes

Art. 20 La réduction annuelle accordée à un assuré ne peut dépasser le montant de sa prime annuelle. L'article 10, alinéa 2, demeure réservé.

Début et fin du droit à la réduction des primes

Art. 21 ¹ Le droit à la réduction des primes prend naissance le 1^{er} janvier de l'année au cours de laquelle la demande est déposée.

² En cas d'admission d'un assuré au cours de l'année, le droit à la réduction des primes naît le premier jour du mois de l'affiliation, à condition que la demande soit déposée avant la fin de cette année.

³ Le droit à la réduction des primes prend fin le dernier jour du mois du décès ou du départ à l'étranger; il s'éteint dans tous les cas à la fin de l'année s'il n'est pas confirmé par la Caisse de compensation pour l'année qui suit.

Demande intermédiaire

Art. 22 ¹ L'assuré peut demander un ajustement à la baisse du revenu déterminant en cours d'année s'il a perdu son emploi.

² L'assuré peut demander, sur la base de la taxation définitive de l'année fiscale qui précède l'année d'assurance, un ajustement à la baisse du revenu déterminant.

³ Les parents peuvent prétendre à une réduction de primes pour les enfants dont ils commencent d'assumer la charge au cours de l'année.

⁴ Les assurés en provenance de l'étranger peuvent déposer une demande en cours d'année.

⁵ Les assurés en provenance d'un autre canton au cours de l'année d'assurance ne peuvent bénéficier d'une réduction de leurs primes pour l'année considérée à l'exception des bénéficiaires de prestations complémentaires à l'AVS/AI et d'aide sociale.

⁶ Les assurés en provenance d'un autre canton le premier janvier de l'année d'assurance, peuvent déposer une demande en cours d'année.

⁷ Le revenu déterminant des assurés concernés par les alinéas 1, 4 (excepté ceux imposés à la source) et 6, sera fixé sur la base de la taxation définitive de l'année d'assurance pour laquelle la demande a été déposée.

⁸ Les demandes intermédiaires doivent être déposées au plus tard jusqu'au 31 décembre de l'année d'assurance.

SECTION 5 : Subsidés

Versement des
subsidés

Art. 23 ¹ La Caisse de compensation verse les subsidés aux assureurs à raison de 80 % dans l'année en cours en trois versements et du 20 % restant à la fin décembre de la même année, sur la base du montant des réductions de primes déterminé pour l'année d'assurance; la différence par rapport au décompte final (art. 24) est réglée au cours de l'année suivante, en général dans les trois mois.

² Il n'est pas versé d'intérêt sur les subsidés à payer.

Décompte des
assureurs

Art. 24 Les assureurs établissent un décompte annuel des réductions de primes accordées jusqu'au 28 février de l'année suivante.

Contrôles

Art. 25 ¹ La Caisse de compensation contrôle les décomptes établis par les assureurs. Elle peut se rendre dans les administrations des assureurs et demander des renseignements aux organes de contrôle des assureurs.

² L'organe de révision de la Caisse de compensation vérifie le décompte cantonal établi par la Caisse de compensation et résume ses constatations dans un rapport de révision.

Restitution

Art. 26 ¹ Les subsidés cantonaux versés à tort doivent être restitués.

² L'assureur peut renoncer à la restitution lorsque l'assuré était de bonne foi et serait mis dans une situation difficile. Le droit de demander la restitution s'éteint un an après le moment où l'assureur a eu connaissance du fait, mais au plus tard cinq ans après le versement de la prestation. Si la créance naît d'un acte punissable pour lequel le droit pénal prévoit un délai de prescription plus long, celui-ci est déterminant.

³ Si un décompte est incomplet ou présente des inexactitudes, ou si les dispositions fédérales ou cantonales n'ont pas été respectées, les subsides cantonaux peuvent être bloqués ou réduits jusqu'à ce que la situation soit régularisée.

SECTION 6 : Voies de droit

Recours

Art. 27 ¹ Les décisions d'octroi et de refus de réduction de primes ainsi que les attestations de la Caisse de compensation sont sujettes à opposition.

² Les décisions sur opposition de la Caisse de compensation sont sujettes à recours à la Cour des assurances.

³ La procédure est régie par le Code de procédure administrative^{[7](#)}.

SECTION 7 : Dispositions finales

Abrogation

Art. 28 L'ordonnance du 21 novembre 1995 concernant la réduction des primes dans l'assurance-maladie est abrogée.

Entrée en
vigueur

Art. 29 La présente ordonnance entre en vigueur le 1^{er} janvier 2012.

Delémont, le 25 octobre 2011

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Philippe Receveur
Le chancelier : Sigismond Jacquod

- 1) RS 832.10
- 2) RS 831.30
- 3) RS 832.102
- 4) RSJU 832.10
- 5) RS 831.309.1
- 6) RSJU 641.11
- 7) RSJU 175.1

Arrêté concernant la réduction des primes dans l'assurance-maladie pour l'année 2012

du 2 novembre 2011

Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,

vu les articles 7 à 9 de l'ordonnance du 25 octobre 2011 concernant la réduction des primes dans l'assurance-maladie¹⁾,

arrête :

Article premier ¹ Le revenu imposable taxé définitivement pour l'année fiscale 2010 sert de base de calcul.

² Le revenu imposable selon avis de taxation (chiffre 690) subit les corrections suivantes :

- a) diminution du rendement de la fortune immobilière (chiffres 300, 320 et 320c);
- b) augmentation de l'excédent de dépenses concernant la propriété immobilière (chiffres 310, 330 et 330c);
- c) augmentation de l'excédent de dépenses concernant les successions non partagées, copropriétés (chiffre 390);
- d) augmentation des intérêts passifs (chiffres 530 et 535);
- e) augmentation de la perte des exercices commerciaux (chiffres 140, 140c, 150, 150c, 160, 160c, 170, 170c);
- f) augmentation de la perte reportée d'exercices commerciaux antérieurs (chiffres 180, 180c);
- g) augmentation de la perte de liquidation (chiffres 188 et 188c);
- h) augmentation de la part du rendement immobilier excédant les intérêts passifs (chiffres 300, 320 et 320c, moins chiffres 530, 535, 310, 330, 330c et 390).

³ Les déductions suivantes corrigent le revenu imposable :

- a) par contribuable marié, veuf, divorcé ou séparé,
sans enfant à charge fr. 5 000.–
- b) par couple marié, personne veuve, divorcée, séparée
ou célibataire, au bénéfice d'une déduction fiscale
pour "enfants à charge" (chiffre 620) fr. 10 000.–

c) par enfant à charge entraînant une déduction fiscale (chiffre 620) :

- | | |
|----------------------------------|-------------|
| – pour les deux premiers enfants | fr. 4 000.– |
| – à partir du troisième enfant | fr. 6 000.– |

⁴ Le revenu imposable est majoré de 3 % de la fortune imposable taxée définitivement.

Art. 2 ¹ La réduction maximale correspond au pourcentage ci-dessous de la prime de l'assureur qui offre, sur l'ensemble du territoire cantonal, la prime la plus avantageuse :

- | | |
|--|-----|
| – pour les adultes | 58% |
| – pour les adultes de moins de 25 ans révolus | 61% |
| – pour les adultes de moins de 25 ans révolus en formation | 62% |
| – pour les enfants de moins de 18 ans révolus | 89% |

² La réduction maximale s'élève mensuellement aux montants suivants :

- | | |
|---|-----------|
| a) pour les adultes | fr. 205.– |
| b) pour les adultes de moins de 25 ans révolus | fr. 190.– |
| c) pour les adultes de moins de 25 ans révolus en formation | fr. 195.– |
| d) pour les enfants de moins de 18 ans révolus | fr. 60.– |

Art. 3 Le montant maximal du revenu déterminant donnant droit aux réductions de primes, ainsi que les réductions mensuelles et annuelles accordées en fonction des différents paliers du revenu déterminant, sont fixés dans le tableau joint en annexe²⁾ au présent arrêté.

Art. 4 Une réduction de prime supplémentaire est allouée mensuellement aux parents ayant un ou des enfants à charge en 2012, dont le revenu déterminant est inférieur à 10 000 francs, de la manière suivante :

- | | |
|---|----------|
| a) pour les familles monoparentales, par adulte | fr. 50.– |
| b) pour les familles biparentales, par adulte | fr. 25.– |

Art. 5 L'arrêté du 2 novembre 2010 concernant la réduction des primes dans l'assurance-maladie pour l'année 2011 est abrogé.

Art. 6 Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2012.

Delémont, le 2 novembre 2011

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Philippe Receveur
Le chancelier : Sigismond Jacquod

¹⁾ RSJU 832.115

²⁾ Ce tableau n'est pas publié dans le Recueil systématique du droit jurassien, mais il se trouve dans le Journal officiel 2011, n° 40, p. 771

Arrêté fixant les normes applicables en matière d'aide sociale

du 8 novembre 2005

Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,

vu l'article 27 de la loi du 15 décembre 2000 sur l'action sociale¹⁾,

vu les normes pour le concept et le calcul de l'aide sociale de la Conférence suisse des institutions d'action sociale (ci-après : "normes CSIAS"),

arrête :

SECTION 1 : Principes généraux

Principes

Article premier ¹ Les présentes normes ont valeur de référence pour l'octroi de prestations d'aide sociale et pour l'admission des dépenses à la répartition des charges entre l'Etat et les communes.

² Elles portent sur :

- a) la couverture des besoins de base, comprenant le forfait pour l'entretien, les frais de logement et les frais médicaux de base;
- b) les prestations circonstanciées et les suppléments d'intégration;
- c) les mesures favorisant l'intégration sociale et l'insertion professionnelle;
- d) les revenus et la fortune;
- e) les prétentions financières à l'égard de tiers.

Cessions de
créance

Art. 2 Lors de l'octroi de l'aide matérielle, l'autorité d'aide sociale veille à disposer des cessions nécessaires concernant les créances du bénéficiaire envers des tiers tenus à lui fournir des prestations.

SECTION 2 : Couverture des besoins de base

Forfait pour
l'entretien
a) Principe

Art. 3 ¹ Toute personne qui vit à domicile et ne peut subvenir, par ses propres moyens, d'une manière suffisante à son entretien ou à celui des personnes dont elle a la charge a droit à un montant forfaitaire pour son entretien.

² Le forfait pour l'entretien comprend les postes de dépenses définis dans les normes CSIAS.

b) Montants

Art. 4 ¹ Le forfait mensuel pour l'entretien est déterminé en fonction du nombre de personnes faisant ménage commun.

² Les montants forfaitaires sont les suivants⁴⁾ :

Nombre de personnes dans le ménage	Forfait mensuel Francs
1 personne	977.-
2 personnes	1 495.-
3 personnes	1 818.-
4 personnes	2 090.-
5 personnes	2 364.-
6 personnes	2 638.-
7 personnes	2 912.-
par personne supplémentaire	274.-

c) Réduction et
suppression des
prestations

Art. 5 ¹ Lorsque le comportement du bénéficiaire justifie une réduction des prestations, le forfait pour l'entretien peut être réduit de 15 % au maximum.

² La suppression des prestations destinées à la couverture des besoins de base (santé, logement, entretien) est exceptionnellement possible, si le bénéficiaire refuse de manière expresse et répétée de prendre un emploi raisonnablement acceptable qui lui est offert ou de faire valoir un droit à un revenu de substitution.

d) Personnes
séjournant dans
un
établissement

Art. 6 ¹ Les personnes séjournant dans un établissement reçoivent, en sus du prix de pension, un montant forfaitaire destiné à couvrir leurs dépenses personnelles non comprises dans le prix de pension tels que les vêtements, les chaussures, le coiffeur, l'argent de poche, etc., en lieu et place du forfait pour l'entretien. Ce montant est de 255 francs.

² Pour les requérants incarcérés dans une prison jurassienne, le montant forfaitaire est de 150 francs.

³ En cas d'activité professionnelle ou occupationnelle, d'éventuels frais de déplacements et de repas à l'extérieur peuvent aussi être pris en considération selon les dispositions y relatives ci-après.

Frais de
logement

Art. 7 ¹ Le loyer et les charges qui s'y rapportent sont pris en compte dans la mesure où ils permettent au bénéficiaire et aux personnes dont il a la charge de disposer d'un logement convenable.

² Un loyer jugé trop élevé n'est pris en compte que durant le délai nécessaire pour emménager dans un logement meilleur marché.

Frais médicaux
1. Assurance
maladie et
accidents
a) Primes de
base

Art. 8 Pour l'assurance obligatoire des soins, les bénéficiaires de l'aide sociale ont droit à la réduction totale des primes (art. 10, lettre b, de l'ordonnance concernant la réduction des primes dans l'assurance-maladie²⁾).

b) Participations
et franchise

Art. 9 La franchise et les participations à charge de l'assuré sont prises en charge par l'aide sociale.

c) Assurances
complémentai-
res

Art. 10 Dans des cas exceptionnels dûment motivés, notamment en cas d'aide sociale passagère, les cotisations pour des assurances complémentaires peuvent être prises en charge par l'aide sociale.

2. Frais pour
soins dentaires

Art. 11 ¹ Les frais pour des soins dentaires simples et adéquats tels que définis dans les normes CSIAS sont pris en charge par l'aide sociale.

² Pour des soins dentaires non urgents dépassant le montant de 1 000 francs, un devis approuvé par le dentiste cantonal de confiance ou un dentiste agréé est requis.

SECTION 3 : Prestations circonstanciellles et suppléments d'intégration

Prestations
circonstanciellles

Art. 12 Les prestations circonstanciellles sont versées en raison de besoins particuliers en rapport avec la situation économique et familiale du bénéficiaire.

1. Montant pour les repas à l'extérieur

Art. 13 Le montant supplémentaire alloué pour les repas qui ne peuvent être pris à domicile est de 8 francs par repas principal.

2. Frais de déplacement
a) ordinaires

Art. 14 ¹ Les frais de transports pour se rendre au travail et permettant au bénéficiaire d'obtenir un revenu sont déduits de ce dernier comme frais d'obtention du revenu, à l'exclusion des frais déjà inclus dans le forfait pour l'entretien selon les normes CSIAS. Les frais ne permettant de réaliser qu'un revenu insignifiant ou disproportionnés par rapport au revenu obtenu peuvent ne pas être pris en considération ou ne l'être qu'en partie.

² Sous réserve des cas mentionnés à l'article 15, les montants pris en considération sont ceux des transports publics.

b) extraordinaires

Art. 15 ¹ Dans des situations particulières telles qu'en cas d'absence de transports publics ou d'horaire de travail inconciliable avec les horaires de ces derniers, d'impossibilité d'utiliser un vélo ou de nécessité de disposer de son véhicule privé dans le cadre de son activité professionnelle, l'usage d'un véhicule à moteur personnel peut entrer en considération en tant que frais d'obtention du revenu, pour autant que cette dépense se situe dans une proportion raisonnable avec le revenu qu'elle permet d'obtenir.

² Les montants pris en compte correspondent aux frais kilométriques admis par les autorités fiscales, à savoir :

- utilisation d'un vélomoteur : 20 centimes par kilomètre parcouru, mais au maximum 50 francs par mois;
- utilisation d'une voiture :
 - moins de 8 000 kilomètres par année : 65 centimes par kilomètre;
 - de 8 000 à 15 000 kilomètres par année : 60 centimes par kilomètre;
 - plus de 15 000 kilomètres par année : 55 centimes par kilomètre.

³ En cas de circonstances exceptionnelles dûment justifiées, il peut être pris en compte les frais effectifs plus élevés, pour autant qu'ils demeurent dans une proportion raisonnable avec le revenu obtenu.

3. Départ de la commune

Art. 16 ¹ Lorsqu'un bénéficiaire quitte la commune, voire le Canton, la collectivité tenue au versement de l'aide sociale jusque-là doit couvrir les frais suivants :

- a) l'entretien pour le mois suivant le départ conformément au montant versé jusque-là, sous déduction des frais de l'ancien logement;
- b) les frais de déménagement;
- c) le premier loyer mensuel au nouveau domicile;

- d) les articles d'aménagement du nouveau logement immédiatement indispensables;
- e) à titre exceptionnel, la prise en charge de la garantie de loyer du nouveau logement exigible avant le déménagement.

² L'autorité d'aide sociale vérifie si le nouveau loyer est agréé par l'autorité compétente au nouvel endroit.

4. Assurances mobilières et responsabilité civile

Art. 17 ¹ Les primes usuelles de l'assurance mobilière et de l'assurance responsabilité civile du bénéficiaire et des personnes dont il a la charge sont prises en considération.

² Elles sont portées en compte comme supplément au budget mensuel les mois au cours desquels échoit la prime.

5. Frais spécifiques liés à l'exercice d'un droit de visite

Art. 18 ¹ Lorsque le bénéficiaire exerce un droit de visite qui lui a été reconnu, les frais de repas des enfants accueillis peuvent être admis au titre des prestations circonstanciées, à concurrence des montants pris en considération pour le calcul des cotisations à l'AVS sur les éléments de salaire en nature, à savoir :

- 4 francs par petit déjeuner et par personne;
- 9 francs par dîner et par personne;
- 7 francs par souper et par personne.

² Si l'exercice du droit de visite occasionne des frais de déplacement au bénéficiaire, ceux-ci peuvent également être pris en considération conformément aux dispositions précitées en la matière.

6. Cotisations minimales AVS/AI

Art. 19 ¹ La commune de domicile du bénéficiaire est tenue de prendre en charge les cotisations minimales dues à l'AVS et à l'AI, conformément à la législation en la matière.

² Les cotisations ainsi versées ne sont pas remboursables par le bénéficiaire. Elles sont admises à la répartition des dépenses de l'action sociale.

7. Frais liés à une mesure d'insertion

Art. 20 Les frais inhérents à la participation du bénéficiaire à une mesure d'insertion, tels que notamment frais de déplacement, frais de garde des enfants et toutes autres dépenses indispensables à la bonne réalisation de la mesure sont pris en considération.

8. Frais
funéraires

Art. 21 Afin de garantir des funérailles décentes au bénéficiaire, il peut être alloué un montant maximum de 4 000 francs.

Supplément
d'intégration
pour les
personnes sans
activité lucrative

Art. 22 ¹ Un supplément d'intégration est accordé aux personnes sans activité lucrative, ayant 16 ans révolus, qui font des efforts particuliers d'intégration sociale et/ou professionnelle (contrats d'insertion, programmes d'emploi temporaire, programmes d'occupation cantonaux, apprentissages, stages de formation et études).

² Le supplément d'intégration s'élève à 250 francs par personne et par mois, indépendamment du taux d'occupation. Il est porté à 300 francs par mois pour des parents qui vivent avec des enfants dont ils ont la charge.

³ Les personnes seules qui ont un ou plusieurs enfants à charge de moins de quatre ans et ne peuvent de ce fait exercer une activité lucrative ou une activité d'intégration, ont droit à un supplément d'intégration de 300 francs par mois.

Supplément
minimal
d'intégration

Art. 23 Les bénéficiaires de prestations d'aide sociale, âgés de seize ans révolus, qui n'exercent aucune activité lucrative et ne sont pas en mesure ou en condition de fournir une prestation d'intégration, ont droit au supplément minimal d'intégration de 100 francs par mois.

Plafond
maximum du
cumul des
suppléments
d'intégration
et/ou des
franchises

Art. 24 ¹ Plusieurs personnes vivant dans le même ménage peuvent obtenir un supplément d'intégration. Le plafond maximum en cas de cumul de suppléments d'intégration est fixé à 850 francs par mois et par ménage.

² En cas de cumul de suppléments d'intégration et de franchises sur les revenus provenant d'activités lucratives, le plafond maximum s'élève à 1 200 francs par mois et par ménage.

SECTION 4 : Mesures favorisant l'autonomie et l'intégration sociales et professionnelles

Montant
d'incitation

Art. 25 ¹ La personne qui participe à une mesure d'insertion touche, en sus du montant maximum de l'aide matérielle auquel elle a droit, le supplément d'intégration prévu à l'article 22, alinéa 2.

² Lorsque le bénéficiaire cesse son activité en raison de maladie ou d'accident ou d'autres causes indépendantes de sa volonté, le montant incitatif est supprimé après 15 jours consécutifs d'inactivité.

³ Lorsque le bénéficiaire cesse volontairement son activité, le montant incitatif est suspendu ou supprimé avec effet immédiat.

⁴ Lorsque le montant forfaitaire incitatif est indûment perçu, il est sujet à remboursement.

Frais liés à la mesure d'insertion Loi sur l'action sociale

Art. 26 Le Service de l'action sociale garantit la prise en charge des frais liés à l'organisation de la mesure d'insertion.

SECTION 5 : Revenus et fortune du bénéficiaire

Principe

Art. 27 Les parents et les enfants mineurs vivant en communauté domestique forment une unité d'assistance dont l'ensemble des revenus et la fortune sont pris en considération dans le calcul du budget de l'aide matérielle.

Franchises sur les revenus provenant d'une activité lucrative

Art. 28 ¹ Une franchise de 400 francs sur les revenus provenant d'une activité lucrative est accordée aux bénéficiaires de plus de seize ans exerçant un travail dans le marché ordinaire (primaire). Cette franchise est octroyée indépendamment du taux d'activité.

² Pour les apprentis, la franchise sur les revenus est fixée à 150 francs.

³ Le plafond maximum en cas de cumul des franchises sur le revenu s'élève à 850 francs par mois et par ménage.

⁴ En cas de cumul de franchises sur les revenus provenant d'activités lucratives et de suppléments d'intégration, le plafond maximum est celui fixé à l'article 24, alinéa 2.

Revenus des mineurs

Art. 29 ¹ Si l'unité d'assistance comprend un ou plusieurs mineurs, les revenus réalisés par eux ne sont pris en considération qu'à concurrence des frais qu'ils occasionnent personnellement et inscrits au budget de l'aide matérielle de l'unité.

² Les prestations périodiques destinées à l'entretien des enfants, telles que les contributions d'entretien, les allocations familiales et les rentes des assurances sociales doivent être utilisées pour l'entretien des enfants, de même que, dans les limites de l'article 320, alinéa 1, du Code civil suisse³⁾, les versements en capital, dommages-intérêts et autres prestations semblables appartenant aux enfants.

³ Si les apports périodiques des enfants sont supérieurs à leurs parts de frais inscrites au budget de l'unité d'assistance, l'excédent fait partie de la fortune des enfants.

Fortune **Art. 30** ¹ Sauf motifs dûment justifiés, l'aide matérielle n'est accordée qu'après que le bénéficiaire a épuisé sa fortune.

² Il est toutefois laissé à la libre disposition du bénéficiaire les montants suivants :

- | | |
|----------------------------------|--------------|
| a) pour une personne seule : | 4 000 francs |
| b) pour un couple : | 8 000 francs |
| c) pour chaque enfant à charge : | 2 000 francs |
- mais au maximum 10 000 francs par unité d'assistance.

Treizième salaire **Art. 31** Le treizième salaire, les gratifications, les primes uniques et autres revenus de nature similaire sont pris en considération dans le budget de l'aide matérielle le mois ou les mois durant lesquels ils sont versés. Un éventuel excédent est reporté sur les mois suivants.

Revenus irréguliers **Art. 32** Lorsque le bénéficiaire réalise des revenus irréguliers, un éventuel excédent est reporté sur les mois suivants.

SECTION 6 : Prétentions financières à l'égard de tiers

Congruence temporelle **Art. 33** Lorsque le bénéficiaire touche des prestations de tiers à titre rétroactif, l'autorité d'aide sociale fait valoir son droit au remboursement pour l'aide matérielle versée durant la période couverte par lesdites prestations (congruence temporelle).

Dette alimentaire **Art. 34** ¹ Le parent en ligne directe ascendante ou descendante avec le bénéficiaire est tenu de fournir des aliments à ce dernier s'il dispose d'un revenu annuel déterminant supérieur à 60 000 francs pour une personne seule, et à 80 000 francs pour une personne mariée.

² Les montants ci-dessus sont augmentés de 10 000 francs par enfant mineur ou en formation à charge.

³ Le revenu déterminant se calcule en additionnant le revenu imposable et la part de la fortune imposable convertie en revenu.

⁴ Un montant de 100 000 francs pour une personne seule, de 150 000 francs pour un couple marié et de 20 000 francs par enfant est déduit de la fortune imposable du débiteur de la dette alimentaire.

⁵ La conversion de la part de fortune imposable en revenu s'effectue selon le tableau suivant :

Age de l'assujetti	Part de la fortune convertie en revenu
18 à 30 ans	1/60
31 à 40 ans	1/50
41 à 50 ans	1/40
51 à 60 ans	1/30
plus de 61 ans	1/20

⁶ Le montant maximum exigible au titre de la créance d'aliment ne doit pas excéder la moitié du revenu disponible.

Communauté de
résidence ou de
vie

Art. 35 ¹ Lorsque le bénéficiaire vit en communauté familiale avec une autre personne, les revenus de cette dernière ne sont pas pris en considération dans son budget d'aide matérielle.

² La personne qui vit en communauté familiale avec le bénéficiaire doit cependant supporter la part des charges qui lui incombent (loyer, charges accessoires, assurances, taxes, etc.) et, le cas échéant, indemniser correctement le bénéficiaire pour la tenue du ménage et la garde des enfants.

³ Si un ou plusieurs bénéficiaires de l'aide sociale vivent en union libre, l'aide sociale est allouée de la même manière qu'à un couple marié.

SECTION 7 : Frais de placement

Placements
d'enfants
a) Placement
familial ordinaire

Art. 36 ¹ Pour un enfant ne présentant pas de difficultés particulières placé dans une famille d'accueil sans formation en éducation spécialisée, le montant admis à la répartition des dépenses de l'action sociale s'élève à 1 000 francs par mois.

² Un supplément éducatif de 300 francs par mois est octroyé pour chaque enfant.

³ Si des motifs particuliers dûment établis justifient une prise en charge plus lourde, le supplément éducatif de 300 francs peut être doublé.

b) Placement
dans une famille
spécialisée

Art. 37 Lorsque le placement doit s'effectuer dans une famille possédant une formation en éducation spécialisée, le montant admis à la répartition des dépenses de l'action sociale s'élève au maximum à 105 francs par jour, pour autant que la personne chargée de l'accueil soit au bénéfice de la formation requise.

c) Placement
dans des
institutions non
subventionnées

Art. 38 Pour le placement d'enfants dans des institutions non subventionnées, l'autorité d'aide sociale statue de cas en cas.

d) Obligation
des parents et
allocations
familiales

Art. 39 ¹ L'autorité tutélaire arrête la contribution des parents au montant déterminé pour les placements à l'Institut St-Germain, selon l'arrêté annuel du Département fixant les prix de pension dans les institutions jurassiennes.

² Lorsque les parents ne disposent pas de revenus ou ne disposent que de revenus insuffisants, les allocations familiales sont utilisées en priorité pour les frais de placement de l'enfant.

Placements
d'adultes

Art. 40 Pour le placement d'adultes, l'autorité d'aide sociale statue de cas en cas.

SECTION 8 : Dispositions finales

Droit supplétif

Art. 41 Les normes CSIAS font référence pour les situations non réglées dans le présent arrêté.

Directives

Art. 42 Le Département de la Santé et des Affaires sociales édicte les directives d'application nécessaires.

Entrée en
vigueur et
abrogation

Art. 43 Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} février 2006. Il abroge l'arrêté du Gouvernement du 10 décembre 2002 fixant les normes applicables en matière d'aide sociale.

Delémont, le 8 novembre 2005

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Claude Hêche
Le chancelier : Sigismond Jacquod

1) RSJU 850.1

2) RSJU 832.115

3) RS 210

4) Nouveaux montants selon le ch. I de l'arrêté du 7 décembre 2010, en vigueur depuis le 1^{er} février 2011

Arrêté
portant adhésion de la République et Canton du Jura à la
convention intercantonale relative aux institutions sociales
(CIIS)

du 26 octobre 2005

Le Parlement de la République et Canton du Jura,

vu l'article 48 de la Constitution fédérale^{[1\)](#)},

vu l'article 84, lettre b, de la Constitution cantonale^{[2\)](#)},

vu l'article premier de la loi du 20 décembre 1979 sur l'approbation des traités,
concordats et autres conventions^{[3\)](#)},

arrête :

Article premier La République et Canton du Jura adhère à la convention
intercantonale du 13 décembre 2002 relative aux institutions sociales (CIIS).

Art. 2 Le Service de l'action sociale est désigné en qualité d'office de liaison
selon l'article 10 de la convention.

Art. 3 Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2006.

Delémont, le 26 octobre 2005

AU NOM DU PARLEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Alain Schweingruber
Le vice-chancelier : Jean-Claude Montavon

**Arrêté
portant approbation de la modification du 7 décembre 2007 de
la convention intercantonale relative aux institutions sociales
(CIIS)**

du 23 mars 2011

Le Parlement de la République et Canton du Jura,

vu l'article 8, alinéa 2, de la Constitution fédérale¹⁾,

vu l'article 84, lettre b, de la Constitution cantonale²⁾,

vu l'article premier de la loi du 20 décembre 1979 sur l'approbation des traités,
concordats et autres conventions³⁾,

arrête :

Article premier La modification du 7 décembre 2007 de la convention intercantonale du 13 décembre 2002 relative aux institutions sociales (CIIS) est approuvée.

Art. 2 Le Service de l'action sociale est désigné en qualité d'office de liaison selon l'article 10 de la convention.

Art. 3 Le présent arrêté prend effet le 1^{er} janvier 2008.

Delémont, le 23 mars 2011

AU NOM DU PARLEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : André Burri

Le secrétaire : Jean-Baptiste Maître

Annexe

Convention Intercantonale relative aux Institutions sociales (CIIS)

du 13 décembre 2002 (Etat au 1^{er} janvier 2008)

Considérant

- que les institutions sociales pour enfants, adolescents et adultes avec un domicile dans un autre canton doivent leur être ouvertes,
- qu'un éventail de l'offre ne peut fonctionner que si la prise en charge des frais entre les cantons est garantie selon une méthode de calcul unifiée,
- qu'une étroite collaboration intercantonale doit être recherchée dans le domaine des institutions sociales,

les cantons, sur la proposition de la Conférence suisse des directeurs cantonaux des affaires sociales (CDAS) et en accord avec

la Conférence suisse des directrices et directeurs des départements cantonaux de justice et police (CCDJP) et

la Conférence suisse des directrices et directeurs cantonaux de la santé (CDS)

adoptent la convention suivante :

I. Dispositions générales

I.1. But

Article premier ¹ La convention (ci-après : "CIIS") a pour but d'assurer sans difficultés le séjour, dans des institutions appropriées en dehors de leur canton de domicile, de personnes ayant des besoins spécifiques en matière de soins et d'encadrement.

² Les cantons signataires collaborent pour tous les domaines de la CIIS. Ils échangent en particulier des informations sur les mesures, les expériences et les résultats, harmonisent leur offre en matière d'institutions et encouragent la promotion de la qualité au sein de ces dernières.

I.II Champ d'application

Domaines

Art. 2 ¹ La CIIS concerne les institutions des domaines suivants :

- A. Les institutions à caractère résidentiel qui, sur la base de la législation fédérale ou cantonale, accueillent des personnes jusqu'à l'âge de 20 ans révolus ou au plus jusqu'à la fin de leur première formation, pour autant qu'elles aient été admises ou placées dans une institution avant l'accession à la majorité.

S'il s'agit de l'exécution de mesures au sens de la loi fédérale régissant la condition pénale des mineurs, la limite d'âge est de 22 ans révolus, quel que soit l'âge lors de l'admission.

- B. Les institutions pour adultes handicapés ou les unités de telles institutions au sens de la loi fédérale sur les institutions destinées à promouvoir l'intégration des personnes invalides (LIPPI)⁴ :

- a) les ateliers qui occupent en permanence dans leurs locaux ou dans des lieux de travail décentralisés des personnes invalides ne pouvant exercer aucune activité lucrative dans des conditions ordinaires;
- b) les homes et les autres formes de logement collectif pour personnes invalides dotées d'un encadrement;
- c) les centres de jour dans lesquels les personnes invalides peuvent se rencontrer et participer à des programmes d'occupation ou de loisirs.

- C. Les institutions à caractère résidentiel de thérapie et réhabilitation dans le domaine de la dépendance.

- D. Institutions de formation scolaire spéciale en externat :

- a) Les écoles spéciales pour l'enseignement, le conseil et le soutien, y compris la formation scolaire spéciale intégrative de même que pour l'encadrement de jour, pour autant que cette prestation soit fournie par l'institution;
- b) Les services d'éducation précoce pour enfants en situation de handicap ou qui sont menacés de l'être;
- c) Les services pédago-thérapeutiques pour la logopédie ou la psychomotricité, pour autant que ces prestations ne figurent pas dans les offres de l'école ordinaire.

² La Conférence de la convention (ci-après : "CC") peut étendre la convention, sous réserve des articles 6 et 8 de la CIIS, à d'autres domaines d'institutions sociales.

³ Les cantons peuvent adhérer à un, à plusieurs ou à tous les domaines.

Délimitation

Art. 3 ¹ Les institutions soumises à un concordat sur l'exécution des peines et mesures (concordats d'exécution des peines et mesures) ne font pas partie du champ d'application de la présente convention.

² Les institutions pour personnes âgées, de même que les institutions avec une direction médicale ne font pas partie du champ d'application de cette convention

³ Les unités d'institutions selon l'alinéa 2, avec leur propre direction et comptabilité, peuvent également relever de la CIIS, pour autant qu'elles en remplissent les conditions.

⁴ Les institutions ne font pas partie du champ d'application de la présente convention pour les prestations qu'elles accomplissent en vue de l'insertion professionnelle, au sens des dispositions de la loi fédérale sur l'assurance-invalidité.

I.III Définitions

Art. 4 Dans le cadre de la présente convention, les notions ci-dessous sont définies comme suit :

a) Conférence de la convention (CC)

La Conférence de la convention est formée de chaque membre de la Conférence suisse des directrices et directeurs cantonaux des affaires sociales (ci-après : "CDAS") dont le canton a adhéré à la CIIS.

b) *Comité de la CC*

Le Comité de la CC est formé des membres du comité CDAS, pour autant que leur canton ait adhéré à la CIIS.

c) *Canton signataire*

Le canton signataire est le canton qui a adhéré à un domaine au moins de la CIIS.

d) *Canton de domicile*

Le canton de domicile est le canton dans lequel la personne sollicitant les prestations de l'institution a son domicile légal.

e) *Canton répondant*

Le canton répondant est le canton dans lequel l'institution a son siège. Si la maîtrise financière et de gestion de l'institution est exercée dans un autre canton, ce dernier peut, en accord avec le canton dans lequel se trouve l'institution, faire partie de la convention en tant que canton répondant.

f) Institution

L'institution est une structure qui, en tant que personne morale ou physique, offre des prestations dans un domaine au sens de l'article 2, alinéa 1.

g) Directive

La directive constitue une norme d'application de la CIIS ayant caractère obligatoire. Elle est édictée par le comité de la CC.

I.IV Prise de domicile subséquente; séjour

Compétence
particulière

Art. 5 ¹ Le séjour dans une institution selon l'article 2, alinéa 1, du domaine B, lettre b, n'occasionne pas de changement au niveau de la compétence actuelle en matière de garantie de prise en charge des frais.

² Le remboursement de prestations de formation scolaire spéciale en externat est garanti par le canton où l'élève séjourne.

II. Organisation

II.I Constitution de la CIIS, exécution, organes

Exécution

Art. 6 ¹ La CDAS assure la mise en place de la CIIS jusqu'à la constitution des organes.

² La CC assure l'exécution de la CIIS.

³ Elle collabore à cet effet avec les autres conférences des directeurs concernées par le domaine des institutions sociales ainsi que la Conférence suisse des directeurs cantonaux des finances. Les autres conférences de directeurs concernées sont :

- la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique (ci-après : "CDIP");
- la Conférence suisse des directrices et directeurs de départements cantonaux de justice et police (ci-après : "CCDJP");
- la Conférence suisse des directrices et directeurs cantonaux de la santé (ci-après : "CDS").

⁴ La CC consulte la CDIP, la CCDJP et la CDS pour les décisions qui leur incombent, conformément aux articles 8, lettre a, et 9, lettres g et h, de la CIIS.

Organes

Art. 7 ¹ Les organes de la CIIS sont :

- a) la CC;
- b) le comité de la CC;
- c) la conférence suisse des offices de liaison CIIS;
- d) les conférences régionales;
- e) la commission de vérification des comptes.

² Elections et votations :

- a) les décisions et élections sont valables lorsque la moitié des membres prévus par la CIIS ayant droit de vote et siégeant dans les organes de cette convention sont présents, sous réserve de l'article 8, lettre a;
- b) les votes se font à la majorité simple des voix délivrées et valables. En cas d'égalité des voix, celle de la présidente ou du président est prépondérante;
- c) les élections se font à la majorité absolue des voix délivrées et valables. En cas d'égalité des voix, il est procédé par tirage au sort.

³ La CC édicte un règlement pour la constitution et l'activité des organes.

Conférence de la convention (CC)

Art. 8 La CC est compétente pour :

- a) étendre la CIIS à d'autres domaines des institutions sociales conformément à l'article 2, alinéa 2. Pour être valables, les décisions nécessitent une majorité des deux tiers;
- b) établir un règlement pour la constitution et l'activité des autres organes conformément à l'article 7, alinéa 3.

Comité de la conférence de la convention

Art. 9 ¹ Le comité de la CC est compétent pour :

- a) introduire la procédure d'adhésion selon l'article 37;
- b) fixer la date d'entrée en vigueur de la CIIS suite à l'obtention du quorum, ainsi que de l'information aux cantons signataires selon l'article 39;
- c) aviser la CDAS lorsque le quorum de la CIIS n'est plus atteint;
- d) approuver le budget et les comptes de la CIIS;
- e) définir les régions selon l'article 12, alinéa 3;
- f) prononcer, à la demande de la Conférence suisse des offices de liaison CIIS, le refus de l'admission d'une institution ou son exclusion de la liste si elle ne remplit pas les critères de la CIIS;
- g) établir des directives :
 - sur la compensation des coûts selon les articles 20 et 21;
 - sur la procédure dans le domaine C selon l'article 30;
 - sur des normes de référence en matière de qualité selon l'article 33, alinéa 2;
 - sur le décompte d'exploitation selon l'article 34, alinéa 2;

- h) élaborer des recommandations;
- i) harmoniser l'offre entre les régions et leur évaluation périodique avec elles;
- j) prendre toute décision ne relevant pas de la compétence d'un autre organe.

² La présidente ou le président de la Conférence suisse des offices de liaison CIIS participe aux réunions du comité de la CC pour les affaires de la CIIS avec voix consultative.

II.II Offices de liaison

Désignation **Art. 10** Chaque canton contractant désigne un office de liaison.

Compétences **Art. 11** ¹ L'office de liaison est compétent pour :

- a) requérir les garanties de prise en charge des frais;
- b) la réception et le traitement des demandes de garantie de prise en charge des frais ainsi que les décisions les concernant;
- c) coordonner l'information et la gestion avec des services et des institutions, ainsi que de leur représentation à l'intérieur du canton;
- d) échanger des informations et correspondre avec des offices de liaison d'autres cantons signataires;
- e) tenir un registre des garanties de prise en charge des frais délivrées.

² Les offices de liaison participent aux séances des conférences régionales.

II.III Conférences régionales

Regroupement **Art. 12** ¹ Les offices de liaison se groupent en quatre conférences régionales : Suisse romande et Tessin, Suisse du Nord-ouest, Suisse centrale et Suisse orientale.

² Chaque office de liaison fait partie d'une conférence régionale. Il peut faire partie d'autres conférences régionales avec voix consultative.

³ Le comité de la CC détermine les régions.

Compétences **Art. 13** Les conférences régionales sont compétentes pour :

- a) nommer deux représentants ou représentantes comme membres de la Conférence suisse des offices de liaison CIIS;
- b) harmoniser les offres des institutions entre les cantons à l'intérieur de la région;

- c) échanger des informations au sens de l'article 1, alinéa 2, et les transmettre à la Conférence suisse des offices de liaison CIIS;
- d) formuler des propositions à la Conférence suisse des offices de liaison CIIS, en particulier en ce qui concerne l'admission ou l'exclusion d'une institution de la liste des institutions.

II.IV Conférence suisse des offices de liaison CIIS

Composition

Art. 14 La Conférence suisse des offices de liaison (CSOL) se compose de deux représentants ou représentantes par conférence régionale. Le ou la secrétaire de conférence de la CDAS participe aux travaux avec voix consultative.

Compétences

Art. 15 La Conférence suisse des offices de liaison CIIS est compétente pour :

- a) rédiger des rapports et des propositions en relation avec les attributions du comité de la CC selon l'article 9, lettres e à h. Des propositions selon l'article 9, lettre f, ne peuvent être faites que sur demande d'une conférence régionale;
- b) échanger des informations au sens de l'article 1, alinéa 2;
- c) donner des instructions aux offices de liaison.

II.V Commission de vérification des comptes

Art. 16 La commission de vérification des comptes de la CDAS contrôle les comptes annuels de la CIIS et fait son rapport et ses propositions à la CC.

II.VI Organe de gestion

Secrétariat

Art. 17 ¹ Le secrétariat général de la CDAS gère les affaires de la CIIS, à l'exception de celles relevant de la compétence des cantons.

² Il assume également le secrétariat de la Conférence suisse des offices de liaison CIIS de même que, en règle générale, celui des groupes spécialisés ad hoc.

Coûts

Art. 18 ¹ Les frais découlant de l'application de la présente convention sont pris en charge par la CC.

² Le secrétariat général de la CDAS facture ses prestations aux cantons signataires et fait l'encaissement.

III. Compensation des coûts et garantie de prise en charge des frais

III.I Généralités

Art. 19 ¹ Le canton de domicile garantit à l'institution du canton répondant la compensation des coûts en faveur de la personne et pour la période concernée, moyennant une garantie de prise en charge des frais.

² Les instances et les personnes débitrices du canton de domicile sont redevables, à l'institution du canton répondant, de la compensation des coûts pour la période de prestations.

III.II Compensation des coûts

Définition de la compensation des coûts

Art. 20 ¹ La compensation des coûts se compose des frais nets pris en compte après déduction des contributions de la Confédération destinées à la construction et à l'exploitation. Le solde est divisé par unité et par personne.

² Les frais nets pris en compte sont les charges considérées diminuées des revenus pris en compte.

Définition des charges et revenus pris en compte

Art. 21 ¹ Les dépenses à prendre en compte se composent des frais de personnel et d'exploitation découlant de la prestation, y compris les intérêts et les amortissements.

² Par revenus pris en compte, il faut entendre les revenus découlant de la prestation et les revenus de capitaux ainsi que les donations pour autant qu'elles soient destinées à l'exploitation.

³ Le comité de la CC émet une directive en rapport avec les articles 20 et 21.

Participation des débiteurs alimentaires

Art. 22 ¹ Le montant des contributions alimentaires dans le cadre de la CIIS correspond au coût journalier moyen pour la nourriture et le logement pour une personne dans des conditions d'existence modestes.

² Les contributions non versées par les débiteurs alimentaires peuvent être imputées à l'aide sociale.

Méthode

Art. 23 ¹ La compensation des coûts peut se faire aussi bien selon la méthode D (principe de la couverture du déficit) que la méthode F (principe du forfait).

² S'il n'existe pas de dispositions particulières, au sens de la méthode F, entre le canton répondant et l'institution concernée, la méthode D est applicable.

³ Les cantons signataires encouragent le passage de la méthode D à la méthode F. Le comité de la CC encourage ce processus dans le cadre de l'article 1, alinéa 2.

Unité de calcul **Art. 24** ¹ L'unité de calcul est la journée civile.

^{1bis} Pour les prestations des ateliers au sens de l'article 2, alinéa 1, du domaine B, lettre a, ce sont les heures de travail convenues qui tiennent lieu d'unité de calcul.

^{1ter} Pour les prestations des centres de jour au sens de l'article 2, alinéa 1, du domaine B, c'est la journée de présence qui tient lieu d'unité de calcul. Le comité de la CC édicte une directive en vue de définir la journée de présence.

^{1quater} Pour les prestations des écoles spéciales fournies à l'extérieur de l'institution, de même que pour les prestations des institutions d'enseignement spécialisé au sens de l'article 2, alinéa 1, du domaine D, lettres b et c, c'est l'heure d'enseignement, de thérapie ou de conseil qui tient lieu d'unité de calcul.

² Il est possible de ne pas recourir aux unités de calcul selon les alinéas 1, 1bis, 1ter et 1quater si la méthode P est utilisée.

Encaissement **Art. 25** ¹ L'institution du canton répondant peut adresser sa facture aux instances ou personnes débitrices mensuellement. Les factures sont à payer dans les 30 jours suivant la date de réception.

² Si les débiteurs ne s'acquittent pas de leur obligation dans le délai, l'institution envoie un rappel par écrit. Un intérêt de 5 % court 10 jours après la réception du rappel.

³ Le canton de domicile offre son aide en cas de problèmes de recouvrement.

III.III Garantie de prise en charge des frais

Déroulement **Art. 26** ¹ L'office de liaison du canton répondant demande, à l'office de liaison du canton de domicile, la garantie de prise en charge des frais avant l'entrée de la personne dans l'institution.

² La demande de garantie des frais doit être requise le plus rapidement possible si, en cas d'urgence, elle ne peut être déposée avant le début du séjour ou avant l'entrée de la personne dans l'institution.

Modalités

Art. 27 ¹ La garantie de prise en charge des frais peut être limitée dans le temps et soumise à des conditions. Lors d'un changement de domicile, le canton répondant requiert une nouvelle garantie de prise en charge des frais.

² Les garanties de prise en charge des frais illimitées dans le temps peuvent être résiliées moyennant un préavis de 6 mois.

³ Les demandes de garantie de prise en charge des frais en faveur de personnes adultes nécessitent le consentement de ces dernières.

III.IV Règles pour personnes adultes handicapées, selon domaine B

Participation aux
frais; généralités

Art. 28 ¹ En dérogation partielle au chapitre III (Compensation des coûts et garantie de prise en charge des frais), les dispositions suivantes sont applicables aux personnes adultes handicapées selon l'article 2, alinéa 1, du domaine B, lettres b et c.

² La personne adulte handicapée résidant dans une institution, selon l'article 2, alinéa 1, du domaine B, lettres b et c, participe partiellement ou entièrement à la prise en charge des frais au moyen de son revenu ou de sa fortune.

³ Le calcul de la participation aux frais est basé sur les dispositions en vigueur dans le canton de domicile.

Participation
aux frais et
compensation
des coûts

Art. 29 ¹ La participation aux frais est réclamée par l'institution à la personne ou à son représentant légal sur la base de la garantie de prise en charge des frais du canton de domicile.

² Si, après déduction de la participation aux frais, il reste un solde non couvert, le canton de domicile s'en acquitte auprès de l'institution.

III.V Règles pour le domaine C

Art. 30 Le comité de la CC peut émettre une directive particulière concernant les dispositions du domaine C.

IV. Institutions

IV.I Liste des institutions

Désignation des institutions

Art. 31 ¹ Le canton répondant désigne les institutions pour lesquelles il est compétent et qu'il entend soumettre à la CIIS. Il les classe selon l'article 2, alinéa 1, dans les domaines respectifs, désigne la méthode de compensation appliquée conformément à l'article 23 et annonce ces données au secrétariat général de la CDAS.

² Si une institution a des secteurs qui n'entrent pas dans le cadre de la CIIS, le canton répondant désigne expressément les secteurs qui sont soumis à la convention.

Liste

Art. 32 ¹ Le secrétariat général de la CDAS tient la liste des institutions, respectivement de leurs secteurs, soumises à la CIIS. Cette liste est classée, d'une part, en fonction des domaines (art. 2, al. 1, CIIS) et, d'autre part, en fonction des méthodes de compensation des coûts (art. 23 CIIS).

² Les offices de liaison communiquent sans délai toute modification de leur liste au secrétariat général de la CDAS; celui-ci met la liste régulièrement à jour.

IV.II Contrôle qualité et gestion économique

Art. 33 ¹ Les cantons répondants garantissent, dans les institutions soumises à la CIIS, des prestations irréprochables en matière de thérapie, de pédagogie et de gestion.

² Le comité de la CC édicte des directives cadre au sujet des exigences qualité.

IV.III Comptabilité analytique

Art. 34 ¹ Les cantons répondants veillent à ce que les institutions qui leur sont soumises établissent une comptabilité analytique.

² Le comité de la CC édicte des directives à ce sujet.

V. Voies de droit

Règlement des
différends

Art. 35 ¹ Les cantons et organes s'efforcent de régler par les négociations ou par la conciliation tout différend portant sur la CIIS. Ils observent en cela les directives en matière de règlement des différends selon l'article 31 et suivants de l'Accord-cadre pour la collaboration intercantonale assortie d'une compensation des charges (Accord-cadre, ACI) du 24 juin 2005.

Siège

Art. 35^{bis} Le siège de la CIIS se trouve au lieu d'implantation du secrétariat général de la CDAS.

Droit applicable

Art. 35^{ter} Le droit du canton siège est applicable.

VI. Dispositions finales et transitoires

VI.I Adhésion à la CIIS

Adhésion

Art. 36 ¹ Le comité de la CDAS ouvre la présente convention à l'adhésion et conduit la procédure d'adhésion.

² Les cantons de la Suisse et la Principauté du Liechtenstein peuvent y adhérer.

Procédure

Art. 37 ¹ L'adhésion à cette convention peut intervenir au début d'un trimestre.

² La déclaration d'adhésion écrite doit parvenir au secrétariat général de la CDAS, à l'intention du comité de la CC, au moins 30 jours avant la date d'adhésion.

³ La déclaration d'adhésion précise, conformément à l'article 2, les domaines auxquels l'adhésion est demandée.

⁴ La déclaration d'adhésion à la CIIS ne vaut que si l'affiliation à la CII est dénoncée dans les domaines A et B.

VI.II Résiliation de la CIIS

Art. 38 ¹ La dénonciation de la CIIS doit être annoncée par écrit au secrétariat général de la CDAS à l'intention du comité de la CC.

² La dénonciation prend effet à la fin de l'année civile suivant l'année de la déclaration.

³ La dénonciation indique le ou les domaines visés.

⁴ Les garanties de prise en charge de frais données avant la résiliation gardent leur validité.

VI.III Entrée en vigueur de la CIIS

Art. 39 ¹ Dès que deux cantons au moins ont adhéré dans trois régions à deux domaines au moins de la convention, la CDAS constitue les organes. Le comité de la CC fixe alors la date de l'entrée en vigueur² de la convention et en informe les cantons et la Principauté du Liechtenstein.

² L'entrée en vigueur doit avoir lieu au plus tard douze mois après l'obtention du quorum.

VI.IV Abrogation de la CIIS

CIIS

Art. 40 ¹ Dès que le quorum selon l'article 39, alinéa 1, n'est plus atteint, la CIIS doit être abrogée.

² Le comité CC en informe alors la CDAS. Cette dernière fixe la date de l'abrogation de la convention et en informe les cantons et la Principauté du Liechtenstein.

³ Un éventuel bénéfice au moment de la liquidation doit être versé à la CDAS.

Garanties de
prise en charge
des frais

Art. 41 Les garanties de prise en charge des frais émises avant l'abrogation de la CIIS gardent leur validité.

VI.V Dispositions transitoires CII/CIIS

Garanties /
garantie de prise
en charge des
frais

Art. 42 ¹ Pour les cantons signataires de la CII, les garanties délivrées gardent leur validité en tant que garantie de prise en charge des frais. L'article 27, alinéa 2, est applicable par analogie.

² Pour les garanties de prise en charge des frais existantes, pour lesquelles la compensation des coûts est modifiée en raison de la suppression des contributions de l'AI, de nouvelles demandes doivent être soumises au canton de domicile jusqu'au 31 mars 2008. Cela vaut également à propos des prestations pour lesquelles aucune garantie de prise en charge des frais n'a été fournie jusqu'au 31 décembre 2007, pour autant que le calcul de la compensation des coûts soit modifié.

Liste

Art. 43 ¹ La liste des foyers et institutions selon l'article 8 de la CII est reportée pour les cantons signataires dans la liste des institutions selon les articles 31 et 32 de la CIIS.

² Les cantons signataires déposent leur liste adaptée aux exigences des articles 2 et 23 au plus tard six mois après l'adhésion auprès du secrétariat de la CDAS.

(suivent les signatures)

- 1) RS 101
- 2) RSJU 101
- 3) RSJU 111.1
- 4) RS 831.26
- 5) RS 311.0
- 6) RS 173.110
- 7) 1^{er} janvier 2006

Arrêté**fixant le tarif des émoluments perçus par l'Etablissement cantonal d'assurance immobilière et de prévention (ECA JURA) en matière de prescriptions incendie et dangers naturels**

du 18 novembre 2008

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*vu l'article 30 de la loi du 21 novembre 2007 sur la protection contre les incendies et les dangers naturels^{[1\)](#)},*arrête :***Article premier** Les émoluments perçus par l'Etablissement cantonal d'assurance immobilière et de prévention (ECA JURA) en matière de prescriptions incendie et dangers naturels sont fixés comme il suit :

	Fr.
1. Demande de permis de construire	
1.1. Maison familiale sans exploitation	200.–
Immeuble sans parking couvert	200.–
1.2. Bâtiment agricole avec ou sans partie habitation	
Immeuble locatif avec parking couvert	
Bâtiment industriel et artisanal	
Bâtiment public, etc.	
(y.c. dossiers pour paratonnerres et installations de détection et d'extinction, etc.)	
selon le coût de construction (montant contrôlé ou déterminé par l'ECA)	
de 5 000.– jusqu'à 50 000.–	50.–
de 50 001.– jusqu'à 100 000.–	100.–
de 100 001.– jusqu'à 200 000.–	150.–
de 200 001.– jusqu'à 300 000.–	200.–
de 300 001.– jusqu'à 400 000.–	250.–
de 400 001.– jusqu'à 500 000.–	300.–
de 500 001.– jusqu'à 750 000.–	350.–
de 750 001.– jusqu'à 1 000 000.–	400.–

		Fr.
de	1 000 001.– jusqu'à 2 000 000.–	425.–
de	2 000 001.– jusqu'à 3 000 000.–	450.–
de	3 000 001.– jusqu'à 4 000 000.–	475.–
de	4 000 001.– jusqu'à 5 000 000.–	500.–
dès	5 000 001.–	+ 50.– par million en plus
2.	Demande de permis (installations thermiques)	
	Chauffages jusqu'à 70 kW et local pour le combustible	100.–
	Poêles, cheminées de salon, canaux de fumée, etc.	100.–
	Chauffages de plus de 70 kW et local pour le combustible	150.–
3.	Emoluments pour demandes spéciales : attestations pour patente de restaurant, pour plaques professionnelles, pour service de l'Economie rurale, etc.	
	Visite et rapport	75.–
4.	Divers	
	Bâtiments présentant un grand risque	à l'heure
	Mesures de protection pour objets de minime importance	50.–
	Modifications de plans	à l'heure
	Mesures son l'article 23 de la loi sur la protection contre les incendies et les dangers naturels	à l'heure
	Inspection d'installations de détection incendie et de sprinkler (contrôle de réception)	Coût selon tarif de l'organisme mandaté
	Pour les travaux facturés à l'heure, le coût horaire est de	125.–

Art. 2 ¹ Le présent tarif est arrêté à l'indice des prix à la consommation (IPC) d'octobre 2008 : 104.6 (décembre 2005 = 100).

² L'ECA JURA est habilité à indexer le montant des émoluments arrêté ci-dessus, chaque fois que l'indice des prix à la consommation a varié de plus de 5 %.

Art. 3 La loi du 9 novembre 1978 sur les émoluments²⁾ est pour le surplus applicable.

Entrée en
vigueur

Art. 4 Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2009.

Delémont, le 18 novembre 2008

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

La présidente : Elisabeth Baume-Schneider
Le chancelier : Sigismond Jacquod

¹⁾ RSJU 871.1

²⁾ RSJU 176.11

³⁾ Nouvelle teneur selon le ch. I de l'arrêté du 22 novembre 2011, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2012

TABLE DES MATIERES

9	Economie
90	<i>Développement général de l'économie</i>
901	<i>En général</i>
901.1	Loi du 26 octobre 1978 sur le développement de l'économie cantonale
901.111	Arrêté du Parlement du 22 juin 2005 relatif au programme de développement économique 2005-2010
901.112	Arrêté du Parlement du 22 novembre 2006 relatif à l'aménagement de structures immobilière, financière et promotionnelle propres à favoriser la création d'activités économiques
901.21	Décret du 6 décembre 1978 concernant les mesures d'organisation à prendre en matière de développement de l'économie
901.31	Ordonnance du 6 décembre 1978 sur le fonds pour l'acquisition et l'équipement de terrains
901.42	Ordonnance du 6 décembre 1978 sur le fonds pour l'encouragement de l'économie jurassienne (Fonds de développement économique)
901.51	Arrêté du Gouvernement du 24 mars 2009 instituant un "Prix du Gouvernement de la République et Canton du Jura en faveur de l'innovation et de l'excellence"
901.61	Ordonnance du 27 juin 2006 relative au contrôle du respect des conditions d'octroi des aides financières en matière de développement économique
901.72	Règlement de la commission consultative pour le développement de l'économie du 5 avril 2011
902	<i>Dans les régions de montagne</i>
902.0	Loi du 21 mai 2008 portant introduction à la loi fédérale sur la politique régionale
902.111	Directives du Département de l'Economie du 6 mai 2003 relatives à la loi du 17 décembre 1999 portant introduction à la loi fédérale sur l'aide aux investissements dans les régions de montagne
91	<i>Agriculture</i>
910	<i>Développement général</i>
910.1	Loi du 20 juin 2001 sur le développement rural
910.11	Décret du 20 juin 2001 sur le développement rural

910.111	Ordonnance du 1 ^{er} juin 2004 concernant la nomination, les tâches et l'indemnisation des préposés à l'agriculture
910.14	Ordonnance du 16 septembre 2008 portant application de l'ordonnance fédérale sur la promotion régionale de la qualité et de la mise en réseau des surfaces de compensation écologique dans l'agriculture
910.91	Arrêté du Parlement du 21 avril 2004 portant approbation de la convention en vue de la création d'une institution commune au Jura et Jura bernois en matière d'agriculture
913	<i>Améliorations foncières</i>
913.1	Loi du 20 juin 2001 sur les améliorations structurelles
913.113	Ordonnance du 18 août 1992 réglant la procédure de réquisition et d'inscription d'un remaniement parcellaire au registre foncier
913.114	Ordonnance du 15 janvier 1991 sur les subventions en matière de construction des installations de stockage des engrais organiques
914	<i>Crédit agricole</i>
914.1	Décret du 20 juin 2001 sur les crédits d'investissements, l'aide aux exploitations et le fonds de développement rural
914.11	Ordonnance du 6 décembre 1978 sur les crédits d'investissements dans l'agriculture et l'aide aux exploitations paysannes
914.12	Ordonnance du 22 février 1983 portant délégation de compétences au gérant des crédits agricoles
914.21	Règlement du fonds de développement rural durable du 20 janvier 2009
915	<i>Formation agricole</i>
915.11	Loi du 19 mai 2004 sur la formation professionnelle en agriculture et en économie familiale
915.111	Ordonnance du 12 avril 2005 sur la formation professionnelle en agriculture et en économie familiale
915.116	Décret du 19 mai 2004 concernant le financement de la formation professionnelle en agriculture et en économie familiale
915.119	Arrêté du Gouvernement du 5 octobre 1999 portant adhésion à la convention intercantonale du 7 février 1997 sur les contributions aux coûts de la formation professionnelle agricole
915.61	Arrêté du Parlement du 20 décembre 1979 approuvant l'adhésion définitive au concordat du 30 juin 1964 concernant le Technicum agricole suisse et arrêtés du Parlement du 17 juin 1992 et du 25 mai 2005 portant approbation de la révision partielle dudit concordat
916	<i>Production et vente</i>
916.1	<i>Production végétale</i>
916.141	Arrêté du Gouvernement du 26 septembre 2000 sur la viticulture

916.2	<i>Protection des végétaux</i>
916.21	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant la protection des cultures contre les organismes des espèces végétales et animales constituant un danger général (Ordonnance sur la protection des cultures)
916.4	<i>Production animale</i>
916.411	Décret du 20 juin 2001 sur l'élevage
916.411.1	Ordonnance du 24 octobre 1995 concernant l'organisation, le fonctionnement et l'indemnisation des commissions cantonales d'experts en matière d'appréciation d'animaux
916.413	Ordonnance du 6 décembre 1978 portant exécution de la loi fédérale du 28 juin 1974 instituant une contribution aux frais des détenteurs de bétail de la région de montagne et de la région préalpine des collines
916.450.1	Ordonnance du 6 décembre 1978 portant application de la loi fédérale du 2 octobre 1964 modifiant l'arrêté sur le statut du lait
916.451.1	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant le service d'inspection et de consultation en matière d'économie laitière et le service sanitaire laitier (Ordonnance sur le contrôle laitier)
916.451.91	Arrêté du Parlement du 20 décembre 1979 approuvant l'adhésion définitive à la convention du 27 août 1974 relative à la création et à l'exploitation d'un service d'inspection et de consultation en matière d'économie laitière
916.451.92	Arrêté du Parlement du 13 novembre 1980 concernant l'approbation de la convention entre le Canton de Berne et la République et Canton du Jura relative à la création et à l'entretien d'un service d'inspection et de consultation en matière d'économie laitière
916.5	<i>Lutte contre les épizooties</i>
916.51	Ordonnance du 9 décembre 1997 portant exécution de la législation fédérale sur les épizooties et l'élimination des déchets animaux
916.57	Arrêté du Gouvernement du 21 décembre 1979 portant adhésion définitive à la convention signée entre les cantons de Berne, Fribourg et Soleure avec la coopérative des maîtres bouchers de Suisse centrale (GZM) concernant l'élimination des cadavres d'animaux
916.570	Arrêté du Parlement du 15 novembre 1989 portant approbation de l'avenant III au contrat conclu entre les cantons de Berne, de Fribourg, de Soleure et du Jura et la coopérative des maîtres bouchers de la Suisse centrale concernant l'usine d'extraction de Lyss
916.571	Arrêté du Parlement du 29 avril 1992 portant approbation du complément à l'avenant III au contrat conclu entre les cantons de Berne, de Soleure et du Jura et la coopérative des maîtres bouchers de la Suisse centrale concernant l'usine d'extraction GZM SA de Lyss

916.572 Arrêté du Parlement du 22 décembre 1995 portant approbation du contrat et du complément au contrat conclus entre les cantons d'Argovie, Bâle-Ville, Bâle-Campagne, Berne, Fribourg, Jura, Neuchâtel, Soleure, Vaud, Valais, ainsi que le Centre intercommunal des déchets carnés (CIDEDEC) agissant pour toutes les communes du canton de Genève, et l'Usine d'extraction GZM SA, à Lyss

916.6 *Assurance du bétail*

916.61 Loi du 26 octobre 1978 sur l'assurance du bétail

916.611.1 Ordonnance du 6 décembre 1978 sur l'assurance du bétail

916.621 Ordonnance du 7 septembre 1982 concernant les accidents de bétail dus au libre parcours dans les Franches-Montagnes

916.7 *Commerce de bétail*

916.71 Arrêté du 30 novembre 1978 concernant une nouvelle réglementation du commerce de bétail (Convention intercantonale du 13 septembre 1943 sur le commerce du bétail)

917 *Sécurité sociale*

917.32 Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant l'assurance-accidents et la prévention des accidents dans l'agriculture

92 *Forêts, chasse, pêche*

921 *Forêts*

921.11 Loi du 20 mai 1998 sur les forêts

921.111 Décret du 20 mai 1998 sur les forêts

921.111.1 Ordonnance du 4 juillet 2000 sur les forêts

921.145 Arrêté du Gouvernement du 14 février 1984 définissant des mesures spéciales en faveur de la protection de la forêt

921.146 Arrêté du Parlement du 28 septembre 1989 définissant le taux de subvention des mesures extraordinaires prises pour la conservation de la forêt

921.473.1 Prescriptions de service pour les ingénieurs forestiers d'arrondissement du 11 mai 1982

921.591 Arrêté du Parlement du 20 décembre 1979 approuvant l'adhésion définitive à la convention du 21 mars 1968 relative à la création et à l'exploitation de l'Ecole intercantonale de gardes forestiers de Lyss

921.61 Décret du 6 décembre 1978 sur la répartition des frais entre les propriétaires de forêts et l'Etat, ainsi que les subventions cantonales en faveur de l'économie forestière

922 *Chasse, protection du gibier et des oiseaux*

922.11 Loi du 11 décembre 2002 sur la chasse et la protection de la faune sauvage (Loi sur la chasse)

922.111	Ordonnance 6 février 2007 sur la chasse et la protection de la faune sauvage
922.31	Ordonnance du 16 septembre 2003 concernant l'octroi du permis temporaire de chasser
923	<i>Pêche</i>
923.11	Loi du 28 octobre 2009 sur la pêche
923.111	Ordonnance du 6 décembre 1978 portant exécution de la loi du 26 octobre 1978 sur la pêche
923.121	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant le développement et la protection de la pêche, ainsi que l'aménagement des eaux poissonneuses
923.131	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant l'affermage des eaux poissonneuses
923.21	Arrêté du Gouvernement du 4 mars 2003 concernant l'utilisation de poissons d'appât vivants dans les eaux de la République et Canton du Jura
923.26	Prescriptions du 6 décembre 1978 concernant l'établissement de viviers dans les eaux publiques
923.61	Ordonnance du 6 décembre 1978 sur le fonds de la pêche
923.961	Arrêté du 6 décembre 1978 portant exécution de l'Accord conclu entre les services de la pêche de Suisse et de France concernant la pêche dans les eaux limitrophes du Doubs

TABLE DES MATIERES

9	Economie
93	<i>Industrie et artisanat</i>
930	<i>Dispositions générales</i>
930.1	Loi du 26 septembre 2007 sur les activités économiques
930.11	Ordonnance du 6 décembre 1978 portant exécution de la loi du 26 octobre 1978 sur le commerce, l'artisanat et l'industrie (Ordonnance sur l'industrie)
931	<i>Mines</i>
931.1	Loi du 26 octobre 1978 sur l'exploitation des matières premières minérales (Loi sur les mines)
931.41	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant les forages pétroliers (Ordonnance sur les forages)
935	<i>Services</i>
935.1	<i>Auberges et commerce de boissons alcooliques</i>
935.11	Loi du 18 mars 1998 sur l'hôtellerie, la restauration et le commerce de boissons alcooliques (Loi sur les auberges)
935.111	Ordonnance du 30 juin 1998 sur l'hôtellerie, la restauration et le commerce des boissons alcooliques (Ordonnance sur les auberges)
935.119	Ordonnance du 6 juillet 1999 concernant la délégation de compétences aux communes de plus de 5 000 habitants pour délivrer les autorisations de dépasser l'heure de fermeture
935.2	<i>Tourisme</i>
935.211	Loi du 31 mai 1990 sur le tourisme
935.211.1	Ordonnance du 16 février 1982 sur l'encouragement du tourisme
935.211.11	Arrêté du Gouvernement du 31 janvier 2006 fixant les lignes directrices de la politique du tourisme 2005-2010
935.211.5	Arrêté du Parlement du 20 octobre 1993 relatif au financement de la Fédération du tourisme de la République et Canton du Jura
935.211.51	Arrêté du Parlement du 21 octobre 1998 fixant la contribution des communes en faveur de Jura Tourisme
935.211.6	Ordonnance du 2 avril 1991 sur la taxe de séjour
935.211.61	Arrêté du Gouvernement du 18 décembre 1990 fixant la taxe de séjour

935.211.62	Arrêté du Gouvernement du 25 août 1992 fixant la répartition du produit de la taxe de séjour
935.221	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant l'enseignement du ski dans le canton du Jura
935.253	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant l'exploitation industrielle des beautés de la nature
935.4	<i>Spectacles</i>
935.41	Loi du 24 juin 1998 sur les spectacles et les divertissements
935.411	Ordonnance du 26 janvier 1999 sur les spectacles et les divertissements
935.5	<i>Loteries, paris et jeux</i>
935.51	Loi du 26 octobre 1978 sur le jeu
935.510	Décret du 20 mars 2002 portant exécution de la loi fédérale sur les loteries et les paris professionnels
935.511	Ordonnance du 6 décembre 1978 portant exécution de la loi fédérale du 8 juin 1923 sur les loteries et les paris professionnels
935.516	Règlement du 7 avril 1988 concernant la répartition du bénéfice de la Loterie de la Suisse romande
935.519	Arrêté du parlement du 23 novembre 2005 portant adhésion de la République et Canton du Jura à la convention intercantonale sur la surveillance, l'autorisation et la répartition du bénéfice de loteries et paris exploités sur le plan intercantonal ou sur l'ensemble de la Suisse
935.52	Loi d'application de la loi fédérale sur les jeux de hasard et les maisons de jeu du 20 mars 2002
935.531	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant les appareils de jeu à l'argent et les totalisateurs
935.551	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant l'exploitation à titre professionnel d'appareils de jeu
935.9	<i>Activités lucratives soumises à autorisation</i>
935.921.1	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant les agences matrimoniales
935.955.1	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant les entreprises de pompes funèbres
935.976.1	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant la détention et la conduite de taxis dans les communes
935.991.1	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant l'exercice du métier de nettoyeur d'onglons
935.991.2	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant l'exercice de la maréchalerie
935.993.1	Ordonnance du 6 décembre 1978 sur l'exercice des professions de prêteur d'argent, d'entremetteur de prêts, de prêteur sur gages et de fripier
935.993.2	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant les agences privées de détectives et de recherches

935.993.3 Ordonnance du 6 décembre 1978 sur les salons de coiffure

94 Commerce

941 Poids et mesures

941.1 Ordonnance du 6 décembre 1978 portant exécution de la loi fédérale sur la métrologie

941.4 Ordonnance du 6 décembre 1978 sur les ponts-bascules publics

942 Prix

942.1 Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant le contrôle des prix

943 Exercice du commerce

943.1 Loi du 20 octobre 2010 concernant l'exercice de la prostitution et le commerce de la pornographie (LProst)

943.21 Ordonnance du 6 décembre 1978 sur le courtage et le commerce d'immeubles, ainsi que sur le courtage d'appartements et de chambres

943.516.1 Ordonnance du 6 décembre 1978 portant interdiction du colportage d'armes-atrapes et d'armes-jouets

943.521 Ordonnance du 31 mai 2005 portant exécution de la loi fédérale sur les substances explosibles

943.91 Convention administrative du 22 septembre 1999 sur les activités industrielles et artisanales réglementées

95 Crédit

951 Instituts de crédit de droit public

951.11 Loi du 26 octobre 1978 sur la Banque cantonale du Jura

952 Surveillance sur les banques et les caisses d'épargne

952.1 Ordonnance du 6 décembre 1978 portant exécution de la loi fédérale du 8 novembre 1934 sur les banques et les caisses d'épargne

97 Coopération

970.61 Loi du 15 février 1990 concernant le fonds de la coopération

971.111	Arrêté du Parlement du 10 novembre 1983 concernant l'approbation de l'entente intergouvernementale entre le Québec et la République et Canton du Jura
971.112	Arrêté du Parlement du 10 novembre 1983 concernant l'approbation du programme de coopération culturelle et technique entre le Gouvernement de la République des Seychelles et le Gouvernement de la République et Canton du Jura
971.113	Arrêté du Parlement du 18 janvier 1990 concernant l'approbation de l'Arrangement créant le Groupe de concertation des cantons frontaliers limitrophes de la France
971.114	Arrêté du Parlement du 18 janvier 1990 concernant l'approbation de la Convention instituant la Communauté de travail du Jura
971.114.1	Arrêté du Parlement du 25 septembre 2002 portant approbation de l'accord sur la création de la Conférence TransJurassienne
971.115	Arrêté du Parlement du 18 janvier 1990 concernant l'approbation de l'Accord de coopération entre la Commission française de la culture de l'Agglomération de Bruxelles et la République et Canton du Jura
971.116	Arrêté du Parlement du 18 janvier 1990 concernant l'approbation de l'Accord de coopération entre le Département du Territoire de Belfort et la République et Canton du Jura
971.117	Arrêté du Parlement du 18 janvier 1990 concernant l'approbation de la Déclaration commune entre la Région wallonne et la République et Canton du Jura
971.118	Arrêté du Parlement du 18 janvier 1990 concernant l'approbation de l'Accord de coopération entre la Communauté française de Belgique et la République et Canton du Jura
971.119	Arrêté du Parlement du 18 janvier 1990 concernant l'approbation de l'adhésion de la République et Canton du Jura à l'Assemblée des régions d'Europe
971.120	Arrêté du Parlement du 18 janvier 1990 concernant l'approbation de l'adhésion de la République et Canton du Jura au Centre européen du développement régional
971.121	Arrêté du Parlement du 25 octobre 1990 concernant l'approbation de la Déclaration commune entre la République de Slovénie et la République et Canton du Jura
971.122	Arrêté du Parlement du 25 octobre 1990 concernant l'approbation de la Déclaration sur la coopération entre la République de Croatie et la République et Canton du Jura
971.123	Arrêté du Parlement du 25 octobre 1990 concernant l'approbation de la Convention-cadre entre la République socialiste soviétique de Géorgie et la République et Canton du Jura
971.124	Arrêté du Parlement du 25 octobre 1990 concernant l'approbation de la Convention (programme d'échanges de jeunes) entre la République socialiste soviétique de Géorgie et la République et Canton du Jura
971.125	Arrêté du Parlement du 20 mai 1992 relatif au programme de soins de santé primaires au Cameroun

971.125.1	Arrêté du Parlement du 25 octobre 1995 octroyant un crédit pour le financement de la deuxième phase (années 1995 et 1996) du programme de soins de santé primaires au Cameroun
971.125.2	Arrêté du Parlement du 11 décembre 1996 octroyant un crédit pour le financement de la troisième phase, première partie (années 1997 à 1999), du programme de soins de santé primaires au Cameroun
971.125.3	Arrêté du Parlement du 19 janvier 2000 octroyant un crédit pour le financement de la troisième phase, deuxième partie (années 2000 et 2001), du programme de soins de santé primaires au Cameroun
971.125.4	Arrêté du Parlement du 25 septembre 2002 octroyant un crédit pour le financement du programme d'aide au développement Jura-Cameroun pour la période 2002-2005
971.125.5	Arrêté du Parlement du 24 mai 2006 octroyant un crédit pour le financement du programme d'aide au développement Jura-Cameroun pour la période 2006-2009
971.126	Arrêté du Parlement du 16 décembre 1992 portant approbation de l'Accord de coopération et d'amitié entre la Région de Moscou et la République et Canton du Jura
971.127	Arrêté du Parlement du 16 décembre 1992 portant approbation de l'Accord de coopération entre la République de Slovaquie et la République et Canton du Jura
971.128	Arrêté du Parlement du 17 novembre 1993 portant approbation de l'Accord de coopération et d'amitié entre la Communauté Autonome Basque et la République et Canton du Jura
971.129	Arrêté du Parlement du 17 novembre 1993 portant approbation de la Convention de coopération entre le Gouvernement Basque et la République et Canton du Jura relative au cofinancement d'un projet d'aide en soins de santé primaires dans le Département de la Mefou (Cameroun)
971.130	Arrêté du Parlement du 17 novembre 1993 portant approbation de l'Accord de coopération entre le Département du Haut-Rhin et la République et Canton du Jura
971.131	Arrêté du Parlement du 20 novembre 1996 portant approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française, le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Conseil fédéral suisse sur la coopération transfrontalière entre les collectivités territoriales et les organismes publics locaux (Accord de Karlsruhe)
971.132	Arrêté du Parlement du 19 novembre 1997 portant approbation de la convention de création du Conseil du Rhin Supérieur
971.133	Arrêté du Parlement du 20 novembre 1996 portant approbation de la Convention intercantonale relative à la mise en œuvre de l'initiative communautaire INTERREG II

- 971.134 Arrêté du Parlement du 20 novembre 1996 portant approbation de l'accord-cadre relatif à la mise en œuvre du programme d'initiative communautaire INTERREG II concernant la Franche-Comté et les cantons suisses membres de la Communauté de travail du Jura
- 974.171 Arrêté du Parlement du 21 mars 2001 portant ratification de l'Entente entre le Conseil régional de la Vallée d'Aoste, le Parlement de la Communauté française de Belgique et le Parlement de la République et Canton du Jura instituant un Comité de coopération interparlementaire
- 974.172 Arrêté du Parlement du 24 octobre 2001 portant adhésion du Parlement de la République et Canton du Jura à l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF)

Règlement de la commission consultative pour le développement de l'économie

du 5 avril 2011

Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,

vu l'article 10 de la loi du 26 octobre 1978 sur le développement de l'économie cantonale¹⁾,

vu l'article 8 du décret du 6 décembre 1978 concernant les mesures d'organisation à prendre en matière de développement de l'économie²⁾,

vu l'article 6 de la loi du 21 mai 2008 portant introduction à la loi fédérale sur la politique régionale³⁾,

arrête :

Article premier ¹ Le Gouvernement nomme, pour la législature, le président et les membres de la commission. Le vice-président est désigné par la commission.

² Le chef du Service de l'économie prend part, avec voix consultative, aux séances de la commission.

³ Avec l'accord du Département de l'Economie, d'autres personnes peuvent être invitées, en fonction des sujets traités, à participer avec voix consultative aux séances de la commission.

Art. 2 La commission se réunit sur convocation de son président ou à la demande soit du Département de l'Economie, soit de trois membres au moins.

Art. 3 Le secrétariat est assuré par le Service de l'économie.

Art. 4 ¹ La commission a pour mission de préaviser les objets qui lui sont soumis par le Département de l'Economie et de conseiller ce dernier en matière de développement économique et de développement régional.

² Il lui incombe notamment :

- a) de se prononcer sur le programme de développement économique et sur le rapport de réalisation y relatif;
- b) de se prononcer sur le programme de mise en œuvre de la politique régionale et sur le rapport final de réalisation y relatif;
- c) de donner son avis sur les questions économiques qui lui sont soumises par le Gouvernement ou par le Département de l'Economie;
- d) d'élaborer des recommandations concernant le développement économique et le développement régional;
- e) de faire bénéficier l'administration de toute information utile au développement de l'économie et au développement régional.

³ La commission peut, de sa propre initiative, faire des propositions au Département de l'Economie.

Art. 5 Les membres de la commission ainsi que les personnes invitées à participer à ses séances sont indemnisés conformément à l'ordonnance du 11 novembre 1980 concernant la durée des mandats et les indemnités journalières et de déplacement des membres de commissions cantonales⁴⁾.

Art. 6 Les membres de la commission ainsi que les personnes invitées à participer à ses séances sont soumis au secret de fonction tel que défini par l'article 25 de la loi du 22 septembre 2010 sur le personnel de l'Etat⁵⁾.

Art. 7 Le règlement de la commission consultative pour le développement de l'économie du 14 février 1980 est abrogé.

Art. 8 Le présent règlement entre en vigueur immédiatement.

Delémont, le 5 avril 2011

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Philippe Receveur
Le chancelier : Sigismond Jacquod

- 1) RSJU 901.1
- 2) RSJU 901.21
- 3) RSJU 902.0
- 4) RSJU 172.356
- 5) RSJU 173.11

Loi sur l'assurance du bétail

du 26 octobre 1978

L'Assemblée constituante de la République et Canton du Jura,

vu l'article 3 des dispositions finales et transitoires de la Constitution cantonale¹⁾,

arrête :

SECTION 1 : Introduction

But

Article premier La présente loi réglemente l'assurance du bétail bovin, des chèvres et des moutons.

Champ
d'application

Art. 2 ¹ Les prescriptions de la présente loi concernent l'assurance-obligatoire sous condition, appelée ci-après "assurance obligatoire".

² Il y a assurance obligatoire sous condition, lorsque tous les détenteurs d'animaux d'un cercle d'assurance, après avoir introduit l'assurance par une décision prise à la majorité, sont obligés de s'affilier à la caisse d'assurance et de faire assurer certaines espèces d'animaux.

³ Les présentes dispositions sont applicables par analogie à l'assurance facultative par des caisses d'assurance obligatoire (preneurs d'assurance rattachés; assurance complémentaire, etc.).

⁴ Le département auquel est rattaché le vétérinaire cantonal peut confier certaines branches d'assurance à une caisse d'assurance centrale, organisée par lui.¹¹⁾

Devoir et droit de
s'assurer

Art. 3 ¹ Tout détenteur d'un animal propre à être assuré doit l'annoncer à la caisse d'assurance compétente.

² L'assurance cumulative est interdite.

³ Demeure réservée l'assurance additionnelle.

⁴ Les caisses d'assurance ont l'obligation d'admettre les animaux propres à être assurés.

SECTION 2 : Définitions

Détenteur de
bétail

Art. 4 ¹ Est détenteur d'un animal au sens de la loi sur l'assurance du bétail le propriétaire de cet animal.

² En lieu et place du propriétaire est réputé détenteur, à condition que ce dernier puisse assurer l'animal auprès d'une caisse d'assurance obligatoire :

- a) celui qui s'est chargé d'élever ou d'engraisser l'animal;
- b) le fermier, en cas de bail à cheptel, pour autant que ce bail ait été convenu pour plus de six mois ou dure effectivement plus de six mois.

³ N'est pas réputé détenteur celui qui s'est chargé d'un animal uniquement pour l'estivage ou l'hivernage.

Animaux propres
à être assurés :
assurance
obligatoire et
assurance
facultative

Art. 5 ¹ Sont propres à être assurés les animaux à assurer obligatoirement et les animaux assurables.

² L'assurance est obligatoire pour les animaux :

- dont l'espèce doit être assurée, d'après les statuts, par tous les détenteurs d'un cercle;
- dont le détenteur a son domicile légal dans le cercle d'assurance et n'est pas exclu de cette dernière;
- qu'il n'y a aucun motif d'écarter.

³ Doivent être écartés :

- a) les animaux malades ou suspects de maladie;
- b) le jeune bétail âgé de moins de deux mois;
- c) les animaux achetés à l'extérieur et qui ont dépassé la limite d'âge supérieure fixée par les statuts;
- d) le bétail de commerce;
- e) les animaux se trouvant à l'engraissement dans des exploitations vouées exclusivement à l'engraissement, à moins que les statuts n'autorisent expressément leur assurance.

⁴ Sont assurables les animaux que la caisse assure également, pour autant qu'ils ne doivent pas être écartés en vertu de l'alinéa 3 ou des statuts et que leur propriétaire soit affilié à la caisse.

Bétail de
commerce

Art. 6 ¹ Est réputé bétail de commerce le bétail de marchands professionnels de gros et de petit bétail qui n'ont pas d'exploitation agricole, ainsi que le bétail d'agriculteurs et d'éleveurs possédant la patente de commerce du bétail, pour autant que les animaux soient la propriété du marchand depuis moins de six mois.

² Les animaux qui appartiennent à des agriculteurs ou des éleveurs possédant la patente de commerce du bétail ne sont pas considérés comme bétail de commerce s'il est établi qu'ils servent à la propre exploitation de leur propriétaire.

³ Sont réputés servant à l'exploitation, jusqu'à preuve du contraire, le nombre d'animaux en rapport avec la gestion normale de l'exploitation et avec le caractère de la production.

Caisse
d'assurance
compétente

Art. 7 ¹ Est compétente la caisse d'assurance du domicile légal du détenteur.

² Si le cercle d'assurance ne comprend que des parties d'une commune politique, il faut en outre que le détenteur demeure dans le cercle.

³ Le département auquel est rattaché le vétérinaire cantonal peut, pour de justes motifs, autoriser des exceptions, si le détenteur conclut une assurance facultative ou si une autre caisse d'assurance obligatoire est disposée à l'admettre.^{[11\)](#)}

SECTION 3 : Les caisses d'assurance, nature juridique, fondation et organisation

Tâches,
principes, nature
juridique, cercle
d'assurance

Art. 8 ¹ Les caisses d'assurance du bétail bovin, des chèvres et des moutons assurent les détenteurs selon les prescriptions en vigueur contre les pertes qu'ils subissent quand des animaux assurés périssent ou doivent être abattus à la suite d'une maladie ou d'un accident.

² Les caisses d'assurance obligatoire peuvent aussi conclure des assurances facultatives.

³ L'assurance repose sur le principe de la réciprocité et de l'aide mutuelle.

⁴ Les caisses d'assurance obligatoire sont des corporations de droit public; le nombre de leurs membres n'est pas limité.

⁵ Le cercle d'assurance couvre, en général, le territoire d'une commune politique; le département auquel est rattaché le vétérinaire cantonal peut autoriser une autre délimitation.^{[11\)](#)}

Fondation

Art. 9 ¹ La décision de fonder une caisse est prise, en règle générale, en assemblée de fondation.

² La décision précise quelles espèces d'animaux chaque détenteur du cercle doit assurer.

³ Tout détenteur peut se faire représenter, au moyen d'une procuration écrite, par un autre détenteur ou par un membre de sa famille ayant l'exercice des droits civils.

⁴ Le département auquel est rattaché le vétérinaire cantonal peut autoriser la prise de décision par voie de collecte de signatures.^{[11\)](#)}

⁵ La caisse est fondée par décision prise par plus de la moitié des détenteurs de bétail du cercle.

⁶ La décision lie tout détenteur d'animaux appartenant aux espèces qui, selon la décision de fondation, doivent être assurées.

⁷ Si une caisse existante veut, à une date ultérieure, déclarer obligatoire pour tous l'assurance d'autres espèces d'animaux, les prescriptions concernant la procédure de fondation doivent être appliquées par analogie.

Approbation des statuts

Art. 10^{[11\)](#)} ¹ La caisse d'assurance acquiert la personnalité juridique dès que le département auquel est rattaché le vétérinaire cantonal a approuvé ses statuts et le cercle d'assurance.

² Les modifications apportées aux statuts ou au cercle d'assurance ne deviennent valables qu'après avoir été approuvées par le département auquel est rattaché le vétérinaire cantonal.

Organisation,
autogestion,
responsabilité,
obligation de
payer une
cotisation
supplémentaire

Art. 11 ¹ Les caisses d'assurance s'administrent elles-mêmes.

² La fortune de la caisse répond seule des engagements de cette dernière.

³ Les statuts peuvent toutefois prévoir la responsabilité personnelle et solidaire des membres pour garantir des crédits reçus.

⁴ Les membres sont obligés de verser des cotisations supplémentaires.

⁵ Des cotisations supplémentaires ne peuvent être exigées que pour couvrir des pertes du bilan.

SECTION 4 : Affiliation

Acquisition et
perte de la
qualité de
membre

Art. 12 ¹ Celui qui, à la date de la fondation, détient un animal à assurer obligatoirement devient membre sans autre formalité; ses animaux ne sont toutefois assurés qu'après avoir été annoncés ou admis.

² Si le détenteur ne s'acquitte pas de l'obligation d'annoncer ses animaux, la caisse d'assurance admettra lors du contrôle ordinaire les animaux dont elle a connaissance.

³ Des détenteurs s'affiliant par la suite deviennent membres lorsque leurs animaux soumis à l'assurance obligatoire sont assurés.

⁴ Celui qui veut assurer facultativement ses animaux doit au préalable devenir membre.

⁵ Celui qui n'a plus de bétail assuré cesse d'être membre de la caisse avec effet immédiat.

⁶ Un membre peut être exclu pour de justes motifs, en particulier lorsqu'il lèse dans une mesure notable les intérêts de la caisse d'assurance.

⁷ En perdant sa qualité de membre, il perd du même coup le droit à l'assurance (art. 3, al. 4).

SECTION 5 : Surveillance

Art. 13 ¹ Le Gouvernement exerce la haute surveillance de l'assurance du bétail.

² Le département auquel est rattaché le vétérinaire cantonal est l'autorité inférieure de surveillance.^{[11\)](#)}

³ Le Service vétérinaire cantonal est chargé de l'exécution directe de la loi.

SECTION 6 : Début et fin de l'assurance

Admission

Art. 14 ¹ Les animaux propres à être assurés le sont dès qu'ils sont annoncés à la caisse ou admis par elle.

² Dans des cas fondés, ainsi que pour des animaux provenant d'autres cantons, les caisses peuvent fixer un délai de carence et exiger un certificat du vétérinaire.

³ La caisse du nouveau détenteur indemnise tout de même celui-ci si un animal périt ou doit être abattu à la suite d'un accident ou d'une maladie subite (par exemple météorisation aiguë ou dystocie et suites), lorsque l'animal est arrivé dans l'étable du nouveau détenteur avant d'avoir été annoncé, ensuite de changement de caisse compétente.

⁴ Si l'animal propre à être assuré n'est pas annoncé dans les neuf jours qui suivent son arrivée chez le nouveau détenteur, l'indemnité prévue à l'alinéa 3 n'est pas versée; si le délai échoit un samedi, un dimanche ou un jour férié officiel, le délai est prolongé jusqu'au jour ouvrable suivant.

⁵ Les détenteurs affiliés plus tard n'ont pas droit à l'indemnité prévue à l'alinéa 3 en cas de sinistre survenu avant leur affiliation à la nouvelle caisse d'assurance; demeurent réservées, au surplus, les obligations de la caisse précédente selon l'article 15, alinéa 5.

Modifications

Art. 15 ¹ En cas de changement de caisse d'assurance, l'obligation d'assurer incombant jusqu'alors à l'ancienne caisse s'éteint au moment où l'animal assuré parvient dans l'étable du nouveau détenteur.

² Indépendamment des dispositions du droit des obligations réglant le passage des profits et des risques en cas de contrat de vente, la responsabilité de la caisse précédente subsiste jusqu'à l'arrivée de l'animal dans l'étable du nouveau détenteur, même lorsque l'acheteur et le vendeur n'ont rien prévu sur ce point.

³ La caisse précédente doit également verser l'indemnité ordinaire pour les animaux que le vendeur doit reprendre dans un délai de neuf jours et abattre en raison d'une maladie existant avant la vente, comme aussi pour les animaux dont la chair a été considérée comme conditionnellement propre ou comme impropre à la consommation.

⁴ Si l'animal change de détenteur dans le cercle, il reste assuré.

⁵ Si un assujetti à l'assurance, qui change de domicile légal, change de cercle, l'assurance précédente arrive à expiration le cinquième jour après le départ de l'assujetti.

Assurance
cumulative et
surassurance;
assurance
conditionnelle

Art. 16 ¹ Aussi longtemps que subsiste une assurance cumulative illicite (art. 3), la caisse d'assurance obligatoire ne répond qu'après les autres assureurs des dommages que ceux-ci ne couvrent pas, mais seulement jusqu'à concurrence de l'indemnité ordinaire (art. 19 et suivants).

² Une assurance additionnelle de sujets d'élevage de grande valeur est autorisée pour couvrir la différence entre le montant total de l'estimation et la valeur vénale effective des animaux en cause.

³ La surassurance due à une intention frauduleuse entraîne la perte du droit à l'indemnité (art. 19 et suivants).

Assurance
d'animaux
impropres à être
assurés

Art. 17 ¹ Si des animaux impropres à être assurés ont été assurés par la caisse, l'assurance est annulée avec effet rétroactif à la date de la conclusion.

² Les cotisations sont restituées après déduction d'une contribution aux frais administratifs fixée par les statuts.

SECTION 7 : Cotisations, prestations de l'assurance

Cotisations des assurés

Art. 18 ¹ Les statuts précisent si les cotisations des assurés sont fixées d'après le nombre de têtes de bétail ou d'après la valeur d'estimation des animaux assurés.

² Des cotisations forfaitaires peuvent être perçues pour les exploitations d'engraissement.

Indemnités de l'assurance

Art. 19 ¹ La caisse d'assurance couvre le dommage en cas de sinistre conformément aux prescriptions statutaires, pour autant que les animaux soient assurés ou que la loi prescrive expressément l'obligation de verser une indemnité.

² Les statuts fixent les prétentions à indemnités dans le cadre des normes de la législation fédérale.

³ Le montant de l'indemnité est calculé soit en pour-cent de la valeur d'estimation, soit à titre de complément au produit de la réalisation.

⁴ La valeur d'estimation est calculée, dans les limites d'estimation décidées par l'assemblée générale, proportionnellement à la valeur vénale de l'animal.

⁵ Le complément est versé jusqu'à concurrence d'un montant maximal fixé par l'assemblée générale.

⁶ En dérogation aux prescriptions de la présente loi ou des statuts, la caisse d'assurance peut, dans des cas de rigueur, verser des indemnités facultatives, pour autant que le Service vétérinaire cantonal donne son approbation; le comité statue définitivement, en liaison avec le Service vétérinaire cantonal.

Dommages non assurés ou assurés de façon limitée

Art. 20 ¹ Pour les pertes de bétail dues à la faute du détenteur, l'indemnité peut être réduite ou refusée en proportion de la faute.

² En cas d'infraction aux prescriptions régissant l'affouragement, en particulier à celles qui concernent l'utilisation d'antibiotiques, l'indemnité est fonction de la perte de viande; l'utilisation d'antibiotiques en cas de maladie est autorisée si le vétérinaire l'a prescrite.

³ Les pertes dues à l'incendie ou à la foudre ne sont pas couvertes.

⁴ Aucune indemnité n'est versée s'il s'agit d'une simple diminution de la valeur qui n'entraîne pas la mort ou l'abattage de l'animal.

⁵ Pour les animaux qui n'ont qu'une valeur d'abattage, on n'indemnise que la viande impropre à la consommation.

⁶ Les frais de traitement vétérinaire et ceux de guérison ne sont pas couverts, sous réserve de l'alinéa 7.

⁷ Les caisses d'assurance peuvent verser des contributions de 50 % au maximum pour les frais d'opération proprement dits lorsqu'il a fallu opérer l'animal pour ôter des corps étrangers ou procéder à une césarienne.

⁸ Aucune indemnité ne doit être accordée pour les dommages au sens de l'article premier, alinéa 1, de la loi fédérale du 1er juillet 1966 sur les épizooties³⁾.

Responsabilité
de tiers

Art. 21 ¹ La caisse fournit sa prestation (art. 19) sous réserve du droit récursoire, même lorsqu'un tiers est responsable du dommage.

² Le droit récursoire de la caisse sur l'auteur du dommage est régi par les dispositions de la loi fédérale sur le contrat d'assurance⁴⁾.

³ Si besoin est, le preneur d'assurance doit céder à la caisse ses prétentions à l'égard de l'auteur du dommage, proportionnellement à la prestation reçue.

SECTION 8 : Subventions fédérales et cantonales

Art. 22 et 23⁵⁾

Exemption
fiscale

Art. 24 Les caisses d'assurance obligatoire sont exemptées de l'impôt conformément aux prescriptions de la législation sur les impôts.

SECTION 9 : Dissolution et liquidation

Dissolution

Art. 25 ¹ La dissolution d'une caisse d'assurance peut être décidée par l'assemblée générale à la majorité absolue de tous les membres.

² Le Gouvernement peut ordonner la dissolution d'une caisse d'assurance si elle a cessé son activité depuis un temps assez long, si elle ne peut plus constituer ses organes, si elle est insolvable ou si, de toute autre manière, elle n'est plus en mesure de faire face à ses obligations.

³ Les caisses d'assurance du bétail bovin, des chèvres et des moutons qui ont décidé d'assurer d'autres espèces d'animaux peuvent annuler, par décision de l'assemblée générale, l'assurance complémentaire pour la fin de l'exercice.

Fortune au moment de la dissolution

Art. 26 ¹ Seront placés à intérêt à la Banque cantonale du Jura :

- a) l'excédent de fortune restant après la liquidation d'une caisse dissoute, non fusionnée;
- b) la part de fortune revenant aux territoires où, après division d'une caisse, on n'en a pas créé de nouvelle;
- c) l'excédent de fortune représentant la part d'une branche d'assurance complémentaire supprimée.

² Les membres du comité et les liquidateurs spécialement désignés répondent personnellement et solidairement, ainsi que la caisse, du dépôt légal de la fortune.

³ Si, dans un délai de dix ans à compter de la décision de dissolution, une nouvelle caisse obligatoire ayant un but identique ou analogue est fondée dans le cercle en question ou dans une partie de ce cercle, la fortune déposée lui revient en tout ou partie, y compris les intérêts, pour lui permettre de constituer un fonds d'exploitation; le département auquel est rattaché le vétérinaire cantonal donne les instructions nécessaires à cet effet. [11\)](#)

⁴ La fortune ainsi remise doit, s'il le faut, être restituée si, par la suite, des prétentions justifiées sont formulées à l'encontre de la caisse dissoute.

⁵ L'extension d'une caisse est assimilée, par analogie, à une fondation.

⁶ Si, sur le territoire ou une partie du territoire de la caisse dissoute, aucune autre n'est fondée dans un délai de dix ans, la fortune est versée, en tout ou partie, au fonds cantonal de l'assurance du bétail.

⁷ Les membres d'une caisse dissoute, comme aussi les membres démissionnaires et exclus, n'ont aucun droit à la fortune de la caisse.

Modification de
caisses
existantes

Art. 27 ¹ Des caisses d'assurance peuvent se diviser et former de nouvelles caisses autonomes dans toutes ou certaines parties de leur cercle.

² Si aucune caisse n'est formée dans une partie du cercle, les détenteurs d'animaux à assurer obligatoirement ont le droit de s'affilier à une caisse d'un cercle voisin.

³ La caisse est obligée d'admettre ces détenteurs comme preneurs d'assurance rattachés, s'ils remplissent les conditions et qu'il n'existe aucun motif d'exclusion.

⁴ Une caisse peut reprendre une ou plusieurs autres caisses ou fusionner avec elles pour former une nouvelle caisse.

⁵ La décision de reprise ou de fusion doit recevoir l'approbation, donnée séparément, des membres de chaque caisse.

⁶ Une caisse peut, avec l'accord du département auquel est rattaché le vétérinaire cantonal, étendre son champ d'activité.^{[11\)](#)}

⁷ Cette extension doit être approuvée par la majorité des nouveaux membres assujettis à l'obligation de s'assurer.

SECTION 10 : Le fonds cantonal de l'assurance du bétail

Gestion du fonds

Art. 28^{[10\)](#)} Le fonds de l'assurance du bétail est géré par le vétérinaire cantonal sous la surveillance du département auquel est rattaché le vétérinaire cantonal (art. 26, al. 6).^{[11\)](#)}

SECTION 11 : Voies de droit, mesures, dispositions pénales

Recours et
opposition

Art. 29 ¹ Il peut être recouru auprès du juge administratif du district contre l'estimation et la fixation de l'indemnité par le comité.

² Le juge administratif statue, sur recours d'un détenteur de bétail ou du comité de la caisse, sur l'obligation de s'assurer et de cotiser, sur le droit à l'assurance (art. 3, al. 4) et sur les obligations de la caisse en matière d'indemnités et de prestations.

³ Toutes les décisions prises par le juge administratif selon les deux premiers alinéas peuvent faire l'objet de recours à la Cour administrative.

⁴ La procédure ainsi que le délai de recours sont régis par les prescriptions du Code de procédure administrative⁶⁾.

⁵ Recours peut être déposé auprès du juge administratif du district contre les élections et toutes les autres décisions des organes de la caisse conformément aux prescriptions régissant le recours en matière communale.

⁶ Le recours selon l'alinéa 5 est également autorisé lorsqu'un organe de la caisse néglige ses attributions ou ses obligations.

⁷ Sous réserve de recours au Gouvernement, le département auquel est rattaché le vétérinaire cantonal statue sur les oppositions au cercle d'assurance.¹¹⁾

⁸ Toutes les mesures d'exécution et les injonctions émanant de personnes à qui la caisse a confié des tâches déterminées peuvent, par voie d'opposition, être portées devant le comité pour décision, pour autant que les voies de droit citées dans le présent article ne soient pas ouvertes. Le comité statue sous réserve de recours au juge administratif du district.

Gouvernement

Art. 30 En sa qualité d'autorité supérieure de surveillance, le Gouvernement a notamment les attributions suivantes :

1. révoquer des membres du comité ou des réviseurs de comptes;
2. ordonner l'administration spéciale;
3. décider la liquidation de la caisse qui n'est plus en mesure de remplir à la longue sa tâche déterminée par les statuts.

Département
auquel est
rattaché le
vétérinaire
cantonal

Art. 31 ¹ Le département auquel est rattaché le vétérinaire cantonal peut décider les mesures nécessaires pour remédier aux lacunes dans l'activité ou la direction d'une caisse d'assurance.^{[11\)](#)}

² Il a notamment la faculté de refuser ou de retenir les subventions fédérales et cantonales, de suspendre temporairement des membres incapables ou négligents d'un organe, d'exiger des cotisations supplémentaires en lieu et place des organes ordinaires ou de convoquer les membres à une assemblée générale qui doit prendre les décisions nécessaires.

Mesures
disciplinaires

Art. 32 ¹ Le Gouvernement peut adresser une réprimande ou infliger une amende jusqu'à concurrence de 200 francs aux membres du comité, aux inspecteurs du bétail et à leurs suppléants, ainsi qu'aux reviseurs des comptes, pour négligence ou violation intentionnelle de leurs obligations.

² Le département auquel est rattaché le vétérinaire cantonal fait les propositions voulues.^{[11\)](#)}

³ La révocation (art. 30) et, le cas échéant, la poursuite pénale demeurent réservées.

Poursuite pénale

Art. 33 ¹ Est puni d'une amende jusqu'à concurrence de 200 francs celui qui,

- a) étant détenteur d'un animal propre à être assuré, ne l'annonce pas malgré avertissement de la caisse d'assurance compétente;
- b) en dépit d'un avertissement écrit, surveille ou traite mal ses animaux assurés si bien qu'il existe un risque particulièrement élevé de perte.

² Le juge peut, dans des cas de peu d'importance, s'abstenir de prononcer une peine.

³ Demeurent réservées les dispositions du Code pénal suisse^{[7\)](#)} et des lois spéciales.

Responsabilité
civile

Art. 34 ¹ Les membres du comité et les reviseurs des comptes qui, intentionnellement ou par négligence, violent leurs obligations répondent envers la caisse ou les tiers des dommages ainsi causés.

² Si le dommage est dû à la faute de plusieurs personnes en commun, celles-ci en répondent selon les prescriptions du Code des obligations^{[8\)](#)} sur

la responsabilité dans la société coopérative.

Restitution
d'indemnités
obtenues à tort

Art. 35 ¹ La restitution d'indemnités reçues à tort peut être exigée dans un délai de cinq ans à partir de la date où elles ont été versées.

² L'action sera adressée au juge administratif du district.

³ Demeure réservée la poursuite pénale.

SECTION 12 : Dispositions d'exécution et dispositions finales

Dispositions
d'exécution

Art. 36 ¹ Le Gouvernement édicte les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente loi, pour autant qu'elles ne doivent pas formellement faire l'objet d'un décret du Parlement.

² Dans les limites de la présente loi et des dispositions d'exécution, le département auquel est rattaché le vétérinaire cantonal peut édicter des instructions ou des spécimens de statuts; la faculté d'édicter des instructions peut aussi être accordée au vétérinaire cantonal.^{[11\)](#)}

Entrée en
vigueur

Art. 37 ¹ Demeure réservée l'approbation de la présente loi par le Conseil fédéral selon les prescriptions de la loi fédérale sur l'agriculture.

² Le Gouvernement fixe la date de l'entrée en vigueur^{[9\)](#)} de la présente loi.

Delémont, le 26 octobre 1978

AU NOM DE L'ASSEMBLEE CONSTITUANTE
DE LA REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : François Lachat
Le secrétaire général : Joseph Boinay

- 1) RSJU 101
- 2) Nouvelle dénomination selon le décret d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale du 25 octobre 1990, en vigueur depuis le 15 janvier 1991 (RSJU 172.111). Il a été tenu compte de cette modification dans toute la présente loi.
- 3) RS 916.40
- 4) RS 221.229.1
- 5) Suspendus par la section 2 de la loi du 21 octobre 1992 instituant des mesures d'économie, en vigueur du 1^{er} janvier 1993 au 31 décembre 1993; suspension prorogée jusqu'au 31 décembre 1994 par l'arrêté du Parlement du 22 septembre 1993 prorogeant les mesures d'économies appliquées en 1993; abrogés par la section 3 du chapitre premier de la loi du 22 juin 1994 portant adoption définitive des mesures d'économie 1993 et 1994, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1995.
- 6) RSJU 175.1
- 7) RS 311.0
- 8) RS 220
- 9) 1^{er} janvier 1979
- 10) Nouvelle teneur selon l'art. 20b, al. 4, de la loi sur la Banque cantonale du Jura, en vigueur depuis le 1^{er} septembre 2009
- 11) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 27 avril 2011, en vigueur depuis le 1^{er} août 2011

Ordonnance sur les forêts

du 4 juillet 2000

Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,

vu les articles 13, 38, 39, 40, 47, alinéa 3, et 56, alinéa 4, de la loi du 20 mai 1998 sur les forêts (LFOR)¹,

vu les articles 15, alinéa 4, et 26, alinéa 2, du décret du 20 mai 1998 sur les forêts (DFOR)²,

arrête :

CHAPITRE PREMIER : Généralités

But

Article premier La présente ordonnance a pour but de définir des règles d'exécution de la loi et du décret sur les forêts.

Terminologie

Art. 2 Les termes désignant des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

CHAPITRE II : Fonds cantonal de conservation de la forêt

Création du
fonds,
alimentation

Art. 3 ¹ Conformément à l'article 12, alinéa 2, de la loi sur les forêts, il est créé le fonds cantonal de conservation de la forêt.

² Le fonds est alimenté par :

- a) les taxes de compensation prélevées en vertu de l'article 10 de la loi sur les forêts;
- b) la part de l'Etat aux contributions de plus-value prélevées en vertu de l'article 11 de la loi sur les forêts;
- c) les intérêts du fonds.

Affectation des
ressources du
fonds

Art. 4 Les ressources du fonds servent, par l'octroi d'aides financières, à financer des mesures de conservation de la forêt (art. 13, al. 2, LFOR). Sont notamment réputées telles les mesures suivantes :

- a) le soutien aux mesures d'entraide de l'économie forestière visant à améliorer durablement ses performances;
- b) l'introduction d'essences nobles dans des stations adaptées;
- c) l'inventaire des provenances autochtones de haute valeur et des essences rares, ainsi que les mesures propres à les propager dans le Canton (récolte de semences, production de plants, plantation);
- d) le soutien à des projets de recherche en sylviculture;
- e) la création de réserves forestières;
- f) les mesures accessoires de récréation de peuplements conformes à la station qui ne bénéficient pas de subventions (par exemple protection contre le gibier);
- g) l'acquisition par une collectivité de biens-fonds qui recèlent des formations forestières ou des biotopes particuliers en vue de leur conservation, à l'exclusion des frais d'entretien;
- h) les mesures renforçant la fonction sociale d'importance cantonale de certaines forêts ou pâturages boisés;
- i) le soutien à des mesures de conservation de formations forestières de grande valeur paysagère.

Modalités
d'octroi

Art. 5 ¹ Les propriétaires de forêts qui entendent réaliser des mesures qui correspondent à celles énumérées à l'article 4 peuvent solliciter le soutien financier du fonds. Ils présentent une requête auprès de l'arrondissement forestier, accompagnée d'un devis et de tous documents utiles (plans, relevés, etc.). Si la demande émane de l'Association cantonale des propriétaires de forêts (art. 4, lettre a), celle-ci adresse sa requête directement à l'Office de l'environnement.

² L'arrondissement forestier examine le dossier de requête, le fait compléter au besoin, puis le transmet à l'Office de l'environnement¹⁰⁾ avec un bref rapport.

³ L'Office de l'environnement gère le fonds. A ce titre, il évalue la recevabilité de la requête, notamment en tenant compte des ressources disponibles du fonds. Il préavise la requête à l'intention du Département de l'Environnement et de l'Équipement.

⁴ Le Département de l'Environnement et de l'Équipement statue sur les requêtes. Il tient compte de l'intérêt public des mesures de conservation, de la durabilité des effets recherchés, ainsi que de la part prise par le requérant et par des tiers éventuels aux frais des mesures. Il peut assortir l'octroi d'un soutien du fonds de conditions particulières visant à garantir l'affectation conforme et durable des ressources du fonds. Il traite les demandes selon l'ordre défini à l'article 4 (ordre de priorité).

⁵ Sur la base de la décision du Département, un contrat est conclu entre l'Office de l'environnement et le requérant.

Taux maximum

Art. 6 La part du fonds aux frais de réalisation des mesures, y compris la planification et la direction des travaux, est au maximum de :

- a) 40 % pour des mesures de portée locale;
- b) 60 % pour des mesures de portée régionale ou cantonale.

Conditions
générales
d'octroi

Art. 7 ¹ Si les aides financières du fonds sont combinées avec d'autres aides du Canton et de la Confédération, le cumul ne peut dépasser les taux fixés à l'article 6.

² Il n'existe aucun droit direct à l'octroi d'un soutien du fonds. Un tel droit naît seulement au moment où la décision d'octroi est prise.

CHAPITRE III : Dispositions financières relatives aux propriétaires de forêts publiques

SECTION 1 : Compte forestier

Principes, buts

Art. 8 ¹ Les propriétaires de forêts publiques tiennent une comptabilité forestière (art. 38, al. 1, LFOR).

² Le compte forestier a pour but de permettre le contrôle de la gestion forestière et l'efficacité de celle-ci par les organes de gestion et par les autorités communales. Il sert de base à la statistique forestière officielle.

³ Le rendement des forêts est affecté en priorité aux soins cultureux et à l'amélioration des structures de l'exploitation forestière (art. 38, al. 2, LFOR).

Contenu et
structure

Art. 9 Pour autant que le Gouvernement n'en dispose pas autrement, les dispositions du décret concernant l'administration financière des communes³⁾ s'appliquent intégralement au compte forestier, en ce qui concerne son contenu et sa structure.

Compétences de
l'Office de
l'environnement

Art. 10 ¹ L'Office de l'environnement peut demander à se faire remettre un exemplaire du compte forestier ou un extrait de celui-ci, notamment dans le cadre de l'examen d'une demande de prélèvement aux fonds de réserve forestiers, d'une demande de subvention ou d'une demande de crédit d'investissement.

² S'il constate des erreurs de comptabilisation, il peut en exiger la correction. Il en informe le Service des communes qui en tiendra compte lors du prochain apurement du compte forestier. Les dispositions des articles 53 et suivants de la loi sur les communes⁴⁾ demeurent réservées.

SECTION 2 : Fonds de réserve forestiers

Fonds à
constituer

Art. 11 Les propriétaires de forêts publiques sont tenus de constituer un fonds d'exploitation et un fonds d'anticipation (art. 39, al. 1, LFOR).

Dispense

Art. 12 ¹ L'Office de l'environnement peut, sur demande, dispenser les propriétaires de forêts publiques peu étendues de l'obligation de constituer des fonds de réserve (art. 39, al. 2, LFOR), notamment lorsque la forêt ne permet de réaliser qu'occasionnellement une recette.

² La renonciation à constituer l'un ou l'autre fonds ne dispense pas de l'obligation de tenir un compte forestier et d'établir un plan de gestion.

Base des fonds

Art. 13 La base permettant d'alimenter les fonds de réserve est le compte forestier.

Fonds
d'exploitation
a) But

Art. 14 ¹ Le fonds d'exploitation vise à réserver des moyens destinés à financer des travaux forestiers extraordinaires, des infrastructures nécessaires à la gestion, ainsi que des engins d'exploitation et des équipements de gestion.

- b) Affectation ² Les ressources du fonds d'exploitation sont affectées aux usages suivants :
- a) réalisation de travaux importants pour lesquels la recette annuelle provenant de l'entreprise forestière ne suffit pas, tels que voies de desserte, reconstitution de forêts, hangars et bâtiments d'exploitation, acquisition de machines, d'engins et d'équipements coûteux, etc.;
 - b) couverture des frais d'établissement des bases d'aménagement et du plan de gestion, ainsi que des frais d'abornement;
 - c) acquisition de biens-fonds forestiers et constitution de droits, lorsque le fonds d'anticipation ne suffit pas à cet effet;
 - d) participation à des mesures d'entraide extraordinaires (acquisition d'engins ou d'installations communautaires, participation au capital de sociétés ou de coopératives liées à l'économie forestière, etc.).
- c) Alimentation **Art. 15** ¹ Sont versés au fonds d'exploitation :
- a) les 10 % du produit annuel net de l'exploitation ordinaire selon le compte forestier, sous déduction des éventuels impôts sur le revenu et la fortune (bourgeoisies, sections de commune);
 - b) les intérêts du fonds.
- ² En présence de circonstances particulières, l'Office de l'environnement peut, sur demande, libérer entièrement ou partiellement un propriétaire de forêt de l'obligation d'effectuer un ou plusieurs versements annuels.
- ³ Le fonds d'exploitation sera alimenté régulièrement jusqu'à ce qu'il atteigne le montant minimal fixé dans le plan de gestion. Le montant minimal est égal, en règle générale, au double de la recette annuelle brute des ventes de bois correspondant à la quotité normale.
- Fonds d'anticipation
a) But **Art. 16** ¹ Le fonds d'anticipation vise à permettre l'atténuation des écarts annuels du compte forestier, notamment lors de surexploitations et de sous-exploitations par rapport à la possibilité, ainsi qu'à compenser des diminutions du capital forestier, consécutives à des atteintes de tiers.
- b) Affectation ² Les ressources du fonds d'anticipation sont affectées aux usages suivants :
- a) compenser les moins-values d'exploitations annuelles, étant entendu que les intérêts seront affectés en premier lieu à cette fin;
 - b) acquérir des biens-fonds forestiers et constituer des droits;
 - c) financer des investissements importants lorsque les ressources du fonds d'exploitation ne suffisent pas;
 - d) financer des mesures forestières d'intérêt public (art. 12, al. 3, LFOR).

C) Utilisation à des fins non forestières

³ L'utilisation des ressources à des fins non forestières n'est autorisée que si les améliorations prévues dans le plan de gestion n'en sont pas compromises. S'il s'agit de construction, l'utilisation du bois comme matériau ou comme source d'énergie peut constituer une condition.

d) Alimentation

Art. 17 Sont versés au fonds d'anticipation :

- a) le produit net global provenant de surexploitations, calculé selon l'article 15, alinéa 1, lettre a, au prorata du volume;
- b) les indemnités versées par des tiers pour des atteintes qui entraînent une diminution du rendement de la forêt;
- c) la part de la collectivité concernée à la contribution de plus-value, au sens de l'article 11 de la loi sur les forêts;
- d) le produit net de la vente de parcelles faisant partie du patrimoine forestier.

Administration des fonds

Art. 18 ¹ L'état des fonds de réserve sera mentionné chaque année, à l'occasion de la présentation du compte forestier.

² Les fonds de réserve sont subordonnés au contrôle et à l'apurement ordinaires des comptes. Les prescriptions de la législation sur les communes s'appliquent au placement des ressources provenant des fonds de réserve.

³ Si, en vertu d'une décision de l'Office de l'environnement, on a renoncé entièrement ou partiellement à un versement annuel dans le fonds d'exploitation, la décision sera jointe au compte annuel.

Compétences

Art. 19 Les autorités exécutives des propriétaires de forêts publiques (conseil communal, conseil de bourgeoisie, etc.) sont compétentes pour disposer des ressources des fonds de réserve. Leurs décisions sont subordonnées à l'approbation de l'Office de l'environnement.

Communes mixtes et communes avec sections

Art. 20 Dans les communes mixtes et les communes avec sections, les prélèvements envisagés par le conseil communal au fonds d'anticipation à des fins non forestières (art. 16, al. 3) doivent avoir reçu l'aval préalable de l'assemblée bourgeoise ou de l'assemblée des ayants droit de la section.

CHAPITRE IV : Exigences relatives à la main-d'œuvre

But, champ
d'application et
définition

Art. 21⁸⁾ ¹ Les exigences minimales relatives à la formation des ouvriers forestiers qui exécutent des coupes pour des tiers ont pour but d'assurer la sécurité et la qualité du travail, ainsi que de préserver le peuplement et le sol forestier (art. 40 LFOR).

² Pour toutes coupes exécutées pour des tiers et contre rémunération, les ouvriers forestiers sont astreints à une formation minimale validée par une attestation cantonale. La notion de coupe comprend :

- a) les travaux de bûcheronnage (abattage, ébranchage ou débitage à l'aide d'une tronçonneuse), sous réserve de l'alinéa 3;
- b) les travaux de débardage mécanisé des bois par traction au sol;
- c) les travaux de débardage par d'autres moyens (cheval, téléphérique, etc.)

³ Aucune formation minimale n'est requise de la part des personnes façonnant du bois de feu sur la base de bois déjà abattu.

⁴ Aucune formation minimale n'est requise de la part des personnes effectuant des coupes de bois dans leurs propres forêts, ni de celles disposant d'un certificat fédéral de capacité (CFC) de forestier-bûcheron ou d'une attestation fédérale de praticien forestier, ou qui effectuent un stage de formation dans une entreprise forestière.

⁵ En cas de catastrophe forestière, l'Office de l'Environnement examinera avec les milieux concernés et avec la Caisse nationale suisse d'assurance en cas d'accidents (SUVA) les précautions à prendre dans l'engagement des renforts.

⁶ En collaboration avec les associations et organisations professionnelles, l'Office de l'environnement veille à l'organisation de cours pour ouvriers forestiers. Il veille également à inciter toute personne façonnant du bois pour son propre usage à se former de manière volontaire.

Formation
minimale

Art. 22⁸⁾ ¹ La formation minimale dans le domaine du bûcheronnage dure au minimum 10 jours. Elle est constituée de deux modules. Le second module doit être effectué dans les 5 ans qui suivent le premier module.

² Lorsque les abattages ne concernent que des arbres droits, sains, en terrain accessible et d'un diamètre inférieur à 30 cm (sarclage), la formation minimale est constituée d'un module de 5 jours.

³ La formation minimale dans le domaine du débardage mécanisé par traction au sol dure au minimum 9 jours. Elle est constituée de deux modules. Le second module doit être effectué dans les 5 ans qui suivent le premier module.

⁴ La formation minimale dans le domaine du débardage par d'autres moyens (cheval, téléphérique, etc.) est évaluée sur la base de l'expérience pratique de l'ouvrier forestier dans ces domaines.

Art. 23⁹⁾

Autorisation,
attestation

Art. 24⁹⁾ ¹ Pour les travaux entrant dans le champ d'application de l'article 21, l'ouvrier forestier doit solliciter auprès de l'Office de l'environnement une autorisation provisoire ou une attestation cantonale.

² Une attestation cantonale d'ouvrier forestier ou d'ouvrier débardeur est délivrée à la personne ayant subi avec succès la formation minimale en bûcheronnage ou débardage.

³ Une autorisation provisoire de travail en forêt est délivrées à la personne ayant suivi avec succès le premier module de formation minimale. Elle permet à la personne titulaire d'effectuer des travaux pour des tiers sous la direction et la surveillance d'une personne titulaire d'un CFC de forestier-bûcheron ou d'une personne titulaire d'une attestation cantonale depuis au moins 3 années. Elle est valable au maximum 5 ans à partir de la date du premier module. Elle comprend une attestation cantonale non limitée dans le temps pour les sarclages (art. 22, al. 2).

⁴ La délivrance d'une autorisation provisoire ou d'une attestation cantonale est subordonnée au fait que les cours ou modules aient été dispensés selon le programme fédéral de formation pour les ouvriers forestiers et par des prestataires contrôlés et accrédités.

⁵ En l'absence de formation spécifique existante (notamment pour le débardage par d'autres moyens) ou pour d'autres cours de formation pouvant être considérés comme équivalents, l'Office de l'environnement est compétent pour juger de l'équivalence et délivrer une autorisation provisoire ou une attestation cantonale. Dans le doute, l'Office de l'environnement peut exiger un contrôle des compétences réalisé par un prestataire accrédité.

Obligation de
présenter
l'autorisation ou
l'attestation

Art. 25⁸⁾ Le titulaire de l'autorisation provisoire ou de l'attestation cantonale est tenu de la présenter sur requête de l'employeur, du garde forestier de triage ou d'un agent de l'Office de l'environnement.

Emoluments

Art. 26⁸⁾ La délivrance de l'autorisation provisoire, ainsi que la délivrance d'une attestation cantonale, sont frappées d'émolument.

Responsabilité
de l'employeur

Art. 27 L'employeur de l'ouvrier forestier répond du respect des exigences minimales de formation. Lorsque l'ouvrier forestier fait des coupes pour plusieurs employeurs (tâcheron), chaque employeur est tenu de veiller au respect de ces exigences.

Art. 28 et 29⁹⁾

CHAPITRE V : Apprentissage de forestier-bûcheron⁸⁾

Organisation

Art. 30⁸⁾ ¹ Les tâches dévolues au Département de l'Environnement et de l'Équipement, à l'Office de l'environnement et à la commission d'apprentissage de forestier-bûcheron sont attribuées au Département de la Formation, de la Culture et des Sports et au Service de la formation des niveaux secondaire II et tertiaire. Pour le surplus, la répartition des compétences se fait conformément à la législation en matière de formation professionnelle.

² L'Office de l'environnement soutient le Service de la formation des niveaux secondaire II et tertiaire, notamment pour l'organisation des cours et la mise sur pied des examens de fin d'apprentissage.

³ Une commission intercantonale d'examens et de cours pour apprentis forestiers-bûcherons peut être mise sur pied afin d'assurer la supervision de ces activités et de conseiller les services précités. Le Département de la Formation, de la Culture et des Sports est compétent pour prendre les décisions nécessaires à cette fin.

Art. 31 à 36⁹⁾

CHAPITRE VI : Le triage forestier

SECTION 1 : Constitution et organisation

Constitution	<p>Art. 37 ¹ L'initiative de former un triage avec d'autres collectivités publiques propriétaires de forêts revient à l'autorité exécutive de la commune (conseil communal, conseil de bourgeoisie). L'arrondissement forestier est associé aux démarches, notamment dans le but d'assurer une répartition équilibrée des triages.</p> <p>² Les relations entre les partenaires publics du triage sont réglées par une convention. Des propriétaires privés (fondations, sociétés, particuliers) peuvent adhérer à la convention, avec les mêmes droits et obligations, notamment financières, que les partenaires publics.</p> <p>³ L'adhésion d'une commune à un triage forestier est décidée par l'autorité législative (assemblée communale, conseil général, assemblée de bourgeoisie).</p>
Modification des limites d'un triage	<p>Art. 38 La modification des limites d'un triage, à la suite de l'adhésion d'une nouvelle commune ou du transfert d'une commune dans un autre triage, est de la compétence de l'autorité exécutive. L'arrondissement forestier est associé aux démarches devant aboutir à la modification.</p>
Approbation du Département	<p>Art. 39 La constitution d'un triage, de même que sa modification, sont soumises à l'approbation du Département de l'Environnement et de l'Équipement.</p>
Statut juridique	<p>Art. 40 Le statut juridique du triage forestier est celui d'une corporation de droit public. Il est régi par la convention de triage et, à titre subsidiaire, par les règles applicables aux syndicats de communes.</p>
Commission de triage a) Mandat	<p>Art. 41 La commission de triage a les attributions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) coordonner et surveiller les activités du garde forestier et du personnel du triage; b) nommer le garde forestier de triage et fixer son traitement; c) engager du personnel, dans la limite des moyens financiers mis à sa disposition par les partenaires;

- d) établir le règlement de service du garde forestier de triage et le cahier des charges du personnel; le règlement de service du garde forestier est soumis à l'Office de l'environnement pour ratification;
- e) acquérir les équipements nécessaires au fonctionnement du triage, dans la limite des moyens financiers mis à sa disposition par les partenaires;
- f) examiner et approuver le budget du triage, ainsi que les comptes de celui-ci;
- g) traiter les différends qui opposent les propriétaires et le public au garde forestier ou à d'autres membres du personnel du triage;
- h) assumer les autres tâches qui lui sont déléguées par les partenaires.

b) Composition **Art. 42** ¹ La commission se compose des représentants des collectivités publiques, des propriétaires qui ont signé la convention et des propriétaires privés.

² Le nombre de représentants est fixé dans la convention en tenant compte de la surface boisée et de la participation aux frais.

c) Nomination des représentants **Art. 43** ¹ Les représentants des collectivités publiques sont nommés par les autorités exécutives.

² Les représentants des propriétaires privés sont nommés par l'assemblée des propriétaires privés du triage, convoquée dix jours à l'avance par le secrétariat du triage, par un avis dans le Journal officiel et par affichage public dans les communes concernées. L'assemblée est présidée par le président de la commission de triage ou, à défaut, par l'ingénieur forestier d'arrondissement. Le garde forestier de triage présente à cette occasion les activités du triage.

d) Constitution de la commission **Art. 44** ¹ La séance constitutive de la commission de triage est convoquée et présidée par l'ingénieur forestier d'arrondissement.

² La commission nomme parmi ses membres le président, le vice-président, le caissier et le secrétaire. Les fonctions de secrétaire et de caissier peuvent être cumulées.

³ La fonction de caissier peut être confiée à une personne ne faisant pas partie de la commission.

e) Droit de vote,
quorum

Art. 45 ¹ Chaque membre de la commission dispose d'un suffrage. Pour les décisions qui engagent financièrement les signataires de la convention, les représentants des propriétaires privés ont seulement voix consultative.

² Le président participe au vote. En cas d'égalité de suffrages, il a voix prépondérante.

³ La commission est habilitée à prendre des décisions valables lorsque la moitié des membres participant au vote sont présents.

f) Convocation

Art. 46 ¹ La commission est convoquée par le président ou si deux membres de la commission ou l'ingénieur forestier d'arrondissement en font la demande.

² L'invitation aux séances se fait par écrit avec indication de l'ordre du jour. Un procès-verbal est établi pour chaque séance.

³ L'ingénieur forestier d'arrondissement est invité à toutes les séances. Il a voix consultative. Exceptionnellement, il peut se faire remplacer par un collaborateur.

⁴ Le garde forestier de triage est également invité à toutes les séances. Il a voix consultative. Lors de délibérations qui le concernent personnellement, le président peut l'inviter à se retirer.

Durée du mandat

Art. 47 ¹ Les membres de la commission sont nommés pour une période de quatre ans correspondant à la législature communale.

² Les membres sont rééligibles pour deux nouvelles périodes consécutives. [7\)](#)

³ Si un membre a été nommé dans la commission en tant que représentant d'une autorité ou en raison de sa fonction, son mandat prend fin lorsqu'il n'appartient plus à cette autorité ou n'exerce plus sa fonction.

SECTION 2 : Dédommagement de l'Etat

Dédommagement à la surface (art. 15, al. 1, DFOR)

Art. 48 Le montant de l'indemnité due par l'Etat pour les activités du garde forestier de triage, au titre de la conservation de l'aire forestière, de la garantie de la fonction protectrice et de la collaboration à l'exercice de la police forestière, se base sur la surface de forêt soumise à la législation forestière, indépendamment des conditions de propriété.

Dédommagement au volume (art. 15, al. 2, DFOR)

Art. 49 Les volumes déterminants pour fixer l'indemnité due par l'Etat pour les activités du garde forestier de triage dans les martelages et dans la vulgarisation sont :

- a) dans les forêts des propriétaires signataires de la convention de triage, la possibilité fixée dans le plan de gestion approuvé par l'Office de l'environnement (forêts soumises à l'obligation du plan de gestion); les volumes indiqués sous lettre b pour les autres partenaires;
- b) dans les autres forêts, le volume moyen des coupes martelées durant les cinq exercices précédents.

Aide financière pour l'amélioration de la gestion (art. 15, al. 3, DFOR)

Art. 50^{[11\)](#)} ¹ Une aide financière peut être octroyée à un triage dans le but d'améliorer l'efficacité de sa gestion lorsque celui-ci prend des mesures concrètes tendant notamment à :

- a) une mise en commun de l'exploitation et de la gestion financière des forêts;
- b) une coordination accrue des travaux forestiers;
- c) la mise sur pied d'outils de gestion, tels une comptabilité analytique.

² Le Département de l'Environnement et de l'Equipeement définit et adapte les conditions d'octroi et les modalités de calcul des aides financières, ainsi que la manière de les demander.

³ Cette aide financière est octroyée dans les limites budgétaires. Le Département peut limiter la durée durant laquelle elle est versée.

Montant maximal, conditions de versement

Art. 51 ¹ Le cumul des contributions prévues aux articles 48 à 50 ne peut dépasser le tiers du traitement brut moyen des gardes forestiers augmenté des charges sociales obligatoires des employeurs (art. 15, al. 5, DFOR).

² Les contributions dues conformément aux articles 48 et 49 ne peuvent dépasser le quart du traitement brut moyen des gardes forestiers augmenté des charges sociales obligatoires des employeurs.

³ Le versement de la contribution de l'Etat est conditionné au respect des exigences formulées par l'Office de l'environnement, dans le cadre de la surveillance des triages.

CHAPITRE VII : Crédits d'investissement

Ordre de priorité

Art. 52 Au cas où les crédits mis à la disposition du Canton par la Confédération ne permettent pas de satisfaire toutes les demandes, la préférence est donnée aux investissements qui, dans l'ordre :

- a) permettent de garantir la sécurité des personnes ou des biens de grande valeur;
- b) génèrent des gains de productivité élevés ou permettent d'abaisser considérablement les coûts des travaux d'exploitation et d'entretien de la forêt, au profit des propriétaires du Canton ou d'une région;
- c) produisent une amélioration importante et durable dans les structures forestières du Canton ou d'une région.

Délai pour le dépôt des demandes

Art. 53 Les demandes de crédits d'investissement doivent être déposées à l'Office de l'environnement au plus tard le 15 mars ou le 15 septembre de l'année souhaitée pour le versement. Ces délais ne sont pas déterminants si la demande concerne le remplacement d'un engin ayant déjà bénéficié d'un tel crédit.

Commission consultative

Art. 54 Une commission consultative de trois membres est désignée par le Département de l'Environnement et de l'Equipeement pour préavisier les demandes de crédits d'investissement.

CHAPITRE VIII : Dispositions transitoires et finales

Art. 55⁹⁾

Abrogation

Art. 56 Sont abrogées :

- l'ordonnance du 24 octobre 1995 sur la définition et la constatation de la forêt, ainsi que sur les crédits d'investissement en faveur de l'économie forestière;
- l'ordonnance du 6 décembre 1978 concernant les constructions à proximité de la forêt;
- l'ordonnance du 6 décembre 1978 sur les contrats de gestion de la forêt;
- l'ordonnance du 6 décembre 1978 concernant les fonds de réserve forestiers;
- l'ordonnance du 6 décembre 1978 concernant l'organisation du Service des forêts dans la République et Canton du Jura;
- l'ordonnance du 6 décembre 1978 sur l'organisation et les attributions de la commission de triage forestier;
- l'ordonnance du 6 décembre 1978 sur la répartition des frais entre les propriétaires de forêt et l'Etat;
- l'ordonnance du 5 février 1980 concernant l'apprentissage professionnel des forestiers-bûcherons.

Entrée en
vigueur

Art. 57 ¹ A l'exception des articles 48 à 51, la présente ordonnance entre en vigueur le 1^{er} août 2000.

² Les dispositions des articles 48 à 51 entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2002 (art. 28, al. 2, DFOR).

Delémont, le 4 juillet 2000

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Pierre Kohler
Le chancelier : Sigismond Jacquod

- 1) RSJU 921.11
- 2) RSJU 921.111
- 3) RSJU 190.611
- 4) RSJU 190.11
- 5) RSJU 413.241
- 6) RSJU 413.241.1
- 7) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 20 juin 2006, en vigueur depuis le 1^{er} septembre 2006
- 8) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 24 août 2010, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2011
- 9) Abrogé(s) par le ch. I de l'ordonnance du 24 août 2010, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2011
- 10) Nouvelle dénomination selon le ch. I de la modification du décret d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale du 20 juin 2007, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2008 (RSJU 172.111). Il a été tenu compte de cette modification dans toute la présente ordonnance
- 11) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 27 septembre 2011, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2012

Ordonnance concernant l'octroi du permis temporaire de chasser

du 16 septembre 2003

Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,

vu l'article 26 de la loi du 11 décembre 2002 sur la chasse et la protection de la faune sauvage (LCh)¹⁾,

arrête :

Conditions
d'obtention et
demande

Article premier ¹ L'Office de l'environnement³⁾ peut délivrer des permis temporaires de chasser à des hôtes de chasseurs ou à des candidats chasseurs (dénommés ci-après : "les invités") qui remplissent les conditions fixées à l'article 26 de la loi sur la chasse et la protection de la faune sauvage¹⁾.

² En plus des conditions mentionnées ci-dessus, les candidats chasseurs doivent avoir passé avec succès les examens théorique et pratique sur les armes pour pouvoir obtenir un permis temporaire de chasser.

³ La demande doit être adressée à l'Office de l'environnement au moyen du formulaire officiel, au moins 10 jours à l'avance. Demeurent réservées la demande et la délivrance du permis temporaire par le biais d'Internet.²⁾

Validité

Art. 2 ¹ Les permis temporaires de chasser sont valables un jour.

² Ils peuvent être délivrés durant toute la saison de chasse et pour tous les types de chasse.

Limitation du
nombre de
permis
temporaires

Art. 3²⁾ L'invité peut obtenir au maximum trois permis temporaires de chasser durant une même saison de chasse.

Exercice de la
chasse

Art. 4 ¹ L'invité doit être accompagné d'un titulaire d'un permis jurassien valable pour la chasse qu'il souhaite exercer.

² Un groupe de chasse ne peut pas accueillir plus de deux invités par jour. Ces derniers ne sont pas comptabilisés dans le groupe, mais considérés comme des surnuméraires.

³ Sur requête, l'invité se légitime par la présentation de son permis de chasse, du permis temporaire de chasser, d'une pièce d'identité et de son attestation d'assurance responsabilité civile en matière de chasse.²⁾

Quota de gibier
et statistique

Art. 5 ¹ Le titulaire d'un permis temporaire de chasser délivré pour la chasse au chevreuil, au chamois, au lièvre ou au sanglier ne peut tirer plus d'un gibier par jour. Ce dernier devra être porté au compte du chasseur qui l'accompagne.

² Au besoin, l'Office de l'environnement³⁾ peut fixer un quota pour le tir d'autres espèces de gibier.

³ Tout gibier tiré par un invité doit être comptabilisé dans les feuilles de statistique du chasseur qui l'accompagne.

Emolument

Art. 6 ¹ Le permis temporaire de chasser est soumis au paiement d'un émolument administratif.

² Le Gouvernement fixe le prix du permis conformément à l'article 30 de la loi sur la chasse et la protection de la faune sauvage¹⁾.

Entrée en
vigueur

Art. 7 La présente ordonnance entre en vigueur le 15 octobre 2003.

Delémont, le 16 septembre 2003

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Gérald Schaller
Le chancelier : Sigismond Jacquod

- 1) RSJU 922.11
- 2) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 3 mai 2011, en vigueur depuis le 1^{er} juin 2011
- 3) Nouvelle dénomination selon les articles 55 et suivants du décret d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2008 (RSJU 172.111)

